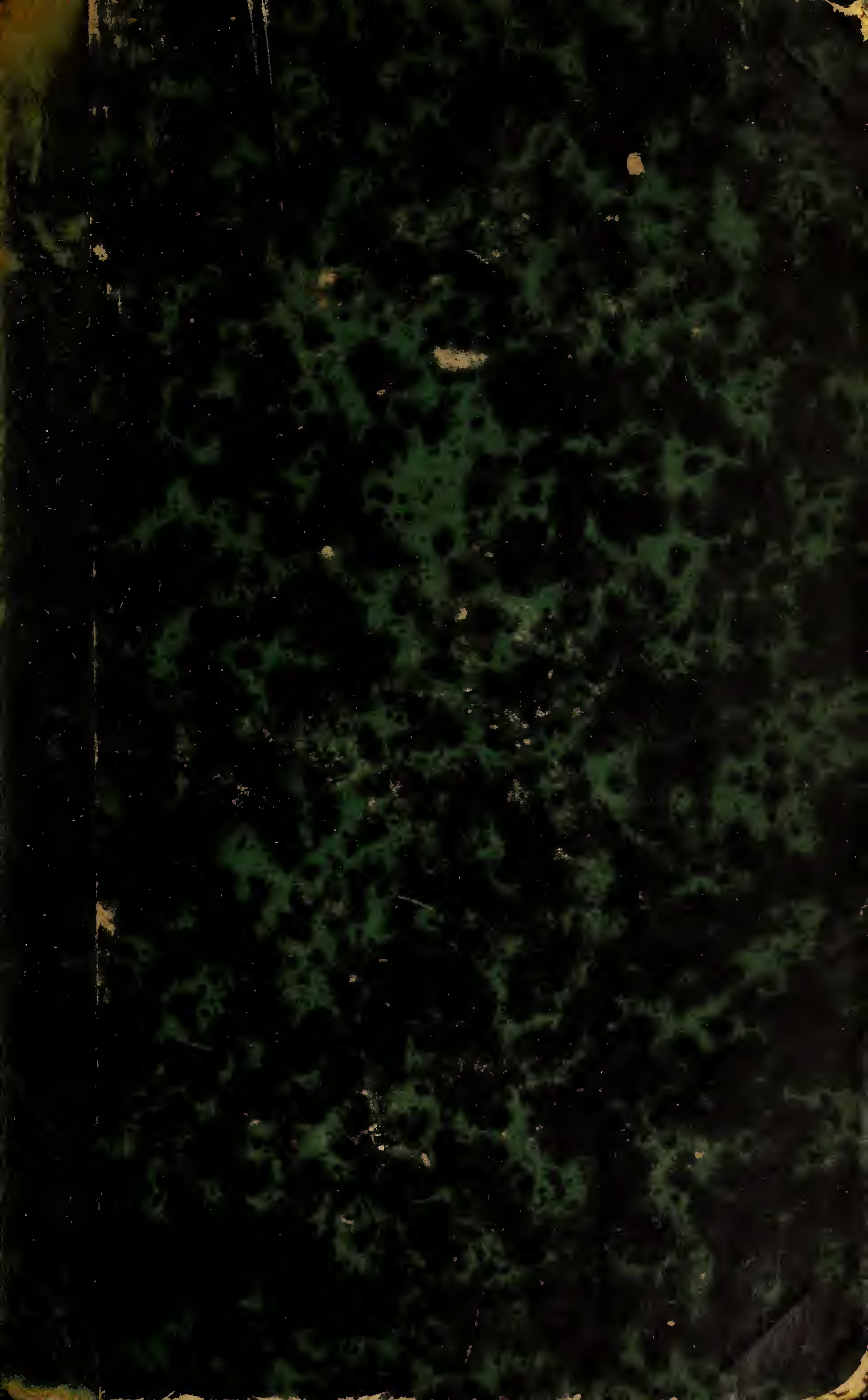
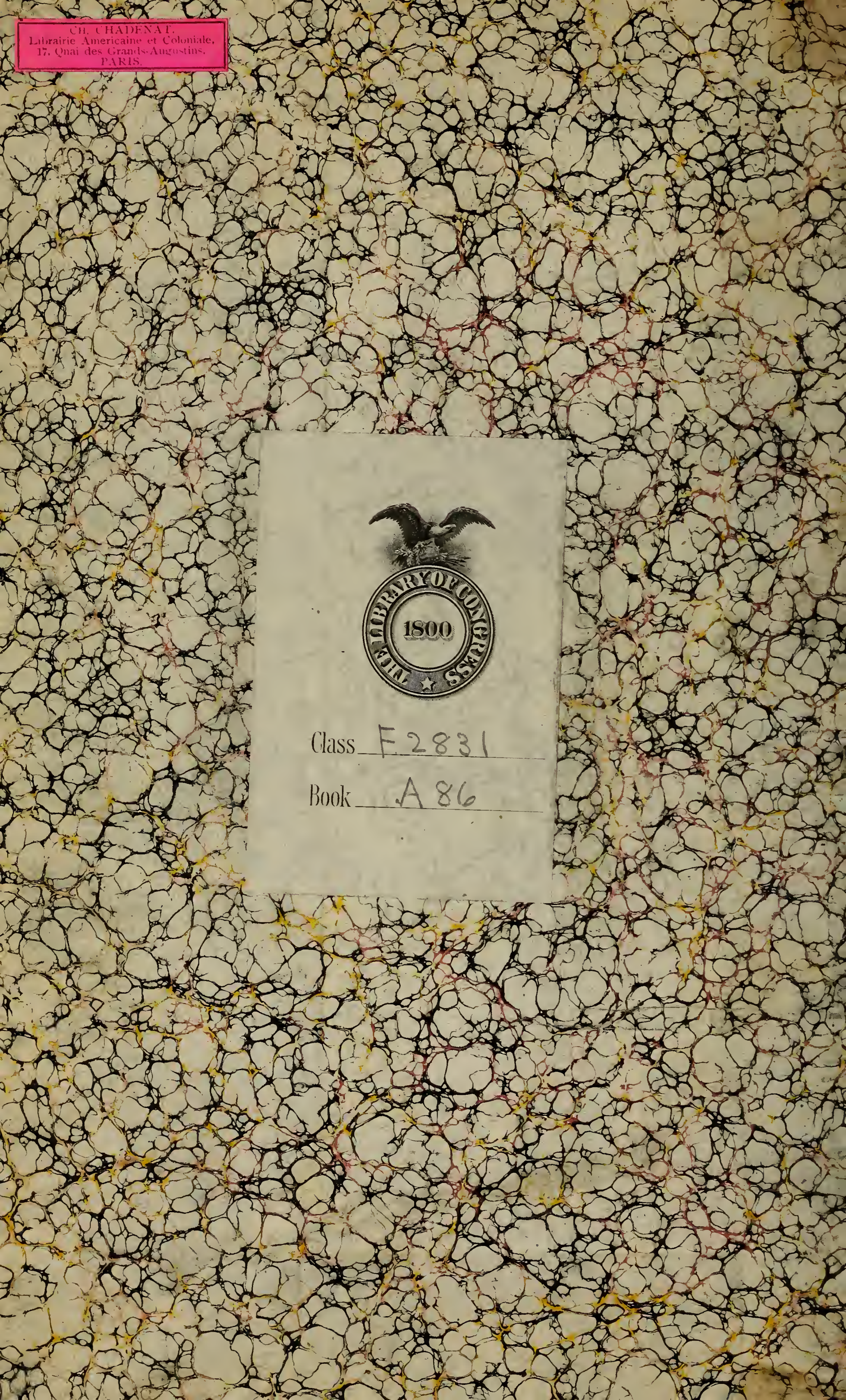



CH. CHADENAT.
Librairie Americaine et Coloniale,
17, Quai des Grands-Augustins,
PARIS.
THE LIBRARY OF CONGRESS
1800
Class F2831
Book A86



LA PLATA

LA PLATA

ÉTUDE HISTORIQUE

PAR

SANTIAGO ARCOS



PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

—

1865

INTRODUCTION.

Le mouvement qui, depuis quatre siècles, entraîne les populations européennes vers le nouveau monde, loin de se ralentir, a pris, au contraire, depuis quelques années, et sous l'empire de circonstances que tout le monde connaît, une nouvelle activité. Il se combine aujourd'hui avec un mouvement d'une autre nature, avec ce besoin d'expansion qui pousse les peuples à se visiter, à apprendre à se connaître, à se lier entre eux dans le but d'améliorer leur condition matérielle et morale, à se compléter enfin les uns par les autres.

Ce double mouvement, qui doit évidemment tourner au bonheur de l'humanité, qui finira, il faut bien l'espérer, par faire des sociétés humaines une seule et grande famille, il m'a semblé qu'il était du devoir de tout homme, et, plus particulièrement peut-être, de tout Américain, d'y aider du peu qu'il sait, dans la mesure de ses forces. Il n'y a pas, à ce point de vue, d'agglomération d'hommes, si petite et si éloignée qu'elle soit, qui n'ait son importance, et qui ne mérite d'avoir sa part de l'attention publique.

Telle est l'explication, et, s'il en était besoin, l'excuse de ce livre, qui a pour objet de faire connaître l'histoire et les ressources d'une des contrées du continent américain vers lesquelles l'émigration française semble depuis quelques années se diriger de préférence, et cela au grand avantage et du pays et des émigrants eux-mêmes.

La République Argentine est jeune encore; ses annales cependant remontent à quatre siècles déjà, et mériteraient à plus d'un titre d'être mieux connues qu'elles ne le sont. Elles touchent par plus d'un point à celles de plusieurs des principales nations européennes; elles sont d'ailleurs intimement liées à l'histoire de toute l'Amérique méridionale. Pour faire comprendre comment les hommes de race latine furent amenés sur les bords des grands fleuves du sud-est de l'Amérique australe, comment est née cette petite république, les vicissitudes par lesquelles elle a passé, et enfin son état actuel, il me faudra remonter à l'époque de la conquête, au delà même, et parler souvent des États qui l'environnent, du Pérou surtout, dont les métaux précieux furent le principal appât qui attira les hommes de l'ancien monde vers le nouveau, et dont la Plata a longtemps d'ailleurs partagé les destinées.

En cela, du reste, je ne ferai que me conformer aux lois de la logique. L'histoire, en effet, se compose de deux éléments inséparables, les idées et les faits. Les études historiques, pour atteindre le but qui peut surtout les rendre intéressantes, et qui est de nous initier à l'avenir et de nous le faire envisager avec confiance par la comparaison du présent au passé, doivent donc avoir également un double objet : d'abord l'étude des idées ou de l'esprit humain à une époque donnée, que nous appellerons l'étude des causes, puis l'étude des événements ou des effets.

Les événements sont, en général, la conséquence des dispositions de l'esprit humain, mais souvent ils réagissent d'une

manière inattendue sur les idées ; et causes et effets s'entre-choquant, se modifiant constamment, il en résulte un étrange enchaînement de faits qui nous portent à croire que les destinées humaines sont fatalement réglées, et que l'humanité marche, sans s'en douter, vers un état social préconçu par la nature, comme le chêne est préconçu dans le gland, la houille dans la forêt ensevelie par un cataclysme géologique, le diamant dans ces masses de charbon frappées par la foudre.

Quelles sont ces destinées réservées à l'humanité? Nul ne le sait, mais Dieu est grand.....

L'étendue du domaine qui reste à l'homme à exploiter paraît encore bien disproportionnée à ses moyens de travail; le rôle qu'il est appelé à remplir est donc encore si loin d'arriver à son terme, que nous pouvons croire que les destinées humaines sont proportionnelles au travail à faire comparé au travail fait: plus il reste à faire et plus doit nous paraître grandiose l'avenir que nous devons espérer pour la race humaine.

Des 500 millions de kilomètres carrés dont se compose le domaine humain, un cinquième à peine est exploité, le surplus attend encore la main de l'homme.

Ce n'est pas de longtemps sans doute que s'achèvera cette exploitation, dont les résultats seraient incalculables pour notre bonheur; un grand pas cependant a été fait dans les quatre derniers siècles. La terre est aujourd'hui connue, l'homme l'a parcourue dans tous les sens et peut s'en faire une juste idée: progrès immense, si l'on songe à ce qu'était la science géographique au quinzième siècle. Une moitié du monde était alors inconnue de l'autre moitié. L'Astec ou l'Inca, comme l'Européen ou le Mantchou, ignoraient qu'au delà des mers existaient d'autres continents. On n'avait sur la forme du globe, sur l'étendue des terres, sur la diversité des climats et sur la différence des races humaines, que des notions vagues, incertaines. Les exagérations

les plus extravagantes trouvaient crédit. On croyait volontiers qu'au sud du Sahara la chaleur était telle que les métaux étaient constamment en fusion, qu'au sud du cap des Palmes la mer était en ébullition. Ce qu'on croyait savoir des choses de notre monde ne s'appuyait que sur des théories auxquelles manquait la sanction de l'expérience, seule capable de donner cette certitude qui forme la science. En un mot, on était, au commencement du quinzième siècle, aussi fort en géographie que nous le sommes, au milieu du dix-neuvième siècle, en électricité.

Cependant à cette époque on s'occupait déjà beaucoup de cosmographie; mais, pour la plupart des érudits eux-mêmes, la terre était une surface plate entourée d'eau de tous côtés, que les cieux couvraient de leur voûte immense, et sous laquelle s'étendaient les enfers.

Ces croyances étaient fondées sur les écrits des auteurs grecs ou romains, prouvant que l'Afrique était entourée d'eau, et sur les relations des quelques voyageurs qui avaient pénétré dans l'extrême orient, comme de ceux qui s'étaient avancés jusqu'à l'extrême nord, et qui, les uns et les autres, avaient toujours rencontré la mer.

Les astronomes pourtant n'étaient pas d'accord sur la forme de la terre. Quelques-uns la croyaient sphérique, et expliquaient le jour et la nuit par la révolution du soleil autour de notre planète. Les Arabes même avaient essayé de mesurer ce corps sphérique, et bientôt il se trouva des cosmographes assez osés pour avancer, mais bien bas, que notre planète était un globe mesurant 10,000 lieues de circonférence. Cette assertion, en effet, choquait les opinions religieuses du temps, et ceux qui étaient plus près du vrai n'osaient parler : on devait alors cacher une vérité astronomique avec le même soin qu'un anglican de nos jours met à cacher une vérité géologique qu'il ne peut faire concorder avec la Bible.

L'Italie était, de toute l'Europe, le pays où l'on s'occupait le plus de ces questions, par la raison que les Italiens d'alors étaient les plus intrépides marins et les explorateurs les plus hardis. Un Vénitien, Marco Polo, avait publié, dans les dernières années du treizième siècle, un voyage à l'extrême orient qui était très-lu et contribuait à surexciter la curiosité chaque jour plus grande qui s'attachait aux lointains pays de Cathay et de Zipangu.

Les voyageurs d'alors ne se contentaient pas de mentir un peu plus encore que nos voyageurs actuels : tout homme qui écrivait un voyage profitait de l'occasion pour développer sa petite utopie, qu'à l'entendre il aurait trouvée toute réalisée dans les pays qu'il avait parcourus. Aussi, dans presque toutes les relations des voyageurs du moyen âge, est-il question non seulement de richesses fabuleuses, de monarques magnifiques, mais encore de pays admirablement organisés, de mœurs pures, hospitalières, ornés en un mot de toutes les vertus que ces chercheurs avaient sans doute rêvées dans le long cours de leurs voyages, toujours pénibles.

Marco Polo peut être regardé comme le type du voyageur de cette époque. C'est avec un imperturbable aplomb qu'il parle des merveilleux pays qu'il a visités, des égards que le Grand Khan, seigneur et maître de l'extrême orient, avait eus pour lui. Rien ne peut être comparé à la capitale du Zipangu, qu'il a visitée comme ambassadeur de ce prince. Les toitures sont en or, la soie y est plus commune que la laine en Europe, les arbres à épices poussent naturellement dans ses environs et y sont aussi communs que les chênes dans les forêts des Gaules. Les hommes, après avoir travaillé deux ou trois ans comme apprentis et autant comme maîtres, y passent à l'état de rentiers. C'était en un mot un véritable pays de Cocagne, où il suffisait de mettre le pied pour être riche, où tout étranger était

considéré comme un savant, où tout le monde enfin était heureux.

Ces récits, si absurdes qu'ils nous paraissent, impressionnaient fortement les aventuriers d'alors, dont la crédulité égalait l'ignorance; et ce n'étaient pas seulement le marin et le commerçant qui se préoccupaient de ces merveilles, les princes les plus puissants d'Europe y rêvaient souvent.

Les relations de Marco Polo étaient une des lectures favorites de don Enrique de Portugal, qui, à force de constance et de sacrifices, fit parvenir ses flottes jusqu'au pays des épices.

Le succès des Portugais dans leur navigation par le cap de Bonne-Espérance, les immenses bénéfices que réalisèrent les marchands qui eurent la bonne fortune d'accompagner Vasco de Gama, ne firent qu'augmenter le désir d'arriver aux terres du Grand Khan, plus à l'est des côtes de l'Indoustan, et plus riches encore que Calicut, où Gama avait débarqué.

Un marin génois, très-lettré, si on le compare à la généralité des hommes de sa profession, avait lu et relu les voyages de Marco Polo. Ses études astronomiques et ses relations avec le cosmographe Torricelli lui avaient donné des notions sur la forme de la terre, et, malgré son ardent catholicisme, il croyait que c'était un corps sphérique ayant de 9,000 à 10,000 lieues de circonférence.

Dans sa jeunesse, Christophe Colomb avait navigué de Gênes à Lisbonne et de Lisbonne aux îles Açores, où il avait séjourné trois ans. Calculant que de Venise aux Açores il y avait 1,000 lieues et que Marco Polo avait, selon son itinéraire, où les distances n'étaient pas moins exagérées que la grandeur des villes dans ses descriptions, cheminé 8,500 lieues à l'est, il se disait : En naviguant à l'ouest des Açores il est impossible que je n'arrive pas aux terres du Grand Khan.

La terre, en effet, si Torricelli ne se trompe, mesure en cir-

conférence au plus.	10,000	lieues
Des terres du Grand Khan à Venise, il y a, selon Marco Polo	8,000	
De Venise aux Açores, la distance est de	1,000	
Des Açores aux terres du Grand Khan, il doit y avoir au plus.	1,000	
Total égal à la mesure de la terre	10,000	lieues

Dans ce simple calcul est tout le génie de Colomb ; cette simple addition lui donna la certitude mathématique d'arriver, après une courte navigation, aux terres que les Portugais avaient eu tant de peine à découvrir en doublant l'extrémité australe de l'Afrique. Et encore les terres abordées par les Portugais étaient les plus voisines de l'Europe, celles dont Marco Polo faisait le moins de cas, un pays insignifiant comparativement aux fameuses îles des épices, voisines de Zipangu, lesquelles, étant les plus éloignées de l'Europe par la route de l'est, devaient être les plus rapprochées et les premières où l'on arriverait par la route de l'ouest.

Mais que de difficultés pour persuader les grands de la terre de cette simple vérité! Que de controverses à soutenir avec les hommes d'Église, tout-puissants alors, et alors aussi, comme aujourd'hui, aveuglés par les plus puériles superstitions! Fort de sa conviction, Colomb commença le plus rude des combats contre l'ignorance de ses contemporains.

Pour être plus en état de répondre aux objections, il entreprit l'étude de la théologie; il harmonisa de son mieux sa science de cosmographe avec les superstitions de son siècle; et, pendant huit longues années, il mendia, en discutant, le peu d'argent qu'il lui fallait pour sa grande entreprise.

Il eut enfin le bonheur d'intéresser un moine espagnol qui décida une reine à tenter cette aventure, dont le résultat, inespéré de tous et de Colomb tout le premier, devait être la découverte du nouveau monde.

Mais ce grand fait, ce nouveau monde, n'apparut pas tout d'abord après l'arrivée de Colomb à San-Salvador; il demeura pour tous un mystère longtemps encore après que le Génois eut présenté à Leurs Majestés Catholiques les hommes rouges des îles, parés de plumes aux reflets métalliques, dépouilles d'oiseaux inconnus, et chargés de bijoux d'or grossièrement travaillés, mais massifs.

Colomb et ses compagnons croyaient se trouver à l'extrémité orientale de l'Asie; quand ils côtoyaient les Antilles, les hautes montagnes de Cuba leur avaient semblé, non les collines d'une île, mais les rivages d'un continent. Les Européens n'étaient pas encore habitués à cette nature si fortement accentuée. Colomb mourut dans cette persuasion, et la preuve en est dans le nom d'Indes Occidentales qui fut donné aux terres qu'il avait découvertes.

Pour détromper les Espagnols, il fallut les rapports de Vasco Nunès de Balboa découvrant le Pacifique à l'ouest de l'isthme de Panama, la navigation de Cortès sur les mers qui baignaient les côtes occidentales de l'empire de Montézuma, l'expédition de Pizarre de Panama au Pérou, celle enfin de Magellan, qui résolut le grand problème et fit que l'homme connut tout son domaine.

Une fois l'Amérique découverte, et lorsque les immenses trésors du Pérou eurent éveillé l'attention, cinq nations voulurent posséder des établissements dans le nouveau monde. L'Espagne et le Portugal prirent pour eux les Antilles, le Mexique et toute l'Amérique méridionale. Les Français et les Anglais s'établirent dans l'Amérique du Nord, où les premiers navigateurs avaient dédaigné d'aborder. Les Hollandais allèrent un peu partout, prenant pied où on voulut bien le leur permettre.

La colonisation, dans les pays où s'établirent les Espagnols, les Portugais et les Français, les hommes de la race latine, en un mot, eut partout le même caractère. Les Latins, individuel-

lement plus aventureux que les Saxons, étaient à peine arrivés qu'ils s'éparpillaient par toute la contrée. Souvent cruels, mais sans mépris, sans répugnance pour les aborigènes, ils se mêlaient aux tribus indiennes, et, un siècle après la découverte, des côtes de la Californie au cap Horn, de Maracaïbo à la Plata, les Espagnols avaient parcouru le continent en tout sens. Les Portugais, de leur côté, avaient exploré tout le Brésil. Des villages, où quelques Européens s'étaient entourés d'un grand nombre de familles indiennes, s'élevaient de tous côtés, souvent à sept ou huit journées les uns des autres et à quinze ou vingt journées de marche des côtes ou des rivières où pouvaient arriver les vaisseaux d'Europe.

Ces colons prenaient les habitudes, le costume et quelquefois jusqu'à la langue des tribus auxquelles ils se mêlaient, comme cela est arrivé au Paraguay, et, tout en les dominant, ils s'identifiaient à elles; les Européens, en un mot, se faisaient Indiens, oubliant l'ancien monde qu'ils venaient de quitter.

Dans l'Amérique du Nord, les quelques Français qui abordèrent au Canada, poussés par les mêmes instincts, découvrirent plus de terre que les autres colonisateurs, en se répandant des bouches du Saint-Laurent aux bouches du Mississipi.

Moins aventureux, les Anglais ni les Hollandais ne se préoccupaient pas autant d'étendre leurs possessions, mais ils s'y établissaient plus solidement. Ce qu'ils prenaient était pour eux seuls, et leurs colonies, loin de présenter l'aspect semi-sauvage des colonies latines, étaient peuplées d'hommes aussi civilisés et plus entreprenants que ceux des villages d'Angleterre ou de Hollande. La population y était plus homogène, parce qu'ils en chassaient les naturels. Le mépris pour les races noire ou cuivrée, la répugnance à se mêler à elles, sont instinctifs chez les hommes du Nord; aussi pouvons-nous dire que l'aristocratie de la peau date, aux États-Unis, du temps de la conquête.

Il est une autre distinction, très-essentielle, et qu'il ne faut jamais oublier si l'on veut se rendre bien compte de la marche des événements dans le nouveau monde, après la colonisation.

Dans les colonies latines, on tenait à former un peuple de bons sujets.

Dans les colonies saxonnes, on tenait à former un peuple de bons citoyens.

Un homme est un bon sujet s'il est obéissant. Dans les monarchies absolues, l'instruction, la richesse individuelle, l'activité morale ou matérielle, l'aptitude à augmenter son bien-être, à conserver la fortune acquise, sont choses fort secondaires. Tout cela ne fait tort sans doute ni à la monarchie ni à l'individu; mais l'utilité, après tout! On est d'autant meilleur sujet que moralement on ressemble plus au mouton.

Dans un État libre, c'est presque le contraire. L'instruction très-généralisée, les habitudes de travail, la capacité de produire son propre bien-être, d'augmenter sa richesse individuelle et de la conserver; une haute moralité, en un mot, sont les conditions premières de la prospérité, de la stabilité de l'État. Le pays n'a qu'à gagner à ce que chacun pense à ses devoirs et à ses droits, et discute les intérêts publics. L'obéissance moutonnière serait un défaut chez le bon citoyen.

Pour être logique, l'éducation du sujet doit donc être l'opposé de l'éducation du bon citoyen.

Ainsi s'expliquent les divergences si profondes entre les premiers établissements formés aux deux Amériques. Dans les colonies espagnoles, on fit tout ce qu'il fallait pour avoir de bons sujets; dans les colonies anglaises, presque tout ce qu'il fallait pour faire de bons citoyens; et cela sans qu'on doive accuser les uns de machiavélisme ni exagérer la prévoyance des autres.

Les Portugais et les Français suivirent le système espagnol, les Hollandais imitèrent à peu près les Anglais. La condition

différente de ces peuples en Europe explique cette marche différente.

La France, l'Espagne et le Portugal, qui avaient échappé aux erreurs de Calvin et de Luther, étaient en plein catholicisme. Or, bon catholique et bon sujet, c'est tout un. Pour celui-ci comme pour celui-là, il faut croire, obéir, et surtout ne jamais discuter.

L'instruction dans les pays catholiques, et particulièrement en Amérique, se réduisait à marmotter quelques prières et à se bien préparer pour la vie future. La vie future! c'était là le grand, l'unique but, la suprême aspiration, pour les Indiens surtout, qui avaient souvent à souffrir de leurs maîtres, et qui espéraient en être dédommagés dans cet autre monde dont on leur parlait sans cesse, et où ils devaient trouver l'oubli et la réparation de tous leurs maux. De là, chez les colons espagnols et chez les Indiens qui vivaient avec eux, une extrême nonchalance et une indifférence résignée pour l'état de choses. De là aussi l'immense prépondérance du clergé dans les colonies espagnoles et l'éclatante protection dont ne cessa de le couvrir la couronne d'Espagne, qui comptait sur lui comme sur le premier et le plus puissant instrument pour le maintien de l'ordre et de l'obéissance dans ses lointaines possessions.

Dans des pays ainsi constitués, l'administration était facile. On n'avait pas à s'y préoccuper des devoirs du Gouvernement, auxquels personne ne songeait; on s'y préoccupait de ses droits, que l'on faisait consister à faire rentrer au Trésor le plus d'argent possible, à utiliser ces nouvelles possessions pour donner de l'emploi à un grand nombre de solliciteurs qui comptaient sur l'administration pour vivre, à éloigner des pays conquis tout étranger qui aurait fait concurrence au commerce espagnol, parce que, en fin de compte, le commerce espagnol était celui qui donnait le plus d'argent à l'Espagne.

Tout cela, nous nous plaisons à le répéter, était fait par le gouvernement espagnol sans songer à mal, et, au contraire,

dans l'intention de rendre le plus heureux possible ses sujets d'outre-mer.

Les choses se passaient tout autrement dans les colonies anglaises ou hollandaises. La population qui y affluait était presque toute atteinte de la manie d'examen, conséquence naturelle des religions réformées. Puritains de Boston, quakers de Philadelphie ou anglicans de la Virginie, attachaient la même importance à la lecture de la Bible; de là ce grand nombre d'écoles qui, dès les premiers temps, s'élevèrent dans ces colonies. On y singeait les assemblées de l'Angleterre, où tout se discutait; on y parlait hautement de ses droits; on affichait la prétention de commercer librement, etc., etc. Enfin, l'éducation donnée à la jeunesse tendait presque instinctivement à former de bons citoyens.

De ces différences de la manière d'être des deux races colonisatrices est sorti ce que nous voyons : une race un peu plus civilisée au Nord, une race un peu moins civilisée au Sud. La raison en est simple : s'il est vrai, en effet, que les institutions humaines peuvent ralentir la marche des sociétés vers le progrès, ces institutions sont peu de chose comparées à l'impulsion du temps, qui, soit par des moyens pacifiques, soit par des moyens violents, conduit le monde fatalement vers un état de choses meilleur.

Un travail sur les progrès de l'humanité en Amérique serait assurément fort intéressant; malheureusement il est trop au-dessus de mes forces pour que j'aie pu un seul instant songer à l'entreprendre. Mais ce que je ne saurais faire pour le tout, il me sera peut-être permis de l'essayer pour une partie, que je connais plus particulièrement, pour les provinces de la Plata, où j'ai passé de longues années.

Les annales de ces provinces remontent à la découverte du nouveau monde; je devrai donc, pour faire connaître les causes en même temps que les effets, aller chercher jusque-là

l'origine de la République Argentine, et, par la même raison, je serai plus d'une fois obligé, comme je l'ai dit en commençant, de faire des excursions dans les pays voisins, à l'histoire desquels son histoire se trouve souvent mêlée.

Les divisions de cette étude historique sont indiquées par les états divers qu'a traversés l'Amérique méridionale depuis qu'elle nous a été révélée.

Quand les Européens abordent dans cette moitié du nouveau monde, ils en trouvent la partie occidentale occupée, dans presque toute sa longueur, par un immense troupeau humain sur lequel règnent despotiquement les fils du Soleil. Dégageant des récits contemporains ce qui peut intéresser notre sujet, nous jetterons un coup d'œil rapide sur la constitution de cette étrange communauté, parvenue, sous l'empire des lois les plus simples, à l'état le plus florissant; sur les mœurs de ces populations, au souvenir desquelles s'attache encore un intérêt sympathique.

De 1526 à 1533, les Espagnols se rendent maîtres de tout l'empire des Incas, et sur ses ruines ils établissent la vice-royauté du Pérou, qui s'étendait jusqu'à l'embouchure du Rio de la Plata.

Les guerres de l'Espagne avec les colonies portugaises la déterminent, en 1776, à scinder en deux gouvernements ses vastes possessions de l'Amérique du Sud, dont la trop grande étendue est un obstacle à la marche des opérations militaires comme à celle de l'administration, et les provinces de la Plata forment une vice-royauté particulière.

En 1810, les pays qui formaient cette vice-royauté lèvent l'étendard de l'indépendance, et parviennent à s'affranchir; mais le règne paisible de la liberté est longtemps retardé par des discordes intestines, résultat naturel de la tutelle où les avait tenus le système colonial.

Nous tâcherons de faire connaître les causes et l'*utilité* de ces luttes, si mal appréciées en Europe; de faire comprendre les tendances des partis politiques, dont on s'est formé des idées si erronées que l'histoire de ces derniers temps en est devenue incompréhensible; fausses idées qui ont tenu en quelque sorte à une erreur d'optique. De même, en effet, que les premiers navigateurs, induits par une lointaine ressemblance, donnèrent le nom de lion et de tigre à l'inoffensif puma des Andes et au jaguar des forêts, de même on a appelé conservateurs et libéraux des hommes qui ressemblent autant aux conservateurs ou aux libéraux européens que le puma ressemble au lion ou le jaguar au tigre.

Nous montrerons comment le système républicain, s'il a été parfois une vérité, parfois aussi n'a été qu'un manteau servant à cacher le despotisme le plus effréné; et peut-être réussirons-nous à faire partager notre consolante conviction, à savoir, que ces guerres qui ont si souvent ensanglanté les bords de la Plata ont toujours eu une raison d'être, et que toute lutte, en dernier résultat, a abouti à un progrès; ce qui revient à dire que la liberté et la probité politique seules peuvent donner la stabilité. Si nous y réussissons, nos lecteurs seront à même de suivre sans étonnement les péripéties par lesquelles ces pays auront encore à passer.

Dans ce travail, nous n'aurons pu, sans doute, donner à la forme la précision et le poli qu'elle aurait reçus d'une plume française, mais il n'aura pas dépendu de nous que ce qui lui manquera sous ce rapport soit compensé par l'exactitude des faits.

I

LE TAVANTISUYOU

Etat physique, politique et moral du pays à la fin du quinzième siècle. Origine et gouvernement des Incas.

Vers la fin du quinzième siècle, Tupac-Inca-Yupangui avait réalisé le rêve de ses prédécesseurs : le Tavantisuyou (1), où tout homme adorait l'Inca comme fils de la divinité, s'étendait le long des Andes du 3e degré de latitude nord au 35e degré de latitude sud. Les *chasques* ou coureurs de Yupangui avaient mille lieues à parcourir pour porter des ordres d'une extrémité de l'empire à l'autre.

Moins large que long, le pays soumis aux fils de Manco Capac était sillonné dans toute sa longueur par l'immense cordillère aux cimes neigeuses. Les montagnes dont elle est formée, et qui séparent les grands fleuves qui coulent vers l'Atlantique des torrents qui courent au Pacifique, sont très-inégales dans leurs pentes. Abruptes et rapides sur le versant ouest, du côté du

(1) C'est-à-dire, en langue quichua, les quatre régions; c'était le nom indien du pays gouverné par les Incas. Les Espagnols, en parcourant la côte du Pacifique, ayant débarqué un peu au sud de Trujillo, à l'embouchure d'une petite rivière nommée par les Indiens *Birou*, employèrent ce nom, dont ils firent *Pérou*, pour désigner tous les pays conquis plus tard par Pizarre.

Pacifique, dont on dirait qu'elles sentent le voisinage, elles se pressent les unes contre les autres, laissant seulement entre elles de profonds ravins, au fond desquels coulent de maigres filets d'eau. Entre les plateaux trop élevés pour la grande végétation et les sables brûlés de la côte, le pays ne présente que mornes à pic, où la terre végétale s'éboule sans cesse, pays qui ne peut devenir productif qu'à force de travail.

Le versant opposé offre un aspect tout différent. La pente en est comparativement douce, et l'on y voit de nombreux et larges plateaux. Les cours d'eau qui s'y forment recueillent une plus grande quantité de neige fondue et ne tardent pas à se convertir en rivières. Les montagnes se succèdent à longs intervalles et s'abaissent de plus en plus. Le *guanaco*, l'*alpaca*, le *lama*, la *vigogne*, y trouvant des vallées plus étendues, de plus riches pâturages, y sont plus nombreux que sur le versant occidental. Le *puna*, le lion inoffensif des Andes, les guette derrière les bouquets de *chanar*, l'unique arbre qui brave les vents glacés des Cordillères.

La grande végétation commence à paraître à mesure que la chaîne s'abaisse, et d'autres animaux, le cerf, le *pécari* des forêts, le *jaguar*, peuplent ces terres plus chaudes. Les rivières deviennent de grands fleuves, sur le bord desquels les *caïmans* se chauffent au soleil; et à quatre-vingts lieues à l'est des cimes couvertes de neiges, les innombrables cours d'eau qui descendent des Andes, du *Chiapiapo* au *Caqueta*, vont se perdre dans un sombre océan de végétation, qui fut de ce côté, pour les Incas conquérants, une barrière impénétrable et aussi sûre que les flots du Pacifique qui battent le pied des Andes trente lieues à l'ouest de ces mêmes cimes.

La forêt, dans ces pays tropicaux, est inhabitable, même pour l'Indien. La chaleur qui se condense sous ces voûtes immenses, que les rayons lumineux ne peuvent pénétrer, est intolérable. L'air y circulant à peine, l'humidité y est constante. La terre disparaît sous d'épaisses couches de feuilles qui se décomposent

et forment un sol d'une fertilité maladive. La végétation ne se produit pas seulement de bas en haut, mais aussi de haut en bas. Des plantes parasites, aussi nombreuses que les arbres aux flancs desquels elles prennent racine , envoient leurs longs bras dans toutes les directions. Les branches d'arbre les plus grosses que l'ouragan vient à briser ne peuvent arriver à terre; les lianes les retiennent suspendues, et souvent un vieil arbre déraciné reste debout, soutenu par ces mille cordages. D'autres fois, s'entortillant autour de cinq ou six arbres, lès lianes les couvrent entièrement, s'unissent entre elles et forment une masse énorme qui apparaît comme une grosse tour en ruine couverte de feuilles. C'est l'orgie de la végétation.

Les reptiles seuls se plaisent sous ces sombres forêts , et bien des siècles encore s'écouleront sans doute avant que l'homme puisse s'y frayer des routes et les exploiter, avant qu'il puisse habiter le haut cours de ces grands [fleuves de l'Amérique du Sud qui viennent se jeter dans l'Atlantique et qui étonnent si justement les marins.

Ces immenses forêts formaient la frontière orientale du Tavantisuyou ; le Pacifique le bornait à l'ouest.

La fable répandue par les Incas afin de se donner une origine surnaturelle est trop connue pour qu'il soit nécessaire de la répéter ici. Si, d'ailleurs, on comprend que cette fable ait pu être acceptée par leurs crédules sujets, elle ne saurait expliquer à elle seule l'étrange organisation politique du Tavantisuyou, et les quelques documents historiques, basés sur les traditions indiennes, que nous ont laissés les premiers conquérants espagnols, ne jettent aucune lumière sur ce point.

Cependant les institutions humaines portent toujours en elles leur histoire.

Le despotisme des Incas, la langue sacrée qu'ils parlaient entre eux , langue incomprise du reste de la nation et qu'il était défendu d'apprendre, la différence que le docteur Martin a ob-

servée entre le crâne des Indiens de basse classe et les crânes trouvés aux *Guacas*, où les Péruviens, au moment de la conquête, cachèrent les momies de leurs souverains, tout nous porte à croire que ces fils du Soleil appartenaient à la race *Aymarâ*, dont il est probable qu'ils s'étaient séparés dès le treizième siècle, pour asseoir leur domination sur les *Quichuas*, auxquels cette race étrangère parvint à imposer un régime despotique tel que Philippe Ier ou Louis XIV l'eussent envié, s'ils avaient pu le connaître.

Mais l'origine que je crois pouvoir assigner aux Incas ne suffirait pas à expliquer la civilisation comparativement avancée des hommes de Cusco; leur supériorité sur les autres tribus d'Amérique a tenu surtout au pays où leur pouvoir prit naissance.

Les documents historiques qui méritent foi nous font voir que, quatre cents ans avant la conquête, les Incas occupaient les hauts plateaux qui entourent le lac *Titicâca*. Le pays était froid, peu boisé, et n'offrait que de maigres pâturages. Cependant, l'*ichu* des Andes, l'herbe que préfèrent le guanaco et la vigogne, y abondait : aussi voyait-on quelques troupeaux de ces mammifères venir s'abreuver aux petites rivières qui tombent dans le lac saumâtre. Mais ces troupeaux étaient trop peu nombreux pour suffire à la nourriture des Indiens des montagnes. Pour vivre il fallut le travail suivi du laboureur, il fallut semer et attendre la récolte. Les Incas furent les premiers laboureurs ; voilà la véritable explication de leur supériorité sur d'autres tribus indiennes à qui le climat, l'abondance du gibier et des fruits qui peuvent servir sans préparation à la nourriture de l'homme, rendaient la vie plus facile.

Frugales, dures à la fatigue, robustes et persévérantes dans le travail, les races qui peuplaient les deux versants des Andes étaient naturellement disposées à l'obéissance. Leur crâne bombé dit assez que la vénération était le sentiment qui prédominait en elles.

Les Incas trouvaient donc dans leurs sujets les conditions premières du despotisme : la pauvreté et la vénération. Vivre à l'abri de la faim et du froid dut longtemps être le bel idéal de ces pauvres chasseurs de guanacos. Les Incas, en arrivant chez eux, leur avaient appris à cultiver la terre en commun, à tisser en commun la laine de l'alpaca.

Puis des lois simples, logiques, d'une exécution facile, consolidèrent les premiers triomphes du travail sur la faim et le froid.

Le Soleil, qui vivifie tout, dont les rayons fécondent le travail du laboureur, fut leur dieu. Leur chef fut le fils du Soleil, l'Inca. L'Inca fit les lois. La loi eut donc une origine divine; désobéir n'était pas seulement un crime, c'était un sacrilége : aussi la peine de mort devint-elle le châtiment ordinaire de toute désobéissance, de tout oubli.

Pour que la tradition se conservât pure, l'Inca et sa famille s'isolèrent de leurs sujets. Seuls étaient Incas les descendants de Manco Capac et de sa compagne Mama Oello. Le souverain prenait toujours pour première femme sa sœur; elle devenait la *coya*. Leur premier né héritait du *llautu* aux plumes de coraquenque, qui était l'emblème de l'autorité souveraine, comme la couronne pour les rois européens. Après son mariage avec la coya, le souverain pouvait peupler ses palais d'autant de femmes qu'il voulait, mais les fils qui lui naissaient de ces concubines appartenaient à l'ordre dont la mère avait été tirée.

Les parents de l'Inca suivaient la même loi pour leurs mariages. Le nombre de leurs femmes était considérable, mais les seuls enfants de père et de mère Incas héritaient de leurs priviléges. Les postes les plus importants de l'empire étaient leur apanage exclusif; les fonctions de juges des juges, de gouverneurs de provinces, de commandants de forteresses, ne sortaient jamais de cette famille, qui formait la population seigneuriale de l'empire.

Entre les Incas et le peuple existait un ordre intermédiaire,

les *Kouracas*, qui se recrutaient parmi les chefs de tribus annexées. Les Kouracas, comme les Incas, se mariaient entre eux. C'est à eux qu'étaient dévolus les nombreux emplois de l'administration.

Le rôle du peuple était de travailler pour ces deux ordres; c'était comme une machine à tout faire, un instrument de production, de travail, que l'Inca, sans se préoccuper de ses aspirations ou de sa volonté, déplaçait à son gré, l'employant à la construction des temples, des aqueducs ou des forteresses, ou bien encore à la guerre, dont le but était, comme nous le verrons, d'augmenter la production du Tavantisuyou.

Outre ces trois grandes divisions, imposées en quelque sorte par la triple nécessité de maintenir le prestige d'une famille, de remplir les obligations contractées avec les chefs des tribus conquises, qui devenaient Kouracas, et d'assujettir la masse du peuple au travail, sur lequel reposait l'organisation de l'empire, les sujets de l'Inca, pour la plus grande facilité de la surveillance, étaient partagés en groupes de dix mille âmes, confiés généralement à un Kouraca, et ces groupes étaient eux-mêmes subdivisés en sections de mille, de cinq cents, de cent, de cinquante, et enfin de dix individus.

Chacune de ces subdivisions avait un chef nommé par le chef immédiatement supérieur. Les chefs de décades étaient responsables de la conduite et du travail de leurs hommes; toute faute commise par un de leurs subordonnés leur était imputée, s'ils n'en avaient donné avis à leur supérieur. Et il en était ainsi depuis le chef de décade jusqu'au Kouraca.

Il serait difficile d'imaginer une police plus efficace. Par cette organisation, toute réclamation arrivait facilement aux chefs de sections, et les communications entre ces derniers et le souverain étaient constantes. L'Inca pouvait tout savoir. Le bon Garcilaso s'extasie sur ce système qui permettait à l'Inca de connaître aisément les besoins de ses plus humbles sujets et d'alléger leurs misères; mais Prescott voit les choses d'un autre

œil : il appelle cette police par échelons le plus inquisitorial des despotismes.

Dès les commencements de l'empire, la terre fut distribuée en trois parts : une pour l'Inca, une pour le Soleil, une pour le peuple. Les parts furent d'abord égales entre elles; mais, quand la conquête eut reculé les bornes du Tavantisuyou, il cessa d'en être ainsi. Les lots variaient selon le rapport existant entre la superficie propre à la culture et la population : dans les contrées moins peuplées les lots du Soleil et de l'Inca étaient plus petits que celui du peuple; c'était le contraire dans les pays moins peuplés. En un mot, l'Inca laissait toujours au peuple assez de terre pour qu'il pût se nourrir avec la récolte.

Le domaine du peuple était réparti par tête. Chaque homme marié recevait un lot, qui s'augmentait à mesure qu'il avait des enfants : on lui donnait un lot en plus pour chaque garçon, un demi-lot pour chaque fille. Mais le terrain dont chaque homme était mis en possession n'était pas considéré comme sa propriété : c'était le champ où il devait travailler, sa part de la tâche commune. Une fois la récolte faite, le Kouraca procédait à une nouvelle répartition des terres; cependant, si nous devons en croire Ondegardo, ce n'était guère que pour la forme, et pour rappeler incessamment les droits du souverain maître, puisque les mêmes lots restaient quelquefois plusieurs générations dans la même famille.

Malgré ce partage de la terre, la culture en commun restait obligatoire : ainsi on devait avant tout cultiver les champs du Soleil, puis ceux des infirmes, des vieillards, des orphelins, des soldats qui accompagnaient l'Inca dans ses expéditions ou ses chasses. Ce n'était qu'après cela que chaque particulier pouvait s'occuper de son propre champ, et encore était-il dans l'obligation d'aider ses voisins toutes les fois qu'ils avaient à faire quelque travail urgent.

Les terres de l'Inca étaient les dernières sur lesquelles se réunissait l'effort commun, pour les semailles comme pour la

récolte. La population s'y portait en masse. C'était l'occasion de fêtes champêtres dont les traces se retrouvent encore dans les *Trillas* du Chili ou dans les *Hierras* de la République Argentine.

Par cet ingénieux système, la nourriture du peuple, la puissance de l'Inca et les frais du culte se trouvaient également assurés.

C'était encore le Gouvernement qui pourvoyait au vêtement des membres de la communauté. Les lamas, les vigognes, les alpacas et les guanacos qui naissaient sur les plateaux des Andes, à l'état sauvage ou à l'état domestique, étaient la propriété de l'Inca. On les tondait régulièrement au mois de novembre ; la laine allait dans les magasins de l'Inca, d'où elle était distribuée aux chefs de groupes. Ceux-ci la répartissaient entre leurs administrés, qui devaient rendre une certaine quantité d'étoffe ; puis de toutes ces étoffes il était fait, comme de la terre, trois parts : une pour l'Inca, une pour les temples, une pour le peuple. Le coton, qu'on récoltait en grande quantité dans le nord de l'empire, suivait absolument la même filière.

Ainsi façonnés au travail, les habitants du Tavantisuyou auraient difficilement supporté l'oisiveté, qu'on eût été, d'ailleurs, peu disposé à leur permettre. Tout Indien arrivé à l'âge de vingt-deux ans était marié, bon gré mal gré ; le chef de section lui assignait un champ, lui faisait bâtir une maison et lui donnait les quelques instruments nécessaires pour l'accomplissement de la tâche que la loi lui imposait. Ces unions, volontaires ou forcées, se faisaient en masse à l'époque des semailles et à celle des récoltes, époques des plus grandes et des plus joyeuses fêtes pour la population de l'empire. La cérémonie du mariage se bornait à la fête donnée au nouveau couple, et à laquelle assistaient les parents.

Le meilleur historien des Incas observe avec raison que ces règlements étranges concernant le mariage peuvent donner une

idée exacte de l'esprit des lois portées par les autocrates. Ils ne se contentaient pas de veiller sur les intérêts généraux de la nation, ils allaient jusqu'à s'immiscer dans les affaires privées de leurs sujets, ne laissant à aucun son libre arbitre, même dans les questions personnelles; il n'y en avait pas de si bas placé qui échappât à la surveillance, ni de si élevé qu'il pût se soustraire à la volonté du maître, qui pesait despotiquement sur tou les actes de la vie de chacun. L'existence de l'individu était en quelque sorte absorbée dans l'existence de l'État; il ne devait avoir d'autres craintes et d'autres espérances, d'autres joies et d'autres chagrins, se permettre d'autres épanchements que ceux que lui permettait la loi. Le Quichua ne pouvait pas même être heureux à sa guise. Il n'y avait pas de pauvres au Tavantisuyou, mais il n'y avait pas d'hommes non plus, il n'y avait que des machines.

Dans un pareil pays, d'ailleurs sans commerce, sans propriété territoriale, le rôle du juge devait se borner à punir les actes de désobéissance ; et l'on peut penser, d'après ce que nous avons dit, que la tâche était facile. Les juges avaient cinq jours pour décider tout procès, pour purger la société de tout sujet rebelle.

Voulant cependant conserver pour lui seul le privilége de l'arbitraire, l'Inca nommait des juges qui parcouraient le Tavantisuyou et soumettaient les décisions des tribunaux ordinaires à un sévère examen.

Ainsi marchait cette immense ferme, qui occupait une superficie de plus d'un million de lieues, où cinq à six millions d'individus travaillaient pour un seul maître.

La capitale de l'empire, la ville sainte de Cusco. Sa forteresse, son temple. Les vierges du Soleil. Divertissements des habitants.

La résidence du souverain était à Cusco. Cette ville, à l'époque dont nous parlons, était telle déjà que la trouvèrent les premiers Espagnols. Quoique capitale du plus puissant empire d'Amérique, elle comptait à peine quatre-vingt mille âmes. Comme l'Inca fixait à ses sujets leur résidence, il donnait à ses villes la population qu'il voulait. Les habitants du Tavantisuyou, vivant, d'ailleurs, sans commerce, sans loisirs, ne connaissant d'autres plaisirs que les fêtes officielles, n'avaient aucune raison pour s'accumuler sur un point; et si la ville sacrée avait atteint ce chiffre relativement élevé de population, c'est qu'il avait ainsi plu à l'Inca, cause de toute chose dans un empire où le pouvoir avait poussé l'attention jusqu'à vouloir épargner aux petits comme aux grands les tiraillements inséparables du libre arbitre.

Cette population se composait des soldats favoris de Yupangui et de leurs serviteurs, des prêtres, très-nombreux (Xérès prétend qu'il y en avait quarante mille à Cusco), des vierges du Soleil, qui, comme les vestales de Rome, entretenaient le feu sacré, et des chefs des tribus conquises. Ces pauvres captifs attendaient là les ordres de l'Inca, souvent l'accomplissement de ses promesses; mais les ordres n'arrivaient jamais, les promesses étaient toujours éludées; ils vieillissaient surveillés par toute une population qui vivait des splendeurs de l'empire; ils apprenaient le quichua, oubliaient leur propre langue, et finissaient par se confondre dans l'immense troupeau, quand ils ne mouraient pas de chagrin.

La ville de Cusco, située au milieu des plateaux du versant oriental des Andes, était entourée d'un horizon de montagnes.

Une petite rivière, le Huatanay, la traversait, et la divisait en Haman–Cusco et Hurin-Cusco, la ville haute et la ville basse. Des rues longues et étroites s'étendaient des deux côtés de la rivière; des ponts en bois recouverts de pierres plates facilitaient la communication d'une rive à l'autre.

Les habitations du peuple, comme les résidences de l'Inca, étaient toutes de même forme, et ne différaient que par leurs dimensions et par les matériaux dont elles étaient construites; elles avaient toutes la forme d'un carré long, et toutes étaient couvertes de chaume et n'avaient d'autre parquet que le sol battu.

Ces tristes demeures, sans fenêtres, ne recevaient l'air et le jour que par une étroite ouverture, plus large à la base qu'au sommet et assez semblable aux portes des tombeaux égyptiens. Celles des soldats et celles des captifs étaient en terre battue ou en briques séchées au soleil (*adobes*). Les temples et les résidences de l'Inca étaient en pierres de taille soigneusement travaillées et jointes avec un grande précision. Les Espagnols furent étonnés eux-mêmes de la dimension énorme des blocs employés dans les constructions péruviennes. On en voit encore, dans l'église des Dominicains, bâtie sur le temple même du Soleil, qui mesurent trente-huit pieds de long et seize de large sur six pieds d'épaisseur. C'était en cela que consistait tout le luxe de l'édifice. Les pierres n'étaient pas juxtaposées d'une manière symétrique : à côté d'un bloc énorme, de forme irrégulière, on plaçait des blocs plus petits, pour régulariser la construction, mais on avait toujours soin de polir les surfaces, afin d'assurer la solidité. Ce travail était si minutieusement fait que dans les murailles qui existent encore il est difficile d'introduire entre les pierres la lame d'un couteau.

Les toits de chaume qui couvraient tous ces bâtiments, le temple comme la plus humble demeure, et leur élévation uniforme, donnaient à Cusco l'aspect d'une immense agglomération de chaumières. Ce devait être une triste capitale pour les

hommes qui venaient de Venise ou de Séville, mais c'était une merveille sans pareille pour les pauvres sauvages de *Huallala* ou d'*Atacama*.

Les Incas, par mesure d'hygiène, avaient ménagé dans la ville d'immenses places, qui à première vue paraissaient disproportionnées avec la population. Les jours en effet où les habitants étaient occupés à tisser la laine des alpacas ou vaquaient au travail des champs qu'arrosait le Huatanay, ces places semblaient comme des champs incultes oubliés au milieu des maisons ; mais il ne faut pas perdre de vue que Cusco, dont les Indiens, encore de nos jours, n'approchent qu'avec respect, était la ville sainte, et qu'à certaines époques on venait des points les plus reculés de l'empire en pèlerinage au temple du Soleil. Alors une population aussi nombreuse que celle de la ville campait sur ces grandes places ou s'y réunissait pour les fêtes.

Outre ces vastes espaces, le plus souvent déserts, un grand nombre de maisons vides (*tambos*) contribuaient encore à donner à Cusco une apparence de tristesse, qui ne cessait que lorsque les fêtes religieuses ou la volonté de l'Inca doublaient pour quelques jours la population de la capitale de l'empire.

La ville touchait, au nord, au *Sacsa-Huaman*, colline aux pentes rapides, sur laquelle les Incas avaient établi une puissante forteresse. La défense du côté de Cusco consistait en une seule muraille en talus, très-épaisse. L'approche en était suffisamment protégée par les ravins qui coupaient le terrain. Du côté opposé deux murailles circulaires formaient une double enceinte à l'espace fortifié. A l'est et à l'ouest, des fossés profonds, dont on avait rejeté la terre d'un seul côté, pour former des parapets, avaient été jugés suffisants, en raison des obstacles naturels du terrain.

La forteresse était en outre défendue par trois grosses tours. La tour centrale, *Moyoc Marca*, contenait des appartements qui

servaient parfois de résidence à l'Inca; les deux autres, *Saucar Marca* et *Sayac Marca*, étaient occupées par une garnison de guerriers choisis, placés sous les ordres directs de l'Inca. De chacune de ces tours partait une galerie souterraine qui communiquait avec les points les plus importants de la ville. Les tours, comme les remparts, étaient composées de blocs de pierre énormes; c'était une œuvre cyclopéenne, où tout avait été sacrifié à la solidité.

La tradition voulait que vingt mille hommes eussent travaillé pendant cinquante ans à construire cette forteresse, qui, sans doute, aurait fait sourire un ingénieur de nos jours. Quoi qu'il en soit, il y a là un fait qui prouve chez les souverains du Tavantisuyou une grande fermeté de volonté, et une politique, un but bien arrêtés; et si l'on songe que les Quichuas n'avaient point d'animaux de trait et presque pas d'outils, on conviendra que ces travaux durent être plus difficiles pour eux que la construction des monuments de l'Egypte pour les Pharaons. Les uns et les autres prouvent d'ailleurs que partout, aux bords du Nil comme sur les Andes, les sociétés humaines, dans leur enfance, obéirent à un seul maître et se servirent des mêmes moyens.

Du côté opposé à la forteresse, sur le *Coracancha* (la place de l'or), s'élevait le temple du Soleil. Sa façade regardait une de ces places dont nous avons parlé. Sa forme était un carré long, qui s'arrondissait à son extrémité; derrière l'autel avait été réservé un espace semi-circulaire où l'on déposait les momies des Incas qui avaient régné et de leurs coyas. Les murs étaient en granit et le toit en chaume.

Cet immense hangar (*Galpon*), comme l'appelle Ondegardo, n'avait rien à l'extérieur qui attirât l'attention, mais l'intérieur contenait plus de richesses que les plus riches cathédrales chrétiennes ou que la Kasba de la Mecque. Au Tavantisuyou l'or et l'argent n'avaient d'autre emploi que la fabrication des bijoux que portaient les Incas et les Kouracas; le reste était déposé

dans les temples. Aussi la maison sainte de Cusco était-elle tapissée de larges plaques d'or; les corniches, les statuettes placées dans les niches des murailles, les siéges de l'Inca, les vases qui contenaient le feu sacré, les couteaux des sacrificateurs, les cuvettes destinées à recevoir le sang des lamas offerts en sacrifice, tout était d'or et d'argent.

Ce luxe, qui nous étonne, ne devait pas produire les mêmes sensations sur les Quichuas. Pour eux ces métaux étaient précieux, sans doute, mais ils n'y attachaient pas la même signification que nous. Leurs institutions ne leur avaient pas fait sentir le besoin d'une mesure des valeurs pour faciliter les échanges; ils n'avaient point de monnaie. Les mots *achat*, *vente*, *cherté*, *bon marché*, n'existaient pas dans la langue de Cusco. Les Indiens, encore aujourd'hui, pour exprimer ces idées, se servent des mots espagnols, de même que pour désigner une vache, un cheval, un fusil. Avec l'or et l'argent l'homme du vieux monde croit pouvoir acheter tout, plaisirs, considération, bonheur, pouvoir; le Quichua avec l'or et l'argent, qui étaient pour lui ce que le fer est pour nous, ne savait faire que quelques bijoux grossiers ou des vases qui ne lui présentaient d'autre avantage que d'être plus solides que ses poteries, incapables de résister au moindre choc. Les Indiens employaient encore volontiers ces métaux dans l'ornementation de leurs temples, parce qu'ils pouvaient se polir facilement et qu'ils brillaient. Et ils ne faisaient pas de différence entre l'or et l'argent, plus difficile à purifier, mais qui avait pour eux les mêmes qualités. De tout ce que contenait le temple, ce qu'ils admiraient le plus était la décoration du fond, que nous avons appelée l'autel du Soleil. Un Européen eût préféré les siéges lourds et massifs où reposaient les momies cachées derrière les plaques minces et polies qui formaient cet autel. C'était, selon les Incas, l'image du Soleil. Ils l'avaient représenté, comme d'autres peuples, par une figure humaine entourée de rayons, et ces rayons, qui dérobaient le sanctuaire aux regards des profanes, étaient composés

alternativement de plaques d'or et d'argent longues de huit à neuf pieds, et larges, à leur extrémité, de cinq à six pouces. Aux grandes fêtes, qui avaient lieu quand le soleil levant dardait en plein ses rayons sur cette masse de métal poli, l'autel resplendissait comme un soleil véritable : mise en scène splendide qu'aucune religion, il faut l'avouer à notre confusion, n'a encore surpassée.

La forteresse et le temple étaient les deux plus vastes édifices de Cusco.

Le temple du Soleil était desservi par de jeunes vierges. Leur couvent se composait de petites chaumières entourées d'un mur, où, sous la direction des *Mamaconas*, les Élues filaient la plus soyeuse laine des vigognes et tissaient les habillements des Incas. Les étoffes qui sortaient de leurs mains étaient si fines, si bien travaillées et teintes de si vives couleurs, que, dans les présents que Pizarre envoya à Philippe II comme sa part du riche butin fait à la prise de Cusco, il avait cru pouvoir faire figurer des couvertures. Ces saintes filles fabriquaient encore des boissons fermentées, que les Quichuas appréciaient beaucoup. L'oisiveté n'existait pas plus au couvent des Élues que dans le reste de l'empire.

La ville sainte n'avait pas de promenade; les Quichuas, quand ils voulaient prendre leurs ébats, se rendaient au Sacsa Huaman, sur le versant opposé à la forteresse, pour s'y livrer à un jeu qu'on peut appeler les courses de pierres. Voici en quoi consistait ce jeu, qui s'est perpétué jusqu'à nos jours, malgré la rude concurrence que lui ont faite les dés et les cartes. Les joueurs, toujours en nombre impair, trois, cinq ou sept, se plaçaient sur un point élevé, choisissant, autant que possible, une *cancha*, c'est-à-dire un terrain, un champ de course, de pente uniforme, offrant à tous les joueurs une chance égale. Ils arrivaient chargés d'autant de grosses pierres qu'il y avait de joueurs; à un signal donné, chacun lançait ou laissait glisser

une pierre. La première arrivée au bas de la colline gagnait un point. Celui qui avait fait le plus de points recevait de chaque joueur une cruche de *chicha*, qu'ils buvaient ensemble, sur la montagne même. Ce jeu peut paraître monotone; mais il avait un grand charme pour les Quichuas, et il est véritablement aussi intéressant qu'une course de chevaux ou les évolutions d'un dé sur un tapis vert. Pour le comprendre il faut avoir vu l'anxiété avec laquelle les joueurs suivent les bonds de la pierre sur le plan incliné où elle roule, avoir entendu les cris de ces grands enfants, qui croient activer sa course en l'encourageant ou en l'insultant si elle se laisse dépasser. Les meilleures *canchas* se reconnaissent encore aux amas de pierres que l'on trouve souvent au pied de certaines collines.

Un autre amusement des habitants de Cusco consistait à se laisser glisser sur une longue roche polie qui se voit encore au Sacsa Huaman. Les Indiens aimaient cet exercice, parce qu'ils étaient souvent obligés de le pratiquer, dans leurs chasses ou leurs voyages, pour descendre plus rapidement les pentes neigeuses des Cordillères.

Il faut encore citer parmi les passe-temps des Quichuas certains spectacles qui se donnaient sur les places de Cusco : c'étaient des drames dialogués où figuraient les anciens Incas, et où l'on chantait leurs amours, leurs exploits ou leurs triomphes. La tradition de ces amusements est entièrement perdue ; mais leur existence est attestée par Ondegardo et Sarmiento, qui écrivaient au milieu du seizième siècle.

Etat des sciences. Les *Quipus*.

Les sciences étaient peu avancées au Tavantisuyou. L'usage de l'écriture y était inconnu avant l'arrivée des Espagnols. On y suppléait par ce qu'on appelait les *Quipus*. C'étaient des rangs

de cordes de deux pieds de long, formés de fils de différentes couleurs, à l'aide desquels on parvenait à exprimer une variété surprenante de faits et de choses. Les nœuds qu'on y faisait représentaient des nombres, les couleurs des objets ou une idée abstraite : ainsi la paix était désignée par un fil blanc, la guerre par un fil rouge, la mort par un fil noir; ce qui tendrait à prouver qu'il y a une certaine conformité de cerveau, comme il y a une conformité de corps, entre toutes les races humaines répandues sur la surface du globe. La garde des Quipus était confiée à un corps spécial, les *Quipucumayas*, qui, avec les *Amantas*, formaient une espèce d'académie des sciences.

C'étaient là assurément des annales bien élémentaires, mais qui constituaient pourtant un immense progrès si on le mesure à l'état des connaissances, à cette époque, parmi les autres peuplades de l'Amérique.

La science des Quipus était un privilége réservé aux Incas et aux Kouracas, qui alimentaient seuls le corps des Quipucumayas, et auquel ne pouvait prétendre le populaire, pas plus du reste qu'à aucune autre science. Garcilasso de la Vega, qui descendait des Incas et était grand admirateur de l'ordre de choses établi par eux, voulant donner au monde une haute idée de la sagesse de Tupac-Yupangui, cite, comme une de ses maximes favorites, la suivante : « Il est défendu d'enseigner au peuple les sciences qui appartiennent aux hommes nobles, de peur qu'il ne cherche à s'élever et ne devienne orgueilleux, ce qui compromettrait la sûreté de l'Etat. Il ne doit connaître que les métiers que connaissaient ses pères, car le commandement n'est pas fait pour les plébéiens. Ce serait offenser l'Etat que de donner un rang important à un homme de basse classe. »

Aussi les Amantas ne communiquaient-ils leur science qu'aux membres de la famille sacrée et aux fils des Kouracas. Tous les hommes destinés au commandement devaient suivre leurs cours. Ils y apprenaient la langue quichua et les chants des plus fameux *Haravecs*, les poëtes de l'empire. On y visait sur-

tout à les former à l'éloquence, car il paraît qu'au Tavantisuyou, comme aujourd'hui encore chez les Indiens, Aucas, Pampas ou Ranquelès, qui vivent éloignés de la civilisation, l'éloquence était la plus appréciée de toutes les qualités.

Armée. Système de conquêtes.

Le système social que nous avons essayé de faire comprendre était étrange sans doute, mais il ne laissait pas d'avoir du bon; s'il enlevait à l'individu toute initiative, s'il le condamnait à un travail monotone, à une condition dont il ne pouvait aspirer à sortir, en revanche il lui assurait la nourriture, le vêtement et le logement. On ne saurait nier qu'il y eût là un grand progrès, surtout quand on songe à la manière d'être des autres tribus américaines, sujettes aux famines, passant de la plus abrutissante paresse aux rudes travaux du chasseur, qui leur procuraient quelques jours d'une abondance excessive, pour les laisser retomber bientôt dans la plus extrême détresse. Ici, c'est la bête fauve isolée; là, c'est un troupeau obéissant à un chef, comparativement intelligent, qui sait le but qu'il se propose d'atteindre.

Cependant le véritable progrès, c'est-à-dire le travail que les nations font sur elles-mêmes pour augmenter leur richesse et leur puissance, pour améliorer la condition matérielle et morale des individus, n'existait pas au Tavantisuyou. L'organisation de l'empire, qui prévoyait tout, qui assignait à chaque homme sa place et sa sphère d'action, tuait toute ambition individuelle.

Mais, comme le progrès est une condition de vie ou de mort pour toute société humaine, l'empire des Incas devait progresser d'une façon ou d'une autre, sous peine de voir la décadence suivre de près son établissement, car telle est l'inévitable loi des nations : si elles n'avancent pas, elles reculent inévita-

blement. Quand elles se sont trompées de route, elles peuvent rétrograder pour reprendre une autre voie, mais elles ne peuvent rester stationnaires.

C'est par la guerre que progressait le Tavantisuyou : la conquête, en effet, avait pour résultat ordinaire l'augmentation des champs de maïs, de cocas, de yucas et de coton, et l'incorporation à l'empire des populations conquises fournissait les bras nécessaires à leur culture. On se rappelle, d'un autre côté, que les Incas profitaient du travail pour les deux tiers des produits que la loi leur assignait, à eux et aux temples. Il est donc facile de comprendre que la guerre soit devenue leur occupation ordinaire.

Les armées, grossies par tous les hommes qu'on pouvait retirer des champs sans faire souffrir l'agriculture, étaient commandées par les Incas ou les Kouracas.

Du reste, les guerres qu'entreprirent les Incas furent relativement peu cruelles. Il leur importait de ménager les populations, c'est-à-dire les bras dont on avait besoin pour la culture de la terre. Bien plus, la guerre eut un caractère sacré ; la conquête, en effet, eût été inutile si le culte du Soleil et l'adoration de l'Inca, qui en étaient le plus utile résultat, ne se fussent généralisés parmi les populations soumises.

Cela explique encore pourquoi les Incas, à l'inverse des autres conquérants religieux, des Arabes, par exemple, semblent s'être montrés tolérants. Pourvu qu'elles reconnussent le Soleil comme divinité principale, les tribus conquises pouvaient continuer à adorer en même temps leurs anciens fétiches ; ils étaient même admis, comme divinités secondaires, dans le grand temple de Cusco, où ils occupaient la même place que les saints dans les églises du culte catholique.

L'organisation supérieure du Tavantisuyou devait, comme cela a lieu partout ailleurs, lui donner sur les pays voisins une facile supériorité : aussi les armées des Incas furent-elles tou-

jours heureuses. Descendant bientôt des hauts plateaux où ils avaient assis leur domination, autour du lac Titicâca, ils s'étaient étendus d'abord sur la vallée où coule le Quillibamba, et ils y avaient fondé Cusco, la ville sacrée du Tavantisuyou. S'avançant ensuite de jour en jour davantage dans les terres qui présentaient le plus d'analogie avec les montagnes d'où ils étaient partis, ils avaient étendu leurs conquêtes sur les deux versants des Andes, au nord principalement. Les vallées du Jauja, de Paucartambo, les terres chaudes qu'arrosent l'Urubamba, l'Apurimac, le Halallala, le Tunguragua, les plaines qui s'étendent entre les Andes et le Pacifique, plaines brûlées, mais que l'irrigation fertilise, avaient été rapidement et solidement annexées. Et chacune de ces conquêtes avait augmenté le nombre des adorateurs du Soleil et des sujets de l'Inca. Aussi Tupac Yupangui pouvait-il réunir deux cent mille soldats ; vingt mille hommes l'accompagnaient quand il entreprenait ses grandes chasses. Les greniers de l'empire contenaient assez de maïs pour en nourrir les habitants pendant une année, alors même que les besoins de la guerre eussent réclamé tous les bras. Les temples élevés au Soleil, les aqueducs qui portaient au loin l'eau des torrents pour fertiliser les plaines arides, les vastes et indestructibles forteresses qui défendaient les villes et abritaient les soldats, la splendeur de Yucay, la résidence de l'Inca, tout attestait la puissance de l'empire, et les peuples du Tavantisuyou pouvaient aisément croire que le règne des fils du Soleil serait éternel comme l'astre qu'ils adoraient.

Mais il se formait à quelque mille lieues de là un orage qui avait renverser de fond en comble cet édifice si habilement échafaudé et en apparence si solide. Vers l'époque dont nous parlons, un pauvre marin génois, qui voyait dans l'Océan une route là où d'autres voyaient un obstacle, mendiait de cour en cour un peu d'argent pour marcher à la réalisation de ses rêves. A sa suite allaient fondre sur ces troupeaux humains des conquérants aux appétits insatiables. La communauté des Qui-

chuas devait fatalement s'écrouler sous le choc d'une civilisation plus avancée dans l'art de la destruction.

Mais n'anticipons point sur les événements, et revenons à notre point de départ, à la fin du quinzième siècle.

Les derniers Incas. Yupangui. Conquête de Quito. Rentrée triomphale du vainqueur à Cusco. Le palais de Yucay.

Le trône des Incas était alors occupé, nous l'avons dit, par le vieux Yupangui. Son fils aîné, Huayna Capac, qui devait un jour ceindre son front des plumes du coraquenque, se trouvait loin de Cusco, à l'extrémité nord du pays annexé, guerroyant et négociant à la fois avec les *sciris* ou chefs des tribus qui habitaient au pied du Chimborazo.

Les populations, dans les hautes régions de l'équateur, obligées de semer pour vivre, s'étaient augmentées et policées comme sur les hauts plateaux du Titicâca : aussi la conquête de ces contrées présentait-elle aux Incas beaucoup plus de difficultés que celle des vallées du Tunguragua, où ils n'avaient eu à lutter qu'avec des tribus de chasseurs éparpillées sur un territoire immense, sans liens ni communauté d'intérêts.

Les sciris de Quito opposaient une résistance opiniâtre; mais Huayna Capac n'était pas homme à se décourager; son père, d'ailleurs, lui envoyait sans cesse des renforts, et les camps des hommes du sud s'approchaient chaque jour davantage de Quito. Chose remarquable, ces camps perdaient à mesure leur aspect militaire pour se convertir en villages permanents. Dans chacun de ces nouveaux villages, Huayna faisait construire une forteresse qui servait d'abri aux guerriers et de magasin pour la part des récoltes revenant au Gouvernement et au Soleil. Tout près de la forteresse et sous sa protection, s'élevait un temple consacré au Soleil, mais où, comme nous avons eu occasion de le dire, les dieux des tribus conquises

étaient admis, et occupaient des niches pratiquées tout exprès dans les murs latéraux.

Quand Huayna Capac trouvait un point important à garder, il en informait son père par ses chasques. Yupangui ordonnait la levée d'un *mitimaes* dans une des parties les mieux peuplées de ses anciens domaines et parmi ses plus fidèles sujets. Le mitimaes était une colonie de dix à douze mille hommes qui se transportait sur le territoire nouveau, s'y établissait, et façonnait le pays conquis à la soumission, aux habitudes de travail et au culte de l'Inca. De son côté, Huayna Capac rassemblait ses prisonniers, faisait des razzias pour s'en procurer, s'il n'en avait pas un nombre suffisant, et envoyait, sous bonne escorte, à Yupangui, un troupeau de dix à douze mille hommes, qu'on répartissait sur les champs et dans les maisons que le mitimaes venait de quitter.

Cependant les habitants de Quito se voyaient chaque jour serrés de plus près par cette armée patiente, que rien ne décourageait, que des renforts renouvelaient sans cesse. Prévoyant que tôt ou tard il leur faudrait céder, ils n'étaient pas éloignés d'entendre à un arrangement. C'étaient, comme les Quichuas de Cusco, des Indiens à crâne bombé, par conséquent prédisposés à la soumission. Après tout, on ne leur demandait que de consentir à leur annexion au grand empire, et son organisation n'avait rien qui leur répugnât ; elle leur assurait le toit, la nourriture, le vêtement, et pour tous ces biens elle n'exigeait que la soumission, des travaux qui souvent ressemblaient à des fêtes, et le culte d'un astre éminemment bienfaisant. Que risquaient-ils à passer sous le sceptre des Incas ?

Huayna Capac, politique habile autant que brave soldat, entretenait adroitement ces dispositions. Il paraissait ne faire a guerre qu'à regret, et pour obéir aux ordres de son père. Et puis il faisait entendre aux Quitiens que les plateaux du Chimborazo étaient plus beaux que ceux de Cusco, qu'il aimait cette terre de l'équateur d'où le soleil semblait ne s'éloigner qu'à re-

gret, que leur pays était destiné à devenir le centre du Tavantisuyou, les fils du Soleil devant résider dans les contrées qui paraissaient les plus rapprochées de leur divinité. Il s'efforçait surtout de gagner le sciri. Celui-ci avait pour unique enfant une fille d'une merveilleuse beauté, la jeune Pacha. Quoique marié déjà à sa sœur, Huayna la lui demandait pour en faire son épouse favorite. Il ne laissait échapper aucune occasion de lui rappeler que les chefs des peuples annexés à l'empire occupaient un rang important au Tavantisuyou; que c'était parmi les Kouracas que se recrutaient les prêtres, les gouverneurs, les juges, tous les grands fonctionnaires. Il y aurait folie, d'ailleurs, à vouloir opposer une plus longue résistance aux fils du Soleil, destinés à dominer sur toute la terre. Et pendant qu'Huayna parlait d'union, de fêtes, de paix, ses capitaines ravageaient les récoltes, emmenaient les laboureurs prisonniers.

Le sciri céda enfin, et les hommes de Cusco occupèrent Quito. Les prêtres du Soleil les suivirent bientôt; et vers 1498 le travail d'assimilation commença. Comme Cusco, Quito eut sa forteresse, que commandait un Inca; son temple, dont le grand prêtre était également Inca.

Rappelé par son père, Huayna se fit accompagner par sa nouvelle épouse, par le sciri et par les principaux chefs quitiens. Cusco prit, de ce moment, un air de fête et d'animation qui ne lui était pas ordinaire. Chacun voulait fêter Huayna Capac et ses vaillantes troupes, qui, depuis si longtemps, guerroyaient au nord de l'empire. On était impatient de contempler le grand sciri de Quito.

Le vieux Yupangui, fier d'un fils si habile dans la guerre, voulut que son retour fût une grande fête, que les quipucumayas et les haravecs devraient perpétuer dans la mémoire des peuples, comme un des beaux jours de l'empire. Des arcs de triomphe s'élevèrent sur toute la route qu'il devait parcourir, et les gouverneurs de toutes les provinces envoyèrent des haravecs pour chanter ses victoires. La population de Cusco se trouva

bientôt plus que doublée par les Indiens qui de toutes parts accoururent pour se prosterner devant le vainqueur. Sur le Moyoc Marca flottait un immense drapeau aux couleurs de l'arc-en-ciel, enseigne de l'Inca régnant. Le Coracancha était orné de bambous supportant des plaques d'or poli qui resplendissaient au soleil (1).

Le grand jour allait luire enfin. La population, en habits de fête, couvrait le Sacsahuaman, pour voir arriver les vainqueurs.

Huayna avait campé près de la ville pour faire son entrée au soleil levant. Yupangui et ses serviteurs l'attendaient au Moyoc Marca.

Au point du jour, l'armée de Huayna arriva à la forteresse parée pour la fète; les commandants portaient attaché à leurs épaules un léger fardeau, comme marque de respect pour Yupangui, devant qui ils devaient paraître. Les prisonniers furent également chargés d'un fardeau, mais un peu plus lourd, pour entrer dans la ville sainte.

Huayna et ses plus vaillants capitaines, le sciri de Quito et la belle Pacha, pénétrèrent seuls dans la forteresse. En entrant, ils se prosternèrent devant l'Inca, et ils ne se relevèrent que lorsque celui-ci eut jeté à Huayna le *llautu* blanc et or qui serrait sa tête. Huayna, ôtant aussitôt le sien, le jeta à Pacha, et attacha autour de son propre front celui que son père lui donnait. Cette cérémonie était empruntée à une habitude des Indiens en guerre : quand ils prennent un village d'assaut ou qu'ils poursuivent leur ennemi vaincu, ils jettent à celui qui se rend quelque partie de leur vêtement. L'homme ou la femme qui a accepté d'un guerrier ce gage, ou tout autre de même nature, est respecté par les autres guerriers et gardé avec les pri-

(1) Nous nous plaisons à répéter les détails donnés sur cette fête par les historiens qui ont écrit au temps de la conquête, parce qu'ils font voir que les Quichuas célébraient le triomphe des vainqueurs par les mêmes signes extérieurs que les peuples du vieux monde : les similitudes morales se reproduisent dans le monde extérieur par des similitudes matérielles.

sonniers, pour devenir, après la bataille, la propriété de celui qui lui a sauvé la vie. En prenant le llautu de Yupangui, Huayna se déclarait son esclave; Pacha, en gardant celui de Huayna, le reconnaissait pour son seigneur et maître.

Aussitôt que Huayna se fut relevé, une trentaine d'Indiens tirèrent de longs cornets de bois des sons aigus, comme ceux de nos trompettes, et l'avant-garde se mit en marche vers le Coracancha. Cette avant-garde se composait de mille hommes armés de frondes, qui s'avançaient sans aucun ordre. Suivait une troupe plus nombreuse d'archers, marchant également à volonté : c'étaient les hommes des tribus soumises de l'Urubamba et du Tunguragua. Venaient ensuite des guerriers armés de javelots et de laques (1), et marchant en ligne comme les soldats d'Europe. Entre ces hommes s'avançaient les prisonniers, courbés sous leur fardeau. Les lanciers fermaient l'avant garde; ils étaient, comme les hommes armés de laques, divisés en pelotons de vingt-cinq ou trente hommes commandés par un Kouraca.

Un espace de trois à quatre cents mètres séparait l'avant-garde du cortége de Yupangui, en tête duquel venaient les serviteurs de l'Inca, écartant du chemin tout obstacle qui eût pu faire trébucher les porteurs du souverain, et chantant des hymnes où l'on vantait les exploits du fils du Soleil. Suivait une troupe de guerriers armés de courtes épées de bronze ou de massues faites du bois dur de l'Ucayali. Tous étaient vêtus

(1) C'est une arme qui a quelque analogie avec le lasso, que tout le monde connaît, et qui sert également à s'emparer des animaux sauvages, et, au besoin, à abattre un ennemi. Elle se compose de trois lanières de cuir d'un mètre de longueur, attachées ensemble par une de leurs extrémités et portant chacune à l'autre extrémité une pierre enfermée dans une enveloppe de cuir. On la prend par une de ces pierres, plus petite que les deux autres; on l'agite rapidement au-dessus de sa tête, comme l'on ferait d'une fronde, et on la lance dans les jambes de derrière de l'animal qu'on poursuit. Si le coup porte, les deux plus grosses boules, qui ont suivi la plus petite à peu près comme les ailes d'une flèche, s'enroulent, par la force d'impulsion, autour des jambes de l'animal, dont elles paralysent ainsi les mouvements.

d'habits de fête, consistant en étoffes de coton à raies rouges et blanches, ou figurant un damier de ces deux couleurs.

Les gardes de Yupangui, au nombre de trois mille environ, se distinguaient par leurs tuniques bleues parsemées de paillettes d'or qui étincelaient au soleil. Ils étaient armés de courtes épées ou de masses d'armes à tête d'argent. C'était un bataillon sacré, qui ne prenait part au combat que dans les circonstances les plus difficiles. Ils entouraient les litières de Yupangui et de Huayna.

La litière de Yupangui était une chaise en or, portée sur de longs bambous par deux hommes d'égale taille, qui marchaient avec toute sorte de précautions, pour épargner à leur maître la moindre secousse. Si l'un deux avait le malheur de trébucher ou de se laisser cheoir, il était immédiatement remplacé et livré aux gardes, qui le tuaient sans pitié. Malgré ce danger, on tenait à si grand honneur de figurer parmi les porteurs du fils du Soleil, que cette faveur était enviée par les plus grands Kouracas. Couché plutôt qu'assis, le vieil Inca, dominant la foule, qui s'agenouillait à son approche, était drapé dans une longue pièce de drap de vigogne, fine comme un châle de cachemire, qui le couvrait entièrement. Pour coiffure il ne portait qu'un cordon rouge qui lui ceignait le front et soutenait les deux plumes de coraquenque, emblème de la souveraineté. Deux énormes boucles d'oreilles en or, figurant deux mamelles, lui tombaient jusqu'aux épaules. L'habitude qu'avaient les Incas de porter ces bijoux massifs leur déformait tellement le lobe de l'oreille qu'il devenait plus grand que la partie supérieure. Cette difformité explique le nom de *Orejones* (grandes oreilles), que les Espagnols donnèrent aux premiers Incas qu'ils virent à Tumbès. Yupangui ne portait aucune arme.

La litière de Huayna, plus légère que celle de son père, était toute en bambous recouverts d'un tissu de plumes d'oiseaux aux brillantes couleurs. Les bâtons des porteurs étaient ornés d'anneaux d'or et d'argent. Huayna portait le llautu que son

père lui avait jeté au Moyoc Marca. C'était un cordon blanc et or qui lui serrait les tempes et retenait son épaisse et longue chevelure. Une tunique ou plutôt une chemise sans manches, de laine d'alpaca, et sans aucun ornement, était assujettie autour de sa taille par une ceinture de plumes tressées, et lui descendait au-dessous du genou. Il était chaussé de longues bottes sans coutures, faites avec la peau de la jambe d'un guanaco. Un ample manteau blanc comme la neige flottait sur ses épaules et était rattaché sur sa poitrine par une épingle en or, dont l'énorme tête, incrustée de turquoises, formait un petit bouclier qui couvrait le sein gauche. Il avait à la main un court javelot de bambou à pointe d'argent; une épée courte en bronze, dont la poignée d'argent était également incrustée de turquoises, pendait à sa ceinture. Son attitude était raide et fière: il regardait impassible la foule qui l'adorait; sa figure ne trahissait aucune sensation; son regard froid éloignait celui des hommes auxquels il avait témoigné le plus de confiance à Quito. Silencieux et sévère, Huayna comprenait que pour cette foule il n'était plus un homme, mais un dieu.

Un corps d'armée de quinze mille hommes suivait les deux litières, échelonné dans l'ordre inverse de celui de l'avant-garde. C'étaient d'abord les soldats armés de masses d'armes et d'épées, puis les lanciers, les hommes armés de laques, les archers, et enfin les frondeurs fournis par les robustes habitants des Cordillères centrales.

Ce cortége devenait de plus en plus bruyant à mesure qu'il s'éloignait des deux Incas. Arrivé au Coracancha, il s'arrêta; les soldats de l'avant-garde formèrent la haie sur la place, laissant entre eux une large avenue pour le passage des deux litières. Yupangui et Huayna descendirent à la porte du temple, où les attendait le grand prêtre Titucussi, vieil amanta, oncle de Yupangui. Avant qu'ils quittassent leurs litières, leurs serviteurs les avaient déchaussés, car l'Inca lui-même ne pouvait entrer dans le temple que pieds nus; il devait s'hu-

milier devant le Soleil comme ses sujets devant lui. Après avoir visité les momies des ancêtres, Yupangui et son fils s'assirent sur les siéges d'or où ils devaient reposer après leur mort. Le grand prêtre immola dix lamas et recueillit leur sang pour y lire l'avenir. Quand il eut interrogé le sort, il annonça à Yupangui que bientôt il irait habiter le palais de Manco Capac, qui se trouvait au milieu de la mer, dans une île où le Soleil demeurait immobile; mais que l'empire continuerait puissant et grandirait tant qu'un seul homme de la race de Manco Capac régnerait au Tavantisuyou, comme le Soleil règne seul aux cieux.

Huayna, en entendant cette prédiction, fronça le sourcil; il était évident pour lui qu'un de ses serviteurs avait dû répéter au grand prêtre une secrète pensée qu'il n'avait révélée qu'à Pacha. Sans Yupangui, le grand prêtre était perdu, mais Huayna dut ajourner sa vengeance.

Yupangui et sa suite ne sortirent du temple qu'après que les rayons du Soleil eurent cessé de frapper l'autel. Les troupes retournèrent à la forteresse. Les Incas, suivis des guerriers d'élite, quittèrent Cusco pour Yucay.

Le palais de Yucay, à quatre lieues au sud-ouest de la ville, s'élevait au centre d'une délicieuse vallée dont il avait pris le nom. Les cultures qui l'entouraient étaient les plus belles du Tavantisuyou. La terre, soigneusement arrosée, était encore fertilisée par le guano que les Incas tiraient des îles du Pacifique. Des champs de maïs, de manioc, d'ignames, couvraient de leur puissante végétation les lieux élevés ; les terrains abrités du vent étaient réservés pour la culture de la coca, des chirimoyas et autres plantes délicates. Pour séparer les différentes cultures, on employait, en guise de bornes ou de haies, des plantes ou des arbustes en métal, représentant le plus ordinairement un pied de maïs ou de coca, et qui étaient placés là

comme modèles, pour ainsi dire, des végétaux que la terre devait produire.

Ces imitations étaient faites avec un art infini, celle du maïs surtout, dont les graines d'or étaient entourées de feuilles d'argent et surmontées d'un panache de même métal. Prescott, en parlant de ces plantes artificielles, dit que les poëtes italiens, dans leurs descriptions des jardins d'Armide ou de Morgana, n'ont rien imaginé qui ne soit au-dessous de ce qui se voyait dans les jardins de Yucay.

Dernières années de Yupangui. Son administration. Aqueducs, routes, coureurs. Sa mort, ses funérailles. Fêtes étranges.

Yupangui et son fils occupaient à Yucay deux palais séparés, mais ils se réunissaient tous les jours dans un pavillon intermédiaire pour recevoir les envoyés des gouverneurs. Les Quipucumayas, archives vivantes de l'empire, se tenaient à proximité pour, au besoin, rappeler les circonstances d'un fait, fournir un renseignement statistique, éclairer un doute sur le cours ou le volume d'eau d'une rivière qu'on voulait utiliser pour l'agriculture, répondre, en un mot, à toutes les questions qui pourraient se présenter.

Ce travail, auquel le vieil Inca se livrait avec une ardeur toute juvénile, était de la plus haute importance. La conquête de Quito avait augmenté considérablement la population de l'empire; il fallait assurer les moyens d'existence de tant de sujets nouveaux, améliorer les voies de communication, mêler les populations d'origines différentes, pour prévenir les révoltes et être plus à même de surveiller les projets des chefs. Ce fut de Yucay que partirent les ordres pour la construction de l'immense aqueduc de Condisuyu, dont on peut suivre encore les ruines sur une longueur de six cents kilomètres.

Cet aqueduc, et d'autres encore que Yupangui fit construire par des mitimaes qu'il établissait sur les montagnes, changèrent en champs fertiles les terres arides de la côte où l'on trouve aujourd'hui Trujillo, Paita et Piura. L'eau des torrents était recueillie avec soin et conduite par des canaux le long des versants des Andes. Si la direction de l'aqueduc rencontrait une montagne, on la perçait; on lui faisait franchir les plus profondes vallées à l'aide de hautes et profondes murailles, car les Quichuas ignoraient l'art de construire les voûtes. La longueur du travail n'effrayait pas Yupangui; il suppléait à l'inhabilité des travailleurs par un plus grand nombre de bras. Il était ainsi parvenu à fertiliser la côte de Tumbès à Cobija, et la population du Tavantisuyou, qui, vers la fin du quinzième siècle, s'élevait à six millions d'âmes, récoltait assez de grains pour sa consommation, tandis que le Pérou actuel ne peut en produire assez pour nourrir sa population de deux millions et demi d'habitants.

Pour faciliter la transmission de ses ordres à tous les points de l'empire, Yupangui compléta les routes commencées par ses prédécesseurs. Deux grandes chaussées partaient de Cusco : l'une suivait le versant oriental des Andes et aboutissait à Quito, l'autre longeait la mer et arrivait jusqu'à Tumbès. Ces routes étaient étroites, mais bien entretenues. Des ponts suspendus, formés de lianes, traversaient les torrents, et souvent les crêtes des hautes montagnes étaient percées par des tunnels qui se voient encore aujourd'hui, pour que les neiges permanentes de ces régions n'arrêtassent pas les courriers de l'Inca. Et même, pour abriter ces messagers d'Etat, de vastes maisons (*tambos*) s'élevaient à sept ou huit lieues de distance les unes des autres le long des routes. Il ne faudrait pas croire, avec Garcilasso, que des idées d'hospitalité eussent présidé à ces constructions : c'était simplement une mesure de bonne administration. Au Tavantisuyou, tout voyageur avait un caractère officiel.

Dans chacun de ces tambos, cinq ou six chasques se tenaient prêts à toute heure pour porter les ordres de l'Inca au tambo prochain. C'est ce que les Quichuas appelaient faire courir un ordre. Au moyen de ces relais humains, les nouvelles étaient transmises avec une incroyable rapidité : on en a un exemple dans ce fait que, malgré la distance de sept cent cinquante kilomètres qui sépare Cusco de la mer, on servait chaque jour sur les tables de Yucay du poisson frais apporté par les chasques. Il est à remarquer, du reste, que de nos jours encore les Quichuas sont les premiers marcheurs et les plus rapides coureurs du monde entier.

Les dernières années de Yupangui furent remplies par ces pacifiques travaux : rien ne troublait la monotone existence de Yucay. L'empire paraissait vouloir s'arrêter dans ses progrès ; mais cette tranquillité ne devait pas être de longue durée.

Yupangui, qui, dans ses chasses, était arrivé jusqu'au Cachapoal, sur le versant occidental des Andes, et jusqu'aux bords de Guanacache, du côté opposé, avait compris que c'était dans la direction du sud que l'empire des Incas devait chercher à s'étendre. Par là, la campagne était plus belle, les rivières étaient si nombreuses que les aqueducs devenaient inutiles. Les vagues notions qu'il avait pu acquérir sur le monde austral lui faisaient comprendre que de ce côté la conquête n'avait pas de limites ; qu'on n'avait pas à craindre d'y être arrêté, comme au nord ou à l'est, par d'épaisses et impénétrables forêts. Ses messagers étaient partis pour étudier la direction que devaient suivre ses mitimaes guerriers ; mais, avant leur retour, la mort l'avait surpris à Yucay, et Huayna s'était rendu au temple du Soleil, portant à son llautu les plumes de coraquenque : le pouvoir suprême était passé dans ses mains.

La mort de l'Inca donnait toujours lieu à de grandes manifestations de deuil. Yupangui eut des funérailles d'une magnificence telle, que le souvenir s'en est perpétué parmi ces popu-

lations si oublieuses. Les entrailles, retirées du corps, furent portées au temple de Tambu, sur les bords du lac Titicâca, avec le même cérémonial qui avait été observé lors de la dernière entrée du vieil Inca à Cusco.

Son corps resta quelques jours à Yucay. Les plus célèbres amantas l'embaumèrent dans un caveau qu'il avait fait creuser lui-même près du palais. Un grand nombre de ses femmes vinrent s'y donner la mort. D'autres, plus attachées à la vie, s'étaient cachées ; mais Huayna les fit conduire devant leur ancien maître pour être immolées avec douze de ses porteurs qui devaient l'accompagner aux terres du Soleil. On le revêtit de ses plus riches ornements, on mit près de lui sa litière d'or et les vases dont il se servait dans ses expéditions; rien, en un mot, ne fut oublié pour qu'il arrivât au palais de Viracocha avec la pompe qui convenait au souverain du Tavantisuyou.

Six mois après, sa momie fut transportée à Cusco, pour être placée dans le temple du Soleil, à côté de ses prédécesseurs, qui étaient rangés, comme nous l'avons dit, derrière l'autel, assis sur leurs trônes d'or, couverts de leurs plus riches ornements et de tous leurs bijoux.

Les premiers Espagnols qui entrèrent à Cusco ne trouvèrent plus cette curieuse galerie des anciens monarques du Tavantisuyou : les prêtres les avaient cachés avant leur arrivée; mais le bachelier Polo de Ondegardo, corrégidor de Cusco, parvint à découvrir cinq de ces momies, parmi lesquelles était celle de Yupangui. Elles portaient toutes le costume des anciens rois, le llautu orné d'un gland rouge, les énormes boucles d'oreilles figurant des mamelles, et le long manteau aux vives couleurs. Leur conservation était si parfaite qu'elles paraissaient vivantes. En 1580, ces cinq momies furent transportées à Lima. Fray Ambrosio Torres, qui les vit alors, en a laissé une minutieuse description. Les préparations auxquelles on avait soumis ces corps avaient pétrifié les chairs et fixé jusqu'à l'expression du visage ; la peau se maintenait parfaitement tendue, et,

frappée avec un objet dur, elle rendait un son sec comme celui que rend le bois ; pas un cil ne manquait aux yeux ; les cheveux, longs et rudes, tenaient sur la peau du crâne comme ceux d'un homme vivant; les ongles, excessivement longs, adhéraient aux doigts ; les jambes et la peau du cou présentaient la même résistance au tranchant d'un rasoir qu'un cuir de bœuf tendu et séché au soleil.

Cet art de conserver les morts, dans lequel les Quichuas avaient surpassé les Égyptiens, est tout à fait perdu aujourd'hui ; les Indiens n'en ont plus la moindre idée. La conservation de certaines momies plus modernes qu'on trouve à Tarapacà et sur quelques autres points de la côte du Pérou est due plutôt à l'influence du climat, à la nature du sol, qu'à l'art avec lequel on les prépare.

Les fêtes en l'honneur du monarque défunt se renouvelèrent à plusieurs reprises ; mais ce qu'il y a d'étrange, ce qui n'a jamais été imaginé ailleurs qu'au Tavantisuyou, c'est que ces fêtes étaient censées données par le vieux Yupangui lui-même, dans son palais de Yucay. Les palais des Incas défunts n'étaient jamais habités par leurs successeurs. Les serviteurs des anciens maîtres y demeuraient tous et continuaient à les entretenir. Ils recevaient des terres de l'Inca les rations qui leur revenaient, les gouverneurs des provinces les plus lointaines y envoyaient les fruits les plus rares, et les élues y faisaient porter de Titicâca ou de Cusco même les cruches de chicha nécessaires pour garnir les tables : les morts pouvaient ainsi donner des festins aussi splendides que les vivants. Cette coutume bizarre explique le grand nombre de palais que les Espagnols trouvèrent au Pérou.

Parmi les fêtes offertes par les mânes de Yupangui à ses anciens amis, la plus bruyante, la plus splendide, fut donnée à l'un des anniversaires de la rentrée triomphale de Huayna à Cusco. Les invités à Yucay étaient nombreux ; le nouvel Inca présidait lui-même au festin. C'était la première fois que le

souverain s'asseyait au même banquet que Titucussi, l'oncle de Yupangui, le grand prêtre de Cusco.

Les tables étaient chargées des fruits les plus exquis, des mangos et des grenadilles du Tunguragua, des chirimoyas du Beni. Les chefs de dix mille, désireux de faire leur cour au monarque nouveau, avaient rivalisé d'efforts pour donner plus d'éclat à la grande fête offerte par le monarque défunt : aussi, à côté de ces fruits voyait-on la chair des pécaris de l'Ucayali, les poissons rares d'Islay, les crustacées de Coquimbo, les tatous des lointains mitimaes du sud. De grands vases, qui, par l'effet de la pression du liquide sur l'air contenu dans la partie supérieure, sifflaient quand on versait à boire, étaient remplis de chicha de coati faite au couvent des élues du temple de Titicâca : c'était la plus recherchée des boissons enivrantes que fabriquaient les mamaconas. De bruyantes libations furent faites en l'honneur de Yupangui; les haravecs chantèrent les exploits du vieil Inca, ses chasses lointaines; il s'en trouva même d'une imagination assez riche pour décrire le palais splendide où il vivait, dans les terres du Soleil. La fête finit par des danses, et, si nous en croyons l'historien Xérès (et ce que pratiquent encore aujourd'hui les Indiens quand la boisson les met de belle humeur nous porte à ajouter foi à son récit), ces danses étaient suivies d'épouvantables bacchanales, qui duraient jusqu'à ce qu'on eût vidé la dernière cruche de chicha.

Sans être aussi habile que Machiavel, Huayna était un prince avisé; il savait qu'un roi ne doit point pardonner à un sujet trop clairvoyant. Le grand prêtre du Soleil, recommandé à un échanson, but du jus de pichoa dans la chicha qui lui était versée, et ses serviteurs, après la fête, ramenèrent un cadavre au Coracancha. Mais les invités feignirent de croire que c'était l'ivresse qui l'avait tué.

Huayna Capac. Il cherche à étendre l'empire vers le sud. Fêtes du Raimi. Grandes chasses. Populations du sud de l'Amérique. Crânes plats et crânes bombés.

La jeunesse de Huayna Capac avait été trop active pour que ces fêtes de Yucay et les cérémonies du culte remplissent son existence. La mort de Titucussi l'avait délivré du seul homme dont il eût à craindre les reproches. Il le remplaça par son neveu Challcuchima, et s'assura ainsi que le grand prêtre ne verrait plus dans le sang des vigognes que les prédictions qu'il lui dicterait. En même temps, il confia le commandement de la forteresse de Cusco à un Kouraca qui l'avait accompagné dans sa longue guerre contre Quito.

Ainsi tranquillisé de ce côté, Huayna quitta la capitale pour visiter son empire. Accompagné d'une armée de serviteurs, il prit la route de la côte, pour inspecter d'abord les aqueducs que Yupangui avait fait construire, et il s'arrêta quelques jours à Pachacamac, dont il avait pris le temple sous sa protection.

En route, il s'informait de la production des terres défrichées par les mitimaes depuis que les canaux avaient changé la nature du pays, et faisait distribuer aux travailleurs qui occupaient les terres pauvres la quantité de guano suffisante pour leur faire produire autant que celles des plus fertiles vallées.

De Tumbès, il regagna les Andes et poursuivit sa route vers la seconde ville de l'empire. Son séjour à Quito se prolongea plusieurs années. Ce fut là que Pacha, qui avait su rester son épouse favorite, lui donna Atahualpa, qui devait être le dernier Inca du Tavantisuyou.

Devenu la résidence du souverain, Quito s'augmenta rapidement. Les longues lignes de chaumières s'alignèrent en étroites rues comme à Cusco; le temple du Soleil, le couvent des Élues, purent bientôt rivaliser avec le temple et les anciens couvents de la vieille ville. Des amantas venus de Cusco y enseignèrent la

langue quichua, et le corps des quipucumayas y fut bientôt aussi nombreux que dans la capitale. Les haravecs, protégés par Huayna, lui formaient, avec ses gardes favoris, une cour brillante.

Huayna avait pensé étendre ses conquêtes au nord, mais les rapports des chasques envoyés en explorateurs dans toutes les directions le détournèrent de ce projet. A l'ouest, la mer était voisine, et l'on ne rencontrait que des côtes basses, marécageuses, malsaines, couvertes de forêts. Au nord, le pays offrait le même aspect, et à cinquante lieues à peine de la ville on retrouvait encore la mer (c'était la baie du Choco). La cordillère s'enfonçait vers l'est; mais cette contrée, couverte de forêts, présentait peu de terres comme celles que les Incas avaient su conquérir jusqu'alors. Les habitants de ces régions n'eussent pu sans doute résister aux armées de Huayna; mais ils étaient de mœurs féroces, habitués à vivre dans les bois, et leur assimilation eût été longue et sanglante.

Au contraire, les émissaires de Yupangui, et ceux que Huayna avait envoyés lui-même pour vérifier leurs rapports, parlaient tous avec enthousiasme des beaux pays du sud. De nombreuses rivières y coulaient paisibles au milieu de campagnes fertiles, où poussaient les mêmes plantes que dans les environs de Cusco ; entre les forêts s'étendaient d'immenses prairies capables de nourrir mille fois plus de lamas et de vigognes que les plateaux de Puno. Le climat était plus doux que celui de Yucay; la terre paraissait encore plus favorable à la culture des deux plantes qu'on estimait le plus dans l'empire, le maïs et la pomme de terre. Les rivières roulaient des sables aurifères comme au Pérou. La teinte grisâtre des montagnes, les pierres détachées de leur cime, indiquaient, à ne laisser aucun doute, l'immense quantité d'argent qu'elles recélaient dans leurs flancs. Sur les plus hautes montagnes on trouvait le cuivre presque pur, en si grande quantité qu'un mitimaes envoyé pour le recueillir en rapporterait assez pour forger les lances et les

javelots nécessaires à l'armement des guerriers de l'empire, assez pour fabriquer les marteaux de tous les tailleurs de pierre du Tavantisuyou.

Huayna comprit, à regret peut-être, que Yupangui avait eu raison de vouloir porter ses armes dans le sud. Il aimait encore Pacha et les plateaux du Chimborazo. De son côté, la fille du sciri de Quito préférait sa ville natale à l'ancienne capitale de l'empire; elle y occupait le premier rang, tandis qu'à Cusco, la sœur de Huayna, la coya de l'Inca, mère de Huascar, le rival détesté d'Atahualpa, ne la considérait que comme une femme de caste inférieure, tout au plus comme une kouraca, qui devait la servir.

Cependant la conquête ne pouvait s'arrêter. Huayna fit comprendre à sa favorite qu'il devait chercher à étendre l'empire du côté du sud, afin de laisser à l'aîné de sa race autant de provinces qu'il en avait reçu de son père, sans que pour cela son fils Atahualpa cessât de régner.

Quoique souverains absolus, ne devant compte à personne de leur conduite, les Incas avaient toujours soin de donner à leurs voyages un caractère sacré qui impressionnât l'esprit de leurs sujets. Ce fut donc aux approches du solstice d'été que Huayna quitta sa nouvelle capitale pour aller présider à Cusco les fêtes du Raimi, qui se célébraient le jour où le soleil, après avoir atteint l'extrémité de sa carrière au sud, revenait vers le nord. Tous les nobles de l'empire devaient se rendre à Cusco pour prendre part à ces fêtes. Le cortége de Huayna s'augmentait donc à mesure qu'il approchait de la ville sainte.

La fête commençait par trois jours de jeûne, pendant lesquels nul ne pouvait allumer du feu dans la ville. Le jour désigné par les amantas, l'Inca et sa cour arrivaient dès l'aube au Coracancha, suivis de toute la population, pour célébrer par des chants le lever du soleil. Dans ces occasions, les Incas et les Kouracas revêtaient leurs plus brillantes parures, déployaient toute leur magnificence, et leurs sujets les imitaient

de leur mieux. Tous ceux qui disposaient d'un nombre suffisant de serviteurs venaient sous des dais aux riches couleurs, que portaient des pages habillés d'étoffes éclatantes. La place de Cusco et les rues environnantes disparaissaient sous ces velums ondoyants.

A mesure que le soleil s'élevait sur l'horizon, les chants devenaient plus éclatants; enfin l'Inca buvait au dieu du Tavantisuyou et faisait circuler la chicha dans des vases d'or. Après quoi, les nobles, ôtant leurs sandales, entraient dans le temple, où un lama sans tache était sacrifié à la divinité. Les mamaconas des couvents apparaissaient alors conduisant douze élues qui tenaient un vase d'or soigneusement poli, au fond duquel était une pelote de coton disposée de telle façon que les rayons lumineux, en se concentrant, pussent l'enflammer. En attendant, la plus belle des vierges frottait vivement deux morceaux de bois au-dessus du coton afin d'obtenir plus rapidement le feu sacré, qu'elles devaient entretenir jusqu'à la prochaine fête.

Avec le feu ainsi obtenu, on allumait un bûcher de plantes résineuses dans lequel on jetait, comme offrandes , des parfums et des grains de maïs. Sous la cendre qui en provenait, les élues faisaient cuire des pains de maïs destinés à être servis sur la table de l'Inca, au banquet qui suivait la cérémonie. Les nobles n'avaient pas seuls part à ce banquet national; l'Inca faisait amener au Coracancha un troupeau de lamas, qu'on égorgeait sur place et dont la chair était distribuée au peuple. La journée se terminait par des danses et d'abondantes libations, qui se prolongeaient tant qu'il y avait de la chicha dans la ville. Quand on lit dans les écrits de Xérès ou de Sarmiento la description de ces fêtes, on comprend que les pauvres Indiens Quichuas portent encore le deuil de leurs Incas.

Cependant Huayna n'oubliait pas les projets qui lui avaient fait abandonner Quito. Ses ordres avaient été envoyés à ses

guerriers ; et, quand tous les préparatifs furent terminés, prétextant une grande chasse dans les Cordillères du sud, il partit suivi de quarante mille hommes, pour reconnaître les pays que les Incas convoitaient depuis si longtemps.

Les chasses européennes, ni même les grandes battues faites par les Mérovingiens dans les forêts de la Gaule ou de la Germanie, ne sauraient donner une idée de ces chasses des Quichuas. Au Tavantisuyou, c'était à la fois le prélude de la conquête et une opération mercantile, si l'on peut ainsi parler.

Nous avons dit que les lamas apprivoisés de Puno, aussi bien que les guanacos qui broutaient sur les Cordillères désertes, étaient tous considérés comme propriété de l'Inca. La chasse avait pour but de rassembler dans un endroit donné le plus grand nombre possible de ces animaux. Huayna choisit pour centre de ralliement l'étroit vallon par où coulent les neiges fondues du Tupungato, le Chimborazo des Andes australes. A cette époque de l'année, le nombre de guanacos sur ces plateaux élevés est incalculable.

Une partie de l'armée de Huayna, divisée en pelotons de cinquante chasseurs, marchant droit au sud, était arrivée au Tunuyan ; une autre s'était arrêtée à l'ouest, au lac de Guanacache ; une troisième, enfin, s'avançant par les plateaux les plus élevés, avait campé sur les hautes montagnes qui séparent les eaux du Juncal, qui courent au Pacifique, des minces filets d'eau qui vont se perdre dans les lacs saumâtres des Pampas. Les noms qu'ont gardés certains parages, où il est impossible que les hommes aient formé des établissements permanents, comme la *Laguna de l'Inca*, ancien cratère d'un immense volcan éteint qui forme un lac à douze mille pieds au-dessus du niveau de la mer ; le *Pont de l'Inca*, voûte naturelle sous laquelle coule la rivière des Horcones, attestent que les Quichuas ont chassé dans ces régions.

Au moment convenu, les chasseurs de Huayna, réglant leur marche de manière à arriver en même temps à la vallée du Tu-

pongatu, commencèrent à resserrer leur immense cercle, poussant devant eux les timides guanacos à l'aide de longues perches garnies de banderoles rouges propres à les effrayer. Ils s'arrêtaient à la tombée de la nuit, et allumaient de grands feux, pour maintenir les pauvres bêtes dans cette espèce de parc vivant, qui se rétrécissait chaque soir davantage.

La battue dura cinq jours, et elle avait rassemblé dans l'étroite vallée plus de trente mille guanacos. La chasse proprement dite était terminée, mais c'est alors que commençait la véritable besogne. Des hommes armés de lassos prenaient les animaux dans le nœud coulant du *pegual*, d'autres les abattaient avec les *laquès* que nous avons décrites. Les vieux mâles étaient égorgés, les jeunes et les femelles étaient tondus au couteau, et relâchés ensuite pour être repris dans une autre battue.

La laine grossière était tordue en cordes avec lesquelles on liait la laine plus fine, pour en former des balles de vingt-cinq à trente kilos. Les cuirs des animaux égorgés étaient étendus au moyen de taquets enfoncés en terre, et étirés le plus possible. La viande était consommée par les chasseurs ou coupée en longues tranches excessivement minces qu'on faisait sécher au soleil. C'est cette viande ainsi séchée qu'on appelle *charqui;* elle dure un an ou dix-huit mois sans se décomposer, mais elle ne peut être bien préparée que dans l'atmosphère sèche des Cordillères. Dans les pays plus humides, il faut la mettre entre deux couches de sel pour la conserver : de là la distinction entre le charqui doux et le charqui salé.

Les Indiens de Huayna passèrent une quinzaine dans ces diverses occupations; chaque jour il en partait pour le Nord un détachement chargé de laine, de cuirs ou de charqui.

Huayna, qui avait encore auprès de lui de douze à quinze mille hommes, quitta les montagnes, et, suivant les bords du Tunuyan, arriva aux plaines saligineuses où cette rivière se perd dans l'immense marais que les Indiens appellent le Chadileuvu,

et auquel les Espagnols donnèrent plus tard le nom de Desaguadero. Suivant les rapports des chasques, il devait rencontrer à l'est d'autres montagnes, d'autres contrées aussi abondantes en gibier que les vallées qu'il venait de parcourir. Effectivement, du Chadileuvu il aperçut une seconde cordillère courant parallèlement aux Andes : c'étaient les montagnes nommées depuis Sierras de Saint-Louis. Côtoyant leur versant occidental, il reprit la direction du Nord pour retourner à la vieille capitale du Tavantisuyou.

Dans ce long circuit, les Quichuas traversèrent un pays fertile, bon à coloniser, mais presque désert. Les habitants s'enfuyaient à leur approche, comme les guanacos des Cordillères; mais ceux qu'on avait pu retenir parlaient tous la même langue que les Indiens des bords du Cachapual, que Yupangui avait visités bien des années auparavant.

Huayma, suivant la tactique des Incas, fit le plus de prisonniers qu'il put, et les emmena dans ses États, où il les distribua comme serviteurs entre ses amantas, qui reçurent l'ordre d'en tirer toutes les informations possibles sur le pays qu'ils habitaient.

Mais dans ces hommes qui, éparpillés, ne pouvaient offrir une résistance sérieuse aux masses imposantes des Quichuas, Huayna trouva une fierté qui l'étonna. Têtus, indifférents aux bons comme aux mauvais traitements, ils refusaient presque toujours de parler. Leurs maîtres ne purent donc recueillir que de vagues notions; tout ce qu'ils purent savoir d'eux, c'est que leur pays était immense, et que leur unique occupation était la guerre ou la chasse.

La répugnance de ces hommes pour tout travail régulier était insurmontable; leur indifférence pour les fêtes que les autres populations indiennes aimaient tant, leur mépris pour la science des amantas, étaient incompréhensibles. Ce n'est même qu'avec la plus extrême difficulté qu'ils apprenaient la langue du Tavantisuyou, et l'on ne parvint point à leur faire

oublier la leur, comme l'avaient fait les Indiens de Quito ou de Tunguragua.

Huayna ne savait pas que ses prisonniers étaient des Indiens à crâne plat, aussi antipathiques à toute civilisation que les Indiens à crâne bombé y étaient prédisposés.

Ces deux races se trouvaient en présence dans toute l'Amérique. Le long des Andes, c'étaient les Quichuas, crânes bombés, et les Aucas, crânes plats (1); aux pays des grands fleuves du Sud-Est, sur les bords du Parana et de l'Uruguay, on trouvait les Guaranis et les Guaycurus; au Brésil, les Guapindanas et les Tacahunas; au Nord, entre l'Amazone et l'Orénoque, les Huarannos et les Caraïbes.

Partout les crânes bombés se montraient plus avancés dans les arts primitifs. Ils habitaient presque toujours les mêmes parages et cultivaient quelques plantes alimentaires. Tous bâtissaient des chaumières ou des carbets, couchaient sur un lit ou dans des hamacs; mais tous ils étaient soumis à un gouvernement despotique et théocratique. Les crânes plats étaient partout plus sauvages; menant une vie errante, ils ne subsistaient que de chasse ou de pêche; quelques peaux d'animaux, tendues sur des branches, leur formaient un abri que leurs femmes pouvaient facilement transporter dans leurs constantes migrations. Leur vie était dure, pleine de privations qui paraissent insupportables à l'homme policé; mais ils vivaient libres; l'autorité du cacique ou chef qu'ils se donnaient durait autant que l'expédition pour laquelle on l'avait choisi.

Devons-nous attribuer au hasard la présence de ces deux races sur le sol américain? N'est-il pas plus logique de voir là une de ces mille prévisions de la nature pour assurer les destinées de l'humanité? Les mêmes conditions atmosphériques qui développent le bourgeon font éclore l'œuf du papillon : la che-

(1) Ce nom d'Aucas fut pris sans doute par les tribus du sud quand la domination des Incas voulut s'étendre sur leur pays. *Aucas* veut dire séparés.

nille trouve ainsi auprès d'elle une feuille assez tendre pour pouvoir s'en nourrir.

De même, dans le nouveau monde, la nature mit la race docile, qui se civilise vite, mais qui se laisse dominer, à côté de la race plus âpre qui tarde longtemps à se policer, mais qui sait conserver sa personnalité, qui se perd généralement dans les premiers essais de civilisation.

L'impénétrabilité de la race Auca arrêtait les conquêtes des Incas. Ce n'est pas que les populations des Cordillères australes fussent assez compactes pour opposer une barrière aux armées du Tavantisuyou : on prenait facilement possession de la terre ; mais, pour la cultiver, il fallait dépeupler sans compensation le vieux pays. Les mitimaes s'y établissaient difficilement et ne parvenaient pas à donner de nouveaux sujets à l'empire.

L'unique établissement un peu stable qu'eussent formé les Incas, au commencement du seizième siècle, dans les pays parcourus par Huayna lors de sa chasse au Tupungato, se trouvait par le 29e degré de latitude sud, à quelques lieues au-dessous de la ville actuelle de Santiago de l'Estero.

LES VIRACOCHAS.

Huascar et Atahualpa. Arrivée des Européens dans l'Amérique méridionale. Conquête du Pérou. Ses trésors fabuleux. Surexcitation qu'ils causent en Europe.

Huayna Capac résidait tantôt à Cusco, tantôt à Quito. Les deux villes prospéraient également ; chacune était la résidence d'une reine. La mère de Huascar résidait à Yucay ; elle ne dissimulait pas sa haine pour la mère d'Atahualpa. Cette dernière vivait au pied du Chimborazo, dans un palais qui ne le cédait en rien à celui de Yucay. Atahualpa, quoique à peine âgé de vingt ans, était à la tête des troupes du nord et commandait souve-

rainement dans cette partie de l'empire. Huascar, sans avoir sous ses ordres une armée aussi considérable, gouvernait, pour son père, la ville de Cusco et les provinces anciennes, jusqu'au Tunguragua.

C'était la division du Tavantisuyou que préparait Huayna Capac, sans oser encore faire connaître ses intentions, tant était grand le respect pour les institutions du premier Inca, Manco Capac.

En 1522, Huayna guerroyait contre des tribus de Cochabamba, quand il reçut un message alarmant d'Atahualpa qui lui annonçait que des hommes barbus, ayant à leur disposition des moyens surnaturels, et dans lesquels le peuple voyait des Viracochas, étaient arrivés à la rivière Biru. Ils paraissaient vivre sur la mer dans des maisons flottantes de dimensions immenses. Ce qui effrayait surtout le gouvernement du Nord, c'était que ces hommes étaient défendus par la foudre, qu'ils gardaient dans des tubes d'un métal inconnu.

Huayna, alarmé à son tour, quitta immédiatement l'armée et partit en toute hâte pour Quito.

Les déclarations des Indiens qui avaient vu les hommes de la mer à la rivière Biru augmentèrent ses craintes. Ce nom de Viracochas, que ses sujets s'obstinaient à leur donner, les lui rendait plus redoutables que les armes étranges qui les défendaient. *Viracocha*, en effet (en langue quichua, écume de mer), était le nom du Soleil. Ils regardaient donc ces nouveaux venus comme des êtres supérieurs aux Incas. N'était-il pas naturel qu'un souverain dont l'autorité reposait sur une superstition craignît une superstition nouvelle qui pourrait, en un moment, anéantir sa puissance?

Quoique les étrangers eussent disparu après un court séjour, Huayna craignit leur retour, et, pour être toujours prêt à les repousser, fit venir à Quito ses meilleurs guerriers, à la tête desquels il se proposait d'aller les attendre sur le rivage ; mais

la maladie le retint à Quito, et bientôt il sentit qu'il lui restait peu de jours à vivre.

Voulant, avant de mourir, mettre le sceau au projet qu'il avait depuis longtemps conçu et préparé, il divisa le Tavantisuyou entre ses deux fils, recommandant à Atahualpa de veiller sur les côtes du Pacifique, à Huascar de continuer ses conquêtes au sud. Peu de temps après, il s'éteignit.

Ainsi commençait à s'accomplir la prophétie du vieux Titucussi; le Tavantisuyou, divisé entre deux maîtres, devait périr. Le bon accord, en effet, ne dura pas entre les deux Incas. Les troupes que Huayna avait laissées à Atahualpa marchèrent contre les troupes de Huascar. Ce dernier, battu à Quipaypau, fut fait prisonnier, et Atahualpa entra vainqueur à Cusco. Terrifiés par ses cruautés, les partisans de Huascar n'osèrent remuer, et le fils de Pacha, un Kouraca, un intrus, ceignit le llautu aux plumes de coraquenque.

Le nouveau monarque, oubliant ces habitants de la mer qui l'avaient tant alarmé, voulut poursuivre ses conquêtes au sud; mais les tribus de cette extrémité du monde devaient échapper à la domination des Incas. Sept ans après la mort de Huayna, les Viracochas débarquaient à Tumbès, et cent soixante-cinq aventuriers allaient conquérir un empire de six millions d'habitants. Quand ce troupeau d'esclaves vit le fils du Soleil dans les fers, il se crut au pouvoir des Viracochas, et, en faisant étrangler Atahualpa, Pizarre tua l'empire.

L'histoire des Incas avant la conquête avait été l'histoire du Tavantisuyou, l'histoire du Pérou devint depuis lors l'histoire des conquérants. Les indigènes, ces bêtes de somme à forme humaine, ces Quichuas que les Incas assommaient quand ils trébuchaient sous leurs litières, ne comptent pas plus après qu'avant la conquête.

Pendant la courte captivité d'Atahualpa, quelques Incas essayèrent un semblant de résistance; ils détruisirent les ponts et coupèrent les routes pour arrêter la marche des conquérants; un corps d'armée même, commandé par Chalcuchima, osa se présenter devant cette poignée d'aventuriers, entre Xauja et Cusco, mais une charge de quelques cavaliers conduits par l'intrépide Soto suffit pour les disperser. L'occupation, dès lors, ne rencontra plus de difficultés.

Malheureusement la désolation marchait sur les pas des nouveaux venus, et ce pays naguère si florissant n'offrit bientôt plus que des ruines et des landes désertes. Les Quichuas abandonnèrent leurs cultures. Les provinces de l'est retombèrent dans leur ancienne sauvagerie. Quito fut occupé par d'autres aventuriers. On laissa tomber en ruines les aqueducs, qui valaient plus que tout l'or trouvé au Coracancha; les torrents reprirent leur cours, et la côte, après avoir nourri une population deux fois plus nombreuse que celle du Pérou actuel, redevint aride et déserte comme au temps de Manco Capac.

Le Tavantisuyou perdit tout en perdant ses Incas, même son nom: destinée qui ne peut se comprendre que pour un pays gouverné despotiquement. Les gouvernements qu'on est convenu d'appeler forts sont en réalité les plus faibles, les moins stables; le moindre accident suffit pour les faire tomber. Appuyés sur la volonté, sur la vie d'un maître, ils sont changeants et fragiles comme la volonté ou la vie d'un homme. L'individu qui n'a rien, qui ne possède rien, change de maître avec une complète indifférence. Les Quichuas, habitués à l'obéissance, travaillèrent aux mines des Espagnols comme aux aqueducs des Incas; la condition pour eux restait la même. Mais les Incas s'étaient montrés, si l'on peut ainsi dire, des pâtres plus habiles; ils mettaient leurs soins à augmenter le troupeau, à l'entretenir dans les meilleures conditions possibles, pour obtenir par une plus forte reproduction une augmentation dans le nombre de leurs sujets. Les Espagnols, au contraire, en

usaient beaucoup aux pénibles travaux des mines, et, sous leur domination, la population diminua rapidement.

Cependant les rois d'Espagne voulurent assurer aux douze à quinze millions de sujets que deux obscurs soldats, Cortès et Pizarre, leur avaient donnés, la protection de lois équitables. Les jurisconsultes espagnols furent chargés de préparer un code spécial pour les Indes, qui fut en effet promulgué. Peine perdue : les Indiens avaient été trop abrutis par le despotisme pour faire tourner à leur profit la liberté qui leur était accordée. Ils s'en servirent pour travailler le moins possible, pour vivre isolés et misérables sur leurs hautes montagnes, ou pour s'enfuir dans les bois, où ils reprenaient l'existence de bête fauve d'où les Incas les avaient tirés. Pour en faire des hommes, il eût fallu aux Espagnols du seizième siècle une science que les sages du dix-neuvième considèrent encore comme un misérable radotage.

Les Espagnols avaient d'ailleurs de bien autres soucis. François Pizarre, un bâtard, un pauvre gardien de pourceaux à Trujillo, devenu marquis, chevalier de Saint-Jacques, avait été admis à l'audience du roi. La rançon d'Atahualpa avait produit à Cajamarca une valeur équivalant à 77,500,000 fr., laquelle, après le prélèvement d'un cinquième attribué à la couronne, avait été divisée entre les cent soixante-cinq aventuriers composant la première armée qui, sous les ordres de Pizarre, avait enlevé l'Inca au sein même de son empire. A la prise de Cusco, on avait eu à partager un nouveau trésor ; chaque fantassin avait reçu pour sa part 165,000 fr., chaque cavalier 330,000 fr.

L'Amérique était donc cet Eldorado si longtemps rêvé, où l'on gagnait en quelques jours richesses, considération, noblesse. Au pauvre roturier, ce pays de l'or offrait la séduisante perspective d'arriver d'un bond au premier rang ; à l'hidalgo ruiné, celle de redorer son blason sans déroger, de s'enrichir à grands coups d'épée avec le butin pris aux idolâtres et tout en combattant pour la propagation de la foi.

Jamais terre lointaine ne fit faire de si beaux rêves ; tous les

esprits étaient dévorés par une fièvre d'émigration qui bouleversa l'Espagne du seizième siècle. Des flots d'émigrants, attendant impatiemment le départ des flottes, se succédaient sans interruption dans les rues de Séville.

Les Antilles étaient le rendez-vous général de tous ces aventuriers. De là, les uns allaient au Mexique, d'autres à Panama pour gagner le Pérou, d'autres à Carthagène et à Sainte-Marthe.

Mais l'ambition des Espagnols d'alors n'était pas satisfaite par tous ces trésors et ces merveilleuses découvertes. Colomb était parti pour découvrir non un nouveau monde, mais une route plus courte pour arriver aux îles des épices, au pays de la soie, que les Portugais avaient abordé en doublant l'extrémité australe de l'Afrique. C'est là qu'il fallait arriver. Aussi les rois d'Espagne ne cessent-ils d'encourager, de provoquer de nouvelles expéditions qui doivent poursuivre l'entreprise laissée inachevée par Colomb.

Nous allons suivre ces hardis explorateurs, pour arriver à ces terres du sud que les chasses de Huayna Capac nous ont fait entrevoir, et qui sont le but de notre incursion dans le grand empire indien.

II

LA VICE-ROYAUTÉ DU PÉROU.

EXPLORATION ET COLONISATION DE L'AMÉRIQUE MÉRIDIONALE.

LES AVENTURIERS.

Antagonisme des Espagnols et des Portugais. Traité de Tordesillas. — Vincent Pinzon, Solis, Magellan, Gabotto, Lara. — Les grandes rivières. Peuplades qui habitent leurs bords. — Premier essai de colonisation à Santi-Espiritu. La belle Lucia Miranda.

Le droit international, au seizième siècle, était loin d'être aussi avancé qu'il l'est aujourd'hui; on y aurait traité de folies certaines maximes qui nous paraissent, à nous, en dehors de toute discussion. Les hommes d'État d'alors auraient trouvé souverainement impolitique, par exemple, de faire la guerre à une nation pour ouvrir ses ports aux pavillons de tous les peuples, comme les Anglais l'ont fait après leurs premières victoires sur les Chinois. Au seizième siècle, chacun travaillait pour soi; si l'on découvrait une terre, c'était pour la coloniser à soi seul; si l'on ouvrait une route, on prétendait avoir le droit exclusif de s'en servir. Les idées de commerce et de monopole étaient inséparables.

Les rois d'Espagne, par exemple, qui voulaient qu'on respectât leurs découvertes, respectaient scrupuleusement celles des Portugais; les instructions qu'ils donnaient à leurs pilotes à cet égard étaient précises et sévères. Ainsi, pour arriver aux

pays des épices et de la soie, leurs navires ne devaient pas prendre la route du sud-est, parce que c'était le chemin des Portugais. On admettait comme très-juste que les mers qu'un peuple avait découvertes ne fussent traversées que par les navires de ce seul peuple.

Cette doctrine, qui peut nous sembler étrange aujourd'hui, paraissait alors si naturelle, que, pour lui donner la plus haute sanction, les monarques d'Espagne et de Portugal sollicitèrent du pape Alexandre VI la fameuse bulle du 4 mai 1493, qui divisait les domaines maritimes des couronnes de Castille et de Portugal par une ligne imaginaire tracée d'un pôle à l'autre, à cent lieues à l'ouest des îles Açores; et l'année suivante, 1494, ils signèrent en conséquence le traité de Tordesillas, qui fixait à trois cent soixante-dix lieues à l'ouest des îles du Cap-Vert la ligne de démarcation des domaines maritimes des deux couronnes. C'était une absurdité, qui ne pouvait produire que de déplorables résultats. Cette division du globe fut en effet la cause de longues guerres entre l'Espagne et le Portugal.

Quoi qu'il en soit, le traité de Tordesillas, qui s'appuyait, en quelque sorte, sur l'infaillibilité du pape, demeura la loi pendant une vingtaine d'années, et personne ne songea à le discuter, pas plus à Lisbonne qu'à Séville : les Espagnols devaient exploiter l'Asie et les terres nouvelles par la route du sud-ouest, les Portugais par la route du sud-est.

A la mort de Colomb, en 1506, les Espagnols, comme Colomb lui-même, croyaient qu'ils avaient atteint l'extrémité orientale de l'Asie; aussi l'étonnement fut-il grand à Séville quand on apprit, en 1513, que Vasco Nuñes de Balboa, en pénétrant dans l'intérieur des terres, à onze lieues à l'ouest de Portobello, avait trouvé un grand océan. Cette découverte renversait toutes les belles combinaisons dont nous venons de parler; aussi le gouvernement espagnol, désappointé, s'empressa-t-il de faire partir de nouvelles expéditions pour poursuivre à outrance l'entreprise de Colomb, que l'on regardait comme n'ayant pas atteint

le résultat qu'elle devait donner. Mais dès auparavant quelques autres voyages de découverte avaient été entrepris, dont nous devons dire un mot.

Vincent Yañes Pinzon, compagnon de Colomb, avait traversé la ligne équinoxiale et visité en 1500 la côte du Brésil. Trois mois après lui, un capitaine portugais, Pierre Alvarès Cabral, avait touché par hasard à ces mêmes terres, et en avait pris possession pour le roi de Portugal, prétendant qu'elles se trouvaient dans les limites du domaine assigné aux Portugais par le traité de Tordesillas. Et ç'avait été en vain que Pinzon avait protesté. Pour couper court à toute contestation de ce genre, les Espagnols résolurent dès lors d'occuper toutes les côtes que leurs pilotes pourraient découvrir.

En 1508, le même Pinzon et Juan Dias de Solis étaient partis de San-Lucar avec deux caravelles. Ils avaient parcouru la côte du Brésil et navigué jusqu'au 40e degré de latitude sud, passant devant l'embouchure de la Plata, mais à une trop grande distance pour découvrir la grande rivière. Battus par la tempête, les deux capitaines étaient revenus, en 1509, sans avoir fait aucune découverte de quelque importance, mais ennemis acharnés, comme, en général, tous les commandants d'expéditions malheureuses. Solis, à peine débarqué, fut arrêté, emprisonné, et bientôt après mis en jugement. Mais il fut acquitté, et, après la mort d'Améric Vespuce, le roi, pour lui faire oublier ses tribulations, lui donna la place de *Piloto Mayor*, avec un traitement annuel de 75,000 maravédis, à la charge seulement de faire une pension de 10,000 à la veuve de son prédécesseur.

En novembre 1514, Solis signa avec la couronne un contrat par lequel, moyennant 4,000 ducats d'or, il s'obligeait à armer trois bâtiments, un de soixante tonneaux et deux de trente. Le roi prêtait en outre quatre bombardes et soixante armures. Toutes les dépenses de l'expédition devaient être faites par Solis, et les profits, s'il y en avait, devaient être divisés en

trois parts : une pour le roi, une pour le commandant, une pour les équipages.

Solis employa toute une année aux préparatifs de son expédition; il partit enfin au mois d'octobre 1515. Sa petite flotte toucha à Ténériffe, traversa l'Atlantique et reconnut avec soin les côtes du Brésil. Arrivé au 35e degré de latitude sud, il vit à l'occident des terres assez élevées, qu'il put croire être l'extrémité australe des terres où Cabral avait touché.

S'approchant des côtes avec toutes les précautions habituelles aux marins des temps passés, il découvrit une petite île qu'il nomma *Isla de Lobos*, à cause du grand nombre de phoques qu'il y trouva. Il y ancra ses caravelles, puis continua à longer les côtes, pour reconnaître cette grande baie, qu'il n'avait pas aperçue lors de son premier voyage avec Pinzon, et, comme l'eau devenait moins salée à mesure qu'il avançait, il donna à ce qu'il croyait un golfe le nom de *mar Dulce*, mer Douce. Les sondages indiquaient de moins en moins de profondeur, aussi sa marche était-elle très-lente. La côte continuait à s'enfoncer à l'ouest, l'eau était trouvée de plus en plus potable. Cependant les vigies, constamment sur le plus haut mât de la grande caravelle, ne découvraient, du côté opposé, aucune trace de terre qui indiquât une rivière. Enfin, cinq jours après avoir quitté Lobos, Solis se trouva dans une eau aussi bonne à boire que celle du Guadalquivir à Séville. Au sud apparaissaient les arbres des îles basses du Parana; la côte du nord présentait de belles collines couvertes de verdure. Ils étaient donc dans une immense rivière, telle que n'en avaient jamais rencontré les marins du vieux monde. Près de la rive gauche s'élevait une petite île, Martin Garcia : les marins espagnols y distinguèrent des huttes et quelques Indiens, qui regardaient avec étonnement les caravelles et les hommes étranges qui les gouvernaient. C'étaient les premiers habitants qu'ils eussent rencontrés depuis qu'ils étaient dans la mer Douce.

Les instructions de Solis lui enjoignaient de prendre pos-

session des terres habitables qu'il découvrirait. Cette contrée d'apparence si fertile lui offrait une occasion de les exécuter qu'il ne pouvait laisser échapper. Sans se préoccuper des pauvres sauvages qui y vivaient, et qui, d'ailleurs, avaient disparu à l'approche de l'embarcation que la caravelle mit à l'eau, il sauta à terre, et, suivi des deux représentants de la *part du roi* et de sept marins, s'avança sur une colline boisée pour y planter une croix, faire quelques marques aux arbres, remplir enfin le cérémonial d'une prise de possession qui devait, dans sa pensée, assurer au roi d'Espagne la pleine et entière souveraineté du pays.

A peine avaient-ils commencé à creuser pour planter la croix, qu'une nuée de flèches partit de taillis dans lesquels s'étaient cachés les sauvages et blessa plusieurs des compagnons de Solis. En même temps, une troupe d'Indiens s'élança sur eux avec des hurlements effrayants, et les malheureux marins, surpris, presque désarmés, tombèrent victimes de leur trop grande confiance. Tous avaient péri avant que les marins, qui, de la caravelle, apercevaient cet affreux massacre, pussent porter secours à leur capitaine. La tuerie achevée, les sauvages allumèrent, en poussant des cris de joie, de grands feux, où les Espagnols virent avec horreur qu'ils rôtissaient les têtes, les pieds et les mains de leurs compagnons. Effrayés de ces scènes d'anthropophagie, les caravelles hissèrent toutes leurs voiles et retournèrent à l'île de Lobos, où le lieutenant Torrès prit le commandement de la petite flotte, qui retourna immédiatement en Espagne, en touchant aux mêmes ports de la côte du Brésil qu'elle avait visités en allant.

Ainsi finit l'infortuné Dias de Solis. Des trois vaisseaux partis de San-Lucar, un avait sombré, les deux autres ne ramenèrent qu'une faible partie des équipages, qu'avait décimés la maladie.

De retour en Espagne, ces quelques survivants parlèrent avec enthousiasme de la rivière sans pareille qu'ils avaient découverte au sud; mais le sort de Solis et de ses compagnons

n'était pas fait pour encourager à poursuivre, au moins de sitôt, leurs découvertes.

Cinq ans s'écoulèrent sans que les Espagnols tentassent d'autres expéditions à la côte orientale. Cependant le passage du sud-ouest était trop important pour que la mort d'un pilote en fît abandonner la recherche.

En 1520, une grande expédition de découverte, consistant en cinq petits bâtiments, montés par deux cent soixante-cinq hommes, partit sous les ordres de Magellan, marin portugais au service d'Espagne. Les annales maritimes ne présentent rien qui puisse se comparer à l'entreprise de ce hardi navigateur. Avec des bâtiments dont aujourd'hui les pêcheurs de la Manche ou de la Méditerranée voudraient à peine se servir, Magellan reconnut les côtes du Brésil, la mer Douce, comme on appelait alors le grand fleuve découvert par Solis, suivit les côtes houleuses de la Patagonie, et passa tout un hiver dans le port de San-Julian, par 49 degrés de latitude sud.

Là il eut à combattre une première sédition de ses équipages. Trois des cinq bâtiments refusèrent d'obéir plus longtemps aux ordres d'un étranger. Mais Magellan les aborda, tua un des capitaines, fit prisonniers les deux autres, et tout rentra dans l'ordre. Cependant, cette répression ne lui parut pas encore suffisante; il voulut prévenir par la terreur le retour de semblables séditions. Roi absolu de ses équipages dans ces parages perdus, il fit le procès à un des deux capitaines prisonniers et le condamna à être écartelé. L'autre, ainsi que l'aumônier de la flotte, soupçonné d'avoir poussé les mécontents à la révolte, furent abandonnés sur ces côtes arides, au moment où la flottille remit à la voile pour le sud.

Quelques jours de navigation favorisés par une brise du nord-ouest le menèrent au cap des Vierges, où il s'engagea dans le détroit qui devait le conduire au Pacifique, et qui porte encore son nom. Mais là commencèrent ses tribulations. Un de ses pe-

tits bâtiments s'échoua, pendant une nuit obscure, sur la côte sablonneuse d'une presqu'île, plus tard nommée de Brunswick, et, dans cette même nuit, la meilleure des caravelles, profitant d'une brise du sud, déserta et mit le cap vers l'Espagne. Mais les tempêtes, sans doute, punirent ces lâches déserteurs de leur félonie, car on n'en entendit plus parler depuis. Les trois navires auxquels se trouvait ainsi réduite l'expédition arrivèrent à l'île de la Désolation, d'où, poussés par des brises du sud-est, ils furent rapidement portés vers l'Océanie.

D'autres et de plus cruelles traverses attendaient les hardis marins. Un des bâtiments brûla aux îles Philippines, Magellan lui-même périt en combattant sur une de ces îles, et la *Capitana*, qu'il avait montée jusque-là, se perdit aux îles Moluques. De la petite flotte partie d'Andalousie, il ne restait donc qu'un seul navire, la *Victoria*. Après bien des traverses, elle réussit à doubler le cap de Bonne-Espérance et revint en Espagne, conduite par Sébastien del Cano, avec vingt et un hommes, les seuls survivants des deux cent soixante-cinq que Magellan avait embarqués pour cette mémorable expédition, qui, après le voyage de Colomb en 1492, a le plus contribué à étendre les connaissances géographiques. Un navire avait fait le tour du globe : tous les doutes étaient donc dissipés ; le monde entier était ouvert à l'homme, qui, de ce jour, devenait réellement le maître de tout son domaine.

Le problème résolu par la *Victoria* était jugé d'une si grande importance, que, avant même que l'on connût le résultat de l'aventure tentée par Magellan, une autre expédition dans le même but s'organisait à Cadix, sous les ordres de l'Italien Sébastien Gabotto, nommé en 1518 Piloto Mayor, à la place du malheureux Solis. L'arrivée de la *Victoria* fit changer la destination primitive de cette expédition, qui reçut plus particulièrement l'ordre d'explorer les grands fleuves où Solis avait péri.

Arrivé à la mer Douce, Gabotto explora la côte au nord et au

sud, puis pénétra dans le Parana jusqu'à l'emplacement actuel de Santi–Espiritu. Il établit là un petit fort pour abriter une partie des hommes qui l'accompagnaient, ainsi que les deux bâtiments de plus fort tirant; et, monté sur la plus légère de ses caravelles, il reconnut les rivières qui viennent se jeter dans la Plata. Quelques morceaux d'argent qu'il reçut des Indiens, dans cette exploration, lui firent donner le nom de *Rio de la Plata*, rivière d'argent, à l'embouchure de ces grands fleuves, mieux nommée d'abord par Solis la *mer Douce*. L'importance de ces admirables cours d'eau nous engage à en dire quelques mots.

L'estuaire des grandes rivières venant du nord-ouest et du nord-est jette dans l'Atlantique le prodigieux volume des eaux versées par un bassin qui n'a pas moins de cent soixante-dix mille lieues carrées d'étendue et qui occupe presque un quart de l'Amérique du Sud. La largeur du fleuve, à l'endroit où ses eaux sont bonnes à boire, est de seize lieues marines, et pas une seule île n'interrompt cette immense nappe d'eau douce. La profondeur de la Plata est loin de correspondre à cette largeur, dont plus de la moitié est occupée par des bancs de sable recouverts à peine de un ou deux mètres d'eau, et les principaux canaux mêmes n'admettent pas de bâtiments calant plus de quatre mètres.

Cette immense étendue d'eau est à peine affectée par les plus grandes crues du Parana ou de l'Uruguay; elle l'est davantage par les vents régnants. Quand le vent du sud-est souffle avec violence, le volume des eaux du fleuve, contenues par la houle de l'Océan qui les repousse, augmente de deux ou trois mètres; le contraire arrive lorsque le vent souffle du nord-ouest : la rivière se vide à la suite des eaux de la mer, refoulées par le vent, les plages se découvrent, et il n'est pas rare de voir des hommes à cheval jetant le filet dans les bas-fonds où le poisson s'accumule, là où quelques heures auparavant on voyait naviguer des goëlettes de quarante ou cinquante tonneaux.

L'estuaire entre les caps de Sainte-Marie et de Saint-Antoine, ligne qu'on peut considérer comme la limite entre l'océan et le fleuve, a trente-cinq lieues de large; à partir de là, il va toujours se rétrécissant; à soixante-dix lieues au nord, la rivière mesure à peine huit lieues de large.

Le Parana (nom guarani qui signifie grand comme mer) apparaît bientôt, divisé en mille courants par les îles que forme le limon charrié par le fleuve. Ce sont d'abord des îles basses, à fond de vase, qui ne produisent que des joncs marins. A mesure qu'on pénètre dans ce dédale de canaux, les îles s'élèvent et portent une végétation plus robuste. On y voit de grands *ceibos* aux troncs tourmentés, au feuillage sombre, mais luisant, chargés, à certaines époques de l'année, d'immenses fleurs écarlates qui feraient figurer cet arbre avec honneur dans les serres luxueuses d'Europe; plus haut encore, des *pêchers* aux fleurs roses; des orangers toujours beaux, qu'ils soient parés de leurs fleurs blanches ou de leurs fruits d'or, qui se détachent si bien sur la masse de verdure, se mêlent aux ceibos; puis ce sont des saules immenses, des alisos, des curupis, des talas, des palmiers aux troncs élancés et réguliers comme des colonnes, qui élèvent leurs panaches au-dessus des plus grands arbres.

Une immense quantité de plantes grimpantes, bignognes, passiflores, asclépiadées, unissent ensemble tous ces arbres et forment d'impénétrables fourrés.

Les fonds marécageux nourrissent une foule de plantes aquatiques, telles que des cypérus, des arums, des sagittaires, des typhas, et la belle pontédéria aux fleurs bleues, que, sous le nom de camalote, on voit flotter sur le Parana lors des crues, et former de petites îles d'un beau vert, sur lesquelles l'azur foncé de l'épi tranche d'une manière pittoresque.

L'imagination d'un poëte vénitien ne pourrait rien inventer de plus beau que ce jardin, où les allées sont remplacées par des canaux aux eaux limpides, et aussi solitaires aujourd'hui

qu'ils l'étaient au temps de la conquête. L'amant de la nature aime à se perdre dans ce dédale silencieux et embaumé.

La chaumière d'un Carapachay (nom qu'on donne aux habitants des îles) remplace çà et là les huttes des Indiens Guaranis qui habitaient le delta du Parana lors de la visite de Gabotto.

Ce delta se prolonge jusqu'au Rosario, à soixante lieues au nord de l'endroit où le Parana sort des îles pour former la grande baie d'eau douce qui est la Plata proprement dite; sa largeur alors est de douze à quinze lieues. Les deux principaux cours d'eau qui s'y jettent sont la Boca de las Palmas, à droite du fleuve, et la Boca del Guasu, à gauche. A mesure qu'on s'éloigne de la Plata, les îles deviennent plus grandes et plus élevées.

A partir du Rosario le fleuve se resserre entre des berges plus marquées. Quoique le canal principal n'ait guère plus de deux à trois mille mètres, si l'on compte comme appartenant au lit de la rivière les terres basses entrecoupées de canaux souvent navigables pour des goëlettes, on peut encore estimer de huit à douze lieues sa largeur moyenne entre les deux rives. Il va ensuite se rétrécissant à mesure qu'il s'enfonce vers le nord; pendant deux cents lieues il suit une ligne presque droite; il tourne alors brusquement à l'est. A cette distance, la masse d'eau qu'il roule est encore énorme; sa largeur dépasse cinq mille mètres, et sa profondeur moyenne atteint de trois mètres et demi à quatre mètres quand les eaux sont basses, et de six à sept lors des crues.

Le cours du Parana de l'est à l'ouest est de soixante-dix lieues; mais son volume est de moitié plus faible. Les berges qui l'encaissent sont élevées et couvertes d'une végétation tropicale. Des cèdres énormes, des urundays au bois dur et rouge comme du granit, des lapachos, des algarobas, des nandubays, des vivaros, des quebrachos, étendent sur le fleuve leurs puissantes branches. L'étonnement de Gabotto dut être grand en pré-

sence de ces forêts, qui offrent les plus beaux bois de construction qu'on puisse voir.

Le fleuve reprend ensuite sa première direction du sud au nord. Resserré entre deux hautes rives, il n'a plus que huit cents mètres de largeur ; son cours devient moins tranquille à mesure qu'on approche du pays accidenté d'où il descend ; il est parsemé de roches qui font bouillonner ses vagues et rendent la navigation de plus en plus difficile ; enfin, elle est tout à fait interrompue au 24e degré de latitude par la grande cascade de Maracayu, *el salto de Guayra.*

Azara, qui visita cette cascade en 1778, la décrit ainsi : « Figurez-vous une immense chute d'eau, telle qu'un poëte seul pourrait la peindre. Ce fleuve qui se précipite ainsi, c'est en effet le Parana, le grand fleuve. A cette distance énorme de son embouchure (quatre cent soixante-dix lieues), il a plus d'eau que presque tous les fleuves d'Europe réunis ensemble ; au point même où la chute va commencer, sa largeur est de quatre mille deux cents mètres. Cette immense nappe d'eau s'engouffre tout à coup dans un étroit canal de soixante mètres, d'où elle s'élance avec une indescriptible furie. Elle ne tombe pas verticalement ni d'aplomb, mais sur un plan incliné de cinquante degrés, qui forme une chute totale de dix-sept mètres de hauteur perpendiculaire. Le brouillard produit par le bouillonnement de l'eau sur les bords de ce canal de granit et sur les rochers qui s'élèvent au milieu du courant forme des colonnes de vapeur qui se voient de plusieurs lieues, et sur lesquelles se dessinent de nombreux arcs-en-ciel. Une pluie continuelle, produite par leur condensation, arrose les environs. Le bruit de cette magnifique cascade s'entend à six lieues, et dans le voisinage on croit sentir trembler la terre.

« Au-dessus de la cascade le Parana est encore navigable, et pour découvrir ses sources il faudrait remonter encore cent cinquante lieues plus loin, jusqu'au 19e degré de latitude sud,

et s'enfoncer dans l'immense forêt qui du pied des Andes s'étend jusqu'à l'Atlantique. »

Quel spectacle ce dut être pour Gabotto et ses compagnons! C'était une vie bien dure, sans doute, que celle de ces premiers explorateurs du nouveau monde; mais que d'émotions ils durent éprouver à la vue de ce continent vierge, et combien leur âme dut s'élever devant ces spectacles sublimes ! Le pays était solitaire, il est vrai, mais il n'était pas désert. Ce n'étaient pas les steppes nues de l'Asie ni les sables brûlés de l'Afrique, ces contrées désolées qui disent à l'imagination : Ici des peuples ont été. C'étaient des forêts vierges, un sol luxuriant, émaillé de fleurs aux couleurs métalliques et d'oiseaux au plumage resplendissant, une nature, enfin, pleine de vie et d'espérance, qui, elle aussi, parlait à l'imagination, mais pour dire : Ici des peuples seront.

Gabotto s'arrêta devant le saut de Guayra, et revint à l'endroit où est bâti aujourd'hui Corrientès, au premier coude dont nous avons parlé, à deux cents lieues au nord du Rosario. Là une autre immense rivière, venant du nord, se jetait dans le Parana : c'était le Paraguay, qui prend sa source dans les forêts centrales, et parcourt une étendue de quatre cent trente lieues, presque en ligne droite, avant de confondre ses eaux avec celles du grand fleuve.

Dans ce long parcours, le Paraguay présente de remarquables phénomènes au point de vue hydrographique, à raison des lagunes avec lesquelles il communique, de l'étendue du terrain qu'il couvre et du régime de ses eaux. C'est un canal généralement profond, sans chutes ni rapides, d'une largeur médiocre, si on le compare à son puissant voisin, mais qui, plus accessible que lui, peut permettre aux embarcations d'outre-

mer de pénétrer presque jusqu'au centre du continent américain.

Gabotto, avec sa caravelle, le remonta jusqu'aux parages où les Espagnols bâtirent plus tard l'Assomption. Dans cette course, il reconnut deux autres puissants cours d'eau venant de l'ouest, le Pilcomayo, qui tombe dans le Paraguay vers le 25e degré de latitude nord, et le Vermeyo, aux eaux bourbeuses, qui s'y jette un peu au-dessus de la réunion du Parana et du Paraguay; ces deux rivières viennent l'une et l'autre des Cordillères où dominaient les Incas, à trois cents lieues de là.

En quittant la Plata et passant par le Guassu, il vit une autre rivière encore, aussi large que le Parana, et venant du nord-est : c'était l'Uruguay (rivière des oiseaux), aux eaux limpides, aux rivages pittoresques. L'Uruguay est une réduction du grand fleuve. L'œil du navigateur y saisit mieux les beautés de détail du paysage; son cours, de trois cent cinquante lieues, et presque parallèle à celui du Parana, offre à peu près la même végétation, les mêmes incidents. Il prend sa source dans les forêts de Curitiba.

Toute cette contrée, avec sa végétation si puissante, ses immenses forêts et ses magnifiques cours d'eau, dut assurément paraître bien belle aux Espagnols; mais ils n'y trouvaient ni les richesses du Mexique, ni l'or du Pérou, ni les émeraudes de Maracaïbo, ni les perles de l'isthme de Panama. Les indigènes les regardaient avec étonnement, mais paraissaient peu disposés à les adorer comme des divinités.

La rive nord de la Plata était habitée par les Charruas, tribus féroces et anthropophages, auxquelles appartenaient les meurtriers de Solis et de ses compagnons. C'étaient des crânes plats, des hommes insociables, rebelles à toute influence. Menant une vie errante, ils ne subsistaient que de leur chasse et étaient presque constamment en guerre avec les tribus voisines. Comme tous les Indiens de pays boisés, ils avaient des massues de bois dur, avec des arcs et des flèches dont la pointe était également

en bois durci au feu, ainsi que celle de leurs lances et de leurs javelots, car ils ne connaissaient pas l'art de travailler les métaux.

Sur la rive opposée, où s'élève aujourd'hui Buenos-Ayres, étaient répandus les Querandies, appartenant à cette même race Auca que les Incas avaient trouvée au sud de leur empire, les uns à Cachapoal, sur le versant occidental des Andes, les autres au Tunuyan, sur le versant oriental. Comme tous les habitants des plaines dépourvues de forêts, ils avaient pour armes la fronde, les laquès, et une espèce de casse-tête fait d'une grosse pierre, *bola*, enveloppée de cuir et attachée à une longue lanière, et dont ils se servaient comme d'un fléau, en le faisant tourner avec rapidité, ou comme d'une arme de jet fixe. Ils employaient aussi dans leurs combats le péhual ou lasso, dont les Quichuas se servaient dans leurs chasses pour prendre les vigognes.

Les îles du Parana étaient occupées par les Chanas et les Minuanes, qui se montraient moins féroces que leurs voisins et entraient volontiers en rapport avec les Espagnols.

Sur la rive droite du Parana, dans le voisinage de Santi-Espiritu, où Gabotto avait laissé deux de ses caravelles et une partie de ses hommes, aux ordres de don Nuño de Lara, vivaient les Timbus, qui, sans se montrer hostiles, avaient reçu les Espagnols comme leurs égaux; leur intimité trop grande fut même, comme nous le verrons plus tard, la cause du massacre des premiers colons qui s'établirent dans leur pays.

En remontant vers le nord, on trouvait les Abispones, les Mocovis et les Tobas, tribus sauvages armées de flèches comme les Charruas.

Le bas du pays, entre le Parana et l'Uruguay (Entre-Rios actuel), était occupé par les Yarros, race guerrière, qui n'eut jamais de rapports pacifiques avec les Espagnols.

Plus au nord, dans le pays qui forme actuellement la province de Corientès, c'étaient les Indiens Guaranis qui dominaient.

Doux, serviables, ils avaient dans le caractère quelque rapport avec les Quichuas, et commençaient à se policer; ils cultivaient le maïs, la pomme de terre douce, l'agave, l'igname et plusieurs autres racines. On distinguait les Tapes, les Agaces, les Bombois, les Curapaïtis, les Curumiaïs, les Chaguayarquis; mais toutes ces peuplades appartenaient à la même race. La langue, néanmoins, était le seul lien qu'elles avaient entre elles; elles obéissaient à des chefs différents, et ne formaient pas un corps de nation, comme les Quichuas ou les Astèques. Il y avait là cependant tous les éléments d'un grand empire, car la langue guarani s'entendait des rivières du sud-ouest jusqu'à l'Orénoque, et le Guarani pouvait se faire comprendre de presque toutes les tribus qui habitaient l'intérieur du Brésil actuel.

Parmi ces tribus dociles à crânes bombés, s'en trouvaient quelques-unes à crânes plats, les Carios, les Payaquaces et les Guaycurus, qui opposèrent une opiniâtre résistance. C'étaient les Caraïbes du sud.

Enfin les plaines centrales, que Gabotto ne devait jamais connaître, étaient habitées par les Huiliches, les Ranquelès, les Muluches, les Pampas, qui vivaient de la chasse. Toutes ces peuplades, comme les Querandies des bords de la mer Douce, appartenaient par leur langage, leurs instincts sauvages, à la grande race des Aucas, de ces crânes plats que Huayna Capac pouvait bien emmener prisonniers à Cusco, mais sans réussir à les dompter.

Aucune de ces peuplades n'a d'histoire.

Pendant que Gabotto parcourait les rivières dont nous venons de parler, les Espagnols aux ordres de Nuño de Lara faisaient leur premier essai de colonisation à Santi-Espiritu. Ils avaient choisi, pour y asseoir leur établissement, une petite colline aux bords du Parana. Il y avait aux alentours quelques bouquets d'algarros qui leur fournirent suffisamment de bois

pour se construire des cabanes et les entourer de palissades. Le voisinage de la rivière leur permettait d'avoir de l'eau en abondance; le sol paraissait fertile, et ils s'étaient empressés d'y semer quelques légumes. Les deux caravelles que Gabotto y avait laissées étaient amarrées aux arbres du rivage.

Les Timbus, qui avaient fait bon accueil à Gabotto et à ses hommes, s'étaient éloignés aussitôt que les Espagnols avaient commencé à élever des maisons entourées de palissades; on les voyait rôder, mais sans apparence hostile, autour de Santi-Espiritu. Leurs tentes de peau de gama s'élevaient tantôt au nord, tantôt au sud; d'autres fois ils disparaissaient à l'ouest, s'en allant à la recherche de pays meilleurs pour la chasse.

De ce côté s'étendait une plaine immense, couverte d'herbages rudes et jaunâtres; pas un arbre n'interrompait la monotonie de cet horizon sans bornes.

Pour se procurer des vivres et pour reconnaître le pays, quelques soldats de Lara accompagnaient de temps en temps les Timbus dans leurs chasses lointaines. Entraînés un jour à la poursuite du gibier, ils arrivèrent à une rivière appelée par les Indiens Carcaranal et qui venait de l'ouest. Les bords en étaient boisés, mais le reste du pays était couvert d'un épais pâturage qui sembla aux Espagnols, et avec raison, supérieur aux meilleurs *dehesas* d'Espagne pour l'élève du bétail. Chaque nature de terrain avait sa graminée particulière, plus ou moins substantielle. Dans les bas-fonds humides, c'étaient des joncs de plusieurs variétés, mais presque tous assez tendres pour servir à la nourriture des bestiaux; ailleurs, c'étaient des trèfles de diverses espèces, des lupins, et d'autres plantes analogues appartenant à la classe des légumineuses.

Ces pâturages couvrent le sol comme d'une bourre épaisse, qui se sèche au mois de décembre: aussi les Timbus avaient-ils l'habitude d'incendier la plaine pour détruire un herbage trop dur, et donner naissance à un nouveau fourrage plus tendre et plus du goût des *gamas*, dont ils se nourrissaient. La même

chose est encore pratiquée de nos jours par les Gauchos, non plus pour attirer les gamas, qui ont presque disparu, mais pour renouveler les herbages de la pampa devenus ligneux et impropres à la nourriture des ruminants. Cet incendie périodique est le seul travail que la nature exige de l'homme pour entretenir les pampas en état de nourrir d'innombrables troupeaux.

Ces pâturages étaient d'ailleurs l'unique richesse du pays : on n'y trouvait ni les métaux ni les mille autres ressources qu'offrait le Pérou ; on ne pouvait même rien attendre des habitants. Bien qu'ils fussent en paix avec les Espagnols, leurs relations se bornaient à quelques visites. Encore plus pauvres que les marins qui venaient chercher fortune dans leur pays, ils ne pouvaient rien donner ; en revanche, ils demandaient toujours. Les Espagnols étaient donc seuls en face du désert.

Il faut s'être trouvé dans une position analogue pour comprendre le courage de ces premiers aventuriers. Quand on a un ennemi à combattre, le danger qu'il faut éloigner, la ruse à opposer à la ruse, trompent l'ennui ; l'action tient l'intelligence en éveil, et l'on peut jusqu'à un certain point se passionner pour une position pleine de privations, mais pleine aussi de périls. Quand, au contraire, on se trouve tête à tête avec la misère, l'inaction est insupportable. Lorsque tout est à faire, on n'a le courage de rien entreprendre, parce qu'on ne voit pas de terme à ses efforts.

Il est bien facile aux économistes de conseiller, du coin de leur feu, à ceux qui vont coloniser les pays inhabités, de se livrer à l'agriculture, mère de toute solide richesse. Mais s'imagine-t-on quel supplice ce doit être, quand on a ensemencé, d'attendre six mois la récolte, sans qu'une nouvelle, un événement quelconque, vienne rompre la monotonie de cette longue attente ! Aussi n'admirons-nous pas moins ces pauvres soldats de Lara luttant contre l'isolement que la poignée d'aventuriers qui, sous la conduite de Pizarre ou de Cortès, s'attaquèrent aux puissants empires des Incas ou des Astèques.

Quand Gabotto eut exploré les rivières, comprenant qu'il n'avait pas assez de monde pour prendre possession des immenses pays qu'il avait découverts, il résolut de retourner en Europe chercher de nouveaux colons. S'étant donc approvisionné des vivres nécessaires, il fit voile pour l'Espagne sur l'unique caravelle qui fût encore en état de tenir la mer. Cent soixante-dix Espagnols eurent assez d'héroïsme pour consentir à rester, avec Lara, au fort de Santi-Espiritu.

Après le départ de Gabotto, l'isolement fut encore plus grand et plus cruel pour la petite colonie, qui ne pouvait pas attendre avant neuf ou dix mois les secours que leurs compagnons étaient allés chercher à trois mille lieues. Ils durent, pour se procurer des vivres, s'efforcer de resserrer leurs relations avec les Indiens et aller chasser avec eux.

Le cacique de Timbus, Mangoré, se montrait animé à leur égard des sentiments les plus bienveillants; il s'offrait constamment lui-même pour les guider dans leurs chasses et les conduire dans les endroits les plus favorables. Mais cet empressement du chef indien n'était malheureusement pas désintéressé. Ce qui l'attirait, c'était la jeune femme d'un des officiers, de don Sébastien de Hurtado; la jeune et belle Lucia Miranda, dont il s'était violemment épris, était l'unique cause de ses assiduités. Depuis le départ de Gabotto, il épiait avidement l'occasion de se trouver seul avec elle et de l'enlever; mais l'entreprise était difficile tant que les Espagnols se tiendraient sur leurs gardes. Dans les premiers temps, les deux tiers des hommes restaient constamment aux palissades, et les quelques femmes de la colonie ne s'éloignaient jamais du fort. Cependant la sécurité dont ils jouirent d'abord fit oublier peu à peu aux colons ces sages précautions, et ils se laissèrent aller à vivre à Santi-Espiritu comme ils auraient pu le faire dans un village d'Estramadure ou d'Andalousie.

Mangoré, qui les observait, vint un jour inviter Hurtado à

une grande chasse, et l'engagea à prendre avec lui tous les hommes qu'il pourrait, lui assurant qu'au delà du Carcaranal se trouvaient d'immenses troupeaux de gamas. Et, pour éloigner toute défiance, il envoya au fort quelques femmes qui devraient aider les colons dans leurs travaux habituels.

Les Espagnols, qui ne pouvaient soupçonner la passion de Mangoré pour Lucia, ni croire un pauvre diable d'Indien capable de combiner un plan comme celui qu'il méditait, partirent presque tous pour le Carcaranal. La nuit suivante, ceux qui étaient restés au fort furent réveillés en sursaut par les cris des Indiens et par les lueurs de l'incendie qui dévorait leurs cabanes. Les Indiennes envoyées par Mangoré avaient mis le feu à des branchages qu'elles avaient charriés dans la journée, sous prétexte d'approvisionner de bois la colonie, et qu'elles avaient déposés auprès des chaumières. Les plus hardis des Timbus avaient franchi les palissades, et, profitant du premier moment de trouble, étaient tombés sur les Espagnols, qui avaient eu à peine le temps de s'armer. Don Nuno se battit en désespéré; mais, percé de plusieurs flèches, son bras faiblit, et Mangoré l'abattit à ses pieds d'un coup de massue. Cependant ses hommes s'étaient groupés dans un angle de la palissade, et repoussaient bravement les Indiens qui se ruaient sur eux, quand tout à coup l'attaque cessa et les assaillants s'éclipsèrent, sans cause apparente. C'était Mangoré qui, maître de Lucia, avait ordonné la retraite. Consternés et s'attendant à chaque moment à une nouvelle attaque, les survivants attendirent impatiemment le jour pour connaître l'étendue de leur désastre. Lara était mort; d'autres de leurs compagnons, horriblement meurtris et brûlés, respiraient encore, mais on manquait de tout ce qui eût été nécessaire pour leur conserver la vie ou soulager leurs souffrances. Lucia et trois autres femmes avaient disparu.

Dans la même nuit les Espagnols qui étaient partis pour le Carcaranal avaient été tout d'un coup abandonnés par les In-

diens, qui, profitant de l'obscurité, avaient tous pris la fuite. Craignant une embuscade, ils se mirent sur leurs gardes; mais, au point du jour, une Indienne vint prévenir un soldat, avec qui elle vivait, de l'attaque de Mangoré contre le fort. A cette affreuse nouvelle, ils se mirent aussitôt en marche pour voler au secours de leurs compagnons; mais il était trop tard. Quand ils arrivèrent au fort, ils le trouvèrent désert; les survivants s'étaient réfugiés sur les caravelles que Gabotto avait laissées à Santi-Espiritu comme incapables de tenir la mer. Les cadavres de ceux qui avaient succombé étaient restés abandonnés au milieu des décombres. Hurtado y cherchait vainement le corps de Lucia, lorsque l'Indienne qui leur avait donné avis de l'attaque du fort lui fit comprendre que Mangoré l'avait emmenée captive dans ses *tolderias* (tentes de peau).

Hurtado voulut se mettre immédiatement à la poursuite des Indiens, avec tous les hommes capables de porter les armes; mais les marins, démoralisés, n'écoutant que leur frayeur, voulaient fuir immédiatement ce lieu maudit. C'est à grand'peine qu'il en décida quelques-uns à l'accompagner, avec lesquels il se mit en toute hâte sur la trace des ravisseurs, après avoir fait promettre aux autres d'attendre son retour. Cinq longs jours s'étant écoulés sans qu'ils l'eussent vu revenir, ses hommes crurent qu'il avait péri dans sa téméraire entreprise; cédant à la peur, ils coupèrent les câbles et descendirent la rivière, espérant pouvoir retourner en Europe sur leurs frêles embarcations. Mais l'une des caravelles était en si mauvais état qu'ils furent obligés de l'abandonner aussitôt qu'ils sortirent du delta du Parana; avec l'autre, ils parvinrent à la côte du Brésil, à Saint-Vincent, port habité par une colonie portugaise. Fort mal reçus par leurs compatriotes d'Europe, ils ne purent y séjourner; le commandant portugais les renvoya à Lisbonne, où les tristes restes de la colonie de Santi-Espiritu débarquèrent en 1532.

La mort de Solis et le résultat peu encourageant de l'expédi-

tion de Gabotto auraient peut-être fait abandonner la colonisation du Rio de la Plata, sans les événements qui, vers cette époque, se passaient au Pérou. Les conquêtes de Pizarre, que nous ne devons jamais oublier si nous voulons nous rendre compte des expéditions qui partirent de Séville après 1533, donnaient trop d'importance aux pays parcourus par Gabotto pour qu'on abandonnât l'idée de les occuper.

LES ADELANTADOS.

Impression produite en Europe par la conquête du Pérou et le bruit de ses trésors fabuleux. Fièvre d'émigration. — Pedro Mendoza, premier adelantado. Fondation de Buenos-Ayres, de l'Assomption, de Candelaria. — Ayolas, Irala.

La découverte du nouveau monde ne produisit pas, au premier moment, dans l'esprit des nations, un étonnement aussi grand qu'on serait tenté de le supposer, à présent qu'on connaît l'importance de ce grand fait. On en parlait alors comme nous parlons aujourd'hui des voyages de Du Chaillu dans l'Afrique équatoriale; on s'informait parfois des progrès des pilotes partis pour les terres lointaines, et l'on confondait volontiers les îles des Indes orientales avec les îles des Indes occidentales.

La relation d'Améric Vespuce fut lue avec admiration, mais seulement par les érudits. Quant aux lettres de Colomb, de Cortès et de la plupart des conquérants, bien plus intéressantes et bien plus véridiques, qu'il est facile à présent de consulter, elles allaient s'enfouir dans les archives officielles, qui n'étaient accessibles alors qu'aux secrétaires du roi.

La découverte de l'Océan Pacifique par Balboa étonna plus que l'arrivée de Colomb aux Antilles ; mais ce furent les cosmographes seuls qui s'en préoccupèrent, la généralité demeura indifférente à l'annonce d'un fait si fécond cependant en résultats de toute nature. Quant au Gouvernement espagnol, il en tira, comme nous l'avons dit, cette conséquence, que Colomb n'avait pas réussi dans son entreprise, et il arma de nouvelles expéditions pour chercher le passage du sud-ouest.

Après le débarquement des Européens à Haïti, on trouvait

bien sur les côtes de l'Andalousie quelques pauvres marins, quelques fermiers, des soldats, pour aller coloniser les Antilles; des gentilshommes ruinés acceptaient parfois un emploi dans ces pays lointains; mais le courant d'émigration du vieux monde vers le nouveau était lent : on ne voyait pas trop ce qu'on y pouvait faire.

Cette tiédeur pour les pays nouvellement découverts se changea tout d'un coup en fièvre brûlante lorsqu'on apprit les succès de Pizarre au Pérou. Le butin rapporté par les soldats, revenant tous avec des lingots d'or, des émeraudes, des perles; l'énorme rançon d'Atahualpa, que les Andalous exagéraient encore; le luxe étalé par les capitaines qui avaient fait une promenade dans ce pays fortuné; enfin les descriptions des jardins de Yucay, où l'on trouvait des arbres d'or et d'argent, comme dans les jardins d'Italie des statues de marbre, toutes ces fables et toutes ces merveilles tournaient la tête aux moins romanesques.

Le goût pour ces sortes d'aventures se soutint même après l'envoi en Espagne de tout l'or qu'on avait trouvé accumulé dans les temples péruviens. Si l'on ne pouvait plus se promettre de piller les riches monarques des Indes, on espérait arriver à temps encore pour amener à composition ceux qui avaient eu le bonheur d'arriver les premiers. Ainsi, après que Pizarre et Almagro eurent pris possession de tout l'empire des Incas, d'autres aventuriers, sous la bannière d'Alvarado, un des compagnons de Cortès, vinrent s'installer à Quito, prétendant que cette partie de l'Amérique était comprise dans le pays qui leur avait été concédé par le roi d'Espagne sous le nom d'Amérique centrale, et Pizarre, pour couper court à toute discussion, fut obligé de leur compter trois millions cinq cent mille francs pour qu'ils se désistassent de leurs prétentions et se retirassent au nord de l'isthme de Panama. Des bénéfices si faciles étaient bien faits pour tenter les meilleurs gentilshommes.

Quelques-uns des compagnons de Pizarre, ne trouvant plus

de temples ni de momies à dépouiller, songèrent à employer leurs Indiens à l'exploitation des mines d'argent de Potosi. Ils en retirèrent des sommes fabuleuses, qui étaient encore exagérées en Espagne. Cette autre manière de faire fortune était de nature à tenter les aventuriers les plus intelligents. Enfin, on ne parlait parmi le peuple de Séville et de Cadix que des prix exorbitants auxquels s'étaient vendus, dans ce pays de l'or, une épée, une paire de souliers, un vieux manteau. Celui qui y arrivait avec un bon cheval avait, disait-on, sa fortune faite : aussi le pauvre muletier comme l'ouvrier, le manœuvre aussi bien que le soldat, se croyaient-ils très-heureux quand on voulait bien les admettre, avec leur mince pacotille, parmi les hommes que recrutaient les aventuriers plus riches, pour aller à la découverte d'empires nouveaux. La fièvre californienne, si l'on peut s'exprimer ainsi, que nous avons vue se produire en Europe de 1849 à 1851, n'est rien en comparaison de la fièvre indienne qui sévit en Espagne de 1530 à 1560. Pauvres et riches, sages et fous, ne rêvaient que de ces fortunes improvisées, des honneurs, des titres de noblesse qui étaient le partage des aventuriers heureux. Si l'on avait été d'abord trop indifférent à la découverte du grand Colomb, on s'exagéra la facilité de faire fortune aux pays conquis par Pizarre. Aussi les joueurs à cette grande loterie ne manquaient-ils jamais, malgré la vie d'isolement, de privations et de misères, qui était le lot du plus grand nombre. Au seizième siècle, on convertissait volontiers son capital pour aller tenter fortune en Amérique, comme on le fait aujourd'hui pour construire des canaux ou des chemins de fer. Nous en avons la preuve dans les contrats passés entre les prétendants à la conquête et la couronne, contrats que l'on ne comprendrait pas de nos jours si l'on ne se pénétrait du caractère mercantile et guerrier à la fois de ces aventuriers qui couraient sur les pas de Pizarre ou d'Alvarado.

La couronne vendait une vice-royauté (adelantasjo) ou une province qu'elle ne possédait pas encore, et dont les limites

étaient indiquées par à peu près dans le contrat, à la charge par l'acquéreur, le vice-roi ou gouverneur *in partibus*, de faire tous les frais de l'expédition. Quelquefois, mais bien rarement, la couronne contribuait de quelque argent à l'expédition ; dans ce cas, elle se réservait une large part dans les bénéfices. Nous devons reconnaître que, dans ces contrats, le roi avait soin de stipuler des conditions propres à assurer l'occupation permanente du pays, soit en imposant l'obligation de cultiver telle étendue de terrain, soit en exigeant l'introduction dans la colonie d'animaux domestiques, ainsi que des plantes alimentaires de première nécessité. Il s'y préoccupait aussi du bien-être des populations qui seraient conquises et des moyens de les civiliser, de les transformer en féaux sujets de la cour d'Espagne ; on réservait en outre des portions de terrain et certains droits pour ces nouveaux sujets. Ces concessions, dans l'origine, étaient faites à perpétuité ; plus tard on limita à deux ou trois générations le privilége de gouverner les pays conquis.

A cette époque de fervent catholicisme, propager la foi parmi les idolâtres était considéré comme la plus grande marque de sympathie qu'on pût leur donner. Convertir à la vraie foi tous ces hommes qui vivaient dans l'ignorance des saints mystères était l'idée humanitaire par excellence, idée qui excusait et autorisait tout. Qu'importait, en effet, le supplice de quelques individus, quand on pouvait, par des souffrances momentanées, assurer à ces individus le bonheur éternel? Qu'importaient deux ou trois bûchers bien garnis d'idolâtres, quand un exemple salutaire pouvait convertir tout d'un coup des populations entières, qui laveraient leurs péchés en recevant le baptême? Si l'on accepte les doctrines de l'Eglise, on comprendra qu'un humanitaire ardent, comme Wilberforce, peut devenir le plus impitoyable des inquisiteurs. Aussi voyons-nous figurer en première ligne parmi les clauses des contrats l'obligation d'emmener des ministres du culte pour catéchiser les idolâtres et les baptiser.

Pour arriver au pays des Incas, la route de l'isthme et la navigation de Panama à Tumbès étaient coûteuses. Il importait donc de chercher de nouvelles voies, de nouveaux moyens d'atteindre Cusco, soit en débarquant au Brésil, soit en remontant les grands fleuves que Gabotto avait vus venir de l'ouest. On n'avait alors aucune notion des pays qui séparaient les Andes des grandes rivières ; mais on s'imaginait que cet immense continent devait être peuplé d'autres nations encore, ayant des temples tapissés d'or comme celui de Quito ; qu'il y devait exister d'autres empires riches, puissants, peuplés comme le Pérou, qui attendaient leurs Pizarres.

Parmi les chercheurs d'aventures, les acheteurs de royaumes inconnus, se trouvait en Espagne, en 1533, don Pedro Mendoza, gentilhomme de la chambre de l'empereur Charles-Quint, qui, par sa position auprès du roi, était parfaitement au courant des richesses de Pizarre et surtout de l'excellente opération réalisée en fort peu de temps par Alvarado.

Mendoza était un noble Andalous de Guadix ; il en était parti, après la prise de Grenade, pour aller guerroyer au royaume de Naples. Les vicissitudes de la guerre l'avaient fait, au retour, passer à Milan ; il y avait été présenté au connétable de Bourbon, qui l'avait admis dans sa maison et l'avait emmené plus tard dans son expédition contre le pape. Mendoza, paraît-il, n'avait pas perdu son temps au sac de Rome. Ce qui est certain, c'est que peu de mois après la mort du connétable, il était revenu en Espagne possesseur d'une fortune considérable. Non content de ces richesses si promptement acquises, ou peut-être à cause de l'origine de ces richesses, — car, en 1533, il y avait des capitaines qui pouvaient éprouver quelques remords d'avoir dépouillé une église ou des hommes d'Église, — Mendoza voulut tenter ces aventures qu'on ne trouvait qu'en Amérique, où, tout en augmentant son avoir, il pouvait effacer ses péchés en convertissant des idolâtres.

Le conseil des Indes songeait à envoyer une expédition pour

occuper le pays que la colonie de Santi-Espiritu avait dû abandonner par suite de la trahison de Mangoré; mais il était arrêté par le manque de fonds. Cette occupation était pourtant de la plus grande importance, car la capitale des Incas ne pouvait être loin des grandes rivières explorées par Gabotto, et, en prenant cette route, les Espagnols pourraient attaquer l'empire par deux côtés à la fois. Et puis n'était-il pas permis d'espérer que, chemin faisant, on trouverait d'autres villes, grandes comme Cusco, d'autres seigneurs riches comme Atahualpa, qui donneraient pour leur rançon de pleines maisons d'or?

Mendoza, qui connaissait la pénurie du Trésor, offrit de faire l'expédition à ses frais, pourvu que le roi lui assurât le premier rang dans le pays qu'il allait conquérir, en le nommant son adelantado. Sa proposition fut acceptée; les priviléges qu'il demandait lui furent concédés, pour lui et pour le successeur qu'il désignerait. Il prenait, de son côté, l'engagement d'armer et d'équiper une flotte assez considérable pour pouvoir châtier les Indiens qui avaient assassiné Lara, et occuper le pays. Il devait emmener un certain nombre d'ecclésiastiques qui travailleraient à la conversion des idolâtres, et conduire aux *dehesas* du Parana cent chevaux et cent juments, destinés à y propager l'animal le plus utile aux hommes de guerre.

Une fois possesseur de son contrat, Mendoza se mit immédiatement à l'œuvre. Ces sortes de contrats étaient alors exactement ce que sont de nos jours les concessions de chemins de fer. Le nouvel adelantado se chercha des associés, des actionnaires; il parvint à intéresser à son entreprise plusieurs gentilshommes, auxquels il assigna des grades et des emplois imaginaires, avec de gros appointements à prendre sur les trésors qu'on ne doutait pas de trouver dans les pays qu'on allait conquérir. Comme adelantado, il commença par se donner 2,000 ducats annuels. Les autres traitements étaient en proportion. Don Juan de Osorio, bon militaire qui avait servi avec distinction sous les ordres de Gonzalve de Cordoue pendant les

guerres de Naples, fut nommé général en chef; don Diego de Mendoza, frère de l'adelantado, amiral de la flotte; don Juan d'Ayolas, alguazil mayor; Georges Mendoza et un Allemand, Uldric Schmidel, commandants de l'infanterie. Sous ces chefs, deux mille soldats aguerris s'embarquèrent sur ving-tdeux vaisseaux. C'étaient tous des Espagnols, à l'exception de cent cinquante Allemands seulement. Plusieurs autres personnages très-haut placés, et dont les noms, inconnus aujourd'hui, avaient une signification à cette époque, sollicitèrent comme une faveur d'être admis parmi les conquérants. Il nous suffira, pour donner une idée des grandes espérances qu'on fondait sur ces expéditions, de citer Charles Dubrin, frère de lait de l'empereur Charles-Quint. Ces prétentions, dont Mendoza fut obsédé pendant les longs préparatifs d'une expédition aussi considérable, le mettaient dans un grand embarras; avec la meilleure volonté du monde, il ne pouvait admettre toutes les personnes qui voulaient l'accompagner. Enfin il put quitter le port de San-Lucar le 1er septembre 1534, emmenant sur ses vingt-deux bâtiments deux mille cinq cents hommes.

Le Gouvernement lui-même partageait si bien les espérances de tous ces aventuriers, qu'il avait exigé, dans les derniers jours, qu'un article fût ajouté au contrat, par lequel il était stipulé que, des rançons qu'auraient à payer les princes vaincus, un cinquième appartiendrait au roi.

La flotte suivit la route ordinaire. Après une heureuse navigation, elle arriva aux îles Canaries. Les seigneurs qui la montaient en grand nombre voulurent donner quelques fêtes aux habitants de ces îles. Ces fêtes furent la cause d'une sérieuse querelle, qui faillit faire avorter l'expédition. Georges Mendoza étant tombé amoureux de la fille du gouverneur de l'île de Palma, l'emmena de vive force à bord de sa caravelle. Les habitants, furieux d'un tel outrage, ne menaçaient de rien moins que de couler la flotte, qui se trouvait sous les canons des forts; ils ne s'apaisèrent que lorsque le ravisseur fut descendu à terre

avec la jeune fille, qu'il consentait à épouser immédiatement. Il ne se doutait pas qu'il serait redevable de la vie à ce mariage forcé ; le gouverneur, en l'obligeant à rester auprès de lui, le sauva du funeste sort qui attendait ses compagnons.

Une fois l'amoureux capitaine à terre, la flotte reprit la mer et cingla directement vers la côte du Brésil. On y débarqua à Rio Janeiro ; mais, à peine à terre, Mendoza tomba si gravement malade qu'il crut devoir déléguer le commandement à Osorio. La conduite du nouveau commandant, son équité, sa fermeté même, et l'ordre qu'il sut établir, lui gagnèrent la confiance des troupes; l'opinion que les chances de succès devenaient plus certaines par ce changement de chef se généralisa, et ne tarda pas à être connue de Mendoza. Aussi se hâta-t-il, aussitôt que ses forces le lui permirent, de reprendre le commandement, auquel son titre lui donnait un droit indiscutable. Osorio désirait faire de la magnifique baie de Rio, où s'élève aujourd'hui la première ville de l'Amérique du Sud, le centre des opérations des Espagnols sur la côte de l'Atlantique. C'était assez pour que Mendoza désapprouvât ce plan. Il fit donc rembarquer son monde pour se diriger plus au sud. Ses ordres furent ponctuellement exécutés, mais non sans que les soldats murmurassent. « La guérison du chef, disaient-ils, est devenue la maladie de l'expédition. »

Jaloux de l'influence d'Osorio et ne pouvant trouver dans sa conduite le moindre prétexte à accusation, Mendoza le fit poignarder dans sa cabine par Ayolas, qui, lui aussi, crut augmenter son importance en faisant disparaître l'homme qui avait su conquérir la sympathie et la confiance des aventuriers. Ce meurtre jeta déjà un peu de sombre sur les rêves couleur de rose dont se berçaient à leur départ tous ces pauvres chercheurs de mondes.

La flotte atteignit enfin le Rio de la Plata dans les derniers jours de janvier 1535; on jeta l'ancre entre la côte orientale et la petite île de Saint-Gabriel.

L'adelantado envoya d'abord son frère reconnaître la côte du sud, et il le suivit bientôt lui-même avec toute la flotte. Il s'arrêta au pied de riantes collines que ses éclaireurs avaient remarquées, et qui lui semblèrent offrir un excellent emplacement pour l'assiette d'une ville.

La petite armée prit donc terre le 2 février 1535, et Mendoza l'employa d'abord à clore d'un large fossé un espace de terrain assez grand pour qu'elle y pût camper. Le camp installé, croyant sans doute à la magie des noms pompeux, il le baptisa du nom de ville et port de Santa-Maria de Buenos-Ayres, et nomma immédiatement un gouverneur, des juges, et une municipalité qui devait veiller au bon état d'une cité qui n'existait encore que dans son imagination.

Les Quérandies qui habitaient en cet endroit n'opposèrent aucune résistance au débarquement; mais ils s'éloignèrent à quelque distance, sans vouloir communiquer avec les nouveaux venus.

Cependant les Espagnols, pour se procurer quelques vivres, commencèrent à chasser dans les alentours, mais sans oser s'éloigner, de peur d'être attaqués. Pour assurer leur sécurité, l'adelantado ordonna à son frère de faire une sortie avec cent quatre-vingts fantassins et douze capitaines à cheval, pour châtier ces sauvages qui se refusaient à venir rendre hommage au puissant monarque d'Espagne, dont il était le représentant. Don Diégo trouva les Quérandies à une lieue du camp, prêts à combattre. Cette audace surprit les Espagnols, qui n'étaient pas habitués à rencontrer de résistance; mais, s'animant par leur cri de guerre : *Santiago y sierra Espana*, ils chargèrent les Indiens, qui supportèrent le choc sans reculer.

La mêlée fut longue et meurtrière. Les Espagnols, mieux armés, faisaient des trouées sanglantes dans les rangs de leurs ennemis; mais les femmes indiennes emportaient les morts ou les blessés, et d'autres guerriers comblaient aussitôt les vides. Voyant enfin qu'ils ne pouvaient lutter avec avantage en com-

battant en masse, les Indiens s'éparpillèrent, et enveloppèrent dans un immense cercle les Castillans, qu'ils obligèrent par ce mouvement à étendre leur front de bataille. Une série de combats partiels commença dès lors; mais les Indiens, dont les pertes devenaient de plus en plus sensibles, finirent par se retirer au sud d'un ruisseau auquel ils s'étaient appuyés, et, à la fin du jour, les Espagnols restaient maîtres du champ de bataille; malheureusement, leurs pertes avaient été trop considérables pour qu'ils pussent songer à poursuivre leur ennemi.

La *bola perdida* avait été fatale aux cavaliers. Don Diégo de Mendoza, désarçonné et étourdi par un coup de cette arme redoutable dont nous avons déjà parlé, et qui consiste en une pierre attachée au bout d'une longue lanière, avait été assommé une fois à terre; dix autres des cavaliers avaient eu le même sort. Les pertes des fantassins furent relativement moindres : des cent trente partis du camp, vingt et un seulement avaient péri. C'était, eu égard au nombre des ennemis, le plus sanglant combat qui eût encore été livré en Amérique; cette perte de trente-deux hommes et de onze chevaux était immense pour la petite armée, surtout si l'on considère qu'elle ne fut rachetée par aucun avantage : le lendemain, les Quérandies avaient repris possession du champ où l'amiral avait succombé.

L'audace des Indiens parut augmenter après ce premier combat, quoique leurs pertes eussent été considérables, et les Espagnols se voyaient constamment bloqués par un ennemi dont il était difficile d'avoir raison, à cause de son extrême mobilité et aussi à cause de sa pauvreté. Les Quérandies, en effet, sans demeures fixes, sans rien qui les attachât à la terre, n'avaient à défendre que leurs personnes. Ils avaient le courage facile des hommes qui n'ont rien à perdre. Toute la plaine était également bonne pour eux. Ils n'avaient à craindre que pour leur vie, et ils avaient prouvé, en attendant de pied ferme la petite armée de don Diégo, qu'ils redoutaient peu la mort, et

qu'on se flatterait vainement de les intimider par les armes.

Un autre ennemi plus redoutable, le climat, vint encore ajouter aux souffrances des Espagnols. Le temps, qui avait été d'abord très-sec et très-beau, devint froid et humide dès le commencement de mai. Les pluies détrempèrent le terrain, et les champs se convertirent en marécages. L'excessive humidité et le manque d'abris suffisants amenèrent des maladies qui tuèrent plus de monde que les armes des Quérandies. Pour comble de malheur, les vivres apportés d'Espagne commençaient à manquer, bien qu'officiers et soldats eussent été mis à la ration dès le mois de mai, et la faim ne tarda pas à faire sentir ses cruelles angoisses. La position de ces pauvres colons devint telle bientôt, que la mort semblait un bienfait pour tous : pour ceux qui succombaient, c'était le terme de leurs souffrances ; pour les survivants, chaque homme qui s'en allait était une bouche de moins. On en vint à manger les chevaux. Pressés par la faim, quelques hommes désertèrent aux Indiens; mais ils les trouvèrent impitoyables et furent massacrés.

Le camp présentait un aspect désolé. La faim avait fait de ces aventuriers si hardis un troupeau hébété qui ne savait que se plaindre. On regrettait tout haut le bon Osorio, les beaux bois de Rio, dont on s'exagérait les ressources en gibier et en fruits sauvages. On maudissait la malheureuse sortie où don Diégo et dix des meilleurs capitaines avaient péri plus qu'inutilement, puisque cette bataille avait rendu la paix avec les indigènes impossible. L'adelantado, objet de la haine de tous, n'osait sortir de sa cabane. Schmidel, abattu et ayant d'ailleurs perdu presque tous ses Allemands, n'osait rien entreprendre. Ayolas, seul de tous les chefs, conservait quelque énergie. Il résolut de sortir de cette position désespérée. Comptant trouver des vivres chez les tribus que Gabotto avait rencontrées dans ses explorations, il partit avec trois caravelles pour remonter le Parana. Des razias qu'il fit sur les Chanas, les pacifiques habitants des îles du delta du grand fleuve, ainsi que sur

quelques tribus de Timbus qu'il trouva entre le Parana et le Carcaranal, lui procurèrent assez de maïs pour empêcher que la famine n'achevât d'anéantir cette expédition jadis si brillante.

L'animation que produisit dans le camp ce secours inespéré, loin d'intimider les Quérandies, parut les décider à tenter un effort suprême pour chasser les étrangers. On était à la fin de juin. Profitant d'une nuit orageuse et froide, ils arrivèrent sans être entendus jusqu'au bord du fossé. Ils creusèrent tout autour de petites excavations en forme de fours comme en font les Indiens qui veulent allumer du feu sans être vus. Le grand nombre de ces trous, que les Espagnols trouvèrent plus tard, attestait l'activité qui avait présidé aux préparatifs de l'attaque.

Un peu avant le jour, une vingtaine de boules de jonc enflammées qui tombèrent sur le camp donnèrent l'éveil, et les colons accoururent aux fossés juste à temps pour arrêter les Indiens, qui commençaient à les franchir. Ayolas, Schmidel et l'adelantado lui-même, l'épée au poing et le bouclier au bras, se battirent en soldats et donnèrent l'exemple à leurs gens. Les Indiens furent repoussés; mais une grande partie des habitations, dont les toits de chaume s'enflammaient facilement, furent brûlées par les projectiles incendiaires que les Indiens n'avaient cessé de lancer pendant le combat.

Simultanément avec l'attaque du camp, une autre attaque, conduite avec le même mystère et une égale vigueur, avait été dirigée contre la flotte; mais, grâce à la présence d'esprit du commandant, elle avait eu moins de succès encore. Les vaisseaux espagnols étaient à l'ancre près du confluent d'une petite rivière aujourd'hui connue sous le nom de Riochuelo de Barracas, à un kilomètre à peu près au sud du camp. Des bords un peu élevés de cette rivière peu large il était facile aux Indiens de jeter sur les ponts et dans les cordages des navires leurs grosses boules de jonc enflammées. C'est ce qu'ils firent; mais

l'activité des marins prévint tout dommage. Des décharges de mousqueterie bien dirigées éloignèrent les assaillants, et une vigoureuse sortie faite, au point du jour, par le capitaine don Domingo de Irala, acheva de les disperser et dégagea complétement la flotte.

Après cette vaine attaque, les Indiens se perdirent dans la plaine, et les patrouilles espagnoles purent parcourir, sans voir un seul ennemi, deux ou trois lieues aux alentours. Mais la position n'en devint pas meilleure. La plaine ou plutôt les marécages qui entouraient le camp, et que l'ennemi leur abandonnait, n'offraient aucune ressource, et la famine était de nouveau imminente. Tous désiraient quitter des parages où ils ne voyaient rien à gagner, tout en se battant et en souffrant plus que les conquérants heureux du Mexique et du Pérou, dont les récits les avaient attirés si loin de la patrie; tous croyaient qu'en changeant de campement on aurait chance de trouver des tribus plus riches, ou, tout au moins, plus sociables.

Mendoza finit par céder aux vœux du plus grand nombre, mais sans se décider néanmoins à abandonner complétement la ville pour laquelle il avait rêvé de si belles destinées. Pour en assurer la sécurité, il fit creuser un nouveau fossé plus profond et renfermé dans l'ancienne enceinte; il fit en outre élever de fortes palissades avec du bois apporté des îles, de manière à permettre à une faible garnison de défendre les maisons qui avaient échappé à l'incendie. Il en laissa la garde à quatre cents hommes, sous les ordres de don Francisco Ruiz, qui fut nommé gouverneur de Buenos-Ayres, et eut ordre d'attendre les renforts d'Espagne qu'on espérait toujours. Ces arrangements terminés, Mendoza, avec le restant de l'expédition, partit pour Santi-Espiritu, dans l'espoir d'y retrouver Hurtado ou quelques-uns des soldats qui l'avaient accompagné à la poursuite des ravisseurs de la belle Lucia Miranda. Vain espoir. A Santi-Espiritu tout était désert. Quelques poteaux brûlés et une croix indiquaient seuls l'emplacement de la première co-

lonie chrétienne. L'adelantado, constant dans sa manie de fonder des villes, fit relever le fort et y mit une garnison de trois cents hommes, qui devaient parcourir le pays, tout en veillant avec le plus grand soin pour se garder des surprises.

Sur ces entrefaites, Mendoza, retombé malade, se vit contraint de remettre le commandement de la flotte à Ayolas et de retourner à Buénos-Ayres. Son état n'ayant fait qu'empirer, le désespoir s'empara de son âme, et il se décida à partir seul pour l'Europe, abandonnant une expédition dans laquelle il avait mis toute sa fortune, et qui s'annonçait comme devant être aussi désastreuse que celles de ses devanciers à la Plata. Heureusement pour lui, la mort mit bientôt fin à ses souffrances. Le fier gentilhomme de Guadix, l'ami du connétable de Bourbon, eut les vagues pour linceul. C'était alors un grand malheur que d'être privé de la sépulture en terre bénie: aussi les colons ne manquèrent-ils pas de voir là le juste châtiment de l'assassinat du brave et sage Osorio.

A la nouvelle de la mort de Mendoza, Ayolas voulut se faire reconnaître comme commandant en chef; mais Francisco Ruiz et le gouverneur de Santi-Espiritu refusèrent de se soumettre à son autorité. Les forces espagnoles formèrent donc dès ce moment trois corps distincts, sans cohésion, hostiles même, séparés par des distances immenses et presque sans communications entre eux. Ceux qui avaient été laissés à Buénos-Ayres ou à Santi-Espiritu ne pouvaient, faute de bâtiments, sortir de leurs palissades. Le corps principal, sous Ayolas, guerroyait dans le haut Parana, sans résidence fixe.

La couronne d'Espagne, grâce à son système de conquête, souffrait peu de cet état de choses. C'était, il est vrai, un millier d'hommes perdus; mais les trésors du Pérou brillaient toujours d'un vif éclat, et les acheteurs de royaumes ne pouvaient manquer.

Le contrat de Mendoza assurait à ses héritiers la vice-royauté

du Rio de la Plata; mais personne ne se présenta pour la revendiquer. Elle fut en conséquence déclarée vacante, et l'on ne se hâta pas d'y pourvoir. Un proverbe castillan dit : « Les affaires du gouvernement cheminent doucement. » Cinq ans s'écoulèrent avant que le roi nommât un nouvel adelantado.

Que devenaient cependant les compagnons de Mendoza ? Il importe de suivre d'un œil attentif les faits et gestes de ces aventuriers, sans chefs, sans discipline et sans grandes visées, si l'on veut comprendre cette disposition à l'indolence et à la turbulence, tout à la fois, qui a été de tout temps et est encore le fond du caractère des peuples de la Plata.

Interrègne. La division se met parmi les colons. Ayolas et Irala. Ce dernier réunit à *l'Asuncion* les débris de l'expédition de Mendoza, et est élu pour chef.

Les deux établissements de Buénos-Ayres et de Santi-Espiritu ne faisaient aucun progrès. Les incessantes hostilités des tribus environnantes empêchaient tout travail suivi. D'un autre côté, ces hommes de guerre n'étaient pas venus là pour labourer le sol; s'ils n'eussent eu d'autre ambition, ils n'avaient pas besoin de quitter l'Espagne, où la condition du moindre manœuvre était infiniment moins pénible et moins précaire que n'était la leur. Leur vie se passait à attendre l'arrivée de quelque bâtiment d'Europe ou de quelqu'une des caravelles du haut des rivières. Il y avait lutte constante entre les colons et leurs chefs. Les premiers voulaient quitter les forts et aller rejoindre le principal corps, commandé par Ayolas; mais les gouverneurs, qui espéraient toujours des renforts d'Espagne, ne se souciaient nullement d'abandonner le poste où ils commandaient souverainement pour aller se mettre sous les ordres d'un capitaine qui persistait à se considérer comme leur supérieur. Les trouvant inflexibles sur ce point, les colons demandaient à pouvoir au moins profiter des ressources qu'offraient les maigres bois

des côtes ou des îles pour se construire quelques bâtiments qui leur eussent permis de parcourir les rivières. Les gouverneurs s'y opposaient encore, dans la crainte qu'ils ne désertassent tous, du moment où ils n'eussent plus été retenus par la crainte des Indiens, crainte qui empêchait la désertion par terre.

Cependant Ayolas, poursuivant le but premier de l'expédition, qui était d'arriver au Pérou, remontait le Parana, puis pénétrait dans le Paraguay, avec la pensée de se rapprocher de Cusco. Sur les bords de ce dernier fleuve, il eut à repousser plusieurs attaques des Agaces, des Guaycurus et des Payaguaces; mais la supériorité des armes et l'indomptable résolution des Espagnols finirent par triompher du courage de leurs ennemis.

Les Indiens de la rive droite, Guaranis pour la plupart, plus doux que ceux du Chaco, furent les premiers à faire la paix avec les nouveaux venus, et, vers le milieu de 1536, Ayolas commença à construire des huttes dans un enclos protégé par des palissades, à l'endroit même où se trouve aujourd'hui l'Asuncion, capitale du Paraguay. Le pays était boisé, très-fertile, et, à cette époque, très-abondant en gibier, tel que gamas, cerfs, et surtout yacus, espèce de poule sauvage de grande taille. Les tribus indiennes des alentours étaient nombreuses et sociables.

Le traité de paix contenait une clause bien propre à faire comprendre la situation morale des hommes qui allaient porter la civilisation aux Indiens, et qui montre en même temps par quels moyens pratiques ces bons catholiques essayaient d'établir leur influence sur les indigènes. Les Indiens s'obligeaient à donner sept jeunes filles à Ayolas et deux femmes pour chaque soldat. Suivant Azara, ce serait là l'origine des métis qui de nos jours forment la plus grande partie de la population du Paraguay.

Ainsi entourés d'une population amie, les soldats d'Ayolas établis à l'Asuncion étaient dans une position bien différente de

celle de leurs compagnons des bords de la Plata, que des tribus féroces tenaient incessamment bloqués. Aidés de leurs femmes et des Indiens qu'elles savaient attirer autour de leurs nouveaux seigneurs, que, selon l'historien Ulrich Schmidel, elles préféraient aux hommes de leur race, ils ensemençaient la terre et vivaient dans l'abondance. Aussi leur sort était-il très-envié à Buénos-Ayres et à Santi-Espiritu, et, malgré les ordres sévères des gouverneurs, ceux qui pouvaient prendre une pirogue aux Chanas des îles désertaient et ne craignaient pas d'entreprendre un long et périlleux voyage pour aller se réunir à un chef qui savait improviser des familles.

Pendant l'année 1536, l'occupation principale des Espagnols fut de se chercher des femmes. Les excursions entreprises dans ce but amenèrent la création d'une nouvelle colonie. Une centaine d'hommes fut laissée à l'Asuncion, et les caravelles descendirent le Paraguay jusqu'à son embouchure. De là, remontant le Parana, dans la partie où il coule de l'est à l'ouest, elles arrivèrent à la Candelaria, où, selon le rapport de quelques Indiennes, vivaient des tribus guaranies très-nombreuses. On y éleva un autre fort, qui fut placé sous les ordres de don Domingo Irala, gentilhomme basque, reconnu pour un des plus vaillants capitaines de l'armée, depuis sa belle défense de la flotte au Riachuelo.

Suivant l'exemple d'Ayolas, Irala, aussitôt installé, fit un traité avec les Indiens guaranis qui l'entouraient, dans lequel il était stipulé qu'on lui donnerait sept femmes pour lui et deux pour chacun de ses soldats. Le cacique principal avait justement sept filles : Irala les épousa. La chose paraissait si naturelle au capitaine basque, que, dans son testament, qui nous est resté, il déclare avoir pris les sept filles du cacique pour femmes et demande que les enfants qu'il en a eus soient considérés comme Espagnols. Cette déclaration, mêlée de pieuses exhortations, montre quelle étrange idée ces braves conqué-

rants se faisaient de leurs obligations comme catholiques et de leur mission civilisatrice parmi les tribus du nouveau monde.

Les délices de ces Capoues indiennes n'eurent cependant pas assez d'empire sur Ayolas pour lui faire perdre de vue le but de l'expédition. Les trésors amassés par Alvarado étaient toujours présents à ses yeux. L'expédition organisée à si grands frais par Mendoza, et poursuivie à travers tant de périls, ne pouvait d'ailleurs avoir pour résultat unique de marier des Espagnols et des Guaranies. Ce qu'il fallait, c'était pénétrer au Pérou par les rivières, sans traverser l'isthme de Panama. Indépendamment des ressources qu'il trouverait à Cusco, de l'argent qu'il espérait y récolter, la découverte d'une nouvelle route lui devait être un titre sur lequel il comptait pour obtenir à peu de frais cet adelantasjo qui avait coûté si cher à Mendoza.

Les Indiens amis lui avaient assuré qu'en marchant au nord-ouest il trouverait une nation qui se servait de *guanacos* comme bêtes de somme. La grande envie que ces hommes avaient d'arriver au pays dont les compagnons de Pizarre parlaient avec tant d'admiration leur faisait accueillir le moindre indice comme une réalité. Ayolas ne douta pas que ce pays dont lui parlaient les Indiens ne fût le Pérou. Selon d'autres, il est vrai, le royaume des Incas était très-loin ; mais on rencontrait sur le chemin les tribus nombreuses de Chiriguanos, qui possédaient de grandes quantités de ce métal blanc auquel les Espagnols attachaient tant de prix. Pizarre avait trouvé le pays de l'or : Ayolas crut avoir trouvé le pays de l'argent. Il lui semblait d'ailleurs impossible que les peuples sur lesquels régnaient les Incas fussent la seule nation importante de cette immense Amérique méridionale.

Quelque vagues que fussent les informations qu'il avait recueillies, il résolut de tenter l'aventure, espérant qu'il lui suffi-

rait de soixante à quatre-vingts jours pour compléter son expédition et arriver au terme de ses rêves.

La difficulté de se procurer des vivres l'obligea à limiter l'effectif de sa petite armée à deux cents hommes choisis, avec lesquels il descendit la rivière jusqu'à l'endroit où se trouve aujourd'hui Humaïta. De là il renvoya les caravelles à la Candelaria, où le reste des colons, sous les ordres d'Irala, devaient l'attendre quatre mois ; et il continua sa marche par terre, conduit par quelques Indiens Carios qui connaissaient une partie de la route à parcourir pour arriver au pays des Chiriguanos. Mais dès qu'ils s'éloignèrent des bords de la rivière, ils n'avancèrent plus qu'avec une extrême lenteur, et leurs guides hésitaient souvent sur la direction à prendre. Ils mirent quinze jours à atteindre les bords du Pilcomayo, qu'ils devaient remonter pour arriver au pays qu'ils cherchaient. Ce fleuve leur indiquait bien en effet la route à suivre, mais ils n'en cheminaient pas plus vite pour cela. Il sortait souvent de son lit et formait d'immenses lacs qu'il leur fallait côtoyer avec de la boue jusqu'aux genoux, dans l'impossibilité où ils étaient de pénétrer dans la forêt qui l'avoisinait, et où la marche eût été encore plus difficile, les lianes et les bambous y formant des fourrés si épais que même des hommes à pied n'y pouvaient avancer qu'en se frayant un chemin avec leurs épées.

L'excessive fatigue, la chaleur étouffante sous ces bois épais, et l'humidité constante qui paraissait comme suspendue dans l'atmosphère, sans pouvoir se condenser, occasionnèrent bientôt des fièvres malignes, dont le moindre effet était de les affaiblir, et qui furent fatales à plus d'un tiers de la petite troupe.

Après trois mois de marche, ils arrivèrent aux terres des Indiens Chiriguanos, où Ayolas put recueillir quelques bijoux d'argent. Ces Indiens lui donnèrent des renseignements plus précis sur le Pérou, qui, lui dirent-ils, se trouvait encore plus éloigné de leur pays que de l'endroit où il avait quitté ses em-

barcations. Ses soldats étaient trop découragés pour entreprendre cette nouvelle marche. Il se décida donc à retourner à la Candelaria ; mais, sur l'invitation des Chiriguanos, il prit un autre chemin, plus au sud, qui suivait les bords du Vermejo, moins boisés et plus élevés que ceux du Pilcomayo. Cette route se trouva en effet de beaucoup meilleure, et ils purent marcher avec plus de rapidité. Cependant sept mois s'étaient écoulés depuis leur départ quand ils arrivèrent au confluent du Vermejo et du Paraguay. Ils étaient réduits au nombre de soixante ; cette expédition, dont le résultat était à peu près nul, avait coûté cent quarante hommes à Ayolas.

Harrassé par de si longues et si pénibles marches, il dépêcha deux hommes à la Candelaria, pour demander qu'on lui envoyât des bâtiments qui lui permissent de retourner au fort par les rivières ; mais ses envoyés trouvèrent la Candelaria complétement abandonnée. Ils rebroussèrent chemin en toute hâte ; mais, quelque courte qu'eût été leur absence, ils ne devaient plus revoir leurs malheureux compagnons. Les Carios, les M'Bayas et les Guaycurus avaient épié la petite armée, et, la voyant si faible, ils l'avaient attaquée dans la nuit et avaient massacré jusqu'au dernier ces premiers explorateurs des contrées encore désertes qui s'étendent entre le Vermejo et le Pilcomayo.

Le pays des grands fleuves était décidément fatal aux conquérants espagnols. Solis, Lara, les deux Mendoza et Ayolas y avaient trouvé la mort. Les maladies et la faim décimaient les pauvres colons de Buénos-Ayres et de Santi-Espiritu.

Vers la fin de 1538, les quelques hommes aux ordres d'Irala étaient les seuls qui fussent en état, je ne dirai pas de poursuivre la conquête, mais de se maintenir sur cette terre inhospitalière. Que leur était-il cependant advenu pendant la malheureuse expédition d'Ayolas, et pourquoi avaient-ils abandonné la Candelaria? C'est ce que nous devons raconter.

Le départ des deux cents hommes emmenés par Ayolas avait diminué de près de moitié la petite garnison de Candelaria. Les Indiens des forêts entre le Parana et l'Uruguay s'en étaient bien vite aperçus, et ils ne cessèrent dès lors d'inquiéter le camp. Le brave capitaine basque repoussa vaillamment leurs attaques, mais chaque victoire lui coûtait quelques hommes. Cet état d'hostilité d'ailleurs ne permettait plus aux colons de vivre en paix avec leurs Indiennes comme à l'Asuncion. Ils demandaient donc à y retourner. Irala résista tant qu'il put ; il voulait attendre Ayolas pendant quatre mois , comme il le lui avait promis. Cependant quatre, cinq mois se passèrent sans qu'on reçût la moindre nouvelle de l'expédition qui s'était perdue dans les forêts du nord-ouest. Selon les Guaranis, elle devait avoir péri au pays des Chiriguanos. Enfin, le sixième mois, Irala, ayant perdu tout espoir de revoir ses compagnons, consentit à retourner à l'Asuncion , et il y avait quelques semaines déjà qu'il avait abandonné la Candelaria quand les envoyés d'Ayolas y arrivèrent. Un mois s'était à peine écoulé qu'il apprit le triste sort de son capitaine.

La certitude de la mort d'Ayolas, l'isolement dans lequel se trouvaient les colons, obligés de vivre dans ce pays, où quelques-uns d'ailleurs s'étaient formé des familles qui leur faisaient oublier la patrie, tourna au profit de cette société naissante et lui fit faire un grand pas.

Irala aurait pu s'en déclarer le chef, il n'en fit rien. Il voulait donner à son autorité une base plus solide ; pour cela, il résolut de rassembler à l'Asuncion tous les détachements espagnols dispersés sur la rive du Paraguay. Connaissant, par les rapports des déserteurs, l'état misérable des colons de Buénos-Ayres et de Santi-Espiritu, il leur envoya ses meilleures embarcations , invitant les gouverneurs à se joindre à lui pour concentrer la colonisation au Paraguay, où tous se soumettraient au chef que la majorité des suffrages aurait désigné.

Ces mesures réussirent complétement. Buénos-Ayres et

Santi-Espiritu furent abandonnés, et les survivants des deux mille cinq cents Européens venus avec Mendoza en janvier 1535 se réunirent, en décembre 1538, au nombre de sept cents, et procédèrent à l'élection de leur chef. Ce fut un antécédent fécond en résultats pour l'avenir. Il fut admis désormais que, lorsque la métropole abandonnait ses colons, l'élection devait désigner le chef.

Irala fut élu à une grande majorité. Pour consolider la colonisation, dont les premiers désordres avaient failli entraîner la ruine, il établit une administration municipale, éleva un temple qui fut desservi par un moine franciscain venu avec Mendoza, lequel commença à catéchiser les Indiens, dont il avait déjà appris la langue.

Il édicta, en outre, dans le but de fixer les indigènes auprès des colons, certaines lois qui subsistèrent longtemps après lui, malgré les ordres contraires de la métropole. Ainsi, tout Espagnol pouvait entreprendre la conquête d'une tribu et en devenir le maître; il la possédait à titre d'*encomienda* (commanderie). Quelquefois, quand pour la réduction d'une tribu les efforts isolés des citoyens n'étaient pas suffisants, le gouvernement aidait à la conquête; les Indiens soumis étaient, dans ce cas, distribués entre les soldats comme *mitayos* ou *yanaconas*. Les mitayos étaient obligés au travail personnel pendant un temps déterminé. Les yanaconas étaient de véritables esclaves, mais leur maître ne pouvait les vendre ni les abandonner dans la vieillesse; il devait les nourrir, les habiller et les instruire dans la religion chrétienne. Les encomiendas passaient du conquérant à son héritier immédiat. Après celui-ci, les Indiens qui en dépendaient devenaient libres et pouvaient travailler pour leur compte; mais ils étaient obligés de payer à l'Etat une modique capitation. Les commandeurs, d'ailleurs, étaient toujours sous la surveillance de l'autorité, qui pouvait les forcer à remplir leurs obligations envers leurs serviteurs.

Le camp de l'Asuncion prit bientôt les apparences d'une petite ville. Les environs abondaient en bois, ce qui permit aux Espagnols de se bâtir des maisons élevées et commodes. Quand il s'agit de l'érection de l'église, on construisit le premier four à brique, et les bâtisses particulières en profitèrent : faites avec plus de soin, elles acquirent plus de solidité; quelques-unes subsistent encore aujourd'hui.

D'un autre côté, ces nouveaux Robinsons avaient trouvé dans leurs vaisseaux assez de fer pour forger des outils. Les maisons eurent bientôt des portes, et furent garnies de meubles comme en Europe. Pendant que la ville se bâtissait, les champs qui l'entouraient étaient cultivés et ensemencés. Il en résulta bientôt pour les colons un bien-être qui dut leur paraître bien grand après les misères de Buénos-Ayres et de Santi-Espiritu, et qui leur fit presque oublier les trésors qu'ils avaient rêvés et l'Espagne qu'ils n'espéraient plus revoir.

Une ville contenant de sept à huit cents Espagnols et plus de trois mille Indiens était, par sa population même, à l'abri de toute tentative hostile des tribus ennemies du Chaco ou du haut Paraguay. Cette agglomération de population, insignifiante pour l'Européen, était pour les Guaycurus, les Payaguaces, les Guaranis ou les M'Bayas quelque chose de formidable; ils ne pouvaient pas plus songer à attaquer la nouvelle ville que les tribus de l'Atlas ne songent à attaquer Alger ou Oran. S'ils se montraient parfois hostiles encore, c'était contre ceux qui s'éloignaient de la ville ou qui allaient les relancer dans leurs retraites.

Ainsi organisée, la petite colonie jouit pendant quatre ans d'une grande tranquillité, et elle était en pleine prospérité quand le second adelantado, don Alvar Nunès Cabéza de Vaca, arriva à l'Asuncion, le 11 octobre 1542.

Don Alvar Nunès Cabéza de Vaca. Sa marche habile à travers le continent américain. Ses travaux. Sa fin malheureuse.

Don Alvar Nunès était un vieil Espagnol qui avait passé la plus grande partie de sa vie dans le monde de Colomb. Soldat au temps de la conquête des Antilles, il avait pris part à l'expédition de Ponce de Léon, quand les Espagnols visitèrent les Florides et le Mississipi. Longtemps prisonnier des Indiens, il avait vécu en Indien avec les tribus du grand fleuve du nord. Après les plus extravagants exploits, après des marches qu'on ne peut concevoir, des traversées en pirogue qu'on n'entreprend aujourd'hui qu'avec des bâtiments pontés, il était arrivé à la Havane, avait pris part à une expédition contre Maracaybo, où il avait été plus heureux, et il était revenu riche à Séville. Il s'y ennuyait; habitué aux grands bois, aux rivières, aux plaines sans fin, il se sentait mal à l'aise et comme dépaysé dans nos cités étroites, dans nos campagnes coupées par mille barrières qui arrêtent à chaque instant et les pas et la vue; il étouffait dans cette fourmilière humaine. Ah! qu'il se sentait bien mieux vivre quand, entouré de dangers, il errait et priait au milieu des marais du Mississipi!

L'homme qui a vécu isolé ne croit plus à sa personnalité quand il ne peut plus faire un pas sans se heurter à une convenance, quand il lui faut, pour la moindre chose, l'aide d'un ami ou les services d'un domestique. Pour cet homme, l'indépendance ne consiste pas à ne pas dépendre d'un autre, elle consiste à se suffire à soi-même.

Un des officiers royaux qui avaient accompagné Mendoza, Cabrera, de retour en Espagne, avait fait connaître la vérité sur la rivière de la Plata, sur les dangers qu'offrait la conquête, sur l'extrême pauvreté du pays, où l'on ne trouvait ni or ni argent. Son rapport avait été pleinement confirmé par le

triste sort de ceux qui s'y étaient engagés; aussi personne n'avait-il sollicité le poste d'adelantado, devenu vacant par la mort de Mendoza. Il l'était, comme nous l'avons dit, depuis cinq ans, lorsque la nouvelle du massacre d'Ayolas et de ses compagnons parvint en Espagne. Elle y fut apportée par une des caravelles qu'Irala avait envoyées à Buénos-Ayres pour en amener les colons à l'Asuncion, et qui avait été ensuite trouvée en état de prendre la mer et de traverser l'Atlantique. Ce nouveau désastre ne pouvait qu'éloigner encore davantage les aventuriers de ce pays misérable et inhospitalier.

Eh bien, don Alvar Nunès vit précisément là une aventure qui lui convenait. Il offrit d'entreprendre à ses frais, comme Mendoza, la conquête de ces régions fatales à ses prédécesseurs. Le titre d'adelantado lui fut facilement concédé. Les instructions qu'il reçut sont trop caractéristiques pour que nous n'y voyions pas l'influence de Nunès lui-même, qui avait eu à lutter contre les chicanes des avocats aux Antilles. En voici les quatre principaux articles :

Il devait employer tous ses soins à propager la religion chrétienne.

Il lui était interdit d'emmener aucun avocat ou procureur.

Les Espagnols et les Indiens pourraient commercer librement entre eux, sans que l'autorité eût à intervenir dans leurs transactions.

Tous les procès seraient jugés par les capitaines ; les ayants cause pourraient cependant appeler de leurs décisions à l'adelantado , et en dernier ressort au conseil du roi.

Don Alvar Nunès avait une trop grande réputation de bravoure, outre l'expérience et la connaissance du pays qu'on lui savait, pour que les compagnons lui manquassent; aussi putil partir de San-Lucar, le 2 novembre 1540, avec quatre cents hommes et quarante-six chevaux, sur cinq petits bâtiments.

Le voyage fut long et pénible; ce ne fut qu'au commence-

ment de mars qu'il arriva à Cananea, sur la côte du Brésil, ayant perdu deux bâtiments et la moitié des chevaux. Il avait su par Cabrera que le principal établissement des Espagnols, l'Asuncion, se trouvait par le 25e degré de latitude sud. Cananea, qui était à peu près sur le même parallèle, lui sembla le meilleur port de débarquement. Il y débarqua donc, sans se préoccuper des difficultés ou des dangers que pouvait lui offrir une longue marche par terre.

Après avoir donné quelques jours de repos à ses équipages, il divisa son armée en deux corps. Cent cinquante hommes, répartis sur les trois embarcations qui lui restaient, partirent pour la rivière de la Plata, sous les ordres de Felix Cacerès, qui devait remonter jusqu'à l'Asuncion, prenant à son bord tous les Espagnols qu'il trouverait soit à Buénos-Ayres, soit à Santi-Espiritu ou sur tout autre point. Lui-même, avec deux cent cinquante hommes et les vingt chevaux qui lui restaient, s'enfonça dans les montagnes de la côte, et, guidé par cette sorte d'intuition qui est le propre de l'homme qui a vécu longtemps isolé et obligé de deviner la forme d'un pays par la direction des cours d'eau et des chaînes de montagnes, et par mille autres indices, il arriva aux bords de l'Iguasu, plus connu aujourd'hui sous le nom de rivière de Curitiva. Là, le vieux prisonnier des Indiens du Mississipi se trouva à son aise. La forêt la plus impénétrable ne l'effrayait pas. Les marches, conduites avec ordre, étaient lentes, mais ne fatiguaient pas les hommes, qu'il faisait toujours camper dans les endroits les plus favorables, et qu'il gardait, par les plus minutieuses précautions, contre les embuscades des ennemis. La petite troupe avançait ainsi sans que les Indiens Tapès, Guahaguas ou Puris osassent l'attaquer. Bientôt même, par quelques présents, Alvar sut se concilier toute une tribu de Puris, qui aidèrent les soldats à transporter les vivres et à se frayer une route à travers les forêts de l'Iguasu.

Ayant appris au Mississipi combien les Américains appréciaient les objets en fer, il avait donné cinq livres de fer à

chacun de ses soldats; une petite forge suivait l'armée. Aux haltes, on forgeait de petites haches, des pointes de flèches ou des anneaux, avec lesquels on se faisait des amis des Indiens, qui admiraient fort ces forgerons si habiles.

Après trois mois de marche, la petite armée de don Alvar arriva, sans qu'un seul homme manquât à l'appel, au confluent de l'Iguasu et du Parana. Le pays était fertile en gibier. Les tribus indiennes, que l'adelantado avait le don de se gagner, avaient apporté de grands approvisionnements de maïs et de yucas. Nunès fit donc là une halte et envoya quelques Indiens pour savoir à quelle distance se trouvait l'établissement des Espagnols dont Cabrera lui avait parlé; car, en voyant cette grande rivière couler du nord au sud, il avait cru se trouver sur les bords du fleuve où Ayolas avait construit le fort de l'Asuncion.

Les Indiens Puris envoyés dans toutes les directions poursuivirent leurs recherches pendant deux mois. Ceux qui avaient remonté le fleuve revinrent les premiers, mais sans aucune nouvelle; d'autres, qui l'avaient descendu, étaient arrivés à la Candelaria, où ils avaient appris des Guaranis que les Espagnols, après avoir abandonné ces parages, s'étaient réunis tous sur les bords du Paraguay, autre rivière qui, comme le Parana, coulait du nord au sud. Cette bonne nouvelle remplit de joie les compagnons de Nunès, qui désespéraient de retrouver des compatriotes sur ce continent qui leur apparaissait comme une forêt sans fin.

Avant de se remettre en route, l'adelantado, profitant des bonnes dispositions des indigènes, bâtit un petit fort, qu'il appela Santa-Maria, et où il laissa quinze hommes et presque tous les Indiens Puris, qui paraissaient si heureux de servir les nouveaux venus. Reprenant ensuite sa marche, il traversa le Paraguay et arriva à l'Asuncion, sans avoir perdu un seul homme dans une marche de deux cent soixante lieues, à travers un pays inconnu, offrant des difficultés telles que nous doute-

rions de l'entreprise, si elle n'était attestée par des documents authentiques.

Irala avait été prévenu du départ de l'adelantado de Santa-Maria. Les Espagnols notables de la nouvelle ville allèrent à sa rencontre, et la meilleure harmonie s'établit dès le premier jour entre l'élu du peuple et l'élu du roi. Quand la petite armée approcha de la nouvelle ville, son étonnement fut grand de voir des maisons commodes, une église, une place, absolument comme dans un bourg de l'Andalousie. Après leur longue marche à travers les bois de l'Iguasu, le petit village leur semblait beau comme une capitale européenne. De leur côté, les colons de l'Asuncion saluèrent avec grande joie l'arrivée de ce précieux renfort. Les trois bâtiments qui avaient pris la route de la Plata ne tardèrent pas à arriver, et ne furent pas moins bien accueillis.

Don Alvar fut reconnu par toute la colonie comme chef suprême des établissements espagnols dans les rivières du sud-est de l'Amérique méridionale. Son premier acte fut une expédition contre les Indiens Guaycurus et Payaguaces, qui vivaient sur la rive gauche du Paraguay, et qui ne voulaient pas communiquer avec les Espagnols. Les colons, qui avaient désormais l'expérience de la guerre indienne, battirent facilement leurs ennemis et les chassèrent jusqu'au Vermejo, mais sans avoir pu leur arracher aucune concession.

Au nord de la ville vivait une autre tribu, de la race guaranie et désignée sous le nom de Linguas. C'étaient les plus beaux des Indiens de cette partie du pays. Sans être en guerre ouverte avec les colons, ils s'en méfiaient et se refusaient à leur donner des femmes. L'adelantado, quoique peu partisan des habitudes de polygamie fomentées par Ayolas et Irala, déclara les Linguas rebelles et marcha sur leurs carbets. Les Indiens firent une résistance plus sérieuse qu'on ne s'y attendait; ils repoussèrent une première attaque avec succès; mais les Espagnols, maîtres de la rivière par leurs grandes caravelles, réus-

sirent ensuite à les surprendre et vengèrent aisément un premier échec. Les Linguas demandèrent la paix, qui leur fut accordée aussitôt qu'ils se furent engagés à donner aux nouveaux venus des femmes qui les serviraient et les soigneraient comme l'étaient les soldats d'Irala.

Cette paix fut signée en janvier 1543. La prospérité de la colonie était aussi grande que possible. Les vivres étaient abondants; chaque Espagnol avait trois ou quatre femmes et autant d'Indiens pour le servir. L'unique sujet de discorde provenait de la divergence des instructions données au nouvel adelantado et de celles apportées par Mendoza, et auxquelles seules voulaient se conformer les premiers arrivés. Il s'était formé deux partis : celui des anciens, qui avait pour chef Irala ; celui des nouveaux, qui excitaient Nunès à renvoyer le capitaine basque en Espagne.

Plus sage que ses partisans, don Alvar ne voulut pas se priver d'un capitaine aussi vaillant qu'Irala; mais pour faire cesser toute discussion, il l'envoya, avec les plus turbulents des anciens, dans le haut Paraguay. Il devait remonter le fleuve et pénétrer dans les rivières qui viennent s'y jeter de l'ouest, afin d'explorer les routes par où l'on pourrait se mettre en communication avec les Espagnols du Pérou. Il lui était en outre recommandé de prendre des tribus indiennes toutes les informations qu'elles seraient en état de fournir, et de faire quelques prisonniers, qui, plus tard, pourraient servir de guides pour arriver à cette merveilleuse cité de Cusco, qu'on ne pouvait oublier.

Irala partit donc. Il remonta à deux cents lieues au nord de l'Asuncion, jusqu'aux plaines où le Paraguay se répand en lacs immenses. Là il fut assailli par des nuées de moustiques, qui dans ces parages deviennent un obstacle sérieux, et qui l'empêchèrent de pousser plus loin. Il n'osa même pas débarquer dans ce dédale de marais. La baisse des eaux, qui, à l'époque où il se trouvait dans ce qui forme aujourd'hui la province brésilienne de Matto-Grosso, commençait, lui fit craindre de ne plus

trouver un canal assez profond pour ses caravelles. Il se décida donc à rebrousser chemin, sans avoir rien découvert ni fait aucun prisonnier, et il rentra à l'Asuncion, après un voyage de quatre mois, qui avait été aussi pénible qu'inutile.

L'adelantado écouta avec intérêt le triste récit que lui fit Irala, et, loin de se montrer abattu par l'insuccès de son lieutenant, il parut enchanté des informations qu'il lui apportait. Croyant être plus heureux, et surtout espérant se montrer plus habile que le chef du parti des anciens, il se décida à entreprendre le voyage qu'Irala regardait comme impossible. Il délégua en conséquence à celui-ci le commandement de la colonie, et il partit avec cinq caravelles et trois cents hommes pour le haut de la rivière. Il la remonta jusqu'à l'endroit où les Portugais ont bâti, depuis, la petite ville de Coïmbra, et de là, vers le milieu de novembre 1543, il continua sa marche par terre, se faisant suivre par quelques Indiens qui portaient des vivres pour vingt jours.

Les incessantes difficultés que présentaient les bois et les marais à travers lesquels il fallait cheminer, les nuées de moustiques qui s'attaquaient aux soldats, et dont les mille piqûres donnaient la fièvre, et produisaient, par suite, une insurmontable fatigue, ébranlèrent l'adelantado lui-même, qui fut forcé de retourner à ses caravelles, sans avoir même atteint le pays des Chiriguanos, où était arrivé le malheureux Ayolas. Attaqué par une inflammation aux yeux, il ne pouvait plus s'orienter avec cette espèce d'instinct qui l'avait si bien servi sur les bords de l'Iguasu, et son retour fut plus désastreux qu'une défaite.

Cette entreprise téméraire devait être fatale de mille manières au malheureux Nunès, car, après cet échec, les nouveaux comme les anciens furent unanimes dans leurs plaintes contre lui. Le nouvel adelantado, d'ailleurs, se montrait plus sévère que ses prédécesseurs. Il ne voulait pas que les soldats eussent plus

d'une femme, et il n'avait pas hésité à en destituer plusieurs de leurs encomiendas, en punition de la manière dont ils traitaient leurs Indiens.

Parmi ceux qui croyaient avoir à se plaindre des mesures de l'adelantado étaient un certain Cabrera et le licenciado (avocat) Vanegas. Ces mesures étaient en opposition, selon eux avec les règlements établis par les premiers conquérants, que le nouveau gouverneur n'avait pas le pouvoir d'annuler, puisqu'ils émanaient de l'autorité royale. Un long acte d'accusation formulé par Vanegas reçut la signature ou les croix de tous les anciens, et aussi de beaucoup de ceux qui étaient venus avec Nunès, et qui croyaient pouvoir vivre plus à leur guise sous un gouverneur de leur choix.

La maladie de l'adelantado, qui l'empêchait de sortir de sa chambre, aidait singulièrement les conspirateurs. Les plus pacifiques étaient intimidés par les meneurs, et personne n'osait avertir le gouverneur. Un dimanche, au sortir de la messe, les mécontents entourèrent la maison de don Alvar, l'enlevèrent aux cris de Liberté et Vive le roi! et, sans lui donner le temps de s'adresser à la foule, l'embarquèrent sur un bâtiment qui fit force de voiles pour s'éloigner au plus vite de la ville. Vanegas et Cabrera s'embarquèrent avec lui pour aller soutenir à Séville l'accusation portée contre le pauvre vieillard aveugle.

C'était donc sous la garde d'un avocat que don Alvar Nunès, qui se défiait avec tant de raison des avocats, arriva à Séville, au commencement de 1544. Sa cause traîna en longueur; prisonnier sur parole, il resta en Andalousie jusqu'en 1551; mais, n'ayant pu parvenir à démontrer la fausseté des griefs articulés contre lui par ses deux ennemis, il finit par être exilé en Afrique. L'historien de Cabéza de Vaca assure, pour consoler ses lecteurs, que, si les hommes furent injustes envers Nunès, Dieu se chargea de le venger : peu de jours après qu'ils eurent obtenu l'ordre d'exil, Cabrera mourut subitement et Vanegas devint fou.

L'exil de don Alvar dura trois ans. Des soldats revenus de l'Asuncion ayant fait connaître la vérité, il fut rappelé et il rentra dans tous les priviléges dont on l'avait si injustement dépouillé. L'inaction lui pesait depuis longtemps : aussi, à peine libre, s'apprêtait-il, malgré ses soixante-treize ans, à retourner à la Plata, pour s'y venger de ses ennemis et reprendre son commandement, quand il fut arrêté par la mort.

Nous ne pourrions, dans un travail comme celui-ci, et sans outre-passer les limites que nous nous sommes fixées, entrer dans tous les détails dont abondent, sur ces héros de la conquête, les ouvrages du seizième siècle, et nous le regrettons, parce qu'ils ne laissent pas d'être curieux et instructifs. Si, en effet, la lecture de ces vieux chroniqueurs est souvent monotone et fastidieuse, elle est très-propre à redresser les fausses idées que l'on se forme généralement au sujet de ces aventuriers. On est assez disposé à juger tous les Espagnols qui concoururent à la conquête du nouveau monde d'après les cruautés de quelques-uns. C'est là une très-injuste prévention, qui se dissipe à la lecture des historiens de cette époque, et l'on est tout heureux, en les lisant, de trouver les hommes moins mauvais qu'on n'avait lieu de le croire.

A côté d'hommes cupides et cruels, comme Mendoza, on voit souvent des hommes justes, désintéressés, comme le bon Alvar Nunès, aimant cette vie aventureuse d'explorateurs du nouveau monde, non pour ses profits, non pour la satisfaction de ces appétits égoïstes et sans scrupule qui trouvent que tous les moyens sont bons pour amasser de l'or, mais pour la propagation d'une religion qu'ils croyaient être le but et la fin des aspirations humaines, ou pour cette vie elle-même, dont les privations étaient rachetées par les ineffables jouissances que procurent aux nobles cœurs, aux âmes d'élite, les sublimes spectacles de la nature vierge.

Le respect de la parole engagée, une confiance inébranlable

dans la justice divine, un courage, une persévérance à toute épreuve, telles sont les qualités qu'on trouve chez tous ces rudes aventuriers. C'est là un spectacle consolant, qui nous prouve qu'il y a dans l'homme comme une essence surhumaine, et que l'humanité, encore enveloppée dans les ténèbres, a lieu d'espérer des destinées que nous ne pouvons aujourd'hui qu'entrevoir, mais qui lui promettent des horizons plus vastes et plus lumineux. S'il faut un autre milieu à l'intelligence humaine pour se développer, les âmes trempées comme celle de don Alvar Nunès donnent l'assurance que ce milieu se trouvera, puisque ni les idées sémitiques développées par le catholicisme, ni la barbarie scandinave, qui se confondaient dans l'homme par l'éducation du seizième siècle, n'avaient pu détruire le bon germe qui existe dans le cœur humain, et dont l'inébranlable aventurier que nous avons essayé de faire connaître est un irrécusable témoignage.

Nouvel interrègne. Irala, élu une seconde fois par ses compagnons, est confirmé par la couronne dans le poste d'adelantado.

Pendant que Vanegas et Cabrera poursuivaient de leur haine l'homme qu'on peut regarder comme le type du pionnier espagnol au seizième siècle, les restes des différentes expéditions envoyées au Rio de la Plata vivaient perdus dans les forêts de l'Amérique, plutôt en sauvages qu'en hommes civilisés.

Les injustices retombent généralement sur ceux qui les commettent ou qui les tolèrent. Après le départ de don Nunès, une nouvelle élection eut lieu. Don Domingo de Irala, qui, tout en restant en dehors des complots tramés contre l'adelantado, les avait autorisés par son silence, réunit encore le plus grand nombre de suffrages, et fut une seconde fois proclamé gouverneur de la colonie. Mais le respect pour son autorité s'était singulièrement affaibli : les hommes qui l'appelaient au pouvoir

ne voyaient plus en lui, comme la première fois, un chef capable de les tirer de la position précaire et périlleuse où ils se trouvaient; ils donnaient leurs voix à un complice qui devait fermer les yeux sur leurs mœurs dissolues et se montrer sourd aux plaintes des Indiens.

La condescendance forcée d'Irala enhardit de plus en plus ses administrés, qui n'obéissaient plus à ses ordres que quand bon leur semblait. L'insubordination remplaça la discipline sévère que don Alvar s'était efforcé d'établir. Ces dispositions obligèrent le gouverneur à se montrer quelquefois sévère jusqu'à la cruauté, si bien que, trois ou quatre mois après le départ de l'adelantado, Irala avait autant d'ennemis que Nunès.

Les Indiens, voyant la mésintelligence dans laquelle vivaient leurs maîtres, crurent pouvoir en profiter. Un des anciens caciques Linguas organisa, avec toute l'astuce indienne, un vaste complot qui avait pour but d'égorger en un même jour tous les étrangers. Heureusement pour les Espagnols, une Indienne dévoila ce complot à son amant.

Le danger commun groupa tous les colons autour du vieil Irala, et celui-ci retrouva toute son énergie. Les Indiens, surpris au moment où ils commençaient à se réunir, payèrent chèrement leurs aspirations vers la liberté, et furent soumis à un esclavage plus dur.

Le péril auquel on venait d'échapper et la décision qu'Irala montra dans cette circonstance retrempèrent son autorité, et la petite colonie ne tarda pas à recouvrer son ancienne tranquillité.

Vers le milieu de 1548, un des soldats d'Ayolas restés chez les Chiriguanos depuis 1537 arriva à l'Asuncion. Irala sut par lui qu'il était possible d'atteindre le Pérou par les montagnes aujourd'hui connues sous le nom de Santa-Cruz de la Sierra. Cette perspective enflamma l'imagination de l'intrépide capitaine. S'il parvenait à frayer cette route, en vain cherchée

depuis si longtemps, ce lui serait un titre dont il pourrait efficacement s'appuyer pour obtenir de la couronne d'Espagne sa confirmation dans le poste qu'il devait à l'élection. Aussi se détermina-t-il à tenter immédiatement l'aventure.

Il partit de l'Asuncion avec cent cinquante Espagnols et cinq cents Indiens, débarqua à l'endroit où se trouve aujourd'hui Albuquerque, et, marchant par les sierras, il arriva au lieu où plus tard fut bâtie la mission de Santa-Cruz. Là il apprit la guerre que Gasca, représentant de la couronne, faisait aux Pizarre révoltés. N'osant prendre parti ni pour les uns ni pour les autres, parce qu'il prévoyait bien qu'en dernier ressort le bon droit serait du côté de la victoire, il s'arrêta à Santa-Cruz, et envoya des émissaires qui devaient solliciter du vainqueur sa confirmation dans le gouvernement du Paraguay.

Ses envoyés tardant à revenir, il crut prudent de rebrousser chemin vers Albuquerque; mais, en route, ses soldats se révoltèrent, disant qu'ils ne voulaient plus retourner dans une contrée dénuée de tout, quand ils étaient si près du pays des richesses. Irala, ne pouvant les contraindre à le suivre, délia les Espagnols de l'obéissance qu'ils lui devaient, laissant à chacun la liberté de faire ce que bon lui semblerait, et reprit le chemin de l'Asuncion suivi des Indiens, qui formaient le gros de la petite armée.

La plupart des émeutiers, craignant de s'aventurer sans chef dans un pays totalement inconnu, le rejoignirent bientôt, et s'embarquèrent à Albuquerque pour retourner à l'Asuncion. En y arrivant, ils trouvèrent leurs maisons occupées par leurs compatriotes, qui en avaient pris possession pendant leur longue absence, et ils durent les reconquérir par la force.

Il serait sans intérêt de suivre pas à pas l'histoire de la petite colonie. Chaque échec ébranlait l'autorité du gouverneur. Après le retour de Santa-Cruz de la Sierra, l'anarchie recommença. Sans communication avec la mère-patrie, les Espagnols

vivaient au bord des rivières à peu près comme les anciens Indiens. Les désordres de toute nature, les violences, les meurtres, menaçaient la colonie d'une ruine complète, quand, en 1555, il lui arriva d'Espagne un renfort inespéré.

Gasca, qui est sans contredit l'homme le plus remarquable que l'Espagne ait envoyé en Amérique, avait triomphé des Pizarre. Il avait retenu auprès de lui les émissaires d'Irala, et s'était informé avec soin de l'état de la colonisation sur les côtes de l'Atlantique, et de la nature du pays. Convaincu, d'après tout ce qu'il apprit, qu'Irala était l'homme le plus capable de faire prospérer les établissements espagnols de la Plata, il obtint de la cour d'Espagne qu'on le confirmât dans ses fonctions d'adelantado et qu'on lui envoyât des renforts. Six cents colons partirent pour les rivières du sud-est, aux ordres d'un moine franciscain, don Pedro La Torre, à qui on donna le titre pompeux d'évêque du Paraguay.

Nous n'avons pas besoin de dire avec quels transports furent reçus des secours venant si à propos. Le nouvel évêque, objet de la part de tous d'un profond respect, prêcha la concorde, l'obéissance au roi, et fit reconnaître Irala comme le représentant de la couronne.

Dès lors, le capitaine basque exerça son autorité sans entrave; il mit en vigueur les règlements qu'il avait faits lors de sa première administration, et la colonisation se développa et s'affermit. Une chose à remarquer, c'est que les établissements espagnols grandirent plus par l'accession des Indiens, que les colons s'assimilaient petit à petit, que par les faibles renforts qui leur arrivaient de loin en loin de la métropole: car les communications avec l'Espagne étaient toujours difficiles, et les efforts tentés pour arriver au Pérou par les rivières qu'avait découvertes Gabotto ne servirent qu'à peupler les pays intermédiaires.

Irala mourut en 1557, âgé de soixante-douze ans, après avoir désigné pour lui succéder son beau-fils, don Gonzalo Mendoza.

Gonzalo Mendoza. — Vergara. — Zarate. — Torrès de Véra. — Saavedra. L'évêque Torrès Garay. — Fondation de Santiago del Estero, de Tucuman, de Santa-Fé, de Cordova, etc.

Depuis que les Pizarre avaient conquis le Pérou, l'Amérique méridionale était devenue le théâtre des plus extravagantes entreprises. Le système d'adelantados qu'on nommait en Espagne, le plus souvent sans se préoccuper de savoir si les contrées qu'ils s'offraient à soumettre à la couronne n'étaient pas déjà occupées, faisait souvent que deux aventuriers réclamaient à la fois le même pays.

Les adelantados, de leur côté, en agissaient de même dans leurs domaines inconnus et fort mal limités; ils rétrocédaient à leurs amis, ou bien encore aux plus offrants, les terres qu'ils pourraient conquérir, et dont il arrivait souvent que d'autres étaient déjà en possession. Mais le pays était si grand que tous pouvaient trouver un coin libre où s'établir en maîtres.

Outre les métaux précieux entassés dans les temples du Pérou, les Espagnols avaient trouvé un inépuisable élément de richesse dans les indigènes. Les Indiens à crâne bombé, naturellement dociles et timides, se pliaient facilement à toute espèce de service, et cela sans jamais réclamer de salaire. Le moindre aventurier qui, en Espagne, eût été obligé de travailler de ses mains pour vivre, s'érigeait, avec un peu d'audace, en une sorte de seigneur féodal qui n'avait qu'à commander pour être servi. C'est ce qui explique la rapidité avec laquelle les Espagnols, dès leur arrivée dans l'Amérique méridionale, s'éparpillèrent sur une immense superficie. Avec l'aide des Indiens, les uns fouillèrent les mines, d'autres défrichèrent la terre, d'autres encore se livrèrent à l'élève du bétail. Peu faisaient fortune; mais, libres de toute entrave, ils régnaient tous sur leurs petits domaines en maîtres absolus.

Aussi, pendant que les colons de la Plata tentaient de se frayer une route vers le Pérou, ceux du Pérou venaient chercher aventure sur les bords des grands fleuves du sud-est.

Une expédition commandée par Rojas arriva, en 1542, jusqu'au fort de Santi-Espiritu, qu'elle trouva abandonné. Rojas, étant tombé sous les coups des Indiens, fut remplacé par un de ses capitaines, Hérédia, qui fut lui-même, bientôt après, tué par un de ses soldats. Les aventuriers alors, se voyant sans chefs, retournèrent au Pérou, où ils prirent du service dans l'armée de Gonzalve Pizarre, qui s'était insurgé contre le roi d'Espagne.

Gasca, dont nous avons déjà parlé, ayant écrasé l'insurrection à Jaqui-Xaguana, distribua des gouvernements aux hommes qui l'avaient aidé à raffermir l'autorité royale, ébranlée par le soulèvement des premiers conquérants. Un de ceux-là, Prado, demanda pour lui les pays que Rojas avait parcourus, et Gasca, sans se préoccuper des précédentes concessions faites par le gouvernement espagnol à Mendoza d'abord, puis à don Nunès Cabéza de Vaca, et plus tard par lui-même à Pedro Valdivia, qui occupait le Chili, l'autorisa à prendre possession des pays du sud.

Prado, au lieu de suivre l'itinéraire de Rojas, prit la route des anciens *mitimaes* de Huayna Capac, et fonda, au pays de Calchaqui, la ville de Tucuman. Mais, vers 1552, Pedro Valdivia, qui considérait ce pays comme faisant partie de sa concession, envoya un de ses capitaines, Aguirre, qui obligea Prado à abandonner son entreprise, et se substitua à son lieu et place. Mais, ne trouvant pas que l'emplacement choisi par celui-ci pour établir une nouvelle ville réunît les conditions désirables, il descendit plus au sud, avec les colons qui occupaient Tucuman, jusque sur les bords du Rio Dulce, et y bâtit une ville à laquelle il donna le nom de Santiago del Estero.

Ces expéditions, quoique sans plan, sans système préconçu,

profitaient cependant aux Espagnols. Parcourant le pays en tous sens, battant les Indiens partout où ils faisaient mine de résister, ils avaient fait du nom espagnol comme un épouvantail devant lequel toute résistance tombait, et en même temps ils acquéraient la connaissance de l'immense continent qui leur était ouvert. La colonisation se faisait à la fois par le nord et par les côtes de l'Atlantique; des intérêts se créaient partout, et, cinquante ans après l'arrivée de Colomb à Haïti, l'Espagne s'était tellement engagée dans l'Amérique méridionale, qu'il n'eût plus été possible d'arrêter le flot de l'émigration.

Mais si les Espagnols se trouvaient partout, des bords du Parana aux forêts de l'Atrato, l'administration espagnole n'était nulle part. Ce n'était pas, en effet, le Gouvernement qui avait conquis ce nouveau monde; c'étaient les enfants perdus de l'Espagne. Mais le Gouvernement devait évidemment profiter des efforts isolés de ses sujets : aussi voyons-nous, même après la mort d'Irala, le système organisé par Mendoza persister à l'Asuncion, qui était encore le principal établissement espagnol dans le sud-est.

Gonzalo Mendoza, désigné par Irala comme son successeur, n'occupa pas longtemps son poste. Il mourut en 1558, laissant sans chef cette population de seigneurs, aussi pauvre et aussi déguenillée qu'elle était turbulente et orgueilleuse.

Le suffrage universel, auquel on avait eu recours après la mort d'Ayolas, avait donné des résultats qu'on n'avait point oubliés. L'évêque Torrès, un des hommes les plus influents de la colonie, proposa d'y recourir comme au meilleur moyen d'établir un gouvernement respecté par tous. Les colons accueillirent favorablement cette idée, et Vergara, un autre beau-fils d'Irala, fut nommé à une grande majorité.

Chacun de ces interrègnes était signalé par un soulèvement général des Indiens, et cette fois encore il en avait été comme de coutume. Aussi, une des premières mesures prises par Ver-

gara fut-elle l'organisation de petits corps qui poursuivirent les révoltés, les battirent, et leur firent reprendre leur position auprès de leurs maîtres.

Quand tout fut rentré dans l'ordre, le nouveau gouverneur songea à faire légaliser son titre. Le gouvernement espagnol avait été définitivement assis au Pérou par Gasca. L'ancien empire des Incas obéissait à un vice-roi, qui avait plein pouvoir pour agir au nom du roi dans toutes les colonies de l'Amérique méridionale. Ce fut donc au vice-roi du Pérou que Vergara crut devoir s'adresser pour obtenir la confirmation du titre d'adelantado, qu'il tenait du libre suffrage des colons. L'évêque Torrès s'offrit à l'accompagner, et, suivis de trois cents soldats, ils prirent la route qui avait conduit Irala jusqu'à Santa-Cruz de la Sierra. Ils arrivèrent sans accident à Lima; mais le vice-roi, faisant peu de cas de droits qui n'émanaient pas de l'autorité royale, refusa d'approuver l'élection, et nomma adelantado du Paraguay un de ses officiers, don Juan Ortiz de Zarate, qui ne devait pourtant prendre possession de son gouvernement qu'après avoir obtenu l'approbation de la couronne.

Zarate partit dans ce but pour Panama, où il s'embarqua, après avoir délégué son autorité, pour le temps de son absence, à un de ses amis, Cacérès, qui se trouvait à l'Asuncion.

L'arrivée de ces nouvelles jeta le plus grand désordre dans la colonie. On vit recommencer les luttes du temps d'Irala et de Cabéza de Vaca; les hostilités éclatèrent dans la ville et sévissaient de maison à maison. L'évêque Torrès, qui était de retour, se mit à la tête des amis de Vergara; les officiers, qui espéraient de l'avancement du vice-roi du Pérou, soutenaient Cacérès.

Le dimanche était généralement un jour de trêve; mais l'évêque, qui pouvait absoudre ceux qui manquaient à leurs devoirs comme catholiques, choisit précisément l'heure de la messe pour frapper un grand coup. Il fit cacher dans la sacristie les principaux partisans de Vergara, et, à un certain

signal, les portes de l'église ayant été fermées, ils se précipitèrent sur Cacérès, qui, n'osant tirer l'épée devant l'autel, fut garrotté et conduit à bord d'un bâtiment que l'évêque tenait prêt dans la rivière.

La séquestration de Cacérès mit fin aux querelles, et les partisans de Vergara eurent le champ libre. L'évêque Torrès s'offrit à conduire le prisonnier en Espagne et à aller justifier les colons. Il laissa le gouvernement à une *junte* de capitaines.

C'était exactement ce qu'on avait fait avec don Alvar, et ce nouveau coup d'État produisit les mêmes désordres que le premier; mais la colonie, déjà plus nombreuse, n'avait plus à craindre les attaques des Indiens, et les maîtres furent les seuls à souffrir de l'anarchie qui suivit le départ de Cacérès et de l'évêque.

La junte, craignant sans doute que Cacérès ne parvînt à s'échapper, malgré la présence de l'évêque, avait chargé un de ses membres, don Juan Garay, d'accompagner le prisonnier jusqu'à la mer. Garay remplit sa mission ; mais, au lieu de revenir à l'Asuncion, il s'arrêta à l'endroit où est aujourd'hui Santa-Fé et y établit un fort. Il pensait échapper ainsi à la nécessité de prendre parti dans des luttes inutiles, qui ne pourraient qu'être blâmées par le nouvel adelantado que l'Espagne nommerait sans doute aussitôt qu'arriveraient Cacérès et Torrès. Santa-Fé, par sa position sur la route que devaient suivre les vaisseaux espagnols, lui offrait un autre avantage. Il s'y trouvait placé de manière à se rendre nécessaire à la première autorité légale qui viendrait d'Espagne, et il comptait se mettre dans ses bonnes grâces en faisant valoir son abstention dans les troubles qui agitaient le pays. Mais il ne jouit pas longtemps de la tranquillité qu'il espérait. Pendant qu'il s'installait à Santa-Fé, un officier de l'armée du Pérou, Cabrera, qui avait obtenu du vice-roi les pays situés au sud de Chaquisaca, s'était établi à Cordova. Ses soldats arrivèrent jusqu'au fort de Santi-Espiritu. Garay s'opposa à ce qu'ils y restassent, préten-

dant que ces terrains appartenaient à l'adelantado de la Plata. Cabrera vint lui-même à Santa-Fé; il représenta à Garay qu'il avait besoin d'un port sur les rivières, pour la facilité de ses communications avec la mère-patrie. Les deux capitaines ne purent s'entendre, chacun protestant de son côté contre les prétentions de l'autre; ils convinrent enfin de se soumettre à l'arrêt qu'ils solliciteraient du gouvernement espagnol.

L'arrivée de Zarate, l'adelantado nommé par le vice-roi du Pérou, et qui avait obtenu en Espagne la confirmation de son titre, mit fin à cette querelle. Zarate arrivait avec des pleins pouvoirs. Il s'était engagé à introduire dans la colonie deux cents familles, trois cents hommes d'armes, quatre mille vaches, quatre mille brebis, trois cents chèvres et trois cents juments. En récompense, il aurait le gouvernement des pays découverts par Gabotto, avec le droit de désigner son successeur; il en distribuerait les terres à son gré ou confirmerait les concessions qui en avaient déjà été faites.

Zarate maintint Cabrera dans son gouvernement de Cordova, lui permettant en outre d'user du port de Santa-Fé pour ses communications avec l'Espagne, et il emmena Garay avec lui à l'Asuncion. Ce n'était pas sans quelque inquiétude qu'on y attendait son arrivée; mais il rassura les esprits en approuvant tout ce qu'on avait fait, y compris l'exil de son représentant Cacérès.

Malgré la mansuétude du nouveau gouverneur, les colons étaient toujours mécontents, et il aurait probablement eu le sort de Cabéza de Vaca, si sa mort, arrivée en 1575, n'avait prévenu une explosion. Il avait, avant de mourir, désigné pour son successeur celui qui épouserait une fille, âgée de vingt ans, qu'il avait laissée à Chuquisaca, au Pérou.

Garay fut chargé de l'exécution de cette clause étrange. Il partit en conséquence pour le Pérou, afin de donner avis à l'heureuse jeune fille de l'héritage qui lui échéait, et qui allait lui créer, comme par enchantement, des adorateurs. La dot

était en effet trop engageante pour que les prétendants ne fussent pas nombreux. Ce fut un des juges du tribunal de Charias, don Juan Torrès de Véra y Aragon, qui fut le préféré.

Parmi les conditions imposées à Zarate était, comme nous l'avons vu, celle d'introduire dans la colonie une certaine quantité de bétail. Cette condition n'avait point encore été remplie, Zarate ayant pensé qu'il lui serait plus facile de tirer ce bétail du Pérou que de l'emmener d'Espagne. Véra ne voulut point aller prendre possession de son commandement sans avoir fait ce que son prédécesseur n'avait pu faire. Il délégua donc jusque-là son autorité à Garay, qu'il nomma lieutenant-gouverneur et capitaine général du Rio de la Plata, poste dont celui-ci prit possession aussitôt son retour à l'Asuncion, en 1576.

Les Indiens, trop souvent battus pour qu'ils pussent encore se flatter d'expulser les colons, n'inspiraient plus de craintes sérieuses. Libre de soucis de ce côté, Garay mit sa politique à faire occuper tout le pays par de petites colonies composées de quelques Espagnols et d'un plus ou moins grand nombre d'Indiens qu'ils faisaient travailler. Parmi ces colonies était Villa-Rica, sur les frontières actuelles du Brésil.

Comprenant l'importance d'un port à l'entrée de la Plata, il descendit la rivière en 1580, et établit soixante soldats à l'endroit même où Mendoza avait été si longtemps bloqué par les Quérandies. Garay put les surprendre à peu de distance du fort, et leur tua tant de monde qu'ils disparurent à l'ouest, laissant les Espagnols maîtres du terrain où s'élève aujourd'hui la ville de Buénos-Ayres, qui plus tard devait donner son nom à tout le pays. Les terres des alentours, offrant de bons pâturages, permirent aux colons d'élever quelques bestiaux, et la ville, qui présentait aux embarcations arrivant d'Europe un premier point de relâche, ne tarda pas à prospérer. Quatre ans après, elle était devenue le principal établissement espagnol au Rio de la Plata, après l'Asuncion. Malheureusement pour l'avenir de la nouvelle ville, Garay, qui se rendait à Santa-Fé, vers la fin de 1584,

fut surpris, sur la côte de l'Entrerios, par les Indiens Minuanes, qui l'égorgèrent ainsi que trente-quatre colons qui l'accompagnaient. Les rives de la Plata continuaient à être fatales à ceux qui essayaient d'y porter la civilisation.

La colonie retomba alors dans l'anarchie qui suivait d'ordinaire la mort du gouverneur : chaque alcade prétendait à l'indépendance et refusait d'obéir aux ordres de ceux qui se disaient investis du commandement ; mais la conquête n'en marchait pas moins. Les colons se répandaient par petits groupes dans tout le pays, s'établissant là où le site leur plaisait, là surtout où ils trouvaient des tribus disposées à leur fournir des femmes et des ouvriers. L'idée de faire une fortune rapide n'était plus aussi dominante ; on s'habituait à la solitude, aux charmes de l'existence sans contrôle; on vivait sans grandes espérances, mais sans peine ; on était heureux, mais, si l'on peut ainsi dire, d'un bonheur négatif.

Aguirre, après avoir fondé Santiago del Estero, en 1553, avait envoyé vers le nord un de ses lieutenants, qui avait fondé, en 1565, San Miguel de Tucuman; Cordova, où Cabr,ra s'était établi en 1573, prospérait ; Salta avait été fondée par Lerma en 1582, et Jujuy par Vélasco, en 1592. La colonisation s'échelonna ainsi de l'extrémité sud du Pérou jusqu'à Santa-Fé. Les villes de Cordova, Santiago del Estero, Tucuman et Jujuy, jalonnèrent la route du Pérou à la Plata, de l'Atlantique au Pacifique. Une route plus directe, par Buénos-Ayres, Mendoza et Santiago du Chili, fut ouverte plus tard.

En 1587, le nouveau gouverneur propriétaire, nous voulons dire le mari de la fille de Zarate, qui avait hérité de ce gouvernement comme, de nos jours, on hérite d'une ferme, arriva avec le bétail que Zarate s'était obligé à introduire. Véra trouva la colonie plongée dans l'anarchie ; mais son courage n'en fut point ébranlé. Il parvint à force de patience à rétablir l'ordre, fit quelques incursions sur les terres indiennes pour se procu-

rer des travailleurs, y envoya des missionnaires pour prêcher l'Évangile, et réussit à convertir plusieurs tribus guaranies. C'est lui qui fonda la ville de Corrientes, au confluent du Parana et du Paraguay. Enfin il avait réussi à mettre la colonie sur un excellent pied, quand, en 1591, fatigué d'un fardeau qui ne laissait pas d'être pesant, il se résolut à le déposer et partit pour l'Espagne.

Abandonnés à eux-mêmes, les colons du Paraguay eurent de nouveau recours à l'élection, et choisirent pour leur gouverneur Hermando Arias de Saavedra, fils d'un des officiers de don Alvar Nunès, et né à l'Asuncion. C'était le premier Américain qui arrivait à occuper un poste important. Son élection fut confirmée par la couronne, et il put gouverner sans opposition. Comme ses prédécesseurs, il guerroya contre les Indiens, et quelques détachements de soldats envoyés du côté du Chaco soumirent tout ce pays jusqu'à Santa-Cruz de la Sierra. Lui-même, partant avec deux cent cinquante hommes de Buénos-Ayres, où il séjournait de temps à autre, pénétra jusqu'au bord du Colorado ; mais il ne fonda dans ces parages aucun établissement nouveau.

Deux actes ont surtout marqué la longue administration de Saavedra. C'est lui qui appela les pères Maseta et Cataldini, jésuites italiens, auxquels est due la fondation des célèbres missions du Paraguay, dont nous aurons à parler. Ce fut lui encore qui provoqua la division du territoire de la Plata en deux provinces, comprenant, l'une le haut de la rivière, l'autre le sud. Les plans qu'il proposa à cet effet furent adoptés par le gouvernement central, et, à sa mort, arrivée en 1620, l'administration des pays du sud-est fut partagée entre deux gouverneurs, dont l'un résida à l'Asuncion, et l'autre à Buénos-Ayres, qui, grâce à sa position à l'entrée de la rivière, prenait chaque jour plus d'importance. C'est à partir de cette époque seulement que l'autorité de l'Espagne sur ce pays commença à s'exercer d'une façon quelque peu régulière.

LES GOUVERNEURS.

Etat moral du pays. Continuels démêlés des Espagnols et des Portugais. Système commercial.

Saavedra peut être considéré comme le dernier des aventuriers qui conquirent, pour l'Espagne, le pays des grandes rivières du sud-est. L'Amérique méridionale, à sa mort, n'était pas toute occupée par les hommes de race latine, mais l'immense continent avait été parcouru en tous sens. Les tribus indiennes n'inspiraient plus aucune crainte. Celles qui avaient tenté de s'opposer à la conquête avaient été anéanties; celles qui ne voulaient pas accepter la domination des nouveaux venus s'étaient dispersées, et étaient allées chercher un refuge dans les vallons perdus des Andes, dans les immenses forêts de l'intérieur, ou dans les plaines arides de la Patagonie, d'où elles n'inquiétaient plus ni les établissements espagnols, ni même les rares voyageurs qui allaient d'un établissement à un autre.

Les Indiens soumis s'assimilaient au peuple espagnol et vivaient avec les Européens sans paraître se souvenir de leur ancienne indépendance. Les grands coups d'épée des conquérants, l'habitude, généralisée par les bons exemples d'Ayolas et d'Irala, de prendre femme parmi les Indiens, et surtout l'influence du clergé espagnol, les prédications, le confessionnal, avaient fini par faire des aborigènes les meilleurs sujets de la couronne de Castille.

L'administration du pays était facile : gouverneurs et gouvernés, admettant dans toutes ses conséquences, et avec une parfaite bonne foi, l'axiome catholique que ce bas monde n'est qu'un séjour provisoire, un lieu d'épreuve pour les âmes, se préoccupaient fort peu de cette vie passagère et beaucoup, au

contraire, de la vie éternelle. De là la grande importance donnée aux églises, aux couvents, aux cérémonies du culte, à la généralisation des prières et des pratiques pieuses.

Pour maintenir le pays dans la voie de salut, l'Amérique fut interdite aux juifs et aux mahométans; pour en éloigner toutes les hérésies possibles, les ports des vastes possessions espagnoles furent fermés à tous les étrangers. L'Espagne poussa ce système d'isolement, cet égoïsme, jusqu'à l'absurde. Dans la crainte que ces colonies ne servissent à enrichir d'autres nations, les lois fiscales ne leur permirent le commerce qu'avec la métropole, et encore y mirent-elles tant de restrictions et d'entraves que les objets manufacturés d'Europe étaient d'un prix inabordable en Amérique. Les acheteurs étant peu nombreux, et rares les occasions de faire des échanges, les matières premières que l'Amérique eût pu exporter en abondance demeuraient sans valeur, et personne ne se préoccupait de produire, à cause du bas prix qu'on obtenait des produits que pouvait donner le pays.

Sous un beau ciel comme celui de l'Amérique du Sud, les besoins sont insignifiants, et l'on est naturellement porté à ne travailler que juste autant qu'il faut pour vivre : ce système fiscal si inintelligent contribua encore à donner aux Américains les habitudes d'indolence qu'on leur reproche avec tant de sévérité. Il eut un autre effet, désastreux pour le commerce de la métropole, en les habituant à se passer de ses produits, et son influence se fait encore voir dans le costume des créoles et dans l'ameublement de leurs habitations. Le prix des objets de première nécessité étant trop élevé et au-dessus des moyens du plus grand nombre, les créoles les remplacèrent par ce qu'ils avaient sous la main; ils s'habituèrent, par exemple, à se servir des ustensiles indiens, qu'ils n'auraient jamais employés sans cela. Ainsi le prix élevé du verre et de la porcelaine généralisa l'usage des courges, des vases en bois et en corne, des poteries grossières du pays. De même pour les selles, qu'on

remplaça par l'*apero*, encore en usage, fait de bois ou de paille recouverts de peau non tannée.

Le costume éprouva des effets analogues. Le haut prix du drap, ainsi que de tous les tissus, fit qu'on abandonna une partie des vêtements européens. Un morceau d'étoffe, d'un mètre de largeur, attaché autour des reins, tint lieu de pantalon : c'est le *chiripa* actuel; un autre morceau, de deux mètres de long, avec une fente au milieu par où l'on passe la tête, remplaça la veste et le manteau : c'est le *poncho*.

Cette altération du costume national, cette habitude prise de se passer d'une foule d'objets qui sont indispensables à l'Européen, paraissent à première vue de peu d'importance; elles eurent cependant une influence très-marquée sur la manière d'être des créoles. Quand on vit comme les sauvages, on devient insensiblement sauvage. Aussi les Espagnols qui arrivaient dans la colonie, vers le commencement du dix-septième siècle, trouvaient-ils, sauf la couleur, bien peu de différence entre les Indiens et les descendants des conquérants. La civilisation importée d'Europe ne faisait qu'effleurer la barbarie primitive.

Malgré tout cela, cependant, le pays gagnait en bien-être; la condition, je ne dirai pas seulement des colons, mais même des Indiens soumis, était infiniment supérieure à ce qu'était celle des peuplades des rives des grands fleuves avant l'arrivée de Solis ou de Gabotto. Les plantes alimentaires d'Europe, le blé, l'orge, le chou, poussaient au milieu des maïs et des maniocs des Guaranis. Nos animaux domestiques, moutons, vaches, chevaux, broutaient côte à côte avec les gamas des plaines et les autas des forêts.

La population n'était jamais exposée à la famine par le manque de vivres. Le terrain n'ayant pas de valeur, le premier venu était propriétaire du champ qu'il voulait cultiver; et, dans ce pays admirablement fertile, il suffisait du travail de quelques jours pour s'assurer une récolte abondante. Quant au vêtement, on était arrivé aux dernières limites de la simplification : on

allait pieds nus; un chapeau de feuilles de palmier tressées, un chiffon roulé autour des reins, c'était tout ce qu'il fallait pour vivre aux champs.

Dans les villes, où la civilisation était entretenue par les arrivages périodiques d'Europe, on avait une tenue plus convenable et l'on était réellement plus civilisé. Si l'on veut, en effet, observer attentivement les conséquences de l'indifférence en matière de superfluités, on comprendra toute la fausseté du proverbe qui dit que l'habit ne fait pas le moine. L'habillement donne des habitudes de propreté, crée des besoins qui obligent à l'ordre et au travail; l'habit, en disciplinant le corps, discipline l'esprit. Les superfluités sont toute la partie matérielle de la civilisation. Jetez deux mille Français ou Anglais tout nus sur une des îles de l'Océanie, avant trois ans vous aurez de vrais sauvages, au physique comme au moral.

Mais tout mal social porte en soi son remède. Les lois fiscales appelèrent la contrebande. La contrebande fut la cause des guerres entreprises par l'Espagne pour éloigner les Portugais de ses établissements, guerres qui sauvèrent le pays du plus terrible des ennemis des sociétés, le *quiétisme*, le marasme politique.

Après Saavedra, les pays de la Plata furent gouvernés par des fonctionnaires espagnols, généralement des militaires, qui étaient nommés pour cinq ans, mais qui pouvaient être continués dans leurs fonctions, et même avaient la perspective de monter en grade. Ainsi, ils pouvaient passer du gouvernement de Cordoue, par exemple, à celui de Buénos-Ayres, déjà la plus considérable, quoique la plus moderne, des villes fondées par l'Espagne; puis à un gouvernement dans les établissements, plus importants alors, du Pacifique ou de la Bolivie. Les plus heureux, après une longue pratique des choses américaines, arrivaient à être vice-rois, soit au Pérou, soit au Mexique. Du reste, la besogne était facile. L'exercice du pouvoir absolu de-

vient une affaire toute paternelle quand la majorité est d'accord ou ne connaît rien de supérieur aux lois qui la régissent.

Après 1620, la tranquillité eût été complète aux colonies de la Plata, sans un peuple rival qui était venu s'établir dans le voisinage des pays cédés aux adelantados Mendoza et Cabéza de Vaca; les officiers espagnols y eussent vécu comme au Mexique ou au Pérou, si les Portugais ne les eussent obligés à prendre les armes pour s'opposer à leurs empiétements.

Il peut sembler étrange que l'Espagne, si jalouse de sa souveraineté exclusive, après avoir été la première à occuper la baie splendide de Rio-Janeiro, dont Mendoza avait formellement pris possession; après avoir occupé Cananea, d'où Cabéza de Vaca était parti pour gagner par terre les rives du Paraguay, ait souffert qu'un autre peuple s'établît dans ces parages, auxquels elle avait seule droit en vertu de la bulle d'Alexandre VI et du traité de Tordesillas. Pour expliquer cette tolérance, il faut bien se pénétrer du mobile qui poussait les Espagnols, au seizième siècle, à travers les flots de l'Atlantique : ils ne voyaient que le Pérou et ses trésors fabuleux. L'occupation de la côte orientale d'Amérique n'était pour eux qu'un moyen de se mettre plus facilement en communication avec ce merveilleux empire dont les princes pouvaient payer des rançons qui eussent épargné à François Ier les ennuis d'une longue captivité à Madrid; un acheminement vers ces villes indiennes où le dernier soldat trouvait plus de butin que le plus heureux des guerriers du connétable de Bourbon n'en avait fait au sac de Rome.

Cette préoccupation générale, cette idée fixe, peut seule nous expliquer la fondation d'une ville comme l'Asuncion, dans l'intérieur des terres, loin de toute communication, quand la belle baie de Rio-Janeiro restait déserte. On ne comprendrait pas autrement qu'ils eussent abandonné Cananea ou Sainte-Catherine, ce petit Madagascar de l'Atlantique, pour aller lutter avec les Timbus des plaines marécageuses de Santi-Espiritu.

Mais pendant que les Espagnols poursuivaient leur chimère, les Portugais, qui n'avaient pas un Pérou où courir, s'étaient établis le long des côtes où Cabral avait touché par hasard en 1500, et la cour de Lisbonne avait fait choix de ce pays comme lieu d'exil pour les criminels qu'on ne voulait pas pendre. Ces déportés, une fois débarqués, étaient laissés libres de leurs mouvements. Ils s'étaient établis à la longue, par petits groupes, des bouches de l'Amazone aux bouches de la Plata, et ils s'y étaient constitué de vastes domaines qu'ils avaient peuplés d'Indiens et sur lesquels ils régnaient en maîtres souverains, absolument comme faisaient les aventuriers espagnols dans le reste de l'Amérique.

D'un autre côté, les connaissances géographiques, au seizième siècle, étaient encore si vagues, qu'on ne savait pas où placer cette fameuse ligne qui, suivant la bulle d'Alexandre VI et le traité de Tordesillas, divisait le monde entre les monarques d'Espagne et de Portugal, et les Portugais, au Brésil, pouvaient se dire dans leur domaine. Ces actes solennels leur permettaient de s'établir à trois cent soixante-dix lieues à l'ouest des îles du Cap-Vert. Ils ne s'inquiétaient donc pas de savoir si les Espagnols avaient déjà pris possession du pays qu'ils rencontraient à cette distance, et ne s'arrêtaient guère devant les signes de leur passage, les marques de propriété qu'ils y avaient laissées, et qui consistaient ordinairement dans des incisions faites aux arbres, dans des croix élevées sur le rivage, ou quelquefois encore dans des pyramides de pierres.

Un de ces groupes de déportés s'était établi, sans que les Espagnols s'en fussent aperçus, dans le pays que Vaca avait traversé en allant de Cananea à l'Asuncion, et y avait fondé une bourgade qu'ils avaient appelée San-Paulo.

Moins scrupuleux qu'on n'était forcé de l'être aux colonies administrées par la couronne, les Paulistas avaient admis dans leur établissement, outre les pirates hollandais, tous les hommes de mer qui fuyaient la justice européenne et tous les aventu-

riers, quelle que fût leur nationalité, qui voulaient faire le commerce.

Cette étrange colonie, par cela seul qu'elle n'était pas protégée, avait prospéré bien plus que les établissements réguliers. Prenant leurs femmes parmi les Indiennes, les déportés s'étaient créé des familles, et ne songeaient nullement à quitter un pays où ils jouissaient d'une liberté illimitée. Sans douaniers ni contrôleurs qui entravassent leurs opérations commerciales, ils recevaient des marchandises européennes, qu'ils avaient à beaucoup plus bas prix que les Espagnols, et ils tiraient un bien meilleur parti des produits du pays, qu'ils pouvaient donner en retour.

Ces avantages leur inspirèrent l'idée d'entrer en relations avec les établissements espagnols, auxquels ils pouvaient vendre des marchandises européennes, en gagnant pour le moins les droits dont elles étaient grevées quand elles leur arrivaient d'Espagne. Ils trouvèrent en effet des acheteurs, et la contrebande amoindrit ainsi un peu le détestable effet des lois prohibitives que l'Espagne, dans son ingénuité, avait cru devoir établir pour la plus grande prospérité de ses sujets.

Malheureusement les Paulistas ne se bornèrent pas à ces opérations, pacifiques si elles n'étaient pas légales. Pour voler quelques ornements d'église et enlever des femmes, ils commencèrent, vers 1625, à faire des razzias du côté du haut Parana, détruisirent quelques villages, comme Jerez et Villa-Rica, et incendièrent les fermes environnantes.

Le gouvernement portugais n'était pour rien, assurément, dans ces actes de brigandage ou de contrebande, actes également criminels aux yeux de l'Espagne, mais il était porté à les excuser, parce qu'ils contribuaient les uns et les autres à la prospérité de ses colonies du sud, formées presque à son insu, et ajoutaient ainsi indirectement à l'importance de Bahia, qui était à cette époque le principal établissement portugais sur la côte du Brésil. Afin même de surveiller les Paulistas de plus près,

les Portugais fondèrent à Rio-Janeiro un établissement où ils placèrent un gouverneur qui fut subordonné à celui de Bahia.

Le chef du nouvel établissement n'eut rien de plus pressé que de se mettre en relation avec les déportés, qu'il sut se gagner en leur donnant force brevets de capitaine, voire même de commandeur, et en les confirmant dans la possession des domaines qu'ils s'étaient créés dans le sud de l'immense continent. Feignant même de croire que les provinces de Rio-Grande et tout ce qui forme aujourd'hui la république orientale de l'Uruguay étaient les limites naturelles de son territoire, il encourageait les expéditions dirigées contre le bétail importé par les Espagnols, et qui s'était multiplié avec une étonnante rapidité entre l'Uruguay, la Plata et la mer.

Mais les Espagnols considéraient tout le pays s'étendant entre la rive nord de la Plata et la rive orientale de l'Uruguay comme une dépendance et en quelque sorte une propriété communale de la petite ville de Buénos-Ayres. Les bestiaux laissés en entière liberté dans ces immenses pâturages appartenaient en commun, ainsi que le territoire, aux Buénos-Ayriens. Deux fois par an, ils débarquaient du côté de Martin-Garcia, et abattaient un grand nombre de ces animaux, uniquement pour se procurer des cuirs ; car, après les avoir dépouillés de leur peau, ils abandonnaient la chair et les carcasses aux oiseaux de proie. Cette si vaste propriété n'était guère surveillée que par quelques Indiens établis à Soriano, sous la tutelle de moines espagnols, et qui servaient de guides aux Buénos-Ayriens dans leurs chasses. Les Paulistas, pour être plus libres dans leurs razzias, assaillirent à l'improviste ces surveillants incommodes et brûlèrent leurs huttes.

Les gouverneurs de Buénos-Ayres se plaignirent vainement à Madrid des empiétements des Portugais. Ces plaintes avaient trop peu d'importance pour que l'Espagne de don Carlos II, le plus idiot des moines successeurs de Charles V, voulût en faire

l'objet de réclamations sérieuses auprès de la cour de Lisbonne, gouvernée alors par des hommes plus intelligents et plus énergiques que la cour archidévote de Madrid.

Enhardi par l'inaction des Espagnols, qui ne possédaient d'ailleurs aucun établissement sur la rive gauche de la Plata, le gouverneur de Rio-Janeiro résolut d'envoyer une expédition, aux ordres de Manuel Lobo, à l'embouchure même de la grande rivière, et, sentant toute l'importance d'un établissement permanent dans ces parages, il fit les plus grands efforts pour la réussite de cette entreprise. Il mit à la disposition de Lobo sept embarcations et quatre cents hommes, avec l'artillerie et les munitions de guerre suffisantes pour mettre en bon état de défense la colonie qu'il allait fonder.

Lobo, en homme expérimenté, comprit que le commerce de contrebande serait une source de richesse pour le nouvel établissement; aussi, sans s'arrêter à Maldonado ou à Montevideo, qui offraient cependant de bonnes rades voisines de la mer, il pénétra dans les eaux de la Plata, et, suivant le chenal du nord, il jeta l'ancre presque en face de Buénos-Ayres, et commença la construction d'un fort qu'il nomma Colonia del Sacramento, juste à l'endroit où existe encore le petit village de la Colonia.

Des bûcherons venus de Buénos-Ayres pour faire du charbon sur les îles de l'Uruguay furent les premiers à découvrir l'entreprise des Portugais; ils retournèrent en toute hâte en donner avis à Garro, gouverneur de Buénos-Ayres. Celui-ci protesta de toutes ses forces contre cette usurpation, et fit signifier à Lobo qu'il eût à évacuer sans retard un territoire qui appartenait à la couronne de Castille.

Le capitaine portugais prétendit qu'il se trouvait à moins de trois cent soixante-dix lieues ouest des îles du Cap-Vert, et, par conséquent, sur des terres qui, par le traité de Tordesillas, appartenaient au roi son maître ; et, sans s'inquiéter davantage de la protestation de Garro, il continua tranquillement ses travaux.

Celui-ci en référa immédiatement à Madrid; mais, sans perdre un temps précieux à attendre des instructions du gouvernement, il rassembla à Buénos-Ayres une petite armée, composée de deux cent soixante Espagnols, fournis, savoir : cent vingt par Buénos-Ayres, soixante par Santa-Fé, quatre-vingts par Corrientes, et de deux cents Indiens Guaranis. L'arrivée de forces si imposantes — quatre cent-soixante hommes — à la Colonia, surprit grandement les Portugais, qui, comptant sur la lenteur des communications avec l'Espagne, se croyaient en parfaite sécurité. Don Antonio Véra y Mujica, qui commandait l'expédition, profitant de cette première impression, donna l'assaut le 7 août 1680, prit la forteresse, et emmena prisonnière de guerre toute la garnison, ainsi que les familles qui étaient venues avec Lobo.

Pendant que ce brillant fait d'armes donnait aux colons espagnols la mesure de leur puissance militaire, l'ambassadeur d'Espagne à Lisbonne avait reçu l'ordre de réclamer auprès du gouvernement portugais contre la violation du territoire espagnol. La cour de Lisbonne laissait l'affaire traîner en longueur, et elle n'avait point encore donné de satisfaction quand arriva la nouvelle du triomphe complet de don Antonio Véra. Loin de se montrer convaincus par la défaite de Lobo, les Portugais, prétendant être dans leur droit, demandèrent à leur tour satisfaction, menaçant, en cas de refus, de rompre avec l'Espagne. La cour de Madrid, affaiblie par la série de revers qui avaient abouti à la paix de Nimègue, ne voulut pas faire d'une question si secondaire un *casus belli*, et, en mai 1681, les deux gouvernements stipulèrent que la nouvelle colonie serait rendue aux Portugais, mais à la condition qu'ils n'y élèveraient aucun ouvrage de défense, et ne formeraient, ni dans les alentours, ni dans l'intérieur du pays, aucun établissement permanent, jusqu'à ce que la question eût été pacifiquement examinée par des commissaires spéciaux qui prononceraient sur le fond du litige,

à savoir si le territoire où Lobo avait établi la Colonia del Sacramento se trouvait en dedans ou en dehors de la ligne établie par le traité de Tordesillas comme limite des domaines maritimes de l'Espagne. Pour le cas où les commissaires ne pourraient s'entendre, on convint de s'en remettre au pape, qui déciderait souverainement cette question purement de latitude et de longitude, reconnaissant ainsi implicitement Alexandre VIII, qui occupait alors le saint-siége, pour le plus fort géographe de la fin du dix-septième siècle.

Les commissaires royaux, réunis tantôt à Badajos, tantôt à Yelves, ne purent se mettre d'accord. La cour de Lisbonne, plus rusée que celle de Madrid, espérait tout du temps, et suscitait, à chaque nouvelle conférence, des difficultés nouvelles. Lassés enfin par une si insigne mauvaise foi, les Espagnols se décidèrent à recourir au saint-père; mais là on rencontra les mêmes hésitations, les mêmes lenteurs, et vingt ans s'écoulèrent sans que la question reçût une solution.

Elle fut reprise en 1700, à l'avénement du petit-fils de Louis XIV au trône d'Espagne. Désireux d'entretenir de bonnes relations avec ses voisins, le nouveau roi leur céda la Colonia; mais ensuite, les Portugais ayant pris parti contre lui dans la guerre de succession, il révoqua cette cession, et, en 1704, des instructions en conséquence furent adressées au vice-roi du Pérou, de qui dépendaient tous les gouverneurs de l'Amérique méridionale. Celui-ci envoya immédiatement à Valdès Iuclan, qui commandait à Buénos-Ayres, l'ordre de chasser les Portugais du Rio de la Plata. Une expédition forte de mille Espagnols et de quatre mille Indiens fut dirigée contre la Colonia. Vigoureusement attaqués, les Portugais durent s'embarquer avec précipitation, abandonnant l'artillerie et les munitions de guerre qu'au mépris des traités ils avaient accumulées dans cet établissement.

Cette seconde victoire des colons fut tout aussi inutile que la première. La rive gauche de la Plata fut, il est vrai, débar-

rassée d'intrus de 1704 à 1716; mais, à la paix d'Utrecht, l'Espagne céda de nouveau cette rive, et, en 1716, le gouverneur de Buénos-Ayres dut, par ordre supérieur, remettre à un commissaire portugais la place deux fois conquise par les armes des créoles. Celui-ci même demandait qu'on lui reconnût le droit de posséder et de coloniser tout le pays compris entre l'Uruguay et la Plata; mais le commandant espagnol, qui n'avait obéi qu'à contre-cœur en livrant au Portugal une conquête espagnole, soutint que le traité ne parlait que de la petite ville et de la zone placée sous le feu de ses canons, et nullement de cet immense territoire, qui avait toujours été considéré comme bien communal de la ville de Buénos-Ayres.

Les deux peuples restèrent donc, après la paix des rois conclue à Utrecht, tout aussi hostiles qu'ils l'avaient été avant la guerre de succession.

Ces faits sont dignes de fixer l'attention, ne serait-ce que comme une preuve de la lenteur avec laquelle cheminent les idées les plus simples avant de passer dans la pratique, se heurtant à toutes les misérables entraves opposées par notre ignorance du bien-être qui doit résulter de la connaissance des lois naturelles morales. Dans ces lointains parages, les colons avaient plus à cœur les intérêts du roi que le roi lui-même : car, en somme, le voisinage des étrangers, loin d'être pour eux un sujet d'inquiétude, leur était un bien. Grâce au petit établissement portugais, le commerce de contrebande palliait un peu les effets de cette odieuse fiscalité qui était, en définitive, le plus grand obstacle au progrès et au développement industriel de ces pays. Le sentiment général devait être évidemment hostile aux ennemis des intérêts royaux; mais, individuellement, les colons tiraient profit de la faiblesse de la cour de Madrid. Ainsi, quand un bâtiment anglais ou hollandais relâchait à la Colonia, les marchands espagnols de la rive droite en profi-

taient pour échanger leurs pelleteries, leurs suifs ou leurs graisses contre les marchandises européennes.

Mais personne ne songeait encore à faire de ces échanges accidentels un commerce régulier et suivi, qui aurait eu sur la condition des créoles l'influence la plus salutaire. Ces lois fiscales, qui aujourd'hui nous semblent incompréhensibles, mais qu'il ne faudrait pourtant pas juger au point de vue de la science moderne, étaient imposées et subies comme une nécessité. On ne s'imaginait pas alors qu'il fût possible de combiner les transactions commerciales de manière à augmenter le bien-être des gouvernés sans diminuer les ressources des gouvernants.

Le code qui régissait le commerce des colonies américaines était basé sur ce qu'on a bien voulu nommer système protecteur; c'était une série de règlements restrictifs ayant pour but de leur fermer tout marché qui ne fût pas l'Espagne. On n'avait eu en vue, en les édictant, que les intérêts du trésor royal et ceux des compagnies privilégiées auxquelles avait été concédé le monopole du commerce américain.

Séville et Cadix étaient les seules places d'Espagne qui eussent des relations suivies avec la rivière de la Plata. Les commerçants de ces deux villes connaissaient fort bien l'état du pays. En n'envoyant qu'une petite quantité de marchandises, ils maintenaient le bas prix des matières premières que les colons pouvaient exporter, et vendaient fort cher les objets manufacturés qu'ils introduisaient; si bien que, grâce aux énormes profits qu'ils réalisaient sur les retours, ils faisaient de fort beaux bénéfices, tout en n'exposant qu'un très-faible capital.

Ce système, ruineux pour les colons, avait deux soutiens : le gouvernement et les compagnies, celui-là aveuglé par son ignorance, celles-ci par un intérêt du moment.

Dans les premiers temps de la conquête, le commerce avait été presque nul, et les compagnies privilégiées avaient suffi au peu de besoins qu'éprouvaient les colons. Mais aussitôt que ces besoins eurent augmenté, le commerce en fraude fit voir,

ou plutôt aurait dû faire voir que les règlements dictés par le conseil des Indes étaient défectueux. Mais, nous l'avons dit, le gouvernement avait des yeux pour ne pas voir. Au lieu de tuer dès le commencement la contrebande, en harmonisant les règlements avec les besoins, en diminuant les droits de manière à permettre au commerce autorisé de lutter avec elle, l'Espagne accumula restriction sur restriction, et envoya en Amérique une armée de douaniers, qui lui coûtaient bien au delà des droits qu'ils étaient chargés de percevoir, et qui, en définitive, n'empêchaient rien. Le commerce de contrebande, en dépit de toutes les précautions, avait pris, dès 1650, de telles proportions, que les compagnies privilégiées mirent le gouvernement en demeure de faire respecter leurs chartes.

Cette mise en demeure eut un étrange résultat. Pour ne pas ruiner tout à fait les colons, le gouvernement espagnol donna aux Buénos-Ayriens la permission d'exporter aux colonies portugaises deux mille fanègues de blé, cinq cents quintaux de suif et cinq cents quintaux de viande salée. C'était reconnaître l'absurdité du système en vigueur ; mais il n'y persévérait pas moins sur tous les autres points, notamment en continuant à contraindre les Américains à aller s'approvisionner à la grande foire de Porto-Bello, qui devait rester l'unique marché pour toute l'Amérique.

Cependant les habitants de Buénos-Ayres finirent par faire comprendre au gouvernement combien étaient injustes les entraves mises ainsi à leurs exportations ; ils obtinrent le privilége d'entretenir deux bâtiments de cent tonneaux pour leur commerce avec la métropole. Cette concession, si mince qu'elle fût, motiva de nouvelles réclamations de la part des monopolistes. De peur donc que les commerçants de Buénos-Ayres nuisissent aux marchés du Pérou, en introduisant à Lima les marchandises qui leur venaient d'Espagne sur ces deux bâtiments, le conseil des Indes établit un cordon de douanes au centre des terres, et de cette manière la monarchie espagnole se fit à elle-

même la plus rude guerre de tarifs qu'eussent jamais pu inventer deux nations rivales. Aussi, grâce à ce système inintelligent, les environs de Buénos-Ayres et l'immense territoire qui forme aujourd'hui la république orientale de l'Uruguay, malgré les razzias fréquentes qu'y faisaient les Portugais et les Espagnols, regorgeaient de bétail, qui, faute d'écoulement, n'avait qu'une valeur insignifiante. Un bœuf valait 5 francs ; un mouton, de 3 à 4 sous; une jument, 10 sous ; un cheval dressé, de 3 à 4 francs. Cependant les habitants vivaient pauvres au milieu de ces richesses, et personne ne paraissait songer aux ressources qu'on aurait pu tirer de ces troupeaux si le commerce eût été libre.

Tel était l'état des choses, état qui nous semblerait intolérable, mais que subissaient cependant sans trop se plaindre ceux qui en souffraient, quand la paix d'Utrecht vint ranimer quelque peu le marché de Buénos-Ayres et donner de la valeur à ces richesses demeurées improductives.

Cette paix fit faire à l'Espagne un progrès notable. La nation, après avoir, depuis Charles V et Philippe II, combattu sans relâche l'esprit de liberté civile, qui s'était réveillé dans les Provinces-Unies avec la réforme, et l'esprit de liberté religieuse, qui faisait tant de progrès en Hollande, en Angleterre, en France, partout ailleurs enfin, parut vouloir oublier cette politique, en s'unissant étroitement à la Hollande et à l'Angleterre, pays hérétiques et libéraux.

Par une convention qui suivit la paix d'Utrecht, les Anglais s'engagèrent à fournir des esclaves nègres aux colonies espagnoles. Buénos-Ayres fut une des places où ils pouvaient établir un comptoir, et ils furent autorisés à y introduire mille deux cents noirs par an, sur quatre navires, et à en rapporter la valeur en produits du pays : cuirs, graisses, viandes, etc. Mais il leur était interdit d'importer aucun objet manufacturé ; les marchandises de cette nature qui se seraient trouvées à bord devaient être saisies et brûlées.

Les Anglais prenaient là un engagement qu'ils n'avaient aucune envie de tenir; la traite des nègres, qui à cette époque était un commerce parfaitement honorable et aussi licite que l'est encore de nos jours le commerce des armes de guerre, n'était qu'un prétexte pour ouvrir un nouveau marché aux manufactures anglaises; ce qui n'empêchait pas d'ailleurs leurs négriers de faire de fort bonnes affaires.

Il semble que l'Espagne eût dû comprendre que, dans un pays qui avait un besoin si urgent de marchandises étrangères, et fort habitué déjà au commerce de contrebande, les clauses restrictives du traité ne devaient pas tarder à être éludées. Effectivement, l'introduction des nègres et des marchandises qu'on débarquait en même temps fut un rude coup porté aux monopoleurs de Séville et de Cadix. Le privilége des Anglais ne dura que jusqu'en 1728, qu'il fut annulé après une nouvelle rupture entre l'Espagne et l'Angleterre ; mais la route de la Plata était connue, et, malgré les douaniers, malgré les réclamations constantes des *consulados*) tribunaux de commerce de Cadix et de Séville), Anglais, Hollandais, Français et Portugais réussissaient à vendre leurs chargements et à prendre des cuirs en retour au marché de la Plata, en atterrissant à la Colonia, cet établissement portugais que connaissent nos lecteurs, et qui continuait à être une pomme de discorde entre Lisbonne et Madrid.

Le privilége donné aux Anglais eut un autre bon résultat. En 1724, les Buénos-Ayriens, pour surveiller les contrebandiers, avaient établi un petit poste de douaniers sur le rivage opposé, dans une petite baie à laquelle Solis avait donné le nom de Montévidéo. Ce poste se convertit bientôt en un bourg destiné à devenir la deuxième ville des grandes rivières du Sud.

En résumé, malgré les hésitations et les entraves de toute nature, malgré les vicissitudes qu'éprouvèrent les colonies par suite des succès ou des revers de l'Espagne en Europe, dont elle ressentait forcément le contre-coup, la tranquillité n'avait

cessé d'y régner. Les établissements voisins des ports prospéraient ; ceux de l'intérieur, comme l'Asuncion, Cordoue, Corrientes, se maintenaient.

Cependant un épisode mérite que nous le signalions. L'état de décadence comparative où se trouvait l'Asuncion, longtemps la ville la plus importante de ces parages, avait amené la formation d'un parti politique. Quelques hommes hardis, se donnant le nom de *comuneros*, s'étaient mis à agiter le pays, prétendant que la souveraineté populaire, dans ces lointaines régions, était supérieure à la souveraineté du roi, qui n'avait rien fait pour conquérir le pays qu'occupaient les descendants des conquérants. Mais le gouverneur, don Bruno Zavala, n'avait pas eu de peine à faire rentrer dans l'ordre ces brouillons révolutionnaires, qui s'étaient trompés d'heure, et qui, d'ailleurs, n'avaient trouvé aucun appui dans la généralité des colons, et encore moins dans les Indiens, qui les écoutaient sans comprendre.

Après ce léger incident, les colonies de la Plata retombèrent dans le calme plat, et bien triste sans doute eût été leur avenir sans les continuels démêlés entre les Espagnols et les Portugais, qui appelèrent plus impérieusement l'attention de l'Espagne sur ces pays, et l'obligèrent à y renforcer son autorité en les détachant de la vice-royauté du Pérou, pour en former une vice-royauté particulière.

Mais, avant de continuer à étudier les causes et les effets de la discorde qui s'était élevée entre les colonies espagnoles et les colonies portugaises, récapitulons ce qui s'est passé dans cette partie du nouveau monde pendant les trois siècles que nous avons parcourus, et peut-être arriverons-nous à cette conclusion si consolante du bon docteur Pangloss, que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possible.

Par l'effet de l'administration trop centralisée du Tavantisuyou, la prise de l'Inca Atahualpa livre aux Espagnols le pays tout entier.

L'organisation sociale de cet immense empire était basée sur l'abrutissement, sur l'abjection humaine : l'épée de Pizarre, à Cajamarca, renverse d'un coup et le trône de ces Incas si puissants et sa base fragile.

La rançon payée par Atahualpa et les trésors de Cusco produisent en Espagne une fièvre d'émigration qui a pour résultat de peupler le monde découvert par Colomb.

Le désir d'arriver par des voies plus courtes à ce pays de l'or pousse à travers l'immense continent des bandes d'aventuriers, qui sèment, si l'on pouvait ainsi dire, des colonies sur leur route. Les uns s'arrêtent à l'embouchure des grandes rivières; d'autres à moitié chemin, sur les bords du Paraguay; d'autres, enfin, parviennent jusqu'au Pérou, mais, n'y trouvant plus de bonnes places, ils vont s'établir sur les versants des Andes australes ou dans quelque oasis au milieu des plaines du centre; et, un siècle à peine s'était écoulé depuis que Balboa avait découvert le Pacifique, que les Européens étaient maîtres de tout le pays, du cap Horn à Maracaïbo.

Sans doute ces nouveaux occupants n'étaient pas parfaits, tant s'en faut : leur haine pour tout ce qui n'était pas catholique, l'exclusivisme qui leur faisait repousser tout ce qui n'était pas espagnol, l'absurdité de leurs lois en matière commerciale, maintenaient l'immense continent séquestré du reste du monde, presque autant qu'il l'était lorsque l'Océan le cachait encore dans le *far west;* mais il n'y en avait pas moins progrès.

Les Espagnols sacrifiaient moins de victimes humaines que les Astèques. L'inquisition seule se permettait, de temps à autre, quelque petit auto-da-fé.

Les Espagnols avaient rendu l'homme à lui-même dans l'empire des Incas.

Les Espagnols avaient tiré les tribus du sud de l'état de bête fauve dans lequel elles vivaient.

Somme toute, l'avarice des uns, les chimériques espérances des autres, l'intolérance des colons, l'esprit étroit et exclusif de la cour d'Espagne, toutes ces mauvaises passions, toutes ces entraves, avaient, en fin de compte, tourné au profit de l'humanité. L'homme, dans le pays qui nous occupe, comme partout ailleurs, devait obéir à cette loi qui le fait marcher dans une voie fatalement ascensionnelle.

LES JÉSUITES ET LES MISSIONS.

En dehors de l'action du gouvernement et du courant ordinaire de l'émigration, un autre fait considérable s'était produit : un essai de civilisation *sui generis* avait été tenté et poursuivi, avec toutes les apparences d'un succès durable. Nous voulons parler des missions du Paraguay, dont il est temps que nous disions quelques mots, d'autant plus qu'à l'époque où nous sommes arrivés, ces petites républiques chrétiennes, qui jusque-là étaient restées fermées, pour ainsi dire, vont entrer, par la force des choses, dans l'histoire du pays qui nous occupe.

C'étaient de hardis utopistes que les révérends pères de la Compagnie de Jésus ; on les traiterait aujourd'hui de socialistes. Ils voulaient faire des pays arrosés par le Parana et l'Uruguay le centre d'une société modèle, qui devait agir autour d'elle par attraction, attirer successivement tous les hommes dans son orbite pour les confondre dans le sein de la famille chrétienne. Grande et belle idée, qui, nous ne faisons pas difficulté de le reconnaître, fait honneur à ceux qui l'ont conçue : car l'erreur même, lorsqu'elle a des intentions si hautement humanitaires, mérite qu'on la respecte. Mais ce n'en reste pas moins pour nous une erreur. Les résultats de la colonisation jésuitique ont été si tristes, en effet, que, s'il y a quelque chose qui puisse prouver que la doctrine de saint Ignace est impropre à servir de base à une organisation sociale, ce sont bien ces missions que les révérends pères présentent comme un de leurs plus grands titres de gloire.

Pour justifier cette assertion, nous dirons simplement, avant de raconter comment le gouvernement espagnol a été amené à expulser les Jésuites des colonies de l'Amérique du Sud, ce que

nous a appris un long séjour aux missions, et l'étude des documents les moins passionnés sur une question dont on a toujours parlé avec partialité, soit pour justifier l'expulsion des révérends pères, soit pour exalter outre mesure les bons effets de leurs missions parmi les gentils de l'Amérique.

Les Jésuites apparurent en Amérique vers 1600. Leur réputation d'hommes supérieurs était universellement admise; aussi furent-ils accueillis avec autant de sympathie que de respect.

Le gouvernement espagnol, qui, à cette époque, n'avait aucun motif de les craindre, accordait aux révérends pères tout ce qu'ils demandaient. C'est ainsi qu'ils devinrent propriétaires d'immenses terrains dans toutes les parties de l'Amérique espagnole, terrains choisis avec une perspicacité qu'atteste la grande valeur qu'ont acquise aujourd'hui leurs anciennes propriétés.

Dès les premiers temps, leurs efforts eurent un double but : diriger l'éducation des enfants des colons, et soumettre, à l'aide de moyens moins violents que ceux employés jusque-là par les Espagnols, les indigènes, qu'ils se flattaient de convertir par la prédication. C'est pour y parvenir qu'ils entreprirent leurs importants travaux sur les langues américaines, et c'est à eux que nous devons les grammaires et les dictionnaires quichuas, guaranis, aucas et aymaras.

Leur plan, en ce qui concernait les colons, fut couronné d'un plein succès. De 1600 à 1767, ils avaient fondé des églises et des colléges dans toutes les villes importantes des colonies. Les enfants des principaux colons étaient élevés dans leurs écoles, et leurs meilleurs élèves pouvaient compter sur leur protection et leur puissante recommandation, soit qu'ils voulussent entrer dans les ordres ou obtenir quelque emploi du gouvernement métropolitain.

Leurs églises, bâties avec goût, étaient toujours situées dans les quartiers riches, afin d'attirer à leurs sermons l'aristocratie

coloniale, qu'ils gouvernaient par le confessionnal, par la chaire et par l'école. Les services qu'ils ont ainsi rendus ont été immenses.

Quant à la soumission des Indiens par la prédication, leur entreprise fut doublement malheureuse. Toutes les fois que leurs prédicateurs se trouvèrent en présence de ces formidables brutes à crâne plat qui avaient résisté à la politique patiente des Incas et au bras vigoureux des soldats espagnols, ils ne purent se faire entendre. Là où avait échoué l'épée des conquérants, la parole des prédicateurs échoua également. Les martyrs qui ont versé leur sang au Bio-Bio, au Tolten, à Nahuelhuapi comme au cap Corrientes, prouvent trop cruellement notre assertion. Leur histoire parmi ces tribus féroces n'est pas longue à raconter. Dès qu'ils n'étaient pas protégés par les soldats, les Indiens Aucas, Tobas ou Pampas, massacraient les pères et brûlaient la mission. Aussi ne persistèrent-ils pas à vouloir convaincre *los Indios bravos*, — c'est le nom qu'on a donné aux tribus inaccessibles à la civilisation. Ils furent plus heureux avec *los Indios mansos*, c'est-à-dire avec les Indiens à crâne bombé, tels que les Quichuas, les Tapes et les Guaranis, tribus que nous connaissons déjà comme portées à la vénération et aimant le surnaturel, véritables moutons qui dès les premiers temps de la conquête s'étaient mis d'eux-mêmes au service des soldats espagnols.

Ce fait était important à établir, car, même en Amérique, beaucoup de personnes sont portées à croire que les révérends pères réussirent là où d'autres avaient échoué, ce qui est une erreur. Irala et Ayolas avaient, en effet, tout aussi bien soumis les Guaranis en prenant femme parmi eux, et cela longtemps avant que les Jésuites les eussent réunis dans leurs missions pour les soumettre par la prédication et le travail en commun; et des Indiens soumis ainsi par les Espagnols il reste une race de métis assez nombreuse, tandis que des Indiens des missions il ne reste rien, pas même des sauvages. C'est ce qui nous

a fait dire que les révérends pères avaient été doublement malheureux dans leurs tentatives de civilisation. Pourtant il est impossible de rencontrer un pays plus beau, une race plus docile, en un mot des conditions plus favorables pour expérimenter la grande utopie dont ils ne cessent de poursuivre la réalisation, pour le plus grand bonheur du genre humain.

Ce fut, nous l'avons dit, Saavedra, qui appela les premiers Jésuites venus au Paraguay, les pères Mazeta et Cavaldini. Les renseignements donnés par ces révérends sur la docilité des Indiens, sur les facilités qu'offrait le pays pour l'établissement de colonies modèles, furent bien accueillis des hommes influents de l'ordre; leurs projets furent approuvés et ils se mirent immédiatement à l'œuvre. Le plan qu'ils conçurent dès lors était basé sur la possibilité de former avec les Indiens seuls des villages où l'on instruirait les indigènes dans les métiers nécessaires à la satisfaction de tous les besoins d'une communauté civilisée, et surtout où on leur inculquerait les principes de la morale chrétienne, pour en faire de bons sujets. Et pour que les Indiens ainsi parqués ne fussent pas pervertis par les Espagnols laïques arrivant d'Europe, qui, à ce qu'il paraît, auraient gêné les efforts de la Compagnie, les révérends pères demandèrent pour l'établissement de leurs missions des terrains dont ils auraient la toute propriété et où ils seraient les maîtres de n'admettre que ceux qui pourraient leur convenir, prétendant d'ailleurs ne relever d'aucune autre autorité que de l'autorité spirituelle établie par eux.

Ce plan fut accepté par le gouvernement espagnol, et les éléments nécessaires pour le mener à bien furent mis à leur disposition. C'était créer un empire dans l'empire, inconséquence dont les ennemis des Jésuites ne pouvaient manquer de se faire une arme contre eux.

Nous avons dit de quelle sagacité firent preuve les révérends

pères dans le choix de l'emplacement de leurs missions. Ils prirent sur les deux rives de l'Uruguay, du 27e au 31e degré de latitude sud, et sur les bords du Parana et du Paraguay, du 26e au 28e degré, autant de terrain qu'ils le jugèrent bon. On ne pouvait avoir la main plus heureuse. Toutes les cultures réussissent à merveille dans cet admirable pays : le blé, le maïs, la yuca, le tabac, la canne à sucre, le café, le chanvre, le caraguata, — plante textile plus belle que le chanvre, — tout ce que l'homme peut demander à la terre y vient admirablement. Le cultivateur, plus que partout ailleurs, y trouve un sol fertile, un climat égal, des récoltes abondantes et certaines. Les fruits des tropiques prospèrent dans les terres basses qui avoisinent le cours des grands fleuves; les fruits des climats tempérés réussissent sur les plateaux plus élevés. D'immenses forêts fournissent des bois admirables pour la construction et l'ébénisterie. L'oranger, l'arbre des missions, y pousse aussi rapidement que le peuplier en Italie, aussi vigoureux et luxuriant que le chêne dans les forêts de France. Dans les parties non boisées, les plaines sont couvertes de graminées qui permettent d'élever, sans aucune espèce de travail, de nombreux troupeaux, comme dans les Pampas du Sud. Enfin, les deux grands fleuves qui arrosaient les missions pouvaient faciliter le transport de leurs produits d'une mission à une autre ou des missions à la mer.

A mesure que les révérends pères obtenaient du gouvernement espagnol des concessions de terrain, ils obtenaient des gouverneurs des *concessions d'Indiens,* c'est-à-dire que telle ou telle tribu errante de Guaranis ou de Tapes qu'ils convoitaient était cernée, battue si elle s'avisait de résister, et conduite militairement aux révérends pères, qui la parquaient là où ils croyaient convenable d'établir un centre de population. C'étaient, nous le répétons, les Jésuites qui provoquaient cette chasse humaine; mais, une fois les Indiens en leur pouvoir, ils les traitaient avec douceur, les faisant surveiller de loin jusqu'à

ce qu'ils s'habituassent au régime de la Compagnie. Les pauvres sauvages s'y soumettaient d'ailleurs très-volontiers, surtout sachant le sort qui les attendait s'ils tentaient de recouvrer leur indépendance, car les gouverneurs étaient là pour châtier les déserteurs.

Ainsi se formèrent successivement soixante-dix-sept établissements, qui sont :

Sur la partie de la rive droite de l'Uruguay qui aujourd'hui appartient à la République Argentine (province de Corrientes), et en suivant le cours du fleuve :

1 San Javier.
2 Santa Maria Mayor.
3 Santa Maria Menor.
4 Martires.
5 San Jose.
6 Apostoles.
7 San Ildefonso.
8 La Concepcion.
9 Santo Tomas.
10 San Antonio.
11 San Isidoro.
12 San Alonso.
13 San Fernando.
14 La Cruz.
15 Yapeyu.
16 San Felipe.
17 San Juaquin.
18 Santa Ana.
19 El Rosario.
20 San Roquito.
21 San Pedro.
22 San Pablo.
23 San Gregorio.
24 Mandisovi.

Sur la partie de la rive gauche appartenant maintenant au Brésil :

25 San Lucas.
26 San Nicolas.
27 San Luis.
28 San Miguel.
29 San Lorenzo.
30 San Juan.
31 San Borja.
32 San Juaquin.
33 San Roque.
34 La Cruz de Mbutuy.
35 Itaqui.

En s'éloignant de l'Uruguay, mais toujours sur le territoire brésilien et en suivant le cours de l'Ibicuy-Guassu :

36 La Asuncion.
37 Ibipita.
38 San Francisco.
39 Santa Maria de la Sierra.
40 San Luis Tapebi.
41 San Miguel.
42 San Antonio.
43 San Blas.
44 Santa Rosa.
45 Belen.

Sur la rive gauche du Parana, dans la province actuelle de Corrientes, en descendant le cours du fleuve :

46 Santa Maria de l'Iguasu.
47 Ibiray.
48 Corpus.
49 Loreto.
50 San Cosme Viejo.
51 San Cosme Nuevo.
52 Santa Ana.
53 La Candelaria.
54 San Carlos.
55 San Jose.
56 Santa Tecla.
57 San Geronimo.
58 San Javier.
59 Soriano.
60 San Agustin.
61 San Miguel.
62 San Antonio.
63 Caacati.
64 Itati.
65 San Cosme.
66 San Luis.

Le long de la rive droite, sur le territoire de la république actuelle du Paraguay :

67 Jesus.
68 Itapua.
69 San Cosme.
70 Trinidad.
71 Nembucu.
72 San Jose.
73 Santiago.
74 Santa Rosa.
75 Santa Maria.
76 San Ignacio Mayor.
77 Nembucu del Paraguay.

Ces dernières missions sont celles qui se sont le mieux conservées, parce qu'elles ont été habitées jusqu'à nos jours.

Chacun de ces établissements occupait une superficie de soixante-quatre lieues. Pour fonder une mission, les révérends pères demandaient quatre lieues aux quatre vents ; c'est-à-dire, en prenant leur chapelle comme point central, quatre lieues au nord, quatre au sud, quatre à l'ouest et quatre à l'est, en se réservant néanmoins de prendre un peu plus dans un sens, un peu moins dans un autre, si les accidents de terrain s'opposaient à un tracé régulier.

C'était tout près de cinq mille lieues carrées que possédait la Compagnie dans un des plus beaux pays du monde. Et nous croyons, dans cette appréciation, rester bien au-dessous de la réalité, car, en outre des quatre mille neuf cent vingt-huit lieues carrées des soixante-dix-sept missions, ils avaient, dans

les meilleurs endroits, des fermes, des parcs à bestiaux, qui ensemble représentaient peut-être une superficie égale.

Dans ces soixante-dix-sept missions, les Jésuites avaient réuni, vers 1660, époque de leur plus grande prospérité, de cent soixante à cent soixante-dix mille Indiens, c'est-à-dire de cent quarante à cent cinquante mille individus capables de travailler, qui ne demandaient jamais de salaire, qui se prêtaient avec résignation à toute espèce de travail; aussi la prospérité matérielle des missions était-elle grande.

De chaque côté de l'église s'élevaient le *cabildo*, l'habitation des directeurs, et une prison pour enfermer les incorrigibles. Ces trois édifices, bâtis toujours en ligne droite, formaient un des côtés d'une place carrée, plus ou moins grande, selon l'importance de la mission. Les trois autres côtés étaient occupés par de grands hangars divisés en chambres exactement pareilles, où logeaient les habitants de la mission.

Dans leurs grands centres, comme Santa Rosa, San Ignacio-Mayor, Itapua, Candelaria, Apostoles, Concepcion, de longues lignes de chaumières, toutes semblables, s'alignaient en rues régulières de chaque côté de la place centrale.

En visitant ce qui reste encore des missions, on reconnaît que le même plan a été suivi partout. L'église est plus ou moins grande, plus ou moins belle, mais les habitations des pères et celles des Indiens sont partout les mêmes, et pour les dimensions et pour les dispositions. Dans les petites comme dans les grandes missions, les places et les rues étaient ombragées par de belles allées d'orangers, ce qui devait leur donner l'air de jardins charmants aux yeux des quelques voyageurs qui purent les visiter dans le temps de leur prospérité.

Par les fossés qui marquent encore la place des haies, et par la nature des herbes qui couvrent tout champ qui a été labouré, on voit que les Indiens cultivaient une assez grande superficie de terrain. D'un autre côté, la tradition nous apprend que, vers 1667, les pères possédaient d'immenses troupeaux : aussi ex-

portaient-ils à Buénos-Ayres ou au Brésil une grande quantité de cuirs et de graisses, dont le produit leur permettait d'acheter toutes les étoffes dont ils avaient besoin, ainsi que les riches ornements d'église qu'ils faisaient venir d'Europe.

Cette grande prospérité matérielle dit assez que les Jésuites n'avaient pas été contrariés par le gouvernement espagnol, et qu'ils avaient trouvé dans les Tapes et les Guaranis un peuple facile à élever, des travailleurs habiles et persévérants. A quoi donc attribuer la disparition de cette race? A quoi attribuer l'abandon de tous ces travaux qui durent coûter de si longs, de si persévérants efforts? A l'expulsion des pères? Ce motif n'est pas suffisant et n'explique rien; car, s'il était possible que demain on expulsât de Paris les fonctionnaires de tous les ordres, et avec eux tous les banquiers et tous les fabricants, la machine gouvernementale éprouverait quelque perturbation sans doute, mais on trouverait parmi les prolétaires des gens qui pourraient parfaitement les remplacer dans la rude tâche qu'ils sont appelés à remplir. A quoi donc attribuer la ruine complète des missions dès que les révérends pères ne furent plus là pour les diriger? Leurs Indiens étaient des hommes comme les autres hommes; mais ils avaient été tellement travaillés qu'on en avait fait des machines, inférieures aux brutes à forme humaine que l'on trouve au Chaco ou en Patagonie, et, une fois laissés à eux-mêmes, ils s'étaient trouvés incapables de pourvoir à leur subsistance.

Les Tapes et les Guaranis, n'ayant aucune idée religieuse préexistante, avaient accepté avec une entière bonne foi, sans la moindre contradiction, les doctrines qui leur étaient constamment prêchées. Grâce à leur ingénuité, à leur prédisposition à la vénération, ils se trouvaient au bout de quelques mois dans un état parfait pour la pratique de la vie dévote. Chez ce peuple qu'ils avaient formé selon leur cœur, les travaux apostoliques des révérends pères étaient loin d'être aussi ardus que

dans nos villes; là ils n'avaient pas à lutter, par les retraites, par le confessionnal, par les prédications, contre le mauvais esprit du siècle.

Ces populations étaient réduites à cet état d'hébétement habituel que les dévots regardent comme l'état de perfection. Aucune ambition ne venait les distraire de leur solitude, d'où les soldats espagnols eux-mêmes, tout bons catholiques qu'ils étaient, se voyaient soigneusement écartés, comme des libres penseurs dont on devait redouter le contact.

Les Guaranis craignaient l'enfer comme le feu; ils désiraient le ciel comme un commerçant la réalisation d'une longue et pénible spéculation qui doit lui assurer une inépuisable richesse. Cette vie terrestre n'était pour eux qu'un temps d'épreuve qui permettait au bon Dieu de distinguer ceux qui méritaient le paradis. Les Pères profitaient de ces dispositions pour en obtenir tout ce qu'ils voulaient, pour les plier à tous les travaux. En compensation, ils ne les laissaient manquer de rien, les nourrissaient bien, les habillaient, et les amusaient parfois par de grandes processions.

Mais le communisme jésuitique avait tué le moi humain. Ce n'était pas pour eux que travaillaient les Guaranis, c'était uniquement pour ne pas déplaire aux directeurs ; il leur manquait l'aiguillon de l'individualité. Maintenus dans une perpétuelle enfance, ils vivaient sans désir, sans émulation, sans cet attirail de passions enfin qu'on trouve dans la société, où chacun travaille pour soi, — passions contre lesquelles les moralistes crient beaucoup, mais qui, mises en nous par le Créateur, sont nécessaires à la créature, tout comme les veines et les nerfs.

C'est à cette éducation étroite, qui avait détruit chez les Guaranis tous les sentiments que nos dévots croient l'inspiration du démon, c'est à cette réussite complète qu'il faut attribuer la ruine totale des missions, aussitôt que la direction des révérends leur manqua.

Toutes les fois que la balance, soit au physique, soit au

moral, penche trop d'un côté, il en résulte un manque d'équilibre dans nos facultés, qui est fatal à la société. Si l'homme n'a aucune idée de religion ni de justice, si les forces morales restent dans l'ignorance d'elles-mêmes, il y a manque d'équilibre et l'homme se ravale à l'état de brute. Tel est le Patagon, qui vit comme les loups; le Toba du Chaco, qui ressemble aux ours; tels sont ces groupes de nègres sauvages, fils d'esclaves marrons, que l'on rencontre parfois sur les bords du Madeira ou de l'Amazone, et qu'on serait tenté de prendre pour des groupes de gros singes.

Mais ce n'est pas là le cas le plus dangereux : la brute abandonnée à elle-même peut vivre, se perpétuer; l'instinct de l'animal suffit à l'existence isolée. Le danger est bien plus grand quand le manque d'équilibre provient de la prédominance absolue des pensées ultramondaines, quand la vie de ce monde n'est considérée que comme une épreuve à laquelle on se résigne : un peuple qui est sous l'empire de pareils sentiments ne peut plus exister dès qu'il est abandonné à lui-même. C'est ce qui arriva aux Guaranis.

Mais comment cette puissante tutelle vint-elle à leur manquer? Comment le gouvernement espagnol fut-il amené à porter la main sur ces établissements si longtemps protégés? C'est ce que va nous apprendre la suite de ce récit; disons cependant dès à présent que la ruine des missions a été un des résultats de cet antagonisme des Espagnols et des Portugais auquel nous faisions allusion tout à l'heure, antagonisme qui a été toute l'histoire de la Plata, de la Conquête à l'Indépendance, et dont nous allons suivre les péripéties.

III

LA VICE-ROYAUTÉ DE LA PLATA.

Continuation des démêlés entre les Espagnols et les Portugais, démêlés sans cesse avivés par le contre-coup des événements européens. Inanité de la convention de Tordesillas. Influence de ces luttes sur les destinées des colonies du Sud. Elles sont la cause première de l'expulsion des Jésuites, laquelle est précipitée par le souffle des idées philosophiques, et elles finissent par amener la séparation du gouvernement de Buénos-Ayres de la vice-royauté du Pérou.

Les provinces de la Plata sont érigées en une vice-royauté particulière.— Zevallos, premier vice-roi. Ses exploits. Son habile administration. Prospérité de Buénos-Ayres. Description d'une ville américaine.

S'il y a un pays au monde dont le dix-neuvième siècle puisse avec raison s'enorgueillir, c'est la belle, libre et grande Californie, déserte en 1847, peuplée, civilisée en 1852. Des villes bien bâties s'élèvent sur la baie de San-Francisco, aux bords du Sacramento, sur le Tualemé, au pied des monts Rocheux; des bateaux à vapeur sillonnent ces fleuves inutiles avant 1848, des arsenaux s'élèvent dans les ports où quelques baleiniers seulement allaient naguère renouveler leur provision d'eau.

Ce pays si riche, si fertile, où trois cent mille âmes trouvent aujourd'hui les éléments de tant de bien-être, avait été découvert par les Espagnols dès le seizième siècle; mais il était resté ignoré, parce que personne n'avait disputé aux Espagnols la possession de leurs présidios de Monterey ou de San-Francisco. La cour de Madrid l'avait occupé et bientôt oublié.

Il est plus que probable que, dans les mêmes circonstances, la Plata eût eu le même sort que la belle baie de San-Francisco

ou les champs fertiles du Sacramento et du Tualemé. Une fois qu'on eût eu reconnu que la route par Panama conduisait plus facilement au Pérou que la route par l'Atlantique, on aurait laissé les colons se mettre au niveau des sauvages, pourvu que d'autres nations n'eussent pas eu la fantaisie de prendre pied sur les côtes de l'Atlantique, pourvu qu'on eût respecté la très-judicieuse bulle du pape Alexandre VI. La Plata serait restée ignorée sans les hostilités qui eurent lieu entre les Espagnols et les Portugais. Mais ces petits combats tinrent l'attention éveillée sur les colonies qui s'y étaient formées. Le contre-coup des discordes européennes se fit sentir jusqu'à cette extrémité du monde, et, dans les nouveaux traités que les rois signaient en Europe, pour les déchirer aussitôt qu'ils y trouvaient leur compte, il était toujours question de Buénos-Ayres, de la Colonia del Sacramento et des missions de l'Uruguay.

Les gouverneurs espagnols et portugais ne cessaient de se plaindre les uns des autres, et, toutes les fois que l'occasion s'en présentait, ils se faisaient la guerre. Et le résultat était presque toujours le même. En Amérique, les Espagnols, plus nombreux que les Portugais, obtenaient généralement l'avantage sur le champ de bataille; mais, en Europe, la cour de Lisbonne, plus adroite ou mieux instruite de ses intérêts que celle de Madrid, parvenait à neutraliser les conséquences de ces victoires, en obtenant du roi d'Espagne des concessions qui compensaient les défaites de ses sujets d'outre-mer.

Ainsi, par le traité du 15 janvier 1750, le roi d'Espagne don Fernando VI, de pacifiques dispositions, et marié à une princesse portugaise, abandonna les droits assurés à l'Espagne par la convention de Tordesillas, en vertu de laquelle, si on eût tenu rigoureusement la main à son exécution, les Portugais auraient pu être forcés d'évacuer tous les points qu'ils occupaient sur la côte du Brésil, et l'Espagne reconnut au Portugal la souveraineté de toutes les contrées où les Paulistas s'étaient établis, soit par violence, soit comme sujets du roi d'Espagne,

lorsque les deux couronnes avaient été réunies, de Philippe II à Philippe IV. Les frontières entre les colonies des deux peuples devaient être déterminées par le cours des eaux : les contrées arrosées par les affluents de l'Uruguay, de l'Ibicuy et du Rio-Negro, restaient à l'Espagne; les pays baignés par les eaux tributaires du Jacuy et de tous les ruisseaux qui vont aux grands lacs dos Patos et de Merim appartiendraient aux Portugais.

Par suite de cet arrangement, les Espagnols devaient abandonner toutes les missions que les Jésuites avaient formées sur la rive gauche de l'Uruguay au nord de l'Ibicuy; mais, en échange, les Portugais renonçaient à toutes leurs prétentions sur la Colonia et les terrains occupés par Lobo lors de sa première venue à l'embouchure de la Plata.

Les commissaires envoyés pour faire exécuter le traité ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'il était inexécutable. Les cartes qui avaient servi en Europe à la démarcation de cette nouvelle frontière, lesquelles avaient été dressées par les Portugais tout exprès pour la circonstance, se trouvèrent complétement fausses; et, d'un autre côté, les Indiens Guaranis soumis par les Jésuites, qui habitaient la rive gauche de l'Uruguay, alléguant qu'ils devaient leurs terres à Dieu et à leurs aïeux, déclarèrent qu'ils ne voulaient pas les céder aux Portugais.

Cette réponse et cette opposition des Indiens ne trompèrent personne : c'étaient les révérends pères qui leur soufflaient cette audace. Aussi la couronne d'Espagne ne leur pardonna-t-elle pas ce manque d'obéissance. Si dévots que fussent les monarques espagnols, ils savaient que tout ce qui résiste ou peut vouloir résister est une entrave à la marche régulière d'un bon gouvernement absolu. Tolérer l'existence d'une association qui semblait vouloir vivre pour soi et par soi leur eût semblé une faute.

C'étaient pourtant les intérêts de l'Espagne que les Jésuites soutenaient en s'opposant à l'exécution d'une traité absurde et tout à l'avantage des Portugais; mais la cour de Madrid voulait

avant tout une soumission complète, et c'est en grande partie à cette opposition, faite dans les meilleures intentions, qu'il faut attribuer la disgrâce des Jésuites, bien qu'ils n'aient été expulsés de leurs missions que quatorze ans plus tard.

Malgré les protestations des Indiens, protestations qu'il savait dictées par les révérends pères, le gouvernement espagnol voulut que le traité fût exécuté dans toute sa teneur, et le gouverneur de Buénos-Ayres, Andonaguey, reçut l'ordre de prêter main-forte aux commissaires pour dompter la résistance des Indiens et mettre les Portugais en possession des contrées qui leur étaient attribuées.

Les soldats d'Andonaguey eurent facilement raison des plus turbulents des Guaranis et étouffèrent sans peine toute velléité de résistance; mais, excités par leurs Pères, et craignant de se damner s'ils consentaient à changer de maîtres, les Indiens désertèrent en masse à l'approche des Portugais. Ceux-ci occupèrent les terrains; mais ce qu'ils avaient surtout espéré trouver, c'est-à-dire une population docile, habituée au travail, leur échappait.

Sachant profiter de tout pour conserver leur établissement de la Colonia, les Portugais prétendirent que les terres sans leurs habitants leur étaient complétement inutiles, et s'en prirent aux Espagnols d'Amérique, qu'ils accusaient de ne point remplir les conditions du traité. Ils refusèrent, en conséquence, d'abandonner leur colonie. Ce refus amena une nouvelle convention, du 17 janvier 1761, par laquelle il fut dit que, vu les difficultés d'exécution, le traité du 15 janvier 1750 demeurait nul et non avenu, et que tout retournerait au *stato quo ante*. Mais les Portugais usèrent, dans cette circonstance, de leur tactique habituelle : ils n'abandonnèrent pas la Colonia et ils gardèrent les campagnes d'où les soldats du roi d'Espagne avaient, si inutilement au moins, chassé les Guaranis.

Les relations entre les créoles espagnols et les créoles por-

tugais, malgré les tentatives d'accommodement faites en Europe, restaient donc sur le même pied d'hostilité, quand un nouvel acte de la diplomatie européenne ralluma la guerre dans ces colonies lointaines.

Le pacte de famille signé le 15 août 1761, qui amena la rupture entre la France et l'Angleterre, et, par contre-coup, entre l'Espagne et le Portugal, permit aux créoles de Buénos-Ayres de battre encore une fois les Portugais.

Aussitôt que la nouvelle de la guerre entre l'Espagne et le Portugal parvint à Buénos-Ayres, don Pedro de Zevallos, qui avait remplacé Andonaguey comme gouverneur, marcha sur la Colonia avec deux mille hommes de bonnes troupes, et l'assiégea. Les Portugais firent bonne contenance ; mais l'artillerie espagnole, admirablement dirigée par Zevallos, fit dès le début de tels dégâts dans les fortifications, que tous ceux qui purent s'embarquer se précipitèrent dans les bâtiments en rade et firent force de voiles pour gagner la côte du Brésil. Mais la tempête leur fut plus cruelle encore que les boulets espagnols ; les bâtiments qui ne sombrèrent pas furent jetés à la côte, et les fuyards échappés au naufrage furent faits prisonniers et envoyés par Zevallos dans l'intérieur du pays. Ils ne tardèrent pas à s'y confondre avec la population espagnole de Cordova, de San Luis, de Mendoza et de San Juan : c'est ce qui explique le grand nombre de familles ayant des noms portugais qui habitent encore cette partie du pays.

Loin d'imiter ses prédécesseurs, qui avaient, après la victoire, détruit l'établissement portugais, Zevallos répara avec soin les dégâts que son artillerie avait causés et mit une bonne garnison dans la petite place.

C'est à cette heureuse inspiration que les créoles durent le premier succès que les Buénos-Ayriens obtinrent sur les Anglais dans les eaux de la Plata.

Le 6 janvier 1763, une expédition anglo-portugaise, composée d'un vaisseau et de deux frégates anglaises, de cinq transports

et de mille hommes de débarquement fournis par les Portugais, se présenta devant la petite ville récemment repeuplée par les Espagnols. Ceux-ci, fiers encore de leurs récents lauriers, ne se laissèrent pas intimider par cette armada, plus imposante dans ces parages que l'invincible armada de Philippe II pouvait l'être pour l'Angleterre d'Élisabeth. Les feux de la place répondirent avec succès aux feux de la flotte. Le *Lord Clive*, criblé de boulets par les habiles artilleurs de Zevallos, coula bientôt et presque tout son équipage périt, quelques hommes seulement ayant pu gagner les autres bâtiments; les frégates, fort maltraitées, battirent en retraite, et les Anglo-Portugais, après cette tentative, furent forcés de regagner les côtes du Brésil.

Animé par ce nouveau triomphe, Zevallos ne voulut pas s'en tenir à la défense de la Plata. Il marcha par terre sur Rio-Grande, qui fut abandonné à son approche, et nul doute que les provinces du Sud n'eussent été toutes évacuées par les Portugais sans la paix qui fut signée à Paris le 10 janvier 1763, à la suite de laquelle les colons espagnols se virent, comme toujours, dans l'obligation de rendre aux Portugais les pays d'où ils les avaient chassés.

C'est que la vie politique de ces colonies était en quelque sorte en dehors d'elles-mêmes. Tous les actes des rois d'Espagne, actes de guerre ou actes de paix, y avaient leur contre-coup, si étrangères qu'elles y fussent. Les idées mêmes qui prenaient cours en Europe, et dès avant qu'elles eussent traversé l'Océan, exerçaient sur leurs destinées une influence quelquefois décisive et produisaient sur les bords de la Plata des changements radicaux. C'est ce qui arriva notamment en 1760, lors de l'expulsion des Jésuites.

L'esprit philosophique du dix-huitième siècle était monté jusque sur les marches du trône en Portugal avec le marquis de Pombal, en Espagne avec le comte d'Aranda. Ces deux ministres étaient l'un et l'autre des encyclopédistes à la française, c'est presque dire, pour l'époque, des socialistes. Or, qui dit

encyclopédiste dit ennemi de la prépondérance cléricale, ennemi par conséquent des Jésuites, qui en étaient la plus forte colonne. Aranda et Pombal professaient les mêmes sentiments pour la célèbre Compagnie, si puissante alors par son pouvoir, par sa discipline et par les immenses richesses qu'elle possédait en Europe et en Asie aussi bien qu'en Amérique, où nous venons de voir quelle était l'importance de ses domaines. Ils s'entendirent pour l'anéantir d'un seul coup. Ils donnèrent pour prétexte de cet acte violent, qui devait répugner aux sentiments catholiques de leurs souverains, l'esprit de résistance que les Jésuites avaient toujours opposé aux ordres de l'Espagne, notamment quand il s'était agi de remettre aux Portugais les missions de la rive gauche de l'Uruguay. Ils prirent encore argument de leurs richesses, sachant que les rois aiment assez à rentrer dans les biens qu'ils ont donnés, surtout quand le travail en a considérablement accru la valeur.

Mais, pour frapper ce grand coup, il fallait avoir partout des agents qui fussent en parfaite communauté d'idées avec les chefs du complot; il fallait qu'un secret impénétrable en enveloppât les préparatifs, car, si les Jésuites avaient pu soupçonner ce qui se tramait contre eux, nul doute qu'ils ne fussent parvenus à circonvenir le monarque et qu'ils n'eussent étouffé dans leur germe les projets des ministres.

Les immenses domaines que les pères possédaient dans l'Uruguay étaient de ceux dont il importait le plus de s'emparer, et l'opération demandait de la vigueur. Il était donc essentiel d'avoir à Buénos-Ayres un homme sur lequel on pût compter. Zevallos était un excellent artilleur, mais un encyclopédiste très-tiède. Le comte d'Aranda ne crut pas pouvoir, dans ces circonstances, placer en lui sa confiance; il le fit donc rappeler et le remplaça par un homme imbu des principes philosophiques, le lieutenant général don Pedro Bucarelli, qui entra en fonctions le 15 août 1766.

Onze mois s'écoulèrent sans que les Jésuites eussent le

moindre soupçon des instructions qu'avait apportées le nouveau gouverneur. Les ministres espagnols avaient voulu que les ordres cachetés envoyés pour le même objet dans toutes les dépendances de la couronne de Castille fussent ouverts le même jour. L'exécution avait été fixée aux premiers jours de juillet 1767. Dans la nuit du 2 au 3, quarante-quatre Jésuites qui résidaient à Buénos-Ayres furent arrêtés et mis au secret dans un de leurs couvents, et dès le lendemain Bucarelli marcha sur les missions, où il s'empara, sans rencontrer la moindre résistance, de soixante-dix-huit autres révérends. Une semblable razzia eut lieu au même moment dans les autres provinces, et au mois de septembre deux cent soixante et onze Jésuistes furent embarqués pour Cadix.

L'exécution de cette grande mesure avait donc réussi au gré du comte d'Aranda : les Jésuites étaient mortellement frappés ; mais la suite ne répondit pas à ce qu'on aurait pu attendre de leur dépossession. Bucarelli les avait remplacés dans les missions par des moines franciscains, qui se montrèrent tout à fait inhabiles à gérer de si grands biens. Pour les aider, on adjoignit aux curés nouvellement installés des administrateurs laïques. Les choses allèrent plus mal encore. Ces troupeaux humains s'égrénèrent, si l'on pouvait ainsi dire, comme les grains d'un chapelet dont le fil vient d'être rompu. Bucarelli, en ayant référé à Madrid, reçut l'ordre de vendre les domaines échus à la couronne par suite de l'expulsion des Jésuites; mais on n'en put vendre qu'une faible partie, et fort mal, et tout le fruit qu'on retira de ce coup d'État fut de faire disparaître de l'Amérique un puissant élément de stabilité pour les institutions monarchiques.

Les Jésuites expulsés, Bucarelli n'avait plus rien à faire à Buénos-Ayres ; il reprit donc le chemin de l'Espagne, laissant au général Vertix, avec le gouvernement, les ennuis des démêlés, toujours aussi vivaces, entre les Espagnols et les Portugais.

La paix de Paris, en effet, n'avait rien décidé quant aux limites entre les possessions des deux peuples rivaux, et le traité de Tordesillas était demeuré implicitement la règle à cet égard. Mais les Espagnols avaient une telle étendue à coloniser, qu'ils ne songèrent pas à demander l'abandon par les Portugais des côtes qu'ils possédaient indûment en dehors de la ligne de démarcation tracée par ce traité.

Les Portugais, de leur côté, solidement établis dès lors à Bahia et à Rio-Janeiro, étaient loin de songer qu'ils dussent jamais rendre ces colonies déjà si florissantes, et faisant partie du Portugal tout aussi bien que Setubal ou Coïmbre. Les territoires du Sud conquis par les déportés pour la couronne de Portugal étaient les seuls que les Espagnols semblassent disputer. La cour de Lisbonne savait bien qu'elle n'avait pour les posséder aucun titre légal, mais elle comptait sur le temps pour légitimer son occupation. Ses diplomates avaient adopté un excellent système pour annihiler les victoires des colons espagnols : ils traitaient toujours, sans jamais arriver à une solution ; et ce système réussit si bien, que la paix continua sans trouble jusqu'en 1767.

Mais pendant que les Portugais d'Europe traitaient, les Portugais d'Amérique voulaient toujours reprendre ce qu'ils considéraient comme la limite naturelle du Brésil au sud, c'est-à-dire le littoral de la Plata. Dans ce but, ils tâchèrent de surprendre les Espagnols en les attaquant à Rio-Grande, occupé par eux depuis la victoire de Zevallos en 1763, mais ils furent vigoureusement repoussés. La cour de Lisbonne crut donner une large satisfaction à l'Espagne en déposant le gouverneur de Rio-Janeiro, qui avait consenti à l'expédition.

Les Espagnols s'en contentèrent, et les sujets des deux couronnes vécurent en paix jusqu'en 1774, époque où les Brésiliens firent une nouvelle tentative, tout aussi infructueuse, après laquelle se répétèrent les mêmes plaintes de la part de l'Espagne, les mêmes protestations de la part du Portugal. Mais au fond la

cour de Lisbonne était si loin de blâmer ces agressions, que, pendant que ses ministres donnaient à Madrid l'assurance de ses intentions pacifiques, le général allemand Bohm, au service du Portugal, recevait ordre de préparer à Rio une expédition assez forte pour reprendre les territoires que Zevallos avait enlevés aux Paulistas. Et en effet, en mars 1776, Bohm pénétra dans le Rio-Grande et reprit le pays qui forme aujourd'hui la Banda orientale.

Il fallait un grand coup comme celui-là pour faire sortir la cour de Madrid de son apathie. Elle sentit enfin la nécessité d'opposer une barrière plus solide aux envahissements d'un voisin aussi entreprenant, et elle se décida à faire des provinces de la Plata un gouvernement particulier.

Jusqu'en 1776, les pays découverts par Gabotto et colonisés par Irala étaient restés dans la dépendance de la vice-royauté du Pérou. On peut dire, sans exagération, que les monarques espagnols, comme certains nobles d'autrefois, ne connaissaient pas les domaines qu'ils recevaient en héritage. Sans cette question des limites et la querelle qu'elle souleva, ils n'auraient jamais soupçonné que la partie sud de leur vice-royauté du Pérou était à elle seule plus étendue que l'empire de Philippe II en Europe, lorsque la monarchie espagnole était au zénith de sa puissance.

Les provinces de la Plata n'occupaient pas en effet moins du quart de l'Amérique méridionale, et l'on connaît la fertilité, les richesses naturelles de ce pays, arrosé par le plus admirable réseau de fleuves, l'un des plus beaux de la terre enfin. Six des sept climats dans lesquels Humboldt divise le monde s'y trouvent contenus, depuis les pays qui produisent la cannelle et les épices, jusqu'aux froides régions où les céréales ne peuvent plus vivre. Une embarcation partant du haut Paraguay ou des plaines qu'arrose le Vermejo peut descendre jusqu'à Buénos-Ayres, recueillant sur sa route les plus riches productions de la terre : café, quinquina, coton,

garance, indigo, sucre, tabac, argent, cuivre, bois de construction, bois propres à l'ébénisterie, depuis l'ébène jusqu'au mbapay, blanc et dur comme du marbre de Cararre, toutes choses qui se trouvent dans les climats chauds; puis, dans la partie tempérée, les vins, les céréales de toute espèce, les chanvres et tous les produits que peuvent fournir à l'industrie les troupeaux des Pampas.

Un pareil pays valait certes bien l'honneur que lui fit Charles III de l'ériger en vice-royauté; mais ce ne fut pas pour le pays lui-même et pour en hâter la prospérité qu'il se décida à ce parti ; ce fut uniquement pour mieux faire sentir sa puissance à ses voisins et les châtier de leur mauvaise foi.

Zevallos, qui avait fait preuve d'autant d'habileté que de bravoure, fut le premier vice-roi de la Plata.

Jamais vice-royauté n'a commencé avec plus d'éclat. Don Pedro Zevallos, élevé au grade de lieutenant général, reçut, en même temps que son titre de vice-roi, le commandement d'un corps d'armée de neuf mille hommes d'élite qui partirent de Cadix, le 3 novembre 1776, sur cent seize bâtiments. Cette flotte se dirigea sur l'île de Sainte-Catherine, qui semble avoir été la limite la plus septentrionale que les Espagnols aient ambitionnée pour la nouvelle vice-royauté.

Quoique fort bien préparés pour la guerre, les Portugais de l'île n'osèrent résister; Zevallos s'en empara sans brûler une amorce; mais, voulant réserver toutes ses forces pour combattre les Portugais de terre ferme, il en détruisit les fortifications, après avoir embarqué les cent quatre-vingt-quinze canons dont elles étaient armées, et reprit le large.

De Sainte-Catherine il se dirigea sur Rio-Grande, où il devait être rejoint par le dernier gouverneur de Buénos-Ayres, le général Vertix; mais, les gros temps ayant dispersé sa flotte entre Sainte-Catherine et Rio-Grande, il fit signe aux bâtiments de regagner comme ils pourraient la Plata et de s'abriter à Monté-

vidéo. L'ordre put être heureusement exécuté, et tous les transports se trouvèrent au rendez-vous le 24 avril 1777.

Aussitôt au port, Zevallos débarqua ses troupes, à la tête desquelles il marcha, en longeant la côte, sur la Colonia. En même temps, quelques bâtiments de guerre allaient attendre ses ordres devant l'établissement portugais. Le 2 juin, la place se trouva investie par terre et par mer; sommée de se rendre à discrétion dans les quarante-huit heures, elle capitula le 4. Le vainqueur y trouva cent quarante bouches à feu et une grande quantité d'armes et de munitions. Toute la garnison fut faite prisonnière. Les officiers, au nombre de soixante-trois, furent envoyés à Rio-Janeiro; les soldats et les colons à Mendoza, dont ils augmentèrent l'importance en introduisant dans son territoire la culture de la vigne. Ces hommes, tirés des îles Açores par le roi de Portugal pour peupler l'embouchure du grand fleuve, se trouvèrent ainsi, par les chances de la guerre, transportés dans un pays plus en rapport avec leurs habitudes. C'étaient pour la plupart des vignerons; au pied des Andes, ils employèrent avec grand succès leur industrie, qu'ils n'avaient pu utiliser sur les bords de la Plata, où les vents de la plaine ne permettaient pas la culture de la vigne.

Zevallos, craignant qu'un nouveau traité ne rendît aux Portugais cette ville qu'on leur avait si souvent prise en vain, la rasa après l'avoir dépeuplée; et, ce qui est bien à regretter, détruisit le petit port en y coulant quelques vaisseaux remplis de pierres.

Il marcha ensuite sur Rio-Grande avec une armée assez forte pour être sûr d'avoir facilement raison des faibles garnisons portugaises; mais en route il reçut des dépêches de Madrid qui lui apportaient sa nomination au grade de capitaine général, le plus haut grade militaire, pour ses succès à Sainte-Catherine, et qui en même temps l'informaient de la suspension d'hostilités accordée à la reine de Portugal.

Les armées espagnoles étaient encore une fois arrêtées dans leur marche victorieuse par l'habileté de la diplomatie portugaise.

N'ayant plus rien à faire sur la rive gauche de la Plata, le vice-roi regagna Montévidéo, en laissant le corps expéditionnaire aux ordres de Vertix.

Peu partisan de la pompe dont s'entouraient les vice-rois américains, Zevallos, pour faire son entrée à Buénos-Ayres, traversa la rivière, — à peu près quarante lieues, — sur une chaloupe qui arriva au point du jour devant la ville, quand tout le monde croyait encore le vice-roi dans le Rio-Grande.

Descendu à terre, il ne trouva sur la plage que quelques enfants qui jouaient. Il entra en conversation avec eux et se mit en marche vers le palais, suivi de cette étrange escorte, qui l'accablait de questions sur le nouveau vice-roi, l'armée et la grande flotte qui restait toujours sur la rive nord de la Plata. Quelques curieux qui s'étaient mêlés aux enfants crurent reconnaître l'ancien gouverneur dans cet officier qui arrivait si modestement. La nouvelle ne tarda pas à se répandre, et la ville entière, éveillée par les cloches des églises lancées à toute volée et les salves d'artillerie annonçant la présence du vice-roi, fut bientôt sur pied. L'enthousiasme des Buénos-Ayriens suppléa aux préparatifs officiels, et les fêtes qui se succédèrent, pour avoir été improvisées, n'en furent pas moins splendides.

Buénos-Ayres, jusqu'alors dépendance de la vice-royauté du Pérou, montait au rang des capitales. La joie qu'en éprouvaient les colons n'était pas l'effet d'une vaine gloriole ; il y avait profit réel pour le pays.

Dès auparavant, l'Espagne concourait à la richesse des colonies beaucoup plus que celles-ci ne contribuaient à la richesse de la métropole par les quelques métaux qu'elles lui envoyaient. Les chefs militaires, les juges, les employés du Trésor, apportaient avec eux des habitudes de luxe que les colons imitaient. Ils se bâtissaient de belles habitations, dont les meubles

venaient d'Europe à leur suite, et les créoles, ne voulant pas demeurer en arrière, s'efforçaient à bâtir et à meubler leurs maisons avec autant de luxe. Les livres aussi, qui, à cette époque, étaient rares partout, venaient avec les employés, et les Américains s'instruisaient par la lecture et par la conversation des Européens.

Une vice-royauté appelait des fonctionnaires d'un rang plus élevé et plus richement dotés que les employés qui aidaient un gouverneur dans son administration. De là un luxe plus grand, des fêtes auxquelles était conviée toute la population aisée, où il fallait parler comme ceux qui venaient de Madrid ou de Séville, et où l'on se formait à leurs manières, où l'on se piquait naturellement de rivaliser avec eux pour le costume, pour la tenue; de là des besoins qui se faisaient sentir d'une manière impérieuse; de là la nécessité de travailler pour s'enrichir, de s'instruire, ne fût-ce que superficiellement, pour tenir convenablement sa place dans les réunions officielles; de là encore la nécessité de nombreux serviteurs, qu'il fallait habiller à l'européenne et loger proprement; de là l'impulsion donnée au commerce; de là, enfin, cette assimilation à la vie européenne qui, malgré les lois absurdes sur le commerce, donnait à l'Amérique espagnole un aspect plus civilisé qu'on ne serait tenté de le supposer quand on se rappelle qu'un siècle auparavant ces terres n'étaient habitées que par des sauvages nomades qui savaient à peine tirer des immenses pâturages de la Plata de quoi soutenir une existence précaire.

Il s'établit tout d'abord entre le vice-roi et ses administrés une bonne harmonie qui fit plus pour le pays que les nombreuses lois et les règlements que le conseil des Indes dictait à Séville, ou même que les priviléges et immunités octroyés par la couronne pour la plus grande prospérité de l'Amérique.

Zevallos aimait le pays auquel il devait son importance comme homme de guerre et sa récente faveur auprès du roi

d'Espagne. N'ayant rien tant à cœur que de le rendre heureux et florissant, il s'aidait volontiers des conseils de tous les hommes d'expérience. La paix de Saint-Ildefonse, signée le 1er octobre 1777, six mois après la suspension des hostilités, lui permit de donner toute son attention à l'administration intérieure du pays. Secondé par le ministre Florida Blanca, dont les dispositions libérales lui étaient bien connues, il modifia les règlements de douane, au grand avantage des colons. Les objets manufacturés hors de la péninsule, qui jusque-là avaient été introduits en fraude par les contrebandiers portugais, purent entrer légalement sur le marché de Buénos-Ayres, moyennant un droit modéré. Il demanda en outre et obtint pour sa vice-royauté la permission de trafiquer librement et directement avec les Antilles espagnoles, d'où l'on pouvait faire venir les denrées coloniales nécessaires à cette partie de l'Amérique, et dont le monopole avait été également jusqu'alors entre les mains des contrebandiers portugais établis à Bahia ou à Rio-de-Janeiro. Il proposa également l'établissement d'une cour de justice supérieure, qui jugerait en dernier ressort les causes qu'auparavant on était obligé de porter au tribunal de Charcas, dans le haut Pérou.

Les nouvelles franchises commerciales augmentèrent rapidement la richesse des créoles. Le prix élevé qu'on obtint des cuirs et de la viande salée, dès qu'on put les exporter, donna une valeur relativement très-grande aux innombrables troupeaux qui auparavant erraient inutiles dans les immenses pâturages des Pampas.

Tout en travaillant à ces réformes, aussi judicieuses qu'elles étaient urgentes, Zevallos embellissait sa capitale de monuments qui eussent été remarquables partout, et qui en Amérique semblaient somptueux presque à l'égal des grands édifices qui font la gloire de Séville et de Tolède. L'Hôtel-de-Ville de

Buénos-Ayres, la Monnaie, l'Université, furent commencés à cette époque ; le fort bâti par Garay fut agrandi et terminé.

L'impulsion donnée par le vice-roi fut suivie par ceux auxquels il avait ouvert de si abondantes sources de fortune. Tous ces nouveaux propriétaires voulurent que leurs demeures ne fissent pas tache au milieu des édifices administratifs qui s'élevaient de tous côtés. Aussi les alentours de la place principale ne tardèrent-ils pas à se couvrir de belles maisons, où on reconnaissait la main de maîtres maçons venus d'Andalousie.

Cependant le bon marché des terrains, même au centre des villes, avait fait abandonner la distribution ordinaire des constructions espagnoles. Presque toutes les maisons n'avaient qu'un seul étage ; chaque habitation occupait une superficie de trente-six mètres de front sur soixante-douze de profondeur. Ce carré long était divisé en trois cours. La première, ordinairement plus petite, était entourée de logements de maîtres, qui consistaient généralement en un bureau ouvrant sur la rue, à côté de la porte d'entrée, deux ou trois chambres à coucher, deux salons et une salle à manger. Dans les maisons des plus riches colons, à côté de la salle à manger, était un oratoire, fermé par une grande porte à deux battants, où un prêtre ou un moine, ami de la famille et généralement bien rétribué, venait dire la messe le dimanche, et où la famille se réunissait tous les soirs pour dire le rosaire.

La deuxième cour était souvent plantée en jardin. Les bâtiments qui l'entouraient étaient divisés en appartements pour les enfants de la famille.

Enfin, sur la cour du fond donnaient les cuisines, les chambres des domestiques, et quelquefois un mauvais hangar pour deux ou trois chevaux favoris, qu'on voulait bien appeler les écuries. Dans les rares maisons où le maître pouvait se donner le luxe d'une voiture, le bureau était converti en remise ouvrant sur la rue.

Nous avons eu occasion de voir une de ces maisons telles qu'elles étaient meublées dans la dernière moitié du dix-huitième siècle, et nous avons été étonnés du luxe des familles principales à cette époque. Le salon était tapissé de damas rouge à franges d'argent; les chaises, en riche bois du Paraguay et sculptées avec beaucoup d'art, étaient garnies de velours rouge; au-dessus des consoles étaient des glaces de Venise d'un mètre cinquante centimètres de hauteur sur un mètre de largeur, encadrées dans des morceaux de glaces de la même espèce superposés et recoupés, encadrement un peu lourd peut-être, mais qui ne manquait pas de grâce. Une partie du salon était occupée par un *estrado,* espèce de plancher élevé de cinquante centimètres, recouvert d'un riche tapis de Turquie, et tout autour duquel étaient disposés des coussins de velours rouge, bordés de galons d'argent. C'est sur cette estrade que la maîtresse de la maison recevait les visites d'étiquette. Monter sur l'estrado était une marque de distinction à laquelle on ne pouvait facilement prétendre : de là l'expression qui se conserve encore en Amérique : *persona de estrado*, pour indiquer une personne distinguée.

Cette disposition uniforme des habitations provient de la manière dont était faite la distribution du terrain par les conquérants qui fondèrent les villes américaines. Tout terrain destiné à l'emplacement d'une ville était divisé en *manzanas* ou carrés de cent cinquante mètres de côté, réduits à cent quarante-cinq par le retranchement sur chaque face de cinq mètres pris par la municipalité pour la voie publique. Ces carrés étaient subdivisés en quatre autres de soixante-douze mètres et demi de côté, qu'on distribuait entre les colons. Il était rare que ceux-ci gardassent leur part entière; ils s'en réservaient le plus ordinairement la moitié et vendaient l'autre, en un ou deux lots, mais chaque lot ayant sa façade sur la rue principale : de telle sorte que les habitations pouvaient différer de largeur, mais qu'elles avaient toutes la même profondeur, et toutes, par conséquent,

la même distribution en trois corps de logis. Ce système, suivi sans aucune déviation dans toute l'Amérique espagnole, a donné des villes formées de rues très-droites, toutes d'égale largeur, symétriques comme un échiquier, mais d'une monotonie mortelle, à faire regretter les vieilles cités d'Europe, avec leurs amas de maisons et leurs rues étroites et tortueuses. Et il se passera sans doute des siècles avant qu'on voie dans les villes de l'Amérique espagnole ces grandes voies de communication, ces places monumentales, ces vastes perspectives qui charment l'œil et donnent aux villes cette riante physionomie que l'on n'obtient en Europe qu'en démolissant des quartiers entiers, mais que les Américains saxons ont su ménager avec tant d'habileté dans le tracé des belles villes de la grande république du Nord.

Mais reprenons notre récit. Malheureusement pour Buénos-Ayres et pour toute la vice-royauté, Zevallos, qu'on peut considérer comme l'homme qui a le plus fait pour la Plata après Irala et Garay, fut rappelé en Espagne un an après la paix, vers la fin de 1778. Il mourut bientôt après, à Cordoue, emportant la réputation d'un des meilleurs généraux espagnols et d'un des plus fermes soutiens des droits de la couronne en Amérique.

Vertix. — Marquis de Loreto. — Arredondo. Nouvelles franchises commerciales. Commerce de la Plata à la fin du dix-huitième siècle. Belgrano. *Junta de Gobierno*. — Melo. — Aviles.

Zevallos eut pour successeur dans la vice-royauté le même général Vertix qui, comme gouverneur de Buénos-Ayres, avait succédé à Bucarelli. En paix avec les Portugais, le nouveau vice-roi s'occupa de mettre à la raison les Indiens du sud, qui parfois volaient les bestiaux des établissements éloignés. L'industrie des éleveurs avait acquis dès lors une importance qui

allait chaque jour grandissant. Buénos-Ayres exportait déjà de sept à huit cent mille cuirs par an. Vertix, après avoir châtié les tribus indiennes, qui parfois volaient les chevaux des fermiers, éleva quelques petits forts dans la campagne pour protéger la vie et les biens des colons qui commençaient à établir leurs *estancias* jusqu'à quarante et cinquante lieues de la ville. L'administration des provinces du nord le préoccupa également, et elles lui furent redevables de plus d'une mesure utile. Il cessa ses fonctions en 1784.

De 1784 à 1789, la vice-royauté fut confiée au marquis de Loreto, bon soldat et honnête homme, mais borné et comprenant ses devoirs de gouverneur à peu près comme un pacha turc appelé à administrer des Grecs. Pour lui, les Américains formaient une caste à part, qu'il ne laissait pas volontiers approcher de sa personne. Le développement du pays n'en suivit pas moins son cours naturel. Ce fut sous son administration que les commissaires espagnols envoyés pour fixer les limites entre les possessions des couronnes de Castille et de Portugal entreprirent ces grands travaux géographiques sur lesquels ont été dressées les meilleures cartes que nous possédions de cette partie de l'Amérique. Ces commissaires, parmi lesquels nous nommerons le brigadier Ulloa, don Bernardo Lecoq, don Félix Azara, Cabrer, Alvear, Cervino et Aguirre, étaient tous des hommes distingués, et leur séjour parmi les colons, avec lesquels ils furent longtemps en rapports intimes, eut sur les progrès intellectuels du pays une heureuse influence. Autour d'eux s'était formé un cercle d'hommes intelligents, comprenant l'importance des études, qui pouvaient conduire à la haute position et à la considération dont jouissaient ces maîtres de la science.

Les commissaires espagnols ne purent s'entendre avec les commissaires portugais, mais leurs travaux restèrent. Quelques-uns de ces hommes s'établirent dans le pays et y entretinrent le goût des études, qu'ils y avaient apporté.

Le marquis de Loreto fut remplacé, en 1789, par le lieutenant général don Nicolas de Arredondo, militaire distingué, qui avait fait ses preuves en Italie. Gouverneur de Cuba pendant la guerre entre les États-Unis et l'Angleterre, il avait involontairement subi l'influence des idées élevées que la lutte des créoles saxons avait développées dans l'Amérique septentrionale.

L'administration d'Arredondo fut signalée par un fait d'une grande importance pour la colonie. Le gouvernement espagnol, entraîné dans le mouvement général, lui accorda de nouvelles franchises commerciales et permit la libre exportation des matières premières que pouvait produire le pays. Mais cette concession fut fort mal accueillie par la municipalité; loin d'y voir un bienfait, elle la considérait comme une cause de ruine pour la colonie. Les principaux commerçants, tout-puissants dans l'ayuntamiento, lui firent déclarer que les cuirs de bœuf, jusqu'alors le principal objet de commerce, n'étaient pas une matière première. Cependant tous n'étaient pas d'accord; quelques propriétaires protestèrent contre cette déclaration, et l'affaire fut portée devant Arredondo, qui, heureusement, se prononça dans le sens de la liberté commerciale. Le vice-roi déclara les cuirs matière première, et la justesse de cette décision fut promptement justifiée par le surcroît d'activité que prit le commerce. Ainsi, de 1792 à 1796, le Rio de la Plata, qui naguère ne pouvait envoyer en Europe que deux bâtiments par an, put compléter le chargement de deux cent soixante-huit navires, qui emportèrent 3,790,585 cuirs.

Pour donner une idée de ce qu'était le commerce de la colonie à cette époque, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire le tableau qu'en a dressé M. Martin de Moussy dans son excellent ouvrage sur la République Argentine (1) :

(1) *Description géographique et statistique de la République Argentine*, t. II, p. 496.

« En peu de temps, Buénos-Ayres devint une des villes les plus importantes de l'Amérique espagnole. Dans les vingt années qui s'écoulèrent de 1778 à 1797, la population de la province monta de trente-huit mille âmes à soixante-douze mille. — Au lieu de deux navires, c'étaient de soixante-dix à quatre-vingts qui partaient chaque année de ses ports pour l'Europe, et le nombre des cuirs exportés devint en moyenne de près d'un million.

« Voici du reste le tableau que donne Azara du commerce de la vice-royauté de 1792 à 1796 inclusivement. Moyenne de ces cinq années :

Bâtiments sortis des ports de l'Espagne pour la Plata.		53
Bâtiments partis de la Plata pour l'Espagne.		47
	Piastres fortes.	
Valeur des importations pour la Plata. .	2,545,364	
Valeur des exportations de la Plata. . .	4,667,166	
Valeur de l'importation de la Havane. .	36,344	
Valeur de l'exportation pour la Havane.	75,563	
Valeur de l'importation de Lima. . . .	25,045	
Valeur de l'exportation pour Lima. . .	22,454	
Nombre des nègres introduits.		1,338

Valeur totale des importations, 7,879,668 piastres 7 réaux, c'est-à-dire 40 millions de francs.

« Quant au commerce intérieur, il consistait d'abord dans l'envoi au Chili et dans les provinces du Nord, d'une partie des marchandises importées d'Espagne à Buénos-Ayres, puis de produits de ces mêmes provinces, tels que :

« L'herbe du Paraguay : 15,000 arrobes envoyés au Pérou, au Chili et dans les provinces du nord de la Plata ;

« Cuirs, ponchos et couvertures du Tucuman : 10,000, répandus et vendus dans tout le pays ;

« Mules : 60,000, envoyées principalement au Pérou ;

« Vin de Mendoza : 7,313 barils ;

« Eau-de-vie de San-Juan : 3,942 barils. — Ces deux derniers articles importés et consommés surtout à Buénos-Ayres et à Montévidéo.

« Enfin, le gouvernement du Paraguay avait avec celui de Buénos-Ayres un commerce particulier consistant en 196,000 arrobes de *yerba* (thé du Paraguay), en tabac, bois de construction, etc., valant en moyenne 327,646 piastres fortes par an. Buénos-Ayres, en retour, ne lui vendait que pour 155,903 piastres; la balance était donc tout à fait en faveur du Paraguay.

« Les exportations de Buénos-Ayres pour l'Espagne consistaient, alors comme aujourd'hui, en produits du règne animal, et surtout de l'élève du bétail et de la chasse aux bœufs sauvages, qui couvraient les plaines de la Pampasie. C'était donc :

Cuirs secs de taureaux, bœufs et vaches, en poil	758,117
Cuirs tannés	1,626
Cuirs de cheval	15,760
Peaux fines.	26,196
Basanes et maroquins (douzaines)	231
Suif (arrobes).	25,532
Viande sèche et salée (quintaux).	1,142
Viande sèche (*charqui*) (quintaux)	46
Cornes (milliers)	323
Crin de cheval (arrobes)	142
Laine de vigogne (livres)	18,402
Laine d'alpaca (livres)	2,744
Laine de brebis (arrobes)	2,745
Plumeaux de plumes d'autruche	10,209
Farine (quintaux)	701
Quinquina (arrobes)	54
Huile de baleine (arrobes)	340
Cuivre (quintaux)	2,114
Etain (quintaux)	10

Exportation pour la Havane.

Argent en piastres (piastres)	17,236
Viande salée et séchée (quintaux)	39,281
Suif (arrobes)	10,617
Peaux fines	147
Cuir de loup marin	325
Laine de brebis (arrobes)	80
Basanes, peaux de mouton tannées (douzaines)	115
Farine (quintaux)	440
Huile de loup marin (quintaux)	25
Cuivre (quintaux)	50
Plumeaux de plumes d'autruche	70

Exportation pour Lima.

Herbe du Paraguay (arrobes)	2,688
Suif (arrobes)	2,800
Peaux de cygne	20
Nègres	83
Pioches	419
Fil (livres)	128

Les créoles durent encore à Arredondo une institution fort importante. Buénos-Ayres, avec un commerce qui représentait un mouvement annuel de quarante millions de francs, n'avait pas de tribunal de commerce. Arredondo demanda au gouvernement métropolitain l'autorisation d'en établir un, comme il en existait déjà à Lima et à Mexico. Sa demande fut parfaitement accueillie par les ministres presque philosophes du roi Charles III, qui lui recommandèrent en outre, pour remplir les fonctions de secrétaire du *consulado*, don Manuel Belgrano, jeune créole de Buénos-Ayres qui s'était fait avantageusement connaître à Madrid.

Arrêtons-nous sur ce nom de Belgrano. L'homme qui l'a illustré nous donnera la mesure d'une sorte de phénomène intellectuel qui s'était produit dans les colonies, grâce aux colléges établis par les Jésuites, grâce surtout aux hommes distingués, soit par leur position, soit par leur savoir, soit par leur naissance, que l'Espagne s'était vue dans la nécessité d'envoyer en Amérique pour y conduire la guerre contre les Portugais ou y négocier des traités. Belgrano peut être regardé comme le type des quelques hommes qui, dans ces lointaines colonies, songeaient à la chose publique, mais qui cependant, tout en restant fort bons sujets espagnols, avaient, comme cela est naturel, une préférence marquée pour la province ou la colonie qui leur avait donné naissance.

Belgrano avait quitté Buénos-Ayres à l'âge de dix-sept ans, pour aller finir ses études en Espagne. Sorti de l'université vers 1797, il appliqua son esprit à l'étude des sciences politiques, si en vogue alors, et qui devait plus lui sourire que l'étude des *fueros* espagnols. Poussé par un besoin d'apprendre qui caractérise à la fois l'homme et l'époque, il sollicita et obtint du pape la permission de lire les livres prohibés par l'Église, quels qu'ils fussent, à l'exclusion seulement des livres d'astrologie judiciaire et des livres obscènes.

Connaissant plusieurs langues, Belgrano lut Voltaire, Rousseau, Montesquieu, Filangieri. C'était plus qu'il n'en fallait pour que le jeune créole comprît combien son pays aurait à gagner à être régi par une constitution plus libérale. C'est ce qui lui a fait dire dans ses Mémoires : « Je me trouvais en Espagne en 1789. La Révolution française modifiait tellement les idées de quiconque lisait, que moi aussi je ne rêvais plus que liberté, égalité, sécurité, propriété; et tout homme qui faisait obstacle au développement des doctrines nouvelles était considéré comme un tyran qui voulait s'opposer aux volontés de Dieu. »

En le nommant secrétaire du consulado, le ministère espagnol donnait au jeune créole l'occasion de répandre parmi ses

compatriotes ces idées qu'il croyait appelées à changer en peu d'années la face de l'Amérique. Aussi accepta-t-il avec joie cet emploi, en apparence si modeste, mais où il espérait pouvoir travailler au bonheur des colonies espagnoles. Il comptait surtout sur le bon effet que produirait, tant en Espagne qu'en Amérique, un mémoire qu'il devait présenter chaque année sur la Plata, sur les besoins commerciaux et moraux du pays. Sur sa proposition, en effet, le consulado de Buénos-Ayres reçut du ministère espagnol des attributions beaucoup plus étendues que celles des tribunaux de commerce ordinaires. Outre ses fonctions judiciaires, il avait pour mission d'encourager, par tous les moyens possibles, l'agriculture, l'industrie et le commerce. On lui donna en conséquence le titre de *Junta de Gobierno*, et il fut autorisé à prendre, sans en référer à qui que ce fût, mais en ayant cependant, autant que possible, égard aux lois existantes, les mesures propres à développer la richesse de la vice-royauté. Aussi pouvons-nous considérer comme un des événements à noter, pendant l'administration du lieutenant général Arredondo, l'arrivée de Belgrano à Buénos-Ayres en qualité de secrétaire du consulado, vers la fin de 1795.

Promu au grade de gouverneur de la province de Valence en Espagne, Arredondo fut remplacé, en 1795, par le lieutenant général don Pedro Melo, qui mourut en 1799, pendant qu'il représentait encore la personne de S. M. Charles IV, qui gouvernait alors l'Espagne sous la tutelle de sa femme Marie-Louise, qui à son tour était gouvernée par don Manuel Godoy, prince de la Paix. Don Gabriel Avilès, capitaine général du Chili, fut nommé à la place de Melo. Son administration n'eut rien de remarquable.

Le pays n'en prospérait pas moins. La population augmentait, ainsi que le commerce. Don Félix Azara établit quelques villages dans les missions, pour utiliser ces belle prairies qui s'étendent le long de la rive gauche de l'Uruguay; Villarino

remonta jusqu'aux Andes la rivière Noire et en leva la carte. A Buénos-Ayres, Belgrano et Cervino fondaient des colléges et préparaient la nouvelle génération à la lutte qui devait suivre cette longue paix.

Pendant ce temps-là, les hommes d'intelligence étaient travaillés et par les employés plus ou moins encyclopédistes qui venaient d'Espagne, et par les livres qu'avait apportés Belgrano et ceux que possédait Cervino. Ces livres, qu'on se passait sous le manteau, étaient lus avec passion. Comme fait une boule d'alun jetée dans une eau trouble, ils purifiaient l'esprit de ceux qui les méditaient. Les plus ardents même auraient voulu mettre immédiatement en pratique les belles théories qu'ils y trouvaient. Les réunions philosophiques qui se tenaient chez Belgrano n'auraient, on peut le craindre, abouti qu'à former des rêveurs; mais on prenait au consulado l'habitude de discuter avec ordre sur les intérêts généraux, et l'on s'y formait à parler en public. On discutait également à la municipalité; et là encore les orateurs, bien que n'ayant à traiter que d'intérêts locaux, prouvaient qu'ils eussent été capables de déployer leurs talents administratifs sur un plus grand théâtre. Belgrano surtout avait conquis une grande influence parmi les commerçants. Ses rapports annuels, dont nous avons parlé, et auxquels on attachait une grande importance, non-seulement pour ce qu'ils contenaient, mais parce qu'ils devaient *être lus par le roi*, contribuèrent puissamment à accroître son autorité.

Nous avons une preuve remarquable du progrès des idées dans une supplique au roi qui fut présentée à cette époque aux principaux commerçants de Buénos-Ayres, et dans laquelle il était avancé, entre autres choses, qu'un commerçant doit avoir la liberté d'acheter là où il lui convient, et qu'il est naturel qu'il le fasse là où la marchandise est au meilleur marché. Le plus grand nombre, il est vrai, refusèrent leur adhésion à cette pétition, parce qu'elle leur sembla contenir des doctrines subversives; mais elle n'en produisit pas moins un certain effet; car

on vit dès lors se former un parti créole, dont les membres, influents pour la plupart par leurs grandes propriétés territoriales, en étaient venus à considérer les Espagnols venus d'Europe comme un obstacle au progrès.

Les auteurs de cette tentative avortée continuèrent à se réunir, et leurs opinions prirent un caractère de plus en plus exagéré à mesure qu'ils rencontraient une résistance plus grande. On s'habituait, dans leurs cercles, à dire que le pays pourrait être mieux administré que par le roi, qu'une administration plus directement intéressée à sa prospérité le rendrait facilement plus riche et plus fort.

C'était sans doute un point de départ bien insignifiant, mais il en est de l'idée de liberté comme de ces petits nuages qui, dans les régions tropicales, se forment à l'horizon avec des apparences tout à fait inoffensives, et qui sont cependant pour le marin exercé l'indice d'une tempête prochaine.

Mais le marquis d'Avilès n'avait pas l'œil marin. Il prenait connaissance des rapports de Belgrano, il savait que les créoles lisaient Filangieri et Montesquieu et parlaient beaucoup de progrès, de liberté; mais tout cela lui paraissait être sans conséquence aucune, et, appelé, en 1801, à la vice-royauté du Pérou, il remit, sans la moindre crainte pour les prérogatives royales, ses pouvoirs entre les mains de don Juan del Pino et Negrete.

Don Juan del Pino. Etat de la vice royauté au commencement du dix-neuvième siècle. Division administrative. Population. Industrie. Elève du bétail.

Le nouveau vice-roi avait déjà occupé des postes considérables, au Chili comme capitaine général, et, en dernier lieu, à Montévidéo, qui devenait chaque jour plus important, quoique ses habitants fussent bien plus arriérés que les Portenos.

Les idées continuèrent à progresser sous la nouvelle admini-

stration, mais avec une certaine timidité encore, qui peut étonner aujourd'hui. A présent, en effet, tout va vite, les idées comme les voyageurs ; mais cette facilité de locomotion, cette rapidité d'expansion, est un progrès tout moderne ; plus nous nous éloignons de notre époque, plus les mouvements sont lents. Voyez un peu ce qui se passait il y a trois siècles. La patriotique insurrection des provinces flamandes fut un fait à peu près perdu pour l'humanité. Les exploits de Guillaume le Taciturne et de Marnix de Sainte-Ildegonde, l'héroïsme des bourgeois de Harlem, aussi bien que les beaux faits d'armes des gueux de mer, se perdent dans les querelles royales. Les peuples voisins ne s'aperçoivent même pas que dans les marais de Hollande s'agite une question d'une importance vitale pour les masses, et cependant, en 1560, les aïeux de nos pacifiques Hollandais posaient les bases de l'organisation politique moderne.

Cent ans plus tard, cent cinquante avant que le dix-neuvième siècle fît sa grande entrée en scène, Révolution en tête, un beau mouvement se produisait en Angleterre, dont l'humanité devrait se montrer fière comme de la Révolution française. Et pourtant c'est à peine si ce mouvement a quelque retentissement. Les sages doctrines du bon et brave Hampden, l'audace du comte d'Essex, l'exemple donné par la condamnation de Charles Ier, le règne glorieux de Cromwell, la fermeté du colonel Hutchinson, de Sidney et de tant d'autres, passent inaperçus. Mais cette concentration, si l'on peut ainsi dire, de la révolution anglaise, tient peut-être à une autre cause. Les races saxonnes sont des races opaques, qui absorbent pour elles-mêmes la lumière qu'elles produisent ; aussi la révolution anglaise n'a-t-elle eu qu'une seule fille, la révolution des colonies de la Nouvelle-Angleterre, pays également saxon.

En 1801, la Révolution française avait neuf ans, et, soit que les idées commençassent à voyager, soit que les races latines aient le don d'irradier davantage, les idées libérales se formulaient chaque jour plus nettement aux colonies espagnoles. C'est

à cette époque que la presse fit son apparition à Buénos-Ayres, appelant à la vie le vrai roi moderne, l'opinion publique. Don Francisco Cabello y commença la publication d'un journal dont le titre ambitieux indiquait les prétentions encyclopédiques : il s'appelait *Télégraphe commercial, agricole, politique, économique et historique de la Rivière de la Plata*. Cette feuille n'alla pas au delà de huit numéros ; un article critique trop mordant la fit supprimer. Un autre journal plus modéré, le *Semanario de Agricultura*, le remplaça bientôt. Cette nouvelle publication s'occupait surtout d'économie politique et d'agriculture ; elle n'osait s'attaquer aux personnes, mais elle discutait assez librement les actes. Son rédacteur, don Hipolito Vieitès, était créole et du cercle de Belgrano.

Don Juan del Pino ne s'alarmait nullement de ces petits symptômes, et, à vrai dire, il n'en avait point sujet. Il aurait été difficile, en effet, de trouver, même dans l'Amérique coloniale, une contrée où l'autorité rencontrât moins d'opposition.

Le pays que gouvernait don Juan s'étendait de l'Atlantique aux Cordillères des Andes, du cap Horn jusqu'au dixième degré de latitude sud. Le nord de la vice-royauté contenait le lac Titicâca, avec la ville de Puno, la Paz, Oruro, Cochabamba, Chuquisaca, Potosi et Tarija. Ces sept provinces, assez peuplées, étaient habitées par les Indiens Quichuas, qui s'étaient soumis sans arrière-pensée aux conquérants et y formaient les neuf dixièmes de la population. Malgré leur supériorité numérique, c'étaient eux assurément qui donnaient le moins de soucis à l'autorité. Pauvres et craintifs, ils obéissaient à qui les maltraitait, n'ayant aucune idée de droit, de patrie, de liberté. C'était de la matière humaine, des instruments qu'on employait aux travaux domestiques comme aux travaux des champs ou des mines. Si les Espagnols ne les traitaient pas en esclaves, c'est uniquement parce que la loi espagnole le défendait, car, pour

eux, ils n'eussent jamais songé à se défendre. Le salaire qu'on leur donnait, fort ou faible, était employé à payer des messes aux tout-puissants curés, et à une contribution particulière qui pesait sur eux ; espèce de dîme prélevée sur cette population presque idiote, pour lui permettre de jouir d'une liberté personnelle qu'elle ne savait pas apprécier. Couverts de haillons, toujours sales, ne mangeant qu'un peu de maïs, s'enivrant jusqu'à l'abrutissement toutes les fois que l'occasion s'en présentait, ils ne paraissaient d'aucune façon désirer un plus grand bien-être matériel.

Ces parias volontaires, base de la population du nord de la vice-royauté, ne pouvaient, nous le répétons, inspirer aucune inquiétude aux employés du roi, quand même ils eussent pu connaître les aspirations des créoles riches, c'est-à-dire des descendants d'Européens, lesquels, dans leur ambition, croyaient devenir plus riches, plus *importants* surtout, par un changement d'administration.

Quand la révolution éclata, les Quichuas, ces hommes qui parlent encore la langue de l'ancien Tavantisuyou, ces Incas dont on a invoqué le nom dans la Marseillaise de l'Amérique du Sud, suivirent leur penchant naturel, ils obéirent. Armés plus tard par les révolutionnaires, ils faisaient feu sur les troupes espagnoles comme sur les Indiens en uniforme royal formés en bataillons par les Espagnols, ils tiraient sur les soldats de Buénos-Ayres comme sur leurs compatriotes déguisés en soldats de l'indépendance.

A distance, on eût pu croire que ces hommes prenaient parti pour ou contre l'Espagne, qu'ils avaient ce que dans certaines guerres civiles on peut appeler la religion du drapeau. Erreur! les Quichuas ne regardaient pas le drapeau. Je dirais, si l'expression n'était pas trop vulgaire, qu'ils avaient la bosse de l'obéissance. Les prisonniers que Belgrano, chef patriote, faisait au chef royaliste Goyeneche, se battaient avec Belgrano contre Goyeneche, avant même qu'on leur eût changé leur co-

carde; et *vice versa.* Pendant les guerres de l'indépendance, et après, dans les guerres civiles, ils ont été des instruments de guerre, à peu près à l'égal du fusil ou du canon, qui tue Français ou Anglais sans se préoccuper s'il a été fondu à Manchester ou à Saint-Etienne.

Ces sept provinces, plus rapprochées du Pacifique que de l'embouchure de la Plata, commerçaient avec le Pérou. Les relations des familles puissantes de Potosi, Oruro, Cochabamba ou la Paz, étaient plutôt à Lima qu'à Buénos-Ayres. Le bas peuple quichua avait les mêmes instincts, la même manière d'être que celui de Cusco, de Guamanga et de tout l'intérieur du Pérou. Si bien qu'on pourrait dire que ces provinces formaient la partie péruvienne de la vice-royauté de la Plata. Elles étaient partagées en trois intendances : l'intendance de Puno, qui fut réunie à la vice-royauté du Pérou en 1779; l'intendance de la Paz et l'intendance de Potosi. Les fonctionnaires placés à la tête de ces intendances relevaient du vice-roi, mais ils étaient nommés directement par le gouvernement espagnol.

En descendant au sud, on rencontrait, sur le versant oriental de la Cordillère, les provinces de Jujuy, de la Rioja, de San Juan et de Mendoza, que nous nommerons des Andes. A l'est des trois dernières se trouvaient celles de Salta, de Tucuman, de Catamarca, de Santiago del Estero, de Cordova et de San Luis, six provinces qu'on peut nommer du Centre. Enfin, sur les rivières s'étendaient les provinces de Santa-Fé, de Buénos-Ayres, d'Entre-Rios, de Corrientes et du Paraguay. C'était en tout vingt-deux provinces, occupant une superficie un peu plus grande que celle de l'Europe.

Les provinces des Andes, celles du Centre et celles des Rivières étaient habitées par une population assez homogène, mais très-clair-semée et très-éparpillée, s'élevant à peu près à sept cent mille âmes, noyées, pour ainsi dire, dans cette im-

mense étendue, dont elles n'occupaient qu'une bien faible partie. Quelques chacras autour des villes, quelques postes isolés le long des deux routes qui coupaient le pays, l'une de l'est à l'ouest, conduisant de Buénos-Ayres à Mendoza; l'autre du sud-ouest au nord-est, allant de Santa-Fé au Pérou, par Cordova, Tucuman, Salta et Jujuy; près des villes ou dans le voisinage de ces routes, les estancias, où les créoles élevaient leurs bestiaux : voilà tout; le reste du pays était désert.

Cette population était entièrement différente de celle des provinces péruviennes. La classe riche était généralement moins bien partagée que dans l'extrême nord, aussi était-elle obligée de travailler davantage; mais cette vie plus active développait son intelligence et son énergie.

Dans la classe pauvre, l'élément purement indien se faisait moins sentir. Le *péon* (journalier) de Mendoza ou de Santa-Fé, de Salta ou de Buénos-Ayres, aussi ignorant que le Quichua de Puno, était le descendant appauvri de ces hardis conquérants qui vinrent avec Garay ou Robles, ou le sang mêlé des Espagnols et de ces Indiens Aucas que les Incas n'avaient pu dompter. C'était une race ignorante et barbare, mais non une race déchue et dégradée par une oppression abrutissante de plusieurs siècles, comme celle qui avait pesé sur l'ancien Tavantisuyou. Sans beaucoup raisonner leurs sympathies ou leurs antipathies, ces hommes suivaient un drapeau et savaient lui rester fidèles. Habitués à une vie excessivement rude, dormant plus souvent à la belle étoile que sous un toit, toujours à cheval, rompus à la fatigue par les longues distances que leurs occupations de tous les jours les obligeaient de parcourir, ils étaient admirablement préparés pour la vie des camps. En temps de guerre, le gaucho, pour vivre de maraude, n'a rien à apprendre, presque rien à changer à ses habitudes. Les révolutionnaires devaient trouver là l'élément d'une armée. Seulement, cet élément une fois déchaîné, il était fort difficile de l'apaiser, de le faire

rentrer dans l'ordre. Mais, en Amérique comme en Europe, on ne voit d'abord que les moyens de vaincre; l'idée de réorganisation préoccupe rarement les révolutionnaires.

La géographie de ces pays étant peu connue, et sa connaissance important essentiellement à l'intelligence de notre récit, nous croyons devoir donner ici la division administrative de la vice-royauté de la Plata à l'époque où nous sommes arrivés. Elle était partagée en sept intendances, composées chacune d'un certain nombre de provinces. En voici le tableau :

Intendance de Puno.	Puno.	
Intendance de la Paz	Oruro.	
	La Paz.	
	Cochabamba.	
Intendance de Potosi	Chuquisaca.	
	Potosi.	
	Tarija.	
Intendance du Paraguay. . . .	Paraguay.	
Intendance de Buénos-Ayres (le vice-roi intendant).	Corrientes.	
	Entre-Rios.	
	Santa-Fé.	
	Uruguay.	
	Buénos-Ayres.	
Intendance de Salta.	Jujui.	
	Salta.	
	Tucuman.	
	Santiago del Estero.	
	Catamarca.	
	Cuyo. . .	San Juan.
		Mendoza.
		San Luis.
Intendance de Cordova	Cordova.	
	La Rioja.	

Le vice-roi, représentant du roi, avait la suprême intendance du pays entier et l'administration directe des territoires

de Buénos-Ayres, Uruguay, Santa-Fé, Entre-Rios et Corrientes. Le port et les fortifications de Montévidéo (bien qu'enclavés dans le territoire de l'Uruguay), considérés comme un port de refuge et un arsenal pour la marine militaire espagnole, relevaient immédiatement du ministre de la marine. La ville avait un gouverneur particulier placé sous l'autorité du vice-roi, mais qui tenait sa commission directement du roi.

Les intendants, qui nécessairement relevaient du vice-roi, étaient également nommés par la métropole. Et c'était là une mesure sagement entendue : les habitants en inféraient, non sans quelque orgueil, que le roi se préoccupait personnellement de la manière dont ils étaient administrés.

Nous avons insisté sur ces détails administratifs, parce qu'ils ont eu une influence considérable sur l'organisation actuelle de ces pays.

Après avoir dressé en quelque sorte l'inventaire de la population de la vice-royauté, nous croyons devoir, pour n'avoir pas à revenir constamment sur certaines particularités de la guerre de l'indépendance et de la guerre civile qui l'a suivie, initier dès à présent nos lecteurs à l'industrie principale des quatorze provinces, à la manière d'y vivre, ainsi qu'aux ressources que le pays présentait pour la guerre.

En Europe, la disproportion entre la superficie occupée et la population est une des causes de la misère et de l'ignorance, sa compagne; dans les provinces de la Plata, la disproportion inverse produit les mêmes résultats : l'éparpillement de la population sur une trop grande superficie perpétue la barbarie dans laquelle la grande majorité reste plongée.

Les vastes plaines qui s'étendent des rivières aux Andes ne sont pas arides comme les déserts d'Afrique. Des graminées, des herbages plus ou moins nutritifs pour les ruminants, en couvrent la plus grande étendue, et l'on n'a, pour tirer parti de ces immenses pâturages, qu'à y laisser errer en liberté les trou-

peaux, qui s'y multiplient rapidement. On comprend dès lors que dans un pays qui possède une pareille richesse personne ne songe à se livrer aux travaux agricoles, toujours pénibles et souvent chanceux.

L'élève du bétail a toujours été et est encore le plus lucratif comme le plus facile des métiers dans ces contrées, où l'on peut d'ailleurs devenir à si peu de frais propriétaire d'immenses terrains. Car, si fertile que soit la terre, quand les champs ne sont pas divisés, quand aucun travail ne vient en aide à la nature, il faut une vaste étendue de terre pour nourrir un petit nombre d'animaux.

Dans les campagnes de la Plata, une superficie d'une lieue carrée peut nourrir, terme moyen, deux mille têtes de bétail; c'est à peu près un animal par douze arpents. Il faut donc, pour former une ferme de six à huit mille têtes de bétail, posséder trois à quatre lieues de terrain, ce qui, en Europe, suffirait pour le domaine d'un grand propriétaire foncier, ayant rang parmi les puissants du pays. Dans la Plata, avant la révolution surtout, une estancia d'une lieue de front sur trois de profondeur était le petit coin de terre qu'ambitionnait le maître charpentier pour y finir ses jours. Le moindre boutiquier qui voulait faire un sort à l'un de ses enfants peu intelligent, et qu'il ne jugeait pas apte aux opérations compliquées du commerce, lui achetait pour le moins une *suerte* d'estancia.

Les travaux, dans ces estancias, étaient et sont encore excessivement simples. Toute l'industrie de l'éleveur de bestiaux, dans les plaines de la Plata, est basée sur l'habitude qu'ont les bestiaux de dormir toujours à la même place. Pour ne pas trop s'éloigner de leur gîte, ils paissent dans les alentours et vont s'abreuver à l'endroit le plus proche, et toujours au même. Cet instinct est si puissant qu'on a vu bien souvent des animaux, transportés à quarante ou cinquante lieues de leurs pâturages habituels, y revenir avec une incroyable rapidité. C'est ce même amour du lieu auquel ils sont habitués qui permettait,

avant les télégraphes électriques, d'employer les pigeons messagers. Mais le temps, ce grand destructeur de tous les amours, chez les bêtes comme chez les hommes, fait que les animaux oublient pour une nouvelle *querencia* le lieu où ils ont été élevés.

Pour habituer un troupeau à une nouvelle localité, il suffit de trente à quarante jours; mais c'est une rude besogne, car, pendant ce temps, il faut toujours être à cheval, et exercer une surveillance de tous les instants, la nuit comme le jour. On doit, pendant la journée, maintenir les animaux dans un espace donné, les rassembler à la nuit là où on veut les faire dormir, et rôder constamment autour d'eux, de peur qu'ils ne retournent à leur ancienne *querencia.* La garde d'un troupeau de quatre à cinq cents têtes, dans ces circonstances, demande quatre hommes et dix à quinze chevaux. C'est là le plus grand travail qu'exige l'établissement d'une estancia. Mais, une fois l'installation faite, deux hommes suffisent pour gouverner une ferme de cinq cents à mille têtes; car, non-seulement un troupeau de quatre à cinq cents animaux s'habitue à dormir dans le même endroit, mais chaque animal s'y couche toujours à la même place. Aussi, pour peu que le pâtre ait l'habitude de son troupeau, il lui est facile de voir d'un coup d'œil, et sans être obligé de compter, s'il est au complet.

Outre cette habitude, les animaux, en sortant le matin du *rodeo* (le parc où ils ont passé la nuit), se partagent en petits groupes, généralement composés des mêmes individus, qui paissent ensemble, s'abreuvent ensemble et rentrent ensemble. De sorte que le gardien d'un troupeau qui l'a observé trois ou quatre mois sait dans quel endroit il doit chercher tel ou tel animal, à quelle heure et où il va s'abreuver, quel détour il fait le matin pour gagner son pâturage, et le chemin qu'il suit pour rentrer au gîte.

Nous avons dit que les troupeaux se multiplient avec une étonnante rapidité dans ces immenses plaines, où les épizooties

sont inconnues; ils y doublent en trois ans. Ainsi celui qui commence avec cent têtes de bétail, à la garde desquels deux bergers suffisent, en aura deux cents la troisième année, quatre cents la sixième, huit cents la neuvième, et ainsi de suite tant que ses pâturages y suffiront. Et il peut retirer de son capital un très-bel intérêt : un mâle, en effet, suffisant à douze ou quinze femelles, il peut, indépendamment de ceux qu'on abat pour la consommation des bergers, vendre une partie des mâles aux établissements qui préparent les viandes salées pour l'exportation, sans diminuer la reproduction annuelle.

D'après ce que nous venons de dire, un propriétaire de six lieues de terrain, étendue moyenne des fermes dans la vice-royauté au commencement de ce siècle, qui commençait avec un troupeau de six cents animaux, pouvait, tout en couvrant ses dépenses, espérer en avoir de neuf à dix mille au bout de douze ans, c'est-à-dire autant que ses pâturages en pouvaient nourrir. Arrivé à ce point, sa fortune était faite; il pouvait dès lors aisément vendre chaque année un tiers de son troupeau, que la reproduction suffisait pour maintenir au complet. La vente de trois mille animaux donnait, à 10 fr. l'un, une rente de 30,000 fr., ce qui, dans un pays où tout était à un bon marché excessif, équivalait à une fortune de plus de 150,000 fr. en France.

C'est donc à cette facilité de s'enrichir que nous devons attribuer la grande aisance des habitants de la Plata au commencement de ce siècle.

Mais si le résultat matériel de cette industrie était bon, l'effet moral était loin d'être aussi satisfaisant. La Plata se peuplait de bêtes à cornes, de chevaux et de moutons, mais très-peu de citoyens. La nécessité de vivre à de très-grandes distances des centres isolait le petit nombre de pasteurs qui occupaient ces immenses superficies, et l'homme en face du désert devient sauvage. L'enfant vivant à dix ou quinze lieues d'un

village ne pouvait aller à l'école; l'école elle-même ne pouvait subsister faute d'élèves : aussi les populations des campagnes, en 1800, étaient-elles bien plus arriérées que les soldats qui étaient venus d'Espagne en 1545.

L'isolement n'était pas l'unique mal moral dont avaient à souffrir les habitants de la Plata. La vie du pasteur de ces contrées ne ressemble guère à celle de ces bergers à l'eau de rose représentés par les poëtes et les peintres du siècle dernier. Leur unique occupation était de courir à cheval et de tuer. Or tuer des animaux fait la main au couteau, et qui a l'habitude d'abattre un taureau, de plonger ses bras dans le sang chaud, a moins de répugnance à voir couler le sang, à tuer un homme, que le meunier ou l'agriculteur. Ainsi l'industrie même du pays rendait l'homme ignorant en l'isolant, barbare et cruel en l'habituant à répandre le sang.

De toutes ces causes il résultait un profond antagonisme entre l'homme de la ville et l'homme de la campagne, antagonisme qui sommeillait encore sous le régime colonial, mais qui devait éclater à la première occasion.

Parmi les provinces sur lesquelles le vice-roi étendait son autorité, il en était une dont la population différait essentiellement des Quichuas des provinces péruviennes et des gauchos des autres provinces. Nous voulons parler du Paraguay, berceau de la colonisation espagnole. Éloigné des côtes de l'Océan, des ports où débarquaient les Européens, le Paraguay ne s'était point ressenti du mouvement commercial qui avait imprimé une si puissante vitalité à Buénos-Ayres. Le courant de l'émigration avait cessé de s'y diriger depuis que les Espagnols avaient perdu tout espoir de faire de l'Asuncion une étape pour arriver au Pérou, et son importance avait promptement décru. Cependant le climat, bien qu'énervant, était si sain, les femmes guaranies étaient si fécondes et la vie si facile, que le pays, tout en s'appauvrissant, avait grandi en population, pendant

que les créoles du Sud guerroyaient avec les Portugais. Mais cette population, déprimée encore par les missions, avait perdu l'énergie qui caractérisait les premiers conquérants. Le sang mêlé qui coulait dans ses veines, et que ne retrempaient jamais les alliances avec les nouveaux arrivants d'Europe, avait fait des Paraguayos un peuple de moutons semblable aux Guaranis du temps d'Irala, et tout aussi ignorant. Ainsi fermé et devenu de plus en plus indien, le Paraguay se trouvait dans une position exceptionnelle, formant comme une colonie dans la colonie et ne prenant aucune part aux événements qui se préparaient à Buénos-Ayres; c'était un élément absolument négatif, dont le rôle dans l'avenir de la colonie ne pouvait qu'être également négatif.

Tel était l'état de la vice-royauté quand don Juan del Pino, dont l'administration passa inaperçue, mourut à Buénos-Ayres, le 11 avril 1801. Il eut pour successeur le marquis de Sobremonte, désigné, selon la coutume, dans un pli royal dont la cour suprême de justice était dépositaire, et qu'elle ne devait ouvrir qu'après la mort du vice-roi en fonctions.

Sobremonte. Apparition des Anglais dans les eaux de la Plata. Puirredon et Liniers. Occupation de Buénos-Ayres par les Anglais : ils en sont chassés par Liniers.

A l'avénement de Sobremonte comme neuvième vice-roi de la Plata, en 1804, l'Europe souffrait de la guerre comme d'une épidémie dont on ne pouvait prévoir la fin. Napoléon régnait en France, et la rivalité entre Saxons et Gaulois était arrivée au paroxysme d'une haine implacable. Charles IV, qui régnait alors en Espagne, voulait rester en dehors de la querelle; mais, pour conserver la paix à la péninsule et à ses vastes colonies, il crut devoir aider Napoléon dans sa lutte contre les Anglais, en prêtant à la France 30 millions par mois. Les Anglais répondirent à ce qu'ils qualifiaient d'acte déloyal par un acte de pira-

terie. Quatre transports espagnols qui venaient de la Plata furent attaqués et pillés en pleine paix. Cette prouesse de corsaire décida le roi Charles à s'unir à la France contre l'Angleterre. On sait le résultat : Nelson détruisit la marine espagnole, le 19 octobre 1805, à Trafalgar. Ce fut pour l'Espagne un irréparable désastre, mais ce désastre tourna au profit des colonies de l'Amérique du Sud, qui lui durent en grande partie leur affranchissement.

Pendant que la tempête et les canons de Nelson accomplissaient leur œuvre de destruction sur les côtes d'Espagne, le gouvernement anglais envoyait sur les côtes de l'Amérique une petite armée de six mille six cent cinquante hommes, aux ordres de sir David Baird. Cette expédition, dont la destination avait été tenue secrète, se dirigea vers le Brésil, alors allié des Anglais.

Lorsque la nouvelle de son arrivée à Rio-Janeiro parvint à Buénos-Ayres, Sobremonte, craignant qu'elle n'eût pour destination sa vice-royauté, et croyant que les Anglais attaqueraient de préférence Montévidéo, s'y transporta avec toutes les troupes dont il pouvait disposer, abandonnant Buénos-Ayres à ses propres forces. Il se hâta de mettre en bon état de défense la ville de la rive gauche. Ses préparatifs étaient terminés, quand il apprit que les Anglais avaient cinglé vers l'ouest, et qu'en janvier 1806 ils avaient pris possession du cap de Bonne-Espérance, colonie hollandaise qui leur avait semblé bonne à prendre, du moment que les Hollandais d'Europe n'avaient pu résister à Napoléon.

Sobremonte, complétement rassuré, retourna à Buénos-Ayres. Et pourtant sa première inspiration avait été bonne, car les Anglais, tout en allant prendre le Cap, n'avaient pas perdu de vue les colonies espagnoles, qui, comme les colonies hollandaises, étaient à leurs yeux coupables de paix avec la France.

L'opinion générale en Angleterre était que les colons de race

latine de l'Amérique du Sud n'attendaient que l'occasion de secouer le joug de l'Espagne, comme les Saxons du Nord avaient secoué le joug de l'Angleterre à la fin du siècle précédent. Cette opinion avait été surtout fomentée par le général Miranda, qui, banni de France, avait longtemps résidé en Angleterre. Miranda, né à la Nouvelle-Grenade, était un de ces précurseurs dont la vie souvent n'est qu'une suite de déboires et de déceptions, mais qui n'en frayent pas moins sûrement la voie à ces révolutions qui changent la face des nations, et qu'eux-mêmes cependant voient rarement s'accomplir. Solliciteur infatigable, il avait fini par persuader aux Anglais qu'ils n'avaient qu'à se montrer pour être acclamés comme des libérateurs par les colonies espagnoles. On s'était d'autant plus volontiers laissé aller à cette illusion que la proie semblait des plus tentantes. L'Amérique espagnole n'avait pas encore perdu sa vieille réputation de pays de l'or et de l'argent. Les bonnes âmes protestantes ne parlaient que des immenses richesses entassées dans les églises, les économistes que des monceaux d'argent monnayé empilés dans les douanes. Quant aux marins et aux soldats, ils sont partout et toujours les mêmes, depuis ceux qui s'embarquèrent pour aller conquérir la toison d'or jusqu'à ceux qui naguère ont pillé le palais d'été du fils du Ciel; on ne les a jamais vus nulle part, en aucun temps, insensibles à la perspective d'un riche butin.

On ne s'étonnera point, d'après tout cela, que les commandants de l'expédition dont nous venons de parler, une fois maîtres du Cap, aient songé à tenter un coup de main sur les rives de la Plata. Un débarquement dans ces parages leur paraissait facile. S'ils réussissaient, ils ajoutaient un nouveau fleuron à la couronne d'Angleterre; s'ils ne parvenaient point à s'emparer du pays, tout du moins ils y auraient jeté l'inquiétude et obligé l'Espagne à en renforcer les garnisons, ce qui l'affaiblirait d'autant en Europe.

Baird, qui commandait les soldats, et sir Home Popham, qui commandait la flotte, se décidèrent donc à envoyer une petite armée à Buénos-Ayres, dont ils avaient su la faiblesse par Twine, capitaine américain qu'ils trouvèrent au Cap, et qui avait touché à Buénos-Ayres lorsque Sobremonte venait de dégarnir sa capitale pour fortifier Montévidéo. Popham prit lui-même le commandement de la flottille, sur laquelle s'embarquèrent mille six cent trente-cinq hommes aux ordres de sir W. Beresford, force jugée suffisante, d'après les renseignements fournis par le capitaine yankee, pour prendre une ville où ne se trouvait pas un seul homme de troupes régulières.

Le 6 juin, les vaisseaux de Popham arrivèrent à l'embouchure du grand fleuve, qu'ils remontèrent difficilement, car ce ne fut que le 25 qu'ils atterrirent à cinq lieues au sud de Buénos-Ayres, près du petit village de Quilmès.

Cependant, dès le 17, le vice-roi avait su l'arrivée de la flotte ennemie en rivière, et il avait aussitôt commencé ses préparatifs de défense. Mais, dans l'impossibilité de communiquer avec Montévidéo, puisque les Anglais étaient maîtres du fleuve, il ne put que réunir les milices et faire encaisser tout l'argent monnayé qui existait au Trésor et qu'il fit transporter à Lujan, petite ville à cinq lieues dans l'intérieur des terres.

Le 25, les Anglais débarquèrent sans être inquiétés. La nuit qui suivit fut horriblement agitée à Buénos-Ayres; la cloche d'alarme ne cessa de sonner. Le vice-roi, convaincu de l'inutilité de toute résistance, ne songeait qu'à bien préparer sa fuite. Au point du jour, un corps de sept cents cavaliers, mal armés, réunis à la hâte, sortit de la ville avec six pièces d'artillerie, et marcha résolûment au-devant des envahisseurs.

Aussitôt que les vedettes anglaises eurent signalé leur approche, Beresford, formant sa petite armée en bataille, s'avança à leur rencontre; mais aux premiers coups de feu des éclaireurs anglais, les sept cents cavaliers se dispersèrent, laissant la

moitié de l'artillerie au pouvoir de l'ennemi, et Beresford put s'approcher jusqu'au faubourg de Barracas, où il campa le 26 au soir.

La nuit suivante, le vice-roi abandonna la ville à son sort, et partit avec sa famille pour l'intérieur. Les autorités espagnoles ne songèrent plus dès lors qu'à capituler. Le général Quintana, qui commandait les milices, formula quelques conditions qu'il fit porter à Beresford, dont les troupes s'étaient déjà mises en mouvement. Le général anglais répondit verbalement qu'il accorderait ce qu'on lui demandait une fois qu'il aurait pris possession de la ville; et ses colonnes continuèrent à avancer. A trois heures de l'après-midi, elles occupèrent la place principale et le fort, et le drapeau anglais fut hissé sur les édifices d'où le drapeau espagnol venait d'être abattu.

Le 28, la municipalité reçut l'ordre de remettre aux Anglais le trésor public, ainsi que l'argent envoyé par le vice-roi à Lujan; les vainqueurs laissant à entendre que, si cet argent ne leur était pas livré, Buénos-Ayres aurait à souffrir toutes les rigueurs de la guerre. La municipalité, craignant que la ville ne fût livrée au pillage, écrivit au vice-roi pour le dissuader de continuer une guerre inutile et le prier de renvoyer l'argent, lui représentant que les maux que son refus ferait tomber sur la ville seraient bien plus grands que la perte de quelques milliers de piastres. Le vice-roi, qui n'avait pu, dans sa fuite précipitée, emporter ses meubles, s'émut à la pensée qu'ils pourraient devenir la proie des Anglais, et cette grave considération le détermina à accéder aux vœux de la municipalité. Le lieutenant Athburton partit donc sous l'escorte d'un détachement anglais pour Lujan, d'où il revint le 5 juillet avec quatre chariots chargés d'un demi-million de piastres. Ce trésor fut aussitôt transporté à bord du *Narcise*, grosse frégate que montait sir Home Popham, avec tout l'argent monnayé qui se trouvait dans les caisses publiques. Le tout fut envoyé à Londres, où l'argent

de Buénos-Ayres eut les honneurs du triomphe avant de s'engouffrer dans les caves de la Banque d'Angleterre (1).

Quand les Anglais eurent l'argent à bord, ils publièrent les conditions qu'ils accordaient au peuple conquis, qui devrait préalablement jurer foi et hommage au roi de la Grande-Bretagne. L'exercice du culte catholique serait libre, la propriété serait respectée, tous les bâtiments marchands pris dans le port seraient restitués, le commerce serait libre comme dans les colonies anglaises, les autorités civiles et judiciaires qui jureraient fidélité à l'Angleterre seraient conservées dans leurs fonctions.

Cependant la grande majorité des Buénos-Ayriens ne voyaient pas sans étonnement ce qui se passait. La plupart des employés prêtèrent le serment exigé par les Anglais. La haute société coloniale ouvrit ses salons; les Anglais, de leur côté, donnèrent des fêtes; on dansa; les belles Portenas se promenèrent avec les officiers supérieurs. La paix, enfin, paraissait cordialement établie entre les envahisseurs et la classe la plus riche.

Le peuple et quelques mauvaises têtes s'indignaient de voir que mille six cents hommes dominassent si facilement une ville de soixante mille âmes. Sobremonte, de son côté, s'efforçait de rassembler les milices de la campagne; mais il ne trouva personne qui voulût le suivre. Il prit alors le chemin de Cordoue,

(1) Voici le détail de ce que l'occupation anglaise coûta à Buénos-Ayres :

Le reçu donné par Popham de l'argent qu'il avait à son bord s'élevait à.		1,438.514 piastres
Les Anglais dépensèrent à Buénos-Ayres. .	209,176 p.	300 316 —
Ils laissèrent en caisse, quand ils abandonnèrent la ville.	91,130	
		1,138,198 piastres
La Banque d'Angleterre reçut seulement		1,086,208 piastres
Ce qui ferait supposer que sir Home Popham laissa tomber probablement en comptant, et sans se donner la peine de les ramasser.		51,990 piastres

donnant avis aux tribunaux qu'il y transportait la capitale. Il n'y avait dans tout cela rien qui parût devoir beaucoup inquiéter les Anglais. Beresford, pourtant, malgré la soumission en apparence si complète de Buénos-Ayres, comprenait que sa position n'était rien moins qu'assurée. Aussi s'empressa-t-il de demander à Baird des renforts qui lui permissent de conserver sa conquête. Il songeait aussi à s'emparer de Montévidéo; mais, comme cette place était gardée par des troupes régulières, il ne pouvait se flatter d'en avoir aussi bon marché que de Buénos-Ayres. Bien qu'elle fût étroitement bloquée par les vaisseaux de sir Popham, les mécontents de Buénos-Ayres pouvaient néanmoins communiquer avec les troupes royales en faisant un long détour par San Fernando, les îles et l'Uruguay.

A la tête des patriotes, dont les menées inquiétaient Beresford, figuraient don Martin Puirredon et un officier français, Jacques Liniers, depuis trente ans au service d'Espagne. Ce dernier, après avoir été pendant longtemps gouverneur des missions, occupait l'emploi bien secondaire de capitaine du petit port de Ensenada, lorsque les Anglais s'emparèrent de Buénos-Ayres. C'était un homme actif, brave, entreprenant, quelque peu écervelé, et sans autorité dans le caractère. Aussitôt qu'il avait appris le triomphe des Anglais, il avait demandé et obtenu la permission de venir voir sa famille à Buénos-Ayres; mais il avait refusé de prêter serment. Il s'était bien vite aperçu que le peuple n'acceptait pas avec la même résignation que les riches colons la domination anglaise; il comprit que les gauchos des campagnes environnantes pourraient aider à un mouvement si on savait flatter leurs instincts en donnant à la lutte le caractère d'une guerre de partisans, où ils pourraient se battre à leur façon sans être astreints à une discipline trop sévère. Un peu d'audace et de bonheur, et il devrait avoir facilement raison d'un ennemi si peu nombreux.

Son plan bien arrêté, Liniers quitta furtivement Buénos-Ayres et parvint heureusement à Montévidéo. Il fit part de ses

projets au général Ruiz Huidobro, qui commandait la place, et lui demanda quelques troupes, avec lesquelles, assurait-il, il obligerait les Anglais à se rembarquer. Puirredon, Herrera et Arroyo, qui l'avaient précédé, avaient déjà fait au gouverneur des ouvertures dans le même sens.

Huidobro aida de tout son pouvoir ces hommes dévoués, qui d'ailleurs ne mettaient aucune condition à leurs services. Puirredon, Herrera et Arroyo furent envoyés dans les campagnes pour y prêcher la croisade. Pendant ce temps, une petite armée, composée des soldats réguliers que Sobremonte avait amenés à Montévidéo lors de la première apparition de la flotte anglaise aux côtes du Brésil, et placée sous les ordres de Liniers et du capitaine Concha, était dirigée sur la Colonia, où les attendait une flottille d'embarcations légères, qui pouvaient défier les gros bâtiments anglais dans les eaux basses des îles du Parana. Favorisée par un fort brouillard, elle passa sans encombre de la rive gauche sur la rive droite, et débarqua à sept lieues au nord de Buénos-Ayres.

Déjà Puirredon et les quelques hommes qu'il avait décidés à courir la campagne avaient eu une rencontre avec les Anglais. Une colonne anglaise, forte de cinq cents hommes et de trois petites pièces de campagne, était sortie de Buénos-Ayres pour chasser les rebelles (c'est le nom dont Beresford honorait les partisans de Puirredon) de Moron, d'El Pilar et de Lujan, petits villages où l'on ne craignait point de crier contre les envahisseurs. Puirredon eut l'imprudence d'attendre les Anglais. Aux premiers coups de feu des tirailleurs, ses hommes se débandèrent; mais, au lieu de fuir, ils se mirent à courir en cercle autour de l'ennemi. Quelques cavaliers, dans cette étrange manœuvre, arrivèrent par hasard près d'une des pièces d'artillerie; ils chargèrent résolûment les artilleurs, et réussirent à s'emparer de la pièce, ainsi que d'un caisson de munitions. Après cet exploit, les partisans se dispersèrent, et la colonne anglaise rentra à Buénos-Ayres fort mortifiée de l'échec que lui avait infligé un

ennemi si peu redoutable, mais qui par sa mobilité extrême n'offrait aucune prise.

Quand Liniers arriva à San-Fernando, il n'était question que de la prise de ce canon, prise que les gauchos, non moins vantards que des Andalous, présentaient comme une importante victoire. Sa petite armée se composait de soixante-six grenadiers de Buénos-Ayres, deux cent vingt-sept dragons, cent cinquante-huit volontaires, cent quarante Catalans, cent artilleurs, trois cents marins espagnols, soixante marins des îles, et enfin de soixante-treize hommes d'un corsaire français qui voulurent prendre part à l'affaire : en tout, onze cent vingt-quatre hommes, ayant avec eux deux obusiers, deux gros canons de dix-huit et quatre canons de quatre. Il comptait d'ailleurs que, dans sa marche vers Buénos-Ayres, bon nombre des héros de la dernière bataille se réuniraient à lui. Il s'avança donc résolûment sur la ville.

Le 10 août, dans l'après-midi, il arriva à l'entrée du faubourg du Nord, sans que les Anglais eussent eu vent de sa marche. Sa petite armée avait presque triplé, mais les hommes qui s'étaient joints à lui étaient pour la plupart sans armes. Il ne les avait pas moins accueillis avec plaisir ; ils faisaient nombre et contribuaient à donner à son armée un aspect plus imposant. Ces hommes, du reste, aidaient aux transports, et on pouvait au besoin les employer à d'utiles diversions.

Dans la matinée du 11, Liniers envoya un parlementaire à Beresford pour le sommer de se rendre. Celui-ci répondit qu'il se défendrait. Les Américains pénétrèrent résolûment dans la ville et s'emparèrent d'un édifice où ils établirent leur quartier général. Bientôt les Anglais, harcelés de toutes parts, furent obligés de concentrer leur défense dans la place centrale et les rues voisines. Le 12, au matin, les tirailleurs catalans et les hommes du corsaire français arrivèrent jusque sous les murs de la cathédrale, dont la façade regardait la place. Alors commença cette guerre de rues que tout peuple connaît, et qui est

toujours fatale aux troupes de ligne. Des balcons, des toits des maisons, on faisait pleuvoir des projectiles de toute nature sur les malheureux Anglais, qui furent refoulés dans la place et forcés d'abandonner les rues qui y aboutissaient. Liniers put alors faire avancer son artillerie et mitrailler les Anglais groupés autour du fort. Kennet, capitaine du génie, l'ami et le secrétaire de Beresford, tomba mort à ses côtés. Le bruit de la fusillade, les cris de près de quinze mille hommes qui de tous côtés harcelaient les Anglais, les assourdissaient et ne permettaient plus d'entendre les ordres de leurs chefs. Bientôt Beresford se vit obligé de s'enfermer dans le fort, où il entra le dernier. Mais une fusillade meurtrière renversait tous les soldats qui se montraient sur les murailles, dominées par les toitures plates des maisons, d'où l'on pouvait, à l'abri de leurs balles, diriger sur eux un feu meurtrier.

Voyant que toute résistance serait inutile, Beresford fit hisser un pavillon parlementaire; mais les assaillants ne comprirent pas ce signal, et le feu continua, mieux nourri à mesure que de nouveaux combattants prenaient position sur les toits. Les Anglais alors hissèrent le drapeau espagnol, et Beresford se présenta sur les remparts, d'où il jeta son épée dans le fossé. Le feu cessa immédiatement.

Les deux généraux se rencontrèrent bientôt à la porte du fort, et Liniers accorda à son brave adversaire les honneurs de la guerre. Une heure après, les vainqueurs, formés en haie, voyaient défiler sur la place Beresford avec son état-major et le fameux soixante-onzième de ligne, qui s'était distingué aux États-Unis et à Saint-Jean d'Acre. Ces vétérans durent remettre leurs armes et leurs drapeaux à la jeune armée de Liniers, et restèrent tous prisonniers de guerre.

Ainsi finit la première occupation anglaise; elle avait duré quarante-sept jours.

Ce fait d'armes avait une importance d'autant plus grande qu'il avait été accompli par le peuple de Buénos-Ayres seul. Il

devait être plus funeste au gouvernement espagnol, qui s'était montré impuissant à défendre ses possessions, qu'aux Anglais eux-mêmes. C'était pour lui un premier échec, qui prouvait combien Miranda avait raison quand il disait que, quel que fût le résultat d'une expédition anglaise contre les colonies, l'Espagne ne pouvait qu'y perdre.

Liniers élu à la place de Sobremonte, déposé. Organisation des milices nationales. Nouvelle expédition des Anglais. Ils s'emparent de Montévidéo et s'établissent sur la rive gauche. Witelocke. Expédition contre Buénos-Ayres. Combat de Miserere. L'alcade Alzaga. Belle défense de Buénos-Ayres. Défaite des Anglais; ils sont contraints d'évacuer le territoire de la Plata.

Buénos-Ayres, après cette victoire, se trouva maîtresse de ses destinées. Le vice-roi avait fini par réunir quelques milices, et il s'avançait vers la capitale suivi d'une troupe assez nombreuse. Mais son incapacité et sa lâcheté l'avaient rendu odieux aux Porteños, qui, fiers de leur triomphe, résolurent de ne plus se laisser gouverner par un pareil homme. Sans donc s'inquiéter de son prochain retour, la municipalité, l'unique autorité qui fût restée debout, convoqua les principaux habitants pour élire un gouvernement.

L'assemblée eut lieu le 14 août, quarante-huit heures après la victoire. Mais à peine les notables se trouvèrent-ils ainsi réunis pour la première fois, que la salle fut envahie par le peuple, demandant à grands cris que l'autorité civile et militaire fût confiée à Liniers. Les notables cédèrent à la pression de la multitude, et Liniers fut élu. Une commission formée des principaux magistrats de la vice-royauté fut nommée en même temps pour aller notifier à Sobremonte ce premier décret du peuple de Buénos-Ayres.

Les commissaires trouvèrent le vice-roi à une cinquantaine de lieues au nord de Buénos-Ayres. Sobremonte reçut fort mal les décisions qu'ils avaient à lui communiquer, mais, faisant

contre fortune bon cœur, il confirma Liniers dans les fonctions de gouverneur auxquelles le peuple l'avait appelé, et, changeant de route, il se dirigea vers Montévidéo, avec les milices qui s'étaient groupées autour de lui, pour défendre cette place, encore menacée par les vaisseaux de Popham.

Le même jour où le peuple signifiait ainsi sa déchéance au vice-roi, l'assemblée prit une autre décision non moins importante : elle décida que la ville serait mise en état de défense, afin qu'elle fût prête à repousser une nouvelle invasion, à laquelle on s'attendait, car on n'ignorait pas que Beresford avait demandé des renforts à Baird et en Angleterre. C'était encore là un fait gros de conséquences pour l'avenir. Le peuple s'habituait ainsi à se gouverner par lui-même, et il devait en venir à penser que des fonctionnaires librement élus valaient mieux que ceux qu'on envoyait d'Espagne. Personne cependant ne pensait encore à se séparer de la métropole.

Quoique l'autorité de Liniers eût été acceptée par tous, le peuple ne laissait pas d'en surveiller l'exercice, et il ne tarda pas à en donner la preuve. Liniers, en soldat généreux qu'il était, après avoir eu Beresford et ses Anglais à sa discrétion, leur avait accordé une espèce de capitulation qui n'avait en réalité pour but que de couvrir l'honneur d'un brave ennemi. Cependant, aussitôt qu'elle fut publiée, Beresford ne craignit pas de demander qu'elle fût exécutée à la lettre. Le peuple se réunit aussitôt, et, pour l'apaiser, Liniers fut contraint de se présenter et de déclarer quelles avaient été ses intentions toutes bienveillantes. Mais la foule ne voulut rien entendre, et le vice-roi fut contraint de retirer les concessions que, dans sa générosité un peu chevaleresque, il avait faites au général anglais.

Quand l'agitation se fut un peu calmée, la municipalité songea à envoyer des explications en Espagne. Elle choisit pour ambassadeur Puirredon, le héros de la journée au canon, afin

que l'on sût que, si Liniers avait beaucoup fait, le peuple, dont Puirredon se croyait le représentant, pouvait réclamer une large part dans la victoire.

Les quelques esprits avancés qui commençaient à songer à l'indépendance, et parmi tous un certain Moreno, exploitèrent habilement cette rivalité naissante entre le peuple et le vice-roi nouvellement élu. Ce furent ces hommes qui suggérèrent l'idée de former l'armée destinée à la défense de Buénos-Ayres par bataillons ayant pour base la nationalité. Ainsi il y eut des bataillons de Catalans et de Galiciens, composés de péninsulaires, et des bataillons plus nombreux de créoles. Les habitants de la ville fournirent trois bataillons d'infanterie, qui prirent le titre de bataillons patriotes, et un autre bataillon d'Arribenos. Parmi les milices indigènes figuraient encore un corps de mulâtres et de noirs, quelques artilleurs indiens, et six escadrons de cavalerie composés de gauchos de la campagne. Les officiers de cette milice patriote avaient tous été élus par leurs soldats.

Pendant que la colonie espagnole se préparait à la guerre et s'habituait aux allures des gouvernements libres, l'Angleterre bâtissait les plus beaux plans sur les triomphes et les conquêtes qu'elle se promettait dans l'Amérique méridionale. Les ministres anglais, tout en parlant à Miranda d'émancipation, y voyaient déjà un pendant à leur grand empire indien, où, précédés par les Portugais, les Espagnols, les Français et les Hollandais, ils avaient fini par rester seuls maîtres, comme ces prêteurs sur immeubles qui finissent par devenir propriétaires des maisons laborieusement élevées par les entrepreneurs.

La prise de Buénos-Ayres avait été bruyamment fêtée à Londres. C'était, pour les fabricants, de nouveaux marchés à approvisionner; pour la noblesse, des places à donner aux cadets de famille; pour l'amirauté, un pas de plus vers le complétement de ce grand réseau de ports de refuge, cette idée fixe

dont elle a poursuivi et poursuit encore la réalisation avec une si admirable constance, depuis que Drake et Blake ont révélé à leur pays que c'est de l'empire des mers que l'Angleterre doit attendre sa prépondérance. Baird, qui se trouvait toujours au Cap, reçut l'ordre d'envoyer 1,400 hommes de renfort à Beresford. Le 11 octobre 1806, une flotte commandée par l'amiral Sterling et portant 4,350 hommes, aux ordres de sir Samuel Auchmuty, partit pour la Plata. Sterling devait remplacer sir Home Popham, rappelé pour rendre compte de ses actes. Enfin, le 12 novembre, une autre expédition, composée de 4,391 hommes, sous le commandement du général Crauford, se dirigea vers le Chili.

Le plan était bien conçu; sa réussite aurait complété pour l'Angleterre son système de ports dans le monde austral; elle aurait eu dans l'Atlantique Sainte-Hélène et le Cap, sur la route de Maurice et Singapour; puis l'embouchure des grandes Rivières et les ports de la Patagonie, dont elle eût fait des villes; dans le Pacifique, les baies admirables du sud du Chili, qui se trouvaient sur la route de ce monde des îles que le brave Cook avait montré à la race saxonne et où elle est parvenue à fonder un des grands centres de sa puissance.

Le succès de cette combinaison aurait peut-être singulièrement changé la face du monde. Les Anglais maîtres du Chili et de Buénos-Ayres, l'Amérique, indépendante aujourd'hui, était perdue pour les races latines. Les descendants de Guillaume de Normandie, sur qui d'autres peuples ne peuvent s'enter, se greffent admirablement sur n'importe quelles races. Ils sont comme le yaguey, plante parasite des forêts tropicales, qui naît au haut des arbres. C'est d'abord une petite pousse verte, avec de maigres filaments pour racines, qui semble demander protection à l'arbre qui l'a accueillie; mais bientôt elle l'a tellement enveloppé dans ses inextricables filaments, qu'elle finit par le faire disparaître si complétement que l'on croit être à l'ombre

d'un immense yaguey, lorsque l'on est à l'ombre d'un grand arbre recouvert par la plante parasite.

Mais la décision des créoles et l'audace de Liniers dérangèrent tous ces beaux plans de l'amirauté anglaise.

Les 1,400 hommes venus du Cap arrivèrent en rivière après la délivrance de Buénos-Ayres. Popham comprit qu'il n'était plus temps de songer à cette ville. Montévidéo lui-même était trop bien préparé à la défense pour qu'il pût le réduire avec les forces insuffisantes dont il disposait. Il se dirigea donc sur Maldonado, petit port de la rive gauche, à trente lieues à l'est de Montévidéo, où il débarqua sans peine et attendit de nouveaux renforts.

Aussitôt que l'on sut en Angleterre la défaite de Beresford, le ministère envoya le plus fin voilier de Portsmouth porter à Crauford l'ordre de se réunir à Auchmuty, et peu de temps après, un troisième corps, de 1,630 hommes de bonnes troupes, partit sous les ordres du lieutenant général John Whitelocke, qui devait prendre le commandement en chef de toutes les forces anglaises qui pourraient se trouver à la Plata. Ces forces réunies devaient former un effectif de près de 12,000 hommes, appuyés par une puissante flotte de dix-huit à vingt navires de guerre et de plus de quatre-vingts transports.

Auchmuty arriva le premier; il prit avec lui les 1,400 hommes que Popham avait à Maldonado et 200 à 300 marins de la flotte, et investit Montévidéo le 28 janvier. Le pauvre Sobremonte, qui, depuis que les envahisseurs étaient venus jeter le trouble dans sa vice-royauté, ne faisait que courir la campagne, sans pouvoir essayer sa bravoure sur l'ennemi, eut la pensée de tourner contre sir Samuel un corps considérable de milices à cheval qu'il avait rassemblé à Cordoue pour délivrer Buénos-Ayres, qui, malheureusement pour lui, s'était délivré tout seul. Il voyait là une excellente occasion de reconquérir par la fortune des armes le poste dont la municipalité de

Buénos-Ayres l'avait dépossédé. Il s'avança donc sur les derrières d'Auchmuty. Celui-ci, sachant par Popham à qui il avait affaire, envoya contre lui un bataillon d'infanterie avec trois pièces de campagne. Ce petit corps eut bientôt mis en pleine déroute la nombreuse cavalerie de Sobremonte, qui crut tout perdu, et se retira avec ses milices à la Colonia, à quarante lieues à l'ouest, où nous le verrons encore poursuivi par l'animosité de ses anciens administrés.

N'ayant plus rien à craindre d'un ennemi qu'il avait été si facile de disperser, Auchmuty établit ses batteries et commença à canonner les murailles du sud de Montévidéo. Le 2 janvier, la brèche était ouverte, et le 3, au point du jour, le général anglais lança ses colonnes d'attaque. Les Espagnols reçurent le choc avec une grande résolution; mais, écrasés par le nombre, ils durent rendre la ville après avoir perdu 700 des leurs. Une petite partie de la garnison parvint à s'échapper; le reste, avec le général Huidobro, fut fait prisonnier. Plus de 600 furent envoyés en Angleterre.

Aussitôt que la prise de Montévidéo fut connue à Buénos-Ayres, le peuple s'assembla. Il fallait quelqu'un sur qui rejeter la faute de ce désastre : ce devait être naturellement Sobremonte et ses gauchos, qui s'étaient si lâchement enfuis aux premiers coups de feu. Les plus criards s'offraient à marcher contre les Anglais, mais ils y mettaient comme condition préalable que l'on déposerait le vice-roi. En conséquence, les tribunaux, toutes les autorités civiles et militaires espagnoles, les principaux habitants et la municipalité, convoqués en assemblée extraordinaire, déclarèrent que le marquis de Sobremonte était déposé, qu'il ne serait plus reconnu ni comme vice-roi, ni comme capitaine général, qu'on s'assurerait de sa personne et de ses papiers, et que la cour supérieure de justice serait investie du gouvernement jusqu'à ce qu'on connût le bon plaisir du roi d'Espagne.

Deux membres de la cour de justice et deux de la municipalité furent envoyés à la Banda orientale, avec deux compagnies d'infanterie et une de cavalerie, pour notifier cette nouvelle décision au vice-roi. Sobremonte se laissa emmener à Buénos-Ayres, d'où on trouva bientôt moyen de le faire partir pour l'Espagne.

Le pays était donc en pleine révolution; mais cette révolution ressemblait encore aux troubles qui avaient à diverses reprises agité les colonies dans les premiers temps de la conquête. C'était le peuple qui faisait tout, c'est lui qui avait déposé le vice-roi; mais jusque dans ces manifestations les plus éclatantes de la souveraineté populaire, il parlait encore et agissait au nom du roi d'Espagne ; il ne gouvernait pour ainsi dire que par intérim. La haute cour de justice, chargée provisoirement du pouvoir exécutif, était toute espagnole. Les vieux magistrats cependant voyaient poindre sous ces apparences de soumission au pouvoir métropolitain les germes de la grande révolution qui s'annonçait, mais ils cédaient au courant, parce qu'il n'y avait que les créoles qui pussent empêcher le pays de tomber au pouvoir des Anglais. C'est ce que confessait la haute cour de justice dans son rapport sur ces incidents. « Nous avons dû, y était-il dit, nous conformer aux vœux de la municipalité, parce que les seules forces qui peuvent défendre la capitale sont toutes composées de créoles volontaires. » Mais les meneurs du parti patriote savaient tirer parti de ces circonstances pour l'avancement de leurs idées; et puis la municipalité, dont les décisions étaient souvent dictées par les assemblées populaires, prenait chaque jour une plus grande importance comme corps politique. En un mot, si le gouvernement populaire n'existait pas de droit, il existait pleinement de fait.

La prise de Montévidéo et la déposition du vice-roi avaient complétement changé la face des choses au Rio de la Plata. Les Anglais s'établissaient sur la rive gauche d'une manière tous les

jours plus solide : Auchmuty occupait Montévidéo et Maldonado; le colonel Pack avait chassé les Espagnols de la Colonia, et l'union yack de l'Angleterre flottait libre et respecté sur le littoral de la Plata qui appartient aujourd'hui à la république de l'Uruguay. Les navires marchands avaient suivi de près les navires de guerre, et la rivière, naguère si déserte, était encombrée de bâtiments ayant à leur bord plus de marchandises que le pays n'en pouvait consommer en cinq ans. Montévidéo avait toute la physionomie d'une ville anglaise; des affiches anglaises couvraient ses murs; dans toutes les rues s'ouvraient des boutiques anglaises où l'on vendait les étoffes à 100 p. 100 au-dessous du prix auquel on les avait payées jusqu'alors, grâce aux mille entraves de la douane espagnole ou aux exigences des contrebandiers. Enfin un journal hispano-anglais, *l'Étoile du Sud*, s'était fondé sous le patronage et avec l'assistance de l'administration anglaise, dans le but de saper l'autorité de l'Espagne, dont il se plaisait à étaler la décadence, à montrer l'impuissance. Les rédacteurs avaient probablement aussi fait entrer dans leurs calculs la manie des annonces, et, selon toutes les apparences, ils avaient bien compté : les quelques numéros de ce journal qu'il nous a été donné de voir prouvent que, dès cette époque, l'art de la réclame était fort avancé dans ces lointaines colonies.

Le général Whitelocke n'arriva à la Plata que trois mois après la prise de la ville. Crauford, qu'on avait rejoint dans l'Atlantique, le suivit de près.

Une fois toutes ses forces réunies, le général en chef songea à poursuivre la conquête, qui, malgré la défaite de Beresford, se présentait comme très-facile. A la tête de 12,000 hommes bien armés, et disposant de moyens de transport considérables, il ne pouvait s'attendre à trouver de sérieuse résistance là où 1,600 hommes avaient pu vaincre et se soutenir quarante-sept jours.

Il divisa son armée en quatre brigades. La première, confiée

au général Crauford, se composait d'un bataillon de tirailleurs (*rifles*) et d'un bataillon d'infanterie; la seconde, formée de trois bataillons, fut mise sous les ordres du général Auchmuty; la troisième, sous ceux du général Lumley, comprenait deux bataillons et un régiment de dragons à pied; enfin la quatrième, forte également de deux bataillons et d'un régiment de dragons à pied, était commandée par le colonel Mahon. Trois escadrons d'artillerie formaient une espèce de réserve, qui devait opérer selon les ordres du général en chef. L'effectif de ces différents corps montait à 9,880 hommes, 3,200 hommes ayant été laissés pour la défense de Montévidéo.

Le corps expéditionnaire partit au milieu des hurras de la flotte et des battements de main de cette claque que l'on trouve partout et toujours prête à applaudir à tout spectacle nouveau. Le dimanche 28 juin, il débarqua au petit port de la Ensenada, à seize lieues au sud de Buénos-Ayres, sans être aucunement inquiété par les Espagnols, qui avaient cru que le débarquement aurait lieu plus près de la ville, au petit village de Quilmès, où Beresford avait pris terre. Sans perdre de temps, l'avant-garde anglaise, sous les ordres du général Lewison Gower, se mit en marche; elle fut suivie de près par le gros de l'armée, qui franchit sans obstacle les onze lieues qui le séparaient de Quilmès.

Le danger était pressant pour Buénos-Ayres, ainsi menacé par une armée régulière de 10,000 hommes, s'appuyant sur une base d'opération comme Montévidéo, gardé par 2,000 soldats et les commerçants anglais. Mais la ville de Buénos-Ayres n'était plus la colonie pacifique gouvernée par le pusillanime Sobremonte. La municipalité était alors présidée par Alzaga, homme plein d'énergie, partisan aveugle du gouvernement du roi, mais ayant une grande autorité dans Buénos-Ayres, où sa position de fortune le mettait au premier rang. C'était, si l'on pouvait ainsi dire, un révolutionnaire à l'envers, comme ceux qui tiraient l'épée pour les Guises contre le roi. Le peuple,

fier encore de sa première victoire, était armé. Les bataillons nationaux, commandés par Saavedra, Belgrano, Esteban Romero, Balcarce, Viamont, Martin Rodriguez, étaient animés du meilleur esprit; ils comprenaient que ces luttes contre l'étranger étaient le prélude de luttes plus importantes pour eux, qu'avant de vaincre les troupes espagnoles dans les combats, il fallait les battre pour ainsi dire moralement, en se montrant plus braves et plus résolus contre les envahisseurs. Quant au vice-roi, Liniers, nous connaissons sa bravoure, nous savons qu'il était toujours prêt à courir sus à l'ennemi. Il avait, dans la circonstance actuelle, à soutenir sa réputation et à mériter la confirmation, par la couronne, du titre qu'il tenait de l'élection. Tout le monde était donc plein de confiance, les soldats comme les chefs. Si, l'hiver précédent, ils avaient réussi, presque malgré le gouvernement espagnol, à chasser les Anglais de Buénos-Ayres, comment douter, à présent qu'ils étaient maîtres de la ville et absolument libres de leurs mouvements, qu'ils ne repoussassent victorieusement leurs agresseurs? Pour pénétrer jusqu'à la place centrale où se trouvait le fort, les Anglais devraient s'engager dans des rues de onze mètres de large, se coupant toutes à angle droit, et dominées par des maisons aux toits plats, élevées de huit à dix mètres, qui se convertiraient en autant de citadelles qu'il faudrait enlever l'une après l'autre.

Telles étaient les dispositions des Buénos-Ayriens le 1er juillet, quand Whitelocke arriva, comme nous l'avons dit, au village de Quilmès, à cinq lieues au sud de la ville. Une petite armée, forte de 6,850 hommes et de cinquante-trois canons, sortit de la ville pour aller défendre le passage du Riochuelo, que connaissent ceux de nos lecteurs qui n'ont point oublié Mendoza, Irala et les Quérandis.

Les deux armées campèrent, la nuit qui suivit, sur les bords de la petite rivière qui les séparait. Au point du jour, les Espagnols se formèrent en bataille, s'attendant à une attaque de

l'ennemi; mais le général Gower, après avoir échangé quelques balles pour reconnaître le terrain, opéra sur sa gauche un mouvement et alla passer le Riochuelo trois ou quatre kilomètres plus haut.

Liniers avait suivi son mouvement, mais il n'avait pu arriver à temps pour empêcher le passage. Cependant il réussit à se placer entre l'ennemi et la ville, à l'abattoir de Miserere, qui se trouve au sud-ouest de Buénos-Ayres.

Le combat ne tarda pas à s'engager entre les vétérans de la division Crauford et les milices créoles. On se battit avec résolution des deux côtés; mais la discipline des troupes anglaises et l'immense supériorité de leur artillerie finirent par triompher de la fougue des patriotes, qui abandonnèrent le champ de bataille, laissant toute leur artillerie au pouvoir de Crauford.

Une fois débandée, l'armée de Buénos-Ayres se divisa en deux corps. La cavalerie, passant sur la gauche des Anglais, gagna la campagne. Liniers, qui crut la ville perdue, suivit les cavaliers, et ses aides de camp coururent après les fuyards, non pour les ramener au combat, mais pour leur donner rendez-vous à la *Chacarita*, petite ferme bien connue de tous, et qui se trouvait à une lieue sur les derrières de l'armée anglaise. C'était ce que le vice-roi avait de plus sage à faire, car de là il pouvait encore inquiéter les Anglais. L'infanterie se replia sur Buénos-Ayres. La nuit était froide et pluvieuse; les hommes, harassés par la veille de la nuit précédente et les fatigues de la journée, paraissaient abattus. Le général en chef n'avait point reparu, et personne ne pouvait dire ce qu'il était devenu. La ville, sous l'empire des plus pénibles impressions, présentait un aspect morne et désolé; le découragement y était égal à l'enthousiasme qui y régnait quarante-huit heures auparavant.

Cependant le triomphe des Anglais n'était pas aussi assuré qu'ils le pouvaient croire; ils devaient payer chèrement la faute qu'ils avaient faite de ne pas poursuivre les fuyards la baïonnette dans les reins. Une nuit de repos et l'énergie d'Alzaga

suffirent pour réparer l'effet désastreux de la déroute de Miserere. Le chef de la municipalité, en effet, ne s'était pas laissé abattre par le découragement des troupes et la disparition du vice-roi; il redoubla, au contraire, d'énergie et d'autorité. Il fit illuminer toute la ville comme pour une grande fête. Par ses ordres, les soldats furent recueillis dans les salons de la municipalité, dans les casernes, partout où ils pouvaient se reposer commodément; on les réconforta par toute sorte de bons traitements, de manière à leur faire oublier leurs fatigues.

Pendant que la troupe se reposait, Alzaga faisait couper les rues autour de la place par des fossés profonds, il envoyait des émissaires au vice-roi, qui, faisant un grand détour, réussit à se jeter dans la ville avec ses cavaliers.

Dans la matinée du 2 juillet, Buénos-Ayres se trouvait en état de défense. Les troupes furent distribuées sur les toits des temples, sur les terrasses des maisons, aux balcons, et quelques pièces d'artillerie furent mises en position derrière les fossés et derrière les barricades élevées autour de la place et du Retiro. Aussi quand Lewison Gower, qui commandait l'avant-garde, fit sa première sommation, tout était changé : la confiance avait succédé au découragement, et l'on espérait bien sauver la ville. Alzaga fit donc répondre à Gower qu'il n'écouterait aucune proposition qui tendrait à faire mettre bas les armes aux défenseurs de la ville.

Les Anglais durent donc se préparer à un siége, et ils employèrent la journée du 3 à prendre leurs dispositions. Le 4, la garnison fit une sortie, et obligea les assaillants à abandonner quelques maisons des faubourgs où ils s'étaient abrités. Le corps des noirs et mulâtres jeta même un moment le désordre dans le 88e anglais, qu'il attaqua pendant qu'il opérait un changement de position.

Ces deux petites rencontres donnèrent à penser aux Anglais, et relevèrent singulièrement le moral des créoles.

Enfin le 5, au point du jour, une salve de vingt et un coups

de canon donna aux divers corps anglais le signal de l'attaque.

La ville se trouvant étroitement bloquée par terre et par mer et sans communication possible avec le dehors, le général anglais pouvait choisir ses moyens d'attaque. Le plus simple comme le plus humain, le moins désastreux aussi bien pour ses hommes que pour la population de la ville dont il voulait s'emparer, eût été de la tenir bloquée, de l'enfermer dans un cercle de plus en plus étroit, et, en lui coupant les vivres, en décimant sa petite garnison par des escarmouches journalières, où, en raison de la discipline de son armée, de la supériorité de ses armes et de ses munitions inépuisables, il aurait facilement l'avantage, la forcer à capituler. Si ce moyen lui paraissait lent, Whitelocke eût pu bombarder la ville, procédé cruel, mais très-efficace. Il aurait pu également ordonner l'assaut par échelons, et, s'appuyant sur les pâtés de maisons conquis, arriver en bon ordre jusqu'au cœur de la cité ennemie. Mais le chef anglais, un *perfect gentleman*, qui était meilleur sportman que militaire, eut l'idée de faire de la prise de la ville un splendide *steeple-chase*, une véritable course au clocher. Ses dispositions furent donc prises en conséquence. Toute son armée fut partagée en huit colonnes, qui devaient pénétrer simultanément dans la ville, et marcher, sans se préoccuper du feu qui pourrait partir des maisons, jusqu'à la rivière, d'où, tournant à droite ou à gauche, elles convergeraient vers la place centrale, dont elles occuperaient les édifices les plus élevés.

La colonne de droite (45e régiment) pénétra sans difficulté jusqu'à la Residencia, dont elle s'empara.

La division légère (rifles et chasseurs), malgré une grêle de balles qui tombait sur elle des balcons, des fenêtres et des toits, put arriver devant le couvent des Frères Dominicains, dont les sapeurs de Crauford enfoncèrent les portes, et elle pénétra dans l'église, où elle trouva les drapeaux enlevés l'année précédente au 71e. Montant aux tours, les rifles hissèrent ces mêmes drapeaux, et, de cette position dominante, ils dirigèrent

un feu très-efficace sur les Buénos-Ayriens qui occupaient les terrasses des maisons environnantes. Mais le fort, ayant aperçu le drapeau anglais qui flottait sur les tours du couvent, se mit à le canonner avec une telle vivacité que tous les Anglais qui s'y étaient enfermés, et qui y avaient été bientôt bloqués par la milice, durent se rendre à discrétion. Parmi les prisonniers se trouvait le colonel Pack, qui avait déjà été fait prisonnier avec Beresford, et qui, arrêté par un régiment de Buénos-Ayres, s'était vu contraint de se joindre à Beresford qui attaquait le couvent de Santo-Domingo, dont la possession devait lui être fatale.

Une autre colonne anglaise, aux ordres du brave colonel Cadogan, après avoir perdu un quart de son effectif, était également obligée de mettre bas les armes, enfermée qu'elle était dans un cercle de feu, près du collége des Jésuites.

Le 88e, commandé par Duff et Vandeler, eut le même sort, après avoir pénétré par les rues centrales jusqu'aux abords de la place principale.

Le 36e, qui était entré par les rues de Corrientes et de Tucuman, fut contraint de se replier sur le Retiro, malgré les efforts héroïques du général Lumley, qui le commandait.

Le bataillon n° 5, moins maltraité, parvint jusqu'au couvent de Sainte-Catherine, où il s'établit, à la grande frayeur de toutes les nonnes et au grand scandale des plus âgées d'entre elles.

Le 87e, aux ordres d'Auchmuty, avait attaqué le Retiro, et il avait été décimé par le feu des troupes enfermées dans la place des Taureaux; mais le colonel Nugent, s'étant emparé d'une batterie qui défendait les approches de ce côté, en tourna les pièces contre l'édifice occupé par les Espagnols, et les 600 hommes qui avaient résisté à l'attaque d'Auchmuty, écrasés par les feux de Nugent, durent se rendre.

La nuit fit cesser le combat. Le 5e bataillon, le mieux partagé, put, barricadé chez les nonnes, se reposer des fa-

tigues de cette terrible journée. Auchmuty et Whitelocke étaient assiégés dans le Retiro. La plus grande partie du 45e occupait, comme nous l'avons dit, la Residencia, avec un bataillon allemand, qui, au moment de l'attaque, avait été laissé comme réserve.

La journée du 5 avait coûté aux Anglais 1,130 hommes, tant tués que blessés, parmi lesquels 70 officiers hors de combat, 120 officiers et 1,500 soldats avaient été faits prisonniers et enfermés dans les couvents et les casernes, après avoir remis leurs armes et leurs munitions aux créoles, qui se promettaient d'en faire bon usage aussitôt que le retour du jour leur permettrait de recommencer le combat.

Le 6 au matin, malgré ces pertes, Whitelocke pouvait encore disposer de 6,000 hommes. Il se mit en communication avec la flotte, dont il pouvait recevoir des vivres et des renforts, ainsi que des pièces de gros calibre, pour battre ces mille petites citadelles d'où les créoles fusillaient ses soldats.

Liniers, comprenant que la lutte était loin d'être finie, et voulant éviter une plus grande effusion de sang, résolut d'envoyer au général anglais un parlementaire, pour lui proposer de lui rendre les prisonniers, y compris ceux que l'on avait faits à Beresford, s'il consentait à se rembarquer avec toutes ses troupes. Alzaga insistait pour qu'on exigeât en outre l'évacuation de Montévidéo et de tout le littoral de la Plata. « Mais, répondit le vice-roi, nous n'avons pas à nous occuper à présent de Montévidéo, et nous aurons déjà beaucoup obtenu si nous rejetons l'ennemi du sein de Buénos-Ayres. — Demandez toujours, répétait le fanatique alcade, nous obtiendrons tout. »

La proposition fut rédigée dans ce sens, mais Whitelocke la rejeta; il demanda néanmoins un armistice de vingt-quatre heures pour enlever ses blessés. Liniers répondit en recommençant la fusillade sur le Retiro. Les Anglais firent une nouvelle

sortie, où ils furent encore plus maltraités que le jour précédent. Si les officiers comme les soldats entraient dans les *sentiers de la mort* — c'est le nom qu'ils donnaient aux rues de Buénos-Ayres — avec cette intrépidité qu'on ne saurait refuser aux troupes anglaises, le courage moral, si l'on peut ainsi dire, manquait à tous. On se battait pour remplir un devoir, et non plus dans l'espoir de vaincre. C'était tout le contraire chez les créoles : Liniers avait repris confiance ; Alzaga, de plus en plus résolu, ne cessait de répéter qu'il fallait à Buénos-Ayres vaincre pour Montévidéo, la Plata et toute l'Amérique.

Dans l'après-midi, le général Gower se présentait en parlementaire au fort. Les propositions qu'il apportait de la part du général en chef étaient à peu près les mêmes que celles que Liniers, conseillé par Alzaga, avait envoyées dans la matinée.

Le plénipotentiaire anglais fut reçu par le vice-roi, les généraux Balbiani et Velasco, et l'alcade Alzaga. Les propositions de Whitelocke furent acceptées ; quarante-huit heures furent accordées aux Anglais pour évacuer Buénos-Ayres, et deux mois pour quitter la Plata.

La capitulation fut ratifiée le 7 par l'état-major anglais, et Buénos-Ayres célébrait déjà son triomphe quand l'escadre anglaise leva l'ancre pour retourner à Montévidéo. Au terme marqué, Whitelocke, remplissant scrupuleusement l'engagement qu'il avait pris, quitta le territoire de la Plata avec toutes ses forces de terre et de mer.

Comme nous ne nous rencontrerons plus avec ces braves et malheureux adversaires, suivons-les quelques instants dans leurs fortunes diverses.

Whitelocke, de retour en Angleterre, passa devant un conseil de guerre, qui le condamna à être effacé ignominieusement des cadres de l'armée.

Sir Home Popham eut aussi, comme nous l'avons dit, à

rendre compte de sa conduite : on lui reprochait d'avoir outrepassé ses instructions ; mais comme il avait réussi, son amour-propre n'eut pas à souffrir de l'arrêt de ses juges.

Beresford, envoyé à l'armée de Wellington, qui occupait le Portugal, s'y distingua, et, en 1808, il eut le bonheur de vaincre à Albuera.

Le colonel Pack, qui s'était fait remarquer dans les deux invasions, envoya aux Pères Belermites une grosse horloge, pour la tour de leur couvent, en reconnaissance des soins que les religieux avaient donnés aux blessés du 71e.

Enfin le colonel Kington, en expirant à la caserne des Patricios, demanda que son corps fût enterré dans la cour de cette caserne, voulant, dit-il, être désormais gardé par les braves qui l'avaient vaincu.

Aussitôt que cette seconde victoire des créoles fut connue à Madrid, le roi anoblit Buénos-Ayres, qui reçut le titre d'Excellence. Les différentes villes de la vice-royauté envoyèrent, de leur côté, des députations pour complimenter cette cité héroïque, qui, déjà la plus importante par sa position et son commerce, fut reconnue dès lors comme la plus vaillante et la véritable capitale de l'Amérique australe. Son nom, à peine connu jusque-là, prit place, de ce moment, dans la mémoire des hommes politiques.

Les officiers des milices qui s'étaient le plus distingués furent reconnus dans les grades qu'ils avaient reçus du peuple. Le commandant Saavedra fut reconnu comme lieutenant-colonel ; Belgrano, Viamont, Rodriguez et Ortix Ocampo, comme capitaines ; French, Martinès, Pico et Pinedo, comme lieutenants.

Quant à Liniers, que la cour de Madrid croyait ne pouvoir assez récompenser, il fut confirmé dans son autorité de vice-roi, et sans doute il eût joué un grand rôle en Amérique, n'eût été la position critique où se trouvait l'Espagne.

Les patriotes essayent de profiter de la situation de l'Espagne pour affranchir leur pays. — Deux camps : les patriotes et les créoles. — Antagonisme de Buénos-Ayres, foyer de l'action, et de Montévidéo, centre de la résistance. — Elio. — Mouvement réactionnaire tenté par Alzaga à Buénos-Ayres.

Napoléon était à l'apogée de sa gloire. Pour asseoir plus sûrement son gouvernement, il avait étouffé tous les modes de manifestation de la pensée. La tribune n'existait plus ; la presse était muette. Le pays de Mirabeau et de Danton était discipliné comme sa grande-armée. Le gouvernement impérial était logiquement entraîné à faire à l'extérieur ce qu'il avait fait à l'intérieur : là comme ici, s'il rencontrait des obstacles, il devait chercher non à les tourner, mais à les renverser.

Les Bourbons d'Espagne lui apparurent comme un obstacle, il fallait qu'ils disparussent ; l'Espagne, envahie et confiée à un Bonaparte, devint une colonie française, et les possessions du roi d'Espagne, les colonies d'une colonie.

L'Angleterre, le pays aux anomalies, libérale et aristocratique à la fois, avait fait une étrange alliance, au nom de la liberté, avec les gouvernements despotiques et avec tous les hommes de résistance. Déjà, pour sauver la dynastie portugaise, elle l'avait embarquée sur ses vaisseaux et transportée à Rio-Janeiro, où don Juan VI avait sa cour, en attendant de pouvoir retourner à Lisbonne ; et voilà qu'elle se trouvait dans la nécessité de défendre, en 1808, le roi qu'en 1806 elle voulait dépouiller de ses colonies.

Se souvenant du proverbe qui dit qu'on pêche mieux en eau trouble, les quelques révolutionnaires d'Amérique profitaient le mieux qu'ils pouvaient de ces circonstances heureuses pour conquérir cette indépendance qu'ils rêvaient dès le temps du vice-roi don Juan del Pino. L'Espagne, quoique divisée, appauvrie et saignée à blanc par la lutte qu'elle soutenait pour sa propre indépendance, au lieu de songer seulement à se prémunir

contre les inconvénients qui pouvaient résulter pour elle de l'affranchissement de ses colonies, voulut l'empêcher à tout prix. C'était une folie égale à celle du pygmée qui prétendrait arrêter l'avalanche dans sa course précipitée : rien ne saurait entraver l'élan d'un peuple qui se lève pour marcher à l'accomplissement de ses destinées. Mais pouvons-nous faire à un gouvernement conduit par le prince de la Paix, Marie-Louise de Naples et son digne fils Ferdinand VII, un reproche de leur aveuglement, quand nous voyons deux des plus hautes expressions de l'intelligence humaine, le chef démocratique de la grande république américaine et le souverain absolu de la France, tenter aujourd'hui encore d'arrêter d'irrésistibles mouvements comme celui qui pousse l'Italie à l'union et l'Amérique septentrionale à la désunion? Les digues que l'on oppose au torrent ne font le plus souvent qu'en accroître l'impétuosité. Ainsi en fut-il pour le mouvement révolutionnaire des colonies espagnoles.

Buénos-Ayres apprit, par des avis qui lui furent transmis de Rio-Janeiro, l'abdication de Charles IV en faveur de son fils Ferdinand, ainsi que les émeutes d'Aranjuez, le voyage des souverains à Bayonne, et enfin l'avénement de Joseph Bonaparte au trône d'Espagne. Mais on eut également connaissance de la résistance opposée par le peuple espagnol au nouvel ordre de choses; on sut que dans toutes les provinces s'étaient formées des juntes qui refusaient de se soumettre à l'autorité des conquérants, et ne voulaient reconnaître d'autre roi que Ferdinand VII.

En même temps que ces nouvelles, arrivait à Montévidéo un commissaire envoyé par la femme du prince régent de Portugal pour réclamer le pouvoir, qu'elle devait, disait-elle, garder entre ses mains jusqu'à ce que son frère pût échapper à sa captivité et reprendre le sceptre espagnol.

La junte de Séville dépêchait de son côté à la Plata un de ses affidés pour exhorter les créoles à s'opposer à l'invasion de la France; mais il y était précédé par un agent français, envoyé

par les ministres de Joseph pour faire accepter à l'Amérique le gouvernement imposé par Napoléon aux Espagnols des deux mondes.

La situation était embarrassante pour Liniers, Français d'origine, longtemps employé par le gouvernement espagnol, et, depuis sa nomination, mieux vu des créoles que des péninsulaires établis à Buénos-Ayres.

L'envoyé de Joseph, M. de Santenay, arriva le premier et débarqua à Maldonado. Il n'avait pu qu'à grand'peine échapper aux croiseurs anglais, qui brûlèrent dans le port même le bâtiment français qui l'avait conduit à la Plata. Santenay ne fit que passer par Montévidéo pour se rendre à Buénos-Ayres, où il fut reçu secrètement par Liniers et quelques membres de la cour de justice. Le tableau qu'il traça de la situation de l'Europe ne fit qu'accroître l'indécision du vice-roi, qui lui ordonna de se rembarquer pour Montévidéo.

Les Espagnols et les créoles en général, qui à cette époque étaient encore sincèrement attachés aux Bourbons d'Espagne, s'étaient fort alarmés de l'entrevue secrète de Liniers avec le mystérieux Français, les Espagnols surtout, qui commençaient à suspecter la fidélité du vice-roi. Pour dissiper ces soupçons, Liniers eut la maladresse de faire afficher dans la ville une proclamation timide, où il laissait voir ses hésitations. Il y fixait au 21 du même mois (août 1808) la prestation du serment de fidélité à Ferdinand VII, d'abord indiquée pour le 12 et puis renvoyée au 31. Cette concession ne rassura personne et ne servit qu'à précipiter la perte de Liniers.

Le général Elio, qui commandait à Montévidéo, voyait avec jalousie le premier poste du pays occupé par un étranger. Il jugea la circonstance favorable pour rompre avec le vice-roi de Buénos-Ayres. Il fit emprisonner Santenay, et, affichant un amour exagéré pour Ferdinand VII, accusa hautement Liniers de trahir la junte de Séville, qui, selon lui, était l'unique pouvoir qu'on dût reconnaître en Amérique.

Malgré cette accusation, qu'Elio pensait devoir être accueillie à Séville, Liniers jura fidélité à Ferdinand. Ce fut pendant les fêtes données à l'occasion de cette prestation de serment que le commissaire royal espagnol, Goyenèche, arriva à Montévidéo. Mis en défiance contre les sentiments de Liniers, il approuva la conduite d'Elio et conseilla d'installer à Montévidéo une junte qui correspondrait directement avec celle de Séville. Passé à Buénos-Ayres, il assista aux fêtes par lesquelles on célébrait l'avénement au trône de Ferdinand, et ratifia tout ce que Liniers avait fait. Par cette conduite, qu'il croyait peut-être fort habile, Goyenèche ne réussit qu'à attiser, entre Buénos-Ayres et Montévidéo, une rivalité qui plus tard devait être fatale au gouvernement qu'il avait mission de défendre.

Le serment prêté par les habitants de Buénos-Ayres au roi Ferdinand VII était chose jusqu'alors inusitée dans les colonies espagnoles. Un roi mourait, un autre lui succédait, sans que les créoles eussent lieu de s'en apercevoir : ils faisaient partie de l'avoir de la monarchie plutôt que de celui du monarque. Aussi cette innovation donna-t-elle lieu à des commentaires dont nous devons prendre note. Créoles et Espagnols l'expliquaient chacun selon sa convenance.

Les premiers pensaient sanctionner par cet acte une théorie nouvelle, qui, tout en s'accordant avec l'esprit des gouvernements personnels, absolus, n'en était pas moins essentiellement révolutionnaire par les conséquences logiques qu'on pouvait en déduire. Ils soutenaient que l'Amérique ne devait pas obéissance à l'Espagne, mais uniquement au monarque qu'ils venaient de reconnaître; qu'une fois ce monarque disparu, ils étaient libres de toute dépendance vis-à-vis de la métropole. Cette théorie devait fatalement les conduire à méconnaître plus tard les fonctionnaires qui leur seraient envoyés d'Espagne, quand leur autorité n'émanerait pas directememt du roi, à ressaisir dans ce cas leurs droits et prérogatives, et changer leur

manière de voir sur la façon de se gouverner. Ce droit qu'ils avaient affirmé en reconnaissant un pouvoir personnel et absolu, ils pouvaient en user pour se donner un autre gouvernement.

Les péninsulaires expliquaient autrement le serment qu'ils avaient prêté à Ferdinand VII. En le prêtant, ils avaient fait preuve de leur loyauté, de leur fidélité à un roi menacé par l'invasion étrangère. Mais si malheureusement ce roi venait à tomber, l'Amérique devait, selon eux, rester, sinon unie à l'Espagne, du moins sous la dépendance des Espagnols. Le pouvoir ne pouvait être livré aux mains inexpérimentées des créoles. Le colonel Saavedra, qui commandait les bataillons créoles, expliquait cette ambition des péninsulaires en disant qu'ils voulaient former une Espagne américaine. Belgrano, l'ancien secrétaire du consulado, qui depuis longtemps rêvait pour l'Amérique un gouvernement dont serait exclu l'élément étranger, s'exprime ainsi, à ce propos, dans ses mémoires : « Pendant qu'à Buénos-Ayres nous prêtions serment à Ferdinand VII, les Espagnols eux-mêmes songeaient à quitter l'Espagne pour ne pas devenir sujets de Napoléon. » A la tête de ce parti était l'énergique alcade de Buénos-Ayres, don Martin Alzaga.

Grâce cependant aux circonstances difficiles que traversait la Péninsule, créoles et Espagnols, avec des vues diamétralement opposées, se trouvaient d'accord sur un point : la monarchie espagnole succombant sous l'épée de Napoléon, il fallait se préparer à rompre les liens qui attachaient les colonies à la métropole. Mais, le cas échéant, à qui, des péninsulaires ou des créoles, appartiendrait le pouvoir? Là était le nœud, chacun y prétendant à l'exclusion de l'autre.

Mais, avant d'aller plus loin, nous devons expliquer ce que nous entendons dire quand nous parlons de créoles et de péninsulaires, afin de faire comprendre nettement ce qu'était en réalité l'opinion publique à la Plata à l'aube de la révolution.

La grande majorité des habitants des villes et tous ceux de la campagne sans exception regardaient ce qui se passait en spectateurs indifférents ; ils ne comprenaient pas l'importance que certains individus donnaient aux questions administratives; ils voyaient dans l'envoi des autorités espagnoles une chose aussi naturelle, aussi inévitable, que les pluies ou les sécheresses qui désolaient ou fertilisaient les plaines où paissaient leurs bestiaux : les questions administratives restaient en dehors de leur examen comme les questions atmosphériques.

Le parti créole était donc en réalité représenté par un petit groupe de cent quatre-vingts à deux cents individus nés en Amérique, et qui, en raison de leur éducation, de leur haute position sociale ou de leur grande fortune, devaient naturellement se préoccuper de la chose publique, n'ayant pas d'ailleurs d'autres préoccupations. Mais, si peu nombreux que fussent ces hommes, ils avaient une immense influence sur leurs compatriotes. Les créoles, sans se rendre compte de ce qui les faisait parler, disaient comme Belgrano, Saavedra, Moreno ou Castelli, par cela seul que ces hommes étaient créoles comme eux, et grâce, si l'on peut ainsi dire, à cet esprit de famille, l'opinion de ces quelques hommes devenait réellement l'opinion publique.

Ajoutons qu'à la Plata, comme dans tous les pays colonisés, les fils des premiers arrivés croyaient constituer par cela seul une aristocratie, la véritable aristocratie du pays, et pour eux les péninsulaires étaient des étrangers, des intrus.

Il en était de même parmi les péninsulaires : quelques parleurs entraînaient la masse, mais tous en général méprisaient les créoles, qu'ils considéraient comme à peine supérieurs aux sauvages ; et si la suprématie devait appartenir à une classe, c'était bien à eux tout frais arrivés d'Espagne et encore rayonnants en quelque sorte des splendeurs de la civilisation.

Le pays, au moment où nous sommes arrivés, était donc divisé en deux camps bien tranchés. Le camp créole avait pour

chefs, nous venons de le dire, Saavedra, Belgrano, Moreno, Castelli, Puirredon. Le camp espagnol se laissait guider par Alzaga.

Ces deux partis, unis pour repousser l'invasion anglaise, invasion qui avait servi à révéler aux Américains leur importance et leur force, unis encore pour prêter serment au roi Ferdinand VII, ne tardèrent pas à entrer en lutte pour la suprématie.

A Montévidéo, la présence des troupes régulières aux ordres d'Elio avait assuré la prédominance à l'élément espagnol. Elio, officier de l'armée, tenant son rang et son pouvoir du roi, n'avait point voulu reconnaître la nomination de Liniers, vice-roi imposé par la victoire et l'élection populaire, et il avait mis l'autorité dans les mains d'une junte qu'il maniait à sa guise.

Alzaga désirait en faire autant à Buénos-Ayres. Il crut trouver une occasion propice pour la réalisation de son projet dans les élections municipales, qui avaient lieu le 1er janvier de chaque année.

Ces élections se passaient généralement d'une manière fort tranquille. Le peuple n'y prenait que très-peu d'intérêt. C'était l'affaire de quelques commerçants et des employés espagnols, mais surtout des membres sortants, qui le plus ordinairement désignaient eux-mêmes ceux qui devaient les remplacer.

Le 1er janvier 1809, l'élection eut lieu au milieu de l'indifférence habituelle. Cependant l'allure mystérieuse des principaux partisans d'Alzaga, les réunions secrètes qui s'étaient tenues les soirées précédentes dans les salons de l'évêque de Buénos-Ayres, avaient alarmé quelques patriotes, et ce n'était pas sans motifs. Au moment, en effet, où les membres sortants remettaient les insignes de l'autorité aux nouveaux municipaux, la cloche d'alarme de la municipalité, sonnée par ordre d'Alzaga, vint expliquer ces menées dont s'étaient inquiétés tous ceux qui n'avaient pas été initiés aux projets des péninsulaires.

A ce signal, les corps de milice basques, catalans et galiciens, prévenus d'avance, accoururent en armes sous les fenêtres

de la municipalité, — n'oublions pas que, pour la défense de la ville contre les Anglais, les milices avaient été organisées par nationalités, — et quelques amis d'Alzaga, mêlés aux soldats, commencèrent à crier : « Nous voulons une junte comme à Montévidéo! A bas le Français Liniers! »

Les municipaux, qui savaient parfaitement ce qu'ils devaient penser de cette manifestation, décidèrent que la municipalité, pour éviter des désordres, se soumettait à la volonté du peuple. Ils rédigèrent en conséquence, séance tenante, une formule d'abdication que le vice-roi aurait à signer, et décrétèrent que le gouvernement du pays serait remis à une junte, à l'instar de celles qui s'étaient formées en Espagne et de celle qui existait déjà à Montévidéo.

Les péninsulaires donnaient là aux créoles une leçon que ces derniers devaient plus tard mettre à profit.

Quelques précautions qu'eussent prises Alzaga et ses amis pour tenir leurs menées secrètes, Liniers, et plus encore les chefs de milice patriotes, étaient sur leurs gardes, s'attendant à quelque manifestation. Aussi, lorsque la cloche appela les Espagnols au Cabildo, les officiers créoles se hâtèrent-ils de réunir leurs hommes dans les casernes affectées aux milices du pays; et pendant que les miliciens espagnols vociféraient encore autour du Cabildo, don Cornelio Saavedra arrivait, son bataillon de Patricios au grand complet, sous le balcon du vice-roi, au milieu des cris de « Vive Liniers! Nous ne voulons pas d'autre gouverneur! »

Malgré cette contre-manifestation, Alzaga, qui se trouvait alors avec les nouveaux conseillers municipaux dans le salon du vice-roi, insistait pour que celui-ci signât son abdication. Liniers, homme d'action, mais non de résolution, aussi débonnaire qu'indécis, se préparait à signer quand Saavedra se présenta dans le salon, et se dirigeant vers le vice-roi : « Qui peut, s'écria-t-il, porter Votre Excellence à se démettre d'un com-

mandement qu'elle exerce légitimement par la volonté du peuple? »

L'évêque de Buénos-Ayres, qui, comme presque tout le clergé, pactisait avec les Espagnols, ne laissa pas à Liniers le temps de répondre. S'adressant à Saavedra: « Monsieur le commandant, lui dit-il, je vous supplie au nom de notre sainte religion d'éviter l'effusion du sang.

— Monsieur l'évêque, répliqua l'énergique commandant, ce n'est ni moi ni mes compagnons qui avons préparé le conflit qui est près d'éclater. J'ai dit et je répète que rien ne peut justifier la violence que vous essayez d'exercer sur le vice-roi.

— Mais c'est la volonté du peuple, dit l'évêque.

— C'est une erreur, messieurs, et, pour peu que vous teniez à vous en convaincre, descendez avec moi dans la rue. Si le peuple repousse le vice-roi, je serai le premier à faire respecter sa décision souveraine. »

Et prenant résolûment le bras de Liniers, il ajouta : « Que Votre Excellence veuille bien descendre, nous saurons ce que le peuple désire. »

Lorsque Liniers parut entouré des chefs créoles, les cris redoublèrent, et l'enthousiasme des troupes et des créoles, qui étaient accourus en grand nombre, lui rappela le jour de son entrée triomphale au fort de Buénos-Ayres.

Faible et indécis devant les discours de l'évêque et des municipaux, Liniers retrouva toute son énergie au milieu des baïonnettes. Les corps espagnols restaient armés sous les balcons de la municipalité, et, malgré leur faiblesse numérique, leur attitude fit croire aux créoles qu'ils voulaient accepter le combat. Liniers marcha résolûment à eux et leur donna l'ordre de mettre bas les armes. Les municipaux, si audacieux au commencement de la journée, n'eurent pas un mot pour sauver l'honneur de ces hommes qui s'étaient assemblés à leur voix et dans l'intérêt de leurs projets. Se voyant abandonnées à

elles-mêmes, les milices espagnoles se dispersèrent en jetant ou en brisant leurs armes, plutôt que de les remettre aux créoles. Une charge de cavalerie, conduite par Rodriguez, qui arrivait en ce moment des faubourgs, acheva de disperser ceux qui faisaient mine de vouloir se retirer en bon ordre, et la révolution rêvée par Alzaga n'aboutit qu'à la perte de quelques hommes qui persistaient à méconnaître l'autorité du vice-roi, et à la consolidation de la suprématie des créoles.

Dans la soirée, un décret fut publié qui rayait les bataillons espagnols des cadres de l'armée, et dès ce moment tout gouvernement qui aurait voulu compter sans les milices devint impossible à la Plata.

Liniers, sûr de leur appui, crut pouvoir se montrer sévère avec les hommes qui, sans la présence de Saavedra, l'auraient obligé à signer son abdication. Dans la même nuit, Alzaga et les principaux auteurs de la manifestation furent arrêtés, jetés dans la cale d'un bâtiment et transportés à Patagones.

La nouvelle de la défaite des Espagnols jeta dans la consternation la junte de Montévidéo ; mais Elio releva son moral en lui donnant l'assurance que bientôt des ordres viendraient d'Espagne qui enlèveraient à Liniers un pouvoir dont il se servait pour persécuter les meilleurs sujets du roi Ferdinand. La junte, dans cette espérance, persista à refuser de reconnaître l'autorité de Buénos-Ayres; elle s'enhardit même jusqu'à braver ouvertement le vice-roi en envoyant un bâtiment de guerre, aux ordres du colonel Viana, pour enlever de force, si cela était nécessaire, les Espagnols exilés à Patagones, et les ramener à Montévidéo, d'où, pensait-elle, les ordres que l'envoyé d'Elio sollicitait de la junte centrale de Séville leur permettraient de retourner bientôt à Buénos-Ayres.

Cette attitude d'Elio et d'une partie des Montévidéens n'émut que médiocrement Liniers, qui, ayant reçu, peu de jours après la révolution, le titre de comte de Buénos-Ayres avec des lettres

de noblesse, voulait jouir en paix de la grande position que des circonstances heureuses et son audace lui avaient faite. Sa tranquillité s'accrut encore quand l'ambassadeur anglais à la cour de Rio-Janeiro, lord Strangford, l'eut envoyé féliciter au sujet de l'alliance qui venait d'être conclue entre l'Espagne et l'Angleterre, alliance qui rendait libre la navigation de la Plata, interceptée auparavant par les croiseurs anglais.

Cisneros, envoyé comme vice-roi par la junte centrale, est reconnu à Buénos-Ayres comme à Montévidéo, et rétablit l'autorité légale dans toute la vice-royauté. — Il ouvre les ports de la Plata au commerce anglais. Conséquences de cette mesure.

Elio avait compté avec raison sur la réussite de l'émissaire qu'il avait envoyé en Espagne. Liniers, accusé d'immoralité et de malversation, ne pouvait manquer, en raison de son origine française, d'être reconnu coupable par une junte espagnole qu'animait une haine implacable contre les Français. Sans se souvenir de ses éminents services, des éloges que peu de mois auparavant on lui avait prodigués, les hommes qui gouvernaient encore les colonies espagnoles n'hésitèrent pas à le remplacer par le lieutenant-général don Balthazar Hidalgo de Cisneros.

Cisneros avait conquis ses grades dans la marine; il s'était particulièrement distingué à Trafalgar, à bord de la *Trinidad*, qu'il commandait, et qui lutta longtemps bord à bord avec la *Victory*, montée par Nelson. C'est lui qui présidait la junte de Carthagène, qui la première donna le signal de la résistance armée contre Napoléon. C'était, en somme, un homme d'un incontestable courage. Cependant ce n'est pas sans hésitation qu'il venait prendre possession du poste de vice-roi de la Plata : car, si la junte centrale lui avait donné de pleins pouvoirs, elle ne lui avait donné ni une piastre ni un soldat, pressée

qu'elle était par l'invasion française, qui ne lui permettait pas de disposer d'une seule compagnie pour les colonies.

Il y avait si peu de communications à cette époque, où le commerce était complétement paralysé, entre l'Espagne et la Plata, même après la paix avec l'Angleterre, que ce fut par l'arrivée de Cisneros à Montévidéo que l'on y apprit la nomination d'un nouveau vice-roi.

Liniers, qui voyait tout d'un coup s'évanouir ses rêves d'avenir, en fut étourdi. Les patriotes aussi s'alarmèrent; ils craignaient, non sans raison, qu'un vice-roi connu pour être fanatiquement dévoué aux juntes anti-françaises ne fût l'homme des Espagnols, et qu'il ne leur ravît, aussitôt arrivé, la prépondérance qu'ils avaient conquise grâce à la révolution tentée par Alzaga.

Ceux qui désiraient le plus ardemment se séparer de l'Espagne conseillèrent à Liniers de ne pas reconnaître le nouveau vice-roi, qui, disaient-ils, ne tenait pas ses pouvoirs d'une autorité légalement constituée. Belgrano surtout, que nous pouvons considérer comme étant, à cette époque, la tête du parti révolutionnaire, dont Saavedra était le bras, le poussait à la résistance; et il lui insinuait un faux-fuyant qui devait mettre son honneur à couvert, car Liniers tenait par-dessus tout à passer pour le plus loyal des sujets du roi Ferdinand VII: il lui conseillait de proclamer vice-régente de la Plata la princesse Charlotte, sœur du roi Ferdinand, mariée au prince régent du Brésil, laquelle aurait gouverné la colonie pendant la captivité du roi son frère.

Belgrano, dont les amis avaient sondé le terrain à la cour de Rio-Janeiro, savait la princesse très-disposée à accepter. La cour du Brésil l'aurait certainement appuyée, espérant pour le moins, s'il lui fallait jamais rendre le pays aux Espagnols, qu'elle y gagnerait d'arrondir son empire au sud et d'en porter les bornes jusqu'aux rives de la Plata, qu'elle regardait comme sa limite naturelle de ce côté, ainsi que l'attestait encore la Co-

lonia del Sacramento. Les Anglais ne pouvaient non plus manquer de donner les mains à ce projet : ils étaient en paix avec les Espagnols, et dans de meilleurs termes encore avec le Portugal, qui avait pour ainsi dire accepté le protectorat de l'Angleterre ; nul doute donc qu'ils n'aidassent de tout leur pouvoir à l'établissement de la princesse espagnole mariée, à un prince portugais.

Belgrano faisait valoir toutes ces raisons et bien d'autres auprès de Liniers. Il lui représentait qu'étant en position, comme il l'était, de tout faire, le premier rang ne saurait lui échapper. Il s'enthousiasmait à l'idée que Buénos-Ayres pouvait désormais être gouvernée pour elle-même, et non plus pour l'Espagne, qui l'exploitait pendant sa prospérité et l'abandonnait dans ses désastres. Il promettait à Liniers le concours des principaux patriotes. Il est bon, en effet, de remarquer qu'en 1809 personne ne pensait encore à la république. Ce que voulaient les patriotes, c'était se séparer de l'Espagne, être indépendants; la forme du gouvernement était pour eux une question secondaire. Enfin Belgrano rappelait à Liniers le serment qu'il avait prêté au roi Ferdinand VII, serment qui l'obligeait à repousser un vice-roi nommé par une junte qui, d'après les déclarations du captif de Valençay, agissait contre la volonté royale.

Pendant que les patriotes de la rive droite faisaient ainsi tous leurs efforts pour relever le moral de Liniers, les Espagnols de la rive gauche travaillaient dans un sens opposé le nouveau vice-roi, qui venait de débarquer à Montévidéo.

Liniers lui était représenté par Elio comme un aventurier ambitieux, capable de tout pour conserver la position qu'il avait usurpée. Ses exploits contre les Anglais n'étaient que vent et fumée; il avait su tromper tout le monde : le succès contre Beresford était dû à Concha, qui avait fait traverser la rivière aux troupes envoyées de Montévidéo ; sans Alzaga, que

le Français jaloux avait exilé à Patagones, Liniers n'aurait rien fait contre Whitelocke. Il l'accusait en outre d'être d'accord avec le roi Joseph, et de n'attendre qu'une occasion favorable pour faire hommage à Napoléon de la vice-royauté qu'on avait eu l'imprudence de lui confier.

Quant aux milices qui l'avaient soutenu contre Alzaga, c'étaient, suivant Elio, des traîtres contre lesquels il fallait sévir avec une extrême rigueur, pour les maintenir dans l'ordre. « C'est de la canaille qu'il faut menacer de pendre, et puis le faire, » tel était son refrain favori.

Mais toutes ces instigations en sens inverse restèrent sans effet, grâce au caractère indécis de Liniers et à la prudence de Cisneros.

Le nouveau vice-roi, au lieu de s'embarquer pour Buénos-Ayres avec toutes les troupes régulières de Montévidéo, comme le voulait Elio, se dirigea sur la Colonia accompagné d'une faible escorte, aux ordres du colonel Viana. De là, il envoya à Buénos-Ayres, avec le titre de gouverneur provisoire, le vieux général Nieto, qui était venu avec lui d'Espagne, et qui n'avait encore ni sympathie ni antipathie pour les partis qui se disputaient l'influence en Amérique.

Nicto débarqua dans la journée du 15 juillet, accompagné de quelques officiers, et se rendit au fort. Liniers, malgré les exhortations des patriotes, ne fit aucune difficulté de le recevoir comme gouverneur de Buénos-Ayres, et le fit reconnaître comme tel par tous ses subordonnés.

Le lendemain, Nieto, pour intimider les patriotes, fit arrêter Puirredon, qui s'était fait remarquer par ses opinions anti-espagnoles, et ordonna à toutes les autorités civiles et militaires de se rendre à la Colonia pour s'y mettre aux ordres du vice-roi Cisneros.

Liniers et tous les fonctionnaires, qu'Elio représentait comme des révolutionnaires enragés, obéirent sans murmurer, et leur langage, leur empressement à la Colonia, ne tardèrent

pas à convaincre Cisneros qu'il pouvait en toute sécurité entrer à Buénos-Ayres. Il renvoya donc son escorte et s'embarqua pour sa capitale, où il fut reçu, le 30 juillet 1809, sinon avec enthousiasme, du moins avec de grandes démonstrations de respect de la part des habitants.

Désirant vivre en paix avec tout le monde, le vice-roi, loin d'user de sévérité, comme le lui conseillait Elio, s'appliqua au contraire à calmer les tendances révolutionnaires qui s'étaient manifestées depuis l'invasion anglaise. Ses décrets étaient toujours précédés de sages considérants, où il exhortait tout le monde à la conciliation. Il donna sa sanction aux mesures prises par la junte de Montévidéo, tout en lui ordonnant de se dissoudre. Il approuva également la répression du mouvement du 1er janvier, mais il fit cesser l'instruction criminelle commencée par ordre de Liniers contre ceux qui y avaient pris part.

L'exemple de Montévidéo ayant été imité et des juntes s'étant installées dans les provinces du Nord, par suite de certaines difficultés entre le gouvernenr et le tribunal de Chuquisaga, sur lesquelles nous reviendrons, Nieto fut envoyé pour les dissoudre, afin qu'il n'y eût dans toute la vice-royauté d'autre autorité que celle de Cisneros ou de ses délégués. C'était retourner au système d'autorité une et centralisée tel qu'il avait existé sous les précédents vice-rois, et que, sous ombre de fidélité à la personne du roi, on avait fortement ébranlé dans les colonies.

Pendant que Nicto remplissait sa mission dans le Nord, la police était organisée à Buénos-Ayres. Les *serenos*, gardes de nuit, surveillaient les patriotes en même temps qu'ils veillaient à la sécurité personnelle des habitants. Mais la soumission de Liniers, la facilité avec laquelle les ordres du nouveau vice-roi étaient exécutés, achevèrent de tranquilliser Cisneros, qui aurait réussi à éteindre tout esprit de sédition si le manque d'argent ne l'eût obligé de prendre la plus révolutionnaire des mesures.

Les ressources dont pouvaient disposer les vice-rois en temps ordinaires se composaient de quelque argent envoyé de Bolivie, des sommes fournies par l'Espagne pour payer ses employés, et des droits perçus sur les marchandises d'Espagne introduites en Amérique par les ports de la Plata. La guerre que l'Espagne avait à soutenir contre la France avait tout d'un coup tari ces sources de revenus. La Bolivie envoyait par la voie de Panama jusqu'à la dernière piastre qu'il était possible de tirer du trésor de Potosi. L'Espagne, qui ne parvenait qu'à grand'peine à faire face à ses plus urgents besoins, ne pouvait songer à ses employés d'outre-mer. Le commerce était entièrement paralysé par la guerre, et plus un seul ballot n'arrivait aux douanes d'Amérique. Aussi le besoin d'argent se faisait-il sentir de jour en jour davantage, et Cisneros n'ayant plus une piastre pour payer les troupes et les employés civils, se vit dans la nécessité de chercher de nouvelles sources de revenu.

Les économistes de Buénos-Ayres, sans comprendre peut-être toute la portée de leurs conseils, proposèrent d'ouvrir les ports de la Plata aux Anglais, comptant sur les droits d'importation et d'exportation pour remplir promptement les caisses vides du Trésor.

Le vice-roi, persuadé que c'était là l'unique manière de se procurer des ressources immédiates, adopta le conseil; mais, avant de le mettre en pratique, il voulut prendre l'avis du consulado et de la municipalité, ne voulant pas porter seul la responsabilité d'une mesure en opposition avec ses instructions.

Le docteur Moreno fut chargé d'exposer les avantages de cette mesure dans une *Representacion* restée célèbre pour la manière lucide, franche, énergique, dont il y défendait le droit qu'a toute nation de trafiquer avec qui bon lui semble. Ce mémoire, imprimé et répandu dans le public pour populariser l'idée qu'il préconisait, fut officiellement envoyé à la municipalité et au consulado, comme aux représentants légaux des intérêts et des besoins de la vice-royauté.

Cisneros voulait s'appuyer sur l'opinion publique, et il commit là, sans y penser, une grande faute : l'opinion publique, en effet, ne saurait être un appui pour les gouvernements irresponsables comme était celui de la métropole; c'est plutôt un levier qui à la longue sert à les renverser.

L'idée de trafiquer avec les Anglais était d'ailleurs tellement en dehors des habitudes acquises par les commerçants de Buénos-Ayres, qu'elle jeta parmi eux une sorte d'alarme; elle était notamment repoussée par certains trafiquants qui craignaient de ne pas pouvoir faire par le commerce régulier d'aussi beaux bénéfices que ceux qu'ils réalisaient par la contrebande. Mais le besoin d'argent était trop pressant pour que le vice-roi, soutenu par les créoles propriétaires de bestiaux, ainsi que par les patriotes, ne triomphât pas de ces résistances, et le pays eut, un peu malgré lui, le droit de faire ce que Belgrano demandait pour lui quelques années auparavant, c'est-à-dire le droit d'acheter à qui vendait au meilleur marché et de vendre à qui payait le mieux, abstraction faite de la nationalité du vendeur ou de l'acheteur.

Le succès de la mesure fut complet. Voici comment un économiste contemporain en apprécie les résultats :

En 1809, la trésorerie de Buénos-Ayres avait à payer 250,000 piastres (1,250,000 fr.) par mois, soit 3 millions de piastres (15 millions de francs) par an. Avant que le commerce eût été rendu libre, la douane produisait à peu près 100,000 piastres par mois, soit 1,200,000 par an. Une fois les ports ouverts aux navires de toutes les nations, les recettes de la douane, non-seulement suffirent à couvrir toutes les dépenses, mais encore laissèrent un excédant de 166,000 piastres par mois, ce qui élevait le produit annuel à 5 millions de piastres, et présentait un bénéfice de 4,200,000 piastres sur ce que percevait le Trésor alors que le commerce était limité.

Cisneros eut donc lieu d'être très-satisfait d'une opération dont les résultats s'annonçaient tels, qu'il entrevoyait la possi-

bilité, après avoir couvert les dépenses de la colonie, d'envoyer des fonds en Espagne, chose qu'aucun vice-roi de la Plata n'avait encore faite. Les créoles libéraux l'étaient davantage encore, l'expérience ayant révélé les immenses ressources du pays, et prouvé qu'il pouvait vivre de ses revenus, sans avoir rien à demander au Pérou ni à l'Espagne.

Mais la division entre créoles et péninsulaires était, depuis la révolution tentée par Alzaga, si profonde, qu'il suffisait que les uns applaudissent à une mesure pour que les autres la condamnassent. La liberté du commerce, comme on appelait la permission accordée aux Anglais d'introduire leurs marchandises moyennant un droit fort élevé, n'allait, à entendre les péninsulaires, qu'à ruiner le pays, et Cisneros, après avoir été prôné comme l'homme qui devait leur rendre leur suprématie, leur devint aussi odieux que l'était Liniers quand le nouveau vice-roi vint le remplacer. Les patriotes, au contraire, paraissaient enchantés de leur vice-roi. Malheureusement cette popularité dont jouissait Cisneros parmi le parti libéral ne devait pas durer.

Si le vice-roi s'était montré prudent à Buénos-Ayres, ses agents dans les provinces du Nord avaient suivi une ligne de conduite diamétralement opposée. Il est juste de dire que les juntes qui s'étaient formées dans cette partie de la vice-royauté s'étaient conduites envers les autorités avec une violence qui n'avait pu se manifester dans celle de Montévidéo, présidée par le gouverneur espagnol Elio.

A Chuquisaca, l'idée d'établir une junte était née d'une querelle entre l'évêque et ses chanoines. La cour suprême, appelée à juger leur différend, avait donné raison aux chanoines. Le gouverneur, Pizarre, s'était au contraire prononcé pour l'évêque, qui, fort de ce puissant appui, crut pouvoir braver les arrêts du tribunal. Les juges, soutenus par les créoles, se piquèrent au jeu, et ce conflit prit bientôt les proportions d'une

véritable révolution. Pizarre, accusé de vouloir abandonner la cause du roi captif, se vit attaqué dans son palais, enlevé et enfermé dans un cachot.

Les auteurs de cet exploit voulurent dès lors se gouverner eux-mêmes. En conséquence, imitant ce qui avait été fait en Espagne contre Joseph, ils élurent une junte qui devrait administrer le pays jusqu'à ce que le roi Ferdinand leur fît connaître son bon plaisir.

Tout cela dénotait sans doute un grand amour pour la personne royale ; mais le gouvernement du Pérou, que la révolution de Chuquisaca touchait de plus près, jugea qu'il fallait réprimer énergiquement ces velléités révolutionnaires, d'autant plus dangereuses qu'à cette même époque un mouvement analogue avait eu lieu à Quito ; un gouverneur de Carthagène avait été massacré par le peuple révolté, et dans l'Amérique entière les créoles, sans oser encore se déclarer ouvertement contre l'Espagne, montraient fort peu de respect pour les gouverneurs que luer envoyait la métropole.

Nieto, chargé, comme nous l'avons dit, d'aller rétablir l'autorité légale dans les provinces péruviennes, était parti avant qu'on eût appris à Buénos-Ayres ce qui s'était passé à Chuquisaca. Ce ne fut qu'en route qu'il sut toute la gravité de sa mission, beaucoup plus difficile qu'il ne l'avait pensé ; mais il fut informé en même temps qu'il allait avoir à sa disposition des moyens d'action plus puissants. Goyenèche, préfet à Cusco, avait, en effet, reçu l'ordre de marcher avec quelques troupes sur la Bolivie, et devait l'aider dans son œuvre de pacification.

Loin d'imiter l'esprit de conciliation qui avait si bien réussi à Cisneros, les deux représentants des vice-rois donnèrent à leur mission le caractère d'une conquête. Ayant battu les milices bourgeoises improvisées de Chuquisaca, ce qui n'avait pas été difficile pour leurs soldats, ils se montrèrent, Goyenèche particulièrement, implacables envers des hommes qui, après tout, n'étaient coupables que d'aspirations regardées comme

hautement méritoires en Espagne, approuvées à Montévidéo et pardonnées à Buénos-Ayres. Quelques pauvres diables, tous créoles, furent condamnés à mort, et Cisneros, peut-être pour reconquérir sa popularité perdue parmi les péninsulaires, ratifia la sentence.

Cette inutile cruauté indigna les patriotes, qui, de ce moment, ne virent dans le vice-roi qui leur avait appris que leur pays était assez riche pour pouvoir aspirer à l'indépendance qu'un tyran lâche et cruel, incapable de suivre une ligne de conduite, et dont il fallait au plus tôt se débarrasser.

L'état de l'Espagne en 1809 était tel d'ailleurs que tout poussait à la révolution, et que tout mouvement dans cette voie semblait assuré d'une réussite complète ; les nouvelles qui arrivaient d'Europe faisaient croire que le pouvoir des Bourbons tombait pour ne plus se relever ; les armées françaises chassaient devant elles tout ce qui s'opposait aux volontés du grand empereur, maître alors de l'Europe. Le moment d'agir était donc venu pour les patriotes; ils décidèrent en conséquence dans leurs réunions secrètes qu'ils lèveraient l'étendard de l'indépendance aussitôt que les Français auraient franchi la Sierra Morena, dernier rempart, à leur point de vue, de la puissance espagnole.

IV

RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

Révolution du 25 mai. Renversement du gouvernement espagnol. Nomination d'une junte de gouvernement. — Belgrano, Saavedra, Castelli.

Rien ne saurait donner une idée de l'immensité des perspectives qui se déroulent devant le voyageur dans les plaines de la République Argentine ; aucun accident de terrain n'arrête sa vue, qui, de tous côtés, s'étend à l'infini, et l'horizon forme autour de lui un cercle incommensurable, dont il occupe toujours le centre et au milieu duquel il se trouve bien petit.

Quand une colonne de chrétiens s'enfonce dans ces déserts et qu'elle rencontre une troupe indienne, c'est toujours les pointes des longues lances que l'on voit d'abord s'agiter au-dessus des hautes herbes. A mesure que les deux troupes se rapprochent, les Européens se serrent en peloton ; les Indiens, au contraire, se dispersent pour envelopper leur ennemi. Leur tactique est basée sur le courage et sur l'initiative individuels. L'attaque n'a pas lieu, comme dans nos batailles européennes, par le choc d'un corps contre un autre ; elle s'engage successivement sur autant de points de la circonférence qu'il y a d'Indiens, ceux-ci se détachant l'un après l'autre du cercle pour se précipiter sur l'ennemi, et ne présentant ainsi à la fusillade que des points de mire isolés et fugitifs, ce qui la rend beaucoup moins meurtrière, et l'on peut dire que le combat ne commmence qu'au moment où les armes se croisent. Si le

bataillon se laisse trouer, il est perdu. Quelle est, dans ce cas, la lance qui a donné la victoire, nul ne le sait.

Ce souvenir est venu naturellement sous ma plume quand j'ai eu à expliquer la révolution argentine. On n'en peut trouver la cause dans tel fait plutôt que dans tel autre, personne ne peut s'attribuer l'honneur de l'initiative. On en peut voir le germe dans le développement graduel de l'esprit humain, qui, chaque jour, demande aux puissants plus de respect pour les droits des faibles, une plus stricte soumission aux devoirs que les grandes positions imposent; dans la lutte avec l'Angleterre, qui révéla aux colons leur puissance militaire; dans la pénurie du trésor, qui, obligeant le vice-roi à ouvrir, malgré ses instructions, les ports de la Plata aux marchandises anglaises, montra aux colons les ressources financières dont pouvait disposer le pays; dans la conduite de Cisneros, approuvant à Montévidéo ce qu'il condamnait à Chuquisaca; dans l'ambition de quelques hommes qui se croyaient méconnus; dans la morgue des Castillans, prétendant à la suprématie par cela seul qu'ils étaient nés en Espagne; enfin dans la grande loi du progrès humain, si simple dans son but, mais si compliquée dans ses moyens.

Sans doute l'état de l'Espagne, haletante sous la botte des maréchaux de l'Empire, affaiblie par l'immense désastre de Trafalgar, a puissamment favorisé le mouvement insurrectionnel des créoles; mais la révolution était dans le pays, et elle devait triompher tôt ou tard, parce qu'elle appelait l'Amérique à un état plus équitable et plus digne que l'état colonial.

Dans les événements que nous allons raconter, nous verrons l'impulsion donnée par un petit groupe d'hommes d'action; mais ces chefs de colonne recevaient leur force, si l'on pouvait ainsi dire, de la disposition des esprits depuis longtemps préparés. Le peuple suivait, et chaque triomphe préparait un nouveau terrain de lutte et un nouveau succès. Ainsi un mouvement commencé pour soutenir l'autorité de l'Espagne, menacée par l'invasion étrangère, aboutit au renversement de cette autorité

et à l'indépendance des colonies du sud-est de l'Amérique méridionale.

Le 13 mai 1810, une frégate arrivée à Montévidéo apportait de bien tristes nouvelles pour les Espagnols. L'armée française était en Andalousie ; Soult occupait Séville, Cadix était menacée ; la junte centrale, entièrement démoralisée, se trouvait enfermée dans l'île de Léon, sans prestige comme sans espérances.

Il n'y avait donc plus d'autorité, plus de métropole. Les colonies espagnoles pouvaient se réputer libres et indépendantes de fait comme de droit. L'Espagne était sans force pour se faire obéir, et, selon la parole de Moreno, les créoles n'avaient qu'à vouloir pour obtenir ce qu'ils voudraient. Cependant ils étaient calmes, comme ceux qui savent que leur cause est juste et qu'ils sont assez forts pour la faire triompher.

Le vice-roi, isolé, voyant la junte dont il tenait ses pouvoirs réduite à l'impuissance, sentait que l'autorité lui échappait, sans qu'il eût aucun moyen de la retenir ; plutôt donc en homme qui veut mettre sa responsabilité à couvert qu'en maître qui fait acte d'autorité, il publia une proclamation où, après avoir annoncé officiellement les désastres de l'Espagne, tels qu'on les connaissait déjà par les bruits qui circulaient depuis l'arrivée de la frégate dont nous avons parlé, il recommandait l'ordre et l'union, faisant tout particulièrement appel aux milices nationales, de la volonté desquelles il comprenait que dépendait son maintien au pouvoir, et il terminait par ces mots, qui révélaient ses craintes : « Profitez, si vous voulez être heureux, des conseils de votre chef. »

Les patriotes voulaient effectivement être heureux ; mais ils différaient de manière de voir avec le vice-roi sur les moyens de l'être. Pour eux, l'ordre, la stabilité, ne pouvaient s'obtenir qu'en consultant le peuple, qui déciderait en quelles mains devrait être remise l'autorité. Ce qui n'était encore qu'à l'état de vague désir dans les masses, les aînés de la révolution le formulaient ainsi dans le sein du conseil municipal : « La mu-

nicipalité, délégation du peuple, doit consulter tous ses commettants, et les appeler à se prononcer dans une assemblée qu'elle présidera. » La langue espagnole a un mot pour désigner ces assemblées populaires : *cabildo abierto*, c'est-à-dire municipalité ouverte, municipalité où chaque citoyen est appelé à délibérer et à voter pour fixer les destinées du pays.

En demandant un *cabildo abierto*, les patriotes savaient parfaitement où ils allaient. Saavedra, Belgrano, Moreno, Castelli, Leiva, Lezica, les uns membres de la municipalité, les autres ayant auprès d'elle un facile accès, furent en conséquence chargés d'y proposer formellement la convocation d'une assemblée des notables.

Mais Cisneros, qui avait eu vent des projets des patriotes, résolut de les devancer et de prévenir le mouvement qui suivrait indubitablement une pareille proposition. Il assembla donc les chefs des milices dans la nuit du 19 au 20 mai, et, après les avoir mis au courant de la situation, il leur dit qu'il comptait sur eux pour ramener à la raison des hommes égarés, qui se proposaient de faire intervenir le peuple dans l'administration du pays, et pour conserver la paix menacée par quelques écervelés.

Les patriotes devinèrent aisément les intentions du vice-roi, qui voulait, malgré les nouvelles arrivées de la Péninsule, se maintenir au pouvoir; aussi Saavedra lui répondit-il, avec sa fermeté habituelle : « Que Votre Excellence ne compte ni sur moi ni sur le bataillon que je commande; nous voulons assurer notre avenir et l'avenir de l'Amérique, que nous ne considérons pas comme suffisamment sauvegardé entre vos mains. Les circonstances font une nécessité à Votre Excellence de donner sa démission. Celui de qui elle tenait ses pouvoirs n'existe plus, et ces pouvoirs par cela même se trouvent annihilés. C'est ce qui nous a décidés à reprendre nos droits et à les garder nous-mêmes. » Les autres chefs de corps parlèrent dans le même sens.

Cisneros voyait donc la révolution se dresser devant lui, sans avoir aucun moyen de lui résister.

Les patriotes, après la déclaration de Saavedra, se crurent engagés, et comprirent qu'il n'y avait plus à reculer, qu'il fallait au contraire profiter de l'abattement des péninsulaires pour prévenir une lutte. Une réunion des chefs des milices eut lieu chez Peña, et l'on y parla de la révolution comme d'une nécessité du moment. Sans en informer le vice-roi ou le commandant général, on envoya aux officiers l'ordre de prévenir leurs soldats qu'ils eussent à se tenir prêts à s'assembler en armes, au premier signal, dans leurs casernes respectives.

Belgrano et Saavedra s'entendirent avec le président de la municipalité, Lezica, et avec le secrétaire, Leiva, créoles tous deux, pour la présentation d'une proposition tendante à la convocation d'une assemblée des notables, qui déciderait si le vice-roi serait maintenu au pouvoir, ou si l'on élirait un nouveau gouvernement capable de sortir le pays de la situation précaire où il languissait, au grand détriment de tous.

Une réunion très-nombreuse eut lieu le 21, dans l'après-midi, chez Rodriguez, qui commandait la cavalerie des faubourgs. La discussion fut tumultueuse et confuse; il fut impossible de s'entendre, et cet essai d'assemblée n'aboutit à rien. Ce que voyant, les chefs du mouvement se donnèrent rendez-vous pour le soir chez Peña.

Ils s'y trouvèrent dix seulement, mais tous hommes influents. Aussitôt réunis, ils agirent comme si le peuple les eût investis de pleins pouvoirs, et ils envoyèrent aux milices l'ordre de s'assembler dans leurs casernes.

Ce gouvernement improvisé, ignoré du peuple même dont il se disait le représentant, comprit tout d'abord qu'il ne pouvait exister en même temps que le vice-roi; il y avait à craindre, en effet, que celui-ci ne s'opposât à la réunion de l'assemblée qu'ils voulaient convoquer pour obtenir la confirmation de l'au-

torité dont ils s'étaient emparés. La force armée était à leur disposition; le régiment Ferdinand VII, qui gardait le fort, où résidait le vice-roi, était aux ordres d'un des leurs. Ils pouvaient donc se montrer audacieux, bien sûrs qu'un plein succès couronnerait leur audace, car toute mesure violente de la part du vice-roi aurait infailliblement ameuté contre lui les soldats. Aussi résolurent-ils de notifier immédiatement à Cisneros sa déchéance.

Trois membres de la réunion furent désignés pour aller porter au vice-roi la décision de ces dix hommes, agissant, disaient-ils, au nom du peuple. Ce furent Terrada, Rodriguez et Castelli que le gouvernement provisoire chargea de cette difficile, ou plutôt de cette délicate mission. Arrivés à la forteresse, Terrada se mit à la tête de la compagnie de grenadiers qui était de garde, et ses deux collègues montèrent résolûment dans les salons où le vice-roi faisait tranquillement sa partie de cartes avec les principaux fonctionnaires espagnols.

Les deux émissaires de la révolution, sans s'être fait annoncer, abordèrent Cisneros. Ce fut Castelli qui prit la parole : « Nous avons, dit-il en s'adressant au vice-roi, la pénible mission d'annoncer à Votre Excellence, au nom du peuple et de la force armée, que dès ce moment elle est déchue de ses fonctions, et qu'aucun acte signé par elle ne saurait plus avoir de force. »

L'effet produit par ces quelques mots fut foudroyant. Les assistants, soulevés en quelque sorte de leurs siéges, restèrent muets d'étonnement. Cisneros fut le premier à rompre le silence : « Que veut dire cette audace? s'écria-t-il avec emportement. Savez-vous que c'est le roi notre auguste maître que vous insultez en ma personne? Avez-vous bien compris l'énormité d'un pareil attentat? »

Castelli répondit avec le calme d'un homme qui est certain de ne courir aucun danger. La discussion se prolongeait. Rodriguez, craignant que le vice-roi, si on lui donnait le temps

de se remettre, ne recourût à quelque parti violent, intervint brusquement. « Que Votre Excellence, dit-il, ne s'emporte point en d'inutiles récriminations. Nous avons cinq minutes encore pour rapporter au peuple sa réponse. Qu'elle avise donc promptement, avant que nous sortions. »

Ces mots firent croire aux personnes qui entouraient le vice-roi à un danger qui n'existait pas. Sur leur conseil, Cisneros prit le parti de céder. « Messieurs, finit-il par dire, je ne puis que déplorer les malheurs que vont infailliblement attirer sur le pays les mesures que vous venez de prendre; mais, puisque l'armée m'abandonne et que le peuple le veut, je cède. Faites comme bon vous semblera. »

Démoralisé, vaincu, le vice-roi autorisa, dans la soirée même, la convocation des habitants de Buénos-Ayres pour connaître la volonté du plus grand nombre et faire cesser ainsi la fermentation des esprits.

Le 22 mai, les notables de la ville remplissaient les salons de la municipalité. On put dès le premier moment constater l'existence de trois partis distincts : le parti patriote, le parti de la métropole, et un parti intermédiaire que l'on pourrait appeler le parti de la conciliation.

Le parti patriote demandait la déposition immédiate du vice-roi et la formation d'un gouvernement purement américain, qui administrerait le pays pour lui-même et en dehors de l'Espagne. Ce parti, de beaucoup le plus nombreux, n'était pas complétement homogène; on y remarquait deux nuances : les uns, à la tête desquels était Saavedra, voulaient laisser à la municipalité le soin d'élire le nouveau gouvernement; les autres, guidés par Castelli, demandaient qu'il fût nommé directement par le peuple.

Le parti de la métropole, composé de l'évêque, de quelques chanoines, des membres de la haute-cour de justice, de quelques riches commerçants et de presque tous les employés de la vice-royauté, sans s'opposer ouvertement au mouvement,

espérait le faire avorter en proposant que le vice-roi continuât à administrer le pays durant la captivité de Ferdinand VII, avec l'assistance d'un conseil composé des membres de la haute-cour.

Le parti conciliateur désirait que la municipalité, composée à peu près également d'Espagnols et de créoles, gouvernât provisoirement, jusqu'à l'élection d'une junte qui la remplacerait, mais qui devrait agir d'accord avec les représentants de l'autorité royale en Espagne.

La réunion était nombreuse. On peut dire cependant que la masse du peuple ne prenait encore parti ni pour les uns ni pour les autres. C'étaient la classe aisée, les employés, qui encombraient les salons de la municipalité; la place publique était à peu près déserte, et la majorité des citoyens semblait en quelque sorte étrangère à une révolution faite au nom du peuple. Quant aux milices, renfermées dans leurs casernes, elles attendaient pour agir les ordres de leurs chefs.

Toute la journée du 22 se perdit en vaines disputes. L'évêque surtout parlait avec une grande force des droits de l'Espagne, de la reconnaissance que l'on devait à la mère-patrie, et les créoles virent le moment où leurs efforts allaient échouer. Castelli s'épuisait à rétorquer les arguments du prélat. Ses idées audacieuses épouvantaient les routiniers, et les moins timides n'osaient partager sa confiance dans les masses : la solitude de la grande place, qu'ils voyaient presque vide, semblait prouver le peu de cas que le peuple faisait de ses prôneurs.

Cependant, à mesure que la soirée avança, la place se remplit, et à neuf heures la foule était compacte, mais calme pourtant. L'assurance des Espagnols, qui avaient vu l'enthousiasme de cette foule pour Saavedra et Liniers lors de leur lutte contre Alzaga, diminuait à vue d'œil; les créoles, au contraire, reprenaient confiance. Enfin, vers minuit, une proposition de Castelli fut adoptée; elle était ainsi conçue : « Vu l'impossibilité de concilier la tranquillité publique avec le maintien du vice-

roi et du régime établi, la municipalité est autorisée à constituer, de la manière la plus conforme aux vœux et aux intérêts du peuple dans les circonstances actuelles, une junte qui restera dépositaire de l'autorité jusqu'à la réunion des députés des autres villes et bourgs de la vice-royauté. »

Aussitôt le beffroi de la municipalité, mis en branle par quelques patriotes, annonça aux Espagnols que leur règne était fini.

Il y avait en effet toute une révolution dans cette autorisation donnée à la municipalité, et cette séance du 22 mai eût pu terminer la lutte entre les créoles et les Espagnols, si les premiers eussent déployé, pour accomplir la grande œuvre de l'affranchissement, autant d'audace et de persévérance qu'ils en avaient mis à la préparer.

Dans la matinée du 23, la municipalité se réunit de nouveau ; mais à huit clos.

Effrayés de ce qu'ils avaient vu la veille, des discussions qu'ils avaient entendues, de cette foule qui avait envahi la place dans la soirée, de la révolution, en un mot, les municipaux annulèrent ce qui avait été fait dans la soirée précédente, et décidèrent que le congrès formé la veille ne pourrait reprendre ses délibérations, inutiles autant qu'illégales ; que, malgré ce qui avait été voté, le vice-roi ne serait pas entièrement évincé, mais qu'il aurait la présidence d'un conseil qui continuerait à administrer le pays.

Pour comprendre ces résolutions contradictoires des municipaux, ce nom de *congrès* donné à une assemblée de citoyens sans mandat, qui se réunissaient de leur propre mouvement pour donner leur avis sur la situation, ces discussions confuses, ces longs discours qui firent perdre toute une journée pour aboutir à une décision qu'un meeting de Yankees aurait prise en un quart d'heure, il faut songer que ces hommes étaient complétement étrangers aux mœurs parlementaires ; un petit nombre seulement avaient lu quelques extraits des débats des

assemblées européennes, mais pour la plupart cette lutte oratoire à laquelle ils avaient assisté était sans précédents, même en théorie.

Ce que la municipalité, après avoir voté, le 22, la proposition de Castelli, décrétait le 23, était précisément ce que l'évêque avait demandé avec tant d'insistance, et qui avait été unanimement repoussé à la dernière heure.

Quoi qu'il en soit, la décision de la municipalité fut portée à Cisneros, qui tout le premier s'étonna de cette étrange réaction, et qui, craignant de se compromettre plus qu'il ne l'était, répondit qu'il n'accepterait qu'autant que les chefs des milices s'obligeraient à soutenir le nouvel ordre de choses.

Pour avoir l'avis des officiers, ainsi que l'exigeait Cisneros, les portes du Cabildo furent ouvertes aux militaires; mais il se trouva bientôt envahi par les patriotes, et, sous leurs yeux, les officiers déclarèrent que le peuple voulait la déposition du vice-roi, ainsi que cela avait été décidé.

La municipalité, inopinément appelée à un rôle au-dessus de ses forces, était condamnée à marcher de contradiction en contradiction. Après avoir, dans la matinée, décrété le maintien de Cisneros, elle permit, dans l'après-midi, que la déchéance du vice-roi fût publiquement annoncée.

Les dix patriotes réunis chez Peña le 21 auraient voulu faire la révolution pour le peuple, mais sans l'intervention du peuple. La conduite indécise de la municipalité leur démontra qu'ils n'y réussiraient pas. Ils durent donc se décider à appeler à leur secours les masses, toujours prêtes aux résolutions extrêmes. Leurs efforts, qui jusqu'à ce moment avaient eu pour but de maintenir l'agitation dans la classe aisée, se concentrèrent sur le peuple, qu'ils firent entrer en scène dans la journée du 24.

La révolution dès lors n'eut plus pour théâtre les salons de la municipalité, mais la place du Cabildo et les rues environnantes, incessamment remplies de groupes qui s'entretenaient de la déposition du vice-roi et du gouvernement nouveau. La propo-

sition de Castelli, votée le 22, annulée le 23, colportée dans la ville, se couvrait de signatures. D'autres faisaient circuler une liste de candidats au gouvernement qui devait être présentée à la municipalité, et que beaucoup signaient les yeux fermés. Le mouvement révolutionnaire s'organisait. Les jeunes gens se mettaient aux ordres de Saavedra, de Belgrano, de Castelli, de Rodriguez, et les chefs patriotes se trouvèrent ainsi secondés par une foule d'aides de camp intelligents et dévoués, dont souvent ils ignoraient jusqu'au nom.

Ces nombreux et utiles auxiliaires mirent habilement à profit la nuit du 24 au 25, et purent donner à leurs chefs l'assurance que l'assemblée serait nombreuse sur la place publique.

La journée du 25, qui devait être décisive, commença néanmoins dans le calme; mais, vers dix heures, quand les membres de la municipalité arrivèrent au Cabildo, la place était déjà encombrée par la population. Pour donner à la foule le moyen de manifester extérieurement ses tendances, deux de ses coryphées, Beruti et French, s'étaient munis de rubans bleu et blanc, couleurs adoptées par le bataillon patriote de Saavedra, et après en avoir attaché à leurs chapeaux, ils en distribuèrent à tous les créoles, les invitant à les imiter. C'était une tactique bien innocente, sans doute; elle ne laissa pourtant pas d'intimider les contre-révolutionnaires, qui crurent cette foule plus disciplinée qu'elle ne l'était en réalité.

Il y eut, de ce moment, deux assemblées, une dans les salons de la municipalité, l'autre en plein air. Dans la première on discutait, dans la seconde on agissait.

Bientôt quelques jeunes gens, impatients de savoir quel parti l'emporterait au Cabildo, montèrent dans la salle des séances, se disant chargés de rendre compte au peuple de ce qui s'y tramait. Les municipaux envoyèrent Rodriguez pour calmer la multitude; mais, avant son retour, une nouvelle députation envahit la salle, apportant une liste des hommes que le peuple désignait pour le gouvernement du pays. C'étaient Saa-

vedra, Castelli, Belgrano, Ascuenega, Alberti, Maten, Larrea, Passo et Moreno.

La municipalité ne voulut pas, au premier moment, se laisser imposer cette liste. « Mais où donc est-il, s'écria Leiva, ce peuple qui vous envoie?—Si vous voulez le voir, nous n'avons qu'à sonner la cloche d'alarme, et vous apprendrez à connaître sa volonté. » Il se trouvait là quelques militaires : ils menacèrent de se jeter dans le mouvement avec les milices qui étaient sous les armes; d'autres voulaient faire battre la générale.

Le tumulte qu'occasionna cette scène fit monter d'autres flots, et la municipalité se trouva bientôt acculée dans un des coins du salon. La discussion prit alors un caractère de violence qu'elle n'avait point encore eu. On ne parlait de rien moins que de se porter au fort et de jeter le vice-roi par les fenêtres. L'agitation devenait d'instants en instants plus menaçante.

Les municipaux crurent qu'ils rétabliraient l'ordre en acceptant la liste qui leur était présentée, et qui était d'ailleurs composée des seuls hommes capables de dominer la situation. Ils entrèrent donc en pourparlers avec ceux qui s'étaient présentés comme délégués par les masses, et une espèce de constitution fut discutée et acceptée de part et d'autre. Le peuple demandait que les hommes qu'il portait au pouvoir exerçassent la pleine et entière autorité, sans intervention des anciens dominateurs; la municipalité y consentit, mais en se réservant un droit de surveillance.

Il fut donc convenu que le nouveau gouvernement nommerait aux emplois vacants. Il devrait donner la plus complète publicité aux opérations du Trésor, et ne pourrait imposer aucune contribution sans le consentement de la municipalité. Enfin le pouvoir judiciaire resterait indépendant.

Ces sages mesures, plutôt acclamées que discutées, rendirent aux municipaux une popularité que leurs hésitations avaient singulièrement compromise. Le président harangua la foule, l'exhortant à maintenir l'ordre, lui parlant d'union et de frater-

nité, et proclama les élus du peuple membres du gouvernement appelé à remplacer l'administration espagnole.

Les membres désignés prêtèrent immédiatement serment; puis, accompagnés des municipaux, et escortés par une foule enthousiaste, dont ils fendaient difficilement les flots, ils se rendirent au fort, où ils commencèrent, sans perte de temps, leurs travaux, au bruit des salves d'artillerie, des cloches lancées à toute volée, et des acclamations du peuple, saluant l'aurore de la République.

Junte de Buénos-Ayres. Ses efforts pour propager la révolution et affranchir toute la Plata de la domination espagnole. — Moreno. — Guerre de l'Indépendance. — Expédition contre Cordova. Fin de Liniers. — Délivrance des provinces du Nord. Combat de Tupiza. — Blocus de Buénos-Ayres par la marine espagnole de Montévidéo. Intervention des Anglais.

La mission acceptée par ces hommes à qui le peuple s'était enfin donné était pleine de difficultés. La ville de Buénos-Ayres, comme l'attestaient les bruyantes manifestations au milieu desquelles ils prenaient possession du pouvoir, était bien pour eux; mais il était loin d'en être de même du reste de la vice-royauté. Montévidéo, la place d'armes de l'Espagne à la Plata, était gouverné par des officiers supérieurs de la marine espagnole, qui avaient remplacé Elio, rappelé en Europe. Les bâtiments de guerre qui s'y trouvaient dominaient la rivière, et pouvaient isoler le mouvement révolutionnaire en le concentrant sur la rive droite du grand fleuve. Le général Velasco, brave soldat espagnol, inaccessible par devoir aux idées libérales, gouvernait le Paraguay. Cordova, la plus riche des villes de l'intérieur, importante surtout par son université, que fréquentait toute la jeunesse argentine, obéissait au capitaine de frégate Concha, le même qui avait aidé Liniers à transporter les troupes régulières de Montévidéo qui s'étaient réunies aux popula-

tions des campagnes pour attaquer Beresford. Liniers s'y était retiré durant l'administration de Cisneros, et Concha pouvait l'employer contre les révolutionnaires. Dans les provinces péruviennes se trouvait, avec Nieto, Goyenèche, si cruel pour les patriotes de Bolivie, créole cependant, mais connu pour la haine qui l'animait contre ses compatriotes.

Heureusement pour la révolution, parmi les hommes que l'élection populaire avait portés au pouvoir, il en était deux surtout capables d'étouffer tous ces éléments favorables à l'Espagne : c'étaient Moreno et Belgrano, caractères entiers, l'un animé des convictions du sacrificateur, l'autre plein de résignation et disposé à tous les sacrifices qu'imposent les grands devoirs, opposés en tout et pourtant se complétant l'un par l'autre.

Moreno prenait le titre modeste de secrétaire de la junte, mais c'était en réalité lui qui la conduisait, et il peut réclamer la plus grande part de la gloire qui revient à cette junte d'avoir consolidé la révolution, en rendant impossible tout accord avec la métropole. Et ce ne furent pas seulement ses collègues, mais la révolution elle-même qu'il soumit à l'ascendant de son génie.

Belgrano, infatigable ouvrier de la liberté et du progrès, s'était mis avec la plus honorable abnégation au service de cet énergique tribun. Moreno était l'homme des grandes pensée politiques, des réformes audacieuses, de l'initiative ; Belgrano, l'homme des détails et de l'exécution, également disposé à jouer son rôle de héros ou de martyr, soumis avant tout à ses devoirs.

Enfin, si l'on voulait me permettre cette comparaison, Belgrano était l'enclume, Moreno le marteau : réunis, ils forgeaient le glaive révolutionnaire.

Les collègues de ces deux hommes vraiment supérieurs suivaient, les uns la trace du fougueux initiateur, les autres celle de l'infatigable pionnier. Seul de tous les membres de la junte, Saavedra, qui avait déjà tant fait pour la révolution, ne se laissa pas absorber par les deux tribuns; il devint comme un pouvoir pondérateur entre ces deux puissances, tantôt s'opposant aux

mesures trop radicales proposées par Moreno ou Castelli, tantôt stimulant la trop grande timidité de Passo ou de Mateu.

La junte, dès qu'elle put se recueillir, comprit le danger qui menaçait la cause révolutionnaire tant que les provinces seraient gouvernées par des hommes qui ne pouvaient être que dévoués à l'Espagne. Parmi les créoles mêmes, beaucoup restaient encore attachés au monarque auquel ils avaient prêté serment l'année précédente.

Pour ne pas effaroucher ces derniers, elle affectait d'exercer au nom de Ferdinand VII, alors captif de Napoléon, l'autorité qu'elle tenait du peuple. Cette précaution ne pouvait tromper les témoins des scènes tumultueuses qui avaient précédé l'installation du nouveau gouvernement; mais dans les autres villes de la vice-royauté, ce nom de Ferdinand jetait le trouble dans l'esprit des créoles, qui ne pouvaient si aisément oublier leurs serments si récents.

Tout en agissant d'ailleurs au nom du roi, la junte exigeait que les fonctionnaires qui tenaient leur emploi de l'autorité royale prêtassent un nouveau serment au gouvernement issu du suffrage universel. Elle envoya en conséquence des commissaires dans les différentes provinces de la vice-royauté, avec la mission de faire reconnaître le nouveau gouvernement, et plein pouvoir de changer le personnel de l'administration toutes les fois qu'ils le jugeraient convenable. Ils devaient inviter les municipalités à assembler le peuple, et à faire nommer par chaque ville des députés au congrès national qui devait se réunir à Buénos-Ayres et décider de l'avenir du pays.

C'était là une sage mesure, qui aida puissamment à la consolidation de la révolution. Les hommes, en effet, qui se croyaient quelque valeur, devaient accueillir avec d'autant plus d'empressement la perspective d'aller à Buénos-Ayres se mêler aux affaires de l'État, que jusque-là le gouvernement ne les avait jamais consultés pour quoi que ce fût. Aussi, là où les masses

purent exprimer librement leur opinion, l'adhésion à la révolution de Buénos-Ayres fut unanime. Les Missions, Corrientes, Entre-Rios et Santa-Fé, le long des rivières; San-Luis, dans l'intérieur des Pampas; Mendoza et San-Juan, au pied des Andes; Tucuman et Salta, sur les confins des provinces péruviennes, se prononcèrent pour la révolution. Mais, là où les gouverneurs espagnols se montrèrent énergiques, les émissaires de Buénos-Ayres furent repoussés, bien qu'ils se présentassent au nom du roi.

La junte se préoccupa tout d'abord de l'attitude de Cordova. Le gouverneur, Concha, y était bien vu. Liniers, le vice-roi populaire, le vainqueur des Anglais, paraissait vouloir se mettre à la tête de la réaction, pour obliger peut-être l'Espagne, par de nouveaux services, à lui donner quelque poste important qui relèverait son titre de comte de Buénos-Ayres, un peu terni par les événements. Une expédition venant de Cordova pouvait isoler la révolution et l'enfermer dans Buénos-Ayres, en coupant ses communications avec le reste du pays, ce qui était d'autant plus à craindre que les rivières lui étaient déjà fermées par les vaisseaux stationnés à Montévidéo.

Ces dangers, qui préoccupaient les patriotes, donnaient, par contre, de la confiance aux partisans de la métropole qui avaient été obligés de céder à la pression de la multitude dans la journée du 25. C'est ainsi que la Cour suprême, qui s'était effacée dans le moment du péril, osa bientôt affronter le nouveau gouvernement en refusant de lui prêter serment. Tenant, disait-elle, ses pouvoirs du roi, elle n'avait pas à lui jurer de nouveau fidélité devant une junte qui elle-même ne prétendait être qu'une délégation du pouvoir royal. Cette conduite exaspéra les patriotes, au point que l'un des membres de la Cour, Caspe, qui s'était fait remarquer par la violence de son opposition, fut attaqué une nuit par quelques hommes égarés, et fort maltraité.

Alarmés par cet acte de brutale violence, les juges, ainsi

que Cisneros, qui vivait en simple particulier, songèrent à se réfugier à Montévidéo. Leur projet fut éventé, et cette circonstance accrut encore l'animosité des créoles contre les Espagnols, qu'ils accusèrent de vouloir transporter la capitale de la vice-royauté à Montévidéo, qui deviendrait ainsi la base des opérations du parti réactionnaire contre le gouvernement nouveau.

Moreno, d'ailleurs, n'était pas homme à se laisser intimider par des ennemis qu'il tenait sous sa main. Cisneros, Caspe et tous les hauts fonctionnaires furent arrêtés dans la nuit du 21 juin, et embarqués sur un brick marchand, qui sortit de la Plata sous pavillon anglais, et fit voile pour les îles Canaries, où il devait débarquer ses prisonniers. Cet acte de vigueur, dont l'illégalité même augmenta l'effet, atterra les ennemis du dedans.

Pour parer aux coups qui pouvaient venir du dehors, de Cordova notamment, la junte n'avait que les milices de Buénos-Ayres, commandées par des chefs dont l'éducation militaire se bornait à la guerre de rues qu'ils avaient faite aux Anglais en 1806; mais Moreno, devenu ministre de la guerre, organisa et équipa en quelques jours un corps de 1,200 volontaires, qu'il fit partir pour le nord, sous les ordres du commandant Ocampo et de Balcarce; et, comme il s'inspirait volontiers de la Révolution française, il voulut qu'un représentant du peuple accompagnât cette petite armée. Vieytes fut choisi pour cette mission.

Aussitôt que Concha et Liniers surent que les milices de Buénos-Ayres marchaient sur Cordova, se voyant dans l'impuissance de résister, ils prirent le chemin du Pérou, accompagnés de 400 hommes, avec lesquels ils espéraient pouvoir se joindre aux troupes régulières de Nieto, qui se trouvait, comme nous le savons, dans les provinces péruviennes; mais un corps de cavalerie, commandé par Balcarce, se mit à leur poursuite et les atteignit, le 7 août, à trente lieues au nord de

Cordova. Les soldats qui les accompagnaient se débandèrent à l'approche des patriotes, et Concha, Liniers, l'évêque Orellana et trois fonctionnaires espagnols furent faits prisonniers et dirigés immédiatement sur Buénos-Ayres.

La capture de ces révolutionnaires — c'est le nom que les patriotes donnaient aux plus fidèles sujets de l'Espagne — fut célébrée à Buénos-Ayres comme une grande victoire. La junte ordonna qu'ils fussent tous fusillés. Vieytes fut chargé, comme représentant du peuple, de faire exécuter la sentence; mais il ne l'osa. La junte, qui voulait effrayer ses ennemis, le destitua, et envoya un de ses membres, Castelli, à l'armée du Nord. Celui-ci rencontra les prisonniers à la cabeza del Tigre, petite poste sur la route de Buénos-Ayres à Cordova, et les fit passer par les armes le 26 août.

C'était un véritable assassinat, que rien ne justifiait; mais Moreno croyait qu'il fallait creuser un abîme entre les patriotes et les royalistes.

La révolution avait ainsi sacrifié du même coup les deux hommes qui avaient le plus contribué à repousser les Anglais, et qui avaient mis dans les mains des créoles ces armes dont ils faisaient un si triste usage. Ce fut une tache pour elle, un crime qui devait peser sur son avenir, comme l'assassinat d'Osorio par Ayolas avait pesé sur les premiers temps de la conquête.

Aussitôt Cordova occupée par les milices patriotes, la junte y envoya comme gouverneur Puirredon, connu déjà par la part active qu'il avait prise à toutes les luttes des patriotes américains, et aussi pour ses idées libérales. Un peu plus tard, Chiclana fut envoyé au même titre à Salta, et, cent jours après l'installation de la junte, tout le territoire qui forme la République Argentine actuelle se trouvait entre les mains des patriotes.

Cependant, comme nous l'avons déjà dit, les provinces péuviennes étaient encore au pouvoir de Goyenèche et de Nieto,

auxquels les Quichuas obéissaient aveuglément. Le Paraguay restait neutre, mais ses rapports avec la junte étaient pleins de défiance. Enfin, Montévidéo s'était ouvertement déclaré contre les patriotes, et avait reconnu le conseil de régence établi à Cadix.

La junte redoubla d'énergie pour faire face à tous ses ennemis à la fois.

L'armée patriote, après un court séjour à Cordova, reçut l'ordre de marcher vers le nord. Les milices de Santiago del Estero, de Tucuman et de Salta, se joignirent à elle, de sorte qu'elle présentait une force respectable quand elle atteignit les provinces péruviennes.

Balcarce, qui commandait l'avant-garde, eut un premier engagement à Cotagaita; mais il fut obligé de se retirer après avoir échoué dans une attaque contre le camp retranché où le colonel espagnol Cordova s'était enfermé. Celui-ci, comptant sur l'effet de ce premier échec, se mit à la poursuite des révolutionnaires, et il les atteignit à Suipacha, cinq lieues au sud de Tupiza. Balcarce, alors, faisant volte-face, attendit résolûment l'ennemi, qui l'attaqua avec vigueur; mais les milices créoles soutinrent vaillamment le choc, et, profitant d'un moment d'hésitation du chef royaliste, elles rompirent ses lignes et le mirent en pleine déroute, lui prenant 150 prisonniers, quatre pièces de canon qui formaient toute son artillerie, et un drapeau.

Ce retour de la fortune démoralisa complétement Cordova, si enflé quelques instants auparavant de son succès de Cotagaita. Il écrivit à Balcarce, le 8 novembre, pour lui demander à capituler, promettant de reconnaître la junte de Buénos-Ayres.

Sur ces entrefaites, Castelli, qui, de représentant du peuple, avait été improvisé général de l'armée du Nord, en récompense de la facile énergie qu'il avait déployée contre Liniers et Concha, arriva à Suipacha, et ce fut lui qui répondit au colonel

espagnol. Persistant à traiter en rebelles les partisans du roi, il repoussa avec dureté la demande de Cordova, et exigea, non-seulement que les royalistes se soumissent à la junte, mais encore qu'on lui livrât le gouverneur Sans, le général Nieto et tous les officiers supérieurs qui avaient pris part à la résistance, et que Cordova lui-même vînt lui remettre son épée.

En même temps que partait cet ultimatum arrogant, des pelotons de cavalerie s'étaient mis à la poursuite des royalistes fugitifs, et ils parvenaient à s'emparer de Sans, de Nieto et de Cordova, qui tous les trois, emmenés prisonniers à Potosi, y furent fusillés comme rebelles, à la grande stupéfaction de la ville bolivienne.

Le 13 novembre, l'armée de Castelli occupa le camp retranché de Cotagaita, d'où elle menaçait les quatre intendances du haut Pérou. Le 15, le général patriote recevait les députations des villes principales, qui apportaient leur soumission à la junte de Buénos-Ayres.

Le triomphe dans le nord était complet.

Castelli ayant envoyé à la junte le drapeau pris aux Espagnols, Moreno, pour exalter l'héroïsme des défenseurs de la révolution, fit décréter que les soldats qui avaient pris part au combat de Suipacha porteraient au bras droit un écusson avec cette inscription : *La patrie aux héros de Tupiza.*

Pendant que Castelli assurait la suprématie de Buénos-Ayres dans le nord, Moreno, avec le concours intéressé des Anglais, parait au plus rude coup que la junte eût encore eu à repousser depuis son installation.

Le gouvernement de Montévidéo, maître de la Plata par sa marine, avait déclaré le port de Buénos-Ayres bloqué. C'était affamer la révolution, dont les seules ressources consistaient dans les droits perçus par la douane de cette ville. Heureusement pour les patriotes que cette mesure n'atteignait pas moins les intérêts des Anglais que les leurs. Les énormes bénéfices

réalisés dans les premiers temps de l'ouverture des ports de la Plata à leur commerce avaient éveillé la convoitise des spéculateurs, et un grand nombre de navires étaient attendus.

Moreno sut tirer parti de ces circonstances, en opposant les intérêts anglais à la marine espagnole. Il sollicita donc du commandant de la station son intervention pour sauvegarder les intérêts de ses nationaux, si gravement compromis par l'acte illégal des rebelles de Montévidéo.

L'amiral Courey n'osa pas prendre sur lui de s'opposer au blocus, mais il promit d'en référer à lord Strangford, ministre résident du roi Charles III à la cour du Brésil. Moreno fit partir immédiatement un commissaire qui devait mettre le diplomate anglais au courant de la question. Lord Strangford déclara qu'il ne pouvait reconnaître le blocus, parce que ce serait violer la neutralité que l'Angleterre devait garder dans la guerre que se faisaient les Espagnols. Ainsi couvert, l'amiral Courey notifia aux commandants espagnols qu'ils eussent à s'abstenir de tout acte ayant pour but d'empêcher les bâtiments de commerce naviguant sous pavillon anglais de trafiquer avec la capitale de la vice-royauté.

Le blocus, déclaré en septembre, fut levé en novembre, et le général Vigodet, qui arrivait en ce moment à la Plata, envoyé par la junte de Cadix en qualité de gouverneur de Montévidéo, dut se résigner à renoncer à l'avantage que leur supériorité maritime donnait aux Espagnols.

Expédition contre le Paraguay, conduite par Belgrano. — Situation physique et morale de cette province au moment où éclata la révolution. — Combats de Paraguary et de Tacuary. — Capitulation de Tacuary.

Mais, si la protection des Anglais paralysait les moyens agressifs dont les péninsulaires pouvaient disposer contre les patriotes, il ne pouvait être question pour ces derniers d'at-

taquer l'Espagne à Montévidéo tant que le Paraguay serait entre les mains des Espagnols. Aussi Moreno se décida-t-il à agir pour cette dernière province comme il l'avait fait avec tant de succès pour le nord, afin de pouvoir ensuite concentrer tous les efforts de Buénos-Ayres sur sa rivale de la rive gauche.

Belgrano fut chargé de conduire cette difficile entreprise. Improvisé général comme Castelli, il partit de Buénos-Ayres avec 500 hommes mal disciplinés, mais pleins d'enthousiasme pour la cause qu'ils défendaient. Son petit corps d'armée, après s'être accru en route des hommes que purent lui fournir les provinces d'Entre-Rios et de Corrientes, arriva fort de 800 combattants à la Candelaria, dont nous avons eu occasion de parler en racontant les aventures d'Irala.

Malheureusement pour le chef patriote, le Paraguay était un pays bien différent des hautes régions du Potosi, où Castelli avait été si heureux. Le sol sur lequel il allait avoir à opérer offrait à chaque pas des obstacles naturels qui facilitaient singulièrement la défense. D'un autre côté, le caractère des populations, étrange mélange d'hébétation et d'énergie, les rendait redoutables aux patriotes, et inaccessibles à cet enthousiasme pour l'indépendance qui avait accueilli la révolution de mai dans les autres parties de la vice-royauté.

Le Paraguay représente un immense trapèze formé par le Parana et le Paraguay, qui en marquent les frontières naturelles. Un épais rideau de forêts ferme au nord cette mystérieuse région qui, par ses défenses mêmes, par sa position perdue au centre du continent austral, semble prédestinée à l'isolement. Le pays est coupé, du nord au sud, par une chaîne de collines qui donnent naissance, sur chacun de leurs versants, à un nombre infini de cours d'eau profonds qui vont se jeter dans les deux grandes rivières, et entre lesquels s'étendent d'impénétrables forêts. La végétation y est partout magnifique ; on dirait que la nature s'est plu à parer ce pays de tout le luxe tropical.

Mais cette végétation, d'un aspect si opulent, surtout sur les bords des grands fleuves, que le manque d'inclinaison convertit souvent en immenses marais, repose sur un sol mou, vaseux, où les marches sont difficiles. Et puis il s'en dégage des exhalaisons morbifiques, qui, jointes à l'humidité suspendue dans l'atmosphère, et aux ardeurs du climat, éprouvent cruellement ceux qui ne sont pas acclimatés.

Le Paraguay, en 1810, était déjà le pays le plus arriéré comme le plus opprimé de l'Amérique du Sud. Peuplé de métis, le sang indien avait fini par y prédominer; les mères indiennes avaient transmis à leurs enfants leur tempérament indolent, et il était impossible de reconnaître dans ce peuple si pacifique et si soumis les descendants de ces colons si turbulents de l'Asuncion. Longtemps après que le système colonial eut été modifié à Buénos-Ayres par Zevallos et ses successeurs, le Paraguay était resté soumis aux anciens règlements. Les mitayos, les commanderies, dont nous avons parlé, s'y étaient maintenues, sinon dans la loi, du moins dans la coutume, grâce à la paresse de cette population à moitié indienne par le sang, entièrement guarani par les habitudes et le langage, qui ne connaissait et ne voulait d'autre loi que le bon plaisir des gouverneurs royaux. Des redevances personnelles que la civilisation avait abolies dans les autres provinces y pesaient encore sur les masses.

Au moment où la révolution éclata, le Paraguay était gouverné par Velasco, dont la bonté d'âme atténuait la plupart des abus; aussi les Paraguayos, qui avaient eu à supporter des gouverneurs souvent très-âpres, s'ils avaient encore parfois à se plaindre, se montraient-ils généralement reconnaissants à Velasco de ce qu'il ne se servait pas de son pouvoir pour les exploiter.

Belgrano se trouva donc en face à la fois d'un pays fortifié par la nature et d'une population habituée à l'arbitraire et in-

capable de comprendre ces mots de liberté, d'indépendance, qui jusque-là avaient été le plus puissant ressort de la révolution.

Arrivé sur les bords du Parana, il proposa aux milices échelonnées sur la rive opposée de suspendre les hostilités jusqu'à ce qu'il eût reçu une réponse à des communications qu'il avait adressées au gouverneur, à l'évêque et à la municipalité de l'Asuncion, pour les inviter à se soumettre à la junte et à envoyer des députés au congrès national.

Dans sa dépêche à Velasco, en date du 6 novembre, il disait : « J'apporte la persuasion et la force, et je ne puis douter que votre seigneurie ne se rende à la première, et ne prévienne ainsi l'effusion du sang entre frères, entre fils du même pays, entre sujets du même roi. Que votre seigneurie ne croie pas que ce soit la crainte qui me fasse parler ainsi. Mes troupes sont supérieures aux siennes par l'enthousiasme qui les anime, par la conviction qu'elles ont de défendre la cause du roi et de la patrie, suivant les principes de la saine raison, tandis que celles de votre seigneurie ne défendent que sa personne. »

Les dépêches à l'évêque et à la municipalité étaient conçues à peu près dans les mêmes termes.

Désirant donner à ces ouvertures la plus grande publicité possible, Belgrano avait envoyé ces lettres aux commandants des postes établis le long du Parana, avec prière de les faire parvenir à leur destination. Il avait eu soin d'en joindre une copie ouverte dont ces officiers pourraient prendre connaissance, afin qu'ils jugeassent par eux-mêmes de l'urgence qu'il y avait à les faire arriver.

Mais c'étaient là des précautions, des ménagements inutiles ; c'était frapper dans le vide. Officiers et subordonnés lurent ces appels à la conciliation sans y rien voir, sans en comprendre la portée. Ils en parurent même faire si peu de cas, que, malgré l'armistice, les soldats patriotes étaient attaqués dès qu'ils s'éloignaient de leur camp. Ce que voyant, le général crut devoir

faire partir son secrétaire pour l'Asuncion; mais il fut arrêté, chargé de fers, traité enfin comme un criminel.

Belgrano comprit alors que le système de la terreur, qui répugnait à son caractère bienveillant, était l'unique moyen de convaincre ces barbares. Il franchit donc le Parana dans la soirée du 18 décembre, culbuta, malgré leur supériorité numérique, les détachements ennemis qui défendaient le passage, et les força à se replier vers le nord.

Velasco, qui avait fait la guerre en Europe, et qui, comme militaire, était bien supérieur à Belgrano, ne s'émut point de cet échec; il crut, au contraire, pouvoir le faire tourner à la perte des envahisseurs. Il résolut, en conséquence, de les laisser s'engager dans l'intérieur du pays, où ils auraient à lutter non-seulement contre les obstacles naturels qui les arrêteraient à chaque pas, mais encore contre l'isolement et le vide, et pour cela il ordonna aux populations de se retirer devant l'armée ennemie, et de détruire tout ce qu'elles ne pourraient emmener. Pour lui, il concentra toutes ses forces à 18 lieues au sud de l'Asuncion, laissant entre lui et l'ennemi 60 lieues de déserts. Il ne doutait pas qu'une aussi longue marche, et dans de pareilles circonstances, ne démoralisât les patriotes, dont il aurait ensuite facilement raison. Son armée était forte de 7,000 hommes. Il l'établit à Paraguary, ancienne ferme des Jésuites, dans une forte position que défendaient encore seize pièces d'artillerie, couvertes par des fortifications de campagne et par 800 hommes d'infanterie tous armés de fusils, et disposés de manière à balayer le seul chemin par lequel Belgrano pût arriver. Lui-même se mit à la tête de la nombreuse cavalerie qui formait la meilleure partie de ses forces, et, ainsi préparé, il attendit plein de confiance l'armée patriote.

Parti le 25 décembre des bords du Parana, Belgrano se trouva bientôt dans un pays complétement désert, et sa petite armée chemina pendant trois semaines, à travers les plus grandes dif-

ficultés, sans voir se joindre à elle un seul de ces hommes qu'elle venait délivrer du joug de leurs oppresseurs.

Le 16 janvier, quelques coups de feu qui s'entendirent à l'avant-garde apprirent au général qu'il avait enfin trouvé l'ennemi. Il put, d'une hauteur, voir sa supériorité numérique, sa forte position, et cette formidable batterie de seize pièces, qui pouvait d'une volée anéantir sa petite armée, réduite à 600 hommes à peine par la nécessité où il s'était trouvé de laisser à la Candelaria un assez fort détachement pour garder le passage du Parana. C'était évidemment s'exposer à un désastre que d'attaquer avec d'aussi faibles moyens un ennemi si bien préparé; mais il aurait été plus désastreux encore pour la cause libérale de rétrograder devant les forces royalistes. Aussi Belgrano n'hésita pas à attaquer les Paraguayos.

Le 17, les patriotes firent une reconnaissance. Ils furent accueillis par un feu très-vif, parti de toute la ligne, mais qui ne leur fit aucun mal, à cause de la trop grande distance. Malgré cette démonstration, les Paraguayos s'obstinèrent à rester derrière leurs retranchements, montrant par là qu'ils avaient plus de munitions que de courage.

Le 18, au point du jour, les colonnes d'attaque des Buénos-Ayriens tombèrent comme la foudre sur le centre de la ligne ennemie. La mêlée devint si serrée que les 800 hommes d'infanterie laissés par Velasco pour protéger l'artillerie purent seuls prendre part au combat. Démoralisés par l'audace des assaillants, ils commencèrent bientôt à se débander, et s'enfuirent vers la chapelle de Paraguary. La batterie entière était entre les mains des patriotes, et un peu d'ordre dans les mouvements eût sans doute donné à Belgrano une complète victoire, car la cavalerie n'avait pas tardé à suivre l'exemple de l'infanterie, et Velasco, qui avait été le premier à quitter le champ de bataille, regagnait le même jour l'Asuncion.

Malheureusement, le désordre se mit parmi les vainqueurs.

Au lieu de poursuivre l'ennemi en masse, pour imposer par le nombre à la cavalerie ennemie, qui les observait tout en se retirant, ils s'élancèrent individuellement sur les fuyards, et les premiers qui arrivèrent à Paraguary se mirent à boire et à piller les chariots qu'ils trouvèrent derrière le camp. Les voyant en si petit nombre, la cavalerie ennemie s'arrêta, et fit mine de vouloir les envelopper. Pour comble de malheur, quelques cavaliers patriotes qui, avec une pièce d'artillerie, portaient des munitions à l'infanterie, furent pris pour des royalistes; le cri de : « Nous sommes coupés! » retentit dans les rangs; une folle panique s'empara de cette troupe qui s'était battue si héroïquement une heure auparavant, et un mouvement rétrograde eut lieu : les patriotes abandonnèrent, sans être poursuivis, les lignes qu'ils venaient d'enlever, et les Paragayos reprirent leurs positions.

Cependant, 120 hommes de ceux qui s'étaient laissé entraîner à la poursuite des fuyards jusqu'à la chapelle de Paraguary avaient été coupés, et une vive fusillade s'entendait de ce côté. Belgrano résolut de délivrer cette petite troupe, et ramena son armée à la charge. Mais ses hommes n'avaient plus la même résolution; les Paragayos, au contraire, dirigeaient mieux leurs feux. Tout à coup, la fusillade cessa à Paraguary : il n'y avait donc plus personne à sauver. Dès lors, les soldats patriotes, découragés, commencèrent à faiblir. Belgrano, ne pouvant plus espérer de ressaisir la victoire, convaincu, d'ailleurs, que les hommes coupés à Paraguary étaient ou morts ou prisonniers, se décida à battre en retraite. Il reforma sa petite armée en face de l'ennemi, qui n'osa l'attaquer, et reprit ses positions de la nuit précédente.

Du 18 au 30 janvier, il gagna, sans être sérieusement inquiété, Tacuary, où il crut pouvoir attendre soit des renforts, soit une réponse aux dépêches qu'il avait envoyées à Buénos-Ayres après son échec. L'ennemi, qui jusqu'alors n'avait fait

que le suivre de loin, prit position autour du camp où il avait abrité les restes de sa petite armée.

Les Paraguayos, quatorze fois supérieurs en nombre, étaient commandés par Cabañas, créole du Paraguay, homme actif, énergique, et que Velasco avait choisi comme le mieux fait pour la situation. Le chef royaliste résolut d'anéantir cette poignée de patriotes qu'il tenait pour ainsi dire dans sa main. Son artillerie les enveloppait dans un cercle de feu; une partie de son infanterie s'avançait à travers les bois, une autre remontait le Tacuary en canot, pour les prendre en flanc en même temps qu'il conduirait l'attaque principale, appuyé par le feu de six canons de gros calibre.

Mais Belgrano sut disposer sa petite troupe de manière à repousser toutes ces attaques à la fois.

Le feu durait depuis cinq heures, presque sans interruption, quand un officier paraguayo s'avança avec un drapeau blanc. Il venait sommer Belgrano de se rendre : les forces supérieures qui l'entouraient devaient, lui faisait dire son adversaire, le convaincre que toute résistance était inutile. — « Allez dire à votre chef, répondit fièrement le général patriote, que nous ne déposerons jamais les armes qui nous ont été confiées par le roi. Qu'il vienne, s'il veut les avoir, nous les arracher des mains. »

Pendant ces pourparlers, le feu avait cessé sur toute la ligne, et les deux armées, après le départ du parlementaire, restèrent encore quelques instants immobiles. Alors, Belgrano eut une de ces inspirations qui changent tout d'un coup la face des choses dans les situations désespérées. Il forma sa petite armée en colonne serrée et marcha résolûment sur les lignes ennemies. Une grêle de balles accueillit les patriotes, mais sans pouvoir les arrêter. Cette audace surprit Cabañas; il était cependant trop supérieur en forces pour reculer. La lutte s'engagea corps à corps, et elle avait pris un singulier caractère

d'acharnement, quand un autre drapeau blanc, parti cette fois du camp de Belgrano, fit de nouveau cesser le feu. Le parlementaire patriote se présenta au nom du représentant de la junte. Il dit à Cabañas que l'armée de Buénos-Ayres était venue dans le pays non pour l'assujettir, mais pour le délivrer, et que, puisque les habitants repoussaient leur aide, les patriotes se retireraient au sud du Parana, afin de faire cesser une lutte fratricide.

Cabañas, qu'avait ébranlé le mouvement offensif de ces hommes désespérés, répondit qu'il était prêt à admettre ces conditions, et qu'il signerait non-seulement une suspension d'armes, mais une paix perpétuelle, si les patriotes consentaient à évacuer immédiatement le pays. Belgrano accepta avec empressement, et la capitulation de Tacuary fut rédigée sur ces bases.

Belgrano, voyant qu'il ne pouvait rien par les armes, essaya d'atteindre par les voies diplomatiques le but de sa mission révolutionnaire. Avant donc de quitter Tacuary, il écrivit à Cabañas une lettre où il lui disait que, quoiqu'ils fussent parfaitement d'accord sur tous les points de la capitulation, et qu'il dût partir le lendemain même avec ses troupes, il désirait le convaincre que son intention n'avait été nullement de faire la conquête du Paraguay, mais bien de lui faciliter les moyens de se mettre en rapport avec la junte, et de marcher dans la voie du progrès, comme l'avait fait Buénos-Ayres. Si Cabañas était disposé à traiter les patriotes en amis, il lui communiquerait les propositions qu'il était chargé de faire au pays.

Cabañas répondit qu'il prendrait très-volontiers connaissance des communications que Belgrano voudrait bien lui faire. Ce dernier alors lui fit parvenir un long mémorandum, écrit avec beaucoup d'adresse et de force, où il lui montrait l'état de l'Espagne, asservie par l'étranger, l'opportunité et l'urgence pour les créoles de se donner une administration purement américaine, qui seule pourrait sauver le pays du danger qui le

menaçait, c'est-à-dire l'empêcher de tomber entre les mains des étrangers qui occupaient la métropole. Un gouvernement composé d'éléments indigènes veillerait sur les intérêts locaux, et non sur ceux du trésor espagnol; il s'occuperait de l'éducation du peuple, si négligée jusqu'alors, et rendrait au pays la liberté dont il avait été systématiquement dépouillé. Il lui parlait de franchises commerciales, lui énumérait les ressources que Buénos-Ayres avait trouvées en elle-même depuis que son port avait été ouvert au commerce anglais. Non content de ces généralités, il entrait dans les détails les plus minutieux pour lui faire comprendre combien le monopole qu'exerçait l'Espagne était préjudiciable aux colonies; il la lui montrait, par exemple, vendant 9 et 10 piastres les 25 livres de tabac qu'elle payait au producteur 2 piastres seulement. Enfin, il déployait toute son habileté pour répandre par des voies détournées les idées révolutionnaires qu'il n'avait pu imposer par les armes. Et il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il n'avait pas prêché dans le désert.

L'armée patriote, ayant repris le chemin du Parana, fut suivie par celle de Cabañas; mais les rapports entre officiers et soldats des deux camps étaient devenus des plus amicaux. Cabañas visitait souvent Belgrano, et le général patriote compta bientôt de nombreux et chauds partisans dans l'armée qui l'avait si rudement malmené à Tacuary; et il eut même, avant de s'en séparer, la satisfaction de voir que les idées libérales commençaient à germer dans ces esprits pétrifiés par l'isolement et l'ignorance. Ce fut au point que Velasco, auquel, dans leurs rapports, Cabañas et son lieutenant Yedros, tous deux créoles, ne parlaient des patriotes que dans les termes les plus sympathiques, s'en alarma, et crut devoir venir au camp pour mettre un terme aux relations trop familières qui s'étaient établies entre les deux armées.

Belgrano repassa le Parana à Candelaria. Bien que son expédition n'eût pas été heureuse, elle avait pourtant, jusqu'à un certain point, atteint le but que la junte s'était proposé. Ve-

lasco vit clairement, en effet, malgré sa victoire, qu'avec une armée de Paraguayos il n'aurait aucune chance de succès hors du pays, qu'il y aurait folie à lui de vouloir aider les Espagnols à rétablir le gouvernement royal avec des soldats déjà ébranlés et qui pourraient être atteints par l'épidémie libérale qui régnait dans tout le reste de la vice-royauté. La neutralité du Paraguay restait donc assurée au moment le plus important, car, à peine sur le territoire de Corrientes, Belgrano apprit une nouvelle excellente pour les patriotes. La ville de Montévidéo persistait bien dans sa fidélité à l'Espagne, mais les campagnes environnantes avaient levé l'é'endard de l'indépendance, et s'étaient toutes prononcées pour la junte de Buénos-Ayres.

Ceci nous ramène à cette dernière ville, où nous avons hâte de retourner ; nous dirons plus tard les conséquences de l'expédition de Belgrano dans le berceau de la civilisation argentine.

Rivalité de Saavedra et de Moreno. Mort de ce dernier. — Révolution du 6 avril. Division des patriotes : unitaires et fédéraux. — Arrivée d'Elio à Montévidéo en qualité de vice-roi. La junte refuse de le reconnaître. — Artigas. — Succès et revers des patriotes.

Après le départ de Castelli pour les provinces péruviennes et de Belgrano pour le Paraguay, la junte était demeurée composée des sept membres restants : Saavedra, Moreno, Mateo, Passo, Alberti, Ascuenega, Larrea; mais on peut dire que les deux premiers étaient tout le gouvernement. Moreno, sur qui pesait la plus grande partie du travail, voulait, comme conséquence, que ses opinions fissent loi parmi ses collègues. Ceux-ci se laissaient dominer volontiers par l'énergique secrétaire, à l'exception, comme nous l'avons déjà dit, de Saavedra, qui, fier de ses antécédents, se croyait en droit de résister aux préten-

tions de Moreno, et apportait toute sorte d'obstacles à la marche qu'il voulait faire prendre à la révolution.

Tant qu'il ne s'était agi que d'affermir le pouvoir de la junte, les deux chefs avaient été d'accord. C'est ainsi qu'ils s'étaient entendus pour éloigner quelques membres de la municipalité soupçonnés d'être en communication avec les royalistes de Montévidéo, et les avaient remplacés par des patriotes plus sûrs, que la junte avait désignés elle-même: tant on oublie vite, une fois qu'on est au pouvoir, à Buénos-Ayres comme ailleurs, le respect qu'on affectait pour la volonté du peuple. Ainsi encore ils avaient compris l'un et l'autre que, pour étouffer toute opposition et abattre le parti espagnol, il fallait employer la terreur, et Basile Viola, parent d'un des membres de la junte, convaincu d'être en correspondance avec Montévidéo, avait été fusillé. Mais cet accord cessa à l'arrivée à Buénos-Ayres des députés nommés par les provinces pour le congrès qui devait se réunir en vertu du programme de la révolution de mai.

Dans l'acte qui avait alors été rédigé à la municipalité, il était clairement spécifié que les députés envoyés par les provinces auraient pour mission d'établir *la forme de gouvernement qui serait jugée la plus convenable aux intérêts du pays*. Malgré cette définition si explicite de leur mandat, ces députés, qui se laissaient mener par l'un d'eux, le chanoine Junes, théologien de Cordova, prétentieux et chicaneur comme tous les docteurs de l'université d'où il sortait, affichèrent la prétention de s'incorporer à la junte nommée par le peuple. C'était vouloir changer leur rôle de législateurs en celui de gouvernants.

Cette absurde prétention fut bien accueillie par Saavedra, qui vit là un moyen de contrecarrer l'influence toujours croissante de Moreno, et, malgré la vive opposition que fit celui-ci à une aussi flagrante illégalité, il obtint de ses collègues que les députés eux-mêmes, réunis à la junte, voteraient sur la question de savoir s'ils feraient ou non partie du gouvernement.

Une assemblée mixte eut donc lieu le 18 octobre. Moreno et

Passo se prononcèrent contre les prétentions des députés. Ceux-ci naturellement votèrent pour eux-mêmes, et leur adjonction à la junte de gouvernement, qui fut appuyée par les cinq autres membres, passa à la majorité de 14 voix contre 2.

Ce vote décida Moreno à donner sa démission. Huit jours après, il recevait, à l'instigation de Saavedra, qui le craignait toujours, la mission d'aller en Angleterre pour nouer entre les provinces de la Plata et la Grande-Bretagne des relations dont les circonstances faisaient sentir la nécessité.

Moreno, dans son découragement, accepta avec plaisir cet exil diplomatique; il partit le 24 janvier 1811. Pendant les huit mois qu'il avait été à la tête du pays, la révolution avait fait d'immenses progrès. Il avait, par son énergie, mis les créoles dans l'impossibilité de se réconcilier avec l'Espagne. L'indépendance après lui n'était plus une aspiration, c'était une nécessité. Mais il n'était pas destiné à voir se développer cette révolution qui était en quelque sorte son œuvre. A peine en mer, il tomba malade, et il mourut en face de Sainte-Catherine. Les ennemis de Saavedra parlèrent d'empoisonnement, mais ils ne pouvaient apporter aucune preuve à l'appui d'une pareille accusation. Seulement, le président de la première junte aurait dit, en apprenant la sépulture qu'avait eue l'ex-secrétaire, qu'il ne fallait rien moins que toute l'eau de l'Océan pour apaiser ce grand feu.

La retraite de Moreno peut être considérée comme le premier acte de la longue lutte dans laquelle les patriotes allaient user leurs forces, avant même d'avoir expulsé l'ennemi commun.

Le mouvement du 25 mai 1810 avait développé partout le patriotisme local. Buénos-Ayres voulait se séparer de l'Espagne, mais demandait que l'ancienne vice-royauté formât un grand tout homogène, compacte, capable de constituer une nation puissante. Les provinces, ou plutôt les anciennes intendances, désiraient également rompre avec la métropole, mais elles n'é-

taient pas moins résolues à se soustraire au joug de Buénos-Ayres. Les meneurs s'y préoccupaient beaucoup plus de l'importance qu'ils allaient acquérir, en devenant gouverneurs de leurs bourgades, que de l'indépendance du pays. « Buénos-Ayres, qui a chassé les Anglais, disaient-ils, pourra bien chasser les Espagnols. Ne songeons, quant à nous, qu'à nous organiser pour ne pas nous laisser mener par Buénos-Ayres, comme nous l'avons été par l'Espagne. »

C'est ce sentiment étroit qui avait poussé les députés des provinces à réclamer une part dans la direction des affaires : prétention absurde, mais que la rivalité entre Saavedra et Moreno avait trop bien servie. Leur présence au pouvoir se fit bientôt sentir. Un décret du 10 février 1811 autorisa la formation, dans chacune des capitales des intendances, d'une junte de cinq individus qui exercerait l'autorité suprême.

C'était le plus rude coup que la junte de Buénos-Ayres pût se porter à elle-même. Sans doute il était juste que, dans l'organisation à donner à la nouvelle république, les droits des provinces fussent convenablement garantis ; mais il ne fallait pas que ce fût au détriment du pouvoir central, qui devait être assez fort pour faire triompher la révolution des obstacles qui viendraient des anciens dominateurs, obstacles bien assez grands déjà, sans qu'on s'en créât d'autres à plaisir. C'était une faute énorme, dont le premier résultat fut de diviser les patriotes. De ce moment, deux partis se trouvèrent en présence : les *Unitaires* et les *Fédéraux*.

Les amis de Moreno avaient accueilli avec douleur le décret impolitique du 10 février : ils voyaient dans ces pouvoirs rivaux qu'il créait autant d'entraves pour l'organisation du pays ; mais ils étaient en minorité. D'un autre côté, tous ceux qui avaient hâte de jouir de la révolution étaient pour la formation d'un État où chaque intendance, chaque province, chaque bourg, agirait par soi et pour soi ; à leurs yeux, l'absence de tout lien administratif était pour un peuple l'idéal de la liberté.

Heureusement, les difficultés du moment vinrent distraire les patriotes de ces rivalités dans lesquelles ils oubliaient que tout était encore à faire contre leur principal ennemi, qui était loin de penser que la révolution de mai pût finir par le triomphe des créoles.

Un nouveau vice-roi était arrivé à Montévidéo : c'était l'ancien gouverneur Elio, cet ennemi implacable de Liniers, cet homme qui conseillait à Cisneros de menacer les patriotes de la potence et de les y accrocher au besoin.

Elio, en loup rusé, essaya d'abord de s'introduire dans la bergerie, ce qui lui paraissait d'autant plus facile que depuis le renvoi de Cisneros la junte avait toujours gouverné au nom du roi Ferdinand VII. D'ailleurs, le parti métropolitain, malgré les efforts de Moreno, était encore puissant; la présence d'un chef espagnol pouvait le relever. Il n'hésita donc pas à se mettre en communication avec les révolutionnaires. Il écrivit à la junte pour lui annoncer son arrivée à la Plata et son intention d'aller bientôt prendre possession de son gouvernement.

Les membres de la junte et de la municipalité, qui savaient tout le bien qu'Elio leur voulait, déclarèrent qu'ils ne pouvaient le reconnaître et qu'ils ne le laisseraient point entrer à Buénos-Ayres, sous le prétexte qu'il ne tenait pas ses pouvoirs de Fernand VII, mais d'une junte espagnole en tout leur égale et sans aucun droit à les gouverner.

Elio, n'espérant plus rien de la ruse, déclara la guerre aux rebelles et commença ses préparatifs d'attaque. Mais les patriotes le prévinrent. Le colonel Rodriguez fut envoyé dans l'Entre-Rios pour repousser toute tentative des Espagnols de ce côté, et Belgrano, de retour du Paraguay, reçut l'ordre de se porter sur l'Uruguay, afin de favoriser les mouvements que les patriotes des campagnes pourraient faire pour secouer le joug de l'Espagne. Deux officiers de milice, Benavidez et Fernandez, soulevèrent le petit village de Mercedès, qui reconnut l'autorité

de la junte de Buénos-Ayres, et exilèrent à Montévidéo ceux qui hésitaient à se prononcer contre Elio.

Un autre et plus puissant auxiliaire, un homme énergique entre tous, Jose Artigas, lieutenant dans les troupes régulières, arrivait en même temps à Buénos-Ayres, et offrait, si on voulait lui en fournir les moyens, de soulever toutes les campagnes contre Elio. Artigas avait à cette époque une certaine notoriété dans l'Uruguay. Jeune encore, il s'était distingué parmi les plus hardis contrebandiers; puis, ayant fait sa paix avec les autorités espagnoles, il était devenu officier des douanes, et, dans ce nouveau poste, il avait déployé autant d'acharnement contre ses anciens compagnons qu'il avait montré d'audace dans son métier de contrebandier. Il se savait redouté, et il comptait, pour la réalisation de ses projets, sur la terreur que devait inspirer son caractère impitoyable.

Le gouvernement de Buénos-Ayres, peu scrupuleux dans le choix des moyens à opposer à Elio, fit bon accueil à cet homme d'une réputation équivoque, le nomma lieutenant-colonel et lui confia quelques nègres et mulâtres. Artigas connaissait le terrain où il avait à opérer. Dans tout le pays entre l'Uruguay et la mer, entre les frontières du Brésil et la Plata, Montévidéo était la seule ville qui fût à l'abri d'un coup de main. Mercedès, la Colonia, Soriano, Paysandu et les quelques autres bourgades étaient à la merci de quelques cavaliers hardis qui les domineraient par la terreur. Le reste du pays était parsemé de ces fermes dont nous avons parlé, centres de vastes pâturages où paissaient des centaines, souvent des milliers de bestiaux. Les habitants de ces fermes, isolées par la nécessité de laisser entre elles des pâturages suffisants pour leurs immenses troupeaux, devaient subir la domination d'une troupe d'hommes armés qui pouvaient à chaque instant les attaquer, brûler leurs cabanes et disperser le bétail.

Comprenant tout le parti qu'il pouvait tirer d'un pareil pays, Artigas, aussitôt débarqué, envoya des détachements dans dif-

férentes directions. Ces détachements entraient dans les fermes et invitaient, de la part d'Artigas, les propriétaires à se joindre aux *enfants du pays* pour chasser l'étranger. Du reste, aucune menace; c'était une simple invitation, mais formulée de telle sorte que le pauvre gaucho voyait bien que, s'il ne prenait pas fait et cause pour les patriotes, le terrible Artigas s'en vengerait tôt ou tard. Il fallait choisir entre le rôle de victime et celui de bourreau, être ou volé ou voleur, et le gaucho choisissait naturellement le rôle actif, et le plus souvent sans trop de répugnance : car, après tout, qu'exigeait-on de lui? Les femmes et les vieillards restaient à la ferme; les troupeaux pouvaient continuer à brouter en paix. Les hommes valides, les jeunes gens, devaient, il est vrai, quitter leurs travaux, mais c'était pour aller courir la campagne, pour guerroyer contre des troupes qu'ils craignaient peu; ils pouvaient, au pis aller, compter sur la rapidité de leurs chevaux pour échapper à un danger sérieux. La guerre, d'ailleurs, est dans l'instinct des gauchos; ils n'y voient qu'une longue fête, où, en s'exposant fort peu, on court beaucoup à cheval et on vit dans l'abondance; tuant, sans avoir à les payer, les animaux gras quand on a faim, et laçant pour son propre usage les meilleurs chevaux, sans se préoccuper de leur propriétaire. La peur d'encourir la malveillance du terrible Artigas , d'un côté, et de l'autre la perspective de cette vie de maraude qui plaît tant au gaucho , et qui, nous l'avouerons, sous le beau ciel de la Plata est pleine de charme, augmentèrent rapidement les partisans de la révolution.

Mais, pour se les attacher d'une manière plus certaine, Artigas soumettait ses nouvelles recrues à certaines épreuves. Quand il s'agissait, par exemple, de faire quelque coup dont les auteurs pourraient avoir un jour à répondre devant la justice, c'étaient toujours les derniers venus qu'il chargeait de l'exécuter. Fallait-il voler les chevaux, les bestiaux de quelque riche Espagnol, incendier la cabane ou égorger la famille de quelque gaucho rebelle à ses invitations, c'étaient encore ses

nouvelles recrues que le chef patriote désignait pour ces expéditions, afin de se les attacher par un crime. On appelait cela *compromettre* un homme. Ainsi, si la crainte d'être maltraité par les patriotes avait obligé le gaucho à prendre les armes, la crainte du châtiment le retenait dans le parti révolutionnaire.

Nous avons insisté sur ce mode de recrutement parce que, malheureusement pour la République Argentine, Artigas fit école : dans la guerre civile qui suivit la guerre de l'indépendance, les chef fédéraux ont toujours employé cette méthode pour se recruter des soldats.

Quoi qu'il en soit, Artigas, grâce à ce système très-efficace, réussit à soulever toutes les campagnes, et un mois ne s'était pas écoulé depuis qu'Elio avait manifesté l'intention de débarquer à Buénos-Ayres que sa vice-royauté était réduite à la seule ville de Montévidéo, où les cavaliers d'Artigas bloquaient le dernier représentant du pouvoir métropolitain.

Le gouvernement de Saavedra avait donc réussi à éloigner le danger du côté d'Elio; mais il n'avait pu apaiser le mécontentement des patriotes, qui se fatiguaient déjà du gouvernement qu'ils s'étaient donné. Les partisans de Moreno et ceux de Saavedra se détestaient entre eux autant qu'ils avaient détesté la domination espagnole avant le 25 mai.

Le parti espagnol voyait avec plaisir ces divisions, qui ne pouvaient que tourner à son profit; aussi faisait-il tous ses efforts pour les fomenter. Il y avait à Buénos-Ayres plus de 4,000 péninsulaires, commerçants, industriels et ouvriers, tous ennemis des hommes qui avaient fait le mouvement de mai, tous unis par cette discipline, par cette conformité d'opinions qu'on trouve chez les vaincus. Sachant qu'ils ne pouvaient rien par eux-mêmes, leur tactique consistait à s'unir toujours aux mécontents, sans se préoccuper des causes de leur mécontentement.

La junte, comprenant le danger dont la menaçait l'alliance de ces partis opposés, décréta, le 21 mars 1811, que tous les

Espagnols non mariés seraient internés dans la province de Cordova.

Ce décret, qui rappelait les mesures extrêmes que Moreno conseillait si souvent, et qui était motivé par la crainte qu'Elio ne profitât des éléments antirévolutionnaires qui se trouvaient à Buénos-Ayres, donna lieu à une manifestation du parti qui précisément se vantait de suivre les inspirations de Moreno. Un club nombreux, qui se réunissait habituellement au café de Marcos, s'insurgea contre la mesure, injuste à ses yeux, qui condamnait les Espagnols en masse, et rédigea une pétition, — toujours au nom du peuple, — pour en demander le retrait.

Effrayée et s'imaginant que les pétitionnaires étaient en mesure de renverser le gouvernement, la junte se hâta de rapporter son décret. Cette faiblesse enhardit les Espagnols, qui crurent ne pouvoir se montrer assez reconnaissants pour ces hommes qu'ils considéraient de bonne foi comme leurs sauveurs, car l'exil en masse les avait fort effrayés; et, loin de satisfaire les clubistes, la condescendance du gouvernement ne fit que leur donner plus d'audace. Leurs réunions, après ce triomphe, devinrent plus fréquentes. Tout acte du gouvernement y était examiné, discuté, et ce contrôle, dont les gouvernants se préoccupaient à tort, entravait la marche de l'administration.

Dans ces circonstances, un Italien, Contucci, agent de la princesse Charlotte, sœur du roi Ferdinand VII, arriva à Buénos-Ayres dans le but de poursuivre l'exécution des plans que Belgrano avait présentés à cette princesse quand Liniers était encore à la tête de la vice-royauté. Cet appui qu'on venait leur offrir, les patriotes l'eussent accepté sans doute avant le 25 mai 1810; mais il était complétement inacceptable en mars 1811, et Saavedra n'hésita pas un instant à se prononcer dans ce sens. Le club du café de Marcos ne l'en accusa pas moins, sur ce simple fait de l'arrivée de Contucci, de vouloir livrer le pays

aux Portugais ; et cette accusation, tout absurde qu'elle était, ne laissa pas d'alarmer Buénos-Ayres, qui détestait encore plus ses anciens rivaux que ses anciens maîtres.

Comprenant toute la portée du coup, Saavedra et ses amis eurent l'étrange idée de prévenir la révolution que les clubistes pourraient en faire sortir, en en provoquant une eux-mêmes. Ils se donneraient ainsi le prétexte dont ils avaient besoin pour frapper les clubistes, et ils mettraient leur responsabilité à couvert en rejetant tout sur le peuple.

Dans la nuit du 5 avril, une foule bruyante et nombreuse envahit, à l'insu des hommes de l'opposition, la place de la municipalité, devenue le théâtre habituel des manifestations politiques. C'était évidemment une émeute commandée, car on n'y voyait que quelques maraîchers, les journaliers des faubourgs et quelques soldats qui conduisaient les groupes. Ces chefs de claque, si l'on peut s'exprimer ainsi, faisaient crier leurs hommes et dirigeaient le tumulte avec un certain ordre. Enfin, une pétition couverte d'un grand nombre de signatures, supercherie qui ne pouvait tromper personne, apparut comme l'expression de la volonté de cette foule qui ne savait pas écrire. Voici quel en était le sens :

« Le peuple de Buénos-Ayres, voyant, par les menées de certains individus, que l'on veut usurper ses droits les plus précieux, que l'on veut faire de la révolution le patrimoine de quelques intrigants qui, sacrifiant à leurs intérêts particuliers l'avenir et la liberté de leurs compatriotes, prétendent disposer du sort de toutes les provinces, a résolu, avec l'énergie qui lui est propre, d'imposer les mesures suivantes.... »

Suivait tout un programme administratif. Les mesures principales réclamées étaient la dissolution de la réunion du café de Marcos, l'expulsion de la junte de certains individus, l'exil de French, Beruti, Donado, Posadas, et de l'ecclésiastique Vieytes, qu'on accusait d'être les auteurs de la pétition qui avait empêché la déportation des Espagnols à Cordova. On deman-

dait aussi que le président de la junte, Saavedra, fût nommé inspecteur et commandant général de la force armée; qu'aucune personne ne pût être promue au gouvernement d'une province à moins d'y être née ou d'être demandée par la province, en raison de ses mérites ou de ses services; enfin, qu'on rappelât le général Belgrano, pour qu'il eût à rendre compte devant une commission d'enquête des résultats désastreux de son expédition au Paraguay.

La ruse était trop grossière pour qu'on ne devinât pas tout de suite l'origine et le sens de cette émeute. Le programme des émeutiers était précisément celui des amis de Saavedra; la révolution n'avait évidemment d'autre but que de forcer le gouvernement à faire ce qu'il désirait. Aussi personne ne s'étonna-t-il de voir la junte accéder avec empressement aux vœux du peuple, et l'écrivain officiel de la gazette du gouvernement, le chanoine Funes, exalter le zèle patriotique des citoyens. Quant aux proscrits de l'émeute, ils furent poursuivis avec un acharnement d'autant plus facile à concevoir que c'étaient précisément les orateurs du club de l'opposition. Voici comment s'exprime à ce sujet le général Mitre, dans sa biographie de Belgrano :

« La révolution, comme Saturne, commençait à dévorer ses propres enfants. Un an s'était à peine écoulé que déjà l'arène avait été abandonnée par ses plus vaillants athlètes.

« Moreno, la providence de la révolution, avait péri dans les solitudes des mers; son cadavre, enseveli dans les algues, repose sous les vagues agitées de l'Océan.

« Alberti, membre de la première junte, était mort sans avoir vu consolidée l'œuvre commencée. Beruti et French, les initiateurs de la révolution de mai, vivaient dans l'exil. Rodriguez Peña, qui fut le nerf du parti patriote au temps de Cisneros; Ascuenega et Posadas, qui avaient coopéré au triomphe; Vieytes, l'infatigable compagnon de Belgrano dans les travaux qui précédèrent 1810, étaient tous poursuivis, tous traités, par

leurs anciens amis, de démagogues furieux, immoraux, avides de sang et de pillage, de désorganisateurs, de corrupteurs du peuple, et tout cela parce qu'ils avaient établi un club où l'on discutait la chose publique. »

C'était le premier pas de la réaction, qui, hélas! ne devait pas s'arrêter de si tôt.

Dès ce moment, Saavedra se crut tout-puissant : la junte, épurée, n'était plus composée que d'hommes dévoués à sa personne; tous ceux qui avaient osé blâmer sa politique étaient en exil. En réalité, cependant, il était plus faible qu'auparavant : les dissensions entre les patriotes avaient relevé l'espoir des péninsulaires, et les persécutions ne faisaient qu'aviver des haines qui n'attendaient qu'une occasion pour éclater.

Le parti espagnol avait ses centres d'action dans le haut Pérou et à Montévidéo; il eût suffi de deux victoires simultanées pour lui ouvrir les portes de Buénos-Ayres. Heureusement pour la révolution, les hasards de la guerre ne secondèrent pas ses efforts.

La lutte s'engagea d'abord dans le Banda-Oriental. Le 18 mai, les Espagnols attaquèrent Artigas à cinq lieues de Montévidéo. Outre ses cavaliers, le chef patriote avait 400 hommes d'infanterie et 2 pièces d'artillerie. Les Espagnols comptaient 500 fantassins, 4 canons et 400 cavaliers. Dès le commencement de l'affaire, la cavalerie espagnole se dispersa et fut vivement poursuivie par les gauchos. Les fantassins firent meilleure contenance ; ils finirent cependant par lâcher pied après un combat meurtrier, et se mirent en retraite sur Montévidéo ; mais Artigas, les ayant enveloppés, les obligea bientôt à se rendre. 482 prisonniers restèrent entre ses mains.

La terreur fut si grande à Montévidéo, qu'Elio fit des propositions de paix. Elles furent repoussées, d'abord par Artigas, puis par la junte, qui, pour suspendre les hostilités, exigeait que Montévidéo se soumît sans conditions au gouvernement

des Provinces-Unies.' Remarquons, en passant, que c'était la première fois que, dans un document officiel, l'ancienne vice-royauté se donnait ce nom. Poursuivant donc ses succès, Artigas marcha sur Montévidéo, qu'il investit le 1er juin 1811.

Pendant que les patriotes triomphaient ainsi dans l'Uruguay, leur armée du Pérou essuyait un irréparable échec.

Après ses succès de 1810, l'armée de Castelli était restée campée sur les bords du Desaguadero, rivière qui servait de limite aux deux vice-royautés de la Plata et du Pérou sous le régime colonial. L'armée espagnole, commandée par Goyenèche, était campée sur la rive opposée. Castelli, sachant que le général ennemi était créole, crut devoir entrer en pourparlers avec lui, malgré les tristes antécédents auxquels il devait le poste de confiance que lui avait donné le vice-roi du Pérou. Goyenèche feignit d'attacher une grande importance à ces ouvertures, mais ce n'était que pour endormir la vigilance des patriotes, et, quand il crut y avoir réussi, il tomba sur eux à l'improviste; mais il fut vigoureusement repoussé et dut repasser honteusement la rivière.

Après un pareil acte, les hostilités recommencèrent avec un redoublement d'acharnement de part et d'autre. Le 20 juin, les deux armées se rencontrèrent au pied des collines de Huaqui. Goyenèche attaqua les patriotes avec vigueur. La victoire ne fut pas longtemps indécise. Les divisions de Velez et de Viamont n'opposèrent qu'une faible résistance, et une division nouvelle, formée à la Paz, se débanda sans combattre. La déroute fut complète, et Castelli fut contraint de reculer jusqu'à Oruro.

Les populations, qui, un an auparavant, s'étaient montrées favorables aux patriotes victorieux, ne tardèrent pas à se montrer hostiles aux patriotes vaincus. Plusieurs chefs, comme Rivero, Tristan et d'autres, qui s'étaient déclarés pour le mouvement de Mai, faisant volte-face, jurèrent obéissance à Goyenèche et

haine aux patriotes. Enfin, cette victoire, qui valut au général espagnol le titre de comte de Huaqui, fit rentrer dans l'obéissance la plus grande partie des provinces péruviennes.

La junte de Buénos-Ayres, fort alarmée de ce revers, remplaça Castelli par Puirredon, et mit en accusation les principaux chefs de l'armée qui s'était laissée battre; mais ces mesures, par lesquelles elle espérait dégager sa responsabilité, n'eurent pas le résultat qu'elle en attendait. Les mécontents de Buénos-Ayres attribuèrent cette défaite à la démoralisation introduite dans l'armée du Nord par les événements du 6 avril; les auteurs de la révolution, disaient-ils, ne pouvaient se sacrifier pour un gouvernement ingrat qui poursuivait les meilleurs citoyens. Les Buénos-Ayriens, gonflés par leurs premiers succès, ne voulaient pas croire qu'ils pussent être battus par leur faute ou par l'impéritie de leurs généraux; leur amour-propre aimait mieux attribuer l'échec de Castelli aux hommes qui étaient à la tête des affaires à Buénos-Ayres.

Elio, qui était parfaitement renseigné sur l'état de l'opinion, n'eut pas plus tôt appris la victoire de Goyenèche, qu'il dirigea vers la rade de Buénos-Ayres deux ou trois vaisseaux, qui lancèrent quelques bombes sur le port. Cette démonstration n'avait rien de bien inquiétant, car le manque d'eau obligeait les bâtiments à se tenir à une distance telle que les bombes arrivaient à peine à la plage. Cependant l'alarme fut grande dans la ville, et les hommes de l'opposition se mirent à vociférer contre un gouvernement qui se faisait battre au Pérou et qui laissait les ennemis bombarder la capitale.

Saavedra et ses collègues tâchèrent de se justifier des reproches absurdes qu'on leur adressait; mais la haine contre le gouvernement avait une cause trop injuste pour n'être pas aveugle, et l'opposition grandissait de jour en jour. Saavedra comprit alors qu'il ne pouvait plus se maintenir dans une position où il avait cru si bien s'affermir par le mouvement du 6 avril, lequel, en fin de compte, n'avait abouti qu'à lui créer des ennemis. Ne

voulant pas être chassé, il prétexta le besoin d'aller inspecter l'armée des provinces, et quitta Buénos-Ayres le 25 juillet 1811.

Affaiblie par son départ, la junte languit jusqu'au 12 août. Ce jour-là, une de ces assemblées tumultueuses qui avaient pris l'habitude de renverser les gouverneurs envahit la place, demandant, toujours au nom du peuple, l'exil du secrétaire Campana, accusé d'être l'auteur principal de la révolution d'avril. La junte céda, et la nouvelle victime partit pour l'exil. Dès ce moment la réaction contre Saavedra ne garda plus de ménagements, et le gouvernement dut enfin se retirer devant les menaces de ces mêmes émeutiers dont il s'était servi pour se maintenir au pouvoir.

Heureusement ces hommes avaient reconnu leurs erreurs, et, quittant le pouvoir, ils eurent le bon esprit de se substituer un gouvernement plus homogène et plus en harmonie avec les besoins du pays. Par un acte du 23 décembre, rendu au nom du roi Ferdinand VII, la junte provisoire des Provinces-Unies, considérant que la marche des affaires était souvent entravée par la multitude d'avis qu'émettaient les membres d'une junte trop nombreuse, décréta formation d'un pouvoir exécutif composé de trois membres assistés de trois secrétaires ayant voix consultative; et, attendu l'impossibilité, dans ce moment, de consulter les députés des provinces, qu'il aurait fallu réunir, connaissant d'ailleurs la volonté unanime du peuple, elle nomma pour lui succéder au pouvoir le colonel Chiclana, don Manuel Zarratea, don Juan Jose Paso, et, comme secrétaires, Perez, Rivadavia et Lopez. Ce gouvernement devait se soumettre aux lois qu'établiraient les députés des provinces, qui devaient être assemblés dans le plus bref délai possible.

Telle fut la fin du gouvernement établi en décembre, après la retraite de Moreno; et ce fut un étrange spectacle et un curieux enseignement que ce pouvoir exécutif se retirant devant l'opinion publique, qui lui était devenue contraire, que cette junte

proclamant, en résignant son autorité, la faute qu'elle avait commise, malgré les efforts contraires de Moreno, en confiant le pouvoir exécutif à une assemblée trop nombreuse.

Les nouveaux gouvernants étaient donc presque des morénistes, et c'étaient précisément leurs adversaires qui leur ouvraient les portes du pouvoir. Peut-on faire honneur de ce revirement à la sagesse de ces derniers? Dans tous les cas, on doit leur tenir compte du courage avec lequel ils reconnurent et réparèrent autant qu'il était en eux l'erreur dans laquelle ils étaient tombés, et que suffirait à expliquer leur inexpérience politique, inexpérience dont les pays qui s'organisent ont toujours plus ou moins à souffrir.

Premier triumvirat. Anarchie. San-Martin et Alvear. — Le Paraguay. Situation de cette province à l'époque où nous sommes arrivés. Commencements du docteur Francia. Traité du 12 octobre 1811 qui consacre l'autonomie du Paraguay. — Constitution de 1811. — Conspiration d'Alzaga. Sa fin. — Belgrano à l'armée du nord. Victoire de Tucuman.

Il serait aussi fatigant qu'inutile de suivre pas à pas la marche politique du gouvernement établi le 24 septembre 1811. Nous avons raconté avec assez de détails les mouvements révolutionnaires de 1810 à 1811 pour que nos lecteurs aient pu se former une idée des petites intrigues, des impatiences, des égoïsmes, qui se développaient en même temps que les idées d'indépendance. La révolution, bien qu'aidée par mille antécédents qui la justifiaient, avait été réalisée par une minorité très-active, sans doute, mais très-faible comme nombre. Le peuple avait des sympathies pour tel ou tel chef; mais les notions les plus élémentaires sur le droit et le devoir manquaient non-seulement aux masses, mais encore aux hommes d'élite qui, de gouvernés, devenaient sans transition gouvernants. Un général américain disait avec raison : « Nous ne pouvons être

monarchistes, parce que nous nous connaissons tous. » Cette communauté d'éducation nuisait, jusqu'à un certain point, aux hommes mis à la tête du pouvoir dans les premiers temps de la révolution. Les gouvernés avaient trop de familiarité avec les gouvernants pour les respecter. Tel homme qui, trois ans auparavant, n'aurait osé juger en public la conduite d'un commandant de bourgade venu d'Espagne, se croyait autorisé à crier bien haut contre les triumvirs, à mépriser leurs ordres, uniquement parce que ces hommes, qu'il avait tutoyés six mois auparavant, ne lui imposaient pas. Le prestige, si nécessaire à l'homme continuellement en évidence, n'avait pas eu le temps de se faire, et l'on attaquait l'administration avec un aplomb prodigieux, avec une incroyable légèreté.

Depuis la révolution d'avril, le pays était franchement divisé en deux partis, sans noms encore, sans politique arrêtée, sans but marqué, mais qui pourtant ne s'amalgamaient pas ; ils restaient séparés comme les républicains et les monarchistes en Europe, qui ont au moins des idées diamétralement opposées pour justifier leur antipathie. Tous ceux qui avaient eu des emplois ou une importance quelconque sous Saavedra détestaient cordialement les clubistes du café de Marcos, et ceux-ci leur rendaient largement la pareille, sans trop savoir pourquoi. En dehors de ces haines individuelles, les partis ne savaient pas trop où ils tendaient. On voulait des deux côtés l'indépendance, mais on était toujours et systématiquement en désaccord sur les moyens. Ainsi, les uns demandaient des mesures de rigueur contre les Espagnols résidants, et, au moindre acte qui les atteignait, les autres criaient à l'injustice; si le gouvernement envoyait à l'armée de Montévidéo le peu d'armes dont il pouvait disposer, les opposants l'accusaient de négliger l'armée du nord, *et vice versa*.

Aux menées de ces brouillons des deux factions ajoutez le bourdonnement de la masse, qui, sans faire de la politique un métier, s'amusait de la chose publique, depuis qu'on faisait et

défaisait des gouvernements en invoquant son nom. Quant à son opinion, le peuple la réglait sur les faits : tant que les armes de la révolution étaient heureuses, le gouvernement était bon; aussitôt que les royalistes avaient le dessus, le gouvernement était mauvais.

Dans une société ainsi organisée, il était difficile qu'un gouvernement se soutînt longtemps avec l'appui de l'opinion publique. Aussi le nouveau triumvirat, à peine installé, eut-il à réprimer à coups de fusil une insurrection militaire fomentée par les partisans de Saavedra. Presque en même temps il recevait la fâcheuse nouvelle que les Brésiliens, sous prétexte de protéger les Espagnols, envahissaient le pays entre l'Uruguay et la mer.

La situation devenait donc des plus difficiles. Heureusement pour les Buénos-Ayriens, Elio crut voir dans ces auxiliaires un ennemi encore plus à craindre que les rebelles; il eut peur qu'une fois maîtres de Montévidéo, les Brésiliens ne voulussent garder pour eux le pays qu'ils venaient pacifier pour le compte du roi son maître. L'entrée en scène de ce nouvel acteur eut donc pour effet de diminuer sensiblement et la morgue d'Elio, et les exigences des Buénos-Ayriens; et cet incident, qui semblait de nature à donner à la guerre un caractère plus acharné, produisit un effet tout contraire, en rapprochant les belligérants. Des communications furent échangées, et l'on en vint facilement à comprendre de part et d'autre que le meilleur moyen de déjouer les plans des Brésiliens était de mettre fin aux hostilités. Un traité fut conclu, en conséquence, le 20 octobre 1811, par lequel les patriotes s'engageaient à évacuer le pays entre l'Uruguay et la mer. Elio, en retour, reconnaissait la junte comme gouvernement légal dans le reste de la vice-royauté, et faisait cesser les hostilités que la marine espagnole n'avait cessé d'exercer le long des rivières, qu'elle dominait toujours.

Tranquille de ce côté, le triumvirat put songer à organiser ses finances, et à remonter son armée du Nord, qui depuis la

défaite de Huaqui ne faisait que reculer devant les forces espagnoles, perdant chaque jour, avec sa discipline, des hommes et du matériel.

Nous devons signaler ici un fait insignifiant pour le moment, mais qui devait avoir une grande influence sur la révolution. Vers cette époque arriva à Buénos-Ayres un bâtiment anglais, le *Georges Canning*. Parmi ses passagers se trouvaient plusieurs Buénos-Ayriens qui avaient servi en Europe, entre autres le colonel San-Martin, homme de guerre instruit et franchement ambitieux, mais plutôt pour son pays que pour lui-même, et don Carlos Alvear, qui, s'il avait moins de mérite comme militaire, n'avait pas une ambition moins ardente, mais avec cette différence qu'il mettait, lui, son intérêt avant celui de la patrie. Tous les deux étaient affiliés aux sociétés maçonniques, si puissantes alors; aussi étaient-ils également partisans des menées secrètes, des mesures concertées dans le mystère, et une entente facile s'était établie entre eux.

Un de leurs premiers soins fut donc de provoquer la formation de sociétés qu'ils mèneraient à leur gré, et qui devaient plus tard donner à ces deux hommes, connus d'ailleurs dans le pays par leurs familles, une grande et redoutable influence. Quant au gouvernement, il vit en eux d'utiles auxiliaires, et dès leur arrivée il les employa à la réorganisation de l'armée à Buénos-Ayres même.

Pour l'armée du Nord, les triumvirs crurent pouvoir la conserver en y envoyant Belgrano, qui, toujours pénétré de l'idée du devoir, travaillait avec sa persévérance habituelle, et sans se laisser abattre par les difficultés, au triomphe de l'indépendance américaine. Mais le général fut préalablement chargé d'une négociation d'une non moindre importance : il s'agissait de la séparation du Paraguay d'avec le reste de la vice-royauté, séparation à laquelle le triumvirat donnait les mains, toujours dans le but d'éloigner les difficultés.

Mais, avant de parler du traité qui consacra l'indépendance du berceau de la civilisation sud-américaine, remontons les rivières pour suivre le mouvement révolutionnaire dans cette province et voir comment a pris naissance cette étrange administration de Francia qui devait isoler le Paraguay du reste du monde.

Après les conférences de Tacuary, les officiers et l'armée qui avaient combattu sous Cabañas retournèrent à l'Asuncion, à l'exception de 200 hommes qui, sous les ordres de don Fulgencio Yegros, restèrent à Itapua, d'où ce dernier continua à correspondre avec Belgrano. A cette époque, le Paraguay était, nous l'avons dit, gouverné par don Bernardo Velasco. Il avait auprès de lui, en qualité de conseiller, un créole de Buénos-Ayres, don Pedro Somellera, que le vice-roi lui avait adjoint pour la direction des affaires civiles. C'était un homme non-seulement d'une grande intelligence, mais encore de manières polies, affables, aimé, par conséquent, autant qu'estimé. Il possédait toute la confiance du gouverneur aussi bien que des Paraguayos, sur lesquels il avait acquis un grand ascendant et qui le consultaient en tout comme un oracle.

Cet ascendant de Somellera, sa qualité de *Porteno* (Buénos-Ayrien) et ses relations bien connues avec Belgrano, le firent rechercher par les officiers qui avaient approché, pendant l'armistice, du général patriote, et qui, initiés par lui aux secrets de la révolution, étaient disposés à renverser le gouvernement de Velasco. Ils lui confièrent leurs secrètes aspirations et lui communiquèrent à l'appui une lettre autographe de Belgrano, où le général expliquait les idées que Buénos-Ayres se proposait de réaliser par la révolution. Enfin, ils finirent par lui déclarer qu'ils étaient résolus à proclamer leur indépendance, et qu'ils n'attendaient pour le faire que le retour d'Yegros avec ses 200 hommes.

Il était difficile que ces menées restassent secrètes, et elles

vinrent en effet à la connaissance de Velasco. Les révolutionnaires, se voyant découverts, résolurent de précipiter le mouvement. Somellera, consulté par Caballero, qui était alors le chef des patriotes du pays, lui répondit avec sa gaieté habituelle : « Si l'on doit nous pendre demain, il vaut mieux mourir aujourd'hui. Dites à vos amis que ce soir, après la retraite, nous occuperons les casernes. » La chose fut ainsi faite, et la révolution s'effectua sans avoir coûté une goutte de sang, le gouverneur ayant résigné ses fonctions sans opposer la moindre résistance.

Le triomphe obtenu, Somellera proposa de confier l'administration du pays à une junte de trois membres, et il indiqua comme les hommes lui paraissant les plus aptes à ces hautes fonctions Caballero, Yegros et Francia. Les deux premiers furent acceptés par acclamation. Il n'en fut pas de même du troisiéme, que les Paraguayos repoussèrent comme étant ennemi de Buénos-Ayres et des idées de Belgrano; mais Somellera insista et finit par l'emporter. Il ne pouvait se douter qu'en élevant cet homme au gouvernement, il créait d'insurmontables obstacles à la politique de Buénos-Ayres et préparait au Paraguay une tyrannie qui devait peser sur ce malheureux pays pendant trente longues années.

Francia était un des rares Paraguayos qui à cette époque eussent quelques notions de gouvernement, et le seul capable de diriger une révolution. Insensible par nature, misanthrope par tempérament, implacable dans ses haines, persévérant jusque dans ses manies, c'était une de ces figures sombres, aux lèvres pâles et serrées, sur lesquelles n'apparaît que rarement un froid et sinistre sourire. Comme tout homme qui vit dans l'isolement, Francia avait une foi aveugle en lui-même ; pétri d'orgueil, intolérant, il avait autant de mépris pour ses compatriotes que de répulsion pour les étrangers.

Tel était l'homme prédestiné qui, arraché par la révolution

à sa retraite, devait planer sur cette province comme le sombre génie du despotisme.

Le docteur Francia entra dans la vie publique en dominant toutes les volontés, qui pliaient comme de faibles roseaux sous sa volonté de fer. Vingt-quatre heures lui suffirent pour établir sa suprématie. Le premier usage qu'il en fit fut de s'opposer au départ du commissaire que dans les premiers moments on avait résolu d'envoyer à Buénos-Ayres pour faire acte de soumission à la junte suprême, comme l'avaient fait les anciennes intendances de Cordova et de Salta. Somellera tenait à cette démarche, et il insista pour le maintien de la résolution prise à cet égard; mais il vit dès ce moment ce qu'il devait attendre de l'homme qu'il avait élevé au pouvoir. Francia, s'adressant à lui d'un air hautain, lui dit, en lui montrant la porte de la salle où la junte tenait ses séances : « Il faut que chacun serve son pays. Vous êtes tout à fait inutile à l'Asuncion, et vous pourriez être très-utile chez vous. » C'était lui faire entendre clairement qu'il ne voulait pas partager le pouvoir.

On croirait que ces allures d'autocrate pouvaient faire tort au docteur; il n'en fut rien. Les Paraguayos, le regardant comme indispensable, le laissèrent agir en maître absolu. Bientôt, les hommes qui s'étaient mis en avant, accusés de trahison, furent emprisonnés, et Somellera lui-même, qui n'avait pas su profiter de l'avis de Francia, fut jeté dans un cachot, où il fut bien vite oublié.

Francia put donc agir tout à sa guise. Au lieu d'envoyer un commissaire à Buénos-Ayres, il se mit en communication directe avec le gouvernement de cette ville par une longue note que nous devons analyser, car cet écrit du misanthrope docteur a été un des points de départ du parti fédéral, dont les doctrines apparurent comme une aspiration des petits ambitieux avec Funes, et furent élevées au rang de système politique par Francia.

Pour montrer combien il était préparé à soutenir la discussion, Francia commençait par rappeler à la junte de Buénos-Ayres ce qui s'était fait jusque-là. Quand elle avait été substituée à l'autorité du vice-roi, ce n'avait été, disait-il, qu'à titre provisoire et en attendant la réunion d'un congrès général de toutes les provinces de la vice-royauté, qui devait fixer la constitution du pouvoir. Ce congrès ne pouvait avoir d'autre objet que de maintenir toutes les provinces unies par les liens administratifs, sans porter atteinte à la grande doctrine révolutionnaire qui donne au peuple le droit de choisir ses gouvernants. Moreno n'avait-il pas dit, dans la gazette officielle, que l'autorité des gouvernants avait pour base, dans la présente crise, la reprise du pouvoir suprême, qui, par le fait de la captivité du roi, était retourné à ceux de qui le roi le tenait ; que, par conséquent, l'exercice de ce pouvoir est susceptible de recevoir la forme qu'on voudrait lui donner? Une fois les liens qui unissaient le peuple et le monarque rompus, chaque province était maîtresse d'elle-même, parce que l'ancien pacte social n'établissait pas de liens entre elles, mais des relations directes entre le roi et chacune d'elles. Chaque ville ou village devait donc se considérer comme participant à la souveraineté.

« De ce principe si important et si fécond que vous avez déjà reconnu, continuait le cauteleux triumvir, on déduit que les peuples, reprenant leurs droits primitifs, se trouvent tous dans la même position, et qu'ils doivent veiller tous également sur leur propre conservation. Qu'il y ait cependant confédération entre le Paraguay et les autres provinces de notre Amérique, et particulièrement celles qui formaient l'ancienne vice-royauté, ainsi semblent le commander l'origine commune des habitants et les nombreux intérêts qui les poussent à rester unis ; mais on commettrait une erreur si l'on pensait que cette province doit se livrer à un gouvernement qui n'émanerait pas d'elle-même, parce que, si elle le faisait, son sort dépendrait d'une

volonté étrangère, et, dans ce cas, on n'aurait rien gagné, on n'aurait fait que changer de maître. »

Ce factum se résumait ainsi :

« La province du Paraguay connaît ses droits et les revendique ; mais elle ne prétend faire aucun tort, pas même imposer sa volonté à aucun autre peuple ; elle ne se refuse à rien de ce qui est régulier et juste. Son désir est de s'unir aux autres villes de la confédération en partant des bases suivantes :

« Le Paraguay se gouvernera par lui-même, avec une indépendance absolue de la junte de Buénos-Ayeres.

« Le commerce sera libre entre les deux pays, et les marchandises du Paraguay affranchies des droits qui pesaient sur elles au temps du système colonial.

« La régie des tabacs sera supprimée, et les quantités existant en dépôt à Buénos-Ayres seront vendues au profit du trésor du Paraguay.

« Aucun règlement ou constitution émané d'un congrès où le Paraguay ne serait pas représenté ne sera obligatoire pour cette province avant d'avoir été approuvé par une assemblée de Paraguayos et de citoyens résidant dans le pays. »

Cette longue pièce peut être considérée comme le premier document relatif à la confédération à la Plata.

La junte comprenait parfaitement les conséquences fâcheuses des prétentions de Francia. Les admettre, c'était sanctionner le morcellement de l'ancienne vice-royauté, que les apôtres de la révolution avaient voulu prévenir par les expéditions de Castelli dans le haut Pérou et de Belgrano dans le Paraguay. Mais la junte avait hâte d'enlever cette dernière province à l'Espagne. Constituée en État séparé et s'administrant librement, si elle n'aidait pas la révolution, elle ne pourrait du moins servir de point d'appui aux contre-révolutionnaires. Belgrano fut désigné, comme nous l'avons dit, pour conclure cette négociation. Un traité fut signé, le 12 octobre 1811, sur les bases préparées

par Francia ; après quoi, le général partit pour l'armée du Nord, que nous savons qu'il était chargé de réorganiser.

Le rôle des premiers triumvirs s'était donc borné à organiser et à traiter partout. Les conventions avec Elio et avec Francia signées, ils voulurent donner une constitution au pays. Un congrès sans prestige, et au pouvoir duquel personne ne croyait, présenta un projet de constitution qui, après avoir été réformé par les triumvirs, fut proclamé en grande pompe, le 1er décembre 1811, au retour des troupes qui rentraient à Buénos-Ayres après le traité de paix avec Elio.

Mais ces constitutions successives, qui devaient, croyait-on, assurer la paix, ne servaient à rien, parce qu'elles ne s'appuyaient pas sur l'opinion publique, la seule base solide de toute constitution. L'agitation du pays était entretenue par les difficultés qu'il éprouvait à s'organiser, et aussi par le peu de cas que les Brésiliens avaient fait de la paix conclue entre les Espagnols et les créoles.

Le 1er janvier 1812, en effet, le gouvernement apprit que l'armée brésilienne était restée à Maldonado. C'était une infraction à la convention du 20 octobre. Les triumvirs réclamèrent à Montévidéo, alors gouverné par Vigodet, qui y avait remplacé Elio. Vigodet répondit que, si les Brésiliens ne s'éloignaient pas, c'était la faute d'Artigas, qui maintenait l'agitation dans les campagnes. Bref, on ne put s'entendre, et la guerre éclata de nouveau entre Montévidéo et Buénos-Ayres. Cependant, quelques mois après, les triumvirs furent assez heureux pour éloigner les Portugais, en mettant en jeu, comme on l'avait déjà fait à une autre époque, l'intérêt anglais. Ils eurent recours à lord Strangford, qui, voulant conserver aux marchandises anglaises le port de Buénos-Ayres, protégeait ouvertement les patriotes. L'envoyé d'Angleterre eut assez d'influence à Rio-Janeiro pour obtenir la suspension des hostilités dont le gou-

vernement brésilien menaçait les patriotes, et même la conclusion d'un armistice avantageux pour Buénos-Ayres.

Cependant, l'armée du Nord, presque désorganisée après la fatale journée de Huaqui, éprouva un nouvel échec à Nazareno, le 12 janvier; le 4 mars, la flotte espagnole vint bombarder Buénos-Ayres ; enfin, le 4 avril, les triumvirs convoquèrent un nouveau congrès, qui modifia encore une fois la constitution du pouvoir exécutif.

Mais ces revers ne parvenaient point à refroidir l'enthousiasme des Porteños, qui allait au contraire tous les jours grandissant, et l'anniversaire du 25 mai fut célébré avec les plus vives démonstrations d'allégresse. Et cependant, c'est à peine si l'on était sûr du lendemain, à peine si l'on pouvait se croire maître de Buénos-Ayres, comme vint le prouver la découverte d'un complot tramé entre les contre-révolutionnaires de la ville et les marins espagnols, et qui faillit enlever au parti de l'indépendance ce boulevard de la révolution.

Alzaga, l'énergique alcade que nous connaissons, avait espéré abattre d'un seul coup cet échafaudage si péniblement élevé. Sûr de quelques centaines d'hommes déterminés, il devait mettre la main sur les principaux patriotes, pendant que la flotte ennemie jetterait à terre des forces suffisantes pour s'emparer de la ville par un coup de main. Mais la conspiration fut dénoncée par un mulâtre, et les mesures énergiques prises par les triumvirs déconcertèrent les conjurés. Alzaga fut fusillé avec trente-huit Espagnols. Terrifié par cet acte rigoureux, le parti de la métropole n'osa plus, de ce moment, relever la tête.

On n'avait pas de moindres sujets d'anxiété du côté du Nord. Sans doute on pouvait compter personnellement sur Belgrano et sur son énergie; mais que pourrait-il faire avec des moyens aussi insuffisants? Les troupes mises à sa disposition

pour arrêter la marche des Espagnols victorieux s'élevaient à peine à 1,500 hommes démoralisés, ayant pour tout armement 500 fusils, 215 baïonnettes, 21 carabines et 24 pistolets; l'artillerie était réduite à 5 petites pièces de campagne, et les munitions étaient à l'avenant : on n'avait plus que 34,000 cartouches.

Belgrano adressait réclamations sur réclamations au gouvernement de Buénos-Ayres; mais les triumvirs répugnaient à se priver des quelques ressources qu'ils possédaient encore, et, comme ils s'attendaient à voir bientôt complétement dispersée la petite armée, dans laquelle la désertion faisait des ravages, que la crainte même de la mort ne pouvait arrêter, ils répondaient à toutes les demandes du général qu'on lui ferait parvenir ce qu'il demandait à la première occasion opportune; mais cette occasion n'arrivait jamais. « Au moins, leur écrivait-il un jour en désespoir de cause, envoyez-moi des épées pour mes officiers. » Cette fois, il reçut une réponse plus catégorique. Le gouvernement, lui répondit-on, n'avait ni sabres, ni épées, ni argent pour en acheter.

Belgrano ne se laissa pourtant pas décourager. Même lorsqu'il désespérait du succès, il n'hésitait pas à faire son devoir; et, à force d'énergie, il réussit à sauver sa petite armée. Son équité, son affabilité, y avaient ramené la discipline. Pour remédier autant que possible au manque d'armes, il introduisit la lance dans la cavalerie, parce c'était la seule arme qu'il pût fabriquer sans grands frais dans le pays où il se trouvait. Sur ces entrefaites, 400 fusils lui arrivèrent de Buénos-Ayres. Ce secours inespéré acheva de rendre la confiance à ses troupes, et dès lors il n'hésita plus à prendre l'offensive.

Le 2 septembre, il eut une première rencontre avec les Espagnols, à las Piedras, dans laquelle il leur fit quelques prisonniers; mais, ne jugeant pas le terrain favorable, il rétrograda vers Tucuman. Pio Tristan, qui commandait les Espagnols, et qui croyait avoir bon marché de cette poignée d'hommes, le

suivit, et, passant sur son flanc, se posta entre la ville et lui, afin de lui couper la retraite après l'avoir battu, comme il s'en croyait certain : il avait plus de 3,000 hommes et 13 pièces d'artillerie. C'était le 23 septembre 1812. Le 24, Belgrano, qui avait appris dans la nuit le mouvement de l'ennemi et qui ne voulait pas lui laisser l'initiative, l'attaqua vigoureusement. La mêlée fut longue, l'attaque et la défense désespérées. L'infanterie révolutionnaire coupa en deux les lignes espagnoles et s'enferma dans la ville. Tristan n'hésita pas à l'y attaquer; mais Belgrano fondit sur lui avec sa cavalerie, qu'il avait pu conserver en bon ordre. Placés entre deux feux, les Espagnols ne tardèrent pas à plier, et leur chef, pour éviter une déroute, ordonna la retraite; mais l'infanterie, sortant alors de la ville, les attaqua avec une telle furie que Belgrano put écrire à Buénos-Ayres :

« La patrie peut célébrer avec un juste orgueil la complète victoire obtenue le 25 septembre, anniversaire de Notre-Dame de la Merci, dont nous avions invoqué la protection. 7 canons, 3 drapeaux, 1 étendard, 50 officiers, 4 chapelains, 2 curés et 600 hommes prisonniers, 400 hommes hors de combat, les munitions de l'artillerie et de l'infanterie, la plus grande partie des bagages, tombés en notre pouvoir : tels sont les résultats de cette journée. Officiers et soldats se sont conduits avec honneur et courage. L'ennemi, qui fuit avec précipitation, est poursuivi. J'enverrai un bulletin spécial aussitôt que les circonstances le permettront. »

Une colonne aux ordres de Diaz Velez donna en effet la chasse aux restes de l'armée royaliste, qui reprit le chemin du haut Pérou.

Les mêmes déceptions qu'avaient éprouvées les patriotes après les désastres de Huaqui et de Nazareno, les Espagnols les éprouvèrent à leur tour : les populations, qui les avaient accueillis à bras ouverts quand ils venaient en vainqueurs, ne leur montrèrent plus, après la défaite, que des dispositions

hostiles. Salta se souleva et chassa sa garnison espagnole ; mais, à l'approche de Tristan, ceux qui avaient fait la révolution, ne se sentant pas en état de résister, abandonnèrent la ville pour aller grossir l'armée de Belgrano, et la cité, tour à tour révolutionnaire ou royaliste, offrit aux vaincus de Tucuman un abri d'où Belgrano ne devait pas tarder à les déloger.

Mais, avant de continuer le récit des triomphes de l'armée du Nord, retournons à Buénos-Ayres, où se passaient des événements non moins importants.

Second triumvirat. L'armée de l'Uruguay porte les derniers coups au parti espagnol. Assemblée constituante de 1813. Réformes administratives. — Nouveaux succès des armées patriotes. Victoire de Salta. — Désastre de Valcapujo et d'Ayouma. — L'Espagne, qui s'est relevée après la chute de Napoléon, songe à reconquérir ses colonies. Préparatifs de résistance. Dissensions parmi les patriotes. La Société maçonnique. Rivalité d'Alvear et de San-Martin. Ce dernier va remplacer Belgrano à l'armée du Nord.

En octobre 1812, les Buénos-Ayriens étaient déjà bien las de leurs triumvirs. On les accusait d'abandonner l'armée du nord ; on les accusait surtout de ne pas vaincre, et tout était préparé pour un soulèvement, quand arriva la nouvelle de la victoire de Tucuman.

Quelques semaines plus tôt, cette victoire eût causé une satisfaction unanime ; mais les clubs, qui avaient tout organisé pour l'émeute, ne voulurent pas en être pour leurs frais ; ils étaient impatients d'essayer leur puissance, principalement la société maçonnique, à laquelle étaient affiliés le colonel San-Martin, le major Alvear, Monteagudo, l'éditeur du journal le plus populaire, et quelques moines philosophes des différents ordres établis à Buénos-Ayres, comme Pedriel, Grela, Chambo, Herrera, Rodriguez, Aparicio.

La révolution se fit comme d'habitude : le 8 octobre, la place

de la municipalité fut occupée par le régiment de grenadiers à cheval que San-Martin venait de former, et par le 2e d'infanterie. C'était, à peu de chose près, toute la force armée dont pouvaient disposer les triumvirs, et cette force armée se présentait à la municipalité pour demander la déposition des gouvernants. Les prétextes n'avaient pas changé après le triomphe de Tucuman; la vérité était qu'on ne voulait plus de ces messieurs, parce qu'ils avaient assez gouverné. Devant cette manifestation, les triumvirs ne crurent avoir rien de mieux à faire que de mettre leurs personnes en sûreté. Puirredon, le seul qu'on trouva, fut exilé à San-Luis.

Ainsi finit le premier triumvirat. La municipalité en nomma immédiatement un autre, composé de Rodriguez Peña, Passo et Alvarez Jonte.

Les nouveaux gouvernants montaient au pouvoir dans une heure de bonne chance. La première fois qu'ils eurent à parader comme triumvirs, ce fut pour recevoir les drapeaux pris aux Espagnols à la bataille de Tucuman, et leur premier décret eut pour objet de récompenser les soldats de Belgrano, auxquels il accordait le droit de porter au bras un écusson avec ces mots : *La patrie à ses défenseurs à Tucuman.*

Bientôt ils eurent à célébrer un nouveau triomphe : l'armée de l'Uruguay, après l'armistice avec les Portugais, qui, en la délivrant de toute crainte de ce côté, lui avait rendu la liberté de ses mouvements, avait repris l'offensive. Rondeau, à qui on avait confié le commandement de l'armée, le 8 octobre, s'avança jusqu'au Cerrito, à une lieue de Montévidéo. Les royalistes l'attaquèrent, mais il les défit complétement, et put sans être inquiété rétablir le siége devant Montévidéo.

Ainsi battu sur tous les points, le parti espagnol disparut de la scène politique vers la fin de 1812.

Débarrassés de tout souci de ce côté, les nouveaux triumvirs cherchèrent à établir quelque stabilité en réunissant un con-

grès qui fixerait le système administratif. Une constitution, malgré l'insuccès des tentatives faites jusque-là, était encore le rêve de tous les hommes politiques et l'unique remède qu'ils croyaient pouvoir apporter aux continuelles secousses qui agitaient le pays et qui rendaient impossible toute marche régulière. Jusqu'alors c'étaient les municipalités qui avaient élu les députés ; ils crurent assurer une plus grande autorité au congrès en basant le système représentatif sur le suffrage universel, et assurer l'arrivée au pouvoir des hommes les plus capables par l'élection à deux degrés. Un décret du 24 octobre porta que tout homme libre irait voter chez le juge de paix de son quartier, à l'effet de nommer un électeur, et que les électeurs ainsi nommés se réuniraient à la municipalité, où, conjointement avec les municipaux, ils éliraient les députés. Le nombre de ces derniers était ainsi fixé : quatre pour la ville de Buénos-Ayres, deux pour chaque capitale de province, et un pour chaque ville de moindre importance. Leurs pouvoirs n'auraient aucune limite.

En outre, le décret déclarait toutes les élections précédentes vicieuses, et par conséquent tout ce qui s'en était suivi nul et non avenu, par la raison qu'on n'avait jamais consulté la volonté nationale, source unique de l'autorité légale. La tendance des idées, vers la fin de 1812, était clairement formulée dans les devoirs qui, selon les triumvirs, étaient imposés aux députés.

« Les temps sont venus où les peuples des Provinces-Unies du Rio de la Plata ouvrent avec dignité le livre de leurs destinées éternelles, et votent par leurs représentants légitimes la forme de gouvernement qu'ils doivent se donner pour paraître sur le grand théâtre des nations. Les députés étant à la hauteur de leur noble mission, et la patrie à la hauteur de ses nobles destinées, c'est d'eux que nous devons attendre les grandes et sages mesures, l'énergie et la fortune. »

Les clubs, la presse, qui, comme nous l'avons déjà fait remarquer, avaient une très-grande influence, aidaient puissamment les gouvernants. Tous parlaient à l'unisson de la nécessité de pro-

clamer l'indépendance. L'indépendance était donc déjà dans l'esprit de tout le monde avant d'être officiellement décrétée.

Le congrès ainsi élu se réunit pour la première fois le 31 janvier 1813; mais la représentation nationale était loin d'être complète, à peine si la moitié de ses membres assistaient à la séance d'ouverture : les provinces péruviennes, encore dominées par les royalistes, n'avaient pas envoyé les leurs; le Paraguay, séquestré par le sombre et taciturne Francia, ne donnait pas signe de vie; enfin, les députés de l'Uruguay furent repoussés comme n'étant pas l'expression de la volonté du peuple, mais de celle d'Artigas, qui dominait les campagnes par le système de terreur qu'il avait établi, système que les Porteños n'hésitaient pas à approuver quand il s'agissait de chasser les royalistes, mais qu'ils trouvaient exécrable quand Artigas y recourait pour imposer au congrès des députés de son choix.

La réunion de ce congrès, si incomplet qu'il fût, faisait faire cependant un grand progrès à la cause de la révolution, en groupant en un même faisceau les différentes volontés qui tendaient à se perdre en efforts individuels. Il réalisait, en outre, ce qui n'avait pu avoir lieu jusqu'alors, la séparation des pouvoirs, et consacrait la légitime influence que doit avoir l'assemblée législative sur le pouvoir exécutif.

Le triumvirat, les municipalités, les différentes provinces e l'armée prêtèrent un serment ainsi formulé : « Reconnaissez-vous l'assemblée générale constituante comme l'autorité souveraine des provinces de la Plata? Jurez-vous de vous soumettre loyalement à toutes ses décisions, et de les faire observer et exécuter; de ne reconnaître d'autres autorités que celles qui tiendraient d'elle leurs pouvoirs; de conserver et de soutenir l'intégrité, la liberté et la prospérité des Provinces-Unies du Rio de la Plata, la sainte religion catholique, apostolique et romaine? »

La teneur de ce serment, prêté, on peut le dire, par tous les habitants en état de le comprendre, marquait un nouveau pas vers l'indépendance. Il n'était plus question du roi Ferdinand;

les autorités, quelles qu'elles fussent, ne reconnaissaient d'autre souveraineté que celle du congrès élu par le peuple.

Le 5 janvier, une victoire importante par ses résultats, bien qu'insignifiante si on l'apprécie par le nombre d'hommes qui prirent part au combat, vint affermir les membres du congrès dans leurs idées d'indépendance. La domination des Espagnols était, à la vérité, réduite au seul territoire que protégeaient les canons de Montévidéo; mais ils étaient entièrement maîtres des rivières; leurs bâtiments légers parcouraient sans obstacle l'Uruguay et le Parana; leurs soldats ou leurs marins abordaient parfois dans les campagnes riveraines et enlevaient le bétail nécessaire à la consommation de la place assiégée. Les fermiers riverains étaient constamment menacés par ces razzias, dont les forces patriotes qui stationnaient dans les petites villes du littoral avaient été jusque-là impuissantes à les défendre.

Après la journée du 8 octobre, le colonel San-Martin avait été envoyé au Rosario pour observer les mouvements d'une flottille espagnole, assez forte pour inspirer des inquiétudes, qui avait remonté le Parana. Il avait avec lui le premier régiment de cavalerie, composé entièrement de créoles, commandé par des officiers créoles, et qui eût été instruit et discipliné à l'européenne.

Nous avons dit ce qu'était San-Martin lui-même. Façonné au métier des armes dans les colléges militaires espagnols, il avait fait ses preuves en Espagne, et s'était notamment distingué à la bataille de Bailen. C'était une forte et virile intelligence, dévoué partisan de la cause de l'indépendance, dont le succès ne lui paraissait pas plus douteux que la légitimité. Il apportait, en outre, à la révolution la discipline militaire et la science de la guerre telles qu'on les pratiquait en Europe. Et ce n'était pas un médiocre service qu'il rendait à la patrie, car les hommes qui commencent une guerre par l'insurrection ont généralement le travers de mépriser le long et pénible apprentissage que le soldat régulier subit avant d'être conduit à l'ennemi; et si, dans

le premier moment, ces troupes, qui n'ont pour elles que l'enthousiasme et la bonne cause, peuvent vaincre par surprise, à la longue c'est toujours la discipline et la tactique qui triomphent.

San-Martin apprit par ses espions que la flottille ennemie s'apprêtait à débarquer au couvent de San-Lorenzo, à 5 lieues au nord du Rosario. Ayant caché ses hommes dans le couvent, il laissa débarquer les Espagnols, et, à peine avaient-ils mis pied à terre, qu'il tomba sur eux comme la foudre. Les maraudeurs ne purent tenir devant cette brusque attaque. Culbutés, sabrés de tous côtés, ils se rembarquèrent en désordre, laissant grand nombre de morts et quelques prisonniers aux mains des patriotes. Ce fut un triomphe complet : il eut ce double avantage de mettre fin aux incursions des pirates espagnols et de montrer à l'armée de la jeune république ce que peut la discipline.

Bientôt après, Buénos-Ayres eut à célébrer une nouvelle et plus importante victoire : Salta, comme Tucuman, était au pouvoir de Belgrano.

Tristan, nous le savons, s'était arrêté à Salta, après sa malheureuse affaire de Tucuman. Il avait été considérablement renforcé par Goyenèche, qui lui avait envoyé ses meilleurs régiments. Se voyant à la tête de 3,000 fantassins, de 500 cavaliers et de 10 pièces d'artillerie, il crut pouvoir attendre Belgrano, qui, voulant profiter de l'enthousiasme de ses troupes, s'approchait de Salta pour l'en déloger.

L'armée patriote, renforcée également par le gouvernement installé le 8 octobre, comptait à peu près 3,000 hommes et 12 pièces d'artillerie.

Belgrano franchit sans obstacle les 80 lieues qui séparent Tucuman de Salta, et, imitant la manœuvre de son adversaire à Tucuman, il alla se placer au nord de Salta pour lui couper la retraite. Tristan sortit de la ville comptant sur la supériorité de ses troupes, plus nombreuses et mieux armées ; mais l'infanterie patriote le chargea avec tant de vigueur que bientôt il se vit

rejeté dans la place et serré de si près, qu'après trois heures de combat il fit hisser un drapeau blanc. Les pertes étaient considérables des deux côtés : les patriotes avaient plus de 500 hommes hors de combat ; les royalistes comptaient 480 morts et 114 blessés ; ils avaient laissé au pouvoir de Belgrano 300 prisonniers, 5 canons et 500 fusils. Le général patriote crut donc, après de tels avantages, pouvoir accéder à la capitulation que demandait Tristan, et dont les termes furent ainsi arrêtés : Les Espagnols pourraient retourner librement au Pérou, mais à la condition de ne point se servir de leurs armes sur le territoire de la vice-royauté. Les patriotes protégeraient leur retraite jusqu'au Desaguadero, limite des deux vice-royautés.

La nouvelle de cette victoire fut célébrée avec transport à Buénos-Ayres. Des récompenses furent votées aux vainqueurs, et un prix de 40,000 piastres (200,000 fr.) accordé au général qui venait de remporter les deux plus grandes victoires que la patrie eût eu à célébrer depuis le 25 mai 1810. Belgrano accepta, à condition que la somme dont il lui était fait don serait employée à la fondation d'écoles dans les provinces.

Malheureusement pour la cause révolutionnaire, après les victoires de Tucuman et de Salta, Goyenèche fut rappelé de l'armée et remplacé par le général Pezuela, qui prit le commandement des troupes dans le haut Pérou. A partir de ce moment, la fortune, qui avait favorisé les patriotes depuis le commencement de l'année, sembla les abandonner.

Le nouveau général royaliste s'appliqua d'abord à remonter le moral de l'armée que son prédécesseur lui laissait si découragée, et il se prépara à la lutte avec la même énergie, la même patience qu'avait montrées Belgrano lorsqu'on lui avait confié les fuyards de Huaqui et de Nazareno.

L'armée patriote, au contraire, enorgueillie de ses récents succès, se laissait entamer par les discordes politiques qui divisaient les citoyens à Buénos-Ayres. Dorrego, un de ses plus vaillants officiers et l'un de ceux qui avaient puissamment con-

tribué aux derniers succès, avait quitté l'armée ; d'autres encore parmi les principaux chefs se montraient également mécontents de leur position, soucieux de l'avenir; ils ne voyaient pas de terme à leurs fatigues, et tous se laissaient aller au découragement en songeant aux campagnes qu'il leur faudrait faire encore avant d'amener à merci les Espagnols, qui trouvaient dans le Pérou, après chaque défaite, d'inépuisables ressources.

Dans les derniers jours de septembre, une correspondance de Belgrano, interceptée et portée au général royaliste, avait appris à celui-ci qu'un corps important, commandé par Zelaya, devait se réunir à l'armée patriote. Pezuela, par des prodiges d'activité, put battre la troupe de Zelaya et venir attaquer Belgrano avant qu'il eût eu vent de cet échec.

Les deux armées se rencontrèrent dans les plaines de Velcapujo. Créoles et Espagnols se battirent avec une égale furie; l'avantage cependant était aux patriotes, quand un ordre mal interprété paralyse tout à coup leur élan; ils s'inquiètent, ils hésitent, tandis que les royalistes redoublent d'ardeur, et une panique que rien ne justifie précipite dans une fuite désordonnée les vainqueurs de Salta et de Tucuman. Ce n'est qu'à une dizaine de lieues au sud de Velcapujo que Belgrano put réunir ses hommes. Heureusement encore que le manque de cavalerie mit Pezuela dans l'impossibilité de tirer parti de sa victoire. Belgrano put donc s'arrêter à Macha, où il tâcha de réorganiser son armée. Pezuela l'y laissa tranquille jusqu'au 14 novembre; ayant alors reçu des renforts, il l'attaqua à Ayouma, et, grâce à la supériorité de ses troupes, mieux armées et mieux disciplinées, il le força de nouveau à battre en retraite, après trois heures d'une résistance opiniâtre.

A la fin de 1813, Belgrano avait rétrogradé jusqu'à Jujuy, où il attendait avec 1,000 hommes, — c'était tout ce qui lui restait, — le général royaliste, pour lui disputer au moins l'entrée des provinces plus spécialement argentines.

Ces événements ne furent pas les seuls qui vinrent attrister la révolution à la fin d'une année qui avait si bien commencé. La désorganisation menaçait également l'armée de l'Uruguay, et cela par le fait d'Artigas, dont les patriotes avaient si inconsidérément accepté les services. La guerre de sauvage qu'il faisait aux péninsulaires devait un jour retomber sur les hommes qui avaient cru qu'en temps de révolution tous les moyens sont également bons.

L'ancien contrebandier croyait de la meilleure foi du monde qu'ayant été le principal auteur de la ruine du pouvoir espagnol dans l'Uruguay, ce pays ne devait avoir d'autres lois que sa volonté. C'était pour arriver à agir en maître qu'il avait pris les armes : aussi voyait-il un obstacle dans les Buénos-Ayriens comme il en avait vu un dans les soldats d'Elio ; et chaque fois qu'un chef arrivait de Buénos-Ayres, chaque fois qu'un ordre lui était donné, il se croyait atteint dans sa légitime autorité. En outre, il ne comprenait pas que l'Uruguay pût rester uni par les liens administratifs à Buénos-Ayres, comme il l'avait été auparavant à l'Espagne. Pour lui, indépendance voulait dire isolement absolu de chaque province. En un mot, Artigas était de l'école de Funes et de Francia.

Il faut qu'un peuple soit bien familiarisé avec la science politique pour que le système fédéral puisse être compris par lui. Si c'est la forme la plus propre à conduire une nation au plus haut point de prospérité, c'est aussi la plus difficile à pratiquer; c'est celle qui exige le plus de rouages, le plus de hiérarchie et surtout le plus de respect pour les conventions; et c'est précisément ce respect pour les conventions que les peuples qui commencent à se gouverner par eux-mêmes n'observent jamais. La fédération, quand elle est comprise comme Francia et Artigas la comprenaient, n'est que le morcellement, le retour à l'isolement où vivaient les diverses tribus indiennes avant Irala ou Garay.

Mais Artigas et ses amis se préoccupaient fort peu de ce que deviendrait le pays, pourvu que leur ambition fût satisfaite. Ils résolurent donc, d'accord avec quelques officiers, d'essayer leurs forces sur l'armée même chargée de défendre la cause de l'indépendance dans l'Uruguay. Le colonel Rondeau et le chef d'état-major Vedia firent prendre les armes aux troupes et sommèrent le commandant en chef Zarratea de se retirer. Le général, qui méritait sans doute le mépris qu'on lui témoignait, obéit aux ordres de ses subalternes, et Rondeau prit le commandement. Artigas, en apparence, ne gagnait rien à ce mouvement, il demeurait comme auparavant chef de la cavalerie; mais il avait établi un précédent dont il saurait tirer parti quand, n'ayant plus besoin des soldats de Buénos-Ayres, il voudrait recommencer à son profit ce qui venait d'être fait pour Rondeau.

Tout d'abord, cet acte d'indiscipline ne changea rien à l'état des choses; l'armée continua, sous le commandement de Rondeau, les opérations du siége, qui avançait très-peu, faute d'artillerie. Quant au gouvernement de Buénos-Ayres, il ferma les yeux sur cet incident et confirma Rondeau dans le poste qu'il avait usurpé; car cette insurrection militaire coïncidait avec les désastres de Velcapujo et d'Ayouma, et puis, à ce même moment, la nouvelle tournure des choses en Europe, en 1813, semblait menacer la colonie révolutionnaire de dangers plus sérieux encore.

L'Espagne se relevait en effet; la puissance napoléonienne avait échoué devant l'immense responsabilité que l'héritier de 93 avait voulu prendre dans ses seules mains. La Révolution française s'était crue, avec raison, appelée à battre en brèche partout les gothiques institutions qui pesaient sur presque toute l'Europe au temps de Mirabeau et de Bonaparte. Pour vivre en paix, la République avait dû se créer des alliés en portant la liberté à ses voisins; mais elle fut arrêtée dans sa marche par

l'ignorance et par les préoccupations résultat d'une série de siècles de despotisme. La Révolution trouva ses plus cruels ennemis dans cette même France, si brillante au dehors, si tourmentée à l'intérieur.

La France en vint à désespérer de la Révolution, et un des enfants de 93 eut le triste courage de profiter de cette lassitude pour descendre de la haute position que son génie et la Révolution lui avaient créée. Le 18 brumaire, Bonaparte fit place à Napoléon; la contre-révolution triompha, et le monde retomba dans l'ornière dont il semblait prêt à sortir.

L'Europe cependant ne crut pas à cette contre-révolution. Les rois ne voulurent pas admettre à leur rang cet homme qui venait de leur donner un siècle peut-être encore d'existence. Pour se consolider, pour se faire des alliés, le monarque nouveau fut donc obligé de faire la guerre aux monarques anciens, et de continuer, stérilement pour les peuples, les grandes guerres de la République, qui eussent pu résoudre, il y a un demi-siècle, ce problème de l'organisation européenne qui menace encore l'avenir.

Mais dans ces guerres faites par, pour et contre Napoléon, les armées françaises n'avaient plus pour complices les idées libérales des hommes énergiques et bien pensants de tous les pays. Les nationalités européennes se raidissaient contre l'Empereur, comme l'esclave se raidit contre son maître. Les victoires de l'Empire pouvaient comprimer par la terreur les haines contre les conquérants, mais elles ne faisaient pas de prosélytes à la France; aussi, dans cette lutte impossible, Napoléon finit-il par succomber.

Les victoires constantes, dont la République aurait pu se passer, étaient indispensables à l'Empire. La République, quoique blessée, pouvait encore combattre; l'Empire devait succomber à sa première blessure.

L'armée, décimée en Espagne par des combats de toutes les heures, désorganisée en Russie par les privations et le froid,

dut se replier sur la France. Napoléon essaya de réveiller l'enthousiasme de 93, alors que la patrie était en danger; mais le *Veillons au salut de l'Empire* n'électrisait plus la jeunesse comme la vieille *Marseillaise* qu'il avait répudiée. Après de glorieux mais vains efforts, il dut abdiquer. Délaissé par les républicains, méconnu par les souverains dont il avait prolongé l'existence, le dompteur de la Révolution fut exilé par les rois.

Cette grande infortune, toute royale, intéressa médiocrement les peuples; et les gouvernants de droit divin songèrent à ramasser leurs gouvernés, que ces discordes avaient singulièrement dispersés.

L'Espagne surtout avait fort à faire pour ramener ses colonies à ces sentiments de loyauté qui avaient éclaté avec tant de force lors de la captivité du roi Ferdinand VII. La maladresse des Espagnols et l'audace de quelques tribuns avaient rendu impossible tout retour à l'ancien état de choses. Pour les Espagnols, le temps des concessions était passé. L'amour-propre aveuglait ceux qui auraient pu renseigner le gouvernement de Madrid. En un mot, les patriotes étaient considérés comme des rebelles, et on ne voulait pas en entendre parler. Le rétablissement de l'ordre fut confié à 2,200 soldats, qui arrivèrent à Montévidéo sur le vaisseau *San-Pablo* et sur la frégate *Prueba*, dans les derniers jours de septembre 1813.

Malgré toutes ces difficultés et toutes ces menaces, le triumvirat ne désespéra pas de la révolution. La grandeur du danger surexcita l'énergie des patriotes. La loge maçonnique surtout déploya une infatigable activité. Un de ses membres les plus influents, San-Martin, l'organisateur des grenadiers à cheval, le vainqueur de San-Lorenzo, fut envoyé à l'armée du Nord pour remplacer Belgrano, que ses deux défaites avaient rendu impopulaire.

Les députés, bien qu'ils ne fussent pas en nombre, se réunirent et sanctionnèrent plusieurs lois importantes. Ils recon-

nurent le triumvirat comme le pouvoir suprême auquel toutes les provinces devaient obéissance, et l'ancienne vice-royauté put se présenter à l'extérieur avec les apparences d'une nation constituée. Un délégué fut envoyé au Brésil pour maintenir les bonnes relations avec la cour de Rio-Janeiro, et spécialement cultiver l'amitié du ministre anglais, lord Strangford, qui dans d'autres circonstances avait servi si efficacement la révolution.

En même temps, d'importantes réformes étaient faites qui méritent d'être signalées. Le système financier fut réorganisé. L'entrée des marchandises étrangères fut affranchie des entraves dont l'avait embarrassée le gouvernement colonial, et la perception des droits de douane s'opéra d'une façon régulière. La torture en matière criminelle, abolie de fait par les mœurs, le fut légalement. Pour se faire des partisans parmi les Indiens des provinces péruviennes, le Sénat sanctionna une loi exemptant à l'avenir les Indiens de la taxe personnelle qu'ils payaient à l'Espagne. Le gouvernement reçut en outre l'autorisation de racheter des nègres, qui devenaient libres après avoir servi pendant un temps limité dans les rangs de l'armée patriote : c'était un moyen de créer de bons soldats et d'arriver bientôt à l'extinction de l'esclavage. Un grand nombre de patriotes, comprenant la portée de cette mesure, donnèrent la liberté à leurs esclaves, pour qu'ils entrassent immédiatement dans l'armée. Ainsi furent formés deux régiments entièrement composés de nègres libres : le n° 7, qui fut incorporé à l'armée du Nord, et le n° 3, destiné à renforcer l'armée qui assiégeait Montévidéo.

Abolition du triumvirat. Posadas directeur suprême des Provinces-Unies. — Congrès oriental. L'Uruguay, à l'instigation d'Artigas, se déclare indépendant. —Création d'une escadre argentine, qui est placée sous les ordres de l'Irlandais Brown; ses succès contre la flotte espagnole. Prise de Martin-Garcia. Capitulation de Montévidéo. — Le Chili; sa situation politique; progrès qu'y fait l'esprit révolutionnaire. San-Martin songe à s'unir aux patriotes de ce pays pour chasser les Espagnols du Pérou. — Mouvement réactionnaire à Buénos-Ayres; tentatives pour replacer la Plata sous le régime monarchique. — Guerre civile dans l'Uruguay. Artigas se déclare chef des Orientaux. — Démission de Posadas.

Cependant, malgré les bonnes intentions des triumvirs, la révolution languissait, le nombre des indifférents augmentait chaque jour; l'unanimité des créoles en matière politique avait entièrement disparu. Divisés en morénistes et en saavedristes d'abord, beaucoup commençaient à se lasser de l'agitation politique, et la généralité avait fini par laisser aller les événements sans y prendre une part active. Mais, à mesure que le cercle des politiqueurs se rétrécissait, la société maçonnique prenait plus d'importance, et, dans les premiers mois de 1814, elle pouvait être considérée comme le véritable gouvernement de Buénos-Ayres. San-Martin et Alvear en étaient, nous l'avons dit, les deux membres les plus influents. Marchant d'accord, ils avaient fait triompher le mouvement du 8 octobre 1813. Les triumvirs portés ce jour-là au pouvoir étaient affiliés à la société; la *loge*, comme on l'appelait, était donc montée au pouvoir avec eux. Malheureusement, ce qu'on pouvait prévoir arriva: unis pour vaincre, les chefs du club tout-puissant devinrent rivaux après la victoire. Dès lors, ces deux hommes, qui devaient avoir une si grande influence sur les destinées du pays, se firent connaître tout entiers. Nous avons déjà fait entrevoir leur caractère respectif, nous croyons devoir y insister.

San-Martin, aussi bon soldat que politique médiocre, avait une grande et noble ambition : il voulait d'abord le triomphe

de la révolution, puis, pour lui-même, une haute position, mais qu'il voulait conquérir par des services réels. Pour être juste, nous devons même ajouter que, s'il ambitionnait le poste le plus élevé, c'était parce qu'il ne voyait nul autre plus apte que lui à l'occuper. Mais, nous le répétons, dans sa brillante carrière politique, il montra qu'il savait préférer la cause qu'il servait à ses intérêts personnels.

Alvear, homme moins sérieux, aussi habile cabaleur que militaire médiocre, n'avait en vue que ses propres intérêts. Il était patriote parce que la révolution lui donnait plus de facilité pour monter en grade. Peu lui importait d'ailleurs la cause qu'il servait; ce qu'il voulait, c'était briller.

San-Martin était un patriote ambitieux; Alvear, un ambitieux égoïste.

Alvear se préoccupa tout d'abord d'éloigner son rival; dans ce but, il avait fait tous ses efforts pour qu'on lui donnât un commandement éloigné; il ne tarissait pas sur son éloge, et ne cessait de représenter à la *loge* que ses talents militaires pouvaient seuls réparer les désastres causés par l'ineptie de Belgrano. Il avait réussi, et le départ de San-Martin pour Tucuman l'avait laissé presque maître de la société secrète où tout se décidait. Il en profita pour fomenter une nouvelle idée qui commençait à s'y faire jour, et dont il espérait que la réalisation lui assurerait un poste au moins égal à celui que San-Martin avait obtenu.

Il s'agissait de changer la forme du gouvernement. La division du pouvoir entre trois personnes a, disait-on, des inconvénients qui sautent aux yeux. Si les triumvirs gouvernent à tour de rôle, la marche des affaires n'est pas uniforme, régulière; si, au contraire, ils doivent se concerter avant de prendre une détermination, il se perd en discussions un temps considérable. D'où l'on concluait qu'il fallait encore une fois remanier la constitution, déjà si souvent modifiée depuis la révolution de mai.

Le congrès, réuni de nouveau le 21 janvier 1814, aborda cette question, et décida que les triumvirs seraient remplacés par un directeur suprême des Provinces-Unies, qui exercerait le pouvoir dans les mêmes conditions. Le choix des députés s'arrêta sur don Gervasio Posadas, parent d'Alvear, qui prit possession du pouvoir le 31 janvier 1814.

Ce changement ne produisit aucune émotion à Buénos-Ayres, et il fut accepté sans répugnance par les provinces, excepté pourtant l'Uruguay. Artigas ne pouvait voir sans déplaisir que les Buénos-Ayriens retournassent au système de la vice-royauté, en déposant le pouvoir entre les mains d'un seul homme, qui, par le fait, était exactement un vice-roi, avec cette seule différence que les vice-rois arrivaient d'Espagne, tandis que dorénavant ils seraient élus par une assemblée d'où ses députés à lui avaient été exclus. Il poussa donc les habitants à nommer de leur côté un congrès particulier pour l'Uruguay, lequel fonctionnerait en même temps que le congrès général qui tenait ses séances à Buénos-Ayres. Rondeau, qui, de son côté, n'avait pas vu d'un bon œil la nomination d'un des parents de l'intrigant Alvear à un poste si important, laissa son chef de cavalerie cabaler tout à son aise.

Artigas en vint à ses fins. Un congrès oriental fut réuni, et il donna une entière satisfaction aux vues de l'ambitieux partisan. L'Uruguay fut déclaré province confédérée, et, dans l'acte qui consacrait son indépendance, on trouvait répété tout ce que Francia avait dit dans une circonstance analogue.

Une députation fut immédiatement envoyée à Buénos-Ayres pour s'entendre sur les bases d'une confédération entre l'Uruguay et les autres provinces. Mais si le gouvernement central avait accepté les captieuses raisons de Francia et accédé aux prétentions d'une province éloignée, il ne pouvait pas en agir de même avec l'Uruguay, occupé par ses troupes et où les Espagnols étaient encore puissants par leur marine et par la possession de la principale ville du pays. Les députés d'Artigas ne

furent donc pas reçus. Celui-ci aussitôt déclara la guerre à Buénos-Ayres. Les gauchos qu'il commandait, ainsi que ceux qui suivaient son parti, soit par crainte, soit parce qu'ils étaient intéressés à son système de déprédations, reçurent l'ordre de se retirer au nord du Rio-Negro, ce qui réduisit l'armée patriote de plus de moitié. Il fit plus, il commanda à un de ses lieutenants, Frutor Rivera, d'enlever les chevaux dont pouvait disposer Rondeau. L'ordre fut exécuté, et le général se trouva ainsi réduit à l'immobilité, entre les Espagnols, qui pouvaient sortir de la ville pour l'attaquer, et Artigas, qui menaçait de l'affamer en enlevant les bestiaux.

La situation, on le voit, était des plus difficiles. Cependant le nouveau directeur ne céda point; il promit des renforts à Rondeau, déclara Artigas traître à la patrie, hors la loi, et mit sa tête à prix, comme celle d'un malfaiteur.

Comprenant que, tant que la marine espagnole dominerait les eaux de la Plata, il serait impossible de réduire Montévidéo, Posadas voulut improviser une marine. Des bâtiments marchands en assez grand nombre qui se trouvaient dans le port, il acheta ceux qui parurent le mieux en état d'être armés, et il déploya une telle activité que le 7 mars 1814 sept bâtiments furent prêts à combattre. Le commandement de cette petite flotte fut donné à un Irlandais, ancien capitaine marchand, Guillaume Brown, dont le bâtiment avait fait naufrage trois ans auparavant, et qui s'était distingué par des coups hardis pendant le blocus établi par les Espagnols, qui même avait été assez heureux pour s'emparer d'une embarcation qui lui donnait la chasse. Les forces navales auxquelles il allait avoir affaire étaient de beaucoup supérieures. La flotte espagnole se composait en effet de deux divisions : huit embarcations de guerre et sept bâtiments marchands armés en guerre stationnaient dans le port de Montévidéo; six bricks et goëlettes et trois embarcations légères stationnaient à Martin-Garcia. C'étaient donc vingt-quatre bâtiments, et mieux armés que les siens, contre

lesquels Brown ne craignait pas de prendre l'offensive, et l'entreprise était d'autant plus périlleuse que tous les bâtiments espagnols étaient protégés par les batteries de terre.

Brown prit le titre de commodore de l'escadre argentine, et quitta le port de Buénos-Ayres le 8 mars. Le 11, il canonna les fortifications et la flottille que Romerate commandait à Martin-Garcia. Le début de la flotte républicaine ne fut pas heureux. L'*Hercule,* que montait Brown, fut le seul bâtiment qui prit une part active au combat, et, quand il le vit criblé de boulets, le commodore fut obligé de se retirer, après avoir eu 45 tués et 50 hommes mis hors de combat. Il ne voulut pourtant pas rentrer à Buénos-Ayres; il répara comme il put ses avaries, et, dans la nuit du 15 au 16 mars, il put faire débarquer 150 hommes, aux ordres du lieutenant Oroño, lesquels, au point du jour, attaquèrent les forts du côté de la terre, pendant que Brown les canonnait de la rivière. Cette double attaque déconcerta Romerate, qui, craignant de perdre ses bâtiments, mit toutes voiles dehors et remonta l'Uruguay, laissant l'île et ses batteries au pouvoir des patriotes.

Après ce brillant fait d'armes, qui divisait la flotte espagnole, car Romerate ne pouvait plus rejoindre l'autre division sans essuyer le feu des batteries de Martin-Garcia, l'escadre patriote, augmentée de trois nouveaux bâtiments, se dirigea vers le port de Montévidéo, qu'elle bloqua.

La flotte espagnole, malgré son incontestable supériorité, ne bougea pas du port pendant un long mois. De son côté, Brown n'osait l'attaquer sous le feu des remparts; mais durant ce mois il s'empara de plusieurs bâtiments chargés de vivres, et la disette ne tarda pas à se faire sentir dans la ville.

Cependant Posadas ne négligeait rien pour renforcer l'armée qui bloquait Montévidéo par terre. La prise de Martin-Garcia était venue heureusement faciliter les communications entre Buénos-Ayres et la rive opposée. Le 1er régiment de noirs libres, discipliné par Alvear, fut d'abord envoyé à Ron-

deau, et fut bientôt suivi d'un régiment de cavalerie formé à l'instar des grenadiers à cheval de San-Martin. Enfin on crut devoir remplacer Rondeau par un homme qu'on disait plus énergique. On lui donna pour successeur Alvear, qui arrivait ainsi à avoir le plus beau commandement que le gouvernement pût offrir à unmilitaire. De toute l'armée argentine, le corps à la tête duquel il était placé était le mieux équipé, celui qui pouvait le plus compter sur la victoire, que les succès de Brown avaient d'ailleurs rendue presque certaine.

Si assuré pourtant que parût le triomphe, Posadas ne cherchait pas moins à arriver à un accommodement avec les Espagnols. Mais les royalistes, dont les armes triomphaient dans le Nord, qui espéraient en outre profiter bientôt de la guerre civile suscitée par Artigas, ne voulurent rien entendre. Ils résolurent au contraire de sortir de leur immobilité. Etroitement bloqués par Brown et se voyant menacés chaque jour plus sérieusement par les renforts qui arrivaient sans cesse à Alvear, ils voulurent se dégager. Leur escadre sortit du port sous les ordres de Soria et courut sur Brown. Celui-ci évita d'abord le combat, et, pour éloigner son ennemi de sa base d'opération, fit mine de se retirer et manœuvra de manière à avoir le vent favorable. Le 16, les escadres s'attaquèrent sans qu'un succès marqué permît à aucun des deux chefs de s'attribuer la victoire. Le 17, un nouveau combat s'engagea dès le matin et tourna tout à l'avantage des patriotes; enfin, le 18, Brown reçut des propositions d'accommodement, qui furent repoussées par les patriotes.

L'insuccès de cette tentative pour faire lever le blocus jeta le découragement parmi les défenseurs de Montévidéo, qui ne se sentirent pas le courage de tenter l'aventure du côté de la terre, bien qu'ils ne fussent pas inférieurs en nombre aux soldats d'Alvear. Par surcroît, le scorbut, engendré par le manque de vivres frais, remplissait les hôpitaux de malades. Bref, l'abattement fut bientôt tel dans la place, que Vigodet, le commandant des troupes de terre, demanda à capituler, comme Soria,

le commandant de la flotte, venait de le faire. Le 20 juin, les commissaires des belligérants se réunirent, et une capitulation fut signée sur les bases suivantes : La place de Montévidéo serait remise au gouvernement de Buénos-Ayres en dépôt, jusqu'à la décision du roi ; la garnison sortirait de la ville avec les honneurs de la guerre, mais elle remettrait ses armes aux patriotes et serait renvoyée en Espagne.

Le 22 juin, les Espagnols évacuèrent la ville et allèrent camper à deux lieues des murailles qui les avaient si longtemps protégés. Dans la soirée du même jour, Alvear prit possession des forts, et le 23 les troupes de Buénos-Ayres firent leur entrée à Montévidéo. A peine étaient-elles dans les casernes qu'Alvear fit sonner le rappel. Un courrier de la campagne venait de lui apporter la nouvelle que Torguès approchait avec une troupe considérable de cavaliers, et proposait à Vigodet de s'unir à Artigas pour enfermer Alvear dans la ville qu'il venait de prendre.

Sans perdre de temps, le général patriote sortit avec le régiment du colonel Moldès ; il rencontra Torguès le 25, et n'eut pas de peine à sabrer ses gauchos indisciplinés. Retournant aussitôt à Montévidéo, il fit savoir à Vigodet qu'il le rendait responsable des propositions qui lui avaient été faites par Artigas, et déclara la capitulation nulle et non avenue, sous prétexte qu'elle avait été violée par les Espagnols. Le général royaliste et son état-major, traités en prisonniers de guerre, furent envoyés sur un des bâtiments de Brown, et les soldats dirigés sur Buénos-Ayres.

La flotte espagnole se trouvait impuissante entre les canons des forts et ceux de Brown, et le même prétexte servit à Alvear pour s'en emparer.

En agissant ainsi, Alvear servait la révolution plus qu'il n'eût osé l'espérer. La ville et la flotte ayant capitulé, le vainqueur leur avait reconnu des droits, qu'il se crut dispensé de respecter dès qu'Artigas lui donna le mauvais prétexte que nous connaissons. Aussi, pour justifier ses actes, Alvear crut-il devoir

répandre une proclamation où il disait qu'il y avait eu effectivement des préliminaires de capitulation, mais que cette capitulation n'avait pas été ratifiée, et que jusque-là les hostilités pouvaient être reprises; qu'à la vérité, il était entré dans la ville à la faveur de ces préliminaires, mais qu'il n'y avait pas eu capitulation, et que les circonstances ultérieures lui donnaient le droit de considérer la place comme bonne prise de guerre.

Les vainqueurs se voient rarement obligés d'expliquer comment et pourquoi ils ont vaincu; Alvear fut donc approuvé et applaudi à Buénos-Ayres.

Les résultats, en effet, étaient des plus heureux pour la cause de l'indépendance : 3,154 prisonniers de l'armée régulière, 2,186 hommes de milices, 176 canons de bronze, 159 de fer, une escadre avec 210 pièces d'artillerie, plus toute la flottille de Romerate, qui, après les succès de Brown et d'Alvear, s'était rendu à discrétion; 8,200 fusils, une très-grande quantité de munitions de toute espèce, et enfin la ville même de Montévidéo, qui ne pouvait plus servir de base d'opérations aux troupes que l'Espagne aurait pu envoyer : tel était le fruit de cette campagne.

Le 7 juillet, les huit drapeaux pris aux huit régiments qui formaient la garnison de Montévidéo furent présentés au directeur Posadas, et un *Te Deum* fut chanté à cette occasion à la cathédrale. Les vainqueurs furent dignement récompensés. Un avancement fut accordé à tous les officiers qui étaient entrés à Montévidéo; le commodore Brown reçut en récompense le bâtiment qu'il montait, et les soldats eurent le droit de porter au bras un écusson sur lequel étaient inscrits ces mots : « La patrie reconnaissante aux libérateurs de Montévidéo. »

Le triomphe de la révolution était donc complet au pays des grandes rivières; et, après la prise de Montévidéo, elle eût marché libre d'obstacles sans la guerre civile suscitée par Artigas, qui fut pour Buénos-Ayres un mal bien

plus grand que la présence des Espagnols sur la rive gauche.

Aussitôt Montévidéo au pouvoir des patriotes, Posadas s'empressa de nommer don Nicolas Rodriguez Peña gouverneur de la province; Moreno et Gascon lui étaient adjoints comme secrétaires. Tous les trois étaient Buénos-Ayriens. C'était une grosse maladresse : en choisissant, pour administrer la ville nouvellement annexée, un patriote montévidéen, et certes il n'en manquait pas, on eût contenté les habitants; agir comme on le faisait, leur imposer des Buénos-Ayriens, c'était se conduire en conquérants plutôt qu'en libérateurs.

Au premier moment, on eut l'idée de traiter le reste du pays comme on avait traité la capitale. On voulait en finir avec les prétentions des chefs gauchos et châtier Artigas. Dans ce but, Alvear sortit de Montévidéo avec une grande partie de son armée. Artigas ne pouvait lui résister, aussi se contenta-t-il de fatiguer ses ennemis par des escarmouches, s'esquivant dès que les balles des Buénos-Ayriens pouvaient atteindre ses cavaliers.

Bientôt las de poursuivre un ennemi insaisissable, Alvear ne tarda pas à entrer en pourparlers avec ce bandit. Il fallait être vraiment bien aveugle pour ne pas comprendre qu'en se soumettant, le chef gaucho ne chercherait qu'une trêve, une suspension d'hostilités, pour attendre une occasion plus propice. Toujours est-il qu'après de longs pourparlers, le décret du 11 août 1813, qui mettait Artigas hors la loi, fut rapporté, et un nouveau décret, du 11 février, le reconnut dans son grade de colonel de Blandengues et lui confia le commandement des milices des campagnes. Artigas vainqueur n'aurait pu prétendre davantage. On mettait entre ses mains tout le pays, moins la ville; mais on assurait ainsi la paix du moment, et c'était tout ce que voulait Alvear.

Après cet arrangement, on s'occupa enfin de Vigodet et de ses soldats, qui, par le fait du même Artigas, avaient été traités en prisonniers de guerre, alors qu'ils étaient couverts par une capitulation. Le général et son état-major furent envoyés à

Rio-Janeiro, et les soldats, incorporés dans l'armée patriote, furent répartis entre différents corps, spécialement dans ceux qui devaient aller renforcer l'armée du Nord, que San-Martin organisait à Tucuman.

La prise de Montévidéo peut être considérée comme une des étapes de la révolution. Nous ferons donc ici une halte, et, pour que nos lecteurs puissent nous suivre plus facilement dans le récit des faits qui nous restent à raconter, nous jetterons un regard en arrière et récapitulerons les faits accomplis de 1810 à 1814.

Les Provinces-Unies étaient entièrement maîtresses de tout le territoire qu'occupe aujourd'hui la République Argentine.

La ville et la province de Buénos-Ayres étaient déjà habituées à se considérer comme un pays entièrement libre, pouvant et devant se gouverner par lui-même. Le nom du roi Ferdinand VII figurait bien encore dans certains documents officiels; mais c'était une formule à laquelle on n'attachait pas plus d'importance qu'au titre de roi de France et de *Navarre* que prenaient les Bourbons.

Les provinces de Jujui, Salta, Catamarca, Rioja, San-Juan, Mendoza, Tucuman, Cordova, Santiago, San-Luis, Corrientes, Entre-Rios et Santa-Fé, enfin toutes les provinces que nous avons appelées des Andes, du centre et riveraines, étaient animées des mêmes sentiments à peu près que les Buénos-Ayriens. Mais on n'y voyait pas sans jalousie la juste prépondérance de ces derniers ; on ne pouvait se faire à l'idée, après s'être affranchis des Espagnols, de tomber sous la domination des Porteños, comme on les appelait. Ce n'est pas qu'on eût à se plaindre de leur tyrannie, mais les peuples, comme les individus, ont une grande répugnance à accepter la suprématie de ceux qui ont été leurs égaux, et à leur céder le pas.

Le Paraguay s'était caché dans ses bois. Le docteur Francia, toujours aussi ombrageux, exaspéré par la bêtise, l'idiotisme

de ses administrés, opprimait ce malheureux pays, comme un cavalier brutal maltraite une bête faible et qui peut à peine le porter.

A la Banda Oriental, le sentiment de haine jalouse contre les Porteños était soigneusement entretenu par Artigas.

Les provinces péruviennes étaient au pouvoir des royalistes, dont la domination s'y était affermie davantage à mesure que celle des patriotes s'implantait plus fortement dans le reste de la vice-royauté.

Le pays conquis à la révolution était donc ainsi limité : au nord, le Brésil, le Paraguay et les provinces péruviennes; à l'est, le Chili; au sud et à l'ouest, l'océan Atlantique.

Le Brésil, hostile à Buénos-Ayres, guettait toujours l'occasion de s'emparer de l'Uruguay, le constant objet de ses convoitises. Cette manie d'avoir le Parana au sud pour frontière était pour les Brésiliens ce qu'avoir le Rhin au nord est pour beaucoup de Français.

Nous connaissons la situation du Paraguay et des provinces péruviennes.

La grande chaîne des Andes séparait les Provinces-Unies du Chili, dont nous devons dire un mot, car nous approchons du moment où les événements de la révolution vont se confondre dans les deux pays.

Le Chili, longue et étroite langue de terre qui s'étend du 43ᵉ au 23ᵉ degré de latitude sud, entre les Andes et la mer, était, au commencement du siècle, très-peuplé relativement, et si on compare sa superficie à celle de la République Argentine. Il pouvait avoir un peu plus des deux tiers de sa population actuelle, un million environ d'habitants. Ses principales relations commerciales étaient alors avec le Pérou, dont l'Espagne le considérait comme une province; l'administration en était cependant confiée à un président nommé directement par le roi, mais qui relevait du vice-roi du Pérou. De toutes les contrées de l'Amérique, le Chili était celle où les Espagnols avaient eu

à soutenir la plus longue guerre contre les Indiens Araucans, que le poëte Ercilla a sauvés de l'oubli où sont tombées les autres peuplades aborigènes qui n'ont pas eu de poëme épique pour perpétuer leur mémoire. Il y avait donc là une population guerrière et un arsenal dont on s'exagérait l'importance à Buénos-Ayres. Donner cet arsenal à la révolution et lui gagner cette population paraissait aux patriotes une entreprise digne de tous leurs efforts; aussi, dès 1810, des émissaires partis de Buénos-Ayres avaient mis en rapport les patriotes des deux versants des Andes.

Les motifs pour se séparer de l'Espagne étaient les mêmes dans les deux pays. La marche fut à peu près la même : d'abord les explosions de loyauté envers le roi Ferdinand VII captif de Napoléon, puis une junte, puis la guerre entre les populations et les troupes royales, puis la rivalité entre créoles et péninsulaires. Enfin, vers l'époque où Castelli fusillait Liniers, au Chili on fusillait, à peu près pour les mêmes motifs, un Figueroa; et quand Saavedra cherchait à affermir son autorité par une émeute à Buénos-Ayres, les Carreras devenaient les maîtres du Chili en devenant les maîtres de la force armée qui s'y trouvait. La révolution marcha donc de front sur les deux versants des Andes jusqu'en 1812.

Mais, si dès les premiers temps les Argentins avaient été divisés en Saavedristas et en Morenistas, les divisions entre les patriotes chiliens étaient bien plus marquées encore. Il y eut tout d'abord, au Chili, un parti de la dictature militaire, et un autre qui voulait un gouvernement normal. A la tête du premier étaient les Carreras; O'Higgins devint plus tard le représentant du second.

Le vice-roi du Pérou avait un trop grand intérêt à maintenir le Chili dans le devoir pour ne pas s'efforcer par tous les moyens d'y vaincre la révolution. Connaissant les divisions qui affaiblissaient les patriotes, il n'hésita pas à envoyer, en janvier 1813, une petite armée, aux ordres de Pareja, qui, s'em-

barquant au Pérou, vint prendre terre au sud de Talcahuano. Les troupes chiliennes qui tenaient garnison à la Conception s'unirent à lui, et il put marcher sur la capitale du pays, Santiago, avec 4,000 hommes de bonnes troupes.

Carreras réunit en toute hâte 6,000 hommes, attaqua résolûment Pareja à Yerbashuenas, et obtint un avantage assez considérable pour l'obliger à reprendre la route du Sud et à s'enfermer dans Chillan. Malheureusement, les patriotes, divisés entre eux, n'agirent pas avec la vigueur nécessaire, et la guerre traîna jusqu'en 1814. Alors de nouveaux renforts arrivèrent aux Espagnols avec le général Osorio, qui, après avoir vaincu Carreras et O'Higgins à Rancagna, entra en vainqueur à Santiago, et put croire un moment avoir étouffé complétement l'esprit révolutionnaire au Chili.

Carreras, O'Higgins et 600 hommes, restes de l'armée, ainsi que tous les patriotes notables qui craignaient les persécutions des péninsulaires, émigrèrent à Mendoza. Ils s'y trouvèrent bientôt 2,000, nombre très-considérable pour ces pays si faiblement peuplés.

Pendant que la révolution était ainsi muselée au delà des Andes, et que les révolutionnaires chiliens étaient refoulés vers les provinces argentines, San-Martin, à qui pesait son inaction à Tucuman, songeait à venger leur échec.

Il comprenait que le meilleur moyen d'en finir avec les Espagnols serait d'aller les attaquer à Lima même, centre des ressources et du pouvoir espagnol dans l'Amérique du Sud. Chasser le vice-roi de la capitale du Pérou, c'eût été blesser au cœur l'ennemi du nouvel ordre de choses que la révolution voulait établir. Mais on ne pouvait songer à arriver à Lima par la route de terre, à conduire une armée à travers les neiges des hauts plateaux et les sables brûlants des côtes. Les sept cents lieues qui séparent Tucuman de Lima étaient à elles seules un obstacle invincible, en supposant même que les troupes espa-

gnoles s'enfuissent partout comme des vigognes, que les populations se montrassent partout sympathiques aux patriotes.

Si San-Martin comprenait qu'il était impossible d'arriver à abattre le pouvoir espagnol en allant l'attaquer au Pérou, il voyait la possibilité de rendre de grands services à la cause révolutionnaire en portant la guerre au Chili. Là, il était sûr de trouver une population amie, attachée déjà à la révolution par ce qu'elle avait souffert pour elle. Les émigrés de Mendoza pouvaient lui être de très-utiles auxiliaires; en les voyant mêlés à ses soldats, les populations regarderaient les Buénos-Ayriens non comme des conquérants, mais comme des amis. Il y avait loin, il est vrai, de Mendoza à Santiago, — la distance est de plus de cent lieues, — et il fallait traverser les Andes; mais cette difficulté n'effrayait pas le général patriote, qui savait déjà quelles rudes fatigues, quelles privations peut supporter le soldat américain. Et une fois au Chili, on pouvait songer à attaquer le Pérou avec quelque probabilité de succès, avec la chance de chasser les royalistes de leur capitale, de Lima.

San-Martin avait soumis son plan favori au gouvernement de Buénos-Ayres, et il ne cessait d'insister pour le faire adopter; il ne demandait d'ailleurs, pour mener à bonne fin cette gigantesque entreprise, que deux choses : qu'on le nommât gouverneur des provinces de Cuyo (Mendoza, San-Juan et San-Luis) et qu'on lui fournît quelques armes. La loge maçonnique, avec laquelle il était en constantes communications, l'aidait de tout son pouvoir, et le projet fut secrètement adopté par les meneurs révolutionnaires.

Pour ne pas donner l'éveil à l'ennemi, San-Martin allégua que sa santé ne lui permettait pas de rester plus longtemps à la tête de l'armée du Nord. On envoya en conséquence le général Rondeau pour le remplacer, et, vers le milieu de 1814, il alla prendre possession du gouvernement qu'il avait sollicité.

Toute cette comédie fut assez bien jouée pour que les Espagnols ne se doutassent pas des projets de San-Martin, qui, une

fois à Mendoza, donna tous ses soins à la formation d'une armée destinée, selon les apparences, à repousser les attaques dont on pouvait se croire menacé de la part des royalistes.

On voit quels immenses progrès, matériellement parlant, la révolution avait faits depuis le 25 mai. Elle possédait une immense étendue de territoire, elle avait quelques bons capitaines et des troupes aguerries; enfin elle avait un commencement d'histoire, chose importante, car les peuples oublient difficilement ces premiers actes de leur vie politique. Mais les progrès moraux étaient loin d'être aussi satisfaisants.

Le monde entier, vers 1814, souffrait de la réaction monarchique. En Europe, le droit divin était revenu à la surface, et les hommes qui, au commencement du siècle, s'étaient montrés les zélés défenseurs des droits du peuple, retombaient non-seulement dans les croyances, mais dans les superstitions politiques d'autrefois. Parvenus diplomates, parvenus militaires, parvenus financiers, tous les satisfaits, en un mot, revenaient de leurs *erreurs de jeunesse;* tous voulaient rétablir le droit divin, et ils y mettaient d'autant plus d'ardeur qu'ils n'avaient pas à souffrir de ce retour vers le passé. La Révolution avait fait leurs affaires privées, et ils ne comprenaient pas qu'il y eût de motif pour la suivre plus loin. Le peuple, ce grand troupeau qui n'agit généralement que par boutades, laissait faire, sans croire pourtant à la stabilité que le droit divin devait apporter aux choses de ce monde.

La même réaction sévissait à Buénos-Ayres. Les théoriciens de la République, qui parlaient tant des droits de l'homme chez Belgrano, quand ce dernier n'était que secrétaire du consulado, se montraient effrayés des difficultés qu'ils avaient franchies, épouvantés de la guerre civile qui les menaçait. Désireux de conserver leurs positions acquises et croyant avoir assez fait, ils voulaient placer le pays sous le régime monarchique, considéré partout alors comme une panacée souveraine à cette

époque contre les maladies sociales. Le directeur Posadas, tout le premier, était chaud partisan de la forme monarchique, ainsi du reste que presque tous les hommes influents du congrès. Aussi n'eut-il pas de peine à se faire autoriser à ouvrir en Europe des négociations dans ce but.

Belgrano et Rivadavia furent chargés de ces négociations. Leurs instructions portaient qu'ils devaient s'arrêter à Rio-Janeiro, et s'y aboucher avec lord Strangford, afin de connaître les intentions de l'Angleterre et savoir quels secours nouveaux ils pouvaient en espérer au besoin. Ils devaient aussi voir le prince régent et sa femme Doña Carlotta, sœur du roi d'Espagne, afin de se faire recommander à Ferdinand VII, et encore pour obtenir que le Brésil n'accordât pas sa protection aux partisans d'Artigas réfugiés à Rio-Grande, où ils se donnaient pour fidèles sujets du roi.

En Europe, les envoyés, sans s'humilier, devaient s'efforcer d'obtenir des conditions telles pour l'avenir que les droits des citoyens n'eussent pas à souffrir de l'exercice des droits de la couronne, et la *sanction de tout ce qui avait été fait jusqu'alors*. Ils devaient, si les circonstances le permettaient, solliciter l'indépendance du pays, tout en demandant, pour le gouverner, un prince de la maison de Bourbon, lequel pourrait compter sur le concours du pouvoir révolutionnaire pour établir soit une monarchie constitutionnelle indépendante de la métropole, soit une monarchie qui resterait liée à l'Espagne par un tribut et des priviléges commerciaux.

Malgré cette grande latitude laissée à ses ambassadeurs, Posadas avait si peu de confiance dans le succès, qu'il crut devoir donner à Rivadavia des instructions secrètes, qu'il devait tenir cachées à Belgrano aussi bien qu'à Zarratea, qui se trouvait déjà en Angleterre comme commissaire du gouvernement. Ces instructions confidentielles portaient qu'en cas de non-réussite, Rivadavia solliciterait le protectorat de l'Angleterre, soit avec un prince anglais qui viendrait former une vice-royauté, soit

par tout autre moyen, pourvu que les Anglais sanctionnassent ce qui avait déjà été fait. Et, si l'Angleterre refusait, Rivadavia devait s'adresser à la France, à l'Autriche, même à la Russie.

Belgrano et Rivadavia, dès leur arrivée à Rio-Janeiro, éprouvèrent un premier désappointement. Le ministre portugais ne permit pas qu'ils eussent une conférence avec le prince régent, et lord Strangford leur fit entendre qu'après la paix générale qui venait d'être signée à Vienne, ils ne pouvaient espérer qu'aucune des grandes puissances européennes consentît à protéger les révolutionnaires, car c'eût été trahir les Espagnols, qui avaient puissamment contribué au renversement de l'usurpateur. Ils partirent donc pour l'Europe sans avoir rien obtenu, et ne pouvant plus guère espérer qu'une chose, que le roi d'Espagne voulût bien se dessaisir de ses colonies en faveur d'un de ses frères.

A leur arrivée à Londres, les deux commissaires argentins s'y joignirent à Zarratea. Ce dernier, n'ayant pu entrer en rapports avec le ministre anglais, se servait du comte de Cabarrus, grand ami du prince de la Paix, qui croyait pouvoir, à la faveur de ses relations avec la famille de l'ex-roi Charles IV d'Espagne, obtenir que Ferdinand consentît à envoyer à la Plata son frère, l'infant don François de Paul, comme roi constitutionnel.

L'idée de Cabarrus, accueillie avec enthousiasme par Zarratea, le fut également par les deux nouveaux commissaires, et Rivadavia, comme chef de la mission, se chargea de la mener à bonne fin. Mais cette négociation était basée sur une supposition erronée. Après la première abdication de Napoléon, le vieux Charles IV s'était cru obligé de ratifier son abdication en faveur de son fils Ferdinand VII, et s'était retiré à Rome avec sa femme et leur favori, le célèbre Godoy. Mais, le retour de l'île d'Elbe annulant toutes les abdications, selon la pensée de Cabarrus, celui-ci avait agi activement, pendant les Cent Jours, pour que Charles IV, de nouveau roi par le fait du bouleversement que produisit en Europe le retour de Napoléon, voulût

bien donner une couronne en Amérique à un de ses enfants. Waterloo mit fin à toutes ces négociations, qui n'aboutirent, en fin de compte, qu'au payement d'un fort mémoire présenté par Cabarrus.

Cette intrigue, dans laquelle on s'était jeté avec une incroyable légèreté, amena de tels dissentiments entre Belgrano et Zarratea, que le premier, voyant qu'il n'y avait rien à faire, reprit le chemin de Buénos-Ayres, laissant Rivadavia seul pour poursuivre la mission chimérique qu'on leur avait donnée.

Sans se décourager, Rivadavia vint à Paris, toujours en quête de son roi constitutionnel. A force de démarches et de persévérance, il obtint qu'on lui permît de se présenter à Madrid. Il y alla en effet; mais, par une de ces fatalités qui font que souvent les causes les plus futiles produisent les effets les plus graves, à peine y était-il arrivé qu'on y apprit qu'un corsaire de la République Argentine avait fait une prise sur les côtes d'Espagne. Ordre lui fut donc signifié de quitter immédiatement l'Espagne, où l'on se décidait à employer la force pour faire rentrer toutes ses colonies dans le devoir.

Peu de personnes en Amérique eurent connaissance de ces démarches pour trouver un monarque, et cette tentative demeura sans portée. Nous en avons parlé seulement pour faire voir que, si les Argentins sont aujourd'hui en république, le mérite n'en est pas aux hommes d'État des premiers temps de la révolution, mais à l'aveuglement des monarchistes, et à la Providence, qui voulut bien délivrer ce pays des institutions dynastiques, institutions qui, si elles sont un palliatif contre les secousses révolutionnaires, dégénèrent à la longue en une maladie plus grave que les révolutions elles-mêmes.

Heureusement, ces fausses démarches n'arrêtaient pas le progrès de la révolution. San-Martin préparait avec patience l'armée qui devait balayer les Espagnols du Chili; et la guerre civile suscitée par Artigas, en faisant comprendre aux hommes

véritablement patriotes l'immensité de la tâche que s'étaient imposée ceux qui d'une colonie voulaient faire une nation, leur faisait sentir aussi la nécessité de serrer leurs rangs et de redoubler de vigilance et d'énergie. Il nous faut revenir à ce bandit, dont les nouveaux exploits appellent impérieusement notre attention.

L'accommodement entre Alvear et Artigas n'avait servi qu'à donner à ce dernier le temps de se préparer à la guerre. Depuis la prise de Montévidéo, l'Uruguay (Banda Oriental) avait été gouverné par un délégué de Buénos-Ayres, comme l'étaient les autres provinces. Ce gouvernement imposé déplaisait aux habitants, qui se croyaient plus esclaves que sous la domination espagnole, où, du moins, ils avaient pour gouverneur un haut fonctionnaire nommé par le roi et ne relevant que du roi : étrange aberration, qui leur faisait mesurer le degré de liberté sur l'importance de celui qui nommait le maître.

Ce fut là cependant l'unique raison que donna Artigas pour justifier sa nouvelle levée de boucliers.

Le titre qu'il prit indiquait assez qu'il ne voulait pas de maître. Se parant du nom de chef des Orientaux, il refusa obéissance à Posadas, et la guerre civile recommença. Les groupes de cavaliers qui formaient son armée, dispersés d'abord, furent réunis en corps, et, habilement conduits par un des chefs de Montoneros, don Frutos Rivera, ils réussirent à battre une division de Porteños commandée par le colonel Dorrego. Après cette défaite, l'armée régulière reçut l'ordre de se replier sur Montévidéo, et elle y fut bientôt assiégée par les populations des campagnes, comme elle-même, quelques mois auparavant, y avait tenu les Espagnols bloqués.

La mauvaise fortune de la révolution retomba comme d'habitude sur le chef de l'État. Les mesures qu'il avait prises, et auxquelles personne n'avait trouvé à redire, furent autant de sujets d'accusation. Une suspension d'armes demandée à Pezuela fut considérée comme une trahison; l'envoi en Europe de

commissaires dont on ignorait les instructions, trahison; l'incorporation dans l'armée du Nord des soldats pris à Montévidéo, trahison.

La défense de Posadas fut aussi absurde que les attaques dirigées contre son administration. Le colonel Moldes, député de Salta, ayant parlé au congrès contre les mesures prises par Posadas, fut arrêté et exilé à Patagones. Un autre colonel, French, un des héros du 25 mai, fut destitué pour la même cause. Ces actes arbitraires ne pouvaient que rendre le directeur plus impopulaire, et les choses en vinrent bientôt au point que Posadas se décida à réunir le congrès pour lui présenter son abdication.

Il y avait, ne l'oublions pas, deux pouvoirs à Buénos-Ayres: un pouvoir ostensible et très en discrédit, et un pouvoir occulte, la *loge*, où se préparaient avec une entière certitude de succès les mesures de toutes natures. La société toute-puissante avait décidé que, pour faire cesser le mécontentement, Posadas se retirerait et qu'Alvear serait nommé à sa place. Aussi, quand, le 5 janvier 1815, les députés se réunirent, ils étaient parfaitement au courant du rôle qu'ils devaient jouer. Posadas, après avoir exposé tout ce qu'il avait cru devoir faire pour le pays, ayant offert sa démission, elle fut acceptée par l'assemblée, qui lui donna d'ailleurs un bill d'indemnité, et Alvear fut nommé directeur.

Alvear directeur. Il livre Montévidéo à Artigas. Déplorables effets de son administration. Il est contraint de se démettre. Il est remplacé par Rondeau, qui commande l'armée du Nord. L'intérim est confié à Alvarès, puis à Balcarce. — Junte d'observation. Statut provisoire. — Revers de l'armée du Nord. — Progrès des idées de fédération. — Congrès de Tucuman. Il proclame l'indépendance des Provinces-Unies du Rio de la Plata. Etat de désorganisation dans lequel ce grand acte trouve ces provinces. Puirredon est nommé directeur suprême.

Alvear n'était qu'une mauvaise doublure de Posadas. Moins

sérieux que son prédécesseur, il n'apportait aucune nouvelle force à la révolution, bien au contraire ; mais c'était un changement, et l'agitation se calma un moment.

Le jour même où le nouveau directeur prêta serment, le 10 janvier 1810, on apprit à Buénos-Ayres qu'Artigas, triomphant dans l'Uruguay, tenait les patriotes enfermés dans Montévidéo. Dans les moments difficiles, Alvear ne savait que transiger; c'est ce qu'il fit encore une fois, et il signa une convention en vertu de laquelle la ville fut remise à Artigas. Mais il avait eu la précaution d'ordonner que toutes les armes et munitions de guerre qui se trouvaient dans la place fussent embarquées pour Buénos-Ayres.

Artigas se fit un nouveau grief de cette mesure, et, laissant comme gouverneur à Montévidéo un de ses lieutenants, Torguès, il se remit immédiatement en campagne. Paré du titre pompeux de *Protecteur des peuples libres,* il envahit l'Entre-Rios, qui, à son instigation, se déclara indépendant de Buénos-Ayres, comme l'avaient fait le Paraguay et l'Uruguay.

Ce nouvel échec fit perdre la tête au directeur. Pour y remédier, il envoya un nouvel ambassadeur à lord Strangford, lui demandant le protectorat de l'Angleterre et se soumettant d'avance à toutes les conditions que les Anglais voudraient lui imposer. En attendant, il crut se soutenir au pouvoir par des mesures de violence et en établissant une espèce de dictature militaire. En vertu d'un simple décret du 28 mars 1815, bon nombre des ennemis du directeur furent arrêtés, envoyés à bord des pontons, sans même qu'on se donnât la peine de formuler contre eux une accusation. Le peu d'argent qui se trouvait dans le trésor ayant été bien vite épuisé, il décréta tout simplement un emprunt forcé. Ces mesures ne pouvaient qu'augmenter le nombre de ses ennemis; ce que voyant, il voulut essayer du système de la terreur, qui avait si bien réussi à Artigas : il fit pendre un officier, Ubeda, qui avait osé parler ouvertement contre lui, et ordonna que son cadavre restât sus-

pendu à la potence pour servir d'épouvantail. Vains efforts ! Cet attentat n'épouvanta personne, et ne fit qu'accroître l'aversion contre le directeur, qui succomba sous le poids du mépris général. Trois mois après qu'il avait prêté serment, il se voyait obligé de fuir la capitale, où il ne se trouvait plus en sûreté, pour se réfugier au milieu d'une petite armée qu'il formait à trois lieues au nord de la ville, emmenant avec lui les quelques soldats qui étaient à Buénos-Ayres.

Si courte qu'eût été l'administration d'Alvear, elle avait produit les plus déplorables effets. Dans les provinces comme à Buénos-Ayres, à l'armée du Nord comme à l'armée des Andes, on déplorait l'aveuglement qui avait présidé au choix d'un pareil directeur. Ce sentiment était si général que pour renverser l'indigne magistrat, il fallait seulement qu'un homme un peu énergique le voulût. Un colonel, Alvarès, l'essaya, et il eut un succès complet.

Alvarès avait été nommé chef de l'avant-garde d'une division qu'Alvear envoyait pour arrêter Artigas, qui, après avoir soulevé l'Entre-Rios, voulait envahir Santa-Fé. Il se porta à douze lieues de Buénos-Ayres, à Fontezuelas, et arrêtant les différents corps en marche sur Santa-Fé, les invita à se joindre à ses hommes pour déposer Alvear. Les troupes y consentirent. En même temps, le colonel envoyait courrier sur courrier à San-Martin à Mendoza, à Rondeau, qui se trouvait à Jujuy, aux gouverneurs des provinces, à Artigas même, avec lequel il voulait entrer en composition après avoir détrôné le tyran des Provinces-Unies.

Alvear comprit que seul, abandonné des troupes sur lesquelles il croyait pouvoir s'appuyer, il essayerait vainement de résister. Son caractère égoïste et léger ne se démentit pas dans ces circonstances. Il consentit à se démettre de ses fonctions, à la seule condition que sa sécurité personnelle serait sauvegardée, et il partit pour Rio-Janeiro, sans se préoccuper autrement de la position difficile où il laissait ses amis politiques.

Alvear parti, la municipalité, investie du pouvoir suprême, s'occupa de le remplacer. On fit un semblant d'élections : Rondeau fut nommé directeur, et, en attendant son retour, l'intérim fut confié à Alvarès; puis, comme remède suprême, on songea à formuler une nouvelle constitution. Mais auparavant, il parut plus urgent encore de frapper les complices d'Alvear. Une commission militaire fut nommée, non pour juger, mais pour punir les militaires qui s'étaient montrés fidèles à l'ancien directeur. Cette commission fit fusiller un pauvre diable de Français, Payllardell, qui fut choisi comme victime expiatoire, et exila les officiers supérieurs qui ne s'étaient pas réunis à Alvarès à Fontezuelas. Pour les amis non militaires d'Alvear, une commission civile fut chargée de prononcer sur leur sort. Les uns furent exilés et eurent leurs biens confisqués, d'autres furent condamnés à de très-fortes amendes. Ces rigueurs, méritées peut-être par la plupart de ceux qu'elles atteignirent, n'aboutirent, comme toutes les vengeances politiques, qu'à exciter des haines qui devaient éclater plus tard.

L'intérim d'Alvarès se prolongea toute une année, du 18 avril 1815 au 16 avril 1816. Voici les principaux actes qui marquèrent cette année.

De l'assemblée générale de 1814 était sortie une *junte d'observation*. Cette junte élabora, sous le titre de *Statut provisoire*, une constitution dont l'unique mérite était d'être diamétralement opposée à celle qui l'avait précédée, et sur laquelle nous ne nous arrêterons pas, Alvarès ayant d'ailleurs refusé de la sanctionner, parce qu'elle ne laissait aucune latitude au pouvoir exécutif.

Croyant rétablir la tranquillité par des concessions, Alvarès inclina d'abord vers le système fédéral, c'est-à-dire qu'il était disposé à laisser chaque province s'organiser comme elle le pourrait; mais les exigences d'Artigas, qui voulait qu'on lui rendît les armes prises sur les Espagnols à Montévidéo, le rejetèrent dans le système unitaire ou de centralisation.

Pendant ces tâtonnements, la guerre civile continuait à Santa-Fé entre Artigas et les troupes de Buénos-Ayres. Au nord, au centre, des chefs de l'école de ce bandit commençaient à manifester les mêmes prétentions, et, sous prétexte de fédération, voulaient que leur volonté fût la loi suprême. Les provinces de Cuyo, où San-Martin formait sa petite armée des Andes, paraissaient seules devoir échapper à la dissolution sociale qui menaçait le reste du pays.

Sur ces entrefaites, on reçut des nouvelles de l'armée du Nord qui vinrent obscurcir l'horizon. Depuis 1814, cette armée ne recevait aucun secours de Buénos-Ayres, et elle se trouvait dans une telle pénurie, que, pour prévenir sa dissolution, Rondeau crut devoir reprendre l'offensive.

De Jujuy, il marcha sur Humahuaca. Près de là, le général Rodriguez, qui commandait l'avant-garde, fut battu et fait prisonnier par les royalistes; mais, peu de jours après, il put être échangé, et son échec fut vengé par le général Cruz, qui fut assez heureux pour surprendre et battre une division espagnole à Puerto del Marquès.

Cette petite victoire, qui avait coûté aux Espagnols leur meilleure cavalerie, alarma Pezuela, qui se replia sur le Pérou. Rondeau l'y suivit et entra à Potosi, où il trouva assez d'argent pour payer ses troupes et leur donner des vêtements. Mais cette bonne fortune lui fut fatale, car, au lieu de poursuivre l'ennemi, il s'endormit quatre mois dans cette ville, et la discipline de son armée eut fort à en souffrir. Ce ne fut que le 31 août qu'il se remit en campagne. Pendant ce temps, Pezuela avait reçu des renforts considérables, qui lui permirent de reprendre l'offensive, et Rondeau, vivement poussé, dut à son tour se replier sur les Provinces-Unies. Mais les Espagnols le serrèrent de si près qu'il lui fallut accepter le combat à Sipe-Sipe. Mis en pleine déroute, les patriotes fuirent jusqu'à Cochabamba, qu'ils furent même bientôt obligés d'abandonner. Rondeau ar-

riva enfin à Jujuy, où quelques renforts envoyés par les provinces de Salta et de Tucuman lui permirent de s'arrêter pour disputer à Pezuela le passage des défilés. Mais, le pays que Rondeau venait d'évacuer étant occupé par de nombreuses guerillas, le général espagnol n'osa s'avancer vers Salta et Tucuman, laissant entre son armée et le pays d'où il tirait ses ressources des populations hostiles. De leur côté, les armées patriotes, après le désastre de Sipe-Sipe, abandonnèrent toute idée d'incursions dans les provinces péruviennes, et Jujuy resta la frontière nord de la Révolution.

Les revers de Rondeau, joints aux calamités de la guerre civile, produisirent une profonde impression dans tout le pays. La situation n'était plus tenable, il fallait absolument en sortir. On en vint à penser, dans les provinces comme à Buénos-Ayres, qu'un congrès, mais un congrès sérieux et qui se réunirait hors de la capitale pour ne pas blesser les susceptibilités des provinces, pourrait seul relever le pays et asseoir son organisation sur des bases solides. Alvarès partageait cet avis et il aida de toutes ses forces à la réalisation de ce projet; mais il ne devait pas lui être donné d'inaugurer cette assemblée pour laquelle il avait tant travaillé, et qui se réunit à San-Miguel de Tucuman le 25 mars 1816.

Cependant les troupes envoyées contre Santa-Fé, et successivement commandées par Viamont, par Belgrano et enfin par Diaz Velez, s'épuisaient en efforts inutiles, et ce dernier, au lieu de songer à combattre Artigas, jugea plus commode de traiter avec lui; il signa donc à San-Tomé une capitulation tout en faveur du général rebelle, et par laquelle il s'engageait, lui, à obtenir la démission d'Alvarès.

La nouvelle de ce traité parvint à Buénos-Ayres en même temps que celle de l'installation du congrès à Tucuman. Alvarès comprit que son temps était fini; il se voyait déposé par les mêmes moyens dont il avait usé un an auparavant contre Alvear. Il se soumit de bonne grâce, et, après avoir assisté à un *Te*

Deum chanté en l'honneur du congrès, il déposa sa démission entre les mains de la municipalité, qui, en attendant la décision du congrès, confia provisoirement la direction à Balcarcel.

Balcarcel était le même général qui, tout au commencement de la guerre, avait obtenu le premier triomphe sur les troupes royales; ayant été malheureux au Desaguadero, il s'était retiré à Buénos-Ayres, où il avait vécu loin des affaires politiques. Mais l'importance de sa famille, et surtout ses relations intimes avec San-Martin, dont l'influence était grande encore à Buénos-Ayres malgré son éloignement, expliquent suffisamment son élection. Il était en outre bien vu des chefs qui avaient approuvé la convention conclue à San-Tomé avec Artigas, et ce dernier paraissait ne pas avoir de répulsion pour lui. On espérait donc que, Balcarcel directeur, la guerre civile cesserait.

Une nouvelle convention fut conclue d'après laquelle les troupes porteñas se retirèrent au sud de l'Arroyo del Medio. C'était ce que voulait Artigas, pour marquer par un fait l'autonomie de la province de Santa-Fé, qui jusque-là avait été traitée comme une dépendance de Buénos-Ayres.

Ces divers actes furent soumis au congrès. La dépossession d'Alvarès fut approuvée; la nomination de Balcarcel fut également confirmée, mais seulement à titre provisoire : l'assemblée, qui tenait à faire sentir sa suprématie, nomma directeur un de ses membres, le général Puirredon, lequel, néanmoins, ne devait entrer en fonctions qu'après que le congrès aurait terminé ses travaux. Quant à la dernière convention avec Artigas, il n'en fut dit mot.

Cependant la lassitude produite par la guerre civile devenait de jour en jour plus grande, et les idées de fédération, propagées par Francia et Artigas, gagnaient chaque jour du terrain. Appuyées d'abord par ceux-là seulement qui pensaient les faire tourner au profit de leur ambition personnelle, elles commençaient à l'être également par les impatients, qui craignaient

les sacrifices du moment. La ville de Buénos-Ayres elle-même, fatiguée des jalousies que son rang de capitale faisait naître dans les autres provinces, était toute prête à abdiquer cette vaine suprématie, qui l'obligeait à des sacrifices dont la plupart ne lui tenaient pas compte. Elle avait fait seule l'indépendance, et seule encore elle avait pris Montévidéo et détruit la flotte royaliste : elle pourrait donc avec ses seules forces se défendre contre les Espagnols, comme elle s'était défendue contre les Anglais. C'était là assurément un légitime orgueil, et il était d'autant plus généralement partagé que l'on savait les Espagnols trop occupés au delà de Jujuy pour qu'ils songeassent à venir par le nord, et San-Martin, à Mendoza, leur barrait le chemin des Andes. Or on s'effraye rarement d'un danger éloigné. Pourvu donc qu'on les laissât tranquilles, les bourgeois de Buénos-Ayres, comme les gauchos des provinces, étaient tout disposés à passer dans le camp fédéral.

Balcarcel, de son côté, n'était pas hostile à un système qui lui aurait permis de rester au pouvoir comme gouverneur de Buénos-Ayres. Mais quelques patriotes plus sensés, qui prévoyaient les dangers qu'un tel projet renfermait, s'y opposaient de toutes leurs forces. Ils ne voyaient dans ces tentatives de fédération qu'un palliatif du moment, qui plus tard augmenterait les difficultés encore à vaincre. En outre, ce morcellement mettrait le pays dans l'impossibité d'entreprendre les guerres ou les négociations qui seules pouvaient consolider l'indépendance, laquelle, bien qu'existant de fait, n'avait encore été reconnue par aucune puissance. A ceux qui parlaient de guerre civile les unionistes parlaient, avec raison, d'une guerre avec le Brésil, qui, comme État monarchique, était ennemi de la révolution. Le Brésil, en effet, guettait la Banda Oriental, afin de réaliser l'ancien rêve des Portugais, qui persistaient à vouloir le Parana comme limite sud de leurs pays d'Amérique.

Si le Brésil n'avait pas profité des désordres et de l'affaiblissement produits par la rébellion d'Artigas et par la politique

fatale d'Alvear pour envahir la Banda Oriental, c'était uniquement parce qu'il s'était fait scrupule de s'emparer d'une contrée qui avait appartenu de fait à son allié le roi d'Espagne, et qui lui appartenait encore de droit.

Ce danger très-réel aurait dû engager les Argentins à rester unis ; mais le parti séparatiste ou fédéral, formé d'ambitieux égoïstes, comme Artigas, qui ne voulaient que commander sans contrôle, sans jamais donner une pensée à l'avenir du pays, ou bien de peureux dont la fatale tactique était de céder toujours afin d'assurer la paix du moment, n'écoutait rien. On voulait se séparer, et pour y parvenir on imagina de faire signer par les municipalités des villages et les principaux propriétaires campagnards des pétitions demandant la fédération. Cela ne fit qu'augmenter l'agitation, et un moment on put craindre qu'unionistes et fédéraux n'en vinssent aux mains dans la ville même.

Cependant Artigas, voyant que le congrès ne ratifiait pas la convention de San-Tomé, avait recommencé les hostilités sur la frontière de Santa-Fé ; et enfin ce qu'avaient prévu les gens sensés arriva : le Brésil se décida à occuper tout le pays entre sa province de Rio-Grande et la rive gauche du Parana.

L'ancienne vice-royauté était donc de nouveau en complète dissolution.

Les difficultés de la situation occasionnèrent une crise à Buénos-Ayres. Le 11 juillet 1816, la municipalité et la junte d'observation, qui était restée debout après la chute d'Alvarès, publièrent un décret qui prononçait la déchéance de Balcarcel, comme indigne du haut poste qu'il occupait, par l'indifférence avec laquelle il regardait l'état du pays, et portait que ses fonctions, jusqu'à l'arrivée de Puirredon, seraient remplies par le premier alcade Escalada et par don Miguel Irigoyen. Balcarcel ne fit aucune résistance ; mais les chefs de l'armée refusèrent d'obéir à la nouvelle autorité. Cependant on pa-

tienta de part et d'autre, et on fut assez heureux pour que l'agitation, quoique très-vive, ne dégénérât pas en conflits sanglants entre les miliciens et les soldats.

Huit jours se passèrent ainsi. Le 19 juillet, enfin, arriva la nouvelle que le congrès de Tucuman avait déclaré l'indépendance des Provinces-Unies du Rio de la Plata. La commission annonça ce grand événement en termes pompeux, que nous traduirons mot à mot, pour donner une idée du style du temps :

« Ce jour, amer pour les tyrans, qui peut se comparer à celui où Cortès brûla ses vaisseaux avec une résolution magnanime, pour ne laisser à ses compagnons d'autre ressource que la victoire, va faire naître les plus pures démonstrations de joie parmi les citoyens élevés enfin à la gloire d'appartenir à un État libre.

« Le Gouvernement, à cause de la pauvreté du moment, ne pouvant célébrer cet événement si mémorable avec la pompe convenable, fait savoir aux citoyens que sa résidence sera illuminée durant six nuits consécutives, et que la municipalité a décidé d'en faire autant; il laisse aux habitants de cette insigne cité la liberté de manifester leur joie, soit par des démonstrations analogues, soit par d'autres, jusqu'à ce que le temps arrive où l'on puisse préparer les fêtes qui correspondent à ce moment heureux, sans oublier d'en rendre grâce à la Providence. »

Ce grand acte du congrès, et la nouvelle de l'envahissement de la Banda Oriental par les troupes du Brésil, que l'on pouvait craindre de voir arriver jusque sous les murs de Montévidéo, mirent fin à l'agitation, et l'idée de se constituer en nation puissante reprit faveur.

La déclaration de l'indépendance était certainement un fait important, eu égard à l'immense superficie territoriale à laquelle elle s'appliquait; mais on n'y pouvait voir qu'un document de fort peu de valeur, presque une lettre morte, si l'on envisageait l'état moral des populations au nom desquelles par-

lait le congrès de Tucuman, et il était permis de douter qu'elle mît fin aux incertitudes, aux tâtonnements, aux discussions, au milieu desquels on se débattait depuis six ans. On avait secoué le joug de la royauté, mais on n'avait pu effacer encore les mauvais plis que contractent les peuples en tutelle. Les troupes royales avaient disparu de tout le pays; le long des rivières, depuis les Jarayes au 22ᵉ degré de latitude sud jusqu'à Patagonès au 44ᵉ degré, l'une et l'autre rives étaient aux colons, et le long des Andes, depuis Jujuy jusqu'aux sources du Colorado, sur le versant oriental, l'Espagne n'avait pas un seul homme armé. Mais ces populations débarrassées de leurs anciens maîtres ne formaient pas une nation; abandonnées à elles-mêmes, elles n'avaient pas tardé à devenir la proie de l'anarchie.

Francia s'était barricadé au Paraguay. La grande majorité des Paragayos, abrutis par le despostime bénin des jésuites, qui avait anéanti toute notion de droit, puis par le despotisme brutal des commandants militaires qui avaient succédé aux révérends pères, obéissaient comme des bêtes dociles au fouet, et, pour asseoir sa domination, le docteur n'avait eu besoin que de fusiller une demi-douzaine des plus intelligents, et de mettre les quelques récalcitrants sous les verrous.

Artigas et ses cobandits dominaient Montévidéo et la Banda Oriental. Là, pas de gouvernement régulier, personne avec qui s'entendre, personne sur qui compter. On y était ennemi de Buénos-Ayres comme du Brésil et de l'Espagne, et l'on n'y reconnaissait d'autre loi que la volonté, les caprices d'Artigas.

L'état des provinces de Corrientes, Entre-Rios et Santa-Fé, sous différents chefs qui se modelaient sur Artigas, était à peu de chose près celui de la Banda Oriental. A l'extrême nord, un autre campagnard, plus civilisé pourtant, Guemes, travaillait à établir sa domination. Un Caparros à la Rioja, Borjes et Bulnes à Cordova, d'autres partisans encore, mais si obscurs que leurs noms ne valent pas qu'on les cite, agitaient les campagnes

de Cordova ou de Santiago de l'Estero. Enfin, dans toutes les provinces qui s'occupaient de l'élève du bétail et où la politique d'Artigas avait pu s'appliquer avec succès, on était retombé en pleine barbarie.

Seules les provinces de Tucuman, de Mendoza et de San-Juan, avaient échappé à la désorganisation, grâce à leur population presque tout entière agricole. Il n'est pas aussi facile d'arracher à son champ l'homme qui vit en cultivant la terre; et puis les habitants, moins disséminés, n'y étaient pas à la merci d'un groupe de cavaliers maraudeurs. Ajoutons que San-Martin était près de là, à Mendoza, d'où son influence s'étendait sur les pays environnants. Ces provinces reculées étaient donc, avec Tucuman, où siégeait le congrès, les seuls endroits où l'on pût, en 1816, trouver quelques éléments pour l'organisation du pays.

Si le spectacle présenté par la nation était si affligeant, celui qu'offrait le congrès n'était guère plus consolant.

Le triste résultat de l'essai de république en France, le triomphe de l'Angleterre en 1815, et surtout l'engouement des écrivains de l'époque pour les monarchies constitutionnelles, avaient eu leur retentissement en Amérique. Nous avons vu Posadas envoyer une mission en Europe pour y chercher un roi. Belgrano, qui avait été un des premiers apôtres et un des instruments les plus actifs de l'indépendance, Belgrano, qu'on peut appeler le passé de la révolution, malgré son voyage en Europe, malgré les difficultés qu'il avait touchées de si près, était encore monarchiste. San-Martin, qui, à cette époque, était l'avenir de la révolution, était atteint de la même épidémie. Plusieurs députés du haut Pérou poussaient la folie monarchiste jusqu'à vouloir relever pour la vice-royauté le trône des Incas.

La monarchie constitutionnelle est un état maladif que l'on comprend jusqu'à un certain point quand de puissants intérêts

créés rendent nécessaire le maintien de ce simulacre d'autorité pour une classe qu'effraye le mot de république; elle a une raison d'être quand une série de siècles a habitué les classes non pensantes, et il y en a au haut comme au bas de l'échelle sociale, à ces pompes qui, pour les pauvres d'esprit, sont l'ordre et la stabilité, devant lesquelles se pâment tous ces simples qui ne conçoivent le pouvoir que doré et empanaché comme une poupée, qui ne respectent le juge qu'affublé d'une énorme perruque ou d'une longue robe noire, dont la foi religieuse se maintient non par la parole divine, mais par cette mise en scène sacerdotale si habilement disposée pour frapper les yeux. Mais sur les bords de la Plata rien ne justifiait l'introduction de ce rouage inutile, ni intérêts créés, ni habitudes prises. Aussi le pays ne s'émut-il guère de toute l'érudition qui fut dépensée à propos de cette question dans le sein du congrès. On avait, et les députés surtout devaient avoir de bien autres préoccupations. Les actes de rébellion se multipliaient dans les campagnes, les provinces tendaient de plus en plus à s'isoler les unes des autres, l'anarchie étendait tous les jours ses ravages ; enfin, l'attitude menaçante du Brésil pouvait aboutir au rétablissement du système colonial.

Après d'oiseuses et interminables discussions, les députés avaient fini cependant par tomber d'accord sur deux points : la déclaration d'indépendance, et la nomination comme directeur suprême de Puirredon, sur l'énergie duquel on comptait pour mettre fin à la guerre civile. Après quoi ils avaient décidé qu'ils suspendraient leurs travaux, pour se réunir de nouveau, mais cette fois à Buénos-Ayeres, quand Puirredon aurait ramené un peu d'ordre et de calme dans le pays.

Directorat de Puirredon.— Les Brésiliens envahissent la Banda Oriental, battent Artigas et entrent à Montévidéo. — San-Martin pénètre dans le Chili. Victoires de Chacabuco et de Maypu. — Agitation fédéraliste. Ramirez, Lopez, Carreras. — Le congrès réuni à Buénos-Ayres proclame une nouvelle Constitution des Provinces-Unies de l'Amérique du Sud. — Démission de Puirredon.

Tout le monde à Buénos-Ayres n'avait pas vu d'un bon œil la nomination de Puirredon. Le colonel Dorrego, qui commandait le peu de forces qui existaient dans la province, et les fédéraux, intriguèrent pour empêcher son installation. Mais le nouveau directeur était moralement appuyé par le congrès, et il l'eût été matériellement, au besoin, par les armées du Nord et des Andes. Les menées des fédéraux n'aboutirent donc qu'à augmenter le nombre de ses partisans. Grand nombre de citoyens désintéressés, et tous ceux qui partout s'inclinent devant les pouvoirs nouveaux, sortirent de la ville pour le recevoir, et son entrée fut un véritable triomphe.

La première mesure qu'il prit fut la nomination de Belgrano au commandement de l'armée du Nord. Puis il tâcha de s'accommoder avec Artigas, mais ce fut peine inutile : ce véritable type de chef gaucho ne pouvait s'entendre avec personne, parce qu'il ne voulait reconnaître aucune suprématie, ni même aucune égalité.

Cependant l'expédition portugaise avançait ; 4,830 hommes aguerris, qui presque tous avaient fait la guerre avec Wellington en Espagne, réunis d'abord à Sainte-Catherine sous les ordres du général Lecor, passèrent à Rio-Grande, où les milices de la province, cavaliers hardis comme les gauchos argentins, se joignirent à eux, et tous ensemble franchirent la frontière.

Le directeur envoya immédiatement le colonel Vedia avec des dépêches pour la municipalité de Montévidéo et pour Artigas, les invitant à retourner loyalement à l'Union pour combattre l'ennemi commun. En même temps, il écrivait au général

portugais pour protester contre l'invasion, qui était une violation non motivée de l'armistice conclu en 1812.

Artigas, défiant et présomptueux comme les barbares, se méfia de l'offre de secours que lui faisait Puirredon, et ne voulut pas entendre parler de ligue avec Buénos-Ayres; il se flattait que les campagnes, levées en masse, opposeraient un obstacle suffisant à la marche des Portugais.

Quant à Lecor, il répondit à Puirredon que le gouvernement de Buénos-Ayres n'avait rien à voir dans une province indépendante; que, du reste, il n'avait pas lieu de s'alarmer; que, si les Portugais voulaient occuper la Banda Oriental, ce n'était pas dans un but de conquête, mais simplement pour faire cesser l'anarchie dans un pays limitrophe de l'empire, dont les désordres pouvaient avoir un retentissement fâcheux dans le sud du Brésil.

Sans donc s'inquiéter davantage de la protestation de Puirredon, l'armée brésilienne pénétra dans la Banda en deux corps, dont l'un longea l'Uruguay et l'autre le lac Mirim. La faible résistance opposée par les cavaliers d'Artigas ne pouvait retarder sa marche; le 19 novembre, elle les battit aisément à l'India Muerta, où Frutos Rivera avait essayé de l'arrêter, et, le 4 janvier, Artigas lui-même fut complétement défait à l'Arroyo Catalan.

Vaincu, Artigas songea à Buénos-Ayres et y envoya des délégués. Ceux-ci signèrent un acte par lequel ils reconnaissaient l'autorité nationale et déclaraient la Banda Oriental annexée aux Provinces-Unies. Mais Artigas désavoua ses mandataires, et Puirredon dut faire suspendre tout préparatif pour s'opposer aux Portugais, dont les colonnes arrivèrent le 20 janvier 1817 à Montévidéo. Ils y furent reçus comme des amis par la municipalité et la grande majorité des citoyens. Fatigués de la barbarie et de la rapacité des lieutenants d'Artigas, les Montévidéens espéraient que Lecor mettrait un terme à leurs souf-

frances. Une députation fut aussitôt envoyée à Rio-Janeiro pour demander l'incorporation de la Banda au Brésil.

Telle était donc l'œuvre d'Artigas dans ces provinces : l'anéantissement de toute force militaire et l'extinction du patriotisme. La sauvagerie ne pouvait donner d'autres résultats.

Malgré cet exemple si éloquent, Artigas avait des imitateurs dans le reste du pays, et l'armée confiée à Belgrano perdait son temps et sa discipline à combattre les roitelets qui s'élevaient de tous les côtés.

Buénos-Ayres elle-même ne se montrait guère plus raisonnable dans ces circonstances difficiles. L'occupation de Montévidéo, au lieu d'être expliquée par sa cause naturelle, la rébellion d'Artigas, était attribuée par les uns à Alvear, réfugié à Rio-Janeiro, par les autres à Puirredon lui-même. Ces derniers appuyaient leur accusation sur la politique de temporisation suivie par le directeur. Et cependant c'était la seule conduite à tenir. Il n'y avait pas à craindre, en effet, que les Portugais acceptassent l'offre des habitants de Montévidéo : alliés du roi d'Espagne, ils ne pouvaient prendre possession d'une province à laquelle celui-ci n'avait pas renoncé. Et même leur présence à Montévidéo, affaiblissant d'autant Artigas, le rendait moins à craindre ; de façon que, libre de souci de ce côté, on pouvait mettre à la disposition de San-Martin plus de ressources pour sa grande entreprise sur le Chili.

Voilà ce qu'auraient dû se dire les impatients ; mais il leur fallait du bruit, et ils se préparaient à descendre sur la place publique et à faire une de ces manifestations qui avaient naguère si bien réussi, quand ils furent prévenus par Puirredon, qui, faisant arrêter les plus turbulents, les exila aux États-Unis. Cet acte de vigueur produisit un salutaire effet, et le directeur put se livrer en paix à l'accomplissement de la mission réparatrice que lui avait confiée le congrès.

C'est sous l'administration de Puirredon qu'eut lieu la plus glorieuse comme la plus efficace des expéditions entreprises par les Argentins depuis le 25 mai 1810.

San-Martin était enfin parvenu à organiser une petite armée forte de 4,000 hommes et parfaitement disciplinée, et se préparait à franchir les hautes cordillères qui séparent la République Argentine du Chili. Son projet n'était plus, depuis longtemps, un secret pour personne; mais on ne pouvait prévoir par quel point il tenterait de pénétrer, et il avait eu recours à toutes sortes de ruses de guerre pour dérouter le brigadier Marco del Pont, qui commandait les forces espagnoles au Chili, forces bien supérieures aux siennes.

Enfin sa petite armée, partagée en trois corps, s'ébranla le 17 janvier, s'avançant dans trois directions différentes. Le lieutenant-colonel Freire, avec un faible détachement, devait franchir les cordillères par le Planchon, d'où il pouvait se jeter dans la province de Talca, où il espérait rallier ses nombreux partisans. Le commandant Cabot devait, par San-Juan, tomber sur Coquimbo. Le gros de l'armée se dirigea sur la vallée d'Aconcagua, par Uspallata et Los Patos, deux passages qui conduisaient plus à proximité de Santiago, la capitale du Chili.

Les étapes, soigneusement désignées, se firent avec ordre, et, le 4 février, l'avant-garde des patriotes et celle des royalistes échangèrent leurs premiers coups de feu au pied des cordillères, sur le versant occidental. San-Felipe de Aconcagua et Santa-Rosa, petits villages où débouchent les sentiers de Los Patos et de Uspallata, furent occupés le même jour.

Lorsque l'on connaît les difficultés que présente le passage de ces immenses cordillères, on ne peut trop admirer la prévoyance et surtout les sages combinaisons du général en chef, l'entrain des officiers et des soldats, qui lui permettait de disposer de toutes ses forces à un moment donné, et ainsi lui assurait en quelque sorte la victoire.

Marco, effrayé de la rapidité et de l'ensemble avec lesquels

toute une armée avait franchi quatre-vingts lieues de cordillères, qui sur certains points n'offraient que des passages à peine praticables pour un voyageur isolé, ne songea qu'à couvrir la capitale avec toutes les forces dont il pouvait disposer. A cet effet, il fit occuper un étroit vallon entre Chacabuco et Colina, à douze lieues au nord de Santiago. Mais le général Marotto, qui commandait à Chacabuco, y demeura deux jours dans l'immobilité, attendant toujours des renforts. San-Martin sut en profiter pour étudier le terrain où ses ennemis l'attendaient et préparer son plan d'attaque.

Le 12 février, la bataille s'engagea. Ce fut le général O'Higgins qui commença le feu. Les Espagnols, plus nombreux, soutinrent bravement le choc et repoussèrent une première charge. La lutte durait depuis une heure, quand une seconde division apparut sur le flanc de l'infanterie de Marotto. La cavalerie de San-Martin profita d'un instant d'hésitation causé par cette apparition inattendue, et, conduite par deux chefs habiles, Nicochea et Zapiola, chargea avec impétuosité. Dès ce moment il n'y eut plus de résistance; les royalistes, débandés, prirent la fuite vers Santiago et furent vivement poursuivis. 30 officiers et 600 soldats prisonniers, l'artillerie, les chariots, toutes les munitions, restèrent au pouvoir de San-Martin, et l'on ramassa 600 morts entre Chacabuco et Colina. La poursuite, comme il arrive toujours, dans les guerres d'Amérique surtout, avait été plus meurtrière que la bataille. Marco, qui s'était dirigé vers Valparaiso, fut atteint dans sa fuite et fait prisonnier. Le triomphe était complet. Aussi San-Martin put, sans résistance, occuper, le 14 février, la ville de Santiago, d'où il écrivit à Puirredon : « L'armée des Andes peut dire avec orgueil que vingt-quatre jours ont suffi pour franchir les plus hautes montagnes du monde, terminer une campagne, en finir avec les tyrans et donner la liberté au Chili. »

Les habitants de Santiago, entraînés par leur reconnaissance, voulurent être gouvernés par leur libérateur et le proclamèrent

directeur; mais San-Martin connaissait l'esprit ombrageux des Chiliens ; il prévoyait que, placé au premier rang, il ne tarderait pas à être en butte à la jalousie de ceux qui l'acclamaient. Tout n'était pas terminé d'ailleurs par la victoire de Chacabuco; les Espagnols occupaient encore le sud du pays, et enfin, ne l'oublions pas, le Chili n'était que la première étape de la longue expédition qu'il avait si longtemps étudiée : son but était Lima, le centre du pouvoir espagnol. Il eut donc la sagesse de refuser le poste élevé qui lui était offert, et il le fit donner à O'Higgins, général chilien, homme facile, qu'il était certain de plier à ses volontés. Par cette conduite habile San-Martin ménageait les susceptibilités des Chiliens et prévenait des dissentiments qui auraient tôt ou tard éclaté. On avait en effet le plus grand besoin d'union, car il n'était pas à présumer que les Espagnols se laisseraient enlever le Chili sans avoir fait pour le conserver les plus énergiques efforts.

Le Pérou avait alors pour vice-roi le général Pezuela, le vainqueur de Vilcapujo et d'Ayouma. Ferdinand VII lui avait envoyé de nombreux renforts et quelques officiers qui s'étaient distingués dans la guerre contre Napoléon, comme Canterac, Carratala et Valdez. A la première nouvelle de la marche de San-Martin, il avait ordonné au général Laserna, qui l'avait remplacé dans le haut Pérou, d'attaquer les patriotes et d'occuper les provinces du nord et Tucuman, où se trouvait Belgrano. Laserna se porta donc en avant et occupa Salta; mais, constamment harcelé par les guerillas de Guemès, il ne pouvait avancer que très-lentement. Il était depuis vingt jours à Salta, quand la nouvelle du désastre de Chacabuco lui parvint. Isolé dans un pays ennemi, il crut devoir rétrograder; mais sa retraite eut tous les caractères d'une déroute, et fut plus fatale aux Espagnols que n'aurait pu l'être une bataille rangée.

Les Provinces-Unies durent donc à la victoire de Chacabuco de se voir de nouveau maîtresses de leur territoire jusqu'à Jujuy.

Cependant Pezuela songeait à prendre une éclatante revanche. Les Espagnols occupaient encore, en janvier 1818, les provinces de la Conception et de Valdivia. Pezuela y envoya, aux ordres d'Osorio, des renforts considérables, qui, débarquant à Talcahuano, forcèrent O'Higgins à lever le siége de cette ville, où il avait enfermé les royalistes. Mais le général directeur put, sans être inquiété, reprendre le chemin de Santiago, où il se réunit à San-Martin. L'armée patriote, forte de plus de 5,000 hommes, espérait avoir facilement raison d'un ennemi qui lui était bien inférieur en nombre; mais, surprise dans la nuit du 29 mars à Cancha Rayada, elle fut mise complétement en déroute.

Cet échec pouvait sérieusement compromettre l'indépendance du Chili; mais San-Martin, puissamment secondé par le brillant corps d'officiers qui l'entourait, parvint à rassembler ses soldats et à réorganiser son armée, à 80 lieues au nord de Cancha Rayada, à Maypu, 3 lieues au sud de la capitale. Là, une seconde bataille, plus meurtrière que celle de Chacabuco, allait fixer le sort du Chili, peut-être de toute l'Amérique.

Les deux armées s'entrechoquèrent le 5 avril, et la lutte prit bientôt un caractère d'acharnement qui prouvait que de part et d'autre on comprenait l'importance de cette journée. La valeur individuelle fit tout dans cette bataille : car les deux armées, placées au centre d'une immense plaine, pouvaient se voir et se compter. Dans ce grand duel l'avantage resta aux patriotes. A six heures du soir, les royalistes, décimés, durent déposer les armes. L'artillerie, les munitions, les drapeaux, restèrent au pouvoir des patriotes, avec 1,000 prisonniers, parmi lesquels la plupart des officiers supérieurs. Osorio seul avec quelques Espagnols mieux montés avait pu s'échapper dans la direction du sud.

L'indépendance du Chili semblait donc assurée ; le Pérou, épuisé, paraissait à bout d'efforts, et l'on put croire que c'en était à jamais fini de la domination espagnole en Amérique.

Cette victoire lointaine eut encore pour effet d'affermir le gouvernement de Puirredon. Les Provinces-Unies, moins la Banda Oriental, s'entendaient avec le directeur pour leur administration, en attendant l'organisation définitive que le congrès devait donner au pays.

Ce congrès, comme nous l'avons dit, était convenu de se réunir de nouveau à Buénos-Ayres. Il y ouvrit en effet ses séances le 12 mai 1817. Le point capital à déterminer était celui de savoir par qui seraient nommés les gouverneurs de provinces : par le directeur, c'était la centralisation; par le peuple de chaque province, c'était la fédération. Mille projets furent présentés, aucun n'aboutit.

Pendant ces tergiversations, les provinces de Corrientes et d'Entre-Rios s'agitaient pour la fédération, telle qu'Artigas l'avait comprise tout d'abord. Dans la dernière de ces provinces, un chef de gauchos, du nom de Ramirès, était parvenu à exercer la même autorité que son modèle dans l'Uruguay avant l'invasion portugaise. Puirredon crut naturellement devoir s'associer aux ennemis de ce bandit, qui promettaient de reconnaître l'autorité du directeur nommé par le congrès; mais Ramirès triompha de ses adversaires, malgré la protection très-efficace que Puirredon leur prêtait, et Buénos-Ayres eut dès lors dans ce gaucho, aussi barbare et plus hardi qu'Artigas, un irréconciliable ennemi.

La province de Santa-Fé, voisine de Buénos-Ayres, avait aussi trouvé son Artigas dans un soldat, Estanislas Lopez, qui avait acquis une grande popularité parmi les pâtres de son pays.

Cependant le plus grand nombre des provinces, dix sur qua torze, étaient en bons rapports avec Puirredon, auquel même elles s'en remirent pour le choix de leurs gouverneurs sur une liste de candidats que chacune d'elles envoya. Bref les probabilités en faveur de la constitution prochaine du nouvel État étaient telles, que des commissaires des États-Unis envoyés de

Washington pour faire un rapport sur les pays qui s'étaient déclarés indépendants n'hésitèrent pas à recommander au congrès de l'Union la reconnaissance de cette autre grande république qui se formait au sud.

Mais cette homogénéité n'était qu'apparente : les ferments de désordre étaient mal éteints; les ambitions individuelles devaient bientôt se réveiller; un nouveau brandon de discorde allait de nouveau tout compromettre : nous voulons parler du général chilien Jose Miguel Carreras, ce rival jaloux de O'Higgins par le fait duquel Osorio avait pu reprendre le Chili aux patriotes en 1814. San-Martin, qui avait deviné l'esprit inquiet et arrogant de Carreras, n'avait pas voulu de son assistance dans son expédition contre le Chili, et, retenu à Buénos-Ayres, il n'avait pu, à son grand regret, prendre part à la guerre. Fatigué de cette inaction, qui lui pesait d'autant plus qu'il savait que pendant ce temps San-Martin et Puirredon faisaient tous leurs efforts pour anéantir son parti au profit de celui de O'Higgins, il se décida à partir pour le Chili. Il se fit précéder de ses deux frères; mais ceux-ci, reconnus, furent arrêtés près de Mendoza, jugés comme ennemis de l'ordre de choses établi depuis Chacabuco, et fusillés.

Carreras jura de venger leur mort, et, dès ce moment, il n'eut plus qu'une seule pensée : faire tout le mal possible aux Provinces-Unies. Un des plus sûrs moyens de leur nuire était de soutenir les hommes comme Lopez et Ramirès; il devint leur allié et leur conseiller. Il redoubla d'audace dans ses manœuvres quand il apprit qu'il se préparait à Cadix une expédition contre le Chili : les Espagnols avaient en effet résolu de ramener cette province à l'obéissance.

Le 21 mai 1818, un premier convoi, composé de 10 transports, portant 1,600 fantassins et 300 hommes de cavalerie, et escorté d'une belle frégate de 50 canons, fit voile pour le Pacifique. Les soldats étaient partis à contre-cœur; les mauvais temps et le manque de vivres les exaspérèrent encore davantage,

et une partie se souleva. La révolte, apaisée à bord de neuf des transports, ne triompha qu'à bord de la *Trinidad*, dont un homme énergique, le sergent Martinez, prit le commandement; six officiers furent massacrés ; les autres, intimidés, laissèrent mettre le cap sur Buénos-Ayres, où la *Trinidad* arriva le 26 août.

Le gouvernement reçut ces déserteurs à bras ouverts. Ayant connu par eux le but de l'expédition, il en donna immédiatement avis au Chili.

O'Higgins, prévenu à temps, put armer quelques bâtiments, qui partirent pour les ports du sud, sous les ordres du colonel Blanco. Servi par les circonstances, celui-ci fut assez heureux pour s'emparer du bâtiment de guerre qui escortait le convoi, et la flottille presque tout entière fut prise avant d'avoir touché aux côtes du Pacifique.

Cet événement, si fatal aux Espagnols, ne produisit pas à Buénos-Ayres la joie à laquelle on aurait pu s'attendre. On savait que des forces bien plus considérables ne devaient pas tarder à suivre ce premier convoi, et l'alarme demeura grande à la Plata. Carreras la fomentait de son mieux, excitant par tous les moyens à la haine et au mépris des gouvernants, qu'il accusait, non sans raison, de vouloir étouffer la révolution et créer une monarchie au profit de quelque Bourbon. On ne pouvait donc, selon lui, surveiller de trop près ces hommes avides d'honneurs. Artigas, Ramirès et Lopez étaient représentés par lui comme les seuls hommes de bonne foi dans le mouvement révolutionnaire ; les autres n'avaient aidé à chasser les Espagnols, les anciens tyrans, que pour se mettre en leur lieu et place.

Une vaste conjuration, dont Carreras devait être l'âme et le lien, se trama à Buénos-Ayres même. Les fédéraux, les mécontents, et aussi les peureux, qui partout appuient les gens qui peuvent faire du mal, entrèrent dans le complot, ainsi que ceux

des proscrits qui n'avaient pu obtenir leur grâce après la victoire de Maypu.

La conspiration, découverte, fut étouffée dans la capitale, où deux officiers français, Robert et Lagresse, qui avaient pris parti pour Carreras, furent fusillés, le 3 avril 1818. Puirredon voulut l'étouffer également dans les provinces; Balcarcel fut envoyé avec 800 hommes à Santa-Fé pour réduire Lopez, qui s'était prononcé pour le parti fédéraliste; mais sa petite armée, battue par les cavaliers de ce dernier, dut s'enfermer dans le Rosario.

Cet échec alarma si fort le directeur, qu'il crut devoir rappeler Belgrano et San-Martin pour écraser d'un coup Lopès et Ramirès. Belgrano se mit en marche au mois de mars, et, dans les premiers jours d'avril, il atteignit la province de Santa-Fé avec cinq bataillons d'infanterie, deux escadrons de hussards, quatre de dragons, et huit pièces d'artillerie. Devant des forces aussi considérables, Lopez, en vrai disciple d'Artigas, demanda à traiter, et, ce qui prouve combien l'expérience est inutile en matière politique, le directeur prêta l'oreille à ses ouvertures. Le rusé gaucho, qui savait qu'un traité ne l'obligeait à rien, signa ce qu'on voulut, et se retira avec ses hommes au nord du Salado.

San-Martin, ayant eu connaissance de cet arrangement, retourna à Mendoza, d'où il était déjà parti, et un semblant d'ordre se rétablit dans les Provinces-Unies.

Quelques jours après, la commission chargée par le congrès de formuler une constitution présenta son travail, qui fut approuvé par l'assemblée, et la nouvelle *constitution des Provinces-Unies de l'Amérique du Sud*, promulguée le 25 mai 1819, fut jurée par les armées de San-Martin et de Belgrano, ainsi que dans toutes les provinces, moins Santa-Fé, Entre-Rios et la Banda Oriental. Cette constitution, comme son titre même le donne à entendre, était calquée sur celle des Etats-Unis de

l'Amérique du Nord. Elle ne satisfit personne. La plupart de ceux qui voulaient un gouvernement unique et fort trouvèrent qu'on avait trop concédé aux idées fédératives. Les fédéraux estimèrent que l'institution d'un président et d'un congrès central ayant leur siége à Buénos-Ayres faisait une trop large part à l'influence de cette ville et aux doctrines du parti unitaire.

Puirredon, las des discordes, des difficultés de toute nature contre lesquelles il n'avait cessé d'avoir à lutter, profita de cette occasion pour remettre au congrès les pouvoirs qui lui avaient été confiés, et présenta, le 9 juin, sa démission, qui fut acceptée. Une constitution nouvelle, avait-il dit, doit être mise en pratique par un président nouveau. C'est au général Rondeau que fut confiée cette tâche difficile et bien au-dessus de ses forces.

Rondeau directeur. — Progrès du mouvement fédéraliste. — La municipalité de Buénos-Ayres prend en main l'autorité suprême. Fin de ce gouvernement national issu de la révolution du 25 mai 1810. Bilan du gouvernement : les unitaires et les fédéraux.

Lopez était toujours au nord du Salado. Pour éviter la guerre, on l'avait laissé maître de Santa-Fé, et Rondeau, avec lequel il refusait d'entrer en rapports, n'osait rien entreprendre contre lui, dans la crainte qu'inspirait une nouvelle expédition qui se préparait à Cadix, aux ordres du général O'Donell, comte d'Abisbal, et qui pouvait, d'un jour à l'autre, entrer dans la rivière.

Dans cette perplexité, il adressa une proclamation aux habitants de la ville pour qu'ils eussent à se tenir prêts à repousser l'ennemi, et il nomma un comité de défense chargé d'organiser les milices. Cette étrange mesure ne fit que jeter l'alarme dans la population, qui fut saisie d'une véritable panique.

Heureusement on en fut quitte pour la peur. Puirredon,

pendant son administration, suivant le conseil du marquis del Apartado, patriote mexicain qui avait de puissantes relations dans les loges maçonniques d'Europe, et qui employait tous ses efforts à aider la révolution dans toute l'Amérique espagnole, avait envoyé quelques sommes aux maçons d'Espagne, qui travaillaient à miner le pouvoir absolu de Ferdinand VII. Ces sommes n'étaient pas assez fortes pour payer un soulèvement ; mais, outre qu'elles permettaient au gouvernement argentin d'être au courant de ce que les libéraux tramaient en Espagne, elles lui donnaient le droit de compter sur leur appui, et Rondeau espérait qu'ils parviendraient à empêcher l'expédition de partir. Le mouvement de *Riego* combla ses espérances, et toutes les craintes s'évanouirent.

Mais il était trop tard. Lopez, Carreras et Ramirès, qui s'étaient fortifiés pendant l'inaction de Rondeau, lui déclarèrent la guerre, prenant pour prétexte que les droits des provinces n'étaient pas suffisamment sauvegardés par la nouvelle constitution.

Le cri de fédération retentit bientôt partout; la province de Cordova s'associa au mouvement, ainsi que la Rioja, Santiago del Estero, Salta et Tucuman.

San-Martin, voyant qu'il était impossible de dominer cet immense désordre, et désespérant de sauver son pays de l'anarchie, voulut utiliser les forces qui lui restaient à Cuyo à assurer l'indépendance du continent américain. Il passa donc au Chili avec toutes les troupes dont il pouvait disposer, dans l'intention de les lancer bientôt sur les côtes du Pérou.

Belgrano, découragé, remit au général Crux le commandement d'une armée prête à se dissoudre, et se retira à Tucuman.

Ainsi abandonné, Rondeau partit de Buénos-Ayres pour aller se poster à San-Nicolas, d'où il pouvait surveiller les opérations contre Lopez. Mais sa présence ne remédia à rien. Les bataillons, astreints à un semblant de discipline, se débandaient devant des groupes de gauchos que leurs chefs laissaient vivre

à leur guise, et, ce qui était fait pour décourager davantage ceux qui auraient pu conserver quelque espoir de voir finir ces désordres, c'est que le mal était partout. Un régiment de chasseurs à cheval de l'armée des Andes s'était débandé; l'armée que commandait naguère Belgrano en avait fait autant, et les soldats avaient repris le chemin de leurs provinces.

Rondeau restait donc seul, entouré de quelques milices. Balcarcel, qui commandait la plus grande partie des forces patriotes, vit son armée dispersée à Cepeda, et ne conserva que son infanterie, qui, faute de moyens de fuir, ne se débanda pas comme le reste. Tout le pays au nord de Buénos-Ayres se trouvant ainsi sans défense, Lopez, Carreras et Ramirès l'envahirent.

Les bourgeois de Buénos-Ayres voulaient destituer un directeur si malheureux. Le congrès, pour éviter cet inutile changement, et croyant donner plus de force au gouvernement, nomma directeur adjoint, chargé de l'administration pendant l'absence de Rondeau, un des membres de la municipalité, don Juan P. Aguirre.

Aguirre se préoccupa d'abord de la sûreté de la ville. Il confia les quelques troupes qui restaient à Buénos-Ayres à Soler, un des généraux qui avaient fait la campagne des Andes. Celui-ci alla se poster à douze lieues au nord, pour protéger les environs de la capitale contre les groupes de cavaliers qui parcouraient le pays, en commettant toute sorte d'excès. Mais il ne se tint pas longtemps dans ce rôle. Ramirès et Lopez demandaient que la municipalité de Buénos-Ayres proclamât la déchéance du congrès et du directeur ; Soler appuya ces étranges prétentions, et envoya à la municipalité la communication suivante :

« Pour quelle époque la municipalité garde-t-elle son pouvoir? Jusques à quand nous laisserez-vous souffrir? L'ennemi victorieux occupe déjà une partie de la province, et ses éclaireurs arrivent jusqu'à Lujan.

« Les provinces se sont séparées, et par conséquent le congrès ne représente plus rien. L'ennemi ne veut traiter avec aucune autorité émanant de ce congrès ou du directeur. Vous êtes l'unique autorité qui puisse ramener la paix. L'armée entière m'a autorisé à faire cette communication, ainsi qu'à expliquer ses sentiments et ceux d'un peuple malheureux. Elle a juré de soutenir sa résolution, qui n'est autre que d'obtenir la dissolution du congrès, l'éloignement du directeur et de tous les employés qui dépendent de lui. Faites-les partir tous et écoutez les vœux du peuple.

« J'ai communiqué ces résolutions au général Ramirès, et je l'ai invité à traiter sur ces bases avec la municipalité ou avec une députation nommée par elle.

« Cette armée et son général ne désirent que sauver la ville et rétablir la paix par ce moyen, qui est le seul qui nous reste. »

Se rendant sans trop de façons à cette espèce de sommation, la municipalité déclara qu'elle prenait le gouvernement et répondit à Soler :

« La municipalité, d'accord avec les sentiments de Votre Seigneurie et de l'armée qu'elle commande, a immédiatement pris les mesures indiquées dans votre communication d'hier.

« Le congrès et le directeur ont cessé leurs fonctions, et la municipalité a repris le gouvernement entre ses mains.

« La municipalité félicite Votre Seigneurie et l'armée pour les indications justes et prudentes qu'elle lui a données, et qui seules peuvent éloigner les malheurs qui nous menaçaient et rétablir l'harmonie entre les provinces.

« Votre Seigneurie fera connaître cette résolution de la municipalité, et agira comme il convient dans les circonstances actuelles. »

En même temps, la municipalité, comme gouverneur de Buénos-Ayres, écrivait à celle de Mendoza :

« Les documents que nous vous transmettons vous permet-

tront d'apprécier la situation faite par les événements à cette province.

« Toutes celles de l'Union sont libres de faire ce qu'elles jugeront le plus convenable pour leurs intérêts, pour leur régime intérieur.

« C'est ce que cette municipalité a à répondre à la communication du 19 août par laquelle celle de Mendoza a notifié au gouvernement de Buénos-Ayres qu'elle avait pris l'administration de la province par suite de la démission du colonel Luzarriaga. »

Ainsi finit le gouvernement national, qui avait conduit le pays depuis le 25 mai 1810 jusqu'au 28 février 1820, période de désastres, d'hésitations et de bien coupables faiblesses. Les hommes qui guidaient la révolution se montrèrent presque toujours au-dessous du rôle qu'ils avaient à jouer, et se laissèrent souvent entraîner par les haines que suscitent les rivalités. Les peuples, sans notion de leurs droits ou de leurs devoirs, applaudissaient aux heureux, abandonnaient les vaincus, sans vouloir ni pouvoir réfléchir pour juger les hommes qui se disputaient l'autorité. Certes ceux qui voudraient comparer la pacifique et facile administration d'Arredondo avec l'administration de Puirredon ou de Posadas, si tourmentée, où l'incertitude de chaque moment ne permettait pas même de compter sur la stabilité d'une année, ceux-là diraient que la vice-royauté était pour ces peuples un élément de progrès bien supérieur à ce semblant de république établi de fait après le 25 mai, et de droit après la déclaration de l'indépendance en 1816.

Mais, si l'on veut réfléchir que les désordres n'étaient que la conséquence naturelle du système colonial, qui maintenait les peuples dans une enfance perpétuelle, on n'hésitera pas à préférer cette époque troublée : elle préparait les peuples à une virilité qui devait tarder d'autant plus à se révéler que la durée de

l'enfance où on les avait tenus avait été plus longue. Si en effet des désordres plus ou moins prolongés se produisent toujours après une révolution, c'est que les ferments en existaient à l'état latent chez les peuples qui en souffrent. La révolution les fait paraître à la surface, mais elle n'en est jamais la cause, et, pour combattre le mal, la première condition c'est de se trouver face à face avec lui.

Ces êtres subversifs, comme Francia, Artigas, Lopez et d'autres sombres figures dont nous aurons bientôt à nous occuper, étaient les fils légitimes du système colonial, de l'isolement où vivaient ces peuples séquestrés du reste du monde : êtres bien dangereux pour les peuples tant qu'ils ne se sont pas manifestés, mais inoffensifs une fois qu'on les connaît, que tout le monde les méprise, et qui se cachent eux-mêmes quand ils voient que le peuple comprend leur misérable ambition. S'ils ne savent pas se soumettre dans les sociétés qui vivent par elles-mêmes, leurs prouesses finissent au bagne, mais ne peuvent les conduire au pouvoir, comme il arrive dans les pays soumis au despotisme, où l'organisation sociale est telle qu'au premier accident, au moindre désordre, les plus hardis malfaiteurs remplacent les souverains absolus.

C'est presque une loi naturelle, dont on ne devrait pas s'étonner. Le colon qui laboure pour la première fois les savanes d'Amérique doit s'attendre que dans ces premiers sillons si péniblement ouverts apparaîtront d'abord les mauvaises herbes ; il faut labourer de nouveau, détruire ce premier produit, avant de semer pour avoir la première récolte utile.

Les peuples qui souffrent le despotisme doivent s'attendre à avoir à souffrir l'anarchie, puis un despotisme plus agité, plus cruel, mais moins tenace, que l'on finit par détruire facilement, — et que l'on détruit toujours, — parce que, s'il est possible de vivre sous le despotisme légal, il est impossible de tolérer le despotisme accidentel.

En ce sens, la période de 1810 à 1820 était un progrès, car le mal était venu à la surface et on ne pouvait plus vivre sans le combattre.

Depuis Saavedra, qui s'était servi des hommes des faubourgs pour faire la révolution du 6 avril 1811, deux éléments qui devaient se disputer la suprématie étaient en présence.

D'un côté, les fédéraux, hommes adroits, fort peu scrupuleux, sachant faire manœuvrer la classe la plus nombreuse et la moins civilisée, ne se donnant pas la peine de couvrir leur arbitraire de formes légales, mais l'abritant derrière la pression que les masses exerçaient sur eux. La révolution faite par Saavedra pour se débarrasser de ses ennemis fut leur coup d'essai.

Ne se préoccupant que du moment, ayant pour toute ambition d'arriver au pouvoir absolu dans leurs localités, les fédéraux voulaient que chaque province formât une république lilliputienne se gouvernant elle-même, choisissant son premier magistrat dans la province même. Ils affectaient en toute occasion un patriotisme local exagéré qui devait les désigner aux suffrages de leurs concitoyens.

Ce parti égoïste et exclusif, par les mobiles mêmes qui le faisaient agir, affectait un très-grand respect pour le peuple; mais il avait soin de ne reconnaître comme peuple que ceux qui pensaient comme lui ou ceux qui ne pensaient pas du tout et se laissaient gouverner par des chefs qui croyaient ne pouvoir mieux faire pour consolider leur puissance que de flatter les instincts des masses.

Ce système, qui, dans les premiers temps, ne présentait pas de trop graves inconvénients, mena les fédéraux primitifs plus loin qu'ils ne pensaient. Pour se créer des coryphées, des partisans énergiques et dociles à leurs insinuations, crédules surtout, ils se virent forcés de donner de l'importance aux héros de cabaret, aux gauchos, renommés pour leur adresse à manier le lasso, à dompter un cheval, connus par leur audace, et qui

pouvaient entraîner les autres ; à des hommes qui, ayant le langage, les manières et les habitudes du bas peuple, qui, vivant habituellement avec la basse classe, avaient sur elle une influence plus directe. Mais ces hommes voulurent de coryphées passer chefs, et, à l'imitation de ceux qui s'étaient servis d'eux comme moyen, ils surent plus tard se servir à leur tour de leurs nombreux compères pour épouvanter la classe aisée et se faire porter aux premiers emplois, non comme les plus capables de gouverner, — ils n'affectaient pas cette prétention, — mais comme les plus capables de faire rentrer dans l'ordre la classe nombreuse dont on les avait fait les oracles.

Insensiblement, l'outil devint plus fort que la main qui le guidait. Les fédéraux primitifs, comme Saavedra, Funes, Chiclana, disparurent, et la nouvelle république eut son parti barbare. Artigas, Lopez et Ramirès en furent les chefs de file. Autour de ce parti se groupèrent forcément toutes les mauvaises passions ; toutes les erreurs que la révolution avait pour mission de déraciner y trouvèrent un abri, un refuge. En matière religieuse, les fédéraux furent fanatiques ; en matière de nationalité, ils poussèrent à la haine contre les étrangers ; en matière commerciale, ils penchèrent vers le système protecteur ; en politique, ils se montrèrent haineux et méfiants, et, pour se soutenir au pouvoir, ils ne connurent d'autres moyens que la persécution à outrance, l'anéantissement des dissidents, le massacre des prisonniers faits dans la guerre civile. C'était, en un mot, la barbarie organisée, la barbarie devenue parti politique.

Les premiers unitaires, à deux ou trois exceptions près, ne valaient guère mieux, moralement parlant, que les fédéraux primitifs ; mais ils étaient plus instruits, plus gouvernementaux, si l'on peut s'exprimer ainsi. Ils voulaient que dans la république la délégation des pouvoirs reposât sur la vérité, et non sur un semblant de vérité dont se contentaient les fédéraux. Ainsi, quand Funes, envoyé comme membre du pouvoir législa-

tif, voulut faire partie du pouvoir exécutif, Moreno, qui peut être considéré comme le point de départ du parti unitaire, ne pouvant l'en empêcher, donna sa démission.

Mais si, dans les premiers temps, les uns ne valaient guère mieux que les autres, les unitaires profitèrent de tous les vices de leurs adversaires. Si les fédéraux, pour triompher plus facilement, se firent barbares, les unitaires voulurent paraître civilisés. Quand les fédéraux prêchaient le fanatisme, les unitaires prêchaient la tolérance; ils allaient même jusqu'à faire entendre le mot de liberté de conscience. Il suffisait que les fédéraux parlassent de protection pour que les unitaires parlassent de libre échange, et ainsi de suite. Si les fédéraux cherchaient systématiquement pour le gouvernement les hommes les plus arriérés, les plus cruels, les unitaires ne voulaient pour directeurs que des hommes qui se distinguaient par leurs antécédents honorables, par leur position, même par leurs belles manières.

C'est ainsi que, réagissant l'un sur l'autre, les deux partis se formèrent en exagérant chaque fois davantage leurs vices comme leurs qualités.

Dans leurs dernières manifestations, les fédéraux se montrèrent plus féroces, plus barbares, que les Indiens à crâne plat des plaines du sud; les unitaires, plus méticuleux, plus discuteurs, que les théologiens d'un concile.

N'oublions pas pourtant qu'un parti avait pour idéal la barbarie, l'isolement que l'on a appelé l'*américanisme;* l'autre, la civilisation, l'instruction généralisée, le pays ouvert à l'émigration, et les institutions des États-Unis du Nord ou de l'Europe comme but. Les fédéraux voulaient une civilisation à part, des institutions qu'ils disaient appropriées au pays, parce qu'elles étaient barbares comme eux.

N'oublions pas non plus que cette désignation de fédéraux et d'unitaires n'indique rien. Les fédéraux de la Plata n'ont aucune ressemblance avec les fédéraux des États-Unis du Nord. Jamais le pays n'a été plus centralisé que sous les administrations fédé-

rales, jamais la voix des intérêts provinciaux n'a été aussi écoutée que par les unitaires. Mais nous avons dû nous servir des noms que les deux partis se sont donnés.

Reprenons le récit des événements qui suivirent la dissolution du gouvernement national.

Pacte d'union, dit *Traité quadrilatéral*, entre les provinces de Buénos-Ayres, de Santa-Fé, d'Entre-Rios et de Corrientes. — Fin tragique de Ramirès et de Carreras. — San-Martin débarque avec une petite armée sur les côtes du Pérou, et s'empare de Lima. De là il tend la main aux patriotes de Caracas et de Bogota, et, en plein triomphe, il résigne son autorité en faveur de Bolivar, qui réunit sous son commandement toutes les forces patriotes. — Émeute à Buénos-Ayres réprimée par les milices des campagnes. Entrée en scène de Juan-Manuel Rosas.

Ramirès, Lopez et Carreras avaient donc triomphé. Le gouverneur qui remplaça Rondeau fut choisi par eux : c'était un bon vivant, don Manuel Zarratea, qui savait naviguer de conserve avec tous les partis triomphants.

Les chefs gauchos ne restèrent pas longtemps à Buénos-Ayres : ils n'étaient pas là dans leur élément, ils étouffaient dans la ville, la civilisation dont ils étaient entourés les gênait. Ils avaient donc hâte de retourner dans les campagnes à demi désertes où ils étaient habitués à vivre en maîtres; mais, avant de partir, ils signèrent avec Zarratea un traité qui unissait les quatre provinces de Buénos-Ayres, de Santa-Fé, d'Entre-Rios et de Corrientes, dans le but de repousser les ennemis extérieurs et de soutenir par les armes la cause de la fédération. Ce traité peut être regardé comme la base et le modèle de tous les pactes conclus entre les provinces sous le prétexte de déjouer les intrigues monarchiques du parti unitaire.

Ce grand acte accompli, les colosses du parti fédéral reprirent le chemin de leurs États, que deux d'entre eux ne devaient pas revoir.

Ramirez, qui avait fait disparaître de la scène politique le vieil Artigas, en le forçant à fuir vers le Paraguay, où Francia l'avait relégué dans un village de son inabordable pays, véritable enfer sur les portes duquel on aurait pu graver le vers du Dante : *Lasciate ogni speranza, o voi che intrate,* éprouva un sort plus funeste encore : rentrant dans sa province, il suivait avec quelques cavaliers la rive droite du Parana, quand il fut assassiné par les Indiens du Chaco, peut-être même par ses propres soldats.

Lopez était retourné à Santa-Fé.

Quant à Carreras, fort de l'appui de Zarratea, il enrôla, de gré ou de force, tous les émigrés chiliens qui se trouvaient à Buénos-Ayres, et, suivi de quelques partisans attachés à lui par l'espoir du pillage, il se mit en route à travers les Pampas, pour aller reprendre dans sa patrie sa position de chef de parti. Heureusement pour le Chili, il fut battu par le gouverneur de Mendoza sur le versant oriental des Andes, et périt dans l lutte.

Tant d'efforts n'avaient donc abouti à rien. Le pays, affranchi par les victoires de San-Martin et par la révolution de Riego, était plongé dans le désordre. Chaque gouverneur menait sa province à son gré, et chaque province faisait ses révolutions et changeait ses administrateurs comme elle l'entendait. Les Indiens des Pampas volaient les bestiaux dans les campagnes, les gauchos se rapprochaient des villes. Le pays retombait insensiblement dans la barbarie la plus complète.

Zarratea, imposé aux Buénos-Ayriens plutôt qu'élu par eux, sans prestige, sans parti qui eût un intérêt à le soutenir, ne pouvait conserver longtemps le pouvoir ; aussi ne tarda-t-il pas à être déposé par la municipalité. Après lui, on vit se succéder à quelques semaines d'intervalles Balcarcel, Ramos Mejia, Soler. Ces fantômes de gouverneurs, élevés sans motifs, renversés de même, n'étendaient leur ombre d'autorité que sur la

province de Buénos-Ayres. Les autres provinces avaient chacune leur chef, hommes obscurs pour la plupart. Toute solidarité était rompue entre les diverses parties de l'ancienne vice-royauté.

Du reste, aux luttes intestines avait succédé un calme plat qu'aucune crainte de l'extérieur ne venait troubler. Si nous voulons retrouver quelque vie, suivre le mouvement de l'indépendance, il nous faut traverser les Andes.

Nous avons dit que San-Martin, voyant qu'il n'y avait plus rien à faire pour lui dans sa patrie, avait passé au Chili avec les quelques troupes qui lui restaient. Il y avait recruté de nombreux renforts. Quand il se vit à la tête d'une petite armée suffisamment disciplinée et pourvue, il s'embarqua à Valparaiso, alla débarquer sur les côtes du Pérou, et s'empara de Lima, qui, comme Buénos-Ayres, comme Santiago du Chili, se déclara indépendante.

San-Martin ne s'endormit point dans son triomphe : le pavillon de Castille flottait encore sur les Andes de Bolivie. Il donna donc la main aux patriotes de Caracas et de Bogota, conduits par Simon Bolivar. Curieuse rencontre que celle de ces deux généraux, les meilleurs de la révolution, et qui, partis des deux extrémités de l'Amérique méridionale avec la même pensée, se trouvaient réunis pour l'achèvement de la même tâche, de l'œuvre de l'indépendance. Mais le partage de l'autorité aurait pu nuire aux opérations militaires. San-Martin, alors au faîte de sa carrière, sut donner un grand exemple d'abnégation : il remit à Bolivar le commandement de toutes les forces patriotes et se retira de la scène politique.

Pendant que la cause de l'indépendance gagnait ainsi du terrain dans le Pérou, elle périclitait chaque jour davantage sur les bords de la Plata, où l'on semblait près de retomber dans la barbarie, quand une heureuse réaction se produisit enfin.

En septembre 1820, Soler fut remplacé à Buénos-Ayres par le général Rodriguez. Ce nouveau gouverneur était arrivé, comme ses prédécesseurs, par le parti fédéral; mais, dès qu'il fut maître du pouvoir, il comprit la nécessité de le rendre intelligent et fort. Il s'entoura donc des anciens amis de Posadas et de Puirredon, des hommes qui avaient figuré dans le parti qui voulait l'union de toutes les provinces, des unitaires en un mot. Il choisit même pour premier ministre le plus illustre soutien de ce parti, don Bernardino Rivadavia, qui arrivait d'Europe, où il avait représenté son pays, et s'était avantageusement fait connaître des hommes politiques de France et d'Angleterre.

Cependant, un mois à peine après son installation, Rodriguez eut à réprimer une émeute. Pour mieux y réussir, il appela à son aide les milices des campagnes, et un régiment de gardes nationaux del Monte, petite bourgade à quinze lieues au sud de Buénos-Ayres, arriva à temps pour battre les révolutionnaires dans les rues de la capitale.

La répression de cette émeute à une époque où toute émeute était à peu près assurée du succès, et l'intervention de ce régiment de milice, qui, par sa décision, avait assuré le triomphe de l'autorité, marquent à un double titre dans les annales de la République Argentine. D'abord le gouvernement civilisateur de Rodriguez se trouva affermi; mais le plus étrange, c'est que ce fut un disciple de Lopez et d'Artigas, l'adversaire le plus acharné du parti unitaire, Juan-Manuel Rosas en un mot, qui contribua le plus à consolider au pouvoir les hommes considérés par ses pareils comme leurs plus dangereux ennemis. Et ce qui devenait un véritable danger pour l'avenir, c'est que cet homme, le type le plus achevé, la plus parfaite personnification du gaucho à demi civilisé des campagnes, faisait son entrée dans la vie publique comme un champion de l'ordre, et s'acquérait la réputation d'un homme capable de faire rentrer dans le devoir les perturbateurs de la paix publique.

L'émeute vaincue, Rodriguez et Rivadavia purent mettre un

peu d'ordre dans l'administration et dans les finances. Une chambre de représentants légalement élus commença à fonctionner comme pouvoir législatif.

Rodriguez resta au pouvoir jusqu'à la fin de la période pour laquelle il avait été nommé. Le 2 avril 1824, l'assemblée législative élut pour le remplacer le général Las Heras, qui prit possession de son poste le 9 du même mois.

Le nouveau gouverneur choisit également pour son premier ministre Rivadavia, qui fut l'âme de son administration, comme il avait été l'âme du gouvernement de Rodriguez. Nous devons nous arrêter sur cette figure, une des plus remarquables assurément que présente l'histoire des provinces argentines; nous prendrons pour guide dans cette étude un excellent travail de M. Alfred de Brossard, auquel nous aurons occasion encore de faire plus d'un emprunt, bien que nous soyons loin de partager ses idées politiques (1).

Mais, avant de passer outre, nous mentionnerons deux faits qui appartiennent à cette époque et qui ne sont pas sans intérêt pour notre sujet : 1° la victoire d'Ayacucho, qui mit le sceau à l'indépendance de l'Amérique du Sud; et 2° la rentrée à Buénos-Ayres des officiers et d'une partie des soldats qui avaient suivi San-Martin au Pérou.

(1) *Considérations historiques et politiques sur les républiques de la Plata*, dans leurs rapports avec la France et l'Angleterre. Paris, Guillaumin, 1850, in-8.

Rivadavia premier ministre. Zèle et succès avec lesquels il travaille à l'organisation de la nouvelle république; il réussit à en faire un État et à la faire admettre dans la grande famille des nations. Institution du régime représentatif républicain. Autres institutions que les Provinces-Unies doivent à cet homme d'État. — Les Portugais sont battus par les patriotes dans la Banda Oriental; un gouvernement provisoire proclame l'indépendance du pays et fait acte d'adhésion au gouvernement central de Buénos-Ayres. — Congrès général constituant. Loi fondamentale de 1825. Rivadavia est nommé président de la république des Provinces-Unies du Rio de la Plata. — Annexion de la Banda Oriental. — Guerre avec le Brésil. Traité qni consacre l'indépendance de la province de l'Uruguay. — Rivadavia se retire devant les intrigues du parti fédéraliste ameuté contre lui par Dorrego, et avec lui disparaît la constitution unitaire.

Ministre de Rodriguez et de Las Heras, ou président de la république des États-Unis de la Plata, Rivadavia eut constamment en vue trois objets principaux : le régime intérieur de la province de Buénos-Ayres, les relations extérieures et l'unité nationale; mais c'est dans l'organisation intérieure que se développa avec le plus d'éclat et de persistance son infatigable activité.

Dès l'année 1811, deux décrets, l'un du 20 octobre, l'autre du 23 novembre, rendus par le triumvirat dont Rivadavia était le secrétaire, avaient consacré la liberté de la presse et la liberté individuelle.

Un décret de 1821 institua le régime *représentatif républicain*, et une loi de la même année régla le mode d'élection de la représentation nationale. Aux termes de cette loi, tout Argentin, par naissance ou par naturalisation, est de droit électeur à l'âge de vingt ans. Tout citoyen possédant une propriété quelconque est éligible à vingt-cinq ans. Les juges de paix, nommés par le gouvernement, dirigent les opérations électorales.

La nomination du magistrat suprême de la république, dési-

gné sous le titre de gouverneur et capitaine général, fut attribuée aux représentants par une loi du 23 décembre 1823, qui détermina les conditions d'éligibilité et les formes de l'élection; et un décret du 24 août 1824 prescrivit la publicité de tous les actes officiels.

L'inviolabilité des propriétés fut proclamée par une loi du 9 septembre 1821, qui disposa en outre qu'aucun impôt ne pourrait être établi, aucune dépense faite ou ordonnée, sans le concours de la chambre des représentants, et imposa au pouvoir exécutif l'obligation de soumettre chaque année à cette assemblée le budget des recettes et des dépenses.

La liberté des personnes fut garantie par une loi du 21 février 1821, dite de *sûreté individuelle*, qui réserva au chef de police ou à ses auxiliaires le droit exclusif d'arrêter, en cas de délit, les individus appartenant à la juridiction ordinaire, et prescrivit qu'ils fussent aussitôt mis à la disposition du juge compétent.

La liberté des cultes fut consacrée par la loi du 2 octobre 1825, qui reconnut néanmoins la religion catholique comme celle de l'État. On lit dans le rapport de la commission chargée d'élaborer cette loi cette phrase remarquable : « C'est un devoir impérieux pour l'homme d'offrir extérieurement à son Créateur l'hommage public de son adoration et de son respect; il en résulte que chaque individu doit avoir la pleine liberté d'exercer publiquement le culte qu'il professe. » Ainsi la commission s'appuyait sur la nécessité d'un culte public pour proclamer la tolérance universelle.

Du reste Rivadavia, dans ses rapports avec l'Église catholique, se montra réservé et jaloux, comme doit l'être tout homme de bien dans l'Amérique espagnole. Par un décret du 31 août 1822, les jours fériés furent réduits aux dimanches et aux fêtes nationales du 25 mai et du 9 juillet. Il supprima les couvents et sécularisa leurs biens; il aurait même voulu interdire absolument les vœux monastiques, mais l'esprit public, si arriéré encore, ne put le suivre jusque-là. Du reste, il fit preuve

de tolérance en instituant des conférences hebdomadaires pour l'instruction du clergé. Il montrait par là qu'il ne redoutait pas la saine influence des prêtres, et qu'en toutes choses il était disposé à accueillir le bien, de quelque part qu'il vînt.

Il ne dépendit pas de Rivadavia que l'administration de la justice ne fût entièrement débarrassée des langes de la législation espagnole, si difficile et si compliquée. Parmi les mesures qu'il prit dans ce but, on remarque le décret du 25 juillet 1823, qui, en matière criminelle, abolit pour certaines classes d'individus, tels que les militaires et les prêtres, le droit d'être jugés par des tribunaux d'exception, ne laissant subsister ceux-ci que pour les délits spéciaux. Nous citerons aussi quelques sages mesures touchant la police. C'est sous son administration que furent rétablis les *serenos*, gardes de nuit à la solde des propriétaires urbains. Par deux décrets de 1822, des peines sévères furent édictées contre le vagabondage et l'ivrognerie. Aux termes du premier de ces décrets, tout vagabond devait être enrôlé dans l'armée, ou, s'il était impropre au service militaire, employé à des travaux publics, pour un temps plus ou moins long, selon la gravité du cas.

On ne lui dut pas moins sous le rapport des finances. Les revenus s'élevèrent en 1822 et 1823 à plus de 10 millions, et il était parvenu à équilibrer les recettes et les dépenses ; mais cet équilibre ne tarda pas à être rompu par les charges résultant de travaux publics mal conçus et chèrement exécutés, et par les dépenses encore plus lourdes de la guerre de 1825 contre le Brésil.

L'instruction publique ne pouvait manquer d'appeler l'attention d'un homme aussi éclairé. L'université de Buénos-Ayres fut créée sous ses auspices en 1820, et il ouvrit dans la ville et dans les campagnes de nombreuses écoles primaires. C'est à lui que le musée et la bibliothèque de Buénos-Ayres doivent leur existence.

D'autres institutions encore marquèrent son administration ;

nous nous bornerons à citer la caisse d'épargne et la société de bienfaisance, qui furent créées et dotées par lui.

Enfin, et on ne saurait trop l'en louer, Rivadavia comprit qu'il fallait attirer dans ces États naissants, pauvres de population et d'argent, les bras et le crédit de l'Europe. Par un décret du 24 avril 1824, une commission, composée de citoyens et d'étrangers domicilés et propriétaires de biens fonds, fut chargée de préparer l'émigration étrangère, et un statut du 19 janvier 1825 régla les principales conditions offertes aux émigrants : liberté de culte, exemption de tout service militaire ou civil pendant cinq ans, ainsi que de toute contribution qui ne serait pas imposée à la totalité de la population ; faculté d'acquérir, de posséder et de transmettre toutes sortes de biens meubles et immeubles ; enfin concession de terres par emphytéose à l'expiration de leur engagement. Et il est à remarquer que ce statut fut publié spontanément, avant qu'aucun traité liât la République Argentine à l'extérieur.

Ces soins donnés sans cesse par Rivadavia à l'organisation de la nouvelle république ne l'empêchaient pas de se préoccuper de ses relations à l'extérieur. Après en avoir fait un État, il n'eut rien tant à cœur que de la faire reconnaître comme telle, de la faire admettre dans la grande famille des nations. Il s'efforça donc avec non moins de sollicitude de lui créer des alliés, des amis.

Du côté de l'Amérique, la tâche n'était pas très-difficile : il y avait entre la plupart des États qui la composaient et la nouvelle république communauté d'origine, d'intérêts et de principes.

Le gouvernement de Washington fut un des premiers à reconnaître le gouvernement de Buénos-Ayres. Dès 1820, il entretenait un agent commercial dans cette capitale ; en décembre 1823, il accrédita officiellement un ministre auprès de la République Argentine. Le 8 mars de la même année, Riva-

davia lui-même signa avec le représentant de la Colombie à Buénos-Ayres, sur le pied d'une réciprocité parfaite, un traité d'amitié entre les deux États, avec stipulation d'alliance défensive contre toute domination étrangère. Il en fit autant deux ans après avec les provinces du haut Pérou. La bataille d'Ayacucho les avait affranchies du joug espagnol; mais la République Argentine, héritière des droits de l'Espagne sur toute la vice-royauté de Buénos-Ayres, pouvait avoir des prétentions sur ces vastes territoires; elle y renonça par un acte du 23 février 1823, qui consacra ainsi l'indépendance de la république de Bolivie. Enfin, le 20 novembre 1826, Rivadavia avait conclu un traité d'amitié, d'alliance et de commerce avec le Chili; malheureusement la guerre que la République Argentine eut à soutenir contre le Brésil fit que le gouvernement chilien hésita, et finalement se refusa à ratifier une alliance dont il redoutait les charges.

Rivadavia ne craignit pourtant pas de se mettre en désaccord avec ses alliés naturels dans une circonstance remarquable. Les nouvelles républiques de l'Amérique du Sud, redoutant les machinations de la métropole, et animées en même temps d'un instinct jaloux contre l'influence des puissances de l'Europe, avaient résolu, sur la proposition réitérée de la Colombie, de se réunir dans un congrès à Panama. L'objet avoué de ce congrès était de constituer un pouvoir central qui présiderait la confédération des Etats américains, guiderait leur politique étrangère, arbitrerait les différends qui pourraient s'élever entre eux. Le but réel était d'établir un pacte d'union, une ligue perpétuelle, à l'effet de s'opposer à toute domination étrangère qui tenterait de s'implanter en Amérique, à toute intervention du dehors dans les affaires du nouveau monde. Mis en demeure par deux fois d'accéder au congrès de Panama et à ses principes, le gouvernement de Buénos-Ayres s'y refusa énergiquement, à l'instigation de Rivadavia, qui craignait, si le congrès des confédérés réussissait, qu'il n'eût pour effet d'arrêter

l'émigration européenne et de compromettre ce rapprochement de l'ancien et du nouveau monde, objet de ses vœux et de se constants efforts.

De l'autre côté de l'Atlantique, trois puissances étaient plus immédiatement en contact avec les nouvelles républiques : l'Angleterre, l'Espagne et la France.

L'Angleterre, ainsi que nous l'avons déjà vu, avait, dès les premiers jours de l'insurrection, interposé, entre l'Espagne et les provinces insurgées, sa médiation bienveillante, et même assez ouvertement partiale, pour ces dernières. Une entente définitive entre les deux gouvernements ne devait pas rencontrer de grandes difficultés, l'Angleterre, d'ailleurs, ne se laissant guère en général arrêter par des considérations de principes, et ne voyant en tout et partout que l'intérêt de son commerce et de sa navigation; et, d'un autre côté, le gouvernement de Buénos-Ayres devait se montrer reconnaissant de l'appui que l'Angeterre n'avait cessé de prêter, soit directement, soit indirectement, à la cause de l'émancipation. De cette situation sortit le traité du 2 février 1825, qui accorda les plus grands avantages aux sujets et au commerce anglais, et ce à perpétuité. En cela Rivadavia s'écartait de la règle constamment suivie dans leurs relations avec l'Europe par tous les autres États américains, qui ont toujours manifesté la plus vive répugnance à engager leur avenir. Aussi ce traité a-t-il été un des griefs dont le parti fédéral s'est armé contre le parti unitaire, auquel il reprochait d'avoir aliéné à toujours l'indépendance commerciale du pays.

Un accommodement avec l'Espagne, sur le pied d'une complète indépendance, comme l'aurait voulu Rivadavia, présentait de bien autres difficultés; il ne désespéra cependant pas d'en triompher. Les colonies espagnoles, en effet, bien qu'elles eussent brisé leurs liens politiques, étaient encore rattachées à l'ancienne métropole par d'autres liens que la révolution n'avait pu rompre : la communauté de race, de langage, de mœurs,

de religion; mais l'orgueil castillan répugnait à sanctionner la séparation, désormais irréparable, des colonies, et tous les efforts de l'habile négociateur eussent probablement échoué sans la révolution militaire de 1820, qui fit prévaloir dans les cortès l'élément démocratique et l'influence des libéraux. Cet événement rendit l'espoir à Rivadavia, et il redoubla d'efforts pour faire admettre par l'Espagne l'indépendance de son pays sous le régime républicain. Il fit lui-même un premier pas vers la conciliation, en abolissant, par un décret du 6 octobre 1821, la guerre de course. Peu après, dans un mouvement de patriotisme exagéré, il se laissait aller à cette déclaration restée fameuse : « Le gouvernement de Buénos-Ayres n'accueillera aucune communication diplomatique ou commerciale de la part de négociateurs qui se présenteraient à main armée, ou sans les formalités voulues par le droit des gens. »

C'était là une bravade bien osée de la part d'un État aussi faible que celui au nom duquel elle était faite. Quoi qu'il en soit, Rivadavia trouva accès auprès des cortès. Deux plénipotentiaires furent accrédités par le gouvernement espagnol auprès du gouvernement argentin, et, le 4 juillet 1823, il signa avec eux une suspension d'armes de dix-huit mois, portant rétablissement des relations commerciales et maritimes, comme préliminaires d'un traité de paix et d'amitié sur la base de la reconnaissance non-seulement de la République Argentine, mais encore des autres États américains qui accéderaient à cette convention. Malheureusement cette victoire fut achetée par une concession qui en compromettait tous les avantages. Tandis que les chambres françaises votaient un crédit de 100 millions pour aider au rétablissement de l'autorité royale en Espagne, Rivadavia faisait voter par les représentants un prêt équivalent de 20 millions de piastres pour soutenir le gouvernement des cortès, gouvernement sans consistance, contre l'intervention française. C'était jeter le gant à la France, et compromettre de gaieté de cœur les relations futures de la

République Argentine avec une des puissances européennes qu'il lui importait le plus de se concilier.

Pendant que Rivadavia travaillait ainsi à asseoir le nouvel État sur des bases durables, un incident imprévu vint jeter le pays dans une nouvelle guerre, qui devait à la longue être funeste à Buénos-Ayres, mais qui tout d'abord eut pour résultat d'amener un rapprochement entre les provinces, et leur réunion. Nous voulons parler de la guerre où Buénos-Ayres fut entraînée, un peu malgré elle, contre le Brésil.

Depuis 1816, Montévidéo et tout le pays entre l'Uruguay et la mer étaient occupés par les Portugais. Leur domination, déguisée sous le nom d'occupation, dura, sous cette forme, jusqu'en 1821 ; cette année-là, une assemblée de députés montévidéens, convoquée par les autorités portugaises elles-mêmes, se réunit à Montévidéo, et, le 19 juillet 1821, décréta l'incorporation de la province au Portugal. Il est à remarquer que parmi ceux qui poussèrent à cette résolution figurent quelques-uns des hommes qui, comme Frutuoso Rivera, Francisco Llambi et Alejandro Chucarro, devaient plus tard jouer un rôle actif dans l'histoire de l'État oriental. La nouvelle province portugaise prit le nom de province Cisplatine, et suivit, en 1823, le sort du Brésil, lorsque cette colonie, secouant le joug des Bragance, s'érigea en empire indépendant. Cependant, ce ne fut pas sans d'assez sérieuses protestations, et il se manifesta, à cette occasion, dans la Banda Oriental, des symptômes d'aversion contre la domination brésilienne, dont le gouvernement de Buénos-Ayres crut devoir profiter pour demander au gouvernement brésilien la restitution de ce territoire à la république héritière de la vice-royauté de Buénos-Ayres. Une note hautaine fut adressée au cabinet impérial par le ministre argentin à Rio-Janeiro. On y lit cette phrase, qui montre à quel point on tenait, à Buénos-Ayres, à la possession de cette province : « Les provinces de la Plata ne peuvent se soustraire à la nécessité de

soutenir leur honneur et leur dignité, et, ne consultant que leur indépendance et leurs autres intérêts nationaux, elles exposeront, si cela est nécessaire, jusqu'à leur propre existence, pour obtenir la réincorporation d'une place qui est la clef du fleuve immense qui baigne leurs côtes, ouvre les canaux de leur commerce et facilite la communication entre une multitude de points sous leur dépendance. »

La cour de Rio-Janeiro, comme on devait s'y attendre, repoussa avec hauteur ces prétentions de Buénos-Ayres, et tout annonçait une prochaine rupture entre la république et l'empire, lorsqu'au mois d'avril 1825 le colonel Juan Antonio Lavalleja, devançant les événements, partit de Buénos-Ayres avec trente-deux Orientaux pour délivrer son pays de la domination étrangère.

Les *trente-trois,* comme on les appela depuis, débarquèrent le 19 avril 1825 à l'Arenal Grande. Un léger succès qu'ils remportèrent dès le lendemain enfla leurs espérances et grossit leur parti. Peu après, Rivera abandonnait l'armée brésilienne, dans laquelle il servait comme colonel depuis la réunion de la Cisplatine au Brésil, et apportait au parti de l'indépendance toute l'influence que lui donnaient dans la campagne la popularité de ses mœurs et une inépuisable prodigalité. Bientôt le pays tout entier fut en armes, et les Brésiliens, battus sur tous les points par Rivera et Lavalleja, se virent bientôt réduits aux murs de Montévidéo et de la Colonia, où ils furent bloqués par les insurgés.

Un gouvernement provisoire fut formé, et il s'installa solennellement, le 14 juin, dans le bourg de la Florida. Il avait pour président don Manuel Cavallero, et pour secrétaire don Santiago Vasquez, l'homme d'État le plus capable qu'ait produit la province de Montévidéo. Ce gouvernement fit immédiatement (21 juin) acte d'adhésion à l'autorité du congrès souverain des Provinces-Unies du Rio de la Plata, qui admit dans son sein deux députés de la Banda Oriental. Le 20 août

suivant, la première législature de la province, convoquée également à la Florida par les soins du gouvernement provisoire, proclama l'idépendance du pays, et déclara nuls et de nulle valeur les actes d'incorporation au Portugal ou au Brésil.

Ce n'était pas sans plaisir que Rivadavia avait vu ce soulèvement de la Banda Oriental; ç'avait été pour lui l'occasion de nouveaux efforts dans le sens de l'unité nationale, et l'idée de former de toute l'ancienne vice-royauté une seule et grande nation avait de nouveau pris faveur dans les provinces. Des négociations, conduites avec patience, avaient peu à peu annulé le mouvement barbare de 1820. Un traité de paix avait été signé, en 1822, entre les provinces de Buénos-Ayres, de Santa-Fé, d'Entre-Rios et de Corrientes. Par ce traité, qu'on appelle communément le traité quadrilatéral, les provinces contractantes avaient mutuellement reconnu et s'étaient garanti leur liberté, leur indépendance, leur représentation et leurs droits respectifs, et elles s'étaient promis assistance et secours contre toute agression extérieure, et réciproquement entre elles. Mais il n'y avait été question ni de fédération, ni de gouvernement central; c'était néanmoins un premier pas vers ce but.

Par les soins de Rivadavia, le congrès général *constituant* se réunit à Buénos-Ayres le 16 décembre 1824, et, le 23 janvier 1825, il vota la loi dite *fondamentale*, qui fut longtemps la base du droit public argentin. Voici quelles en étaient les principales dispositions :

« La constitution votée par le congrès sera soumise à l'examen des provinces, et elle n'y sera promulguée et mise en vigueur qu'après qu'elle y aura été acceptée.

« Jusqu'à la promulgation de cette constitution, les provinces se régiront par leurs propres lois.

« Tout ce qui concerne l'indépendance, la sûreté, l'intégrité, la défense et la prospérité nationale, sera de la compétence exclusive du congrès.

« En attendant l'élection d'un pouvoir exécutif commun, le gouvernement de Buénos-Ayres fera les fonctions de ce pouvoir, avec la double mission : 1° de diriger les relations extérieures des Provinces-Unies, sans toutefois pouvoir conclure aucun traité, si ce n'est avec l'autorisation spéciale du congrès; 2° de faire exécuter et de communiquer aux autres gouvernements les résolutions du congrès. »

Comme on le voit, cette loi *fondamentale*, la seule œuvre du congrès constituant de 1824 qui lui ait en partie survécu, n'avança pas beaucoup la cause de l'unité. Il en fut de même du décret du 22 juin 1825 qui appela les provinces à se prononcer sur la forme de gouvernement à établir. Cet appel ne produisit que de longues discussions, la plupart du temps sans résultat. La chambre des représentants de Buénos-Ayres elle-même refusa, par une déclaration du 9 décembre, de se prononcer sur la question, s'en remettant à la décision du congrès.

« Les provinces, était-il dit dans le rapport qui précéda cette déclaration, les provinces ont essayé jusqu'à ce jour de deux systèmes de gouvernement : l'*unité* et la *fédération*. La commission, sans entrer dans des détails qui seraient un sujet de douleur et de honte, se contentera de dire que le premier de ces systèmes a été trop tyrannique et le second trop faible..... D'après tout cela, la commission regarde comme très-difficile pour la chambre de se prononcer sur une question aussi grave. »

Il y avait cependant dans tous les esprits un si vif désir de sortir de cet état d'incertitude, que l'assemblée passa outre, et se hâta de nommer le président de la république des Provinces-Unies du Rio de la Plata. Les voix se portèrent à la presque unanimité sur Rivadavia (7 février 1826), à qui on attribuait la prospérité dont Buénos-Ayres avait joui sous Rodriguez et Las Heras.

Rivadavia montait au pouvoir dans des circonstances difficiles. La guerre commencée dans la Banda Oriental fut tout

d'abord l'objet de ses préoccupations. Dès le début du soulèvement de cette province, le cabinet de Rio-Janeiro avait accusé le gouvernement de Buénos-Ayres d'en avoir favorisé l'explosion. Des explications demandées par l'amiral brésilien Soto (juillet 1825) furent éludées par le ministère argentin, sous le prétexte que le négociateur se présentait à la tête d'une force armée. Une mission spéciale devait d'ailleurs porter à Rio-Janeiro les déterminations du gouvernement argentin. Ces déterminations ne se firent pas longtemps attendre. Le 25 octobre, le congrès accueillit la demande d'annexion faite par le gouvernement provisoire de la Banda Oriental, et il déclara en même temps sa ferme volonté « de pourvoir à la défense et à la sécurité de la province, et d'accélérer par tous les moyens en son pouvoir l'évacuation des deux places encore occupées par les forces impériales. »

On vit alors se réveiller l'enthousiasme des anciennes luttes entre Argentins et Portugais. Les Argentins se préparèrent à la guerre avec l'entrain d'hommes assurés du succès : n'avaient-ils pas toujours eu le dessus sous leurs anciens gouverneurs et sous Zevallos, leur premier vice-roi?

Le commandement de l'armée, forte de six mille hommes, et dans les rangs de laquelle figuraient tous les chefs qui avaient fait les grandes campagnes de l'indépendance, fut donné à Alvear. Brown, à qui Buénos-Ayres avait dû ses premiers succès sur mer, fut nommé amiral d'une flotte improvisée, bien inférieure sous tous les rapports à celle que l'empereur avait envoyée à Montévidéo; mais il avait pour lui son audace et le souvenir de ce qu'il avait fait contre la flotte espagnole en 1815.

Le 5 février 1826, Brown attaqua la Colonia; il battit l'escadre brésilienne, le 11 avril, devant Montévidéo, et, le 9 février 1827, près de l'île de Juncal, à l'embouchure de l'Uruguay.

Sur terre, les Brésiliens furent successivement battus, le 31 décembre 1825, près de Santa-Téresa, par le colonel Olivera; par Oribe, au cerro de Montévidéo, le 7 février 1826; et enfin

ils furent écrasés par Alvear, le 20 février 1827, sur les bords de la rivière d'Ituzaingo.

L'occupation des missions de l'Uruguay par Rivera fut le dernier épisode de cette guerre (21 avril 1828). Bien qu'elle eût à peine duré deux ans, elle avait épuisé les deux pays, la république, malgré ses victoires, aussi bien que l'empire, et de part et d'autre on éprouvait un égal besoin de la paix.

Une première négociation avait été entamée dès septembre 1826, par l'entremise de lord Ponsonby, alors ministre d'Angleterre à Buénos-Ayres; mais l'empereur s'était obstinément refusé à faire l'abandon de ses droits sur la Banda Oriental, et les échecs réitérés de ses armes n'avaient fait que le rendre plus opposé à toute concession. Cependant les efforts de l'Angleterre, qui avait dans cette querelle des intérêts de plus d'une nature, secondés par l'épuisement des belligérants, amenèrent de nouvelles négociations, d'où sortit l'existence d'un nouvel Etat. Les préliminaires de paix furent signés sur les bases suivantes :

Les deux parties contractantes reconnaissaient l'indépendance de la Banda Oriental, et elles s'engageaient à lui prêter assistance dans le cas où la guerre civile viendrait à troubler la tranquillité et la sécurité de la nouvelle république avant qu'elle fût constituée, ou dans les cinq ans qui suivraient la proclamation de la constitution qui serait élaborée par les représentants du pays, laquelle devrait être soumise aux commissaires brésiliens et argentins.

Un article additionnel stipula, en faveur des citoyens des deux États, la libre navigation pendant quinze années du Rio de la Plata et de l'Uruguay.

Les ratifications de cette convention furent échangées à Montévidéo le 4 octobre suivant; mais elles portaient une autre signature que celle de Rivadavia.

Ce n'était point, en effet, à l'homme qui avait tout fait pour préparer le succès de cette guerre qu'était réservé l'honneur d'y

mettre fin. Pendant que l'armée argentine triomphait dans l'Uruguay, un changement, qui devait avoir les conséquences les plus graves, s'était opéré dans le gouvernement de Buénos-Ayres. Rivadavia, malgré les services de toute nature qu'il avait rendus à la république, était tombé sous les coups d'un parti assez nombreux qui, depuis longtemps, travaillait à le renverser. Ce parti, qui avait pour chef le colonel Dorrego, homme capable, mais peu scrupuleux, accumulait contre le président toute espèce d'accusations. Il avait répandu dans les provinces le bruit que celui-ci voulait rétablir la suprématie de Buénos-Ayres, et il exploitait habilement les petites jalousies un moment apaisées. La liberté de la presse, que Rivadavia avait introduite, était également tournée contre lui. Une émission de papier-monnaie, à laquelle il avait été forcé par la prolongation de la guerre du Brésil et l'épuisement du trésor, avait alarmé les propriétaires, qui l'accusaient de faire sortir du pays tout l'or et l'argent monnayés, ce qui, au point de vue des économistes ses ennemis, équivalait à le ruiner. Il n'est pas jusqu'à ses efforts pour favoriser l'émigration étrangère, si utile au nouvel État, dont on ne lui fît un crime.

« L'hospitalité offerte par Rivadavia aux étrangers, à leurs cultes, à leurs mœurs, à leurs industries, dit à ce sujet M. de Brossard, avait profondément froissé les sentiments et les instincts de la masse des populations. Bien qu'individuellement hospitaliers, bien que naturellement généreux et même prodigues, les Hispano-Américains des classes inférieures sont, par amour-propre national, jaloux de la prospérité des émigrants étrangers ; ils redoutent leur influence *comme étrangers*, la supériorité vraie ou supposée de leurs lumières et de leur intelligence ; ils leur envient leurs richesses, fruit de leur travail, et se considèrent comme frustrés des biens qu'eux-mêmes ne savent ou ne peuvent produire, et que les bras venus du dehors font sortir du sol américain. »

Enfin la constitution unitaire du 24 novembre acheva d'ameu-

ter contre Rivadavia les chefs les plus influents de l'intérieur, qui y voyaient une atteinte à leur autocratie. Dociles à leurs insinuations, la plupart des provinces usèrent du droit que leur conférait la loi fondamentale pour repousser la constitution, sous prétexte qu'elle était trop unitaire, et réclamèrent une organisation fédérale qui maintînt entre les diverses provinces *une liberté, une indépendance et une égalité parfaites.*

Rivadavia aurait pu, à la rigueur, dompter par la force cette résistance à la constitution votée par le congrès; mais il n'était pas l'homme des moyens violents, il aima mieux céder. Le 7 juillet 1827, il descendit du pouvoir suprême et se retira en Europe, d'où il revint mourir, pauvre et ignoré, dans la capitale du Brésil.

Ainsi tomba cet homme aussi éclairé que libéral, et avec lui succombait le parti unitaire, dont il était le véritable chef.

Dorrego gouverneur de Buénos-Ayres. Convention de Santa-Fé. — Rosas. Sa politique. Il est nommé commandant en chef des milices. — Quiroga. — Retour à Buénos-Ayres de l'armée victorieuse de l'Uruguay. Elle prononce la déchéance de toutes les autorités. — Rentrée en scène des unitaires. Ils proclament Lavalle gouverneur. — Dorrego, aidé par Rosas, soulève les campagnes. Il est défait et fusillé. — Rosas devient le chef du parti de la légalité; il s'allie à Lopez, qui dominait à Santa-Fé, et à Quiroga, le lion de la Rioja. — Démêlés de Lavalle avec la France; il résigne le pouvoir. — Rosas est élu gouverneur et capitaine général de la province de Buénos-Ayres.

Après la retraite de Rivadavia, ce fut l'homme qui lui avait fait le plus d'opposition qui fut porté au gouvernement de Buénos-Ayres. Dorrego en était donc venu à ses fins; mais en vérité la position n'était guère enviable. Il avait bien réussi à renverser ces institutions qu'il regardait comme vicieuses; mais il fallait les remplacer, et ce n'était pas précisément une tâche facile. D'un autre côté, la guerre avec le Brésil était pour lui un embarras tout particulier. Il pouvait prévoir qu'à l'exception

d'Alvear, pauvre diable toujours léger d'argent et que l'on pouvait gagner avec quelques sacs d'écus, les autres chefs, comme Lavalle, Paz, etc., ne lui pardonneraient jamais d'avoir renversé Rivadavia et ainsi compromis la cause de la liberté et du progrès.

Une des premières préoccupations du nouveau gouverneur fut donc de mettre fin à la guerre. Dans ce but, il essaya de rallier les forces des provinces contre un État dont la puissance était une menace pour tous ses voisins. Il ne pouvait songer à se prévaloir de la loi fondamentale, morte d'impuissance; il tenta d'y suppléer par des négociations séparées avec chacune des provinces, et de rétablir ainsi, sous une autre forme, l'apparence de l'unité nationale.

Quatre provinces seulement, Cordova, Santa-Fé, Entre-Rios et Corrientes, répondirent à son appel, et se lièrent avec Buénos-Ayres par des traités conclus dans les derniers mois de 1827.

Le prétexte de tous ces traités fut la nécessité de soutenir la guerre contre le Brésil. Tous, avec plus ou moins de développements et dans des termes peu différents, stipulèrent : 1° une parfaite égalité entre les provinces ; 2° la formation d'une convention, composée de deux députés de chacune des cinq provinces contractantes, qui serait chargée de régler leurs affaires générales, de nommer un pouvoir exécutif provisoire, d'autoriser les dépenses nécessaires pour la continuation de la guerre, de déterminer la forme du gouvernement *sur la base du régime fédéral*, enfin de préparer *la réunion d'un congrès et la création d'un pouvoir exécutif définitif. Provisoirement*, la direction des affaires étrangères était attribuée à Buénos-Ayres.

Une convention dite nationale se réunit en conséquence à Santa-Fé ; mais elle se borna, sans rien plus, à ratifier le traité conclu avec le Brésil le 27 août 1828.

Ce traité mettait fin, il est vrai, aux prétentions des Brésiliens sur le territoire de l'Uruguay; mais en constituant la

Banda Oriental en un État indépendant, il détachait de la jeune république une province à la possession de laquelle Buénos-Ayres avait de tout temps, et avec infiniment de raison, attaché la plus grande importance. C'était un grief de plus dont les ennemis de Dorrego ne pouvaient manquer de s'armer contre lui. La paix avec le dehors ne promettait donc pas l'apaisement à l'intérieur ; et en effet, la guerre étrangère à peine terminée, la guerre civile allait recommencer.

Nous avons vu la république, en 1820, en proie aux Lopez, aux Carreras, aux Ramirez, près d'être submergée par le flot de la sauvagerie. De plus mauvais jours encore lui étaient réservés. Ce n'est plus dans les campagnes que va sévir la barbarie ; elle établira son siége dans Buénos-Ayres même, pour de là étendre ses ravages sur toute l'ancienne vice-royauté.

A l'époque où nous sommes arrivés, un homme beaucoup plus habile que les *caudillos* que nous venons de nommer, plus rusé même et non moins cruel qu'Artigas, guettait le pouvoir, comme un tigre sa proie. Cet homme, c'était don Juan Manuel Rosas.

Rosas n'avait aucune des qualités qui auraient pu justifier son ambition ; il n'était ni administrateur, ni militaire ; il n'avait ni instruction, ni courage, ni probité politique, et son astuce mêlée d'audace n'aurait probablement pas suffi à le tirer de la foule, s'il n'eût été servi par les circonstances. Après l'administration de Rivadavia, qui, dans sa prédilection naturelle pour les institutions européennes, avait décrété lois sur lois, sans se préoccuper de la possibilité de leur application, sans songer que l'exercice des devoirs qu'entraînent les droits politiques pourrait paraître une véritable tyrannie à un peuple qui jouissait d'une liberté et d'une égalité de fait bien supérieures à l'égalité et aux libertés théoriques dont on prétendait le gratifier, on devait vouloir au pouvoir un homme de bon

sens, simple, pratique, un homme énergique surtout, qui pût contenir les révolutionnaires de bas étage, les émeutiers.

Rosas avait été assez clairvoyant pour comprendre la situation, et il s'était tracé son rôle en conséquence. Humble avec les hommes influents, il affectait une grande bonhomie. Surtout il se posait en partisan de l'ordre, en homme de gouvernement. N'était-ce pas lui qui, avec ses milices, avait sauvé le gouvernement de Rodriguez ? La paix qui avait succédé aux émeutes journalières de 1820, n'était-ce pas à lui qu'on la devait ?

Ajoutons que don Juan Manuel avait mené dans sa jeunesse la vie presque sauvage des gauchos, et que les fatigues de cette vie l'avaient endurci et lui avaient donné cette vigueur et cette dextérité dans tous les exercices du corps qui font le prestige d'un chef parmi les populations incultes de ces contrées.

Conséquent avec ces principes, Rosas n'avait rien tenté du temps de Rivadavia. En attendant la fortune politique, il avait travaillé à sa fortune particulière, tout en administrant avec intelligence les grands établissements d'un des plus riches propriétaires de la campagne de Buénos-Ayres, don Nicolas Anchorena. Il avait fait en quelque sorte son apprentissage dans une estancia appartenant à la famille Dorrego, dont il était devenu le *capataz*.

Lorsque don Manuel Dorrego se mit à la tête des fédéralistes, Rosas, tout naturellement, s'était rangé de son parti, qui d'ailleurs lui offrait plus de chances, et l'élévation de Dorrego à la présidence avait bientôt justifié ses prévisions. Pendant le peu de temps, en effet, que celui-ci fut au pouvoir, Rosas vit s'accroître singulièrement son importance politique. Le nouveau gouverneur se savait détesté par l'armée régulière. La pensée lui vint d'appuyer son pouvoir sur les milices des campagnes, et, pour les commander, il songea tout d'abord à Rosas, dont il

connaissait l'influence sur ces hommes parmi lesquels il avait vécu. Il le promut d'emblée au grade de général, et lui donna le commandement en chef de toutes les milices.

C'était là que Rosas voulait arriver : il avait compris qu'ayant sous ses ordres tous les officiers de gauchos, son influence sur ces derniers deviendrait chaque jour plus grande et que son importance politique s'accroîtrait chaque jour d'autant.

A mesure, en effet, que le patient et rusé campagnard grandissait, on l'avait vu chercher à étendre le cercle de sa domination. Ainsi, devenu commandant des milices, il s'était mis immédiatement en communication avec Lopez de Santa-Fé et avec les autres chefs fédéraux, gouverneurs de provinces, dont il savait gagner l'amitié en se faisant passer pour un homme de campagne comme eux, détestant comme eux les messieurs de Buénos-Ayres, les docteurs en droit et tous ces beaux parleurs qui, pour le malheur du pays, l'avaient gouverné depuis la révolution.

Dorrego, qui pouvait avoir besoin de ces hommes, les courtisait également, ou tout au moins laissait faire Rosas.

Les provinces, ne l'oublions pas, étaient retombées entre les mains des hommes qui avaient triomphé en 1820. Lopez était maître de Santa-Fé, Quiroga de la Rioja, Ibarra de Santiago de l'Estero. Parmi ces chefs, les uns, comme le vieux Lopez, se contentaient d'être souverains dans leurs provinces; d'autres, comme Quiroga, voulaient chez eux et partout le triomphe de la fédération, c'est-à-dire de la barbarie. A ces derniers, comme à Rosas, tous les moyens étaient bons pour parvenir à leur but. Bassement jaloux, ils prétendaient abaisser tout le pays à leur niveau, en renversant tout ce qui leur portait ombrage.

Les deux chefs véritables de ce dernier parti, qu'on pourrait appeler le parti de l'affaissement, étaient Rosas et Quiroga; mais celui-ci avait au moins sur le commandant des milices l'avantage de la franchise. Il était brave, chevaleresque même dans sa barbarie. C'était sans user de dissimulation, la tête haute, qu'il

était parvenu à asseoir son autorité sur les provinces de la Rioja, de San-Juan et de Mendoza, alors que l'hypocrite Rosas rampait encore pour arriver par la ruse au poste dont l'autre s'était franchement et ouvertement emparé. On ne s'étonnera donc pas que Rosas détestât Quiroga; mais il savait le parti qu'il en pouvait tirer, l'intérêt qu'il avait à le ménager, à s'en faire un ami. Aussitôt donc qu'il s'était vu à la tête des milices, il avait essayé de nouer des relations avec le chef de la Rioja.

Telle était la situation intérieure, lorsque, ensuite de la paix conclue avec le Brésil, l'armée victorieuse vida le territoire de Montévidéo pour rentrer à Buénos-Ayres.

Dorrego ne s'était point fait illusion sur les dispositions de cette armée à son égard, et ses prévisions se réalisèrent plus tôt qu'il n'aurait pu le penser. La première division qui arriva, sans attendre le jour fixé pour la réception solennelle du corps expéditionnaire, alla se former sur la place principale, et là, son commandant, le colonel Lavalle, sans aucune explication préalable, prononça la déchéance de toutes les autorités.

Dorrego, qui n'avait aucune force à opposer aux soldats de Lavalle, s'enfuit dans la campagne, où il avait de grandes propriétés et de nombreux adhérents. Dès que la nouvelle de son départ se fut répandue, les anciens unitaires se réunirent dans l'une des églises et proclamèrent Lavalle gouverneur. Des pelotons de troupes de ligne parcoururent les faubourgs, et la ville, étonnée de ce changement subit, accepta le nouveau gouverneur.

Mais il n'en fut pas de même des campagnes. Dorrego avait fait appel à toutes les milices; il espérait que Rosas, commandant général, pourrait faire pour lui ce que, simple colonel d'un régiment, il avait fait pour Rodriguez. Rosas, en effet, n'était pas homme à laisser échapper une occasion si belle, non pas de prouver sa reconnaissance à l'homme qui l'avait comblé de fa-

veurs, mais de faire ses propres affaires. A sa voix, les villages se soulevèrent et refusèrent de reconnaître l'usurpateur.

Lavalle dut donc se résigner à conquérir le rang où il venait d'être élevé. Il avait d'ailleurs pleine confiance dans les troupes disciplinées dont il disposait, et comptait avoir bon marché des cavaliers que pourrait lui opposer Dorrego. Il n'hésita donc pas à attaquer les milices qui se rassemblaient de tous côtés, et il les dispersa devant lui, comme un jaguar disperse un troupeau de chevaux. Dorrego lui-même, atteint par l'avant-garde à cinquante lieues de la capitale, fut fait prisonnier, conduit à Buénos-Ayres, et de là renvoyé au camp de Lavalle, qui le fit immédiatement fusiller, croyant par là étouffer la révolte.

Si l'on en croyait certaines rumeurs fort accréditées, Rosas n'aurait pas été étranger à la fin tragique de Dorrego. Ce qui est certain, c'est que cet événement servait admirablement ses vues : Dorrego mort, il devenait de droit chef du parti de la légalité. Ce qui est certain encore, c'est qu'il exploita fort habilement l'émotion que cet événement produisit à Buénos-Ayres aussi bien que dans les campagnes. On le vit alors déployer une infatigable activité pour soulever le pays tout entier, et gagner à sa cause, qu'il présentait comme la cause de l'ordre et de la légalité, les principaux chefs fédéraux des provinces, et tout particulièrement Lopez et Quiroga.

Loin donc de mettre fin à la guerre civile, le meurtre de Dorrego ne fit que la généraliser. Les soldats de Lavalle, quoique toujours vainqueurs, n'avançaient pas dans leur tâche. Les campagnards se montraient soumis tant que les troupes étaient sur leurs terres; à peine parties, ils se tournaient vers Rosas. Et, pour qui connaît le gaucho, cette conduite est facile à comprendre : Rosas avait su se rendre aussi redoutable qu'Artigas pour le campagnard isolé. Celui qui servait Lavalle risquait fort de se voir assailli tôt ou tard par les partisans de Rosas; celui qui servait Rosas, au contraire, était presque certain de l'impunité. Or, nous l'avons déjà dit en parlant d'Artigas, entre

le rôle de voleur et celui de volé, entre le rôle de victime et celui de bourreau, le gaucho n'hésite pas : il choisit le rôle actif. Aussi, quoique constamment battu, quoique obligé même pendant quelque temps de chercher un refuge à Santa-Fé, Rosas dominait souverainement la campagne et tenait toutes les forces de Lavalle en échec.

Celui-ci, toutefois, aurait probablement fini par triompher, si, par des mesures mal calculées, il n'avait indisposé les étrangers et attiré sur son parti les armes de la France.

Depuis 1824, le gouvernement français entretenait un consul à Buénos-Ayres. M. de Mandeville, alors chef du consulat, avait naturellement pris fait et cause pour le gouvernement régulier, et il avait autorisé ses nationaux à obéir au décret du gouvernement de Buénos-Ayres qui appelait aux armes tous les étrangers établis dans la ville. Blâmé, non sans raison, par son gouvernement, qui, en l'absence de conventions spéciales, ne pouvait admettre que les sujets français fussent traités moins favorablement que les Anglais, exemptés du service militaire par le traité de 1825, il dut revenir sur la mesure qu'il avait un peu légèrement prise, et réclama la libération de ses nationaux déjà enrôlés et leur exemption pour l'avenir. Lavalle refusa de faire droit à cette réclamation, et une rupture s'ensuivit.

Rosas sut encore tirer parti de cet incident, aidé qu'il fut par un de ces heureux hasards qui ne lui ont jamais fait défaut. M. de Mandeville s'était marié à Buénos-Ayres, et la femme qu'il avait prise était précisément la sœur de lait de Rosas. Profitant habilement de cette circonstance, celui-ci, par l'intermédiaire de Mme de Mandeville, fit entrevoir au consul la réparation prochaine et complète des torts qu'avaient éprouvés ses nationaux, si lui, Rosas, parvenait à renverser Lavalle, ce qui serait facile pour peu que la France l'y aidât. Il protestait, du reste, d'une reconnaissance sans bornes.

M. de Mandeville, n'ayant pu obtenir satisfaction de Lavalle,

finit par prêter l'oreillé aux suggestions de Rosas. Il donna au commandant de la frégate française *la Magicienne* l'ordre d'agir, et le 7 juin 1829, à la pointe du jour, cet officier enleva, avec beaucoup de résolution, l'escadre argentine mouillée devant Buénos-Ayres.

Placé entre l'hostilité déclarée de la France et les forces du parti fédéral, Lavalle se décida à traiter avec ce dernier. Il abdiqua le 24 juin 1827, et, craignant le sort qu'il avait fait subir à Dorrego, il se réfugia dans l'État oriental avec ses principaux amis politiques.

Rosas gouverneur. — Convention de Santa-Fé. Alliance des provinces littorales, à laquelle adhère Quiroga. — Les unitaires, ralliés autour du général Paz, sont complétement défaits.—Administration de Rosas. Réélu, il refuse, pour conduire une expédition contre les Indiens du Sud.

Le général Viamont fut choisi pour re mplacer Lavalle, mais c'était un homme de paille, placé là en attendant les convenances du commandant général. Rosas, en effet, resté sans compétiteur parmi les unitaires, et le premier des fédéraux, fut élu gouverneur et capitaine général de la province de Buénos-Ayres le 8 décembre 1829.

Rosas était donc parvenu à son but, beaucoup plus tôt même qu'il n'eût osé l'espérer, et, il faut bien le dire, il montait au pouvoir entouré d'une grande popularité. Sa conduite, en effet, avait été jusqu'alors si habile, si modérée, il avait si bien caché son jeu, que ses intimes seuls, lesquels avaient tout intérêt à taire la vérité, pouvaient savoir quel homme on mettait à la tête des affaires.

Cependant le parti unitaire, sur les ruines duquel s'était élevé Rosas, s'il était vaincu et dispersé, était loin d'être détruit. Un de ses chefs les plus estimés, le général Paz, commandait encore dans la province de Cordova, et il y eut bientôt rallié les membres les plus actifs et les plus dévoués de son parti.

Pour conjurer le danger qui pouvait venir de ce côté, Rosas se fit donner des pouvoirs extraordinaires, et en même temps il s'occupa de resserrer les liens fédératifs entre Buénos-Ayres et les provinces de Corrientes, de Santa-Fé et d'Entre-Rios. Trois traités préliminaires furent conclus, en vertu desquels une convention, formée des commissaires des quatre provinces contractantes, devait se réunir à Santa-Fé, avec mission de former entre ces provinces une ligue offensive, dans laquelle seraient admises toutes celles qui adhéreraient au système fédéral, la direction des affaires extérieures demeurant à Buénos-Ayres.

On a remarqué, avec infiniment de raison, que les termes mêmes de ces stipulations étaient négatifs de l'existence de cette prétendue confédération argentine dont Rosas aimait à se proclamer le chef suprême.

Une nouvelle convention s'assembla donc encore une fois à Santa-Fé. Elle agita toutes les questions fondamentales, sans en résoudre aucune, et elle aboutit à un traité entre Buénos-Ayres, Santa-Fé et Entre-Rios, qui fut signé le 4 janvier 1831, et auquel Corrientes adhéra plus tard. Ce traité réglait, comme d'autres l'avaient déjà fait, les rapports entre les États signataires, mais il laissait en suspens les questions d'organisation générale et de constitution; seulement il posait certains principes et décrétait certaines mesures provisoires que nous croyons devoir résumer.



L'article 1er stipulait formellement la liberté et l'indépendance de chacune des parties contractantes.

Par les articles 2, 3 et 4, elles s'engageaient à s'unir contre toute invasion étrangère, qu'elle eût lieu sur leur territoire ou sur toute autre partie du territoire argentin; elles se liguaient défensivement et offensivement contre toute agression ou tous *préparatifs* d'agression des autres provinces; enfin, elles s'interdisaient d'écouter ou de faire aucune proposition de paix et de conclure aucun traité sans préalablement s'en être entendues entre elles.

L'article 7 établissait l'extradition des criminels.

L'article 8 assurait aux provinces confédérées la liberté la plus complète en fait de commerce et de navigation.

L'article 12 prévoyait l'admission éventuelle dans la ligue des autres provinces argentines, et il y mettait les mêmes conditions que les conventions préliminaires.

Enfin les articles 15 et 16 créaient dans la ville de Santa-Fé une *Commission représentative des gouvernements des provinces littorales de la République Argentine*, chargée, jusqu'à l'établissement de la paix publique dans toutes les provinces :

1° De conclure les traités de paix, sauf ratification des provinces;

2° De faire les déclarations de guerre, après accord préalable entre elles;

3° et 4° D'ordonner les levées de troupes en cas de guerre, offensive ou défensive ; de désigner le général qui devrait les commander, et de déterminer le contingent de chaque province ;

5° Enfin, d'inviter les autres provinces de la république, lorsqu'elles se trouveraient *en pleine paix et tranquillité*, à se réunir en *fédération* avec les provinces littorales, et à poser, dans un congrès général *fédératif*, les bases de l'administration du pays, sous le système fédéral, à régler tout ce qui concernerait son commerce intérieur et extérieur, la navigation des fleuves, le recouvrement et la distribution des revenus généraux, et le payement de la dette publique.

L'alliance des provinces littorales fut bientôt renforcée par l'adhésion de Quiroga. Ce dernier n'avait d'autre motif pour s'allier aux riverains que la communauté de haine contre les unitaires, c'est-à-dire contre les civilisés. Pour lui, il n'était pas douteux que, si Paz était vainqueur de Rosas, les unitaires tourneraient leurs armes contre la Rioja, et lui feraient la guerre jusqu'à ce qu'ils l'eussent fait disparaître; aussi l'en-

tente fut-elle facile entre les barbares des rivières et les barbares des Andes.

Quiroga, le premier, envahit la province de Cordova et attaqua l'armée unitaire ; mais ses cavaliers ne purent tenir contre les troupes disciplinées de Paz, et le tigre de la Rioja, tout honteux de sa défaite, dut se retirer dans son antre, pour s'y préparer à la vengeance. Paz, menacé du côté de Santa-Fé par Lopez, ne put l'y poursuivre. Peu de temps après, par malheur pour le parti unitaire, le brave général, dans une reconnaissance, eut son cheval abattu. Fait prisonnier, il fut conduit, sans qu'on sût qui il était, à Lopez, qui, cédant à un mouvement généreux, lui laissa la vie.

L'armée unitaire, démoralisée par la perte du chef qui l'avait toujours conduite à la victoire, et se sentant trop faible pour résister aux troupes combinées de Lopez et de Quiroga, se retira vers le nord, sous les ordres de Lamadrid, qui avait succédé à Paz, comme le plus ancien de ses colonels. Mais Quiroga la suivit, l'atteignit bientôt, et la battit complétement. Cette armée était la dernière ressource du parti de la civilisation ; le dessus demeurait donc définitivement aux fédéraux.

Pendant ces événements, Rosas, qui laissait faire à ses amis la besogne dangereuse, s'occupait de consolider son autorité à Buénos-Ayres. Il avait choisi pour premier ministre son ancien patron, Anchorena, et donné les principaux emplois à ses créatures. Il pouvait donc en toute liberté préparer sa dictature à venir.

Sous prétexte qu'il était impossible de gouverner avec une presse licencieuse comme celle que Rivadavia avait autorisée, il reçut de pleins pouvoirs pour museler les journalistes, et sut faire autour de son administration un silence que le pays devait plus tard payer bien cher. Une loi dite d'épuration et de surveillance, et qui rappelle la trop fameuse loi des suspects, fut ensuite portée contre le parti vaincu, avec l'approbation de la

salle des représentants, où l'administration avait une immense majorité. Mais Rosas eut l'adresse de ne pas vouloir la mettre en vigueur; il se posa ainsi comme l'homme le plus libéral de son gouvernement.

Don Juan Manuel ne songeait pas seulement à asseoir solidement sa domination dans la capitale, il s'occupait aussi beaucoup de la campagne. Là, pour obtenir un emploi, il fallait être un bon fédéral. La composition de l'armée fixait également son attention, et, s'il employait des hommes qui avaient servi sous Rivadavia, ce n'était qu'après leur avoir fait une position brillante, qu'ils pussent craindre de perdre par un changement de gouvernement. Au défaut d'un dévouement sur lequel il pût compter, il s'appuyait sur l'intérêt privé.

Du reste, pendant ce premier passage de Rosas au gouvernement, il n'eut à vaincre aucune opposition. Les unitaires, battus dans les provinces, n'osaient lever la tête à Buénos-Ayres, et l'exercice de l'autorité lui fut si facile qu'il n'eut pas occasion de se trahir. Un fait pourtant laissa voir jusqu'où il pourrait aller le cas échéant.

Un capitaine Montéro, gaucho des Pampas du sud, Chilien d'origine, et qui avait longtemps vécu avec les Indiens, fut envoyé à Buénos-Ayres par suite de certaines difficultés qu'il avait eues avec un des alcades nommés par Rosas. C'était un mauvais garnement, mais indépendant dans sa manière d'être, très-brave et ayant une certaine influence sur les habitants des frontières. Rosas eut bientôt compris qu'il ne réussirait pas à faire de cet homme un instrument dévoué; il résolut donc de s'en débarrasser, persuadé d'ailleurs que la mort d'un individu si peu connu des unitaires de Buénos-Ayres passerait inaperçue dans cette ville, et qu'elle augmenterait la crainte qu'il inspirait dans les campagnes. Il le fit donc venir au palais du gouvernement et le reçut avec affabilité. Ses occupations, lui dit-il, ne lui permettaient pas de s'occuper immédiatement des affaires

dont il avait à l'entretenir ; mais il aviserait. En attendant, le capitaine pouvait aller loger à la caserne d'un régiment que commandait le frère du gouverneur, don Prudencio Rosas. L'offre devait plaire à Montéro, et, sans défiance, il se rendit à la caserne et remit au colonel un billet que lui avait donné Rosas et qu'il croyait être une lettre de recommandation. Mais ce billet était ainsi conçu : « Vous fusillerez le porteur dès qu'il se présentera à votre caserne. » Et l'ordre fut ponctuellement exécuté.

Ce meurtre inutile produisit une grande émotion. Personne, cependant, n'osa protester ouvertement ; mais, comme les pouvoirs de Rosas allaient bientôt expirer, les partis songèrent à se concerter pour se débarrasser du gouvernement de cet assassin, que l'on commençait à deviner. On s'étonnait de le voir si bénin à Buénos-Ayres, quand il s'était montré si dur dans les campagnes. A part cet assassinat, on n'avait pas à s'en plaindre : Buénos-Ayres avait joui, pendant son administration, d'une tranquillité peu habituelle, ce qui lui était auprès des habitants de la capitale une grande recommandation. Outre les peureux, il avait pour partisans tous ceux qui faisaient leurs affaires sous son gouvernement, et une nuée d'employés subalternes qui lui devaient leur position et dont la fortune était attachée à sa personne.

Rosas n'avait donc qu'à vouloir pour être réélu. Mais l'autorité telle qu'elle pouvait lui être accordée par une élection ordinaire ne lui suffisait pas. Ce qu'il voulait, c'était un pouvoir absolu, et il ne devait l'attendre que de la force des choses. Un moyen presque assuré pour y arriver, c'était d'entretenir dans la ville et dans la campagne une anarchie factice qu'il serait toujours à même de faire cesser. Telle fut sa tactique de 1832 à 1840. Le but qu'il s'était proposé, il le poursuivit avec une persistance qu'on est forcé d'admirer. Oui, s'il y a quelque chose à admirer chez cet homme, c'est la ténacité dans ses projets pendant sa longue carrière. D'un égoïsme toujours en

éveil, que rien ne pouvait endormir un seul instant, Rosas faisait de tout une base où asseoir la tyrannie à laquelle il aspirait.

Pour être plus sûrement maître de la situation, il lui fallait des soldats, beaucoup de soldats ; il fallait épuiser l'arsenal de Buénos-Ayres et laisser le trésor vide, afin que la ville fût impuissante devant la campagne. Dans ce but, il imagina une grande expédition contre les Indiens du sud, qui, profitant des discordes des provinces argentines, commettaient des dévastations sur le territoire de Buénos-Ayres; et, sous prétexte de la mener plus sûrement à bonne fin, il s'en donna à lui-même le commandement en chef, et obtint que toutes les forces de la province fussent mises à sa disposition. Quand le terme légal de son administration fut arrivé, la plupart des divisions étaient déjà loin de la capitale, et, réélu en décembre 1832, il refusa et partit pour le sud.

Balcarce fut nommé à sa place.

Balcarce gouverneur. — Expédition contre les Indiens du sud. Mœurs et caractères de ces populations. Résultats de l'expédition.

Cette expédition contre les Indiens du sud, bien qu'entreprise par Rosas dans un but personnel, était néanmoins d'une grande importance pour les provinces de Buénos-Ayres, Santa-Fé, Cordova, San-Luis et Mendoza. Pour le faire comprendre, il nous faut revenir sur les tribus aborigènes, dont nous n'avons pas eu à parler depuis longtemps, parce que, après 1650, elles se sont rarement trouvées en rapport avec les colons. Ceux-ci, on le sait, avaient chassé jusqu'aux frontières de la Patagonie les descendants des Querandies et des Timbuès qui vivaient près de l'embouchure des grands fleuves du temps de Gabotto et de Garay. Tous ces Indiens des Pampas appartiennent à la race des

crânes plats, et ils s'étaient rarement mêlés aux Espagnols. Ne pouvant lutter avec les chrétiens, ils avaient fui et s'étaient perdus dans l'immense plaine. Telle avait été ensuite leur constante tactique pendant l'administration espagnole. A mesure que les établissements des blancs s'éloignaient des bords des rivières, les Indiens retiraient plus à l'ouest leurs *toldos* (tentes de cuir).

Vers 1810, les établissements frontières les plus éloignés n'étaient qu'à trente lieues de Buénos-Ayres. Or, les Indiens laissant toujours une zone de quinze à vingt lieues entre eux et les blancs, ils étaient par conséquent à quarante-cinq ou cinquante lieues au sud et à l'ouest de Buénos-Ayres. D'un autre côté, la route de Buénos-Ayres à Mendoza, qui suit à peu près le 36e degré de latitude sud, très-fréquentée par les blancs, les forçait à se maintenir au sud du 37e degré. Ils occupaient donc toute l'immense plaine intérieure, à partir du 35e degré sud, depuis les Andes jusqu'aux bords du Salado.

Divisés en petites tribus, ils vivaient du produit de leur chasse et de viande de cheval ou de bœuf. Les troupeaux de ces animaux, vivant à l'état sauvage, étaient si nombreux, le gibier si abondant, qu'ils avaient rarement besoin de s'éloigner beaucoup de leurs *toldos* pour s'approvisionner. Ils avaient, du reste, gardé leur manière d'être; la civilisation n'avait eu aucune prise sur eux : les rares missionnaires qui avaient essayé de les convertir y avaient complétement échoué. Ils n'avaient pas même songé à prendre à leurs vainqueurs leurs armes à feu, et n'avaient pour toutes armes que des lances et des *bolas*. La seule différence entre les Indiens de 1530 et ceux de 1830 était que les premiers combattaient à pied et les seconds à cheval. Les troupeaux de chevaux qui s'étaient multipliés, on peut dire à l'infini, dans l'immense prairie qui s'étend des Andes à l'Atlantique, étaient arrivés jusqu'aux *toldos*.

Les crânes plats avaient bien vite compris l'importance de cet animal; aussitôt connu, il était devenu pour l'Indien des plaines aussi indispensable que la canoue pour l'Indien des ri-

vières, et il le maniait avec non moins de dextérité que le gaucho de la Plata.

Ces tribus, quoique ayant des noms différents, appartenaient toutes à la race des Aucas et parlaient la même langue que les Indiens du sud du Chili, et un trafic insignifiant avait de tout temps existé entre ces peuplades, que la communauté de langage plutôt que des besoins réels mettait en relation.

La révolution, tant au Chili que dans l'ancienne vice-royauté, vint tirer les Indiens de la vie apathique qu'ils menaient. Tantôt les patriotes, tantôt les royalistes, tour à tour vainqueurs ou vaincus, cherchaient un asile dans le pays indien et s'attachaient à gagner les sauvages à leur cause. Ceux-ci étaient aussi indifférents pour le roi que pour la patrie, et complétement incapables de comprendre les mots de liberté, d'indépendance, de devoir, de loyauté; mais ils finirent par voir quel parti ils pouvaient tirer des discordes des blancs. C'était une excellente occasion de piller, de voler, sans parler des prisonniers à rançonner et des troupeaux de bestiaux qu'ils avaient chance de ramener à leurs tolderias. Aussi, une fois qu'ils eurent tâté du métier, ils y prirent singulièrement goût, et, dès que la guerre éclatait, ils s'offraient d'eux-mêmes pour y prendre part. Le parti leur importait peu; ils étaient sûrs de trouver du profit d'un côté comme de l'autre.

Les immenses plaines de la République Argentine, difficiles à garder, présentaient à ces sauvages un meilleur champ de bataille que les vallons étroits du Chili, qu'il est facile de surveiller. Aussi les Indiens chiliens y étaient passés en grand nombre, et ils dépeuplaient, par d'incessantes razzias, la frontière ouest de Buénos-Ayres, ainsi que les frontières sud de Santa-Fé, Cordova, San-Luis et Mendoza. Le succès des premiers maraudeurs avait encouragé d'autres Indiens aventureux à chercher fortune sur la frontière. Puis l'abondance du bétail attira chez eux des marchands indiens qui partaient du Chili avec une pacotille d'objets de diverse nature, qu'ils savaient leur être utiles

ou agréables, et qu'ils troquaient contre des bestiaux volés.

Dès lors les tolderias, si paisibles avant la révolution, devinrent de véritables camps de brigands, toujours prêts à envahir le territoire argentin, sous prétexte d'aider tel ou tel prétendant, ou même sans prétexte aucun.

Le commerce entre les Aucas Boroanos du Chili et les Aucas Muluches, Pehuenches ou Pampas de la République Argentine, prit une grande activité. Les Aucas Boroanos apportaient des bois et des fers de lances, des couteaux, des mors, souvent enrichis de grosses plaques d'argent, des étoffes fabriquées à Boroa ou achetées aux blancs de Valdivia ou de la Conception, auxquels ils revendaient les bestiaux enlevés aux Argentins, qu'ils recevaient en échange.

Ce négoce était du reste aussi facile que lucratif. On traversait les Andes avant les premières neiges, en mars ou avril, on arrivait soit chez les Puenches de Pichicopel ou du Nahuel-Mapu, soit chez les Pampas des sierras de la Ventana ou de Tandil, en juin. Les chevaux se reposaient pendant que leurs maîtres faisaient leurs affaires, ce qui demandait un certain temps. L'achat d'une lance, d'un mors, d'une paire d'éperons, était débattu plus que ne l'est entre diplomates la cession d'une province.

Le résultat de l'arrivée des marchands était presque toujours le même. Les Indiens des Pampas voyaient qu'ils n'avaient pas assez de bestiaux pour payer toutes les belles choses que les Indiens des Andes occidentales avaient apportées : un *malon*, c'est-à-dire une expédition, était aussitôt projeté contre les troupeaux des blancs.

Jamais voleurs n'ont entrepris leurs razzias avec une plus grande tranquillité de conscience. Pour tous les Indiens, aller prendre les animaux qui paissent dans les champs, si ces animaux appartiennent à des blancs ou à des Indiens avec lesquels ils sont en guerre, est tout aussi licite que pour un chasseur européen abattre un oiseau de passage. Au point de vue

indien, les immenses plaines d'Amérique n'appartiennent à personne, et le bétail est considéré comme le produit des plaines.

L'Indien trouvait dans ces expéditions profit et plaisir : on courait beaucoup à cheval, et la fortune était au plus adroit. Le malon est pour lui une partie de chasse comme n'en a jamais rêvé grand seigneur. On menait tout le temps une vie princière, c'est-à-dire qu'on mangeait sans cesse, et, en résultat, la part du butin, pour chacun des larrons, était de vingt, de cinquante, souvent de cent magnifiques bœufs ou vaches et d'autant de chevaux.

Si la chasse avait été bonne, le trafiquant y trouvait également son compte; il était sûr, dans ce cas, de se défaire avantageusement de toute sa pacotille. Imprévoyant, en effet, comme un enfant, l'Indien qui venait de voler quinze ou vingt têtes de bétail dans une nuit n'hésitait pas à donner deux bœufs pour une paire d'éperons, un bon cheval pour un bois de lance, une vache pour un couteau.

Après avoir fêté le malon, mangeant le plus possible et buvant jusqu'à l'entier épuisement de leurs liqueurs, les Indiens retombaient dans leur paresse habituelle. Le soin de garder les quelques animaux qu'ils conservaient était abandonné aux enfants, les autres travaux à leurs misérables femmes. Qui voit l'Indien en expédition et le voit ensuite dormant douze heures sur vingt-quatre dans son toldo, a peine à croire que ce soit le même homme. Et, chose étrange, le moral, chez lui, s'affaisse en même temps que le physique : ainsi l'Indien, brave, audacieux dans le combat, n'est plus qu'un misérable ennemi quand il est surpris dans sa tolderia. En campagne, il attaque volontiers ; une fois sous sa tente, si l'ennemi approche, il ne songe qu'à fuir.

Ces habitudes des Indiens étaient bien connues des capitaines des milices de l'extrême frontière. Les Indiens eux-mêmes qui avaient pris part à la guerre, soit avec Carreras, qui en eut un grand nombre à son service, et dont il était fort aimé, parce

qu'il les laissait piller à plaisir partout et toujours; soit avec Rosas contre Lavalle; enfin, quelques prisonniers qui avaient pu s'échapper des mains des Indiens, ou encore quelques bandits qui, après avoir séjourné longtemps parmi eux, étaient revenus à Buénos-Ayres, avaient révélé la faiblesse des tolderias, l'éparpillement des tribus ou plutôt des familles. Une tribu composée de deux mille à deux mille cinq cents individus, c'est-à-dire pouvant présenter huit cents lances, occupait une superficie de cent cinquante ou deux cents lieues. Cinq ou six toldos, abritant quarante ou cinquante individus, et distancés de deux à trois cents mètres, — tant la manie de l'isolement est grande chez les Indiens! — formaient une tolderia.

D'une tolderia à une autre il y avait souvent dix ou quinze lieues.

Rosas connaissait mieux que tout autre le peu de résistance que pouvaient présenter ces groupes isolés de sauvages. Marcher avec trois à quatre mille hommes, plus de vingt mille chevaux et trois cents charrettes attelées de bœufs, contre un ennemi plus disposé à fuir qu'à résister, c'était marcher à une victoire aussi certaine que celle de Louis XIV contre les Hollandais.

Les colonnes d'avant-garde pénétrèrent, au sud, jusqu'au Colorado, à l'ouest jusqu'à Salinas, et parcoururent le Nahuel-Mapu. Chemin faisant, elles rencontrèrent et battirent quelques groupes d'Indiens fuyant vers le sud. Une petite colonne partie de Bahia-Blanca surprit quelques tolderias et délivra quelques chrétiens captifs. Voilà, militairement parlant, quels furent les exploits de Rosas et de son armée pendant cette longue campagne de près de trois années, à laquelle, il est vrai, présidait une sage lenteur. Le gros de l'armée ne vit pas un ennemi et ne fit même aucun butin : on trouvait bien l'emplacement des tolderias, mais pas une tête de bétail.

De pareils résultats ne suffisaient pas assurément pour justifier le titre ridicule de *héros du désert* que Rosas se fit décerner

à son retour. On ne peut nier cependant que cette campagne n'ait été utile. Les Indiens, épouvantés par la démonstration des chrétiens, se retirèrent derrière le Colorado ; plusieurs tribus même se soumirent; d'autres s'allièrent avec le gouvernement de Buénos-Ayres, ou, pour mieux dire, avec Rosas, voici à quelles conditions : il leur donnait une certaine quantité de juments pour leur nourriture, et, de plus, aux chefs, un uniforme et un traitement en raison du grade qu'il leur assignait. Tel Indien avait le titre et les appointements de lieutenant, tel autre ceux de capitaine, etc. Les caciques principaux recevaient en outre du vin, du tabac à fumer et du thé du Paraguay. En retour, ces tribus s'obligeaient à camper sur la frontière et à prêter assistance au commandant de la campagne toutes les fois qu'il réclamerait leur aide.

Cet arrangement était fort onéreux pour l'État, mais il était excellent pour Rosas, qui se faisait ainsi de nouvelles créatures et s'assurait contre ses ennemis de véritables auxiliaires. Il était sûr de ces hommes, qui tenaient de lui leur bien-être, pour lesquels il était tout, et pour qui, d'un autre côté, tout soulèvement devait être une occasion de piller qu'ils saisiraient avec empressement. Les propriétaires voisins des campements de ces sauvages savaient ce qu'ils en pouvaient attendre; or, on se rappelle pour combien la terreur entrait dans le système de Rosas, qui faisait reposer sa sécurité sur l'inquiétude constante de ses administrés.

Rosas avait encore tiré un autre profit de cette expédition. Auparavant, les pâturages au nord, à l'ouest et au sud de Buénos-Ayres, occupaient une superficie de 3,000 lieues carrées approximativement; en dehors decette zone, les bestiaux couraient grand risque d'être enlevés par les Indiens. Ceux-ci, après l'expédition, s'étant retirés au sud du Colorado ou au Chadileuvu, l'étendue des terrains qu'on pouvait utiliser pour l'élève des bestiaux était devenue de plus de 6,000 lieues carrées. C'étaient donc 3,000 lieues carrées qu'avait gagnées la pro–

vince, ou plutôt Rosas et ses amis, qui prirent les parties les plus avantageuses. Pour juger ce qu'y gagnèrent personnellement Rosas, sa famille et ses créatures, il suffit de jeter les yeux sur un plan cadastral publié par le département topographique de Buénos-Ayres. Rosas, personnellement, possédait, soit comme propriétaire, soit à titre de don à lui fait par la nation, 300 lieues carrées; sa famille et ses compères en possédaient plus de 1,000; ses principaux officiers en avaient chacun de 40 à 60. En outre, il avait établi çà et là de pauvres gauchos auxquels il avait donné, dans un but facile à comprendre, aux uns 3 aux autres 6 lieues carrées.

Ainsi, c'était toujours le même but : la tyrannie; toujours le même mobile : l'égoïsme; toujours les mêmes moyens : la corruption et la terreur. Et c'est un pareil homme qui va remplir de sa personnalité, de sa méchanceté, de son incapacité administrative, toute l'histoire de la Plata pendant vingt longues années, de 1830 à 1850.

Réaction contre Rosas. Tentatives des unitaires pour soustraire la province de Buénos-Ayres à son influence; elles sont déjouées par la femme de Rosas. Chute de Balcarce. — Affaissement des esprits. Hésitation de la chambre des représentants. — Loi du 7 mars 1835, qui donne le pouvoir absolu à Rosas pour cinq années, et met dans ses mains toute l'ancienne vice-royauté, sauf l'Uruguay. — Constitution de l'État Oriental. Présidence de Rivera; son portrait; comparé à Rosas. — Présidence d'Oribe. Guerre civile soulevée par ses sévérités. Lavalle. Abdication d'Oribe.

Pendant que Rosas et ses gauchos parcouraient lentement les plaines du sud, il se passait d'étranges scènes à Buénos-Ayres. Unitaires et fédéraux commençaient à s'apercevoir de l'ambition effrénée, des habitudes despotiques, du caractère dissimulé du commandant de la campagne.

L'assassinat de Montero, ses ordres du jour au désert, qui

étaient autant de traits décochés contre les unitaires et contre la civilisation ; ses continuelles exigences, enfin, alarmaient tous les hommes qui avaient à se préoccuper non-seulement de l'avenir du pays, mais de leur propre avenir. Les chefs gauchos eux-mêmes en étaient venus à redouter le nouveau tyran, qui semblait grandir de jour en jour, et qui, ils le pressentaient, finirait par les anéantir. Lopez et Quiroga, notamment, n'étaient nullement disposés à se laisser absorber par Rosas. Lopez surtout tenait à la fédération, dont le germe avait été déposé dans le traité du 4 janvier 1831. Aussi, lorsque, après la défaite des unitaires, Cordova, qui avait adhéré à la ligue des quatre provinces riveraines, réclama, de concert avec Corrientes, auprès de la commission représentative de Santa-Fé, pour qu'il fût procédé à la réunion d'un congrès général, il appuya sous main cette demande. C'était là aussi que tendaient les vœux de Balcarce et de ses amis, qui voulaient sincèrement une constitution fédérative.

Mais cela ne faisait point le compte de Rosas ; un congrès général eût amené une organisation quelconque, dans laquelle il eût pu ne pas être le premier : il avait devant lui Lopez et Quiroga, plus anciens et qui avaient fait d'autres preuves dans la politique et dans les armes.

Rosas appliqua, sans la connaître, la maxime favorite de Mazarin : diviser pour régner. Il sut exploiter habilement la jalousie de Quiroga contre Lopez pour brouiller ses deux rivaux, et il réussit à attirer le premier dans son parti. Fort de son appui, il put braver le mauvais vouloir de Lopez, et, se mettant au-dessus de toutes les protestations, il provoqua la dissolution de la commission représentative de Santa-Fé, en retirant son propre commissaire. La guerre étrangère étant terminée, disait-il pour se justifier, le cas prévu par le traité de 1831 est dès lors arrivé, et cette commission n'a plus de raison d'être.

Soit, objectaient timidement les représentants de Cordova ; mais alors il y a lieu de réunir le congrès général. « La république doit enfin se constituer, parce que vingt-deux années d'in-

cessants sacrifices n'ont pas eu d'autre but, parce que cette consolante espérance a pu seule faire supporter aux peuples de si longues souffrances. »

A quoi Rosas objecta que « la guerre contre les Indiens ne permettait pas de considérer la république comme étant en pleine paix et tranquillité », selon que l'exigeait, pour la réunion du congrès, l'article 26 du traité de 1831. C'est ainsi qu'il réussit à prolonger la désorganisation et l'anarchie, d'où sa dictature devait sortir armée de toutes pièces.

Ce que voyant, ceux des fédéraux qui voulaient sincèrement sortir de ce chaos gouvernemental se groupèrent autour de Balcarce, et, avec l'aide de ce qui restait d'unitaires à Buénos-Ayres, tentèrent d'organiser au moins cette province sur des bases libérales, et de la soustraire ainsi à l'influence de Rosas. Cette résolution prise, ils se mirent résolûment à l'œuvre. La loi d'*épuration* fut rapportée; la liberté de la presse fut rétablie, et les journaux, démuselés, attaquèrent violemment les actes de l'administration précédente.

Le 8 juillet 1835, la salle des représentants chargea une commission prise dans son sein de lui présenter, avant le 30 septembre suivant, un projet de constitution basé sur le système représentatif républicain.

Une constitution fut en effet rédigée. Il y était dit, notamment, que la province de Buénos-Ayres ne se réunirait jamais avec les autres provinces en corps de nation que sous le régime fédéral, ce qui devait suffire assurément pour rassurer les fédéraux sincères. Mais il y était dit aussi que jamais la puissance exécutive de la province ne pourrait être revêtue de pouvoirs extraordinaires lui permettant de disposer de la vie et de la fortune des particuliers, ou d'intervertir l'ordre et la forme d'administration établis par la loi.

Cette disposition, qui était évidemment à l'adresse de Rosas, provoqua la fureur des *apostoliques :* c'est ainsi qu'on appelait les fédéraux restés fidèles au commandant de la campagne,

lesquels disaient que la fédération était la foi de Jésus-Christ ; les autres étaient des schismatiques. Rosas, à qui tout désordre pouvait être utile, fomenta ces dissensions entre les libéraux, et fit tout son possible pour localiser les opinions. Les babitants des villes, qui portent des habits noirs, reçurent de lui le sobriquet de dos noirs (*lomos negros*) ; les habitants des campagnes, qui aiment les couleurs éclatantes, furent appelés dos rouges. Les journaux insultèrent les dos noirs, les accusèrent d'être de mauvais fédéraux, des traîtres, et la ville paraissait prête à retomber dans les désordres qui avaient précédé l'administration de Rodriguez.

En l'absence de Rosas, sa femme, Doña Encarnacion de Ezcurra, devint l'âme des réunions des exaltés et de leurs intrigues. Avec une ardeur toute virile, elle appela à elle Quiroga et les bandes armées de la campagne, et donna le signal de l'explosion. Le parti de l'ordre et de la liberté fut balayé par ces sauvages ; Balcarce lui-même ne dut la vie qu'à ses antécédents, qui le firent épargner par ses anciens amis politiques ; mais il fut contraint de prendre le chemin de l'exil.

Quand Rosas, que les avis de ses partisans avaient été chercher au milieu de son expédition, arriva à Buénos-Ayres, tout était achevé, le silence s'était fait partout.

Un trait, que nous empruntons à l'auteur des *Considérations sur les Républiques de la Plata*, montrera à nu le caractère de cet homme, jaloux de toute influence qui n'est pas la sienne. « Rosas, dit M. de Brossard, ne pardonna pas à sa femme d'avoir agi et surtout d'avoir réussi sans lui. Depuis lors, il ne lui montra que froideur et dédain ; et, quoique à sa mort, en 1838, il lui ait fait faire des obsèques presque royales, qu'il porte encore son deuil, qu'il ne prononce son nom qu'avec des larmes dans les yeux et dans la voix, qu'il montre avec toute sorte de démonstrations d'affection et de respect son portrait en miniature, entouré de cette singulière inscription : « Ardente fédérale, patriote, indépendante Américaine, »

il n'est que trop certain qu'il a abrégé ses jours par ses mauvais traitements. On cite à ce sujet des détails trop hideux pour être crus sans examen, et le moins hideux de tous ne serait pas le refus qu'il lui aurait fait d'un prêtre à ses derniers moments. En vain sa fille Manuelita le lui aurait demandé à genoux; il aurait répondu : « Non. Tous ces prêtres sont des bavards, et « Encarnacion sait trop de choses de la *fédération* qu'il ne faut « pas qu'ils puissent répéter. Quand elle sera morte, nous « ferons venir un prêtre, nous dirons qu'elle s'est confessée, « et *tout le monde le croira, car je l'aurai dit.* »

Et, ajoute M. de Brossard, « si l'on considère qu'il ne se disait et ne se croyait à Buénos-Ayres que ce que Rosas voulait bien qu'on dît et crût, ce propos n'a rien d'improbable. »

Ce qui est certain, et plus triste encore, c'est l'abaissement de plus en plus grand des esprits, et l'histoire d'aucun peuple, peut-être, ne fournirait le pendant de la comédie que l'on vit alors se dérouler à Buénos-Ayres. La chambre des représentants devait craindre la rancune de Rosas : elle chercha à le désarmer par ses cajoleries; elle lui décerna, à lui et à son armée, des récompenses honorifiques et de vastes propriétés territoriales; enfin elle lui offrit le pouvoir suprême pour la troisième fois.

Rosas accepta tout, excepté le pouvoir, qu'il refusa avec un désintéressement plus fastueux que réel. Il était évidemment l'homme de la situation, et il le savait parfaitement. Aucune administration ne pouvait marcher sans son appui, et il n'entendait en soutenir aucune. Il voulait le pouvoir pour lui, mais il le voulait sans bornes. Cependant, cette autorité dictatoriale, il était trop habile pour la demander lui-même. La chambre, de son côté, par un reste d'indépendance, répugnait à la lui conférer sans y être provoquée.

On vit donc pendant plus d'une année les représentants, se débattant contre la nécessité, s'évertuer à trouver des combinaisons propres à satisfaire Rosas, sans passer sous les fourches

caudines de la dictature, et celui-ci, impassible et silencieux, attendre du temps et du malaise général la réalisation de ses plus chers désirs. En vain les gouverneurs, impuissants à gouverner, se démettaient successivement du pouvoir; en vain l'assemblée élisait les plus intimes amis de Rosas ; en vain elle l'accablait de messages pour l'inviter à prendre lui-même le pouvoir, rien ne parvenait à le faire sortir de sa dédaigneuse impassibilité, ou, s'il répondait aux sollicitations de la chambre, c'était par des notes prolixes et ambiguës, par des faux fuyants.

La résistance des représentants se brisa à la longue contre cette force d'inertie, et elle finit par aller au-devant des vœux du rusé politique. Le 7 mars 1835, l'assemblée, « usant de sa souveraineté ordinaire et extraordinaire, » nomma pour cinq ans le général Rosas gouverneur et capitaine général de la province de Buénos-Ayres, et déposa dans sa personne « *toute la somme du pouvoir public*, sans autre restriction que l'obligation de conserver, de protéger et défendre la religion catholique, et de soutenir la cause de la fédération proclamée par tous les peuples de la république. » Cela ne satisfit pas encore Rosas ; il voulut donner au pouvoir exorbitant que lui offrait l'assemblée la sanction populaire. Sur le désir qu'il en témoigna, une loi du 22 mars 1835 *autorisa* les habitants de la province à se prononcer dans les trois jours sur la loi constitutive de la dictature. Les votes de la campagne ne furent pas recueillis *faute de temps*, et, en vérité, il n'en était pas besoin, car elle était acquise à Rosas; dans la ville, 9320 voix contre 4 ! ratifièrent la décision des représentants.

Le 1er avril 1835, Rosas prit possession du pouvoir, et, le 25 du même mois, l'assemblée, proclamant elle-même sa déchéance morale, décidait qu'à l'avenir elle ne s'occuperait plus que des affaires qui lui seraient soumises par le pouvoir exécutif.

Ainsi, en 1835, la barbarie dominait partout, et dans l'an-

cienne vice-royauté tout semblait plier sous la volonté de Rosas. Les quatorze provinces auxquelles elle avait été réduite étaient dans la main de ses créatures, et gouvernées par autant de dictateurs. Tout homme qui lui portait ombrage était sûr de périr par le fer ou par le poison, comme cela arriva à Quiroga et à Lopez, et, pour anéantir ses ennemis, aucune dépense n'était épargnée.

Le Paraguay seul échappait à l'influence de Rosas; mais nous savons ce que Francia avait fait de cette province. Notre intention d'ailleurs est de consacrer un chapitre spécial à ce pays, dont l'état tout exceptionnel est si curieux à étudier. Pour le moment, nous devons nous occuper de la Banda Oriental, où le tout-puissant Rosas allait rencontrer les premières résistances, ou plutôt du général Rivera, qui personnifiait le pays sur la rive droite du fleuve, comme Rosas le personnifiait sur la rive gauche.

Nous avons dit comment l'indépendance de l'État Oriental fut établie par un traité entre la République Argentine et l'empire du Brésil, dont les ratifications furent échangées à Montévidéo le 4 octobre 1828. En conséquence de ce traité, une assemblée constituante, composée des hommes les plus éclairés du pays, s'était réunie, et, après avoir donné le gouvernement provisoire au général Rondeau, elle avait élaboré une constitution fort remarquable, qui, approuvée par les commissaires argentins et brésiliens, avait été soumise à l'acceptation du peuple et solennellement jurée le 18 juillet 1830. Le 24 octobre suivant, le sénat et la chambre des représentants, réunis en assemblée générale extraordinaire, avaient décerné la présidence de la république au général Rivera.

Rivera a exercé dans l'État Oriental une influence moins persistante sans doute, mais non moins grande que celle de Rosas dans la République Argentine; il y avait du reste dans la situation de ces deux hommes des analogies qui ont porté plusieurs

écrivains à en faire le rapprochement. Voici notamment le parallèle qu'en a tracé un diplomate français, M. Deffaudis, dans une dépêche du 15 avril 1845 :

« Le général Rivera, comme le général Rosas, n'est pas autre chose qu'un gaucho, c'est-à-dire ignorant, spirituel, faux, rusé, menteur, orgueilleux, vantard, voleur, débauché, indiscipliné au second rang, despotique au premier, enfin montant merveilleusement à cheval. Ce qui les distingue tous deux du gaucho en général, c'est qu'ils ne sont pas braves. Rosas ne se présente jamais à la bataille, et Rivera, en cas de défaite, est toujours le premier à se sauver.

« Ce qui les distingue entre eux comme gauchos, c'est que Rivera est resté tel que le gaucho d'autrefois, hospitalier et doux, tandis que Rosas est, ainsi que le gaucho qu'il a formé, ennemi des étrangers et sanguinaire. Comme gouvernants et administrateurs, tous deux ne consultent que leurs intérêts personnels, se croient des droits absolus sur toutes les choses et les personnes de leurs pays. Ils usent des unes et des autres comme d'une ferme, comme d'une armée, comme d'un harem. Mais Rosas agit d'après des volontés calculées et persistantes, Rivera d'après des instincts désordonnés et capricieux. Rosas dépense ou économise systématiquement l'argent qu'il extorque par la violence ; Rivera gaspille follement et sans but celui qu'il escroque par la ruse. Rosas soumet et corrompt tout ce qui l'approche ; Rivera se laisse mener par son entourage. Rosas admet des idées d'Europe celles qui peuvent servir au succès de ses plans, comme l'action des journaux sur l'esprit public et l'importance de l'organisation et de la discipline militaires ; Rivera ne comprend que les idées de son pays, méprise toutes les écritures, et persiste à croire qu'il n'y a rien de plus victorieux que les *guerillas* avec lesquelles il a presque toujours été battu... Rivera ne pourrait lutter contre Rosas. »

« Le général Rosas et le général Rivera, dit encore un écri-

vain de la *Revue des Deux-Mondes* (1), se haïssent profondément. Nous n'entrerons pas dans le détail des événements qui ont fait éclater ce sentiment. Qu'il nous suffise ici de constater le fait et d'indiquer une opposition complète entre les caractères de ces deux hommes : Rosas, vindicatif, cruel, implacable; Rivera, sans fiel, débonnaire même, du moins en apparence.... pardonnant et faisant du bien à tous ses ennemis..... Placé comme Rosas au-dessus de la loi, tandis que celui-ci s'armait d'une main de fer et régnait par la crainte, Rivera caressait tout le monde et cherchait dans le cœur des hommes qu'il commandait une puissance plus douce et peut-être plus solide. »

Ce qui est hors de doute, et ce que nous devons constater, c'est l'ascendant prodigieux qu'exerça Rivera sur les Orientaux, ascendant difficile à comprendre pour ceux qui n'apprécieraient cet homme que par les résultats de son administration, mais qui a tenu à des circonstances toutes personnelles. Doué d'une grande facilité de parole, il cachait sous une écorce grossière le génie le plus astucieux. Sa prodigalité, la douceur et le laisser aller de son administration lui créèrent de nombreux partisans dans un pays étranger aux mœurs et à la régularité administratives. Ajoutons le bonheur qu'il eut longtemps à la guerre, et qui a suppléé chez lui à la science, qui lui a toujours manqué, et à la bravoure, qu'on lui conteste, bonheur qui dans tous les cas ne pouvait qu'ajouter à sa popularité.

La Banda Oriental jouit, pendant les quatre années de sa présidence, d'une paix profonde, qui fut à peine troublée par une tentative insurrectionnelle de Lavalleja. Ce général, auquel la nouvelle république devait son indépendance, n'avait pas vu sans amertume qu'on lui eût préféré Rivera. Il leva donc l'étendard de la révolte; mais ce mouvement fut immédiatement étouffé.

(1) M. Page, *Affaires de Buénos-Ayres*, Revue des Deux-Mondes, t. xxv, p. 309 et 316.

Dans cette circonstance, Rivera avait eu beaucoup à se louer de l'énergie d'un capitaine du port, don Manuel Oribe, et il lui en avait témoigné sa reconnaissance en le nommant général et ministre de la guerre. Le terme de sa présidence arrivé, il employa toute son influence à le faire nommer à sa place, et Oribe en effet fut élu.

Le nouveau président présentait avec son prédécesseur un contraste frappant. Ses manières étaient celles d'un gentilhomme, et il se piquait de générosité et d'une fidélité chevaleresque à sa parole. Il était brave jusqu'à la témérité. Comme administrateur, il montra une intégrité à toute épreuve, et pendant sa présidence il parvint, par sa fermeté, à maintenir l'ordre dans l'administration. Mais, d'un tempérament violent, d'une humeur absolue et sanguinaire, il poussait quelquefois cette fermeté jusqu'à la sévérité la plus excessive. Aussi devint-il bientôt odieux aux populations indisciplinées de la campagne, qui se soulevèrent contre lui. Rivera, moitié de gré, moitié de force, dut se mettre à la tête de l'insurrection. Les réfugiés argentins du parti unitaire, qui étaient nombreux à Montévidéo, et auxquels il avait accordé, durant sa présidence, une généreuse hospitalité, se joignirent à lui, Lavalle en tête, et, avec leur aide, il défit complétement Oribe à la bataille de Palmar, le 10 juin 1838, et le força à s'enfermer dans Montévidéo.

Oribe, voyant la défection faire le vide autour de lui et sentant que le pouvoir lui échappait, résigna son autorité et se réfugia à Buénos-Ayres, où l'attendaient les séductions de Rosas.

Administration de Rosas. — Fausse idée qu'on se fait en Europe des partis en lutte sur les bords de la Plata. — Marche de la révolution dans les provinces intérieures. Etat moral du pays. — Portrait et caractère du dictateur. Il ne veut point de rivaux. Comment il se défait de Lopez et de Quiroga. Curieux détails sur le tigre de la Rioja.

Nous l'avons déjà dit, et nous ne saurions trop le répéter, ce ne sont point des annales que nous avons eu l'ambition d'écrire, c'est une simple étude que nous essayons. Une histoire des provinces de la Plata, largement conçue, largement exposée, aurait sans doute un grand intérêt pour les Argentins, les hommes appelés à administrer le pays pourraient y trouver d'éloquentes leçons, mais elle n'aurait pas de lecteurs à distance.

Les mouvements stratégiques du général Paz pour vaincre les montoneros de Cordova, l'organisation de l'armée unitaire ou fédérale, la manière de combattre dans ces immenses plaines, le rôle de l'infanterie ou des masses de cavalerie, enfin la manière de franchir les grandes distances qui séparent l'agresseur de l'ennemi qui l'attend, distances qui souvent démoralisent et désorganisent une armée avant même qu'elle soit entrée en action; les mesures prises pour la meilleure perception de l'impôt, le rôle de la Banque de Buénos-Ayres, la création du papier-monnaie, la disparition du numéraire dans la province de Buénos-Ayres, les immenses ressources que le gouvernement local a trouvées dans l'émission de ce papier, tout cela pourrait intéresser les hommes de guerre ou les économistes de tous les pays, mais serait peu attrayant pour la généralité des lecteurs. J'en dirai autant de certaines personnalités, du rôle qu'elles ont joué dans les luttes entre la colonisation et la barbarie : intéressantes pour le pays qui a été le théâtre des actions de ces hommes, qu'elles soient dignes de louanges ou de réprobation, cette étude perdrait tout intérêt hors du pays. En entrant dans

ces détails, nous craindrions de fatiguer l'attention du petit nombre de lecteurs que ce livre peut avoir, et nous avons à cœur d'abréger le plus possible ce travail, déjà trop étendu. Mais, pour faire comprendre l'administration de Rosas, nous devons insister, sans parti pris, sur ce personnage, qui, appelé au pouvoir par les circonstances que nous avons indiquées, devait s'y maintenir pendant de si longues années.

Nous nous attacherons d'abord à détruire un préjugé trop commun en Europe, qui consiste à juger des partis qui luttent au loin d'après les partis qu'on a sous les yeux. Ainsi, en France, quand l'attention publique fut appelée sur ces pays de la Plata, on se figurait volontiers que Rosas était conservateur, que les gauchos représentaient la petite propriété, que les généraux Lavalle ou Rivera, de la Banda Oriental, étaient des soldats libéraux comme le général Pepe ou le général Foix; et, dans les unitaires, on n'était pas éloigné de voir des carbonari. Pour les Anglais, les fédéraux étaient des *torys;* les unitaires au pouvoir, des *whigs;* hors du pouvoir, des *radicals.* Et pourtant quiconque aura la patience de continuer cette lecture verra, si nous réussissons à nous faire comprendre, que ce sont là des idées absolument fausses. Rosas et les fédéraux, Lavalle et les unitaires, n'étaient ni conservateurs ni libéraux. Les premiers étaient la conséquence naturelle d'une société qui se trouve à la tête de ses propres affaires après une longue tutelle; les autres, libéraux ou rétrogrades, un groupe de gens civilisés entre beaucoup de barbares, qui aspiraient à vivre dans une société où la propriété et la vie eussent d'autres garanties que le caprice de l'homme au pouvoir.

Le véritable intérêt que peut présenter cette étude est de faire voir une fois de plus comment une minorité qui combat pour le droit, pour la dignité humaine, finit par vaincre une majorité qui défend une mauvaise cause, parce que cette majorité, quelque succès qu'elle puisse d'abord obtenir, en vient

bientôt à se fractionner, et se dissout par l'effet même de la cause qu'elle s'obstine à défendre.

Nous verrons plus tard comment la majorité fédérale se détruisit elle-même et finit par adopter les théories des unitaires, qui seules pouvaient amener la paix, le contrôle de l'autorité, la stabilité, but constant et fatal des partis politiques.

Rosas n'était pas, malgré sa manière d'agir, en dehors du cercle tracé aux ambitieux, une individualité à part. C'était, comme nous venons de le dire, la conséquence logique du système qui l'avait précédé, et aussi de l'industrie qui faisait vivre les populations de la Plata.

Excepté dans les caractères aigris par le malheur ou qui ont une insulte à venger, la tyrannie est l'effet du manque d'intelligence de la chose publique, plutôt que de la haine ou d'un caractère complétement perverti. La tyrannie de Rosas s'explique surtout par son manque d'éducation. Elevé à la campagne, il s'était formé dans les établissements des Anchorena, où il avait eu à gouverner d'immenses troupeaux. Les hommes qu'il avait eus sous ses ordres étaient des gauchos encore plus rudes que lui, et qui n'obéissaient qu'aux ordres donnés avec rudesse, qui ne cédaient qu'à la force. Il avait été brutal avec ses employés comme avec les troupeaux confiés à ses soins, et il avait réussi. Aussi croyait-il avec une entière bonne foi qu'un pays, pour être bien organisé, devait être gouverné comme une *estancia*, c'est-à-dire qu'il ne devait y avoir qu'un maître et des serviteurs obéissant, sans discuter les ordres du maître, pour le plus grand bonheur du bétail, qu'on multiplie et qu'on fait changer de pâturage sans se préoccuper de ses goûts ou de ses inclinations.

Esprit très-borné, Rosas croyait rendre ses compatriotes parfaitement heureux en les assimilant au bétail qui avait prospéré par ses soins; et ses instincts sanguinaires ne se seraient pas développés s'il n'avait trouvé des résistances à ses volontés, résistances que, dans sa candeur, le pauvre barbare con-

sidérait comme un crime de lèse-autorité. L'autorité, pour lui, toujours partant du point de vue de l'*estanciero*, était un mal nécessaire, mais qu'il fallait respecter avant tout. Et, en cela, il obéissait, sans s'en douter, à la tradition enracinée dans la conscience d'un peuple soumis depuis des siècles à l'autorité monarchique. Rosas n'était pas, d'ailleurs, le seul à penser ainsi; la majorité des estancieros, tous les hommes de la campagne, ainsi que les travailleurs des villes, sans s'en rendre compte, pensaient de même. Quand Rosas demandait des pouvoirs exceptionnels, plus d'un se disait : A sa place, j'en demanderais autant. Or, quand on pense ainsi, on est bien près d'accorder à un autre ce que l'on ne rejetterait pas pour soi-même. En lui votant les pouvoirs illimités qu'il avait demandés, beaucoup se faisaient cette réflexion : Puisque l'autorité est un mal nécessaire, laissons cette autorité entre les mains d'un homme qui sait la faire respecter, d'un homme qui, n'étant pas, comme Rivadavia, tourmenté du besoin d'innover, ne saurait produire de perturbation.

Pour les propriétaires de Buénos-Ayres et pour un grand nombre de personnes dans les provinces, à l'époque où nous sommes arrivés, Rosas était la fin des guerres étrangères et la fin de la guerre civile. C'était plus que la paix, c'était la réalisation du plus parfait *statu quo*. On avait tant souffert pour avoir voulu faire quelque chose, qu'on désirait ne rien faire du tout pour ne plus souffrir. Rosas avait donc, en 1835, beaucoup de partisans désintéressés.

Pour lui, qui ne pouvait qu'être fort satisfait du résultat de ses longues manœuvres, il pensait aussi de très-bonne foi qu'on devait le laisser faire à sa guise, et que sa mission était le maintien de ce *statu quo*, bon pour lui, puisqu'il avait atteint la position qu'il ambitionnait, bon pour tout le monde, comme le prouvait son élection. Il y avait bien quelques dissidents, mais il pensait s'en défaire, comme un gaucho se défait d'un animal têtu, difficile à mener, c'est-à-dire en les tuant, et les tuant

d'une manière simple, sans bruit, en les assassinant, ce qui, dans sa pensée, était préférable à un procès, qui produit toujours de l'agitation. Je dirai plus, aux yeux de cet homme l'assassinat était un droit que l'autorité, dans l'intérêt de la paix et de l'ordre public, pouvait et devait mettre en pratique.

C'était là évidemment un axiome politique assez étrange, mais il était également admis par les chefs gauchos, ce qui explique la facilité avec laquelle ils ordonnaient une exécution, sans se préoccuper des formes légales sous lesquelles on met à couvert la responsabilité individuelle dans les pays plus civilisés où l'assassinat politique a toujours été pratiqué jusqu'à présent.

Mais, parmi les gouverneurs barbares au pouvoir desquels les populations à demi civilisées de la République Argentine étaient tombées, il y avait deux écoles, qui avaient leur origine dans le plus ou moins de barbarie des hommes qu'ils administraient. Ainsi Francia, au Paraguay, dans ce pays perdu, à la tête d'un troupeau d'idiots, n'ayant point à se préoccuper de l'opinion publique, faisait fusiller ouvertement, donnant pour unique motif le salut de l'État. Quiroga, qui commandait à la Rioja et dans presque tout l'intérieur, agissait avec le même sans façon; lui non plus, le rude gaucho, n'avait pas à craindre l'opinion publique, qu'il méprisait.

Rosas, qui résidait dans une grande ville, qui avait à redouter les révélations de la presse de Montévidéo, sans être plus scrupuleux que les autres, devait agir dans l'ombre et recourait à l'assassinat.

Ses deux premières victimes furent précisément deux de ses anciens amis, deux hommes qu'il avait longtemps courtisés : Lopez et Quiroga, deux bandits qui ne valaient pas mieux que lui, mais pourtant moins hypocrites. Ces sortes de crimes ne peuvent se prouver judiciairement; mais douter que Rosas se débarrassât de ses compétiteurs par des moyens violents, ce serait faire injure au patriotisme du *restaurateur des lois*, comme

le pauvre sauvage aimait à se faire appeler. Pour que sa domination à Buénos-Ayres n'eût à craindre aucune entrave, il avait besoin que chacune des quatorze provinces qui composaient la Confédération Argentine fût gouvernée par un homme entièrement à sa dévotion, et qui ne souffrît point qu'on y complotât contre son autorité. Arrivé au pouvoir avec l'aide des fédéraux, il ne pouvait songer à imposer sa présidence à la Confédération; mais s'il ne devait pas en être de droit le chef suprême, il tenait à en être le maître de fait. Quiroga était un obstacle à sa suprématie, Quiroga devait disparaître.

Dans le récit qui précède, nous n'avons pu suivre les péripéties de la lutte entre la civilisation et la barbarie dans l'intérieur du pays, comme nous l'avons fait dans les provinces riveraines. Pour expliquer l'importance de Quiroga, il nous faut donc jeter un coup d'œil rétrospectif sur le développement de la révolution dans les provinces centrales.

Les luttes pour l'indépendance avaient produit sur le versant des Andes les mêmes résultats qu'à Buénos-Ayres. La guerre avait amené à la surface les couches sociales inférieures, que les gouvernements stationnaires laissent croupir dans leur léthargie, et qui n'apparaissent qu'à la suite des secousses révolutionnaires.

Au commencement de la révolution, la République Argentine était forte de toute la civilisation que l'Europe envoyait périodiquement et sans s'en douter à ses colonies. Les créoles de Mendoza, de Salta ou de Potozi, avaient été constamment, comme ceux de Buénos-Ayres et de Montévidéo, en contact avec les employés espagnols, employés élevés dans un pays hiérarchiquement organisé, habitués à respecter et à être respectés, monarchistes sans doute, mais ayant quelques idées de droit et de devoir, hommes dont les études avaient discipliné l'esprit, qui comprenaient qu'il y a une dignité humaine, dont on n'avait pas à craindre, par conséquent, ces abus d'autorité, ce *déver-*

gondage qui caractérise le gouvernement entre les mains des couches inférieures de la société.

Indépendamment de l'action de ces employés qui pénétraient jusqu'aux plus petites bourgades des vallons perdus des Andes, et dont le dernier même était un élément de civilisation, le pays comptait, au commencement de la révolution, beaucoup de créoles qui avaient occupé une position marquante dans le vieux monde, et dont l'expérience devait être d'un grand secours à leurs compatriotes dans l'enfantement de leur nationalité. De même que Belgrano était revenu imbu des idées économiques de Campomanes et de Florida Blanca, San-Martin, militaire élevé à l'école pratique qui s'était ouverte pour l'Espagne avec l'invasion française, avait rapporté les traditions de la hiérarchie militaire; habitué à faire mouvoir des masses, à modifier par la tactique les volontés diverses, il savait faire de mille bras, de mille volontés, cette admirable machine de guerre qui arrive à n'avoir qu'une seule volonté pour agir en masse, qu'un seul bras pour frapper des coups formidables. Rondeau, Alvear et quelques autres, moins bien doués que San-Martin, mais sachant le métier de soldat, avaient formé des élèves, et l'armée qui triompha à Chacabuco ou à Maypu, comme celle qui porta le pavillon argentin jusqu'aux Andes équatoriales, pouvait avec orgueil parler de son organisation, de ses officiers, aussi instruits, aussi civilisés que les hommes appelés à commander les armées européennes.

Mais la guerre qui interrompit tout d'un coup le courant de la civilisation, les lointaines expéditions au Chiti, au Pérou, à l'Équateur, en Bolivie, qui éloignèrent les plus intelligents, décapitèrent le pays; abandonné aux doublures, s'il est permis de s'exprimer ainsi, il commença à rétrograder vers la barbarie.

C'est surtout dans les provinces intérieures que le mal fit des progrès. Les gouverneurs, faute de mieux, placèrent sur les bancs des juges des hommes de bon sens assurément, mais qui

n'étaient pas des légistes. A défaut d'hommes plus capables, des soldats à peine en état de faire des sous-officiers devinrent commandants, colonels, généraux. Tous ces hommes qui, sans la révolution, n'eussent jamais pensé à s'élever au-dessus de leur position, prirent bientôt le goût du commandement et s'entourèrent d'hommes bien plus incapables encore ; non qu'ils n'eussent pu en trouver d'intelligents, mais c'était un calcul de leur misérable ambition : ils croyaient à la fidélité des hommes grossiers, et redoutaient tout homme capable comme un rival dangereux pour leur autorité. C'est ainsi que la nouvelle république vit bientôt surgir une aristocratie barbare, laquelle pèse encore sur le pays.

Il faut avoir vu de près un Etat qui fonde sa stabilité sur la glorification de la bêtise pour comprendre combien la masse d'un peuple est barbare, combien est restreint le nombre de ceux qui peuvent aspirer à diriger une nation en se tenant rigoureusement dans les limites du droit et du devoir.

Ce qui augmentait encore le mal, c'est que les hommes de quelque intelligence, voyant que leurs capacités leur étaient un obstacle, affectaient l'ignorance, les manières grossières des barbares au milieu desquels ils vivaient, et mettaient autant de soin à se ravaler que partout ailleurs on en met à s'élever. Et malheureusement cette éducation à l'envers est beaucoup plus facile que l'autre. La barbarie ne se singe pas impunément, elle se gagne vite. Aussi se ferait-on difficilement une idée de l'abjection dans laquelle étaient tombés les hommes de l'intérieur. On y avait un tel mépris pour toute espèce d'instruction que les mots de *savant*, de *docteur*, de *philosophe*, étaient réputés de grosses injures.

Un riche habitant de Santa-Fé, homme d'esprit tombé dans la barbarie, causant un jour avec Lopez, celui-ci lui demanda pourquoi il ne faisait pas apprendre à lire à son fils. « A quoi bon? répondit le richard, je le destine à devenir gouverneur de notre province. »

Nous sommes entré dans ces détails parce que, à notre sens, ils donnent une idée plus exacte de l'état moral d'un pays que l'énumération des décrets, des lois, des règlements, qui peuvent y avoir été promulgués, et qui sont, la plupart du temps, restés lettre morte.

Quiroga, qui nous a jeté dans cette longue digression, était le résultat de la barbarie, et il en fut un des principaux fauteurs. Il est temps que nous fassions connaître ce célèbre gaucho, dont le nom s'est déjà rencontré plusieurs fois sous notre plume, et qui a joué un rôle si important dans la République Argentine. Nous empruntons la peinture que nous allons faire à un remarquable ouvrage publié en 1845 par M. Sarmiento, et qui contient, outre une biographie de Quiroga, de très-curieux détails sur l'aspect physique et les coutumes des pays sur lesquels s'exerça son action.

Facundo Quiroga était fils d'un estanciero originaire de San-Juan et d'humble condition, mais qui, s'étant établi dans les plaines de la Rioja (*los llanos*), avait acquis une assez belle fortune dans l'élève des troupeaux. En 1799, il fut envoyé dans la ville natale de son père, pour y recevoir l'instruction qu'on y donnait dans les écoles, et qui se bornait à l'enseignement de la lecture et de l'écriture. L'enfant montra dès ces premières années ce que serait l'homme. Dur, acariâtre, il ne se mêlait aux autres enfants que quand il s'agissait de coups à donner ou d'actes de rébellion, auquel cas on le trouvait toujours en avant. A mesure qu'il grandit, son caractère prend une teinte plus prononcée ; tous les jours il se montre plus sombre, plus impérieux, plus sauvage. La passion du jeu, passion des âmes rudes qui ont besoin de fortes secousses pour sortir de leur sommeil, le domine d'une manière irrésistible dès l'âge de quinze ans. Cette passion, qui lui a fait une certaine réputation dans la ville, l'emporte jusqu'au meurtre, et lui fait faire le premier pas dans cette voie sanglante qui devait marquer son

passage sur la terre. Parvenu à l'âge adulte, il mène une vie vagabonde, dans laquelle il est difficile de suivre sa trace, quelquefois caché, toujours poursuivi, jouant, travaillant comme journalier, mais partout dominant tout ce qui l'entoure par la terreur qu'inspire son poignard, toujours prêt à frapper.

Vers 1806, on le voit partir pour le Chili, avec un chargement de grains appartenant à ses parents : il le joue, avec les bêtes de somme et leurs conducteurs, et il renouvelle ce manége jusqu'à ce qu'il ait poussé à bout la patience de son père, et se soit complétement brouillé avec sa famille.

Quatre ans après, on le trouve à Buénos-Ayres ; il est engagé comme recrue dans le régiment d'Arribeños que commandait le général Ocampo, son compatriote. Trempé fortement comme il l'était, il eût pu trouver la fortune dans la carrière des armes ; mais il n'était pas homme à se plier au joug de la discipline, et à attendre son avancement du temps et de ses services ; il se sentait appelé à commander, et il voulait arriver d'un bond. Il quitta donc le service.

Recruté plus tard pour l'armée des Andes, et enrôlé dans les grenadiers à cheval, il déserte encore une fois et forme le projet d'aller se joindre aux bandes de Ramirès, émules de celles du fameux Artigas, dont les crimes ont porté le nom jusqu'aux llanos ; mais dénoncé aux autorités de San-Luis par ses compatriotes, qui savaient quelle force allait porter aux flibustiers de la Pampa un homme de ce caractère, il fut arrêté au passage et jeté en prison.

Par une étrange fatalité, cependant, cette prison de San-Luis devait être le premier échelon de sa fortune. San-Martin avait fait conduire à San-Luis un grand nombre d'officiers espagnols de tout grade, qui avaient été faits prisonniers au Chili. Un jour ces prisonniers se soulevèrent et ouvrirent les cachots des prisonniers ordinaires, parmi lesquels était Quiroga, espérant qu'ils en seraient aidés dans leur projet d'évasion. Facundo se vit à peine libre que, saisissant une barre de

fer, il ouvre le crâne à l'Espagnol qui l'avait délivré, puis, courant sur les révoltés, il jonche le chemin de cadavres, et, avec l'aide de quelques soldats et de quelques autres prisonniers, il parvient à étouffer la rébellion. Cet acte de férocité et d'ingratitude lui valut sa grâce, et, muni d'un certificat de civisme, il reparut à la Rioja, non plus en journalier obscur, mais en homme sur qui la patrie peut compter.

Dans un pays civilisé, les faits et gestes de Quiroga l'auraient infailliblement conduit aux portes du bagne; mais, dans cette société barbare, ses antécédents le mettaient au rang des hommes qui pouvaient aspirer au pouvoir suprême. Les partis qui divisaient la Rioja ne tardèrent pas à rechercher l'appui d'un homme que tous regardaient avec le respect et l'étonnement qu'inspirent toujours les actions hardies. Les Ocampos, qui arrivèrent au gouvernement en 1820, le firent commandant des milices de la campagne.

Une occasion de se montrer s'offrit bientôt à lui. Le premier régiment des Andes, revenu du Chili pour se reposer, s'était soulevé à la voix de Francisco Aldao et de Corro; mais, ayant échoué dans leurs projets, les insurgés avaient battu en retraite vers le nord, dans l'intention de se joindre à des partisans de Salta.

Le général Ocampo, gouverneur de la Rioja, résolut de leur barrer le passage, et, à cet effet, il convoqua toutes les forces de la province. Facundo accourut avec ses llaneros. Les deux armées en étant venues aux mains, peu de minutes suffirent au premier régiment pour montrer qu'il n'avait rien perdu de son ancienne valeur sur les champs de bataille; les hommes d'Ocampo furent culbutés, et Corro et Aldao marchèrent sur la ville, pendant que les vaincus s'enfuyaient vers les llanos, où ils espéraient pouvoir attendre les forces qui, de San-Juan et de Mendoza, s'étaient mises à la poursuite des fugitifs. Facundo alors abandonne le corps d'armée, résolu à agir pour son propre compte. Il tombe sur l'arrière-garde des vainqueurs, les harcèle,

leur tue beaucoup de monde et fait de nombreux prisonniers. Sous l'impression de ce retour offensif, le régiment victorieux s'inquiète et hésite, ses chefs se divisent. Aldao, refusant de suivre Corro, conclut avec Ocampo un arrangement qui lui permet de se retirer sur San-Luis en traversant les llanos. Quiroga est chargé de le conduire jusqu'à la frontière de la province. Chemin faisant, Aldao, qui connaît l'homme, lui offre cent hommes de ligne pour s'emparer de la Rioja, en échange de son appui pour ses propres entreprises. Quiroga accepte avec empressement, s'achemine vers la ville, s'en empare, fait main basse sur les fonctionnaires, qu'il jette en prison, et leur envoie des confesseurs et l'ordre de se préparer à mourir.

Dès ce moment, la Rioja et ses habitants deviennent la propriété du bandit. Quiroga n'entend pas perdre son temps à gouverner ; mais c'est lui qui nomme le gouverneur de la province, réduit au rôle d'un commis qu'il approuve ou châtie, suivant le caprice du moment ; c'est lui qui perçoit les impôts, et il se les approprie ; c'est lui qui a le commandement suprême de la force armée. Toute notion de droit se perd. Pour Quiroga, l'unique ressort du gouvernement, c'est la terreur, et chaque jour il se croit obligé d'augmenter le nombre de ses victimes, pour que chaque jour on le craigne davantage. Dans toute la province il n'y a plus qu'un sentiment, la peur de Quiroga, qui sème autour de lui, sans cesse, indistinctement, l'outrage, la ruine, la mort,

Et, malheureusement, la Rioja n'est pas seule à souffrir de la cruauté de ce tigre, comme on l'a justement appelé; son esprit inquiet, ses instincts, le poussaient hors du cercle étroit où il dominait, et les mille complications qui, à chaque moment, surgissaient du système de fédération, ou plutôt du morcellement prôné par Dorrego, l'état déplorable de la République Argentine, où tous les intérêts, toutes les passions étaient en jeu, lui donnaient de fréquentes occasions de sortir de sa tanière.

Ainsi, un colonel, du nom de Madrid, qui avait été envoyé par le gouverneur de Buénos-Ayres à Tucuman pour y lever un régiment de cavalerie destiné à l'armée du Brésil, poussa le zèle jusqu'à renverser le gouvernement local. Le gouverneur dépossédé se plaignit à Buénos-Ayres. Le gouvernement argentin, pour mieux prouver sa non-complicité, invita Quiroga à aller avec ses milices rétablir l'ordre. Quiroga s'empressa de répondre à cet appel ; il envahit le Tucuman et s'acquitta de sa mission avec un succès complet. Ce coup d'essai le rendit plus entreprenant encore; tout d'ailleurs semblait servir son besoin de mouvement.

Peu de temps après, c'étaient les prêtres qui, dans une querelle religieuse, l'appelaient à leur aide ; voici à quelle occasion.

L'importance commerciale du port de Buénos-Ayres amenait dans cette ville un grand nombre d'étrangers. Le gouvernement, dans un but facile à comprendre, proposa de leur accorder la liberté des cultes ; une loi fut présentée à cet effet, et elle eut l'approbation de la partie la plus illustre et la plus éclairée du clergé. Les couvents furent sécularisés, et les prêtres, comme en France, devinrent un corps dépendant de l'État par le traitement qu'ils reçurent en échange de leurs propriétés.

Cette question de la liberté des cultes était pour l'Amérique une question vitale ; car qui disait là-bas liberté de culte, disait immigration, population. C'est ce que l'on comprenait parfaitement à Buénos-Ayres, mais il n'en fut pas de même dans les provinces : l'émotion fut grande partout; on s'imagina qu'il s'agissait du salut ou de la damnation éternelle, et cette question divisa le pays en deux camps, les catholiques et les libertins, comme les prêtres appelaient les libéraux. Mais était-ce bien réellement une question religieuse? Obéissait-on de part et d'autre à une conviction bien arrêtée, aux impulsions d'une foi bien sincère ? Les résultats permettent d'en douter. Quoi qu'il en soit, l'émotion, nous le répétons, fut générale dans l'intérieur du pays. A Cordova, on voulut rétablir l'Inquisition.

Un soulèvement eut lieu à San-Juan. Promptement étouffé, il n'aurait pas eu de sérieuses conséquences sans les prédications qui l'avaient précédé. Mais du haut de la chaire on avait appelé Quiroga à la défense de la foi, menacée par les docteurs de Buénos-Ayres; on le nommait l'envoyé de Dieu, on engageait la multitude à suivre ses drapeaux.

L'occasion était trop belle pour que Quiroga, qui s'ennuyait dans ses plaines, et qui commençait à trouver que la Rioja était un pays bien pauvre, un théâtre bien étroit pour lui, ne la saisît pas au vol. Un ordre suffit pour rassembler ses milices, et bientôt on le vit apparaître aux portes de San-Juan, précédé d'un drapeau noir écartelé d'une croix couleur de sang, avec cette devise : *La Religion ou la mort.*

Le parti catholique triompha, ce qui n'empêcha pas que les Jésuites ne fussent chassés et qu'on n'assassinât à Santos-Lugores quatre vénérables prêtres, avec toutes sortes de raffinements de cruauté. En revanche, le portrait de Rosas fut placé auprès du Saint-Sacrement et porté processionnellement sous un dais.

Après sa pointe sur San-Juan, Quiroga retourna à la Rioja. Il serait inutile de le suivre pas à pas dans sa longue carrière. Rappelons seulement que ce fut lui qui porta le dernier coup au parti unitaire. Battus à Buénos-Ayres, annulés comme parti politique par l'élection de Rosas, les unitaires étaient encore maîtres de la province de Cordova, où les membres les plus actifs et les plus dévoués du parti s'étaient groupés autour du général Paz, ce glorieux vétéran des guerres de l'indépendance. Nous avons dit ailleurs comment, à la suite du traité d'alliance de Santa-Fé, Quiroga avait été lancé par Rosas avec Lopez contre les débris du parti unitaire, et comment, après avoir essuyé plusieurs revers, il avait fini par l'anéantir à la bataille de Tucuman.

Ce succès éclatant, qui livrait toute l'ancienne vice-royauté aux fédéraux, avait porté trop haut le prestige de Quiroga, pour

que Rosas n'en prît point ombrage. De ce moment sa mort fut résolue. Il réussit à l'attirer à Buénos-Ayres, et il l'y retint deux ans, alors que, disposant de toutes les forces du pays, sous l'administration purement nominale de Balcarce et de Viamont, il préparait, avec l'adresse que nous savons, sa dictature. Nous savons comment il avait fini par amener la nation à se jeter dans ses bras et à lui donner le pouvoir absolu.

Peu de temps après arriva à Buénos-Ayres la nouvelle d'un dissentiment entre les gouvernements de Salta, de Tucuman et de Santiago del Estero, dissentiment qui menaçait de faire éclater la guerre entre les fédéraux. Rosas eut à ce sujet une conférence avec Lopez, qui avait une influence toute-puissante sur le gouvernement de Cordova, à la tête duquel il avait mis une de ses créatures. A la suite de cette conférence, Quiroga fut invité à aller s'entremettre entre les dissidents : lui seul, disait-on, pouvait remplir cette mission de paix.

Quiroga, sous l'empire de je ne sais quels pressentiments, hésita d'abord, mais il finit par se décider, et, le 18 décembre 1835, il quitta Buénos-Ayres pour se rendre dans le nord, accompagné seulement du docteur Ortiz, son secrétaire.

Ce voyage et son dénoûment sont tout un drame. Nous traduisons, en l'abrégeant, le récit pittoresque qu'en a fait Sarmiento.

A peine a-t-on fait une demi-journée qu'on est arrêté par un ruisseau fangeux, que le chariot qui porte Quiroga ne peut franchir. Le maître de poste accourt pour prêter main-forte; on met de nouveaux chevaux, on réunit tous les efforts, mais le chariot n'avance pas. Quiroga, dont les instincts brutaux, assoupis pendant son séjour à Buénos-Ayres, se sont réveillés dès qu'il s'est trouvé dans la campagne, au milieu de cette nature et de cette société demi-barbare, entre dans une fureur épouvantable et fait atteler le maître de poste lui-même. Ce premier obstacle vaincu, le chariot traverse la pampa comme le vent,

roulant tous les jours jusqu'à deux heures du matin et se remettant en marche à quatre. A chaque poste, il s'informe de l'heure à laquelle est passé un courrier de Buénos-Ayres. « Il y a une heure. — Des chevaux ! des chevaux, et ventre à terre ! » Mais le ciel semble conspirer contre lui. Une pluie diluvienne ne cesse pas un instant pendant trois jours, et convertit les chemins en torrents. Cependant on atteint la juridiction de Santa-Fé : l'inquiétude de Quiroga augmente visiblement ; elle devient une véritable angoisse quand, à la poste de Pavon il apprend qu'il n'y a plus de chevaux et que le maître de poste est absent. Il passe là une heure mortelle. Lorsque enfin le chariot se remet en marche, on l'entend murmurer à voix basse : « Si je sors du territoire de Santa-Fé, plus de danger. »

Au passage du Rio-Tercero, les gauchos du voisinage accourent pour voir le fameux Quiroga, et portent presque le chariot sur leurs épaules. Enfin il arrive à Cordova, une heure après le courrier de Buénos-Ayres, sur les talons duquel il a toujours été depuis son départ. Un des membres du gouvernement accourt à la poste, et le supplie de passer la nuit dans la ville, où on se prépare à le recevoir dignement. « Faites-moi donner des chevaux ! » répond laconiquement Quiroga. « Des chevaux ! » répète-t-il à chaque nouvelle instance. Il se remet en route à minuit, sans être descendu de voiture.

Cependant Cordova était agitée par les plus étranges rumeurs. Tout le monde y savait les projets tramés contre Quiroga : il devait être assassiné près de là ; on désignait le magasin où les armes avaient été achetées, on nommait les hommes qui s'étaient chargés de l'exécution. Quiroga les a surpris par la rapidité de sa marche, et son apparition inattendue a fait avorter tous les préparatifs.

Arrivé sans autre encombre à sa destination, il arrange les différends entre les gouvernements hostiles, et repart pour Cordova, malgré les représentations des gouverneurs de Santiago et de Tucuman, qui lui conseillent de s'en retourner par le che-

min de Cuyo, ou le prient tout au moins d'accepter une escorte. Poussé par la fatalité, Quiroga ne veut rien écouter. Il sait tout cependant : il a reçu avis sur avis à Santiago del Estero; il connaît le danger auquel il a échappé, celui plus grand qui le menace, car ses ennemis n'ont point abandonné leur projet. « A Cordova ! » crie-t-il aux postillons en se mettant en marche, comme si Cordova devait être le terme de son voyage.

Comme on arrivait à la poste de l'Ojo de Agua, un jeune homme sortant d'un bois voisin accoste le chariot et prie le postillon de s'arrêter. Quiroga met la tête à la portière et lui demande ce qu'il veut : « Je veux parler au docteur Ortiz. » Celui-ci descend, et il apprend ce qui suit : Dans les environs du lieu appelé Baranca-Yaco est posté Santos Perez avec de nombreux bandits. A l'arrivée du chariot, on doit faire feu dessus des deux côtés, et tuer ensuite tout le monde, à commencer par les postillons; personne ne doit échapper : c'est l'ordre. Ce jeune homme, qui a reçu jadis les bienfaits du docteur, est venu pour le sauver : il a un bon cheval à l'entrée du bois et sa ferme est tout près. Ortiz, effrayé, va raconter à Facundo ce qu'il vient d'apprendre, et le supplie de pourvoir à sa sûreté. Quiroga interroge lui-même le jeune homme, le remercie de sa bonne action et le tranquillise. « L'homme qui doit tuer Facundo Quiroga, lui dit-il, n'est pas encore né. A mon appel, ces bandits se rangeront sous mes ordres et me serviront d'escorte jusqu'à Cordova. Allez sans crainte, mon ami. » C'est donc cette orgueilleuse confiance dans son prestige qui poussait Facundo à la mort.

Arrivés à l'Ojo de Agua, Ortiz appelle le maître de poste, et l'interroge, avec une anxiété facile à comprendre, sur ce qu'il sait à l'égard des avis étranges qu'il a reçus, lui promettant de ne pas abuser de ses confidences. Tout ce que lui a dit son jeune obligé lui est confirmé, avec des détails encore plus précis et plus effrayants. Il y a une heure à peine que Santos Perez était là, avec sa bande, composée de 30 hommes; ils sont tous

armés de sabres et de carabines ; ils sont déjà postés dans le lieu désigné ; tous ceux qui accompagnent Quiroga doivent mourir, ainsi le lui a dit, à lui-même, Santos Perez.

« Et, ajouta le pauvre diable, comprenez-vous, monsieur, ce que je dois souffrir moi-même ? Car, enfin, il faut que je fournisse deux postillons, avec la certitude qu'ils seront les premiers tués. Il y a bien ici un neveu du sergent de la troupe...., mais l'autre ?... Qui enverrai-je à cette boucherie ? »

Ortiz fait un dernier effort pour sauver sa vie et celle de ses compagnons de route ; il redit à Quiroga les épouvantables détails qu'il vient d'apprendre, et lui signifie qu'il ne l'accompagnera pas plus loin, s'il s'obstine à se faire tuer inutilement. Facundo, avec un geste de colère et des paroles énergiques, fait entendre au malheureux docteur que le danger de le contrarier en ce lieu est plus grand que celui qui l'attend à Barranca-Yaco, et lui impose impérieusement silence. Et, après avoir pris une tasse de chocolat, il se met au lit et s'endort profondément.

Je laisse à penser quelle nuit passa Ortiz, assuré qu'il était de marcher à une mort certaine, quelles durent être ses angoisses en songeant à sa femme et à ses enfants, qu'il ne devait plus revoir. Peut-être il aurait pu fuir, mais, outre qu'il n'osait affronter le courroux d'un maître si terrible, il était retenu par un point d'honneur exagéré.

Enfin le jour paraît ; on se remet en route, et on arrive bientôt au lieu fatal. Deux décharges transpercent le chariot, mais sans blesser personne ; les soldats alors se jettent dessus le sabre nu, et hachent et les hommes et les chevaux. Quiroga, levant la tête, fait hésiter un instant les assassins. Il demande le commandant de la bande, le fait approcher, et, à cette question : « Que signifie ceci ? » il reçoit pour toute réponse une balle dans l'œil, qui l'étend mort. Santos Perez se délecte à larder à coups d'épée le cadavre de cet homme devant qui tout tremblait. Puis, voyant un postillon qui se tient encore en selle avec la

tête ouverte : « Qu'est-ce que ce jeune homme ? demanda-t-il. — C'est mon neveu, répond son sergent ; je réponds de lui sur ma tête. » Là-dessus, Santos Perez s'approche du sergent, lui envoie une balle dans le cœur, et, descendant ensuite de cheval, il prend l'enfant par un bras, l'étend sur le sol et l'égorge, malgré ses cris.....

Restait Lopez; mais il était âgé, malade. Rosas lui envoya son propre médecin pour le soigner : la maladie fit alors des progrès si rapides qu'en quelques jours le gouverneur de Santa-Fé fut emporté. Ce fut Rosas qui se chargea des honoraires du médecin ; il le récompensa largement, et à peu de frais pour lui-même, en lui donnant une maison léguée par un chanoine à une église.

Système de Rosas à l'égard des étrangers. Ses relations avec les agents diplomatiques. — Difficultés entre la France et la Plata. Rupture. Déclaration de blocus. Effets de cette mesure. — Rosas, à l'expiration de son mandat, est réélu avec les mêmes pouvoirs extraordinaires.

Rosas n'avait donc plus de rival, rien ne lui faisait plus obstacle. Cependant les difficultés semblaient surgir autour de lui à mesure qu'il devenait de plus en plus maître du pays, et il devait s'en étonner. Ah! s'il eût pu fermer la république au commerce du monde, comme Francia avait fermé le Paraguay, une bonne tuerie d'unitaires, faite avec soin, aurait assuré pour toujours l'ordre public. Mais ce qui était possible au mélancolique docteur ne l'était pas à Rosas, malgré sa toute-puissance. Il n'eût pu d'ailleurs se passer aisément des produits de la douane, car, bien que son autocratie lui permît de gouverner à bon marché, il lui fallait des ressources, ne fût-ce que pour donner un peu de crédit à sa banque et quelque valeur au papier qu'il émet-

tait, avec cours forcé. Et, fait étrange à observer, l'exercice même de l'autorité, en le civilisant un peu, amoindrissait ses forces; lui qui ne pouvait exister que par la barbarie, subissait à son insu l'influence du milieu dans lequel il vivait. On ne peut annihiler une ville qui a le souvenir de temps meilleurs, abrutir en peu de temps une population qui a la conscience de ses droits. La crainte rendait muets le plus grand nombre ; d'autres, sous mille prétextes, émigraient, et, pour la plupart, restaient aux portes de Buénos-Ayres, à Montévidéo, où ils se sentaient libres et, qui plus est, protégés par le gouvernement de la jeune république de l'Uruguay.

Bon gré mal gré, Rosas, chargé des affaires extérieures de la confédération, se trouvait en contact avec les agents diplomatiques ou consulaires que diverses nations entretenaient à Buénos-Ayres. Ces agents, mus par des considérations que nous examinerons plus tard, étaient assez souvent amenés à défendre leurs nationaux, car le nombre des étrangers établis à Buénos-Ayres était considérable, et les traités leur donnaient certains droits; or l'arbitraire de Rosas trouvait un obstacle jusque dans les formes courtoises qu'il fallait garder avec ces agents ; et disons-le de suite, c'était à peu près tout ce que ceux-ci exigeaient; mais toute espèce de contrainte était incompatible avec l'autorité telle que la rêvait ce brutal gaucho.

Ces relations entre Rosas et les agents diplomatiques ne sont pas faciles à expliquer; car on ne se fait pas une idée en Europe de la légèreté des motifs qui ont déterminé le blocus de Buénos-Ayres, l'alliance avec Rivera, l'envoi d'un corps d'armée, et ainsi occasionné des dépenses tout à fait disproportionnées avec les intérêts insignifiants que la France avait dans le pays, dépenses qu'un peu de prudence eût évitées.

C'est que la politique européenne, dans toute l'Amérique, repose malheureusement sur une base bien peu solide : sur les rapports des agents diplomatiques, rapports presque toujours admis sans discussion. Or, voyons comment s'écrivent ces rap-

ports. L'agent arrive ennuyé, fatigué d'un long voyage, généralement mécontent d'avoir été envoyé si loin, et dans un pays de sauvages. Il n'y trouve pas les distractions auxquelles il est habitué, et, pour se désennuyer, il visite beaucoup. Mais son cercle, d'abord étendu, se rétrécit peu à peu, et bientôt il ne fréquente plus que les personnes qui lui sont sympathiques, et tout naturellement il prend les opinions politiques de ses amis. Si ceux-ci sont avec le gouvernement, malheur à ses nationaux! toutes leurs réclamations sont mal fondées, le gouvernement a toujours raison, et ils répondent très-sérieusement à un pauvre homme qui se plaint d'un abus d'autorité : « Monsieur, je suis ici pour défendre les grands intérêts de mon gouvernement, et non pour m'occuper de vos démêlés avec les agents subalternes de l'autorité du pays. » Nous pourrions citer des faits.

Si le cas contraire arrive, et ce cas est le plus fréquent, malheur au gouvernement; tout est abus d'autorité, tout sert à motiver une note énergique : un ivrogne qui se fait maltraiter dans la rue pour tapage nocturne, un cabaretier à qui on a cassé quelques bouteilles et qui demande 50,000 ou 100,000 fr. pour une perte insignifiante; la réclamation la plus absurde est admise, soutenue avec hauteur, et l'honneur de la nation se trouve engagé, non pas en raison de la réclamation, mais par le ton dans lequel elle est faite.

Pour peindre au vrai les relations entre l'Europe et les pays de la Plata, il faudrait entrer dans une foule de commérages qui lasseraient la patience la plus robuste, et nous ne nous en sentons pas le courage; mais le lecteur prévenu pourra juger des causes par les faits.

Les difficultés entre la France et la Plata étaient de vieille date. Nous avons vu, par exemple, un consul français, Mandeville, se laissant influencer par sa femme, prendre violemment fait et cause pour les fédéraux. Quand Rosas arriva au pouvoir

(n'oublions pas qu'il était considéré comme conservateur, homme d'ordre), les agents français en firent de très-grands éloges, si bien que leur gouvernement crut que Rosas verrait avec plaisir l'arrivée d'un agent d'une classe plus élevée que les simples consuls auxquels il avait eu jusqu'alors affaire. M. de la Forest fut nommé chargé d'affaires à la Plata. Ce diplomate avait eu, pour des raisons assez habituelles aux agents diplomatiques en Amérique, des difficultés avec le gouvernement chilien; dans un moment d'effervescence, sa maison avait été menacée, plutôt que pillée : il avait, en conséquence, réclamé une assez forte indemnité, que le Chili avait dû payer. Cet incident était en quelque sorte une bonne aubaine pour Rosas; il crut se donner de l'importance aux yeux de l'Europe, et flatter l'amour-propre américain, en refusant de recevoir un agent diplomatique qui avait contre lui un pareil antécédent.

Le gouvernement de Juillet, mû par un esprit de conciliation assez intempestif, dévora cet affront, sans songer au tort que cette politique timide devait lui faire dans l'opinion publique, près de Rosas surtout, qui n'y verrait qu'un signe d'impuissance; et, de fait, ses relations avec Buénos-Ayres s'en ressentirent longtemps.

La marche que suivit cette affaire, les graves conséquences qu'elle entraîna, ont été racontées, d'un point de vue qui n'est pas toujours le nôtre, mais avec une grande lucidité, par M. Alfred de Brossard, qui, en sa qualité d'attaché au ministère des affaires étrangères, était placé pour être bien renseigné. Nous ne pouvons donc mieux faire que de le prendre, sous toutes réserves, pour guide, dans la suite de ce récit.

M. de la Forest rappelé, M. de Vins de Peyssac fut envoyé à sa place comme consul général et chargé d'affaires. Il obtint facilement son *exequatur* dans la première qualité, mais il ne put obtenir d'audience dans la seconde qu'après une année de démarches; et encore, quand Rosas céda sur ce point, il ne parut le faire qu'aux instantes sollicitations de Mme de Mandeville, à

laquelle il écrivait à ce sujet : « J'ai connu autrefois une Maria Sanchez qui était une bonne et vertueuse *fédérale;* mais je ne la reconnais pas dans le billet que j'ai reçu d'une petite Française bavarde et coquette, et qui porte sa signature. »

M. de Vins fut enfin reçu, et jusqu'à sa mort, en 1837, il se maintint, par beaucoup de condescendance, dans les bonnes grâces de Rosas.

Cependant, la longanimité du gouvernement français devait avoir des bornes. Rosas avait la prétention d'assimiler complétement les étrangers aux nationaux, de les astreindre au service militaire, au logement des gens de guerre, aux contributions extraordinaires, etc. Il avait posé en principe que tous les enfants nés dans le pays en étaient citoyens, quelle que fût la nationalité du père. La France se refusa absolument à admettre ces principes, qui étaient en opposition avec sa propre législation. De là des conflits incessants. Des sévices exercés contre plusieurs Français mirent le comble à la mesure.

M. Roger, qui gérait le consulat en attendant l'arrivée du successeur de M. de Vins, eut ordre de réclamer énergiquement la réparation des griefs dont la France croyait avoir à se plaindre contre le gouvernement de Buénos-Ayres.

Après ce que nous avons raconté tout à l'heure, on ne s'étonnera pas que Rosas ait tenu peu de compte des menaces de la France; et puis, il se pourrait faire qu'au fond il ne fût pas fâché d'une rupture qui devait, dans sa pensée, servir sa politique.

M. Roger n'ayant pu obtenir aucune espèce de satisfaction, d'accord avec l'amiral Leblanc, déclara le blocus de Buénos-Ayres, le 28 mars 1838. Avant de procéder à cette mesure, il avait convoqué les principaux résidents français et leur en avait fait part. Ceux-ci s'étaient hautement récriés sur son inopportunité. « Rosas, disaient-ils, est dans une position très-difficile; de toutes parts son pouvoir tend à se disloquer. L'émigration argentine a un puissant appui dans le général Rivera, qui

tient aujourd'hui presque toute la Bande Orientale. Le parti unitaire, toujours vivace dans les provinces de la confédération, et notamment dans Entre-Rios et Corrientes, se dispose à relever la tête; une opposition formidable se prépare à Buénos-Ayres, au sein même du parlement (Maza n'avait pas encore péri). Il n'y a donc qu'à laisser marcher les événements; Rosas tombera, par la force des choses, sous le choc de tant d'éléments hostiles. Mais si vous intervenez dans la question, si vous présentez à tous ces esprits jaloux et ombrageux la moindre apparence d'une intervention étrangère, vous prêterez à Rosas une force qu'il n'a pas en ce moment; vous rallierez autour de lui tous ceux qui ont moins de haine pour la dictature que pour les influences extérieures; vous lui donnerez beau jeu pour se poser en défenseur de l'indépendance nationale menacée, et vous consoliderez ainsi son influence sur la partie la moins éclairée et la plus nombreuse de la population. » M. Roger n'avait pas fait de difficulté de reconnaître la force et la vérité de ces observations; mais il était trop tard, et les ordres du gouvernement étaient positifs.

Les prévisions des résidents français se réalisèrent. Rosas, exploitant habilement les préjugés nationaux, excita les passions contre l'action étrangère, et, quand il soumit la question française à la chambre des représentants, ce ne fut que pour la forme; la façon dont il s'était exprimé, traitant de *sauvages unitaires*, de *vils soudoyés par l'or de la France*, les députés qui se préparaient à lui faire de l'opposition, ne leur laissait le choix qu'entre le silence et la mort. Toutefois, quatre opposants se levèrent dans cette assemblée vendue ou terrifiée, et le principal des quatre, Augustin Wright, écrivain distingué, orateur courageux, osa, dans la séance du 6 juin 1838, proposer la déclaration de principes suivante, que nous citons comme la dernière expression parlementaire du grand parti dont Rivadavia avait été le chef.

« Art. 1er. La province de Buénos-Ayres pose en principe

que tous les étrangers dont les gouvernements ont reconnu l'indépendance de la République Argentine devront être traités dans la province, comme ils l'ont été de fait jusqu'à présent, de la même manière que l'a établi pour les sujets de S. M. Britannique le traité conclu entre la république et l'Angleterre le 2 février 1825.

« Art. 2. Le gouvernement portera cette résolution à la connaissance de tous les gouvernements amis, étant bien entendu qu'elle devra être mise à exécution sur-le-champ dans la province, mais qu'elle cessera à l'égard des sujets de ceux de ces gouvernements qui, dans les dix-huit mois à dater de la notification, n'auraient pas accordé sur leurs territoires respectifs, aux citoyens des Provinces Unies du Rio de la Plata, la réciprocité que leur accorde le traité susdit dans les États de S. M. Britannique. »

Il eût été aussi politique que libéral d'adopter cette déclaration. Sans faire aucune concession directe à la France, elle lui accordait tout ce qu'elle pouvait demander, et, par sa généralité, elle écartait le danger de l'influence exclusive d'une ou deux nations européennes, car toutes se trouvaient mises sur le même pied; mais elle était trop opposée aux maximes de Rosas pour pouvoir être adoptée : elle fut repoussée à une grande majorité, et Wright, avec les trois députés qui l'avaient soutenu, fut réduit à chercher son salut dans l'exil, où il est mort.

Dès lors, les excitations de Rosas sur l'opinion publique, et la servilité de la chambre, ne connurent plus de bornes. Par un décret du 9 septembre 1839, il rendit obligatoire l'usage de la moustache, comme « symbole de la guerre éternelle et d'extermination engagée avec les tyrans, pirates et immondes Français, ennemis de la liberté américaine »; et, en reconnaissance, le portrait de l'*illustre restaurateur des lois*, du *défenseur de l'indépendance américaine*, fut promené dans les rues, exposé dans les églises, avec des honneurs presque divins et des élans d'adulation à peine croyables.

Rosas profita également de cette occasion pour rétablir, par la loi du 16 septembre 1840, la confiscation, que lui-même avait abolie en 1835. Bien avant cette loi, d'ailleurs, les représentants avaient par deux fois (novembre 1839 et avril 1840) mis à la discrétion du gouvernement *leur vie et leur honneur*, pour la cause sacrée de l'indépendance américaine; et c'est à la faveur de ce grand mot que don Juan Manuel, dont le mandat expirait le 5 mars 1840, obtint des passions surexcitées des uns, de la terreur des autres, sa réélection pour cinq ans, avec les mêmes pouvoirs extraordinaires.

Soulèvement contre Rosas. — Guerre entre Buénos-Ayres et Montévidéo. Invasion du territoire argentin par les émigrés. Alliance de la France avec l'Etat oriental et les patriotes argentins. — La Mazhorca. — Arrivée de l'amiral de Mackau. Négociations de paix. Traité du 29 octobre 1840. Ses effets.

Ces faits coïncidaient avec des événements non moins graves qui se déroulaient de l'autre côté de la Plata. Les émigrés argentins, qui, nous l'avons dit, y étaient très-nombreux, avaient aidé le général Rivera dans ses prétentions politiques. Pour cette seule raison, Rivera était un ennemi dont Rosas devait se défaire à tout prix. Le moyen le plus simple était de se prononcer pour ses ennemis. C'est ainsi qu'Oribe, qui avait été obligé d'abdiquer dans les circonstances que nous avons racontées, fut reconnu par Rosas comme le président légal de la république de l'Uruguay.

C'était la guerre déclarée. Rivera la commença en favorisant l'invasion du territoire de la confédération par les émigrés argentins, sous la conduite de Lavalle; et, un moment, il put croire qu'il allait faire disparaître son rival.

Rosas, en effet, ne trompait plus personne. Les gouverneurs des provinces s'effrayaient de son ascendant dominateur; ceux qui avaient voté pour lui avec la conviction qu'il gouvernerait

despotiquement, mais aussi dans l'espoir qu'en échange on aurait la paix, voyaient leurs espérances déçues et s'alarmaient de la tournure des affaires : aussi l'invasion de Lavalle eut-elle d'abord un plein succès.

Les émigrés traversèrent l'Uruguay, et défirent les fédéraux au Yerua, dans l'Entre-Rios. Cette province se prononça contre Rosas ; celles de Corrientes et de Santa-Fé firent de même peu de temps après, et un vaste soulèvement eut lieu dans les campagnes du sud de la province de Buénos-Ayres, précisément parmi les hommes qu'on avait jusqu'alors considérés comme les plus chauds partisans de Rosas.

Les Français qui bloquaient le port de Buénos-Ayres et les Argentins qui attaquaient le dictateur avaient des intérêts trop identiques pour qu'ils ne s'unissent pas dans un but commun. Aidé par l'escadre française, Lavalle avait traversé le Parana, et au mois de septembre il se trouvait aux portes de Buénos-Ayres, quand l'amiral Mackau parut dans la Plata.

On y savait quelle était la situation de la France vers la fin de 1840, et qu'une rupture, motivée par la question d'Orient, était imminente entre les deux grandes puissances maritimes européennes. On y avait également appris la nomination de l'amiral Baudin, qui s'était prononcé pour une action vigoureuse contre Rosas, puis sa destitution. Aussi l'envoi de l'amiral Mackau fut-il, dès les premiers jours, considéré comme un malheur pour les unitaires, comme un triomphe pour Rosas. Bientôt après on apprit que la rébellion du sud avait été étouffée. Ces deux circonstances firent hésiter Lavalle, qui, craignant d'être pris à revers, n'osa attaquer la ville avec les forces qu'il avait conduites jusqu'à Moron.

On vit alors la face des choses changer tout d'un coup. Rosas, à deux doigts de sa perte, commença à se relever. Il disposait à son gré de la chambre des représentants, qui était un jouet dans ses mains, et dont l'unique occupation était de sanctionner ses énormités. Et quant à l'opinion publique, il la terrifiait par les

moyens qui avaient si bien réussi à Quiroga dans les provinces intérieures. Le nerf véritable de l'administration était une société populaire connue sous le nom de *Mazhorca.*

Bien que nous nous proposions de glisser le plus rapidement possible sur cette triste période de l'histoire du pays, nous devons dire quelques mots de cette fameuse société, car nous ne sachions pas qu'il ait existé ailleurs une pareille institution. Voici comment elle avait pris naissance et quel rôle elle fut appelée à jouer :

Les partisans de Rosas, sur son invitation, s'étaient réunis en association dans le but de défendre l'indépendance du pays, menacée par l'escadre de blocus et par les unitaires alliés aux étrangers. La société n'avait aucun caractère officiel, bien que les employés de la police, les chefs de corps, en fissent partie. Elle faisait en masse une besogne analogue à celle de Fouquier-Tinville sous la Terreur. Elle désignait les suspects; mais elle ne les faisait pas comparaître devant un tribunal, elle les frappait directement. Le poignard était l'arme avouée de la société. Ses membres les plus considérables s'honoraient d'assassiner, de piller, tant dans la ville même que dans les faubourgs. La police était à sa disposition, et, en cas de résistance de la part des victimes désignées, lui prêtait aide et appui.

On comprend ce que pouvait oser une pareille association. Ajoutons que le rebut de la société s'y était affilié, car c'était un refuge assuré contre toute poursuite, pour le passé comme pour l'avenir. Or, à l'exception des amis de Rosas, tous les autres citoyens leur étaient abandonnés, corps et biens.

Quoique le nombre des personnes assassinées dans les rues de Buénos-Ayres ait été exagéré dans les écrits d'Indarte, la terreur produite par ces exécutions était plus grande encore que celle qui régna en France dans les plus mauvais jours de 93 et 94 : car, sous Robespierre, l'homme véritablement patriote, ou celui qui vivait obscur, n'avait rien à craindre ; il y

avait d'ailleurs un emprisonnement, un jugement; c'était déjà une garantie. Mais sous Rosas, une dispute avec un *mazhorquero*, même un crédit qu'on lui aurait ouvert, peut-être pour se le rendre propice, tout pouvait être une cause de mort.

L'odieux de ces exécutions, faites en pleine rue, souvent en plein jour, était aggravé encore par les mutilations que subissaient les cadavres. Un pauvre boutiquier espagnol fut brûlé, en place publique, dans une barrique de poix, qui servit de feu de joie pendant une partie de la nuit. Les cadavres, chargés sur les voitures des marchands de fruits, étaient conduits au cimetière, au milieu d'un concert de sarcasmes, par les fédéraux, qui croyaient, par ces ignobles plaisanteries, faire leur cour à Rosas. La ville, terrifiée, était plongée dans une morne stupeur. Nous aurons occasion de citer les paroles d'un historien impartial, et nous le ferons avec plaisir, car ces horreurs, que rien ne motivait pour ainsi dire, ont besoin, pour être crues, de témoignages irrécusables.

« Rosas et ses amis, qu'avaient un instant intimidés le soulèvement du sud et l'approche de Lavalle, une fois débarrassés de ce double souci, se déchaînèrent avec une inconcevable furie sur cette pauvre ville de Buénos-Ayres. Le dictateur s'était établi dans un camp retranché, à deux lieues de la ville, et de là il jugeait des exploits de ses partisans, qui molestaient, dépouillaient, tuaient, avec la plus méritoire émulation, les ennemis du tyran, et affermissaient ainsi son pouvoir. »

Tel était l'état du pays à l'arrivée de l'amiral Mackau. Sans doute un militaire français ne pouvait voir avec indifférence de pareilles atrocités; mais une guerre européenne pouvait survenir, une division navale perdue dans ces lointains parages courait mille dangers. Il avait pour mission de traiter, et il traita tout à l'avantage de Rosas, qui, connaissant les préoccupations de l'amiral français, crut pouvoir se montrer exigeant, même en

présence de la formidable escadre que Mackau avait sous ses ordres.

Voici l'examen que M. de Brossard fait du traité qui fut signé le 29 octobre 1840, « traité qui a une grande importance dans l'histoire des États de la Plata, et est le point de départ de la situation actuelle de ces États respectivement entre eux et vis-à-vis de l'Europe. »

« En 1840, dit-il, la France avait besoin d'en finir avec la Plata, par des raisons étrangères à la question même qui s'agitait dans ces parages. Du moment donc que son gouvernement ne cherchait plus ce qui convenait le mieux aux intérêts de la France, considérés d'une manière absolue et spéciale, le traité avait sa raison d'être dans les rapports généraux de la France à la même époque; aussi, comme expédient pour sortir d'une situation donnée et à un moment donné, est-il irréprochable. Il n'en est pas de même lorsqu'on l'envisage au point de vue des intérêts que sa conclusion avait pour but de régler en Amérique.

« Les instructions de M. l'amiral de Mackau lui enjoignaient « d'exiger une indemnité pour les Français qui avaient souffert « des cruautés de Rosas, la garantie qu'ils ne seraient plus « sujets à certaines exigences du gouvernement argentin, et « des conditions honorables pour nos alliés. Ces alliés étaient « de deux espèces : les insurgés de Buénos-Ayres, armés « contre Rosas dans le sein de la république qu'il tyrannisait, « lesquels avaient reçu des subsides de nous, et l'État de Montévidéo, qui était un allié, agissant avec nous comme un État « indépendant. Pour les uns, il y avait à obtenir une amnistie; « pour les autres, une garantie d'existence.... (1). »

« En d'autres termes, M. de Mackau avait des intérêts purement français à faire prévaloir, des intérêts américains à sauve-

(1) Lettre de M. Thiers au *Constitutionnel*, 16 mai 1846.

garder : ceux-ci étaient encore des intérêts français, car il s'agissait du sort actuel et de l'avenir de nos alliés.

« Et, quoiqu'on ait refusé ce titre aux Argentins qui marchaient avec nous, et même au gouvernement oriental, les uns et les autres y avaient droit, car ils avaient reçu nos subsides, agi de concert avec notre escadre. Sur la foi de notre amitié, le gouvernement oriental avait déclaré la guerre à Rosas; et, à la proposition qu'il avait faite au gouvernement français de conclure un traité régulier d'alliance défensive, le président du conseil du 1er mars avait répondu par cette déclaration, qui constituait à elle seule un engagement formel : « Quant à l'al-
« liance que votre gouvernement désire conclure pour les cir-
« constances de la guerre actuelle contre le général Rosas, je
« n'ai pas besoin de rappeler que cette alliance *existe de fait*,
« et certes les preuves d'amitié que la république orientale
« de l'Uruguay a déjà reçues de la France garantissent assez
« *en tout état de cause, dans la guerre comme dans la paix, les*
« *mêmes sympathies et les mêmes témoignages d'intérêt qui lui*
« *sont assurés* (1). »

« Quant aux Argentins, ils ne pouvaient pas être considérés comme de simples émigrés armés, puisqu'ils s'appuyaient sur les gouvernements des provinces de Corrientes et d'Entre-Rios, indépendantes et souveraines, aux termes mêmes des divers traités qui les unissent à Buénos-Ayres. Il y avait donc là pour la France une question de loyauté, d'honneur, et par conséquent de considération et d'influence présente et à venir.

« En ce qui concerne les intérêts purement français, l'amiral de Mackau obtint (article 1er) une indemnité pour les Français qui auraient éprouvé des pertes ou souffert des dommages sur le territoire argentin, et (article 5) le traitement de la nation la plus favorisée pour les Français établis sur ce territoire, à charge de réciprocité.

(1) Note de M. Thiers au ministre de l'Uruguay en France, du 31 juillet 1840.

« Si défectueuse qu'ait pu être l'exécution de l'article 1er du traité, quelques plaintes qu'elle ait soulevées (plaintes dans lesquelles nous n'entrerons pas), il n'est pas douteux que la conquête du principe de l'indemnité était un grand point de gagné. C'était beaucoup que d'avoir amené un gouvernement dictatorial, irresponsable envers ses nationaux, à se reconnaître responsable vis-à-vis des résidents étrangers.

« Le bénéfice de l'article 5 se trouve malheureusement restreint par les réserves de l'article 6, ainsi conçu :

« Nonobstant ce qui est stipulé dans l'article précédent, si le « gouvernement de la confédération argentine accordait aux « citoyens ou naturels de tout ou partie des Etats de l'Amé- « rique du Sud des droits spéciaux, civils ou politiques, plus « étendus que ceux dont jouissent actuellement les sujets de « toutes et chacune des nations amies et neutres, même les « plus favorisées, ces droits ne pourraient être étendus aux ci- « toyens français établis sur le territoire de la république, ni « être réclamés par eux. »

« On a dit, à la vérité, que « cette réserve n'est point une « exclusion, mais une garantie, contre ce qui pourrait compro- « mettre nos compatriotes dans les affaires du pays, puisque, « dans le cas où la ligue amphictyonique longtemps rêvée entre « les républiques espagnoles s'établirait, les Français, comme « tous les autres Européens, et les Américains du Nord, se- « raient tenus en dehors de l'exercice des facultés électorales, « de la nomination aux emplois publics, ainsi que de tout ser- « vice dans les milices (1). »

« Ceci serait parfaitement juste, si la réserve ne s'appliquait qu'aux *droits politiques;* mais elle comprend aussi les *droits civils*, ce qui est bien différent, et extrêmement grave.

« Il est encore à remarquer que l'article 5 ne résout en au-

(1) Un officier de la flotte, *Revue des Deux-Mondes*, t. XXV, p. 366.

cune manière la difficulté relative à la nationalité des fils de Français nés dans le pays; car, l'Angleterre ayant, comme nous l'avons dit, accepté la doctrine du gouvernement de Buénos-Ayres à ce sujet, ce gouvernement est autorisé à dire qu'en nous traitant comme les Anglais, il ne viole pas la disposition qui nous accorde le traitement de la nation la plus favorisée.

« Enfin, et ceci est non moins grave, les dispositions du traité ne sont valables que pour la province de Buénos-Ayres, quoi qu'on en ait dit et quoique la rédaction du traité les présente comme applicables à la confédération argentine. On se rappelle que cette qualification est purement nominale; que, sur quatorze provinces, cinq seulement sont unies par des actes synallagmatiques; que, si la loi fondamentale de 1825 a établi un lien fédéral, ce fut à la condition de convoquer le congrès général, dissous par le parti fédéral lui-même; que, si cette loi et les conventions préliminaires de 1830 attribuent à Buénos-Ayres la direction des relations extérieures, ce n'est qu'à la charge de ratification par les diverses provinces.

« Il y a plus : les dispositions de la loi fondamentale et les conventions préliminaires de 1830 ont été modifiées, en ce qui concerne les cinq provinces de Buénos-Ayres, Corrientes, Santa-Fé, Entre-Rios et Cordova, par le traité du 4 janvier 1831, qui a transporté à la commission représentative de Santa-Fé le droit de conclure tous traités, sauf ratification par les provinces alliées. Si le général a violé les stipulations de 1831 en dissolvant la commission de Santa-Fé et en ne convoquant pas le congrès général qui devait la remplacer, s'il a constamment éludé l'application complète de la loi fondamentale, si même la plupart de ses actes sont autant de dérogations à cette loi, il ne peut arguer du lien fédéral qu'elle a créé, et il ne saurait résulter pour lui de ces usurpations aucun droit de représenter exclusivement au dehors la prétendue confédération argentine.

« Il n'y a pas, à cet égard, de contestations sérieuses et

loyales possibles. Le traité de 1840, parfaitement régulier vis-à-vis de la province de Buénos-Ayres, ne peut avoir vis-à-vis des autres provinces argentines qu'une valeur de *fait* basée sur le pouvoir de *fait* du général Rosas.

« Quant aux intérêts américains, ils furent réglés par les articles 3 et 4.

« Le premier de ces deux articles, relatif aux Argentins proscrits depuis le 1er décembre 1828, stipula une amnistie, mais rédigée dans des termes si peu précis, si favorables aux restrictions mentales dont abonde toujours le général Rosas, qu'elle peut être considérée comme illusoire. C'est ainsi qu'elle fut envisagée par le plus grand nombre des intéressés : ceux qui s'y abandonnèrent n'eurent qu'à s'en repentir, et, depuis, 15,000 nouveaux proscrits ont quitté le pays.

« A cet égard, le traité du 29 octobre 1840, dont l'intention était bonne, mais la rédaction défectueuse, fut pris, non sans raison, comme un abandon de nos alliés argentins. Notre considération, la foi dans notre parole, en reçurent un irréparable échec.

« Quant à l'article 4, relatif à l'Etat oriental, il est ainsi conçu : « Il est entendu que le gouvernement de Buénos-Ayres « continuera à considérer en état de parfaite et absolue indé- « pendance la république orientale de l'Uruguay, de la manière « qu'il l'a stipulé dans la convention préliminaire de paix « conclue le 27 août 1828 avec l'empire du Brésil, sans préju- « dice de ses droits naturels, toutes les fois que le demande- « ront la justice, l'honneur et la sécurité de la confédération « argentine. »

Cet article a été violemment critiqué, comme captieux et comme livrant, par la réserve qui le termine, la république orientale aux attaques plus ou moins colorées de Rosas.

Ce n'est pas un reproche que l'on doive faire, selon nous, au traité de 1840 et à son auteur :

M. l'amiral de Mackau, pressé par les circonstances, crai-

gnant d'entraver les négociations par la présence d'un tiers, refusa d'admettre aux conférences un envoyé de Montévidéo. En cela M. de Mackau est tombé, ce nous semble, dans une grande erreur de fait et de droit. Le gouvernement oriental, notre allié de *fait*, avait un *droit* incontestable à être représenté dans les négociations. En le faisant figurer dans la convention, nous établissions immédiatement la paix entre les deux républiques riveraines de la Plata, et Rosas eût sans doute regardé à deux fois à rompre plus tard un accord auquel nous aurions été partie, et dont nous aurions été dès lors garants. En l'obligeant à traiter directement avec le gouvernement de Montévidéo, nous aurions étouffé dans leur germe les chicanes qu'il a élevées plus tard sur la légalité de ce gouvernement, et dont il s'est prévalu pour envahir l'Etat oriental, sous prétexte de rétablir Oribe, qualifié par lui de président légal. Ce prétexte lui eût échappé; la guerre, terminée en 1840, ne se serait pas prolongée pendant dix ans, et n'aurait pas nécessité une seconde intervention française.

« Il y a plus : les proscrits argentins se seraient probablement décidés plus facilement à poser les armes, s'ils avaient vu, dans l'État occidental en paix avec tous ses voisins, un asile assuré et tranquille contre la mauvaise foi et les vengeances qu'ils redoutaient de Rosas. Mais alors que l'État qui les avait généreusement accueillis, secourus et armés, restait en lutte contre leurs persécuteurs, pouvaient-ils loyalement, honorablement, ne songer qu'à eux-mêmes et l'abandonner dans sa nécessité ?

« Nous n'hésitons pas à le dire, M. l'amiral de Mackau eût rendu à la France un service plus grand que celui qu'il a rendu en effet s'il eût dès lors pacifié les deux rives de la Plata, car il eût prévenu les crises postérieures; mais, ne l'ayant pas fait, n'ayant pas voulu, d'un autre côté, abandonner complétement notre allié, il prit le parti le plus honorable, mais aussi le moins sûr, qui lui restait à prendre : il s'efforça du moins de garantir Montévidéo contre les chances de la lutte qui allait se

poursuivre. Il réserva à la France la faculté de revenir, s'il le fallait, dans des circonstances plus favorables ; il lui ménagea un droit éventuel d'intervention.

« Le sens de l'article 4 du traité du 29 octobre 1840 n'est donc pas douteux, même avec la réserve qu'il renferme. M. Guizot l'a très-bien interprété à la tribune de la Chambre des pairs, le 15 janvier 1842.

« Le sens que nous attachons à cet article, dit-il, c'est que « le gouvernement de Buénos-Ayres est tenu de respecter l'in- « dépendance de la république de l'Uruguay, et de ne point « conquérir cette république, de ne point se l'incorporer, de « ne point en faire une province de la confédération, sans que « cependant il lui soit interdit, comme cela peut toujours se « faire entre États indépendants, de faire la guerre à la répu- « blique de l'Uruguay, si l'honneur et la sûreté de la confédé- « ration argentine l'exigent. »

« Ce commentaire, M. Daru l'a parfaitement complété, comme il suit, dans son rapport du 17 décembre 1849 sur les affaires de Montévidéo :

« Cette réserve, constatant le droit de toute nation indépen- « dante de faire la guerre à ses risques et périls, ne peut chan- « ger la signification de l'article lui-même. Il y avait là, « évidemment, deux droits consacrés : celui du général Rosas « d'intervenir, les armes à la main, si son intérêt ou son « honneur le lui commandait ; celui de la France, d'examiner « si le gouvernement argentin, sous prétexte de venger son « honneur ou de servir ses intérêts, ne porterait pas atteinte « à l'indépendance de l'État oriental. »

« En résumé, le traité du 29 octobre 1840 nous laissa dans la Plata, avec des droits acquis et reconnus, mais incomplétement définis pour nos nationaux, sous le coup du reproche plus ou moins fondé d'avoir abandonné ou mal soutenu nos alliés, et avec l'éventualité, qui n'a pas manqué de se réaliser, d'une intervention obligée dans un délai peu éloigné. »

Rosas, lui, y gagna la dissolution de la ligue formée contre sa puissance, la méfiance et l'hostilité semées entre ses adversaires, la retraite de la France et la liberté d'agir, sans avoir à se heurter à nos armes, contre ceux de ses ennemis qui restaient debout devant lui.

Guerre et proscriptions dans les provinces argentines. Lopez, Rivera.—Expulsion des Jésuites. — Mort de Lavalle. — Cruautés d'Oribe. — Conspiration de Maza. — Bataille d'Arroyo-Grande. — Invasion de l'Etat oriental. Siége de Montévidéo — Médiation anglo-française repoussée par Rosas. — Légion française et italienne. Garibaldi.— Détresse du gouvernement oriental. Bataille d'India-Muerta. Urquiza.

Tout, en effet, n'était pas fini pour Rosas; Lopez, neveu du gouverneur de Santa-Fé, empoisonné par le médecin de Rosas, était à une dizaine de marches de Buénos-Ayres; les provinces d'Entre-Rios et de Corrientes étaient au pouvoir de Rivera, et, dans la capitale même, les mécontents étaient nombreux. Rosas, moitié par la force, moitié par la terreur, étouffa, en moins de deux ans, toutes les hostilités, ouvertes ou cachées.

Une loi du 16 septembre 1840, dont nous avons déjà parlé, affectait aux dépenses du gouvernement, et à la rémunération des services de ses adhérents, tous les biens meubles et immeubles des unitaires; elle portait en outre des peines *discrétionnaires* contre tout unitaire qui aliénerait ses biens, contre les complices de ces aliénations et contre les officiers publics qui y prêteraient la main. Le gouvernement argentin usa largement de cette arme des gouvernements despotiques et révolutionnaires. A chaque succès des armes fédérales, des primes énormes étaient accordées aux soutiens de la dictature; les simples soldats recevaient jusqu'à deux cents têtes de bétail, et les généraux jusqu'à cinq ou six mille.

Un décret du 26 mars 1841, renchérissant encore sur ce système, exempta pour vingt ans de toutes contributions directes et de l'impôt des patentes tous les citoyens armés pour la

fédération. Or, toute la population virile étant sous les armes, le poids des impôts pesait entièrement sur les vieillards, les femmes, les orphelins et les étrangers, qui n'y pouvaient suffire : nouveau prétexte pour justifier la nécessité des confiscations.

Si cette épée de Damoclès toujours suspendue sur la tête des citoyens ne suffisait pas à étouffer leurs murmures, les poignards toujours prêts de la Mazhorca recommençaient à jouer. Grâce à ces moyens, *l'ordre* régna à Buénos-Ayres. Pour mieux l'assurer, Rosas crut encore devoir se débarrasser des Jésuites, non qu'il pût leur reprocher de se mêler des affaires politiques, mais parce qu'ils gardaient une neutralité coupable à ses yeux. « Malgré leurs vertus chrétiennes et morales, disait-il dans un message à la législature, les Pères de la compagnie de Jésus, réunis en communauté et sujets à l'obéissance d'un supérieur opposé aux principes politiques du gouvernement, n'ont point répondu aux espérances de la confédération généreusement consignées dans le décret de leur rétablissement. Depuis longtemps leur marche de *fusion*, opposée au sentiment fédéral, choquait hautement l'opinion publique, contenue par ses égards pour le gouvernement. Enfin elle se prononça fortement, et les Pères quittèrent d'eux-mêmes leur collége. Le gouvernement communiquera cet événement et les circonstances qui s'y rattachent à Sa Sainteté. »

Tout en s'occupant de pacifier Buénos-Ayres, Rosas poursuivait à outrance l'extermination de ses ennemis extérieurs.

Aussitôt après la signature du traité du 29 octobre 1840, l'amiral de Mackau avait envoyé le commandant Penaud auprès du général Lavalle, pour l'engager à accepter l'amnistie, lui offrant un asile et une pension en France ; mais Lavalle avait refusé de se séparer de son parti et préféra tenter la fortune des armes. Il soutint pendant longtemps une lutte inégale contre l'armée de Rosas, commandée par Oribe, mais il finit par suc-

comber à Famalla (octobre 1841), où il fut mortellement frappé.

Après cette victoire, Oribe, devenu l'aveugle instrument d'une politique qui se l'inféodait à jamais en le compromettant dans ces vengeances, parcourut les provinces argentines, le fer et la flamme à la main, pour les soumettre au pouvoir de Rosas.

Les gouvernements institués sous cette influence semblèrent prendre à cœur de marcher sur les traces du dictateur de Buénos-Ayres. A Tucuman, à Catamarca, à Mendoza, des décrets, calqués sur celui du 16 septembre 1840, et enchérissant encore sur ses dispositions, mirent hors la loi les unitaires et prononcèrent la confiscation en masse de leurs biens. Des scènes de carnage ensanglantèrent toutes les provinces; nous en détournerons les yeux : nous ne nous sentons point le courage de supputer le nombre des victimes du système de Rosas.

Le voyant tout-puissant, beaucoup songèrent à tort que Rosas était tout le mal; on voulut s'en défaire, et il est à noter que ceux qui pensèrent à l'assassiner furent les fédéraux eux-mêmes. C'est ainsi qu'un complot fut tramé contre sa vie par un des hommes les plus importants du parti fédéral. Maza, après être resté longtemps dévoué à Rosas, dont il avait été le secrétaire, et par qui il avait été porté à la présidence de l'assemblée et à celle de la haute cour de justice, s'était éloigné de lui, comme tous les hommes de ce parti qui n'étaient pas d'humeur à se laisser complétement absorber. Les jeunes gens des premières familles de Buénos-Ayres entrèrent dans cette conspiration, et le fils du docteur Maza y prit le premier rang. Mais il fallait à cette réunion, plus ardente que solide, un chef capable de la mener au combat, pendant que don Vicente Maza provoquerait, dans l'assemblée dont il était le président, une démonstration contre Rosas. Les conjurés s'adressèrent à Alvéar. Ce général, auquel on a reproché de n'avoir jamais montré beaucoup de franchise dans sa vie politique, hésita, se fit prier, et finit, assure-t-on,

par demander une somme de huit mille piastres, qui lui était, disait-il, nécessaire pour gagner quelques officiers. Les conjurés ne purent réunir immédiatement cette somme; dans l'intervalle, Rosas fut averti. Alvéar, à ce qu'on prétend, compléta lui-même les révélations faites au tyran, et reçut pour prix de ses aveux, ou tout au moins de ses hésitations, le poste de ministre à Washington.

La Mazhorca fut déchaînée contre les maisons des principaux citoyens compromis, et les saccagea. Don Vicente Maza, assailli dans la sienne, s'était réfugié au sein de l'assemblée. Il songeait à fuir, lorsqu'il reçut un billet laconique et non signé, dans lequel on lui disait de ne pas s'éloigner, qu'il n'avait rien à craindre, qu'un vieil ami viendrait bientôt le visiter. Maza crut, à quelques indices, que ce billet venait de Rosas, que ce dernier allait lui-même le secourir. Il espérait le désarmer par sa soumission, et sauver ainsi son fils. Dans cette pensée, il écrivait au gouverneur pour lui offrir sa démission de ses doubles fonctions, et faire appel à leur ancienne intimité, lorsque quatre hommes se précipitèrent dans le cabinet où il se trouvait; s'étant avancé à leur rencontre, il tomba frappé de deux coups de poignard. Les autres conjurés furent arrêtés et fusillés, et leurs biens furent confisqués.

Cependant Rivera, de concert avec le général Paz et les proscrits, et avec Ferré, gouverneur de Corrientes, soutenait la guerre dans cette province contre les forces de Buénos-Ayres, commandées par Échague, et sans doute il les eût tenues longtemps en échec, si la mésintelligence ne se fût mise parmi les confédérés.

Rivera, d'accord en cela avec Ferré, voulait réunir dans une même confédération l'État oriental et les provinces argentines de la rive gauche du Parana; mais ce projet, assez rationnel cependant, rencontra la plus vive opposition chez le général Paz, qui voulait maintenir l'intégrité de la confédération argen-

tine. Une rupture s'ensuivit : Paz se retira à Montévidéo, la ligue se rompit, et, le 6 décembre 1842, Rivera fut complétement défait à l'Arroyo-Grande. L'armée argentine franchit aussitôt l'Uruguay sous les ordres d'Oribe, dont elle venait, disait-elle, rétablir l'autorité légale, et, le 18 février 1843, l'ancien président mit le siége devant Montévidéo.

Si, profitant de la terreur qu'inspirait son nom, terreur augmentée encore par sa récente campagne dans les provinces du nord, Oribe eût attaqué immédiatement la place, nul doute qu'il ne l'eût emportée. La ville ne dut son salut qu'à la lenteur de sa marche, qui permit au général Pacheco, nommé ministre de la guerre, d'organiser la défense avec une vigueur inespérée, secondé qu'il fut par ce pauvre général Paz, que la fatalité ne cessait de poursuivre, mais aussi que la bonne étoile de la République Argentine mettait toujours en travers des projets envahisseurs de Rosas. Oribe fut donc forcé d'entreprendre un siége régulier et de serrer la ville du plus près qu'il lui fut possible.

Cependant la campagne, dévastée par les soldats argentins, était le théâtre d'horribles dépradations.

Les résidents étrangers, les résidents français principalement, ne furent pas ceux qui eurent le moins à souffrir dans cette guerre de sauvages. C'est ce qu'avait parfaitement prévu le ministre montévidéen près la cour de France.

« Depuis le traité, disait M. Ellauri dans une note à M. Guizot en date du 9 janvier 1841, la guerre est de plus en plus acharnée et sanglante dans ces pays. L'ordre et la régularité seront violés par les inimitiés, la cruauté et la mauvaise foi d'un ennemi féroce et sans frein. La nombreuse population française établie sur notre territoire et celle qui s'y réfugie verront redoubler leurs embarras, et qui sait jusqu'à quel point elles se trouveront en danger au milieu d'une lutte désespérée pour soutenir notre indépendance ? Le commerce sera paralysé, car le

général Rosas peut facilement dominer la rivière et même bloquer les ports. Telles seront les conséquences naturelles de l'état actuel des choses dans la Plata , et je ne crois pas m'aventurer en prédisant que la France se verra de nouveau obligée de prodiguer ses trésors et le sang de ses enfants pour remédier à tant de malheurs, à moins que la Providence, favorisant la justice de notre cause, ne couronne par le triomphe nos énergiques efforts. »

Le gouvernement français n'était pas sans se préoccuper de cette situation, mais il ne voulait à aucun prix rentrer dans les embarras dont il était sorti par le traité de 1840. Cependant, dès avant l'invasion de l'Uruguay, les cris d'alarme de ses nationaux, qui en voyaient l'imminence, l'avaient forcé à sortir de sa réserve. Il s'était entendu avec le gouvernement anglais, qui avait dans ces parages de plus grands intérêts encore à sauvegarder que la France, et les deux gouvernements avaient offert conjointement à Rosas leur médiation, « afin de mettre un terme à la lutte déplorable dans laquelle étaient engagés depuis longtemps Buénos-Ayres et Montévidéo. » Mais le dictateur s'était dès l'abord prononcé contre tout arrangement qui n'aurait pas pour résultat la réintégration d'Oribe dans la présidence de l'État oriental. C'était là le prétexte ; au fond , ce que Rosas voulait, c'était l'annexion de l'Uruguay ou sa ruine. Aussi les agents anglais et français s'épuisèrent-ils en vains efforts pour lui faire comprendre l'inadmissibilité de la condition mise par lui en avant. A leurs notes il opposait la plus absurde interprétation des traités, et des délais insultants; et, quand il n'avait plus eu rien à répondre, il avait donné l'ordre à son armée, commandée par Oribe, de s'emparer de Montévidéo.

L'armée argentine, nous l'avons dit, avait envahi, sans rencontrer de résistance, toute la campagne de l'Uruguay; il ne restait aux unitaires que la capitale, serrée chaque jour de plus en plus près, et par mer et par terre. Cependant le soutien moral qu'ils trouvaient dans les mauvaises relations de Rosas et

des agents diplomatiques les excitait à garder comme un espoir pour l'avenir cette petite langue de terre où est bâti Montévidéo, et qui, de toute la Plata, était l'unique endroit qui n'eût pas été envahi par la barbarie. Mais ils n'eussent pu résister longtemps aux forces supérieures d'Oribe sans un renfort inespéré que les imprudences de leurs ennemis jetèrent dans leurs bras.

Le 1er avril 1843, Oribe rendit un décret dans lequel il menaçait de traiter comme *sauvages unitaires* les étangers qui prendraient parti contre lui. Ce décret fut révoqué quelques jours après sur les représentations énergiques du commodore anglais Purvis; mais il n'en porta pas moins ses fruits. Dès le 2 avril, les résidents français prirent les armes pour ne plus les déposer depuis. Ils formèrent un corps de volontaires qui prit le nom de légion française, avec le drapeau et la cocarde nationale. Le gouvernement français désapprouva hautement cet armement, que justifiait la situation, mais qui engageait en quelque sorte son drapeau, et pouvait un jour ou l'autre le faire sortir malgré lui de la neutralité impossible qu'il s'était imposée. Ses agents eurent ordre d'en poursuivre la dissolution; « mais, chose remarquable, écrivait le commandant de la station française, toutes les mesures prises pour amener le désarmement de la légion semblèrent raviver le zèle, souvent presque éteint, des légionnaires. »

Les Italiens, établis en grand nombre à Montévidéo, s'organisèrent également en une légion, sous les ordres de Giuseppe Garibaldi, auquel le ministre de la guerre confia en outre le commandement de l'escadrille orientale, composée de quatre petits bâtiments.

La brillante carrière parcourue depuis par le grand patriote italien nous dispense d'en faire ici l'éloge; nous n'en pourrions d'ailleurs parler qu'avec l'admiration que tous ceux qui ont eu le bonheur de le connaître ont conçue pour son beau caractère. Montrant dès lors ce que l'on pouvait attendre de

son énergie, il fit des prodiges avec l'escadrille qui lui avait été confiée; il parcourut la Plata et l'Uruguay, et dégagea un instant Montévidéo du côté de la mer. Mais les moyens que pouvaient lui fournir les assiégés étaient trop faibles pour qu'il pût lutter longtemps contre Brown, qui commandait l'escadre de Buénos-Ayres; et, après avoir dominé sur l'Uruguay, pris et défendu longtemps le Salto, il dut rentrer à Montévidéo, où il contribua puissamment à repousser les attaques des assaillants. En parlant de Garibaldi, n'oublions pas un autre homme de bien, Anzani, que la mort a enlevé à l'admiration de ses concitoyens. Anzani, à la Plata, avait été pour Garibaldi ce que Desaix fut pour le premier consul à Marengo.

Cependant la position du gouvernement oriental devenait de plus en plus précaire. L'occupation du territoire avait empêché de procéder aux élections présidentielles, à l'expiration des pouvoirs de Rivera. En mars 1843, le gouvernement intérimaire avait été dévolu, d'après la constitution, au président du sénat, don Joaquin Suarez, qui, pour suppléer à l'assemblée générale, qu'on n'avait pu réélire, avait convoqué une assemblée de notables. Le gouvernement ainsi constitué avait été reconnu par les gouvernements étrangers, il était animé des meilleures intentions, mais que pouvait-il, dépourvu comme il était de toute espèce de ressources? Le blocus du port de Montévidéo par l'escadre argentine, bien que non reconnu par les amiraux des grandes puissances maritimes, n'en avait pas moins anéanti les produits de la douane; tout le mouvement commercial s'était reporté vers Buénos-Ayres et sur les points de la côte orientale occupés par Oribe, et c'est à peine si la douane de Montévidéo rapportait encore 12,000 piastres (60,000 fr.) par mois. Dans cette détresse, les Montévidéens ne pouvaient plus guère compter que sur le secours qui leur viendrait de Rivera, dont ils connaissaient les mouvements. Après la bataille d'Arroyo-Grande, l'ex-président avait réussi à reformer une armée, et

il avait repris la campagne; mais son bonheur habituel l'avait abandonné. Après diverses alternatives de revers et de succès, battu coup sur coup à Malbajar et à Arequito, il se vit acculé à la frontière brésilienne par l'armée argentine, aux ordres de don Justo de Urquiza. Il avait 4,000 hommes de troupes, et il traînait à sa suite les misérables débris de la population des campagnes, qui, pour échapper aux cruautés des Argentins, avaient cherché un asile dans son camp. Le 28 mars 1845, il fut totalement défait à l'India-Muerta; les restes de l'armée orientale, avec tous les malheureux fugitifs qui la suivaient, se réfugièrent sur le territoire brésilien.

Cette bataille fonda la réputation d'Urquiza, qui, tout-puissant dans l'Entre-Rios, acquit bientôt une importance telle qu'un observateur a pu dire avec raison que « Rosas ne se couchait jamais sans songer au moyen de se débarrasser d'Urquiza, et qu'Urquiza ne s'endormait jamais sans avoir pensé à la manière de se délivrer de Rosas. »

Le désastre d'India-Muerta ruinait les dernières espérances de Montévidéo, et cette place était à deux doigts de sa chute quand l'intervention franco-anglaise, provoquée par le Brésil, vint changer la face des choses.

Le Brésil; sa situation; sa politique vis-à-vis de la Plata. Ses ouvertures aux gouvernements européens. Intervention anglo-française. — État dans lequel elle trouve le pays. — Les unitaires font alliance avec Urquiza. — Portrait du dictateur de l'Entre-Rios. — L'Entre-Rios retire à Rosas les pouvoirs qu'il lui avait délégués. Son exemple est suivi par Corrientes. — Intervention active du Brésil; il fait alliance avec la république de l'Uruguay et la province d'Entre-Rios. — L'armée entre-riane entre dans la Banda Oriental. Défection de l'armée argentine. Délivrance de Montévidéo..

Le Brésil, nous le savons déjà, avait acquiescé avec non moins de déplaisir que la République Argentine à l'indépendance de l'État de l'Uruguay. Il ne pouvait se résoudre à perdre

cette frontière naturelle que les Portugais avaient si longtemps disputée aux Espagnols. Aussi, pendant les premières années qui suivirent la paix de 1828, la politique du cabinet de Rio se montra-t-elle généralement peu favorable à la prospérité de Montévidéo. Il semblait que tout ce que l'État oriental gagnait en importance et en richesse était dérobé à la prospérité de l'empire. On croyait volontiers, à Rio, que la ruine de Montévidéo assurerait la prospérité de Rio-Grande. Le Brésil, comme bien d'autres pays, avait la manie de vouloir se suffire à lui-même; il consommait par exemple une grande quantité de viandes salées, et ces viandes lui avaient été fournies jusque-là par Buénos-Ayres et Montévidéo; il ne voulait plus avoir à payer ce tribut à l'étranger et espérait que sa province de Rio-Grande pourrait les lui fournir.

C'était une idée fausse, comme la plupart des idées commerciales qui ont si longtemps contrarié le développement naturel du commerce; et, pour servir cette idée, le Brésil applaudissait aux discordes politiques qui déchiraient les pays espagnols.

Mais à la longue ces dispositions mesquines disparurent devant les événements et leurs conséquences probables, pour faire place à des considérations d'un ordre plus élevé et plus puissant. Le gouvernement du Brésil commença à comprendre la véritable portée de la politique de Rosas, quand il vit son insistance à vouloir détruire de fait l'indépendance de la république de l'Uruguay, en la donnant à son lieutenant Manuel Oribe. Rosas ne pouvait vivre que par la guerre. Son triomphe sur les unitaires de l'Uruguay n'aurait été qu'une étape dans l'interminable route que, malgué lui, il aurait été obligé de parcourir. Son insolence habituelle dans ses relations diplomatiques, sa mauvaise foi et sa haine pour tout ce qui échappait à son joug, étaient connus à Rio, et on l'y craignait d'autant plus qu'on savait qu'il était homme à ne reculer devant aucune mesure. Il avait au Brésil des alliés naturels: c'étaient les nègres, auxquels il aurait promis liberté, grades, brillants uniformes

pour les entraîner dans la plus horrible des guerres, la guerre servile. Outre les nègres, il pouvait compter sur les républicains de Rio-Grande, qui depuis 1835 tenaient tête au gouvernement impérial.

Ces considérations, plus puissantes que les faux calculs mercantiles dont nous avons parlé, avaient conduit à cette persuasion, que le rétablissement de la paix dans la république de l'Uruguay serait pour le Brésil une garantie de stabilité, en mettant une barrière entre l'empire et ce voisin incommode. Le gouvernement impérial voulut arriver à ses fins par les voies diplomatiques ; il conclut avec le ministre argentin, le 14 mars 1843, un traité ayant pour objet de mettre fin par un accord commun à la guerre de l'Uruguay et aux troubles des provinces brésiliennes du sud.

Rosas, qui ne voulait pas de cette pacification, parce qu'elle l'aurait obligé à modérer son action à Montévidéo, et parce que la paix dans le Rio-Grande aurait contrarié ses projets ultérieurs, refusa de ratifier le traité, rendant ainsi manifeste son mauvais vouloir à l'égard de l'empire.

La cour de Rio-Janeiro, ne pouvant plus conserver le moindre doute à ce sujet, ne perdit point de temps pour se mettre à couvert des dangers qui pouvaient lui venir de ce côté. Le moyen le plus sûr, le plus immédiatement praticable, lui parut être l'alliance de tous les États situés à l'est des rivières Parana et Paraguay : c'étaient au nord le Paraguay, indépendant de fait, sinon de droit; au sud, l'État oriental, indépendant de droit, sinon de fait, et les provinces intermédiaires de Corrientes et d'Entre-Rios. La réunion de ces quatre États, présentant ensemble une superficie de quarante mille lieues carrées et une population de quinze cent mille âmes, était évidemment capable de maintenir l'équilibre entre les deux puissants États de cette partie de l'Amérique méridionale, la République Argentine et l'empire du Brésil.

Ce projet, bien arrêté dans les conseils du gouvernement

impérial, il se préoccupa, sans perdre un instant, d'en poursuivre la réalisation. Après avoir, pour se débarrasser d'autant, conclu un arrangement avec les républicains de Rio-Grande, il reconnut l'indépendance du Paraguay par une déclaration du 14 septembre 1844, et, au mois d'octobre de la même année, il envoya en Europe le vicomte d'Abrantès, pour sonder les dispositions de la France et de l'Angleterre, qui avaient, on le sait, garanti l'indépendance de l'État oriental.

Le vicomte d'Abrantès, arrivé en Europe, exposa les vues de son gouvernement dans un mémorandum remis le 9 novembre 1844 à lord Aberdeen, et le 9 décembre à M. Guizot. Les conclusions de ce mémorandum étaient résumées dans une lettre adressée, le 11 janvier 1845, par l'envoyé brésilien au ministre des affaires étrangères de France; il y était dit textuellement :

1° Que l'on devait maintenir l'indépendance de l'Etat oriental de l'Uruguay, conformément à la convention du 27 août 1828 ;

2° Qu'il convenait d'empêcher que l'indépendance de la république du Paraguay ne fût violée ;

3° Qu'enfin l'humanité et l'intérêt général du commerce exigeaient que l'on mît un terme à la guerre entre Buénos-Ayres et Montévidéo, guerre qui d'ailleurs tendait à compromettre l'indépendance de ce dernier État.

Il proposait, en outre, de s'entendre sur les moyens de résoudre à l'avenir les difficultés qui pourraient naître entre Buénos-Ayres, l'État oriental et le Paraguay.

Le vicomte d'Abrantès fut accueilli favorablement par lord Aberdeen, qui tout d'abord se montra disposé à intervenir pour sauvegarder l'indépendance de l'Uruguay; et, le 28 novembre, le chef du Foreign-Office informa l'envoyé de l'empereur que le gouvernement anglais était prêt à agir, soit seul, soit d'accord avec le Brésil, soit même enfin avec la France, dont la coopération, provoquée d'ailleurs par le Brésil, était d'autant plus naturelle, d'autant plus nécessaire, dans cette question, que

l'intérêt, évident et réel, qu'elle y avait, n'avait, chose rare, rien d'exclusif de l'intérêt anglais.

Les ouvertures du vicomte d'Abrantès furent non moins favorablement accueillies par M. Guizot, qui, dans sa réponse, reproduisit textuellement les conclusions de l'envoyé brésilien.

Une fois décidés à intervenir en commun, les deux cabinets de Paris et de Londres se mirent bientôt d'accord sur le but et les moyens.

Ici nous laisserons parler M. de Brossard.

« Quant aux moyens, dit-il, les deux gouvernements repoussèrent d'abord la coopération du Brésil. Ils pensèrent qu'il était plus prudent de ne pas engager cet empire dans une lutte avec ses voisins; d'éviter ainsi, pour l'avenir, de nombreux motifs de rivalité entre la cour de Rio-Janeiro et les républiques belligérantes; ils jugèrent que l'intervention, ou pour mieux dire la *médiation armée*, à laquelle ils s'étaient arrêtés, offrirait aux parties intéressées plus de gages de sincérité et d'impartialité lorsqu'elle serait exclusivement conduite par des Etats évidemment étrangers, par leur situation géographique et par leur puissance acquise, à toute espèce de pensée ou de nécessité d'agrandissement territorial. »

Ces motifs, bien plus apparents que réels (car un refroidissement survenu entre les cours de Londres et de Rio-Janeiro, à l'occasion de la répression de la traite des noirs, fut un grand élément de décision), ces motifs, disons-nous, n'étaient pas néanmoins sans valeur. Il est fâcheux cependant qu'ils aient prévalu, car, en les adoptant, les puissances médiatrices se privèrent de leur auxiliaire le plus immédiat, du plus économique, et, partant, le plus puissant, du concours des troupes de terre que leur offrait le Brésil. Elles se réduisirent ainsi elles-mêmes à l'emploi de leurs forces navales, et au futur contingent, fort incertain, et, dès lors, fort inefficace, des troupes de débarquement venues d'Europe. Aussi, parmi beaucoup d'autres, le général San-Martin, juge compétent dans la question, prévit-il dès l'o-

rigine l'impuissance de la médiation. « Ma ferme conviction écrivait-il le 20 décembre 1845, dans une lettre insérée au *Morning-Chronicle*, est que les parties intervenantes n'obtiendront pas, avec les mesures adoptées, le but qu'elles poursuivent. Leur intervention n'aura d'autre effet que de prolonger indéfiniment les maux auxquels elles veulent porter remède; et il n'y a pas de prévoyance humaine qui puisse assigner un terme à la pacification à laquelle elles aspirent. »

Quant au but, les deux puissances médiatrices concentrèrent leur vues sur l'indépendance de l'État oriental, et cela devait être. Indépendamment de leurs intérêts matériels, profondément engagés dans cette question, et que la prolongation de la lutte ne pouvait que compromettre davantage, la France et l'Angleterre n'avaient-elles pas des devoirs d'honneur à remplir, des considérations politiques du plus grand poids à mettre en ligne de compte? L'Angleterre n'avait-elle pas contribué à l'indépendance orientale par ses bons offices lors du traité de 1828 ? La France n'avait-elle pas garanti cette indépendance par le traité de 1840? N'avait-elle pas, en outre, des obligations plus étroites, en raison du concours que l'Etat oriental lui avait prêté lors de la guerre de 1838 ? Si, d'ailleurs, on abandonnait l'Etat oriental à Oribe, restauré par Rosas; si, en d'autres termes, on le livrait à l'influence de Rosas, n'était-ce pas rendre à l'empire du Brésil, *ipso jure*, tous ses droits sur la Bande Orientale, droits auxquels il n'avait renoncé qu'à la condition de placer cette province dans un état d'indépendance et de souveraineté parfaite et absolue. Mettre la condition à néant, c'était annuler la renonciation. Aussi la question fut-elle posée et résolue d'une manière nette et tranchée par les deux gouvernements. Voici comment s'exprimait lord Aberdeen dans ses instructions du 25 février 1845, identiques d'ailleurs par le fond, si ce n'est par la forme, à celles de M. Guizot :

« Les deux pays ont résolu d'agir d'accord; ils auront re-
« cours à la force, si cela est nécessaire. La guerre est sans ca-

« ractère national pour ce qui concerne Buénos-Ayres; le « général Rosas, de son propre aveu, y est engagé uniquement « comme auxiliaire, et non comme partie principale.

« Il faut absolument que vous observiez une grande impar- « tialité dans les propositions que vous ferez aux parties belli- « gérantes; mais le caractère de la lutte et l'absence de toute « cause réelle et nationale (au moins du côté de Buénos-Ayres) « rendent difficile de fixer ces conditions comme base de né- « gociation.

« Cependant l'objet important pour les parties médiatrices, « celui que surtout on ne doit pas perdre de vue un seul instant, « c'est la conservation de l'indépendance de Montévidéo. L'hon- « neur de l'Angleterre, comme celui de la France et du Brésil, « est engagé à soutenir cette indépendance. *Sur ce point aucune « transaction n'est admissible.*

« Buénos-Ayres n'est pas moins obligé que les puissances « médiatrices de maintenir cette indépendance de Montévidéo. « Il n'y a aucun motif pour supposer que le général Rosas puisse « hésiter à le reconnaître.

« *Cette reconnaissance serait pourtant sans valeur tant que « celui-ci persistera à soutenir le général Oribe par les armes, par « l'argent, ou même par toute autre influence.* »

Nous avons emprunté à dessein l'exposé de ces négociations à M. Alfred de Brossard, pour faire voir combien le point de départ en était faux. Les gouvernements de France et d'Angleterre faisaient une Plata à leur guise; ils s'efforçaient d'expliquer Rosas d'après les idées reçues en Europe. C'était se fourvoyer de gaieté de cœur. Rosas agissait par des considérations toutes personnelles, par haine pour les unitaires, qui, selon lui, étaient l'unique obstacle à l'immobilité à laquelle il voulait arriver, par aversion contre les Portugais; en un mot, par barbarie. Les Européens voulaient traiter avec lui comme avec un homme civilisé; ils ne pouvaient arriver à s'entendre. Aussi toute cette grosse affaire, dont il serait oiseux de suivre les pé-

ripéties, n'aboutit qu'au blocus de Buénos-Ayres, et n'eut d'autre effet que de prolonger l'existence des unitaires à Montévidéo. Si, pourtant, elle en eut un autre encore : elle grandit singulièrement Rosas. Les pauvres d'esprit (et leur nombre n'est pas à dédaigner) devaient concevoir la plus haute idée d'un homme qui traitait de puissance à puissance avec les rois de France et d'Angleterre.

Le pays, pendant ces démêlés, jouissait d'une espèce de calme intérieur, qui profitait peu aux peuples, mais dont les gouvernements de province tiraient parti. Les gauchos, après avoir été au gouvernement dix ou quinze ans, se civilisaient un peu, se créaient des intérêts qu'ils avaient à défendre, et osaient penser, bien en secret, qu'il pourrait leur convenir d'échapper à la lourde tutelle de Buénos-Ayres. Montévidéo, libre du côté de la rivière (le premier effet de l'intervention anglo-française ayant été de détruire complétement l'escadre de Buénos-Ayres), soutenu par les subsides de la France, résistait presque sans efforts à l'armée d'Oribe, et, comme les peuples s'accommodent de tout, on trouvait presque régulière cette singulière manière d'être. Montévidéo vivait résigné à son sort; Oribe continuait à l'assiéger tranquillement; Buénos-Ayres s'habituait à Rosas, les provinces à leurs caciques.

Pourtant il se faisait tout autour de Rosas un travail qui ébranlait son pouvoir bien autrement que les escadres européennes, bien autrement que les diplomates et leurs incompréhensibles négociations. Les unitaires se servaient des presses des pays voisins pour attaquer le dictateur de Buénos-Ayres. De Montévidéo, de la Bolivie, du Chili surtout, la lumière se répandait dans tout le pays. Les écrits de Valéra, d'Alsina, de Mitre, d'Alberdi, ceux de Sarmiento surtout, pénétraient jusqu'au fond des provinces et y faisaient l'effet des termites, qui rongent le bois tout en cachant leur œuvre redoutable. Les écrits hostiles à Rosas ne circulaient pas publiquement, mais

ils étaient avidement recherchés, comme tout fruit défendu. Le nom des hommes qui de loin faisaient la guerre à la barbarie était connu et aimé de toute la jeunesse. Malgré les persécutions, les tueries, le parti unitaire vivait toujours. Les anciens du parti se maintenaient dans leur foi politique, et, ce qui devenait plus dangereux, les fédéraux commençaient à les regarder avec moins de défiance ; bien plus, parmi les fonctionnaires de Rosas, il s'en trouvait qui, tout bas, désapprouvaient son système : on était étonné de rencontrer partout cette opposition sourde, mais pourtant qui ne laissait pas d'être menaçante.

Rosas, cependant, suivait imperturbablement la route qu'il s'était tracée ; ses journaux ne se lassaient pas d'insulter les unitaires ; sa police s'efforçait de faire revivre la terreur, sans y réussir. Tous les jours avaient lieu de nouvelles arrestations, et ces malheureuses victimes de la tyrannie étaient envoyées dans un camp retranché, à quelques lieues de la ville, où elles étaient fusillées ou martyrisées de mille manières ; mais ces actes, auxquels on s'était habitué, inspiraient plutôt du dégoût que de la terreur. Après avoir été si longtemps au pouvoir, Rosas n'avait réussi qu'à se créer partout des ennemis, qui, s'ils n'osaient encore l'attaquer, étaient loin de vouloir rien faire pour sa défense.

Parmi les gouverneurs de province, il en était un surtout qui affectait une grande indépendance : c'était celui d'Entre-Rios, don Justo Urquiza. Nous savons avec quelle jalouse défiance Rosas et lui s'épiaient mutuellement. Après avoir été le plus puissant soutien de la fédération, ou plutôt de la barbarie, dans le pays des rivières, le vainqueur d'India-Muerta commençait à apparaître comme l'espoir de la civilisation. Les unitaires, crédules comme tous les proscrits, en étaient venus à penser qu'il pourrait être le libérateur de la patrie, et quelques-uns n'avaient pas craint de le lui faire entendre.

Avaient-ils raison de s'appuyer sur un homme qui avait de

tels antécédents? Oui, si l'on songe que Rosas était la plus haute manifestation du mal; non, s'ils pensaient à cet homme pour organiser le pays. Quels étaient, en effet, les antécédents d'Urquiza? Nous devons les rechercher, pour que sa conduite à l'avenir ne paraisse pas une contradiction perpétuelle.

L'étude du caractère véritable de ces héros de la fédération nous paraît toujours indispensable. En Europe, l'homme peut toujours se deviner à travers ses actes officiels; à la République Argentine, les actes officiels ne signifient rien. Les fédéraux des derniers temps signaient les documents officiels pour cacher leur jeu. Ils n'étaient pas assez naïvement barbares pour ne pas rougir de leurs actes de barbarie; mais ils ne pouvaient se résoudre à gouverner sans s'aider des moyens qui avaient fait la fortune d'Artigas et de Quiroga. Être barbare pour réussir, et paraître civilisé, a été dans ces derniers temps l'idéal des chefs argentins; et de là cette discordance entre leurs documents officiels et leur véritable manière d'être.

De là ces mensonges continuels dans les actes publics, mensonges dans les lois, mensonges dans toutes les transactions. Et l'homme qui, dès 1848, se présentait comme l'ennemi de Rosas, s'il pouvait se résumer en un seul mot, devrait s'appeler *mensonge*.

Cette disposition à tromper était-elle chez Urquiza le fait d'un caractère complétement dépravé? Nous ne le croyons pas. C'était plutôt le résultat du milieu barbare dans lequel il avait vécu, de l'éducation qu'il s'était faite et de la tyrannie qu'il avait servie, pour des motifs sordides plutôt que par passion ou par conviction. C'est afin de prouver autant que possible ces assertions que nous étudierons les antécédents du gouverneur d'Entre-Rios, avant de continuer notre récit historique.

La famille d'Urquiza était établie dans l'Entre-Rios, lors de la guerre de l'indépendance. Ses parents, assez à l'aise pour pouvoir donner à leurs enfants une bonne éducation, l'envoyèrent, fort jeune encore, étudier à Buénos-Ayres. Un de ses

oncles le reçut dans sa maison, et il resta assez de temps à l'école pour apprendre la lecture, l'écriture, suffisamment d'orthographe pour faire une facture, et, des mathématiques, les quatre règles. C'en était assez, selon lui, pour être commerçant ou estanciero, c'est-à-dire fermier, éleveur de bestiaux; et, sous prétexte que la vie de savant l'ennuyait, il quitta un beau jour la maison de son oncle, et retourna à l'Entre-Rios. Son père lui pardonna d'autant plus facilement cette escapade qu'il ne le destinait pas à autre chose qu'au commerce; il le plaça donc comme employé dans une boutique.

Les magasins d'Europe ne sauraient donner une idée de ce qu'est une boutique dans les villages d'Amérique. Le boutiquier là-bas occupe le rang du grand industriel ou du banquier en France. Devant fournir à tous les besoins, il vend de tout, et comme il accapare les produits des campagnes, les gros commerçants des villes sont obligés d'avoir affaire à lui. Bref, le boutiquier est réellement l'homme important des villages d'Amérique. Les parents d'Urquiza avaient donc raison de placer leur fils derrière un comptoir, car c'est assurément la meilleure école pour devenir un grand commerçant en Amérique.

L'Arroyo de la China, où vivait le patron du futur général, était un tout petit village de six ou huit cents habitants; mais les campagnes environnantes y faisaient leurs achats, et le commerce y était actif. Le jeune commis se trouva donc bientôt en contact avec tous les gauchos du district. Souvent aussi son patron l'envoyait faire des achats dans les campagnes et jusqu'à la frontière de Corrientes. Dans ce milieu, les quelques bonnes manières qu'il avait pu prendre à Buénos-Ayres s'étaient bien vite perdues. Il jouait avec assez de bonheur, et fut heurenx dans quelques combats au couteau avec ses compagnons de jeu. Aussi acquit-il la réputation d'homme brave, actif et instruit, parmi les estancieros de l'Entre-Rios, généralement plus ignorants encore que lui.

Quoique mauvais sujet, Urquiza était économe : il finit par amasser quelques centaines de piastres, et, aidé par son père, il ouvrit, vers 1820, une boutique pour son propre compte. Le futur héros y détaillait des mouchoirs et des petits verres d'eau-de-vie ; mais, tout en faisant son commerce, il s'occupait des affaires publiques; son arrière-boutique devint un centre politique, et son importance, comme homme d'État, grandissait avec sa clientèle. Bavard et fanfaron, il dominait ses pratiques, et se posait comme l'homme appelé à gouverner l'Arroyo de la China. C'était à cette époque toute son ambition.

Dans une de ces révolutions si fréquentes à la Plata, il finit par être nommé commandant de la garde nationale. Tout fier de ce haut poste, dès qu'il eut une douzaine d'hommes sous ses ordres, il se montra dur et impitoyable. Il poursuivait à outrance les mauvais sujets de l'endroit, surtout ses anciens compagnons de jeu. Il ne reculait pas devant les mesures les plus arbitraires. Il voulait absolument se faire craindre, moyen, comme nous ne l'avons que trop vu, de se faire la plus solide popularité dans les pays barbares, où la force tient lieu de talent et de raison. Et bientôt, en effet, les différents chefs d'Entre-Rios eurent à compter avec le commandant de l'Arroyo de la China.

La politique cependant ne faisait pas oublier à Urquiza son commerce, bien au contraire; le commandant avait gardé sa boutique; les affaires marchaient de front avec l'ambition, s'aidant mutuellement. Se fournir chez le commandant était la plus grande marque de civisme qu'on pût donner; l'aider en tout et le prôner comme la meilleure des autorités, le plus sûr moyen de lui vendre avantageusement ses cuirs, ses graisses, son crin, tout ce enfin dont il faisait commerce.

De 1820 à 1830, le désordre avait atteint ses dernières limites dans l'Entre-Rios. La guerre civile y était permanente; les vols, les assassinats, incessants. L'estanciero ne se trou-

vait à l'abri d'un coup de main que dans les petits villages ; les campagnes se dépeuplaient d'hommes et de bestiaux.

La réputation d'homme inflexible qu'Urquiza avait su se faire, son activité à poursuivre les malfaiteurs dans son district, ses moyens de coercition toujours extrêmes, toujours violents, furent la base de sa fortune politique. Son influence, d'abord limitée à sa localité, s'étendit sur tout le littoral de l'Uruguay. Les milices qu'il avait sous ses ordres devinrent plus nombreuses ; et quand Echague luttait contre Paz, Urquiza figurait déjà comme une des fortes colonnes de la fédération dans l'Entre-Rios. En 1843, déjà gouverneur de fait de l'Entre-Rios, il envahit l'Uruguay avec ses milices, et y remporta de grands succès. Rentré dans sa province après la bataille d'India-Muerta, il fut élu gouverneur en 1846.

Tel s'était montré le commandant, tel se montra le gouverneur, et il se fit craindre de toutes les milices du pays, comme il s'était fait craindre de ses administrés de l'Arroyo de la China. Ce n'était guère, d'ailleurs, que par la terreur qu'il pouvait leur imposer son autorité et s'en faire suivre dans ses expéditions, lui qui en était encore à prouver ses capacités militaires. Après tout, Urquiza pouvait être aussi bon général que n'importe quel gaucho, sans compter qu'il était heureux.

La guerre alors avait perdu tout caractère régulier, et les notions de l'art militaire, qui, sous Belgrano et San-Martin, étaient une des conditions pour commander, étaient devenues inutiles du temps de Rosas. Sur ce point, la république était retombée dans l'état sauvage : surprendre l'ennemi, lui voler ses chevaux, fuir et se disperser à temps, était le *nec plus ultrà* de la tactique. Savoir réparer un échec en reformant une nouvelle armée, était le premier et le plus utile des talents d'un général en chef. Et on le comprendra aisément. Avec des armées presque entièrement formées de cavalerie, et où l'artillerie comptait à peine, les batailles étaient beaucoup moins meur-

trières qu'en Europe. Un choc de cavalerie décidait presque toujours du combat. Les vainqueurs restaient sur le champ de bataille, les vaincus se dispersaient. Voilà pourquoi un général habile à gagner des batailles, comme Paz, était inférieur à un général comme Rivera, qui savait en peu de jours reformer une armée de ses soldats débandés.

Cette facilité de réunir ses hommes qu'avait Rivera faisait le désespoir d'Urquiza. C'est qu'il ne pouvait pas compter sur les campagnards d'Entre-Rios comme son rival sur ceux de l'Uruguay.

Rivera connaissait personnellement presque toute la population des campagnes de l'Uruguay, où il guerroyait depuis les temps d'Artigas ; il était le compère aimé de tous les gauchos influents de son pays. Son caractère se prêtait singulièrement à cette intimité avec tous ses soldats ; le général jouait avec eux au monté. Généreux comme un voleur, il donnait tout ce qu'il prenait, et ses soldats vivaient contents de leur sort. Son camp était une tribu en mouvement ; les femmes y étaient presque aussi nombreuses que les hommes. On y faisait à peu près ce qu'on voulait. On y avait pour nourriture habituelle *la carne con cuero*, viande rôtie dans son cuir, et l'eau-de-vie ne manquait jamais. Aussi guerroyer avec Rivera était pour les gauchos une véritable fête. Il ne donnait pas de solde régulière ; mais parfois, quand il était de belle humeur, et c'était souvent, il lui arrivait de donner à un soldat une estancia, le bétail pris sur l'ennemi. Or cette chance d'une bonne aubaine, cette perspective d'une fortune qu'on n'aurait pas gagnée par dix années de travail et d'économie, et qu'on pouvait obtenir d'un bon mouvement du général, était plus attrayante pour le gaucho qu'une solde régulière, qui lui profite peu, car le barbare est toujours imprévoyant, presque jamais économe.

D'un autre côté, le pays, bouleversé par la guerre civile, n'offrait que de faibles ressources aux hommes qui auraient voulu travailler. Le passage d'une armée, d'un bataillon, pou-

vait faire perdre en un jour le fruit de dix ou douze années de travail. Les gauchos préféraient donc vivre en combattant quelquefois, en chantant, buvant, mangeant bien, jouant toujours. La vie régulière, qu'ils n'aimaient pas, ne leur avait pas donné d'autre résultat que la vie indolente et dissipée du camp. Aussi se groupaient-ils d'eux-mêmes autour de Rivera, et, après une défaite, ils le rejoignaient bientôt, par attachement quelquefois, généralement parce qu'ils n'avaient rien de mieux à faire.

Urquiza aurait voulu que les populations de l'Entre-Rios fussent pour lui ce que les populations de l'Uruguay étaient pour Rivera ; mais son caractère avare ne lui permettait pas de se faire aimer comme celui-ci. L'arbitraire de Rivera profitait à tous ses amis ; Urquiza ne faisait de l'arbitraire que pour lui-même. Mais il arriva aux mêmes résultats par un moyen qui ne lui coûta rien. Il sut, par ses cruautés, inspirer une crainte telle, que pas un homme n'osait rester chez lui quand il appelait les milices sous les armes. Un exemple fera comprendre comment il parvint à se faire suivre par toute la population d'Entre-Rios quand il avait besoin de soldats.

Après sa campagne de l'Uruguay, Urquiza appela sous les armes toutes les milices, pour aller combattre les unitaires de Corrientes. Les contingents arrivèrent de toutes parts ; mais les gauchos des bords du Mocoreta, petite rivière qui coule à l'extrémité nord de la province, croyant qu'il serait défait dans cette expédition, désertèrent pour la plupart et s'enfuirent dans la province voisine. Urquiza fit la campagne sans eux, mais il n'oublia pas cette désertion. La guerre achevée, il avait gardé quelques troupes à Cala : il envoya un détachement à Mocoreta avec ordre de ramener les déserteurs ; mais ceux-ci, pour se soustraire à son courroux, s'étaient expatriés. Urquiza ordonna alors qu'on lui amenât les familles de ces déserteurs, vieillards, femmes et enfants, sans distinction. Quand ces infortunés furent arrivés au camp de Cala, il les fit conduire sur une colline qu'il voyait de la porte de la hutte qu'il s'était fait

construire. L'hiver commençait, les nuits étaient froides et le vent faisait grelotter les pauvres prisonniers. Urquiza ne leur permit pas une couverture, pas une branche d'arbre à laquelle ils auraient pu suspendre une couverture qui les aurait abrités. Pour toute nourriture, il leur faisait distribuer les pattes, les intestins et les parties des animaux que les gauchos ne mangent pas, ou bien la chair maigre et bleuâtre des bêtes mortes de fatigue. Les sentinelles préposées à leur garde les menaient une fois par jour au ruisseau de Cala, où ils étaient obligés de s'abreuver comme le bétail. Il était expressément interdit à leurs gardiens de leur adresser la parole : un vieillard, ayant voulu parler au général, fut immédiatement fusillé.

Ce supplice dura près de trois mois; au bout de ce temps, il permit aux nègres, qui formaient un peleton d'infanterie, mais aux nègres seulement, de prendre des femmes parmi les prisonnières blanches. Les pauvres filles qui eurent le bonheur de plaire aux nègres furent ainsi délivrées, mais pour devenir les servantes des soldats. Du reste, la plupart de celles qui avaient survécu étaient si décharnées et dans un tel état de malpropreté, que même les nègres n'en voulurent pas.

Enfin, au commencement de l'été, Urquiza délivra ses prisonniers. On en avait amené plus de trois cents, il en restait à peine une quarantaine. Jamais il ne leur avait adressé la parole; jamais il n'avait souffert qu'on lui en parlât; et malheur au soldat qui eût osé leur donner le moindre signe de compassion.

Quel homme se serait exposé, après un si terrible exemple, à la colère du gouverneur? Vainqueur ou vaincu, protégé par les fédéraux, il pouvait toujours revenir au pouvoir; on le savait inflexible, on connaissait sa prodigieuse mémoire, et l'on ne pouvait espérer échapper à sa vengeance.

Les cruautés d'Urquiza envers ses administrés peuvent donner une idée de sa manière de faire la guerre. Aucun des chefs fédéraux ne s'était montré plus impitoyable pour les vaincus; ses tueries faisaient oublier celles de Quiroga ou

d'Oribe. Ce n'était pas assez pour lui de vaincre ses ennemis; il voulait les anéantir.

C'est précisément cette froide cruauté qui avait donné à Rosas une si haute idée du gouverneur d'Entre-Rios, qu'il jalousait, qu'il redoutait même.

La passion dominante d'Urquiza n'était cependant pas le pouvoir, c'étaient toujours les affaires; son ambition politique était subordonnée pour ainsi dire à son négoce, aux calculs du marchand; ce qui fait de ce type des ambitieux argentins quelque chose de plus repoussant encore que Quiroga, le franc bandit, ou que Rosas lui-même. Pour lui, le plus clair de chaque expédition heureuse, c'étaient les milliers de têtes de bétail qu'elle ajoutait à celles qui paissaient déjà dans les grands terrains qu'il avait acquis à bas prix. Il était devenu promptement le plus grand propriétaire foncier de l'Entre-Rios, dont il semblait vouloir s'approprier tout le territoire; mais cela ne l'empêchait pas de continuer ses affaires de boutiquier, et il ne se faisait aucun scrupule d'user de son pouvoir en faveur de ses spéculations. C'est ainsi qu'il résolut un beau jour de tuer la concurrence et de s'assurer le monopole des affaires de détail. Voici comment il s'y prit : Sous prétexte que les boutiques et cabarets étaient des centres pernicieux pour la moralité de ses administrés, qui s'y réunissaient pour boire ou jouer, il prohiba toute boutique, à moins que le propriétaire n'eût une autorisation signée de lui-même. Or, on le comprend aisément, il ne donnait d'autorisation qu'à ses créatures, qui se trouvaient d'autant plus obligées de le servir, ou bien encore à ceux qui lui proposaient une association, généralement ainsi basée : le gouverneur donnait pour sa part l'autorisation d'établir la boutique, le commerçant fournissait le capital nécessaire, et l'on partageait les bénéfices. Cette très-simple méthode de faire le commerce a rapporté à Urquiza bien des piastres, et explique ses affaires en participation avec plus de trois cents boutiquiers de la province. Là ne s'arrêtait pas sa soif de lucre.

Ainsi, il s'avisa une fois de semer du blé, et, pour le vendre plus avantageusement, il prohiba l'entrée des farines, sous prétexte de protéger l'agriculture. Mais le blé réduit en farine et en pain donnant encore plus de bénéfices que la farine vendue aux boulangers, il se réserva le privilége de la boulangerie. Et ainsi de tout.

Nous terminerons cette esquisse par un trait qui achèvera de peindre l'homme et le pays. Urquiza, président de la république, s'était fait bâtir une grande et belle maison de campagne, où il résidait, et à peu de distance de son habitation il avait établi un camp où il exerçait constamment de 1,500 à 2,000 hommes, qui composaient son armée de ligne. Or il voyait dans ses soldats, non ce qu'un chef d'État européen y eût vu : des soutiens de l'ordre à l'intérieur, de l'honneur du pays au dehors, ou tout au moins une garde pour sa personne, mais des *consommateurs*. Il avait donc établi sur un des côtés de sa résidence une grande boutique où l'on vendait non-seulement le pain de ses boulangeries, le fromage de ses vacheries, les fruits de ses jardins, etc., mais encore tout ce dont on pouvait faire argent. Et comme les troupes ne recevaient pour ration que de la viande, leur solde passait tout entière dans le cabaret du président, qui ne dédaignait pas de visiter chaque matin sa boutique, et s'informait minutieusement des résultats de la vente de la veille.

Tel était l'homme qui, dès 1848, se levait contre Rosas. Après ce que nous venons de dire, on comprendra que ce qui le faisait agir, ce n'était ni le patriotisme, ni le sentiment de la dignité de la patrie insultée, tyrannisée, paralysée dans son développement, mais son intérêt personnel, et peut-être la perspective de plus vastes opérations commerciales, s'il parvenait à prendre la place de Rosas.

Au point de vue de l'organisation future de la république, un pareil homme ne pouvait être évidemment qu'un obstacle; mais pour renverser la tyrannie de Rosas, ce pouvait être un

puissant instrument. Les unitaires qui s'unirent à lui firent donc sagement, car pour sauver le pays il fallait avant tout chasser Rosas. Les soulèvements de 1829 , 1835, 1838 , 1839 et 1840, n'avaient abouti qu'à d'horribles massacres, et on courait risque d'échouer encore tant qu'on n'aurait pas renversé le gouvernement de Buénos-Ayres , gouvernement qui ne pouvait pas être amélioré, qui , ne vivant que par la violence , ne pouvait être modifié que par la violence. On a reproché aux Argentins ces constantes révoltes, cette guerre civile incessante ; mais ce leur est au contraire un titre de gloire : des hommes qui ont si longtemps lutté contre les mauvaises passions, filles légitimes de l'ignorance produite par le régime colonial, ont montré qu'ils sont dignes d'un gouvernement régulier, dignes de cette liberté qu'ils auront conquise au prix de tant de sacrifices et de tant de sang. C'est non moins à tort qu'on a reproché aux unitaires leur alliance avec Urquiza, avec une des plus viles personnifications de la barbarie : nous le répétons, dans l'extrémité où l'on se trouvait, il fallait se décider à user des seuls instruments qui se présentaient.

Urquiza, lui, avouons-le, en s'unissant aux unitaires se montrait hardi. La ville de Montévidéo, leur dernier boulevard, assiégée depuis dix ans, était au bout de ses ressources. Rien ne faisait plus obstacle au pouvoir de Rosas, qui semblait monté à son apogée. L'Angleterre avait traité avec lui après d'inutiles tentatives de médiation, et la France avait hâte de sortir de cette longue et ruineuse affaire.

Mais, sur ces entrefaites, un nouvel allié, apportant aux unitaires une aide plus efficace que toutes les frégates européennes, entrait franchement en scène. C'était le Brésil, qui, désespérant de tout arrangement avec Rosas, et voyant, d'un autre côté, que l'intervention anglo-française, qu'il avait lui-même provoquée, n'avait fait qu'affermir le gouverneur de Buénos-Ayres, avait décidé de faire cause commune avec ses ennemis. Le Brésil offrait sa marine, un contingent considérable et beau-

coup d'argent. Cette dernière offre, la plus importante pour Urquiza, fut la véritable cause du revirement complet du gouverneur d'Entre-Rios, jusqu'alors si bon fédéral.

Rosas avait l'habitude de se faire renouveler de temps à autre les pouvoirs extraordinaires qui lui avaient été conférés, en présentant périodiquement sa démission de gouverneur. Cette farce, bien connue de tous, avait toujours le même résultat. La chambre des représentants de Buénos-Ayres le suppliait de se sacrifier encore quelques années au bonheur des Argentins, et les gouverneurs des provinces faisaient chorus, le priant de vouloir bien conserver la direction des relations extérieures de la confédération pour maintenir l'indépendance américaine. Et Rosas se sacrifiait.

Cette comédie, il la renouvela au commencement de 1851, en se fondant sur l'état de sa santé et sur les difficultés du moment, qui lui rendaient le pouvoir un trop lourd fardeau. Urquiza, qui attendait l'occasion, répondit que la province d'Entre-Rios acceptait, quant à elle, cette renonciation en ce qui touchait les relations extérieures et les affaires de paix et de guerre de la république ; que, par suite, elle reprenait l'exercice des droits et prérogatives attachés à sa souveraineté, en attendant la convocation d'un congrès général appelé à fixer l'organisation définitive de la confédération.

Tel était le sens de la déclaration du 1er mai, qui ne laisse pas d'être curieuse dans sa rédaction :

« Considérant, y est-il dit notamment, que réitérer auprès du général Rosas les instances faites antérieurement pour qu'il reste à son poste, c'est n'avoir aucun égard pour sa santé affaiblie, et que c'est aussi contribuer à la ruine des intérêts nationaux, qu'il confesse lui-même ne pouvoir suivre avec toute l'activité qu'ils exigent... »

On voit que la dextérité et la ruse n'étaient pas seulement du côté du dictateur de Buénos-Ayres. En même temps Urquiza

abolissait la devise « Meurent les unitaires ! » pour lui en substituer une qui, à la vérité, n'était guère moins sauvage : « Meurent les ennemis de l'organisation nationale ! »

En levant l'étendard contre Rosas, Urquiza devait songer à se faire des alliés. Il envoya donc des émissaires à Corrientes, dont le gouverneur, Virasoro, était son ami intime. Celui-ci savait que Rosas était la guerre en permanence, une menace perpétuelle pour la sûreté non-seulement des gouvernés, mais aussi des gouverneurs ; il comprenait qu'étant l'intime d'Urquiza, il serait toujours en butte aux coups de la mazhorca, si son ami succombait ; il connaissait d'ailleurs les puissants secours que promettait le Brésil. Ces considérations le décidèrent, et il lui fut aisé de faire entrer sa province dans ce nouveau soulèvement contre le tyran de Buénos-Ayres.

Cette scission de deux des plus importantes provinces argentines opérée, les conséquences allaient se dérouler avec rapidité ; le mouvement prit toute sa signification par le traité d'alliance signé le 29 mai 1851 entre le Brésil, la république de l'Uruguay et la province d'Entre-Rios, pour la pacification du territoire oriental, dévasté par une guerre civile de dix années.

La question, on le voit, se montrait ici sous une face nouvelle, et dans toute son importance. L'œuvre entreprise par les gouvernements européens était reprise dans des conditions différentes. Le but de l'alliance était de rejeter hors du sol de l'Uruguay le général Oribe et les forces argentines sous ses ordres, sauf à poursuivre ensuite la lutte, avec les armées combinées des trois pays, contre Rosas. Les parties contractantes, du reste, se garantissaient mutuellement leur indépendance, et déterminaient la mesure de leur coopération à la lutte engagée.

Le traité du 29 mai était lui-même expliqué par des conventions signées à Rio-Janeiro le 12 et le 13 octobre. Par ces conventions, le Brésil promettait de mettre en ligne 12,000 hommes

et de fournir au gouvernement de Montévidéo 138,000 piastres d'abord, pour payer les premières dépenses, puis un subside de 60,000 piastres par mois.

Mais comme le Brésil n'aime pas la gloire pour la gloire, il exigeait que Montévidéo hypothéquât au payement de cette avance de fonds une partie de ses rentes, et, en outre, consentît à une démarcation nouvelle de frontière, qui lui donnait une grande partie des terrains si longtemps disputés aux Espagnols par les Portugais. Le gouvernement de Montévidéo, épuisé de toute manière, promit tout ce qu'on voulut. Les Brésiliens avaient beau jeu, et ils en profitaient.

Ces négociations n'avaient point empêché les alliés de faire leurs préparatifs de guerre ; ils avaient été, au contraire, poussés avec la plus grande activité. Dès le mois de juillet, Urquiza était sur l'Uruguay, à la tête de 4,000 hommes environ, formant l'armée dite libératrice ; les 12,000 Brésiliens étaient sur la frontière du nord ; le général Garcon, ancien fédéral et ami d'Urquiza, avait passé sur le territoire oriental, avec un noyau de troupes destinées à former l'armée nationale, et campait au nord de Paisandu. D'un autre côté, Virasoro couvrait le Parana contre les attaques de Rosas, et l'escadre brésilienne, aux ordres de l'amiral Graenfell, maîtresse des rivières, interceptait les communications entre Buénos-Ayres et Oribe. Celui-ci ne pouvait songer un instant à résister à des forces aussi considérables.

Nous avons déjà dit que Rosas, en absorbant tout le pouvoir, n'avait laissé aux fédéraux qu'un seul espoir, celui d'échapper à ses persécutions en se montrant dévoués à sa personne. Ces hommes, comme parti politique, n'avaient donc aucun intérêt à le défendre. De son côté, Urquiza, qui, dans ces circonstances, se montra très-adroit, ne cessait de répéter à ses anciens amis que la guerre était uniquement dirigée contre la personne de Rosas ; que, s'il recevait dans son armée les anciens unitaires, c'était

pour arriver plus sûrement à son but, et qu'il ne souffrirait pas qu'ils ravissent le pouvoir à ceux qui l'occupaient après tant de triomphes. Il s'abstenait d'ailleurs de menaces, et prodiguait au contraire les promesses. Si bien que le pouvoir de Rosas, fragile comme toutes les tyrannies, s'évanouissait partout à l'approche du libérateur.

A peine Urquiza eut-il franchi l'Uruguay que Paisandu, une des villes les plus importantes, tombait en son pouvoir, sans coup férir. Tout le territoire oriental compris entre l'Uruguay, le Rio-Negro et le Tucuarembo, se prononçait pour lui. Le général Servando Gomez, commandant une division d'Oribe, venait se joindre, avec ses troupes, à l'armée d'Entre-Rios. Ce que voyant, Urquiza, sans attendre les Brésiliens, s'avança immédiatement sur Montévidéo, comptant sur le double effet de ses promesses et du sentiment d'une défaite inévitable qui devait paralyser Oribe.

Le 8 octobre, les cavaliers d'Urquiza arrivèrent en vue des campements des Argentins. Il n'y eut pas la moindre hésitation parmi ceux-ci, pas plus parmi les chefs que parmi les soldats. Une capitulation, prévue par tout le monde, eut lieu immédiatement. Les troupes orientales passaient sous les ordres du général Garcon, ce qui restait de troupes argentines était incorporé dans l'armée d'Urquiza. Toute distinction d'ailleurs entre les opinions devait être effacée. Il était stipulé qu'un congrès se réunirait pour procéder à l'élection d'un nouveau président. Les dettes contractées régulièrement par Oribe étaient reconnues. Quant à lui, il restait libre de sa personne, et pouvait continuer à séjourner dans le pays, en se soumettant aux autorités constituées.

Montévidéo, après le long siége qu'il avait soutenu, était donc libre; mais était-il vainqueur? Non. Les défenseurs de la place passaient sous les ordres de l'homme qui, quelques années auparavant, était venu, à la tête d'une armée argentine, pour soutenir les assiégeants; qui avait gagné la bataille décisive de

l'India-Muerta; qui avait, avec une cruauté, une férocité sans pareille, massacré les prisonniers, dans le désir d'anéantir cette armée de Rivera qui, après chaque défaite, se retrouvait toujours prête à la lutte. Mais si Urquiza employait les civilisés comme moyen, les civilisés, à leur tour, se servaient du barbare comme d'instrument; ils le laissaient faire dans l'espoir de renverser Rosas, qui, malgré sa décrépitude, était encore le véritable et le plus fort obstacle à l'établissement d'un gouvernement possible.

L'armée libératrice franchit le Parana et marche sur Buénos-Ayres. Combat de Monte Caseros. — Chute de Rosas. — Urquiza à Buénos-Ayres. Son impopularité. — Les unitaires se rendent maîtres de l'opinion publique. Election d'une chambre libérale. — Convention de San-Nicolas de los Arroyos. Urquiza est nommé directeur suprême provisoire. — La nouvelle chambre refuse de sanctionner cette convention. — Lutte entre Buénos-Ayres et Urquiza. Coup d'État. Révolution du 11 septembre. Triomphe de Buénos-Ayres. Le colonel Mitre.

Le premier objet de l'alliance du 29 mai rempli, restait la seconde partie de l'entreprise, que tout faisait croire bien plus difficile.

En effet, malgré les offres d'Urquiza, tout le pays à l'ouest du Parana demeurait fidèle à Rosas. De Jujuy à Mendoza, de San-Juan à Santa-Fé, les gouverneurs rivalisaient de protestations en faveur du tyran de Buénos-Ayres. A Buénos-Ayres même, pas une voix ne s'élevait pour les anciens unitaires qui entouraient Urquiza; au contraire, l'opinion publique paraissait unanime, et tous les plus grands honneurs qu'on peut décerner à un triomphateur étaient prodigués à Rosas. La salle des représentants, réunie en septembre, se hâtait de voter de nouvelles lois destinées à augmenter encore son autorité. L'une de ces lois déclarait crime de lèze-nation les traités conclus par le *fou-traître-sauvage unitaire Urquiza* avec le *prétendu* gouvernement de Montévidéo, et avec le *perfide* et *anti-*

américain gouvernement du Brésil. Un autre investissait de nouveau Rosas de la toute-puissance, l'exonérait pour le temps de la guerre et trois ans après de tous les devoirs ordinaires et extraordinaires, en le déclarant irresponsable de l'exercice de sa dictature. Enfin, dans une ovation que les Buénos-Ayriens firent à Rosas dans sa villa de Palermo, l'enthousiasme fut poussé si loin que ce barbare put se croire l'idole de la ville qu'il avait si longtemps martyrisée.

Mais Rosas avait des moyens de défense plus sérieux que ces décrets qui mettaient l'enthousiasme à l'ordre du jour : il avait, dans la province de Buénos-Ayres, 35,000 hommes parfaitement armés, plus de 80,000 chevaux, et une nombreuse artillerie; le tout commandé par des hommes comme Pacheco, Mansilla, Chilabert, Lagos, et d'autres officiers, qui, en matière militaire, valaient plus que le gouverneur de l'Entre-Rios. Ajoutons que l'ancienne société patriotique, la fameuse Mazhorca, s'était réorganisée à l'approche du danger, et menaçait ceux qui se seraient montrés tièdes dans leur enthousiasme fédéral pour la personne sacrée du grand Américain.

Malgré ces démonstrations, Rosas était comme paralysé; il n'osait rien entreprendre, dans la crainte d'être trahi, et cette méfiance avait son contre-coup chez les officiers de son armée : la lutte qui allait s'engager les laissait indifférents, comme des hommes désintéressés dans le résultat, n'ayant pas plus à craindre de l'ennemi que de leur autocrate, et moins peut-être à espérer de celui-ci que de ses antagonistes. Urquiza, en effet, avant même d'avoir franchi le Parana, avait fait savoir aux officiers de Rosas que la guerre était uniquement dirigée contre le gouverneur, et nullement contre ses amis. « La guerre, leur avait-il fait dire, est conduite par les fédéràux. Si j'ai des unitaires avec moi, c'est pour faire nombre; mais je ne ne leur donne aucune importance. Quant à ces singes du Brésil (c'est ainsi qu'il appelait ses alliés impériaux), nous les renverrons chez

eux aussitôt après la chute de Rosas. » Et, en parlant ainsi, Urquiza était de bonne foi. Son idéal était le fédéralisme, tel que l'avaient pratiqué Rosas, Lopez et Quiroga, et il n'entendait rien changer à ce qui existait. Il ne rusait réellement qu'avec les unitaires, dont il méprisait souverainement les idées : des gouverneurs responsables, des chambres librement élues, une administration contrôlée, tout cela était autant de balivernes, qui ne pouvaient, au sentiment de l'ex-épicier de l'Entre-Rios, entrer dans la tête d'un homme de bon sens.

Rosas connaissait toute cette diplomatie d'Urquiza, et il en était d'autant plus méfiant. Voulant que toutes ses troupes fussent sous ses yeux, il accumulait tous ses moyens d'action à Santos-Lugares, à trois lieues au nord de Buénos-Ayres ; mais le pauvre gaucho était aussi embarrassé de ces 35,000 hommes qu'un détaillant le serait s'il avait à faire manœuvrer les millions de Rothschild. Il commandait en chef, mais il ne donnait aucun ordre, passant ses journées à s'occuper de détails insignifiants. Aussi, avant même qu'Urquiza eût franchi le Parana, les 35,000 hommes de Rosas étaient à moitié vaincus par les soupçons, les hésitations et l'incroyable incapacité du chef.

Après la capitulation de Montévidéo, les confédérés avaient choisi pour point de réunion des troupes destinées à opérer dans les autres provinces argentines un village d'Entre-Rios, le Diamante, situé sur le Parana, en face de la province de Santa-Fé. Là se dirigèrent, en novembre et en décembre, une division orientale sous les ordres du général César Dias, et dans laquelle étaient entrés les officiers unitaires qui avaient concouru à la défense de Montévidéo, ainsi que le contingent argentin qui servait naguère sous Oribe ; une division brésilienne, détachée de l'armée qui avait occupé Montévidéo, et commandée par le marquis de Souza ; les milices d'Entre-Rios, aux ordres d'Urquiza, et celles de Corrientes, conduites par Virasoro. Ces forces réunies présentaient un effectif d'environ 30,000 hommes. Le comman-

dement en chef de cette armée, appelée dans les bulletins *la grande armée libératrice de l'Amérique du Sud*, fut dévolu à Urquiza.

Le passage du Parana commença le 22 décembre et s'opéra sans obstacle ; le 8 janvier 1852 il était achevé, et 28,000 hommes, avec 40 pièces d'artillerie et 5,000 chevaux, se trouvaient en ligne sur la rive opposée. A peine le passage était-il effectué que la province de Santa-Fé se prononça en faveur d'Urquiza, et ses milices se joignirent à la grande armée libératrice. Une division de l'armée de Rosas campée au Rosario, sous les ordres du colonel Santa-Colonna, s'était retirée, sans faire mine de résistance, vers Buénos-Ayres.

Le 12 janvier, l'armée passait l'Arroyo de Medio, qui sert de frontière à la province de Buénos-Ayres. Rosas, pour toute défense, avait brûlé les herbages, pour que les chevaux d'Urquiza ne trouvassent rien à manger sur la route ; mais celui-ci en fut quitte pour faire un grand détour à l'ouest.

Quelques chocs insignifiants de cavalerie eurent lieu à huit ou neuf lieues de Buénos-Ayres, sans arrêter un moment la marche des libérateurs, et le 3 février les deux armées se trouvèrent en présence près d'une ferme appelée Monte Caseros.

Quand on suit avec attention les mouvements d'Urquiza, et qu'on voit l'immobilité de Rosas, on ne sait à qui donner la palme de l'incapacité ! Urquiza disposa ses troupes de manière à ce que Chilabert, qui commandait l'artillerie de Buénos-Ayres, pût les canonner à son aise. L'artillerie de la grande armée fit feu à son tour, sans attendre les ordres du général en chef ; puis l'infanterie orientale, la division brésilienne et les Correntinos de Virasoro chargèrent, pêle-mêle, chacun de leur côté. Alors les 35,000 hommes de Rosas se mirent à fuir comme si c'eût été une chose convenue d'avance ; et c'est à peine s'il y eut quelques hommes tués dans la poursuite. Seul, un régiment d'infanterie fit une certaine résistance dans la ferme ; mais, vigoureusement attaqué par les Orientaux et les Brési-

liens, il déposa les armes, après avoir prouvé, toutefois, que l'armée de Rosas se serait battue si on l'avait conduite au combat. Quant à Rosas, il avait été des premiers à fuir. Il gagna Buénos-Ayres, passa la nuit à empaqueter des paperasses destinées à justifier plus tard ses mesures administratives, et, tremblant comme un lièvre, se réfugia à bord d'un bâtiment anglais en rade de Buénos-Ayres.

Qu'il y a loin de Monte Caseros à la belle bataille de Chacabuco, au passage des Andes par San-Martin, à la prise de Tucuman, même aux malheureuses journées de Vilcapujo et d'Ayouma ! C'est que les peuples ne peuvent pas supporter impunément vingt années de despotisme : tout s'énerve sous ce régime abrutissant; le courage disparaît; la science militaire, plus que toute autre, fille de la liberté, périt aussi sous l'influence de ce redoutable fléau.

Vaincus et vainqueurs arrivèrent pêle-mêle dans la ville, et tout le monde se mit à piller. Mais Buénos-Ayres, une fois son tyran embarqué, parut se réveiller de sa longue léthargie: les bourgeois s'armèrent et se mirent à tirer sur les voleurs; on en massacra quelques centaines, et tout rentra dans l'ordre. Pendant ce temps, Urquiza s'établissait à Palermo, la villa de Rosas, à une demi-lieue de Buénos-Ayres, et l'armée campa dans les environs, à sa guise, ou au gré des chefs de corps.

Dès le 5 février, tous les Buénos-Ayriens étaient allés remercier le libérateur et lui offrir leurs services, dans cette même villa où quelques mois auparavant ils étaient allés vociférer des vivats en l'honneur de Rosas, et crier mort au *fou-traître-sauvage unitaire* Urquiza.

Quant au héros, installé dans le Versailles de la Pampa, comme quelques érudits ont surnommé Palermo, il ne demandait qu'à se reposer sur ses lauriers. Pourtant il fallait songer à établir à Buénos-Ayres quelque chose qui eût l'air d'un gouvernement, non qu'à ses yeux ce fût bien nécessaire, car, pour

le gouvernement réel, lui seul suffisait. Cependant, après avoir tant parlé d'institutions, de garanties, il fallait bien faire quelque chose ; mais il entendait que l'administration à établir, en le débarrassant du fatras des affaires administratives, lui laissât une entière liberté d'action sans lui enlever sa liberté de volonté. Il crut atteindre ce double but en désignant comme gouverneur provisoire de la province de Buénos-Ayres don Vicente Lopez, président de la haute chambre de justice, auquel il adjoignit comme ministres quelques hommes notables, mais dociles. Don Luis de la Peña fut nommé aux relations extérieures, le colonel Escalada à la guerre, Garostiaga aux finances, et enfin l'ex-rédacteur du *Comercio del Plata*, don Valentin Alsina, unitaire éprouvé, à l'intérieur.

Ce ministère pouvait satisfaire tout le monde, sans embarrasser Urquiza : habitué à traiter tous ses subordonnés comme des valets, il devait peu se préoccuper de ses ministres, entendant bien gouverner la république tout entière comme il avait gouverné ses premiers administrés de l'Arroyo de la China ; et les actes arbitraires du vainqueur de Caseros ne laissèrent bientôt aucun doute à cet égard. Pour éviter un conflit, les ministres cédaient toujours, et Urquiza gouvernait à sa guise.

Les anciens fédéraux, à qui un retour soudain à une administration régulière aurait pu porter préjudice, poussaient Urquiza dans cette voie. Pour les enrichis et pour les importants du temps de Rosas, il était plus facile de devenir l'ami du nouveau dictateur que de vivre en paix avec la loi ; et leurs offres de service, leurs protestations d'amitié, chatouillaient agréablement le gaucho entreriano, qui se trouvait autant à l'aise avec les fédéraux qu'il était dépaysé avec les unitaires. Ceux-ci, en effet, avaient peine à se faire aux manières de ce sauvage, et ne savaient pas toujours se contraindre. Ainsi, une des premières pensées d'Urquiza avait été de faire venir à Palermo sa maîtresse et deux ou trois de ses filles naturelles. Le gouverneur d'Entre-Rios avait toujours vécu en Mormon dans

sa province, sans que personne songeât à y trouver à redire. A Buénos-Ayres, cela fit le plus mauvais effet. Les dames chuchotèrent et commencèrent contre lui une guerre à coups d'épingles. On le trouvait ridicule, immoral ; et les mêmes personnes qui avaient courbé la tête devant Rosas, plus immoral, plus barbare qu'Urquiza, affectaient le mépris pour ce gouverneur provincial. Une circonstance insignifiante acheva de le perdre dans l'esprit des civilisés.

Le jour où l'armée libératrice de l'Amérique du Sud fit son entrée triomphale à Buénos-Ayres pour assister au *Te Deum* de rigueur, les balcons étaient remplis de Porteñas qui jetaient des fleurs. Urquiza portait un habit d'uniforme et un chapeau rond, haut de forme ; et, comme il savait déjà que les belles dames n'avaient pas de sympathies pour lui, il était fort maussade, il saluait gauchement quand il saluait, ou passait tête baissée. Le malheureux triomphateur perdit ce jour-là toute sa popularité. Son malencontreux chapeau noir et ses gauches salutations firent plus contre lui que sa politique tortueuse et ses actes arbitraires. Peu s'en fallut qu'il ne fût sifflé par la classe aisée, qui dès ce jour le détesta, d'abord parce qu'il était étranger à la ville, ensuite parce qu'il ne s'était pas montré charmant pour les dames de Buénos-Ayres.

A ce premier échec s'en ajouta bientôt un autre qui contribua beaucoup à le dépopulariser parmi la population des faubourgs et les gauchos de la campagne. Peu après sa triste entrée triomphale, Urquiza voulut assister à des courses. Croyant posséder le cheval le plus rapide du pays, il le fit monter par un de ses Entrerianos, et il tint tous les paris qu'on voulut faire. Un gaucho porteño se présenta avec un cheval de la vitesse duquel il ne se croyait pas moins sûr. Les Buénos-Ayriens parièrent contre le général, les soldats pour le cheval qu'ils avaient amené. L'issue de cette course avait excité un intérêt aussi vif, plus vif même que n'avait fait le com-

bat de Caseros. Le cheval d'Urquiza fut distancé, et les gauchos porteños se crurent vengés de leur récente défaite.

Ces deux faits insignifiants en apparence firent plus de tort à Urquiza qu'on ne le pourrait croire. Les esprits sérieux profitèrent habilement de l'impopularité croissante du vainqueur de Rosas. Il avait encore toute la force matérielle entre ses mains : les unitaires, qu'il avait bien vite mis de côté, se rendirent maîtres de l'opinion publique. Ils établirent plusieurs journaux, les uns sérieux, comme les *Debates* et le *Progreso;* d'autres légers, frondeurs, comme l'*Avispa* et le *Padre Castanedâ*. Urquiza, qui, dans ce temps-là, n'attachait pas une grande importance à la presse, les laissa dire. Cependant il voulut les modérer par une proclamation basée sur ces lieux communs auxquels les pauvres d'esprit applaudissent toujours, à savoir que des abus de la presse naît l'anarchie, et de la licence effrénée le despotisme. Mais l'opinion publique lui était trop contraire pour que ses *sages* avis fussent écoutés, et Buénos-Ayres, avide de discussions après le long mutisme dans lequel elle avait vécu, prodiguait les encouragements à la presse. Les journaux, insignifiants, même quand ils sont violents, dans les pays où le gouvernement fonctionne de bonne foi, sont terribles là où les administrateurs travaillent pour eux, et non pour leurs administrés. A Buénos-Ayres, ils acquirent une importance proportionnelle à la manière toute personnelle dont Urquiza voulait administrer le pays; et lorsque, après les fêtes qui suivirent la victoire, on dut songer à mettre en pratique ce qu'Urquiza avait tant prôné pendant la guerre, c'est-à-dire à organiser une véritable représentation nationale, le général, au lieu d'une population inerte ou servile, trouva devant lui un peuple qui comprenait toute l'importance des choix qu'il était appelé à faire, et bien décidé à ne confier le soin de lui donner des lois qu'à des hommes sur lesquels il pût compter.

L'imprudent gaucho ne tarda pas à s'apercevoir que, si avec ses soldats et ses promesses menteuses il avait conquis la villa de Rosas, les unitaires, eux, avec leurs journaux, avaient conquis la ville de Buénos-Ayres. Il n'était pas d'ailleurs très-fort en matière d'élections, et sur ce point les unitaires en savaient plus que lui. Il fut donc complétement battu. Ce n'est pas que les représentants nommés par Buénos-Ayres lui fussent précisément hostiles, mais pour la plupart c'étaient des hommes qu'un long exil avait disciplinés, et qui comprenaient que la chambre devait cesser d'être une machine à voter comme l'aurait voulu Urquiza.

La nouvelle salle des représentants ne chercha donc point à entraver la marche du gouvernement d'Urquiza ; elle confirma même le choix qu'il avait fait de Lopez comme gouverneur. Mais l'occasion devait bientôt s'offrir à elle de faire acte d'indépendance, et de dévoiler au pays les véritables projets de l'homme qui avait tant parlé de gouvernement régulier, sans avoir eu un seul moment l'idée de remplir ses promesses.

Le principal motif donné par Urquiza de son soulèvement contre Rosas avait été la nécessité de réunir un congrès qui donnât à cette malheureuse république une organisation définitive, qu'elle attendait depuis près d'un demi-siècle. Pour y parvenir, la marche naturelle eût été de consulter la nation; mais des élections générales auraient pu donner le même résultat que celles de Buénos-Ayres. Urquiza, qui n'avait pas travaillé pour la nation, mais bien pour lui, prit une autre route; il imagina de convoquer les gouverneurs de province à San-Nicolas de los Arroyos. Ces gouverneurs étaient les mêmes que sous Rosas. Urquiza espérait donc s'entendre facilement avec eux, et arriver avec leur concours à composer un congrès docile, complaisant, qui eût aidé le gouvernement, comme l'ancienne chambre des représentants de Rosas, un congrès disposé à tout accorder, tout sanctionner, dont l'u-

nique mission eût été de couvrir d'une apparence de légalité tous les actes du dictateur, un congrès, enfin, qui eût confirmé à Urquiza le titre, qu'il se donnait, de *directeur suprême provisoire de la confédération.* Et Dieu sait si cet état provisoire n'était pas l'organisation définitive qu'on voulait donner au pays.

La réunion eut lieu en effet, et le gouverneur de Buénos-Ayres y assista au même titre que les autres.

De ces conférences sortit, le 31 mai 1852, ce qu'on a nommé la convention de San-Nicolas de los Arroyos, d'après laquelle un congrès général devait se réunir à Santa-Fé, au mois d'août suivant, pour donner une constitution à la république. Jusque-là Urquiza, sous le titre de directeur suprême provisoire, restait chargé des relations extérieures et des affaires générales intérieures de la confédération; il exerçait le commandement de l'armée nationale et pouvait disposer des contingents des provinces; enfin, il avait dans ses attributions le règlement de la navigation des rivières intérieures, l'administration des postes, la sécurité du territoire. On lui avait, pour la forme, adjoint un conseil d'État, chargé de l'assister dans l'exercice de son pouvoir.

Pour quiconque a suivi l'histoire des gouvernements argentins, la position ainsi faite à Urquiza n'était autre chose que celle de Rosas, consolidée par une convention de gouverneurs. Aussi, à peine le traité de San-Nicolas fut-il connu à Buénos-Ayres, qu'il y souleva la plus vive irritation. La presse et la salle des représentants comprirent que ce congrès pour le mois d'août et ce semblant d'organisation n'étaient qu'un piége, qu'on voulait renouveler dans la personne d'Urquiza la dictature qui venait de s'écrouler.

D'abord, la salle des représentants prit prétexte de ce que la convention n'avait pas été soumise à sa sanction pour en interdire l'exécution par un décret du 12 juin; force fut donc de la

lui soumettre, et elle fut l'objet d'une discussion qui passionna la ville tout entière. La vie politique reparut, et Buénos-Ayres se sentit renaître à la voix de Mitre, de Velez, de Portela et d'Ortiz. Devant cette explosion, Lopez se vit contraint d'abandonner le pouvoir; la chambre lui donna pour successeur à titre provisoire son propre président, le général Pinto.

Mais ce premier triomphe du véritable esprit d'ordre ne pouvait être qu'éphémère. Urquiza résolut de l'étouffer par la force. Revenant en toute hâte de San-Nicolas, le 13 juin, il adressa un manifeste à la nation, signifia au général Pinto que les circonstances lui créaient l'obligation de sauver le pays de l'anarchie, après l'avoir sauvé de la tyrannie; qu'en conséquence, il déclarait, en vertu des pouvoirs provisoires qu'il croyait devoir assumer, la salle des représentants dissoute. En même temps, tous les journaux étaient suspendus, et plusieurs députés, dont l'opposition avait été la plus vive, MM. Mitre, Velez Sarsfield, Portela, Ortiz, Manuel de Toro y Pareja, étaient embarqués sur un bâtiment de l'État pour être conduits à la destination qu'ils assigneraient eux-mêmes. Ajoutons que la ville de Buénos-Ayres avait été tout d'abord occupée militairement, de façon à rendre impossible toute résistance.

Le triomphe fut donc facile à Urquiza, et il n'avait pas lieu de s'en montrer fier; mais il n'en croyait pas moins avoir fait un acte de bonne politique en éloignant ces brouillons qui osaient parler de l'organisation nationale par un congrès constituant, de l'établissement du suffrage universel direct, de la liberté de la presse, sans autre limite que l'inviolabilité de la vie privée; du droit de réunion, de la réorganisation de la municipalité, de la réforme postale, de l'ouverture de nouvelles voies de communication, de l'organisation de la garde nationale d'après le système électif, de la libre navigation des rivières, de l'établissement du jury pour les délits de presse et les causes criminelles, de la diffusion de l'éducation primaire, de l'organisation

de la bienfaisance publique comme moyen de guérir les plaies du corps social.

Ne nous étonnons pas d'ailleurs si ces grandes aspirations n'obtinrent que les sarcasmes d'un homme sans éducation. N'ont-elles pas été traitées avec le même dédain par les publicistes européens qui se sont occupés de la Plata? Et cependant il a suffi de quelques années pour que les députés exilés, arrivés au pouvoir, les aient presque toutes réalisées.

Après ce coup d'État, Urquiza prit directement le gouvernement de la province, et installa son conseil d'État, composé d'hommes connus pour bons et serviles fédéraux. Mais une animosité sourde régnait à Buénos-Ayres; toutes les irritations couvaient dans cette population, qui avait passé en si peu de temps du despotisme de Rosas à la liberté la plus entière, pour retomber bientôt dans un nouvel asservissement. Tous les griefs contre Urquiza étaient soigneusement entretenus et exagérés. Celui qu'on appelait, il y a peu de temps encore, le libérateur, n'était plus qu'un chef de gauchos faisant plier sous le fer de sa lance la fière Buénos-Ayres. Des rivalités fermentaient dans les contingents unitaires eux-mêmes. La présence d'Urquiza, qui imposait encore aux timides, retardait seule une explosion désormais inévitable. L'heure approchait pourtant : on arrivait au mois de septembre, et Urquiza était obligé de quitter Buénos-Ayres pour aller présider à l'installation prochaine du congrès de Santa-Fé. Il partit en effet, laissant le gouvernement de la province à un de ses lieutenants, le général Galan. C'était le moment choisi pour secouer le joug. Dans la nuit du 10 au 11 septembre, les généraux Jose-Maria Piran et Juan Madarriaga soulevèrent la garnison, et le matin du 11 le peuple était convoqué sur la place de la Victoire pour sanctionner le mouvement; ce qu'il fit par acclamation. Quant au général Galan, qui n'avait ni prestige ni autorité, il avait à peine le temps de battre en retraite, avec le peu de troupes qui lui étaient restées fidèles, pour rejoindre Urquiza.

Buénos-Ayres était donc redevenue maîtresse d'elle-même. Le général Pinto fut réintégré dans ses fonctions de gouverneur provisoire, la salle des représentants se rouvrit naturellement, et un de ses premiers soins fut d'adresser un manifeste aux autres provinces et au monde. La révolution du 11 septembre y était présentée sous son véritable jour : c'était le triomphe de la liberté, le triomphe de la civilisation sur la barbarie. Urquiza était dévoilé, pour la première fois peut-être, dans un document sérieux dû à la plume du colonel Mitre.

Arrêtons-nous à ce moment solennel, où après de si étranges vicissitudes, la République Argentine vit remonter au pouvoir des hommes de la trempe de Belgrano.

Sans occuper le premier rang, Mitre avait été l'âme du mouvement de septembre. Jeune encore, il avait servi son pays comme officier d'artillerie au siége de Montévidéo. Obligé par les événements de s'expatrier, il avait servi de sa plume la cause de la liberté en Bolivie et au Chili; quand Urquiza eut levé l'étendard contre Rosas, il avait rejoint l'armée libératrice à Montévidéo, et il s'était distingué à la bataille de Caseros, où il commandait une batterie qui avait éteint le feu de l'artillerie de Chilabert. Rentré dans la vie civile, il avait, comme rédacteur principal du *Journal des Débats*, ravivé l'esprit public à Buénos-Ayres, et, comme orateur à la chambre, contribué plus que tout autre à faire échouer les combinaisons d'Urquiza et des gouverneurs assemblés à San-Nicolas.

Le nom de Mitre ne nous force heureusement pas à entrer dans ces longues digressions qui étaient nécessaires pour expliquer Rosas, Quiroga et Urquiza. Quand nous aurons dit que c'était un homme studieux, d'une grande érudition, plein de franchise et de bonne foi, comprenant la valeur des mots et

32

voulant faire ce qu'il disait, il nous suffira ensuite de le suivre dans ses actes.

Peu après la révolution de septembre, le docteur Alsina fut nommé gouverneur de la province, et le colonel Mitre ministre de l'intérieur et des relations extérieures.

Urquiza était dans l'Entre-Rios quand la nouvelle de ces événements lui parvint. Son premier mouvement fut de se mettre à la tête de son armée et de marcher sur Buénos-Ayres. Toute réflexion faite, il jugea plus prudent de laisser la révolution à elle-même en l'isolant et en interceptant les rapports que Buénos-Ayres pourrait essayer d'entretenir avec les autres provinces pour les entraîner. Il crut néanmoins devoir protester, dans des proclamations adressées aux Argentins, ainsi que dans une note qu'il remit aux représentants des puissances étrangères et où il maintenait son titre de directeur provisoire de la confédération.

C'était là une situation qui ne pouvait évidemment se prolonger. Par cela même qu'Urquiza agissait pour que la révolution de Buénos-Ayres s'épuisât dans son isolement, cette dernière devait chercher à s'étendre, à se créer des alliés et des points d'appui. Le général Paz fut envoyé en mission dans les provinces de l'intérieur, mais il se vit interdire le territoire de Santa-Fé, qu'il devait traverser.

On fut plus heureux du côté de Corrientes; une alliance fut conclue entre le gouvernement de cette province et celui de Buénos-Ayres, qui prit immédiatement l'offensive. Les généraux Madarriaga et Hornos pénétrèrent dans l'Entre-Rios, mais ils ne purent s'y maintenir, et bientôt ils se virent contraints de rentrer à Buénos-Ayres.

Urquiza eut donc lieu tout d'abord de se féliciter du système qu'il avait adopté. Ses temporisations d'ailleurs avaient encore un autre but, celui d'attendre la réunion du congrès constituant,

retardée par la révolution de septembre, mais qui ne pouvait être longtemps différée.

Le congrès s'ouvrit, en effet, le 20 novembre, dans la ville de Santa-Fé. Toutes les provinces y étaient représentées, sauf celle de Buénos-Ayres, qui avait refusé d'envoyer ses députés.

Le jour de l'ouverture, Urquiza adressa aux représentants une allocution, où, après avoir rappelé les événements depuis le 1er mai 1851, il exposait la situation présente. En ce qui touchait particulièrement Buénos-Ayres, il disait que tout liait cette province à la nation, qu'elle ne pouvait vivre sans les autres provinces, comme les autres provinces ne pouvaient vivre sans elle; que cependant sa volonté seule ne pouvait réduire la confédération tout entière à rester plus longtemps sans organisation. Il terminait en invitant le congrès à délibérer en toute liberté et à voter une constitution qui empêchât également l'anarchie et le despotisme.

Et, en réalité, le congrès de Santa-Fé jouit complétement de cette liberté que lui assurait le directeur provisoire.

Tel est le simple exposé des faits. Au point de vue européen, Buénos-Ayres persistant à se séparer des autres provinces, lorsque le vainqueur de Caseros fait de si grands efforts pour organiser le pays, en s'appuyant non plus cette fois sur les gouverneurs de province, mais sur un congrès régulièrement nommé, paraît, sans contredit, dans son tort; mais, pour quiconque connaît ce que ces mots : *congrès*, *discussion libre*, veulent dire sous la pression d'un homme comme Urquiza, Buénos-Ayres avait raison de se tenir à l'écart : pour en être convaincu, il suffit de voir quelle organisation Urquiza donna à sa province d'Entre-Rios, organisation conçue de manière à ce qu'il lui fût loisible de faire tout ce que bon lui semblerait à un moment donné, en dépit du congrès. Et ses amis en agissaient de même dans les autres provinces. Ce qu'on ne saurait nier, c'est que l'attitude de Buénos-Ayres fut un obstacle, un frein aux vel-

léités arbitraires d'Urquiza, et que, sans cette résistance, il aurait probablement montré moins de déférence pour le congrès.

Le nouveau dictateur, en effet, n'était pas pour les moyens légaux, pour la conciliation. Ainsi, par exemple, pensa-t-il que le meilleur moyen pour lui d'avoir raison de la révolution qui avait triomphé en septembre serait de provoquer un soulèvement dans la campagne de Buénos-Ayres. Les éléments ne manquaient pas pour cela. L'imminence de la guerre civile causait des mécontentements, les vieilles haines des campagnes contre la ville se réveillaient, la présence au pouvoir des anciens unitaires ravivait les instincts du parti fédéral. Ces éléments, habilement exploités, donnèrent le résultat qu'Urquiza en attendait. Le 1er décembre, éclatait un mouvement, à la tête duquel était le colonel Hilario Lagos, et dans lequel s'étaient jetées des troupes régulières avec les milices des campagnes. Buénos-Ayres se réveilla ce jour-là ayant une insurrection menaçante à ses portes.

Une proclamation de Lagos expliquait le but de cette levée de boucliers : c'était de renverser le gouvernement existant à Buénos-Ayres, et de permettre ainsi à cette ville de faire la paix avec les autres provinces et de coopérer à l'organisation nationale, telle que l'entendait Urquiza, c'est-à-dire à une organisation qui, sous un semblant d'institutions libérales, aurait consacré l'arbitraire des gouverneurs de provinces.

Au premier moment, la ville fut tellement effrayée par ce soulèvement des campagnes que l'on songea à se soumettre. Alsina crut faciliter les moyens d'arriver à une transaction en se démettant de son poste, et le général Pinto fut de nouveau mis à la tête du gouvernement. Mais les prétentions élevées par Lagos furent de telle nature que le nouveau gouverneur dut les repousser. D'un autre côté, les hommes qui avaient si longtemps résisté derrière les murailles de Montévidéo faisant entendre aux Buénos-Ayriens qu'un peu d'énergie suffirait pour repousser

les attaques de Lagos, dont les troupes, sans ressources et sans appui, ne tarderaient pas à se débander, on finit par les croire, et la défense s'organisa vigoureusement. Un décret du 24 décembre interdit toute communication avec les insurgés, sous peine de passer devant un conseil de guerre, et déclara que tous ceux qui auraient pris part à l'insurrection ou ne se seraient pas mis à la disposition du gouvernement seraient rayés des cadres de l'armée buénos-ayrienne.

Chose étrange! la cause de la liberté, de la liberté vraie, après une année de troubles, était à peu près revenue au même point qu'avant la déclaration de mai du gouverneur d'Entre-Rios. Le pays tout entier se trouvait entre les mains des fédéraux, c'est-à-dire des barbares; les unitaires, c'est-à-dire ceux qui voulaient un gouvernement représentatif, dans le sens qu'on donne à ce mot en Europe, étaient assiégés dans une ville; seulement ce dernier boulevard de la liberté, au lieu d'être Montévidéo, c'était Buénos-Ayres. Voilà tout ce que le parti libéral avait gagné aux grandes marches de la grande armée libératrice de l'Amérique du Sud, à l'alliance avec le Brésil et aux proclamations vides ou fallacieuses d'Urquiza et des députés qui bavardaient à Santa-Fé.

Nous avons dit que tout le pays était dominé par les fédéraux. Qu'était donc devenu Montévidéo, qui, pendant dix ans, avait si courageusement résisté à Rosas et à ses amis? Nous avons regret de le dire, la politique qu'Urquiza voulait faire prévaloir dans la République Argentine y avait triomphé. Le parti libéral, connu sous le nom de parti rouge, s'affaiblissait de plus en plus, tandis que le parti contraire, qui s'appelait conservateur ou blanc, et dans lequel figuraient principalement les hommes qui avaient assiégé la ville et qui reconnaissaient Oribe pour un de leurs principaux chefs, gagnait chaque jour du terrain. Aussi voyons-nous Montévidéo, par le fait entièrement séparé de la République Argentine, mais ayant toujours avec elle les rela-

tions qui unissent deux pays voisins, parlant la même langue et ayant la même origine, sympathiser avec Urquiza, et demeurer impassible devant le sort de Buénos-Ayres, assiégée à son tour par les fédéraux.

Heureusement une ville qui veut se défendre —en Amérique— est rarement prise. Lagos n'avait pas tardé à se mettre en rapport avec Urquiza; celui-ci, croyant à la complète réussite, se démasqua alors, et non-seulement il aida Lagos de tout son pouvoir, mais il vint lui-même activer le siége de la ville rebelle, qu'il fit bloquer du côté de la rivière par une petite escadre organisée à Montévidéo et confiée au commodore Coe, bon marin de l'école de Brown, qui avait toujours combattu pour les fédéraux. Mais Buénos-Ayres ne cédait point.

Une tentative d'accommodement fut faite alors par le congrès de Santa-Fé. Le 22 janvier 1853, il autorisa le directeur provisoire de la confédération à employer tous les moyens que sa prudence et son patriotisme lui suggéreraient pour faire cesser la guerre civile et obtenir l'assentiment de la province de Buénos-Ayres à l'accord de San-Nicolas. Désespérant de réduire Buénos-Ayres par la force, Urquiza nomma trois plénipotentiaires : son ministre des affaires étrangères, M. Luis José de la Peña, le docteur Facundo Zubiria et le général Pedro Ferré.

Un armistice fut en effet conclu le 2 mars, et le 9 du même mois un traité de paix fut signé. Les stipulations principales de ce traité étaient une amnistie, la conservation de tous leurs grades et emplois pour tous les chefs et officiers des milices, le renouvellement régulier des représentants, qui se réuniraient le 1er mai et nommeraient un gouverneur. La province de Buénos-Ayres devait se faire représenter au congrès de Santa-Fé ; mais elle se réservait le droit d'examiner et d'accepter la constitution qui serait votée. Jusque-là elle continuerait à se gouverner par ses institutions propres et avec les autorités établies. Elle déléguait cependant, en ce qui la con-

cernait, au général Urquiza, la direction des relations extérieures, dont il était déjà chargé par toutes les autres provinces.

Tout semblait donc fini ; mais ce traité ne fut point ratifié par le directeur provisoire, qui y voyait des dérogations essentielles à la convention de San-Nicolas, auxquelles il n'était pas autorisé à consentir.

Les opérations du siége reprirent donc de plus belle. Les assiégés faisaient des sorties ; les assiégeants galopaient beaucoup autour des fossés dont on avait entouré Buénos-Ayres, sans beaucoup avancer. Le siége menaçait de se prolonger comme celui de Montévidéo, et, pour n'être pas poursuivi avec la régularité européenne, il n'était pas moins meurtrier ; beaucoup de pauvres diables succombaient de l'un et de l'autre côté ; le colonel Mitre fut grièvement blessé. Pendant qu'on se battait ainsi du côté de la terre, le commodore Coe bloquait Buénos-Ayres, mais, paraît-il, avec les meilleures intentions du monde. Le 26 juin, en effet, on ne fut pas peu surpris d'apprendre qu'il avait fait sa soumission aux autorités de la ville, illuminé qu'il avait été subitement sur la justice de leur cause. Malheureusement on ajoutait qu'une somme de 30,000 onces, transportée à son bord, avait singulièrement aidé à former sa conviction. Quoi qu'il en soit, ce coup de théâtre eut un double effet : il exalta l'esprit de résistance dans Buénos-Ayres, et il désorganisa l'attaque.

Les ministres de France et d'Angleterre crurent pouvoir profiter de l'émotion qui s'ensuivit pour tenter un arrangement ; mais les défenseurs de Buénos-Ayres se montrèrent intraitables, d'autant plus que la démoralisation avait pénétré dans le camp des assiégeants ; la désertion même et la révolte s'étaient mises dans leurs rangs, si bien que peu de jours après, le 12 juillet, Urquiza était réduit à s'embarquer à bord d'un vapeur de la marine des États-Unis, pour se faire transporter dans l'Entre-Rios.

Le nœud de la question avait été tranché, non par le fer, mais par l'or, moyen moins héroïque que celui d'Alexandre.

La République Argentine divisée en deux gouvernements : Buénos-Ayres et Parana ; les unitaires et les fédéraux. — Urquiza, n'ayant pu dompter Buénos-Ayres par la force, essaye de la réduire par une guerre de tarifs. — Traité du 10 juillet 1853 qui assure la liberté des rivières. — Progrès moral et matériel de Buénos-Ayres. — Nouvelles tentatives d'Urquiza contre l'indépendance de Buénos-Ayres. Bataille de Cépéda. — Traité du 11 novembre 1859. Accession de Buénos-Ayres à la Confédération.

Dès ce jour, la République Argentine fut scindée en deux parties égales en richesse, sinon en population; d'un côté, treize provinces obéissant à Urquiza, qui établit le siége de son gouvernement à Parana, chef-lieu de la province d'Entre-Rios et capitale provisoire de la confédération ; de l'autre côté, la ville et la province de Buénos-Ayres : ici, les principes des unitaires, les hommes qui avaient toujours lutté pour ces principes ; là, les fédéraux et la politique que l'on sait.

Les deux partis se détestaient cordialement ; mais l'épuisement était tel que fédéraux et unitaires vécurent à peu près en paix pendant quatre à cinq ans, tout en attendant le moment favorable pour s'attaquer, et cette trêve tourna au profit de la république, dont la position s'améliora sensiblement.

Il y avait eu dans cet intervalle plusieurs tentatives d'accommodement et aussi plusieurs entreprises contre Buénos-Ayres; mais elles n'avaient pas eu plus de succès les unes que les autres. La confédération d'Urquiza crut alors porter un coup mortel à la république dissidente en lui faisant une guerre de tarifs : les marchandises en provenant eurent à supporter des droits doubles ; mais Buénos-Ayres n'en souffrit nullement, et, loin d'user de représailles, son gouvernement facilita de tout son pouvoir les transactions commerciales entre la ville et les provinces confédérées.

Le 10 juillet 1853', Urquiza signa, en qualité de directeur provisoire de la confédération, avec les représentants de la France, de l'Angleterre et des États-Unis, des traités identiques, qui consacraient la liberté de navigation dans les rivières. Ces traités portèrent rapidement leurs fruits. Le Parana, jadis solitaire, fut bientôt sillonné de vapeurs, qui le remontaient jusqu'à Corrientes, tandis que d'autres pénétraient dans l'Uruguay jusqu'au Salto; et, malgré les droits différentiels, le commerce prit chaque jour plus d'activité dans tout le pays. Les rivières, si longtemps inutiles, devinrent ce qu'elles auraient toujours dû être, si l'idée absurde qu'un courant d'eau ne peut être navigué que sous le drapeau qui flotte sur ses rives n'avait été maintenue comme un axiome indiscutable.

Dans la pensée de susciter une rivale à Buénos-Ayres, Urquiza avait ouvert au commerce du monde le Rosario, petit village sur le Parana, offrant un bon port aux embarcations qui remontaient la grande rivière. Le petit village avait, en effet, grandi avec une prodigieuse rapidité, c'était un excellent marché pour les marchandises venant de l'intérieur; mais cette rivale, qui devait ruiner Buénos-Ayres, en devint au contraire une succursale utile.

Ainsi, nous le répétons, l'impuissance où les deux camps opposés s'étaient trouvés après la levée du siége de Buénos-Ayres avait, malgré le mauvais vouloir d'Urquiza, tourné au profit de tout le pays. Mais c'est à Buénos-Ayres surtout que l'influence salutaire de la paix s'était fait sentir. Le progrès moral y était immense. La presse était entièrement libre, toutes les questions étaient librement discutées. Quelques journaux fédéraux pouvaient attaquer sans ménagement l'administration, qui avait alors à sa tête un homme de bien, don Pastor Obligado; mais ces vociférations étaient impuissantes, parce que la presse n'est dangereuse que là où elle peut avec raison se poser en victime des exigences du pouvoir. La liberté complète

est une muselière qui lui permet d'aboyer, qu'on me pardonne cette comparaison irrévérencieuse, mais qui l'empêche de mordre. Les délits de presse étaient jugés par le jury; mais il avait fort peu à faire, tellement les poursuites étaient rares. Le droit de réunion était entier, et il avait une brillante expression dans le club *Libertad*, où se discutaient en toute liberté les affaires et les intérêts de la république.

Le progrès matériel n'était pas moins sensible. La municipalité de Buénos-Ayres déployait la plus grande activité. Les travaux publics se multipliaient au point que les bras manquaient, malgré l'arrivée périodique d'ouvriers étrangers. Une nouvelle douane, deux immenses jetées destinées à faciliter le débarquement des marchandises, une grande usine à gaz, s'étaient élevées comme par enchantement. Les rues boueuses et sans trottoirs du temps de Rosas se transformaient à vue d'œil. Un chemin de fer, qui s'étendait à quatre lieues à l'ouest et qui se continuait vers la villa de Mercedes, facilitait les approches de la capitale. C'était bien peu, sans doute; mais le sifflet d'une locomotive sur les bords de la Plata n'annonçait-il pas un immense progrès?

L'instruction publique, qui devrait être le premier et le plus grand souci de tout pays qui aspire à la stabilité, recevait un grand développement sous la sage direction de M. Domingo Sarmiento, heureux de mettre en pratique ses longues études en Europe et aux Etats-Unis, qu'il avait parcourus dans l'intention de doter un jour son pays de ce premier élément d'ordre et de prospérité. Cet honorable citoyen fit faire à la République Argentine un pas immense, en y important tout d'un coup le système d'éducation de la Nouvelle-Angleterre : méthode, meubles d'école, et jusqu'à la disposition des bâtiments. Et la sollicitude de Sarmiento ne s'était pas renfermée dans la ville; il avait réussi à établir des écoles dans tous les villages de la province : œuvre difficile, ingrate, mais féconde, et dont on ne saurait trop lui avoir de reconnaissance.

Le gouvernement et le corps législatif s'associaient à ce mouvement par des mesures intelligentes.

Une loi réduisit les droits sur les navires amenant des émigrants étrangers, proportionnellement au nombre de ces émigrants.

Les marchandises destinées à l'industrie furent affranchies des droits de douane.

Les droits de port furent supprimés sur tous les navires nationaux et étrangers.

La villa del Carmen (Patagones), sur le Rio-Negro, fut déclarée port franc.

L'administration des finances fut conduite avec tant d'ordre et d'honnêteté que le gouvernement put servir les intérêts de sa dette extérieure, et que le 6 p. 100 de Buénos-Ayres fut coté à la Bourse de Londres à 86.

Les utopies des unitaires, dont on s'était moqué avec tant d'impertinence, devenaient donc des réalités, malgré la guerre dont l'Etat de Buénos-Ayres ne cessait d'être menacé.

Urquiza, en effet, à cause même de cette prospérité, ne pouvait se résoudre à voir la plus riche des provinces de la confédération en dehors de son influence, et privant, par sa séparation, son gouvernement, des immenses ressources qu'il aurait trouvées dans la douane productive de Buénos-Ayres.

Aussi ses efforts pour reprendre cette province étaient-ils incessants. On avait essayé des voies de conciliation, mais vainement : les Porteños se méfiaient avec raison de l'ex-épicier d'Entre-Rios, du bourreau de Corrientes et de l'India-Muerta, malgré ses belles promesses et son uniforme de général président. Les moyens pacifiques ne réussissant pas, Urquiza recourut de nouveau aux moyens violents. Le 24 décembre 1855, quelques émigrés argentins qui résidaient à Montévidéo, aidés sous main par le gouvernement de la confédération, débarquèrent sur son territoire, à Santa-Fé, pour de là envahir

la province de Buénos-Ayres. Le colonel Mitre, ministre de la guerre, marcha contre eux et les battit sans peine. Dans la chaleur de la poursuite, il pénétra dans la province d'où l'agression était partie. De là une protestation du cabinet du Parana, protestation à laquelle le gouvernement de Buénos-Ayres répondit en couvrant de son approbation la conduite du colonel, et en récriminant de son côté contre les autorités fédérales, qu'il accusait de connivence avec les insurgés.

Cet échange de notes aigres-douces acheva de rendre toute entente impossible. Urquiza alors se prépara sérieusement à la guerre, espérant profiter des divisions que, dans sa pensée, l'expiration des pouvoirs d'Obligado et les nouvelles élections ne sauraient manquer de produire, et comptant que le parti vaincu dans le scrutin s'unirait à lui pour renverser les vainqueurs.

Mais Urquiza fut trompé dans des espérances que les violences de la presse semblaient jusqu'à un certain point autoriser. L'élection se fit dans le plus grand ordre, et le gouverneur élu fut précisément le docteur Alsina, la personnification, en quelque sorte, du parti unitaire ; or ce parti n'était pas disposé à faire des concessions à Urquiza, il préférait la séparation à une union avec les hommes qui rappelaient l'époque désastreuse de Rosas.

Cependant Urquiza n'en pouvait prendre son parti, et, dans une grande revue qu'il passait de ses troupes le 21 mai, il faisait entendre des accents belliqueux, auxquels l'armée répondit par des adresses plus belliqueuses encore. D'autres considérations, d'ailleurs, le poussaient à la guerre. Les embarras financiers du cabinet de Parana allaient sans cesse augmentant. Les recettes des treize provinces de la confédération, en 1857, s'étaient à peine élevées à un million de francs, et elle n'avait de crédit nulle part. Buénos-Ayres, au contraire, avait du crédit, et ses recettes avaient produit, la même année, plus de 20,000,000 de francs (V. *Annuaire des Deux Mondes*, 1857–58).

Les arguments ne manquaient donc pas à Urquiza pour entraîner la confédération dans la guerre; il prouvait qu'on pouvait la faire, puisqu'on avait une armée qui ne demandait qu'à marcher au combat, et qu'il était utile de la faire, parce que la confédération était pauvre, et que Buénos-Ayres était riche.

L'année 1858 commença heureusement pour le directeur. Le gouvernement de Montévidéo était entièrement à sa dévotion. Une tentative du parti rouge, dont les chefs sympathisaient avec les unitaires de Buénos-Ayres, avait échoué dans l'Uruguay; voici dans qnelles circonstances.

Le 6 janvier 1858, le général César Diaz, parti de Buénos-Ayres avec un premier contingent, entrait audacieusement dans le port de Montévidéo et débarquait sans obstacle. S'il eût attaqué immédiatement la ville, il est probable que tout eût été promptement terminé; mais, au lieu d'agir ainsi, il allait battre dans la campagne le colonel Moreno, puis il disparaissait, et pendant près d'un mois une sorte d'obscurité enveloppait sa marche, jusqu'à ce qu'enfin, le 30 janvier, on apprit tout à coup que, enveloppé par le général Medina, il avait capitulé sur le Rio-Negro, et mis bas les armes. C'était donc un coup manqué, et Urquiza en avait été une des causes principales : agissant vraisemblablement en vertu de quelques arrangements secrets avec le gouvernement de Montévidéo, il avait donné l'ordre à un corps de troupes de sa province d'Entre-Rios de passer l'Uruguay, pour se mettre aux ordres de ses amis les blancs menacés par Diaz; et, disons-le, la répression de l'insurrection eut un caractère fédéral qui montra qu'il y avait entente cordiale entre le gouvernement de la confédération et le gouvernement de l'Uruguay. Malgré la capitulation, en effet, les généraux César Diaz et Manuel Freire, les colonels Tajes et Caballero, et vingt-trois autres officiers supérieurs, furent assassinés à Quineros, et l'armée

victorieuse de Medina , en se repliant sur Montévidéo , marqua son passage par de nombreuses exécutions.

Le Brésil, quoiqu'il n'eût pas plus de motifs de mauvais vouloir contre Buénos-Ayres que d'amitié pour Urquiza, penchait pour ce dernier, dont la politique lui assurait la prépondérance sur la république de l'Uruguay.

D'un autre côté , les Indiens de l'ouest, protégés et payés par Urquiza, faisaient de continuelles invasions, qui obligeaient les Porteños à avoir une partie de leurs forces dans le sud et dans l'ouest de la province.

L'occasion était donc propice , et, si Urquiza n'attaqua pas dès les premiers mois de 1858, ce fut parce que la confédération était agitée par l'approche des élections, qui devaient bientôt lui donner un successeur. Il y avait plusieurs candidats : le vice-président de la république, M. del Carril; le ministre de l'intérieur, M. Derqui, homme actif et ambitieux; outre qu'on ne savait pas au juste si Urquiza lui-même ne gardait pas la pensée secrète de se faire réélire. En même temps, de véritables incidents de guerre civile éclataient dans les provinces de l'intérieur. A San-Juan, un chef militaire qui avait commandé autrefois sous Rosas, et qui était resté l'ami d'Urquiza, le brigadier Nazario Bénavidès, avait été surpris , disait-on, tramant le renversement du pouvoir local, pour s'emparer lui-même du gouvernement de la province. Arrêté et mis en prison , il allait être jugé, quand Urquiza, considérant l'affaire comme étant du ressort du gouvernement fédéral, envoya un commissaire avec une petite troupe pour la prendre en main. Il en résulta une échauffourée où Bénavidès périt assassiné par les hommes préposés à sa garde. Peu après, il y eut à Mendoza un autre mouvement qu'on disait provoqué par les partisans de la candidature de M. Derqui à la présidence. Le gouverneur, réputé peu favorable à cette candidature, était tout à coup évincé du pouvoir par l'assemblée législative de la pro-

vince, qui le remplaçait deux mois avant le terme légal de son administration par un homme plus sûr. De là conflit et guerre civile, résistance du gouverneur destitué, dissolution de l'assemblée. Là encore il fallait envoyer un commissaire fédéral : ce fut le général Echague, ancien serviteur de Rosas, homme complétement nul.

On pourrait citer d'autres faits semblables qui témoigneraient de l'incohérence de la confédération; mais ces incidents s'effaçaient devant ce qu'on s'accordait, dans les régions officielles, à considérer comme la première nécessité de la situation : sans trop s'occuper de Mendoza ou de San-Juan, provinces reculées et peu influentes, on tournait plus que jamais les yeux vers Buénos-Ayres.

Le moment d'ailleurs paraissait opportun pour tenter encore une fois l'aventure. Sans dire ouvertement sa pensée, Urquiza se préparait certainement à signaler la fin de sa présidence par un dernier effort. Peut-être même avait-il essayé d'obtenir le concours du Brésil et du Paraguay. Ce qui est certain, c'est qu'en signant, dans les premiers jours de janvier 1859, un traité avec le Brésil au sujet de Montévidéo, et en interposant heureusement sa médiation entre deux puissances bien inégales, le Paraguay et les États-Unis, il avait acquis dans la Plata un certain prestige, dont il était assurément disposé à se servir pour pousser ses projets contre Buénos-Ayres.

Les symptômes de ses intentions belliqueuses ne tardèrent pas à se manifester, et se succédèrent rapidement dans les premiers mois de 1859. Le chef de la confédération ne demandait qu'à être ou à paraître poussé par l'opinion. Il y eut d'abord sur divers points de véritables *pronunciamentos* en faveur de la guerre contre la province dissidente. La première de ces manifestations eut lieu dans l'Entre-Rios, à la Conception de l'Uruguay, près de San-Jose, où le général Urquiza avait ses propriétés et sa résidence, et où tout était soumis à l'influence du

maître. De la Conception, le mouvement s'étendit à Parana même, au Rosario, à Santa-Fé. Le mot d'ordre était partout la reconstitution de l'intégrité nationale. Bientôt un fait singulièrement significatif se produisit : on rétablit comme signe de ralliement le fameux ruban rouge, la *cinta*, du temps de Rosas. La devise était, il est vrai, moins farouche; elle portait simplement ces mots : « Nous défendons la loi fédérale que nous avons jurée, et ceux qui la combattent sont des traîtres. » Ce n'en était pas moins une résurrection malheureuse d'un déplorable emblème de haine et de guerre civile. Dans le même temps, le cabinet de Parana exhumait un acte de 1856 par lequel il avait protesté contre tout acte de souveraineté extérieure de Buénos-Ayres portant atteinte aux propriétés nationales et engageant le crédit de la république.

On ne pouvait certainement se méprendre sur le sens de cette série de faits. On voulait la guerre à Parana, on la voulait le plus promptement possible. Cette pensée se montra ouvertement dans le message par lequel le président de la confédération ouvrit la session législative le 1er mai 1859. La question à l'ordre du jour y était traitée dans un langage qui ne pouvait laisser aucune incertitude, et, si ce langage n'excita pas un enthousiasme démesuré, il trouva du moins les chambres dociles.

Le premier acte du congrès fut d'autoriser le chef de l'État à résoudre la question de l'intégrité de la république, même par la guerre, si les moyens pacifiques étaient impuissants, et, dans ce cas, à mobiliser les gardes nationales, à augmenter les troupes de ligne, à faire toutes les dépenses nécessaires, enfin à prendre au besoin le commandement de l'armée. Par un dernier scrupule, un député proposa d'adresser une suprême invitation à Buénos-Ayres; mais cette motion elle-même échoua, non toutefois sans avoir été appuyée par une très-forte minorité. Ainsi autorisé par les chambres, le gouvernement de Parana se mit en mesure d'agir, hâtant les préparatifs militaires, et contractant, avec un capitaliste très-connu, M. Buchental, un em-

prunt de 1,500,000 piastres, dont les conditions n'étaient rien moins qu'avantageuses.

Telle était au mois de mai la situation du Parana.

Quoi qu'en pût dire Urquiza dans son message aux chambres fédérales, ce n'était point Buénos-Ayres qui prenait l'initiative de l'agression dans cette lutte nouvelle qui se préparait. Sans doute la province dissidente était jusqu'à un certain point rebelle et agressive par sa position, par les principes qui inspiraient son gouvernement, par ses prétentions à la suprématie, par cette usurpation de souveraineté extérieure inhérente à la demi-indépendance qu'elle s'était donnée. En un mot, elle se trouvait dans une situation anormale, qui devait déplaire au chef de la confédération et qui ne pouvait durer. Au point de vue actuel et immédiat, il faut reconnaître qu'elle n'avait rien fait qui fût de nature à changer subitement cette situation irrégulière en un conflit déclaré; elle restait plutôt sur la défensive, non cependant sans observer avec une amertume croissante cette série d'actes d'hostilité qui s'accomplissaient à Parana, et qui ne pouvaient qu'enflammer les haines contre Urquiza.

Tandis que le chef de la confédération tenait un langage menaçant, où se dévoilaient ses desseins, le gouverneur de Buénos-Ayres disait de son côté, dans le message annuel adressé le 1er mai aux chambres de la province dissidente : « Buénos-Ayres n'a point provoqué et ne provoque point la guerre, mais elle ne la craint pas. » Trois jours après, le 4 mai, voyant les circonstances s'aggraver, il s'adressait de nouveau aux chambres pour se faire autoriser à émettre un emprunt de 20 millions, et à disposer de toutes les forces de l'État, dans l'intérêt de la défense et de la sûreté du territoire. Après avoir exposé la situation dans ce second message, après avoir énuméré tout ce qui s'était fait à Parana depuis trois mois, les *pronunciamentos* pour la guerre, les emblèmes du temps de Rosas réarborés, les armements, les protestations contre les

droits de Buénos-Ayres, les manifestations des pouvoirs publics, M. Alsina ajoutait : « Il nous est impossible de ne pas prendre « une attitude décidée..... Le gouvernement comprend, et le « peuple entier le comprend de même, que, si le pays doit faire « tous les sacrifices compatibles avec sa dignité et sa sûreté « dans l'intérêt de la paix, il n'est pas possible de tolérer « plus longtemps un état de choses aussi violent, qui, finale- « ment, a tous les effets désastreux de la guerre, en prolongeant « un malaise tous les jours aggravé. » Les chambres approu- vèrent d'une voix unanime toutes les mesures qui leur étaient proposées ; Buénos-Ayres acceptait la lutte.

De ce moment donc la guerre était ouverte ; mais les deux adversaires ne se montrèrent pas pressés de se rencontrer. Urquiza, malgré sa bonne envie, ne put se mettre en campagne; il avait besoin de temps, car il manquait des moyens qui lui étaient tout d'abord nécessaires pour faire passer son armée de l'Entre-Rios sur la rive droite du fleuve. Puis la saison d'hiver arriva, et toute opération se trouva ainsi enrayée. Trois mois se passèrent sans amener aucun événement sérieux ; tout au plus y eut-il quelques escarmouches. De part et d'autre, des esca- drilles sillonnaient le fleuve, mais sans s'attaquer. On s'obser- vait et on se contrecarrait mutuellement. En attendant les opé- rations militaires, forcément ajournées, on essayait des deux côtés d'un moyen souvent employé dans ces contrées, et dont Buénos-Ayres s'était servie avec succès quelques années aupa- ravant pour se délivrer du blocus par lequel Urquiza essayait de la réduire. Chacune des deux parties tentait d'affaiblir l'autre par la captation et la corruption. C'est ainsi qu'Urquiza provoqua à bord du *Pinto* une révolte qui le rendit maître de ce bâtiment; c'est ainsi que Buénos-Ayres essaya, mais sans succès, de débaucher un corps d'artillerie de l'armée fédérale, commandé par le fils du général Santa-Cruz, au Rosario.

Ces quelques mois de trêve forcée permirent à des média-

tions désintéressées de se produire, et de tenter, sous les auspices d'un arbitrage étranger, un rapprochement qui avait toujours échoué sous la forme d'une négociation directe. Ce fut vraiment la période des médiations : médiation des États-Unis, médiation de la France, de l'Angleterre et du Brésil agissant en commun, médiation du Paraguay.

La première en date fut celle du ministre des États-Unis, M. Yancey, et ce ne fut pas la plus heureuse. M. Yancey arriva à Buénos-Ayres au commencement de juillet 1859, et, immédiatement (le 6), il offrit sa médiation, qui ne devint toutefois officielle qu'un mois après, le ministre américain s'étant vu obligé, à la suite de ses premières entrevues avec M. Alsina, de retourner au Rosario et à Parana pour conférer de nouveau avec Urquiza.

Malheureusement, dès la première heure on put voir de quelles difficultés était hérissée cette tentative de pacification. Dans quels termes en effet se présentait la question? Les conditions de paix proposées par M. Yancey pouvaient se résumer ainsi : 1° les deux parties admettraient comme base principale de tout arrangement le maintien de l'intégrité nationale, c'est-à-dire l'union définitive des quatorze provinces argentines sous un même gouvernement ; 2° la constitution fédérale alors en vigueur ne pouvant être révisée qu'après dix ans de durée, c'est-à-dire en 1863, la prochaine élection présidentielle aurait lieu suivant les règles qu'elle établissait ; 3° Buénos-Ayres conserverait son gouvernement intérieur séparé jusqu'à la réunion d'un congrès constituant ; 4° les lois fédérales sur les droits différentiels seraient abolies ; 5° les deux gouvernements s'engageraient solennellement et réciproquement à s'abstenir de toute hostilité ; 6° amnistie pleine et entière serait accordée aux exilés et réfugiés des deux côtés ; enfin, par une conséquence naturelle de l'arrangement, Buénos-Ayres cesserait d'entretenir des relations diplomatiques avec les puis-

sances étrangères. M. Yancey joignait à ces propositions la demande d'une suspension immédiate des hostilités.

L'accueil fait à ces ouvertures par le gouvernement de la province dissidente fut évasif. D'abord il refusa formellement de souscrire à une suspension d'hostilités ; en outre, s'il se montrait disposé à reconnaître de nouveau théoriquement le principe de l'intégrité nationale, il opposait aux bases présentées par M. Yancey des conditions non moins singulières. Il demandait trois choses : 1° l'abdication du chef actuel de la confédération et son éloignement de la vie publique pendant cinq ans, sans que cela impliquât du reste la réincorporation immédiate de la province séparée ; 2° le rétablissement provisoire de la situation créée par les conventions antérieures de 1854 et 1855 ; 3° la garantie des États-Unis. Demander une garantie qu'on savait être en dehors de la politique de l'Union Américaine, exiger d'un autre côté la retraite préalable du chef de la confédération, c'était mettre la paix à des conditions impossibles. M. Yancey ne manqua pas de le faire observer. L'opposition de Buénos-Ayres avait visiblement pour mobile l'animosité personnelle à l'égard du chef de la confédération. Cela était si vrai, que, par une dernière concession, M. Alsina consentit à faire représenter la province dans un congrès qui se réunirait pour réformer la constitution fédérale aussitôt que le général Urquiza aurait abdiqué. C'était toujours la même difficulté, et l'on ne pouvait véritablement espérer qu'on arriverait à s'entendre sur ce terrain ; aussi M. Yancey déclara-t-il, le 15 août, sa médiation terminée.

Trois jours après cependant, le ministre des États-Unis voulut faire une nouvelle tentative et demanda une entrevue à M. Alsina. On l'ajourna à quelques jours, et, dans l'intervalle, on expulsa de Buénos-Ayres M. Saguier, plénipotentiaire envoyé par Urquiza pour assister le ministre médiateur. C'était une réponse anticipée à toute ouverture nouvelle. M. Yancey le

comprit, et renonça bien définitivement à une intervention désormais fort inutile, au moins de sa part.

Ce n'était point, en effet, la dernière tentative de conciliation qui devait se produire. La mission malheureuse de M. Yancey fut suivie peu après, nous l'avons dit, de deux autres offres de médiation, l'une faite par le Paraguay, l'autre par les trois gouvernements réunis de la France, de l'Angleterre et du Brésil. Par une singularité de plus en cette affaire, ce fut la moins puissante en apparence de ces médiations qui amena un dénoûment. Cela tient à ce que l'intervention du Paraguay avait été offerte et acceptée à Parana dès le 22 août, un mois avant que les représentants de la France et de l'Angleterre fussent en mesure d'offrir leurs bons offices; peut-être même était-elle le résultat de conventions antérieures.

On eut un moment l'idée de réunir tous les efforts et de ne former qu'une seule et même médiation ; mais cela ne put réussir. Quoi qu'il en soit, le fils du président du Paraguay, le général Solano Lopez, arriva au commencement d'octobre dans la Plata, muni de tous les pouvoirs nécessaires, et le ministre de France à Parana, M. Lefebvre de Bécourt, ne tarda pas à se rendre lui-même à Buénos-Ayres avec le chargé d'affaires d'Angleterre à Montévidéo et le plénipotentiaire brésilien, dont les lenteurs avaient peut-être contribué à entraver cette intervention de l'Europe. Dans tous les cas, cette médiation des grandes puissances restait une dernière ressource, et la présence des agents européens ne pouvait que venir en aide au médiateur qui avait réclamé son droit d'antériorité.

Le général Solano Lopez se mit à l'œuvre dès son arrivée à Buénos-Ayres, après avoir vu le général Urquiza en passant au Rosario. Le résultat de ses premières démarches ne fut pas d'un bon augure. Le gouvernement de Buénos-Ayres ne mettait pas moins d'obstination que par le passé à refuser une suspension d'hostilités, que le général Urquiza persistait non moins obstinément à exiger. Ce n'est pas tout : après l'insuc-

cès de la mission de M. Yancey, Urquiza crut de sa dignité de montrer un peu plus de hauteur; il ne consentait plus à envoyer ses plénipotentiaires à Buénos-Ayres, il exigeait que les plénipotentiaires de Buénos-Ayres se rendissent à son quartier général. Le médiateur essaya vainement de tout concilier en s'efforçant d'obtenir en fait cette suspension d'hostilités à laquelle on ne voulait pas consentir par voie d'engagement; il était tout près de voir échapper de ses mains cette négociation, lorsqu'il reçut tout à coup des événements un secours inattendu.

Pendant que ces négociations avaient lieu, l'armée d'Urquiza s'était rapprochée de l'armée de Buénos-Ayres, commandée par le général Mitre. Celui-ci, bien à contre-cœur, s'était vu forcé de rester immobile dans son camp de Cepeda, depuis le mois de septembre. Alsina, ne comprenant pas que ce qu'il y avait de plus pressé à faire était de se débarrasser de l'armée d'Urquiza, de prévenir l'attaque en envahissant la province de Santa-Fé, avait toujours refusé à Mitre de mettre à sa disposition, comme celui-ci ne cessait de le demander, toutes les troupes qui étaient dispersées, sans utilité immédiate, sur différents points du territoire. En revanche, on lui promettait continuellement des renforts, et on lui en envoyait bien de loin en loin, mais insuffisants, et la longue inaction où il fut obligé de tenir son armée, inaction qui, aux yeux des gauchos, était un signe de faiblesse, avait singulièrement ébranlé le moral des 7,000 hommes dont elle se composait, quand l'armée d'Urquiza, forte du double, parut en vue du camp de Cepeda.

Un premier engagement eut lieu dans la matinée du 23 octobre, entre l'avant-garde confédérée et les grand'gardes de l'armée de Mitre, qui ne purent résister au nombre et se replièrent sur le camp. Un accident qui ne saurait se comprendre dans une armée européenne vint encore ajouter à la confusion produite par cette surprise. Une partie des chevaux de réserve,

près de 2,000, se trouvaient entre le camp et les grand'gardes, broutant en liberté. Ces animaux, effrayés par la fusillade, se précipitèrent vers le camp, renversant tout sur leur passage. Il s'ensuivit une panique de mauvais augure. Heureusement que l'armée d'Urquiza n'était pas prête à profiter de ce premier moment.

Mitre eut donc le temps de former ses troupes et de rallier sa cavalerie et ses réserves de chevaux. Dès midi, les deux armées étaient en présence, à un demi-kilomètre en avant des tentes des Buénos-Ayriens. Le combat s'engagea, vers deux heures, par un feu d'artillerie assez efficace des deux côtés. Une heure après, toute la cavalerie de Mitre se débanda, avant même d'avoir été attaquée. Urquiza alors lança son infanterie sur celle de Buénos-Ayres. L'aile droite, composée des milices de San-Nicolas, fort maltraitée par l'artillerie ennemie, se débanda également, malgré les efforts de ses officiers, et vers quatre heures il ne restait à Mitre que son infanterie et son artillerie de ligne, avec deux bataillons de milices de Buénos-Ayres et un groupe de cavaliers aux ordres du général Florès; en tout, 1,800 hommes, isolés dans la Pampa et complétement entourés. Le camp venait d'être envahi par les cavaliers d'Urquiza, qui avaient tout pris, transports, tentes, munitions. Un moment de découragement, et c'en était fait de la bonne cause de la Plata. Mais le général ne se découragea pas; une nouvelle attaque fut repoussée. Les meilleurs fantassins d'Urquiza furent mitraillés dans une tentative pour prendre à la baïonnette les canons de Mitre, et les vainqueurs du matin, démoralisés à leur tour, se retirèrent devant cette résistance inattendue, croyant à Mitre plus de forces qu'il n'en avait en réalité. La nuit mit fin au combat, et Urquiza fit camper son armée autour du petit groupe des Buénos-Ayriens, qu'il espérait bien capturer au point du jour.

Mitre restait donc maître du champ de bataille, mais si affaibli, si pauvre de munitions, qu'il aurait été impossible de rien

tenter contre un ennemi dix fois plus nombreux. Vers dix heures du soir, formant sa petite armée en colonne, il se dirigea vers San-Nicolas. Les troupes d'Urquiza, surprises d'une attaque nocturne, s'ouvrirent après avoir échangé quelques coups de feu avec les éclaireurs, croyant sans doute que ce n'était qu'un détachement qui cherchait à s'échapper.

Marchant toute la nuit en bon ordre, Mitre arriva à San-Nicolas à neuf heures du matin, quand Urquiza en était encore à réunir ses troupes, afin d'en finir avec cette poignée d'hommes qui venaient de lui échapper. L'escadre de Buénos-Ayres s'y trouvait bloquée par celle d'Urquiza. Mitre, après avoir donné vingt-quatre heures de repos à ses hommes, les fit embarquer et attaqua les vapeurs ennemis, résolu de les prendre à l'abordage; mais, après un combat assez court, la flottille confédérée s'enfuit vers le Rosario, et Mitre put ramener ses 1,800 hommes à Buénos-Ayres, au moment où Urquiza quittait Cepeda pour marcher sur la capitale.

Il fallait à l'armée d'Urquiza sept ou huit jours pour arriver à Buénos-Ayres. Ce temps permit à Mitre de mettre la ville en état de défense, et le général confédéré se retrouvait après sa victoire de Cepeda dans la même position que lorsqu'il avait, quelques années auparavant, avec l'aide de Lagos, mis le siége devant la ville, siége malheureux dont il gardait le plus désagréable souvenir.

Ces circonstances devaient singulièrement faciliter un accommodement : Urquiza n'était pas sûr de vaincre; Buénos-Ayres, de pouvoir résister. Les négociations se renouèrent en effet, et, cette fois, avec des chances plus sérieuses. Le petit village de San-Jose de Florès, à une lieue de Buénos-Ayres, fut désigné pour la tenue des conférences. Urquiza eut le bon esprit, ne pouvant d'ailleurs faire autrement, de maintenir à peu près les mêmes propositions qu'avant Cepeda. Buénos-Ayres, de son côté, ne pouvait plus songer à exiger l'éloignement du général; c'était, au contraire, Alsina qui devait se rési-

gner au sacrifice *patriotique* qu'il voulait naguère imposer au chef de la confédération. Avant même que cet éloignement fût posé comme une des conditions de la paix, le gouverneur et ses ministres furent invités par l'Assemblée législative à se démettre de leurs fonctions ; ce qu'ils firent aussitôt. Le pouvoir exécutif passa entre les mains du président de l'Assemblée, don Felipe Llavallol, et, dès lors, les négociations suivirent leur cours sans nouvelles entraves. Elles aboutirent le 11 novembre à un traité portant les signatures de Tejedor, de Peña et de Juan Cruz Obligado pour Buénos-Ayres, des généraux Guido et Pedernera et de J. Araos pour la confédération, et enfin celle du médiateur, le général Lopez, qui dans cette occasion se montra aussi profond diplomate que le *Héros sans le savoir*.

Les conditions se ressentaient naturellement des circonstances nouvelles dans lesquelles on se trouvait. Buénos-Ayres se déclarait dès ce moment partie intégrante de la confédération argentine. Elle devait, dans un délai de vingt jours, réunir une convention provinciale, chargée d'examiner la constitution fédérale en vigueur; et, dans le cas où cette convention aurait des observations à faire, elles seraient communiquées au congrès fédéral, lequel convoquerait une convention générale *ad hoc*, où la province dissidente se ferait représenter, avec l'obligation de se conformer à la décision qui serait prise. Buénos-Ayres cessait *hic et nunc* d'avoir des relations diplomatiques d'aucune espèce avec les États étrangers. Une amnistie générale était stipulée.

La dette extérieure et intérieure de la province était reconnue. La douane rentrant dans le ressort fédéral, la nation se chargeait pendant cinq ans de pourvoir au déficit du budget provincial. .

Les lois commerciales seraient révisées.

Dans les quinze jours qui suivraient cet arrangement, Urquiza devait avoir retiré ses troupes du territoire de Buénos-Ayres.

Enfin, le Paraguay garantissait l'exécution des engagements réciproques contractés sous sa médiation.

Tel était le traité du 11 novembre 1859. La paix était donc faite; mais était-on de bonne foi, ou était-ce impuissance des deux côtés? Nous penchons pour cette dernière hypothèse.

Retraite d'Urquiza. Derqui président. — Mitre gouverneur de Buénos-Ayres. — Traité d'union du 6 juin 1860. Fêtes de la paix. — Nouveaux conflits. Antagonisme des vieux partis. — Révolution à San-Juan. Exécution fédérale à Cordova. — Nouvelle rupture. Bataille de Pavon. — Dissolution de la confédération. Mitre directeur provisoire. — Congrès général. Mitre président de la république.

Cependant Urquiza songeait très-sérieusement à abandonner la présidence. Ce qui lui importait par-dessus tout, c'était de conserver la grande position qu'il avait à l'Entre-Rios. En approuvant le traité, il mettait fin à la guerre, dont il était très-las; il laissait le pays en paix, après l'avoir rétabli dans son intégrité; il croyait en outre mériter la bienveillance des unitaires en ne les poussant pas à bout; puis, en se retirant, il échappait aux complications de l'avenir, et laissait à son successeur les difficultés de l'exécution du traité.

De son côté, Buénos-Ayres gagnait du temps, et elle comptait beaucoup sur son influence dans la convention *ad hoc* qui devait plus tard se réunir, et sur l'habileté de ses députés, pour regagner le terrain perdu par le désastre de Cepeda.

Le changement de situation après le traité du 11 novembre était donc plus apparent que réel; les événements allaient bientôt le prouver.

Le gouvernement de Llavallol se montrait enclin aux concessions, mais ce gouvernement, qui ne devait vivre que six mois, jusqu'au mois de mai, époque fixée pour l'élection du gouverneur définitif, n'avait aucune force, et tout ce qu'il faisait avait

un caractère essentiellement provisoire. Cependant, poussé par les unitaires, Llavallol, malgré ses pacifiques dispositions, mit bientôt des entraves à l'exécution du traité. Le gouvernement national voulait administrer directement la douane de Buénos-Ayres; le gouvernement provincial s'opposa à cette prétention, qu'il représentait comme mal fondée, tant que l'incorporation de la province à la confédération ne serait pas consommée; mais il offrait de donner au gouvernement national, une fois son budget équilibré, le surplus de ses revenus. Il fallut bien que le gouvernement de Parana en passât par là. Cette difficulté aplanie, un nouvel élément de discorde surgit bientôt. La convention réunie à Buénos-Ayres pour examiner la constitution fédérale y proposait tant de réformes, qu'en réalité elle la changeait complétement, et le gouvernement de Parana refusait d'admettre le résultat d'un examen fait dans un esprit d'hostilité évident.

Une autre complication encore ne tarda pas à se produire. Don Santiago Derqui était élu président pour six ans. Or, l'élection ayant eu lieu avant la réincorporation définitive de Buénos-Ayres et sans la participation des Porteños, ceux-ci prétendirent qu'elle était sujette à révision, comme la constitution elle-même. Cependant cette prétention ne revêtit pas la forme d'une protestation officielle.

Pendant qu'on élisait un président au Parana, on s'agitait beaucoup à Buénos-Ayres pour l'élection du gouverneur. Les partisans de la paix, ou plutôt de ce *statu quo* qui n'était ni la paix ni la guerre, portaient don Carlos Tejedor. Ceux qui voulaient une position plus franche, plus nette, se prononçaient pour le général Mitre, qui avait sauvé l'armée à Cepeda, qui avait défendu Buénos-Ayres et permis aux Porteños de traiter, au lieu de se rendre à discrétion, comme ils auraient été obligés de le faire sans son énergie.

Mitre fut élu. Cette nomination avait une évidente signification. C'était la condamnation des hésitations d'Alsina, qui avait

amené le désastre de Cepeda; c'était la condamnation du gouvernement de Llavallol, qui avait combattu de tout son pouvoir la nomination du jeune général.

On paraissait donc fort loin de s'entendre et marcher à la guerre plutôt qu'à la paix. De son côté, le gouvernement de Parana, voyant la prépondérance croissante du parti unitaire à Buénos-Ayres, faisait tout pour augmenter celle du parti fédéral dans les provinces, qu'il s'efforçait de maintenir sous l'influence des hommes les plus opposés aux Porteños.

Mais, à la Plata, les hommes et les événements trompent souvent les combinaisons les plus logiques. Mitre, gouverneur, loin de se montrer un élément de discorde, fut un élément de conciliation.

Au commencement de juin, il envoya à Parana un commissaire, le docteur Dalmasio Velez Sarsfield, chargé de traiter définitivement et de poser les bases d'un avenir réellement stable. Non moins connu que le général Mitre lui-même, pour sa participation à toutes les luttes soutenues par Buénos-Ayres, le docteur Velez devait donc apporter dans les négociations une bonne volonté personnelle dont personne ne pourrait douter, et il était porteur des instructions les plus conciliantes.

Le gouvernement de Parana fit un pas de son côté, en ne s'opposant plus à l'examen immédiat du plan de réformes proposé par Buénos-Ayres. Il nomma pour traiter avec Velez deux commissaires, le colonel Benjamin Victorica, ministre de la guerre, et un député, Daniel Araoz; et de cette négociation sortit un nouveau traité d'union, signé le 6 juin et qui ne faisait à vrai dire que compléter le pacte du 11 novembre en réglant la situation présente jusqu'à l'exécution définitive de toutes les conditions de la paix. Voici, du reste, quelles en étaient les principales stipulations.

Le plan de réformes de Buénos-Ayres serait communiqué immédiatement au congrès législatif fédéral, qui convoquerait dans le plus bref délai possible une convention générale *ad hoc*.

Cette convention se réunirait à Santa-Fé, et ne pourrait prolonger ses travaux au delà de trente jours; elle se prononcerait sur les réformes proposées; le résultat de ses délibérations serait aussitôt communiqué aux deux gouvernements, et celui de Buénos-Ayres promulguerait dans un délai de quinze jours la nouvelle constitution qui en serait sortie. Cela fait, le congrès fédéral suspendrait ses séances jusqu'à ce que Buénos-Ayres y pût envoyer ses représentants. Jusque-là, le gouvernement de Buénos-Ayres continuerait à administrer les services inscrits à son budget, même quand par leur nature ils seraient du ressort des autorités nationales, et il contribuerait aux dépenses générales de la confédération pour une somme mensuelle de un million et demi de piastres en monnaie courante, c'est-à-dire un million et demi de la monnaie de Banque de Buénos-Ayres. Les produits de Buénos-Ayres entreraient dès ce moment libres de tout droits dans les autres provinces, et le prochain congrès aurait à édicter une législation douanière uniforme.

Cet acte du 6 juin était réellement, on le voit, un pas en avant, une victoire nouvelle de l'esprit de conciliation; aussi fut-il accueilli partout avec une évidente satisfaction. On se félicitait mutuellement, on se complimentait sur le spectacle glorieux qu'on donnait au monde.

Le fait est qu'on échappait ainsi à une crise nouvelle, devenue imminente, et qui eût infailliblement conduit à une séparation définitive. Une fois dans cette voie, l'idée vint, et l'occasion s'en présenta naturellement, de célébrer la paix par quelques démonstrations ostensibles parlant à l'imagination. Le 9 juillet était l'anniversaire de la proclamation de l'indépendance des provinces argentines, jour de fête nationale, célébré périodiquement depuis un demi-siècle, et qui avait éclairé dans ce long espace bien des scènes diverses, bien des révolutions. Les autorités de l'ancienne province dissidente pressèrent le président de la confédération de se rendre à Buénos-Ayres pour

assister à cette solennité. Le général Urquiza reçut la même invitation. Le corps diplomatique se rendit aussi pour le 9 juillet dans cette ville, qu'on a appelée l'Athènes de la Plata. Les fêtes durèrent plusieurs jours. Depuis longtemps Buénos-Ayres n'avait vu réunis des hôtes aussi divers, aussi peu accoutumés à vivre en paix. La réconciliation d'ailleurs semblait sincère. On en faisait honneur au général Mitre, à M. Derqui, au général Urquiza , au corps diplomatique. Il y eut surtout un banquet au Cabildo, où les manifestations chaleureuses se multiplièrent et prirent le caractère de l'enthousiasme. Le président se leva, et, faisant vibrer avec un tact infini un sentiment populaire à Buénos-Ayres, il porta un toast à la mémoire du général Paz, l'ancien chef unitaire. Ce fut alors un tonnerre d'applaudissements, car peu de noms ont conservé autant de prestige, et le toast de M. Derqui avait le mérite de l'imprévu. Le général Mitre prit à son tour la parole, et, dans un discours plein d'une habile hardiesse, il alla jusqu'à s'applaudir de tout ce qui était arrivé, puisque cela avait amené le jour où Buénos-Ayres, dans le plein exercice de sa liberté, pouvait fêter le général Urquiza comme un hôte dont elle ne se rappelait plus que les services. Enfin, le ministre de la guerre, le colonel Victorica, gendre d'Urquiza, fils d'un ancien fonctionnaire de Rosas, décernait au gouverneur de Buénos-Ayres le grade de brigadier général de la nation.

Deux personnages avaient une position exceptionnelle dans ces journées de fêtes. Le général Urquiza était visiblement heureux, et il ne ménagea rien pour attirer ses anciens adversaires. Dans l'événement qui le ramenait à Buénos-Ayres, il voyait la paix de la république et la consécration de la grande existence qu'il s'était faite. D'un autre côté, le général Mitre, par le rôle conciliant et modéré qu'il avait joué, par son habileté, qui était réelle, par l'attitude qu'il prenait, se révélait comme le candidat à la présidence de la confédération pour la troisième période constitutionnelle, après M. Derqui.

La plupart des anciens chefs du parti dominant à Buénos-Ayres cédèrent à ce mouvement de réconciliation universelle, et de ce nombre fut M. Pastor Obligado. M. Alsina, au premier instant, se tint quelque peu à l'écart, et sembla se réserver, mais sans rien faire toutefois contre l'entraînement du jour. Somme toute, les fêtes de Buénos-Ayres eurent le mérite de rapprocher les hommes, d'effacer à demi de vieilles et ardentes animosités. C'était tout ce qu'on pouvait espérer pour le moment.

Il y avait pourtant encore à mener à bonne fin l'œuvre de la paix réelle, c'est-à-dire de la fusion définitive, dont les difficultés nétaient pas moindres pour avoir été un moment éclipsées par ces démonstrations un peu théâtrales.

On s'en occupa aussitôt après les fêtes. Un ancien membre du gouvernement de Buénos-Ayres, M. Riestra, entra comme ministre des finances dans le cabinet de la confédération, et le gouvernement de Parana présenta au congrès un projet d'organisation du régime douanier tendant à le rapprocher de celui de Buénos-Ayres.

Pendant ce temps, les élections se faisaient dans toutes les provinces pour la convention chargée de reviser la constitution.

Cette assemblée commença ses travaux le 20 septembre. Trois jours après, le 23, le plan de réformes proposé par Buénos-Ayres était adopté par acclamation, et le 21 octobre la constitution fédérale ainsi réformée était solennellement promulguée à la fois à Buénos-Ayres et à Parana. Trois semaines auparavant, le 30 septembre, le congrès ordinaire des provinces avait été clos à Parana, en attendant la réunion d'un nouveau congrès où siégeraient les représentants de Buénos-Ayres.

Tout semblait fini, la reconstitution de la confédération argentine dans son unité paraissait complète ; il s'en fallait cependant qu'on fût au bout des difficultés. Dans tous ces incidents,

où l'esprit de conciliation semblait dominer, il est certain que les hommes de Buénos-Ayres avaient manœuvré avec une habileté singulière, soit lorsque, contraints par la fortune des armes, ils avaient signé le pacte du 11 novembre 1850, soit lorsque, un peu plus tard, après quelques tergiversations, ils avaient dû se prêter aux projets de fusion; ils n'avaient cessé d'agir de façon à tirer le plus grand parti possible des circonstances, et à maintenir l'ascendant de Buénos-Ayres dans cette situation nouvelle. Ils avaient fait adopter leur plan de réformes; ils avaient fait entrer un des leurs dans le conseil de la confédération. C'était, du reste, le véritable moyen d'arriver à une paix solide. Buénos-Ayres voulait bien admettre Derqui, mais à la condition que celui-ci entrât franchement dans la voie de la justice, qu'il fît des pratiques constitutionnelles une réalité, et non un abri pour l'arbitraire, qu'il abandonnât les mauvais éléments dont Rosas et ensuite Urquiza s'étaient servis pour mener le pays selon leur caprice.

Mais Derqui, élevé à la présidence par les fédéraux, observé par Urquiza, qui était constamment tenu en éveil par la crainte de compromettre la fortune qu'il avait acquise pendant son long règne sur l'Entre-Rios, ne marchait pas droit. Si, par exemple, l'élément unitaire relevait la tête dans quelques provinces, le gouvernement de Parana tâchait aussitôt de l'écraser. Aussi les symptômes d'agitation et de conflit se multipliaient-ils à Santiago de l'Estero, à Mendoza et à San-Juan.

L'antagonisme entre les vieux partis se réveillait donc de nouveau. La prospérité à laquelle Buénos-Ayres s'était élevée sous le régime unitaire était un exemple et une force pour les unitaires des provinces, qui aspiraient pour leurs localités à une prospérité relative, et le parti fédéral, après avoir eu la prépondérance dans le reste de la république, après avoir porté Derqui à la présidence, se sentait menacé d'être totalement annulé.

L'embarras des gouvernants soit à Parana, soit à Buénos-

Ayres, était grand pour des causes diverses. Tandis que le général Mitre, en essayant d'être modéré, de ne rien précipiter, était accusé à Buénos-Ayres de trahir la province et son parti, Derqui, de son côté, était accusé d'abandonner ses amis pour les livrer à ses adversaires. Ce dernier surtout était dans une singulière perplexité; car, s'il tenait son pouvoir et s'il tirait sa force de l'ancienne confédération des treize provinces, il lui fallait compter avec l'élément nouveau introduit dans la politique nationale par la réincorporation de Buénos-Ayres. Les fédéraux s'apercevaient un peu tard que la victoire de Cepeda, qui avait ramené la province dissidente dans le giron de la république, n'avait pas tout terminé. Jeté au milieu de ces tiraillements, et n'ayant peut-être que le choix de ses fautes, Derqui prit résolûment un parti : un décret du 29 octobre prescrivit le renouvellement partiel des chambres selon les règles posées dans la constitution réformée, et convoqua le congrès général en session extraordinaire pour le 1er avril 1861.

C'était donner gain de cause à Buénos-Ayres; aussi cette résolution détermina-t-elle aussitôt la retraite de deux de ses ministres, Pujol et un des fils du général de l'indépendance, Alvear. Derqui essaya inutilement de reconstituer son cabinet; il s'adressa à Alsina, à Carril, à Pico, mais il n'éprouva partout que des refus, et il fut contraint de confier l'intérim des deux ministères vacants aux autres ministres.

Les difficultés, on le voit, allaient en croissant, et les embarras intérieurs du gouvernement étaient d'autant plus graves qu'une grande agitation régnait dans les provinces, particulièrement à San-Juan, où une révolution devenait imminente par suite de la lutte ouvertement engagée entre le gouverneur, le colonel Jose Virasoro, imposé à la province par Urquiza, et le parti favorable aux unitaires.

Le danger parut assez pressant pour que la pensée vînt aux trois principaux personnages de la république, Derqui, Mitre et Urquiza, d'avoir une entrevue afin de s'entendre sur ce qu'il

y avait à faire. Cette entrevue, dont l'initiative appartient sans doute à Derqui, le plus embarrassé des trois, eut lieu le 11 novembre à San-Jose, chez Urquiza.

Particulièrement préoccupés de l'agitation croissante de San-Juan, les trois hommes d'État tombèrent d'accord d'adresser une lettre collective au gouverneur de la province si gravement troublée, pour lui conseiller une démarche qui, suivant eux, lui ferait beaucoup d'honneur et résoudrait d'une manière honorable pour tout le monde la crise, qui s'envenimait chaque jour.

« Considérez sérieusement la situation, disaient-ils, et ayez assez d'abnégation et de patriotisme pour vous démettre spontanément de votre gouvernement; ce qui d'ailleurs permettrait d'utiliser vos capacités militaires sur un autre terrain, avec plus de profit pour le pays et plus d'honneur pour Votre Excellence elle-même... Si, malgré nos désirs, nos espérances et le patriotisme dont nous vous croyons animé, nos conseils demeuraient sans effet, il nous resterait la conscience d'avoir accompli un devoir sacré, et nous aurions mis à couvert pour le présent et pour l'avenir notre responsabilité et notre liberté d'action complète, comme hommes publics qui devons nous assujettir strictement à la loi et aux convenances les plus élevées du bien public. »

Cette lettre était du 16 novembre. Elle devait malheureusement arriver trop tard. Le jour même où elle était écrite, le colonel Virasoro se voyait assiégé avec un de ses frères et quelques personnes réunies à l'hôtel du gouvernement par une multitude passionnée qui demandait à grands cris son abdication. Virasoro, cédant à un instinct de fierté, se dispose à un combat inégal et ordonne une décharge qui fait plusieurs victimes dans la foule. Aussitôt le peuple, furieux, se précipite dans la maison du gouvernement, massacre le gouverneur, son frère et tous ceux qui opposent de la résistance. Les Virasoro s'étaient défendus avec le plus grand courage, le frère du

gouverneur surtout, qui était tombé en tirant son dernier coup de feu.

Leur mort fut le signal d'une révolution soudaine, qui travailla immédiatement à s'organiser. Un nouveau gouverneur, le docteur Aberastain, prit la direction des affaires de la province. Le pouvoir issu de ce mouvement, en communiquant ce qui venait de se passer au ministre de l'intérieur de la confédération, s'exprimait ainsi : « Le peuple de San-Juan est tranquille ; il a la conscience d'avoir agi en vertu de son droit en voulant renverser son tyran. Il regrette que l'obstination de ce dernier à ne pas vouloir descendre du pouvoir, malgré les représentations qui lui étaient faites, l'ait conduit jusqu'à lui ôter la vie ; mais celui qui fait usage de son droit ne commet pas de crime. Nous déplorons tous une nécessité aussi cruelle. Quant à présent, le soussigné s'occupe à remplir la mission qui lui a été confiée. L'ordre et la tranquillité ne laissent rien à désirer. »

Ces événements ne pouvaient manquer de retentir dans toute la république et d'être envisagés d'une façon différente. Buénos-Ayres, qui y voyait un succès pour son influence, devait nécessairement en pallier la gravité ; ils causèrent, au contraire, une vive préoccupation, de la terreur même, à Parana, où l'on commençait à se sentir débordé par cette réaction violente contre l'ancien état de choses et contre les hommes qui le représentaient plus ou moins. Les vieux fédéraux, et Urquiza était du nombre, voyaient dans la mort de Virasoro les premiers symptômes du châtiment que les peuples pourraient infliger à leurs oppresseurs. Le sentiment fédéral assoupi se réveilla avec force.

Ce fut sous la pression de ce sentiment de la nécessité de se défendre contre les attaques des unitaires que Derqui agit ou fut obligé d'agir. Il nomma une commission, à la tête de laquelle fut placé le gouverneur de San-Luis, le colonel Juan Saa, pour aller dans la province de San-Juan y *rétablir l'ordre*, qui, d'a-

près Aberastain, ne laissait rien à désirer, et interposer l'autorité du pouvoir fédéral.

Une sage politique aurait voulu que cette commission agît avec circonspection et qu'elle s'abstînt autant que possible de recourir à la force; mais il n'en pouvait être ainsi avec Juan Saa. Le gouverneur de San-Luis était plus qu'un fédéral: c'était un sauvage. Fuyant ses ennemis, il avait passé la plus grande partie de sa vie parmi les Indiens, et il en avait les idées; il ne comprenait pas qu'on pût envahir une province sans en tirer quelque profit, sans la dévaster. Rétablir l'ordre voulait dire, pour lui, châtier ceux qui l'avaient troublé. C'est ce qu'il fit, croyant de bonne foi remplir au mieux la mission dont on l'avait chargé. Il se rua sur la province de San-Juan, et, au lieu de rétablir la paix, il ralluma la guerre civile.

Le 11 janvier 1861, il rencontra l'armée révolutionnaire de San-Juan, qui fut complétement défaite, après une lutte assez acharnée. A la suite de ce combat, le docteur Aberastain, fait prisonnier, périt assassiné, sans que rien justifiât cette inutile barbarie. Un grand nombre des insurgés faits également prisonniers ou blessés furent égorgés à coups de couteau ou achevés à coups de lance. Quiroga était surpassé.

La province tout entière tomba dans une anarchie qui n'était contenue momentanément que par une compression implacable. Du reste l'esprit qui avait engendré la révolution de novembre n'était nullement vaincu; il ne tarda pas à se manifester de nouveau par une tentative dirigée contre le gouvernement imposé à San-Juan par Saa.

Ces événements affectaient d'une façon notable la situation générale de la confédération, et compromettaient singulièrement l'œuvre de la pacification, mettant à néant les illusions qu'on s'était faites. Le vieil esprit fédéral se réveillait, par une réaction contraire, dans certaines provinces, telles que Corrientes, où se manifestaient des velléités de révolte contre le

décret présidentiel qui avait ordonné des élections pour le renouvellement du congrès. Urquiza lui-même, ému de la catastrophe de San-Juan, semblait revenir de ses dispositions favorables au parti de Buénos-Ayres et se rejeter dans une politique de résistance. Derqui, chargé de conduire cette machine détraquée, ne savait à quel saint se vouer.

Ainsi, au lieu de la paix définitive qu'on avait rêvée, on marchait, à travers de nouveaux et plus redoutables désordres, à la réunion, devenue problématique, du congrès où les députés de toute la confédération devaient se trouver rassemblés le 1er avril 1861. Après une année d'efforts exclusivement tendus vers la conciliation, on était revenu au seuil de la guerre civile, et la lutte, au lieu d'être concentrée entre Buénos-Ayres et Parana, était partout.

Etait-ce un mal? Les unitaires, c'est-à-dire les civilisés, longtemps renfermés dans Montévidéo, puis dans la ville et ensuite dans la province de Buénos-Ayres, luttaient pour assurer à tout le pays des institutions libérales; les fédéraux, c'est-à-dire les barbares plus ou moins déguisés, de leur côté, ne négligeaient rien pour maintenir la prépondérance dont ils avaient joui si longtemps.

Après l'invasion de San-Juan par Saa, motivée au moins par le meurtre de Virasoro, le gouvernement de Parana envahit sans motif une autre province, celle de Cordova, où l'on n'avait pas fait de révolution, où l'on ne voulait tuer personne, mais accusée par les fédéraux du crime de s'être donné pour gouverneur un homme ami des unitaires de Buénos-Ayres.

Saa, dont la conduite avait été sévèrement critiquée par la presse de Cordova, ne demandait qu'un prétexte pour envahir cette province, qu'il croyait pouvoir saccager comme il avait fait celle de San-Juan. Or, il est toujours facile à deux gouvernements qui veulent se battre de trouver d'excellents pré-

textes, et les unitaires de Cordova eux-mêmes étaient sur le point de déclarer la guerre.

Derqui s'inquiétait fort de ces dispositions belliqueuses, qui menaçaient de détruire l'unité de cette partie de la confédération qui l'avait nommé président. Il résolut de les étouffer; mais comment? en renversant le gouvernement établi, pour le remplacer par un gouvernement fédéral qui vivrait en paix avec le terrible Juan Saa, lequel, depuis ses exploits de San-Juan, aspirait à devenir un personnage. Il se fit donc autoriser, le 28 mai, par le congrès, à se rendre à Cordova, pour juger par lui-même la situation et prendre les mesures nécessaires, et il partit avec cinq cents hommes. Le premier effet de sa présence fut un mouvement devant lequel disparut le gouverneur ami des unitaires.

Ainsi le président se faisait homme de parti; le président se servait de l'armée nationale pour aller faire des révolutions dans les provinces.

L'émotion fut grande à Buénos-Ayres. Ce que le président a fait à Cordova, y disait-on, il tentera de le faire ici aussitôt qu'il le pourra. Dès ce moment on commença à se préparer à la guerre.

Une tentative de médiation fut faite, assez mal à propos, par les ministres de France et d'Angleterre, MM. Lefebvre de Bécourt et Thornton. Cette tentative ne fit que mettre au grand jour ce qu'on voulait dissimuler encore, c'est-à-dire la rupture de Buénos-Ayres et des autres provinces. A Parana on la considéra comme un acte d'hostilité; on ne voulait voir dans la province dissidente que des rebelles, des traîtres et des anarchistes, qu'il fallait réduire. Un acte du congrès annula les traités du 11 novembre 1859 et du 6 juin 1860, et autorisa le pouvoir exécutif national à intervenir à Buénos-Ayres, « pour rétablir l'ordre légal troublé par le gouvernement de cette province. » Sans même attendre cet acte significatif, on s'était

hâté de mobiliser des troupes; Urquiza avait été chargé de l'organisation et du commandement de l'armée de la confédération. A Buénos-Ayres, les esprits n'étaient pas moins montés; le parti de la résistance et de la guerre y dominait. « En présence des scandales dont la province de Cordova était le théâtre, et quand le gouvernement national lui-même, qui demandait qu'on désarmât, mobilisait toutes ses forces, » on proclama qu'il n'était plus possible désormais de reconnaître ce gouvernement. (Déclaration du 17 juin.)

Mitre réunit toutes ses troupes à Rojas, près de la frontière de Santa-Fé, et alla en prendre le commandement.

L'offre de médiation qui avait été si mal accueillie peu de temps auparavant à Parana fut acceptée au dernier moment, quand Derqui et les fédéraux virent Mitre, non plus général seulement, comme à Cepeda, mais revêtu du double titre de général et de gouverneur de la province, à la tête d'une nombreuse armée, sur la frontière même de Santa-Fé, à vingt lieues à peine du Rosario.

Tout ce que les médiateurs purent alors combiner de mieux fut une entrevue personnelle entre Derqui, Urquiza et Mitre. Cette entrevue eut lieu, en effet, le 5 août, à bord du bâtiment britannique *Oberon*, dans le petit port de Las Piedras. Elle fut animée, mais courtoise. Elle n'avait point du reste un caractère officiel; les ministres étrangers n'y assistaient que comme spectateurs, comme témoins. Urquiza inclinait visiblement à la paix, et, quoique chef de l'armée, il n'eût pas demandé mieux que d'en finir par la conciliation. La discussion s'engagea principalement entre M. Derqui et le général Mitre, et elle porta d'abord sur l'admission des députés de Buénos-Ayres au congrès, puis sur la subvention mensuelle de la province dissidente, que M. Derqui voulait élever à 2 millions de piastres, tandis que Mitre voulait la réduire à 1 million. De là le président en vint à soulever toutes les autres questions : représentation extérieure, occupation de l'île de Martin-Garcia, dés-

armement de Buénos-Ayres, vente de la marine de guerre. Le général Mitre défendit sa cause avec habileté, avec élévation, et on se sépara, ne sachant trop, en définitive, ce qui l'emportait de la paix ou de la guerre, et n'ayant pu en venir à rien de positif, puisque l'entrevue était censée n'avoir aucun caractère officiel, mais après s'être engagés à nommer des commissaires respectifs pour reprendre la négociation et serrer la question de plus près.

C'est ce qu'on fit en effet ; M. Derqui, à peine rentré à Parana, choisit pour commissaire son ministre des relations extérieures, M. Nicanor Molinas, et M. Riestra fut désigné par Buénos-Ayres. Peu de jours après, les deux plénipotentiaires se réunirent ; ils eurent deux conférences, l'une à bord d'un navire français, *la Fulminante*, l'autre à bord du bâtiment anglais *l'Oberon*. Dès cette seconde entrevue, qui eut lieu le 22 août, on s'aperçut qu'il n'y avait nul moyen de s'entendre ; les négociations furent immédiatement rompues, et les commissaires se séparèrent après avoir fixé un délai de cinq jours pour l'ouverture des hostilités.

C'était donc la guerre, et dès le 26 août M. Derqui adressait au congrès fédéral un message où il résumait à son point de vue les événements, se montrant du reste prêt à entrer dans la lutte, et faisant de ses forces et des dispositions des autres provinces un tableau trop flatteur pour n'être pas exagéré. « Une armée puissante, disait-il, aux ordres du capitaine général des armées de terre et de mer, se trouve en ce moment sur l'Arroyo del Medio, et nos forces navales s'apprêtent comme toujours à triompher. »

La vérité est que le capitaine général des armées de terre et de mer, Urquiza, était à contre-cœur entraîné à la guerre, et qu'au fond il n'avait confiance ni en son état-major, dans lequel il soupçonnait la présence d'espions, ni en ses troupes, assez nombreuses, mais qui formaient un assemblage incohérent et étaient fort novices, excepté les soldats venus de

l'Entre-Rios. Il avait d'ailleurs auprès de lui, et comme pour amoindrir son autorité, un commissaire national, M. Molina.

Quelques jours se passèrent encore sans aucun incident. Les deux armées s'observaient à peu de distance l'une de l'autre, auprès de l'Arroyo del Medio. Le 17 septembre, enfin, la rencontre eut lieu à Pavon. La cavalerie de la confédération, commandée par le général Saa, eut d'abord quelques succès; mais, d'un autre côté, l'infanterie fut complétement enfoncée par les troupes de Buénos-Ayres, et bientôt ce fut une confusion générale, au milieu de laquelle le combat se termina.

Qui avait gagné, qui avait perdu la bataille? Question difficile. Matériellement, l'armée de la confédération n'avait pas été maltraitée; elle n'avait pas eu peut-être plus de 50 morts et 100 blessés, et les pertes du général Mitre étaient plus considérables. Moralement, c'était tout autre chose. L'armée de la confédération, saisie d'une véritable panique, s'était débandée et dispersée. Le commissaire national s'était jeté sur un bateau à vapeur et avait regagné précipitamment Parana, en disant que tout était perdu. Dès le lendemain, Urquiza lui-même quittait le théâtre de la guerre, repassait le Parana, s'arrêtait un instant au Diamante, et regagnait sa provincc d'Entre-Rios, malade, dégoûté, déclarant cette lutte insensée, inutile, sans issue, et en laissant à qui voudrait la responsabilité. Le 20 septembre, il écrivait du Diamante à M. Derqui pour lui annoncer sa retraite. En un mot, un combat réellement insignifiant s'était tourné pour la confédération en un véritable désastre. Cela changeait complétement la face des choses. Tandis que la confédération restait sans défense, l'armée de Buénos-Ayres, forte de 6,000 hommes et de quelque cavalerie, s'avançait, après quelques jours d'inaction apparente, vers le Rosario. Il ne s'agissait plus pour son jeune général de défendre l'indépendance provinciale de Buénos-Ayres, mais de poursuivre le renversement du gouvernement de la confédération, le triomphe de son parti et de sa cause dans toute la république. Sous ce rapport,

l'occupation de Rosario, qui est la capitale commerciale de la province de Santa-Fé, avait de l'importance : elle pouvait et devait déterminer des soulèvements dans les autres provinces, à Cordova, à San-Luis, à Mendoza, à San-Juan, et même, moyennant des ménagements, on pouvait espérer qu'on amènerait Urquiza à entrer, comme chef de l'Entre-Rios, dans une organisation nouvelle de la république.

Mitre occupa donc le Rosario, le 12 novembre, mais en ami plutôt qu'en ennemi, mettant tous ses soins à maintenir la tranquillité publique et à faire respecter les personnes et les propriétés.

A partir de ce moment et jusqu'à la fin de 1861, on voit se développer trois ordres de faits concourant au même but, la transformation de la république tout entière au profit de la prépondérance de Buénos-Ayres.

D'abord, ce qu'il était facile de prévoir, et ce qu'on était d'ailleurs bien décidé à provoquer, des révolutions ne tardèrent pas à éclater successivement dans les provinces, qui, l'une après l'autre, se prononcèrent en faveur de Buénos-Ayres, et déléguèrent leurs pouvoirs au général Mitre pour toutes les affaires nationales, notamment pour la convocation d'un congrès général. La question la plus grave et la plus délicate, c'était celle qui concernait la province d'Entre-Rios; car là était Urquiza, tout-puissant encore, et disposant d'une force réelle, au moins pour sa défense. Mais de ce côté même Mitre avait des raisons d'espérer; sa confiance était justifiée par des ouvertures qui lui avaient été faites au nom de l'ancien président, dès le mois d'octobre, c'est-à-dire peu après la bataille de Pavon. En effet, Urquiza, ancien chef de l'Entre-Rios, passant par-dessus la tête du gouvernement de Parana, négocia avec Mitre, pour la paix et pour la réorganisation de la république. Cette négociation épineuse se poursuivit pendant quelque temps avec des chances diverses. Urquiza n'était

pas éloigné de dégager l'Entre-Rios des liens de la confédération, en laissant tomber le gouvernement de Parana; mais il voulait des garanties pour lui-même et pour sa province. Il admettait très-bien la nécessité d'une réorganisation, de la convocation d'un congrès général; mais il aurait voulu que dès ce moment on s'abstînt de révolutionner les autres provinces, qu'on respectât leurs autorités, et qu'on les appelât telles qu'elles étaient à une délibération commune. Les divergences étaient grandes sur ces points. Mitre ne pouvait consentir à livrer l'œuvre de la reconstitution nationale aux provinces organisées comme elles l'avaient été, sous l'influence du parti de Parana, dans des principes contraires à ceux qui triomphaient; d'ailleurs ce qu'il désirait au fond, ce qu'il finit par demander, à mots couverts, c'était le désistement d'Urquiza lui-même du gouvernement de l'Entre-Rios; mais le général s'y refusait absolument, laissant suffisamment entendre qu'il se défendrait à outrance si on venait l'attaquer, comme les gens passionnés de Buénos-Ayres le voulaient.

Quoi qu'il en soit, le fait seul de cette négociation attestait la victoire de Buénos-Ayres, en même temps que les intentions pacifiques d'Urquiza; elle laissait le gouvernement de Parana seul, livré à lui-même et impuissant. Ce gouvernement, en effet, avait perdu toute autorité au milieu de tant de complications qui le pressaient chaque jour davantage; il n'avait plus ni force morale ni force matérielle, et il n'aurait pu opposer que quelques bandes à la marche de l'armée de Buénos-Ayres. M. Derqui eut un instant la velléité de refaire une armée, et il se rendit à cet effet sur le théâtre de la guerre; mais il ne tarda pas à comprendre l'inutilité de tout effort; il fut même si effrayé de sa propre situation, que, sans prendre le temps de retourner à Parana pour y déposer ses pouvoirs d'une façon plus régulière et moins lamentable, il s'embarquait en toute hâte, le 5 novembre, sur le bâtiment anglais *l'Ardent*, pour se retirer à Montévidéo.

On touchait évidemment au dénoûment. Les événements se précipitèrent dans le courant du mois de décembre 1861. Le 12, ce qui restait du gouvernement de Parana abdiqua définitivement; et, le 13, les forces de Buénos-Ayres s'emparèrent de l'escadre fédérale. D'un autre côté, Urquiza, qui s'était déjà complétement séparé de la confédération dans les derniers jours de novembre, enlevait au gouvernement de Parana le sol même sur lequel il siégeait, le district fédéralisé qui appartenait à l'Entre-Rios.

De la confédération il ne restait plus rien. La victoire de Buénos-Ayres était complète, et pour le moment définitive, à cette condition, toutefois, qu'on ne toucherait pas à Urquiza, qui, en cédant au vainqueur sur tout le reste, n'entendait pas se livrer lui et sa province. Ç'avait été son dernier mot dans les négociations poursuivies avec Mitre, et celui-ci avait dû, par prudence, souscrire à cet accommodement.

Voilà où l'on en était au commencement de 1862. La confédération n'existait plus; elle avait vécu à peu près huit ans, telle que l'avait primitivement organisée Urquiza, et telle que l'avait reçue Derqui, huit années de luttes presque constantes, dont Buénos-Ayres la dissidente sortait enfin victorieuse.

A dater de ce moment a commencé une situation qui dure encore. Il s'agissait d'organiser la victoire et de ne pas laisser se prolonger l'acéphalie, comme on dit dans le pays, c'est-à-dire une république sans direction et sans tête. Mitre, déjà gouverneur en titre de Buénos-Ayres, et investi par délégation des pouvoirs des autres provinces, devint, de fait et provisoirement, chef de l'État, sous le nom de « gouverneur de Buénos-Ayres, chargé du pouvoir exécutif national ». A ce titre, et pour mettre fin le plus tôt possible au provisoire, il convoqua un congrès général, qui se réunit le 25 mai 1862, jour anniversaire de la première révolution.

C'était là un grand changement, sans doute; la révolution ce-

pendant était moins complète qu'on n'aurait pu le croire. Le nouveau congrès n'avait reçu aucune mission constituante. On se souvient qu'à la fin de 1860 et au commencement de 1861 une constitution réformée avait été adoptée de concert entre la confédération et Buénos-Ayres, comme moyen et gage de pacification. La révolution n'est pas allée au delà du maintien de cette constitution réformée, avec cette différence toutefois que l'influence et la direction avaient passé de Parana à Buénos-Ayres.

Mais si on n'avait pas à s'occuper de réorganiser encore une fois la république, il y avait à résoudre deux questions qui n'étaient pas moins graves : celle de l'élection d'un président définitif, et celle du choix d'une capitale de la confédération.

La dernière fut tranchée provisoirement en faveur de Buénos-Ayres.

Le vote sur la première fut renvoyé à trois mois ; mais après la bataille de Pavon, après tout ce qui s'était passé depuis l'occupation du Rosario, le choix du congrès ne pouvait être douteux : Mitre, désigné par l'opinion unanime, fut élu président de la république.

Si nos lecteurs ont suivi attentivement les événements qui se sont succédé depuis la chute de Rosas, il est à peine besoin de dire quel fut le plan de conduite du nouveau président. Mitre ne peut se comparer à aucun des hommes qui l'ont précédé. Élevé dans la guerre civile, il avait lutté avec une ardeur infatigable pour assurer à son pays la vérité dans les institutions républicaines ; et, comme publiciste, il avait donné trop de gages de ses opinions pour qu'arrivé au pouvoir il lui fût possible de les renier. L'administration de Mitre ne fut ni purement théorique comme celle de Rivadavia, ni apathique et conservatrice comme aurait pu l'être celle de Derqui, si ce dernier, animé de meilleures intentions, eût pu se débarrasser de ses amis les fédéraux. Monté au rang suprême, Mitre montra

ce qu'un homme de bonne volonté peut faire dans ces pays réputés gangrenés par l'anarchie, à cause des révolutions constantes qu'ils ont eu à traverser pour arriver précisément à pouvoir mettre à leur tête des hommes comme Mitre.

Car, disons-le à la grande gloire de Buénos-Ayres et à celle de toutes les provinces argentines, de même qu'en 1830 Rosas était la personnification de l'état moral du pays, de même Mitre, en 1860, en était le fidèle représentant. Après ces longues luttes intestines, après les souffrances de toute espèce endurées par ces malheureuses provinces, on était las de barbarie ; on demandait pour gouverner le pays autre chose que des hommes de bon sens : il fallait au peuple des hommes instruits, intègres. L'intelligence, en un mot, avait reconquis ses droits ; et Mitre trouvait dans l'approbation de ses concitoyens, comme dans le sentiment du devoir, dont il était profondément pénétré, les éléments, pour le pays, d'un bien-être matériel et moral que ni Rosas ni Quiroga, malgré leur toute-puissance barbare, n'auraient pu lui donner, même en leur supposant la bonne volonté et l'intelligence suffisantes.

C'est qu'il y a toujours complicité entre les gouvernés et les gouvernants, pour le mal comme pour le bien. Et si l'on se demande d'où pouvait venir cet immense progrès, comment ce même pays qui avait supporté Lopez, Ramirez, Quiroga, Rosas, avait pu se transformer au point de soutenir Mitre et les saines idées qu'il personnifiait, on est bien forcé de reconnaître que ce fut grâce à la guerre civile, grâce à l'indépendance qui avait permis à tous les mauvais éléments recélés dans le système colonial de l'Espagne de surgir à la surface, et, entrés en action, de se montrer dans toute leur laideur.

Les peuples avaient vu le mal et avaient compris qu'on ne peut impunément demeurer indifférents à la chose publique. Dans les premiers temps, croyant que les malfaiteurs étaient les plus forts, on les avait suivis, espérant qu'en les laissant agir à leur guise, on aurait la paix. Mais l'incapacité administra-

tive de ces barbares, l'inquiétude dont ils étaient constamment tourmentés, leur ridicule ambition, ne leur permettaient pas de s'affermir, et fort heureusement il se trouva dans ce pays si bien façonné pour l'esclavage des hommes énergiques qui firent tête à la barbarie, qui, malgré leur petit nombre, ne cessèrent de croire au triomphe du droit. Moreno, Belgrano, Rivadavia, Lavalle, Paz, Varela, Sarmiento, Mitre, souvent malheureux, souvent battus, ne désespérèrent jamais de la bonne cause; réagissant sans cesse contre le mal, qui parut longtemps devoir triompher, ils sauvèrent le pays par la guerre civile, par ces luttes incessantes qu'on a si fort reprochées aux républiques espagnoles, et qui pourtant ont abouti à fonder le droit, à faire de la république dans le monde de Colomb une vérité éternelle, comme le sont toutes les vérités acquises à l'humanité.

Notre foi dans l'efficacité de la guerre civile peut paraître un étrange paradoxe; cependant comparons les fruits d'une indépendance agitée avec ceux d'une tyrannie pacifique; examinons le sort des peuples organisés pour vivre sous une sage tutelle.

Nous en avons précisément un exemple dans la vice-royauté même dont nous venons d'esquisser l'histoire.

Le Paraguay, qui n'a pas eu à déplorer un seul jour d'agitation politique, où pas une cartouche n'a été brûlée par les révolutionnaires, peut nous faire voir où mène la paix quand même, le quiétisme parfait, l'absolutisme agissant sans entraves et sans autre préoccupation que celle du plus grand bonheur possible des peuples. Voyons donc ce qu'est devenue cette contrée durant les longues luttes que nous venons de raconter, et la comparaison de son sort avec celui des provinces argentines fera peut-être comprendre de quelle utilité est une guerre presque continuelle pour faire disparaître le mal qui reste toujours après un premier effort dans les voies de la liberté. On peut par un heureux coup de main chasser les soldats d'un roi;

mais il faut de très-longues luttes pour rejeter hors du pays les institutions royales et tout le mauvais qui en est l'inévitable conséquence.

Le Paraguay. — Caractère et administration de Francia, d'Antonio et de Francisco Lopez. — Situation de cette république après quarante ans de paix et d'isolement, comparée à celle de la République Argentine après quarante ans de luttes à l'intérieur et à l'extérieur. — Conclusion.

Nous avons suivi le sort du Paraguay jusqu'aux derniers mois de 1811 ; nous avons vu la révolution y pénétrer avec Belgrano, puis se faire avec l'aide de Somellera, puis Francia — tellement le pays était pauvre d'hommes politiques — devenir l'homme de la situation; nous connaissons les longues notes diplomatiques du docteur pour expliquer et justifier la séparation de son pays.

Quelle idée se former de cet homme étrange? Faisait-il le mal pour le mal? Est-ce par cruauté qu'il se plaisait à fusiller, à emprisonner? En isolant le Paraguay, se proposait-il de l'appauvrir? Non, Francia, comme Rosas, comme Pierre de Castille, comme Louis XI, comme tous les tyrans, en un mot, pensait bien faire; il se croyait dans son droit : il isolait le pays pour le bonheur du pays; il châtiait quelques Paraguayens pour le plus grand bonheur de la généralité des Paraguayens; s'il était cruel, c'était pour inspirer une salutaire terreur et empêcher que d'autres ne tombassent dans les mêmes erreurs; c'était pour économiser les châtiments qu'il se montrait impitoyable : toutes les tyrannies ont la même origine, l'inintelligence de la chose publique, le manque de respect pour le droit des autres.

Mais comment expliquer cette absence de toute notion du droit chez un homme comme Francia? Ce n'était point, en effet, un barbare à la façon de Quiroga, ni un ignorant à la façon de

Rosas; il n'était pas sans intelligence, il aimait même le travail intellectuel. Il faut chercher l'explication de sa conduite dans ses études mêmes, dans la manière dont il avait vu traiter par ses maîtres le peuple peu digne de respect qu'il fut appelé à gouverner. Le mutisme, la servilité de ses administrés, expliquent et, jusqu'à un certain point, justifient son gouvernement despotique. Qu'on veuille bien le suivre, avec nous, dans sa vie privée et dans ses rapports avec ses concitoyens, et l'on jugera si nous nous trompons dans notre appréciation.

Francia était fils d'un Brésilien établi depuis de longues années au Paraguay. Son père, qui le destinait à l'état ecclésiastique, l'avait envoyé faire ses études à l'université de Cordova, encore florissante à cette époque, et entourée du prestige qu'elle avait acquis sous la direction des révérends pères jésuites, ses fondateurs. Qu'y apprit-il? un peu de latin, la théologie et l'histoire romaine comme on l'enseignait alors, c'est-à-dire une histoire de convention, qui avait pour but de montrer la lourde tâche qu'avaient à supporter ceux qui étaient appelés à gouverner, histoire qui s'occupait peu du droit des peuples et beaucoup du respect dû aux souverains, histoire où tous les crimes étaient atténués sous le nom mystérieux et vide de sens de raison d'État.

Francia, d'un caractère fougueux et, dans ses premières années, très-passionné, se sentit peu disposé à revêtir la soutane: aussi profita-t-il avec empressement de l'occasion que vint lui offrir la mort de son père, arrivée quand il était encore à Cordova, pour retourner au Paraguay. Ses études telles quelles lui servirent à fureter dans les livres de loi, et, à son retour à l'Assuncion, il se fit avocat.

Il ne fallait pas être un Heineccius pour être considéré comme grand avocat dans le pays où le nouveau docteur allait exercer. Ayant quelques livres à sa disposition, studieux d'ailleurs par caractère, il plaida avec succès quelques procès

importants, et il acquit une réputation d'homme de bon conseil qui grandit rapidement et lui valut le poste d'alcade.

C'est pendant cette première période de son existence qu'un refus essuyé développa en lui cette humeur sombre et méfiante dont ses compatriotes devaient avoir tant à souffrir plus tard. Éperdument amoureux de la fille d'un des principaux colons, Zavala, il la demanda en mariage; les parents, qui jusqu'alors l'avaient traité en visiteur insignifiant, non-seulement repoussèrent sa demande, mais encore lui firent fermer les portes des salons aristocratiques de l'Assuncion, en le représentant comme un mulâtre audacieux qui ne savait pas se tenir à sa place.

Cet affront fit un tel effet sur Francia, qu'il est à croire qu'il ne se trouvait pas exempt de toute tache; car, au Brésil, les Portugais, dès les premiers temps, s'unissaient sans répugnance aux sang-mêlés. Dès ce moment il ne parut plus dans le monde. Retiré dans une habitation qu'il possédait dans les faubourgs de la petite ville, il se servit de sa position comme avocat pour faire sentir sa haine à la classe aisée. Il était en effet considéré comme le meilleur légiste du pays, et on venait sans cesse le consulter. Jamais cause injuste ne souilla son ministère; jamais il n'hésita à défendre le faible contre le fort, le pauvre contre le riche. Il exigeait des honoraires considérables de ceux qui pouvaient payer, de ceux surtout qu'il savait aimer les procès; mais il était d'un désintéressement rare envers les plaideurs qui n'étaient pas aisés ou que des prétentions injustes traînaient devant les tribunaux. Héritier d'un modique patrimoine, il ne chercha jamais à l'augmenter; la moitié d'une maison en ville, une petite propriété à la campagne (*chacra*), constituaient toute sa fortune et suffisaient à ses désirs; c'est au point que, se voyant un jour possesseur de 800 piastres, il trouva cette somme beaucoup trop forte pour un homme, et la joua.

Peu sociable, aimant le travail du cabinet, et à cet amour de

l'étude joignant le goût du libertinage, il resta célibataire. Il ne connut donc point les affections de la famille; repoussant d'ailleurs tous les sentiments tendres, il ne connut pas davantage l'amitié. Enfin le peu de fruit qu'il retirait du commerce de ses compatriotes, généralement assez mal policés, et le manque absolu de ressources littéraires, ne lui permirent guère d'acquérir quelque connaissance du monde. De là cette inflexibilité de caractère qui le conduisit par la suite d'écarts en écarts. Il avait encore le malheur d'être sujet à des accès d'hypocondrie qui allaient quelquefois jusqu'à la démence; c'était une maladie héréditaire, car son père avait déjà passé pour un homme très-singulier, son frère est aliéné, et une de ses sœurs l'a été pendant quelque temps. Voilà les antécédents de Francia; voyons maintenant ce qu'il avait appris dans son contact avec le monde, dans cette seconde école où l'homme se forme plus encore qu'aux universités.

Il avait toujours vu l'autorité agir dans la plénitude de sa puissance sans que jamais personne eût songé à contester au roi ou à ses délégués le droit de tout faire, de tout oser; il avait toujours vu les hommes courber la tête et accepter comme une nécessité le mal même qui venait du pouvoir.

Les idées de droit qui, dans les premières années du siècle, avaient pénétré à Buénos-Ayres, avec les écrits des encyclopédistes, n'étaient pas encore arrivées jusqu'au Paraguay, et avant 1810 Francia aurait écouté les hommes qui lui auraient parlé de droits, de souveraineté du peuple, avec le même dédain qu'un homme sérieux de nos jours écoute les fous qui parlent de la possibilité de détruire le paupérisme, d'assurer à chaque homme la nourriture et le logement, du travail attrayant et autres utopies qui pourtant passeront, dans un avenir plus ou moins rapproché, à l'état de faits, et dont la mise en pratique paraîtra aussi simple et juste qu'il nous paraît simple et juste aujourd'hui d'imposer aux gouvernants des devoirs envers les gouvernés.

Dans la seconde époque de sa vie, Francia n'avait donc appris qu'à détester ce qui dans les colonies s'appelait la première classe, et cela parce qu'on lui avait refusé une fille qu'il aurait voulu épouser. Cependant, malgré sa mauvaise volonté pour l'aristocratie coloniale, il s'était toujours montré disposé à obéir à l'autorité tant qu'il était demeuré au nombre des administrés ; il devait donc exiger pour lui, une fois qu'il fut revêtu du pouvoir, l'obéissance muette avec laquelle il s'était lui-même soumis aux ordres de ses supérieurs.

Tel était l'homme qui au moment de la révolution fut, comme nous l'avons dit, appelé à faire partie de la première junte en qualité de secrétaire.

La transition dut être bien brusque pour un homme du tempérament de Francia.

Les chefs paraguayens, comme Yedros et Caballero, après la déposition du gouverneur espagnol Velasco, étaient un peu comme des enfants en vacances ; ils ne pensaient qu'à jouir de la liberté acquise, sans se préoccuper des moyens de la conserver.

Le docteur, au contraire, voulut s'occuper et administrer. Par paresse d'esprit, par timidité, on le laissa d'abord faire seul, puis on ne sut plus s'en passer.

Francia, de son côté, voyant qu'on lui laissait toute la besogne, prétendit bientôt être le seul maître ; et l'homme politique tel que ses antécédents l'avaient fait se développa rapidement.

Prenant la place de ceux qui l'avaient précédé, il gouverna despotiquement comme eux. Et pour cela il n'eut pas besoin de soutenir une longue lutte. La première junte fut bientôt dissoute, plutôt par l'insouciance de ses membres que par les petites intrigues de Francia. Celui-ci, qui, comme nous l'avons dit, avait étudié l'histoire romaine, proposa pour remplacer l'administration espagnole un gouvernement consulaire. On s'em-

pressa d'accepter, sans trop savoir ce que cela voulait dire. Un congrès fut réuni en conséquence en 1813. Veut-on savoir ce qu'était un congrès au Paraguay, à cette époque? Nous l'avons appris d'un honnête Paraguayen qui, en 1843, nous contait l'histoire du pays. Dans ces circonstances, disait-il, le gouvernement faisait *comparaître* les principaux habitants des différents districts pour former un congrès. Ces malheureux députés arrivaient en effet plutôt en accusés qu'en législateurs, et s'empressaient de voter tout ce qu'on voulait, pour qu'on les laissât retourner chez eux.

Habitués à obéir aveuglément au gouverneur, dont la volonté leur servait de loi, les députés de 1813 s'inquiétèrent fort peu de définir les pouvoirs des consuls ou de les limiter. Ils agirent comme le fait une horde d'Indiens qui se donne un cacique. Francia avait parlé de deux consuls élus pour un an, ils s'empressèrent de voter la proposition telle qu'elle leur était présentée.

La cérémonie imaginée par Francia pour l'inauguration de la république est vraiment curieuse. On installa sur la place publique deux chaises curules, c'est-à-dire deux fauteuils en cuir, décorés du titre de siége de César et siége de Pompée. Francia s'assit sur le premier et laissa le second à Yedros.

Les consuls convinrent qu'ils auraient chacun la moitié des troupes sous leurs ordres, et qu'ils exerceraient alternativement l'autorité pendant quatre mois. Francia, bien entendu, s'arrangea de manière à commencer la rotation et, par conséquent, à la finir.

Pendant ce consulat, Yedros, entièrement dominé par l'habile docteur, suivit sa politique, qui consistait à se faire craindre au dedans et à s'isoler le plus possible, afin de ne pas tomber dans la guerre civile, qui à cette époque éprouvait si rudement les autres provinces de l'ancienne vice-royauté.

Malgré la docilité de son collègue, Francia ne s'accommodait

pas d'une autorité partagée; mais il patienta jusqu'en 1814, époque à laquelle un nouveau congrès devait se réunir pour renouveler le gouvernement. Alors, dans une intention facile à comprendre, il engagea l'assemblée à confier la direction de la république à un seul magistrat, à l'imitation des provinces voisines, qui avaient à leur tête soit un gouverneur, soit un directeur; et, s'appuyant sur l'exemple des Romains, il proposa la dictature comme l'unique moyen de sauver la république, que personne ne menaçait. Le congrès accepta l'une et l'autre proposition, et passa à la nomination du dictateur. A la grande surprise de Francia, les voix parurent d'abord se porter sur don Fulgencio Yedros; ce que voyant, il eut l'adresse d'empêcher qu'on n'allât au scrutin. Menacé du même résultat à la seconde séance, il usa du même artifice. Enfin, le troisième jour, les députés comprirent le motif qui faisait ajourner l'élection, et, las de vivre à leurs dépens dans la capitale, las surtout d'assister au congrès, où ils ne faisaient que s'ennuyer, ils votèrent à une grande majorité pour le docteur Francia. Celui-ci ne dut pas tout cependant à la lassitude; le soin qu'il eut de faire arriver, au moment le plus critique, une garde d'honneur de quelques centaines d'hommes dévoués, qui cernèrent l'église où siégeaient ces messieurs, lui valut, sans doute, plus d'un suffrage.

Quoi qu'il en soit, Francia fut nommé dictateur pour trois ans. A peine s'il y avait alors, je ne dirai pas dans le congrès, mais dans tout le Paraguay, une vingtaine de personnes qui connussent la signification de ce mot de *dictateur*. On n'y attachait pas d'autre sens qu'à celui de gouverneur; ces hommes simples ne se doutaient pas des souffrances qu'il recélait. Le congrès conféra en même temps à Francia le titre d'excellence, avec un traitement de 9,000 piastres. Mais il ne voulut accepter que le tiers de cette somme, disant que l'État avait plus besoin d'argent que lui : c'était une nouvelle preuve d'un désintéressement qui du reste ne s'est jamais démenti.

Lorsque les troupes qui étaient sous les ordres de Yedros apprirent le vote du congrès, elles se mutinèrent et refusèrent de reconnaître un autre chef. La fermentation devint telle qu'un soulèvement paraissait imminent. Malheureusement, le commandant, don Pedro Juan Caballero, quoique ennemi personnel du nouveau dictateur, eut la générosité de sacrifier ses affections à la tranquillité publique : il se rendit dans la caserne, apaisa les soldats, dont il était aimé, et les fit rentrer dans le devoir. Action généreuse, sans doute, mais fatale au pays. Si Caballero eût commencé la guerre civile, le Paraguay eût été préservé d'un fléau bien plus à craindre, c'est-à-dire d'un despotisme basé sur la terreur, et qui ne pouvait durer que par une terreur toujours progressive.

Ici nous laisserons parler Rengger et Longchamps, auxquels on doit les détails les plus précis et les plus circonstanciés sur l'homme étrange qui nous occupe.

« Aussitôt que Francia se vit revêtu du pouvoir absolu, il s'installa dans la maison qui avait servi de résidence aux gouverneurs espagnols, et il commença dès lors, seul, sans jamais consulter qui que ce soit, sans qu'on lui connût aucun ami, à fonder le despotisme silencieux qui allait compléter pour ce malheureux pays tous les essais d'hébêtement qu'on avait déjà pratiqués sur les Guaranis.

« Son premier soin fut la réforme de sa propre vie : le jeu et les femmes furent abandonnés sans retour, et il montra désormais la plus grande austérité dans ses mœurs. Dès le matin il s'occupait des affaires : il faisait venir les officiers supérieurs, les commandants de la campagne, les alcades, pour leur donner des ordres ; il recevait les particuliers qui avaient à lui demander quelque faveur ou à lui porter des plaintes ; les maîtres ouvriers qui travaillaient pour l'État venaient prendre de lui-même des instructions pour leurs ouvrages. Sa promenade journalière était à la place d'exercice. Le soir, il remplissait ses heures de

délassement par la lecture, surtout par celle des auteurs français qu'on pouvait se procurer, ayant appris le français peu de temps avant la révolution. Les belles-lettres, l'histoire, la géographie, les mathématiques, faisaient tour à tour l'objet de ses études. Les secours de la médecine étant bien insuffisants au Paraguay, il lisait Tissot et Buchan, et se traitait lui-même d'après leurs prescriptions. Un ouvrage ancien sur les arts et métiers l'intéressait particulièrement, et ce fut là qu'il puisa les connaissances dont il fit plus tard une application si extraordinaire. Mais ce qu'il cherchait à connaître avec le plus de soin, c'était tout ce qui se rapporte à l'art militaire, parce qu'il sentait que l'existence politique du pays, et surtout la sienne, dépendait de la manière dont il organiserait la force armée. Afin de pourvoir au matériel, il établit le monopole des bois, très-recherchés à Buénos-Ayres, ne permettant leur exportation qu'à ceux qui lui apporteraient des armes et des munitions de guerre; plus tard il fit la même chose pour toutes les branches du commerce, et se procura, au moyen de ces licences, tout ce dont il avait besoin, en même temps qu'il s'attachait par ces faveurs les employés et les négociants qui pouvaient y prétendre.

« Dans l'armée, il commença par éloigner, sous divers prétextes, tous les officiers qui pouvaient lui donner quelque ombrage, et dont l'influence sur les soldats lui paraissait trop grande. Ces officiers, la plupart sans instruction, avaient causé différents désordres; mais le véritable motif de leur renvoi était qu'ils appartenaient à de bonnes familles, et que le dictateur ne voulait pas laisser en place des hommes qui pouvaient en même temps être citoyens. Il les remplaça, non par des sujets plus capables, mais par des individus qui n'avaient rien à perdre et qui ne pouvaient s'élever que par lui au-dessus de la basse condition d'où il les tirait.

« Il congédia de même tous les soldats dont les opinions lui paraissaient douteuses, et les remplaça par de nouvelles recrues. Cela fait, il organisa différents corps, les exerça journellement

et les assujettit à une discipline sévère ; mais cette discipline se bornait au temps où le soldat se trouvait sous les armes ou dans la caserne ; hors de là, celui-ci ne connaissait aucun frein. Le dictateur, seul juge des militaires, avait trop besoin d'eux pour ne pas les ménager. Des grenadiers composaient sa garde et faisaient tout à la fois le service de gendarmes. C'est par eux qu'il envoyait des ordres dans les environs, qu'il faisait appeler les personnes à qui il voulait parler, et exécuter les arrestations. Ils devinrent ainsi la terreur de la ville, surtout lorsque, pour plaire au dictateur, ils se firent ses espions. Le sergent de la garde introduisait les personnes qui demandaient une audience, en sorte qu'il fallait être dans les bonnes grâces de ce sous-officier pour être annoncé. Comme ces grenadiers ne savaient pas bien l'espagnol et ne pouvaient rendre exactement ni les ordres dont ils étaient porteurs, ni les réponses qu'ils recevaient des particuliers, ils occasionnèrent souvent des malentendus qui étaient punis comme des actes de désobéissance.

« Dans l'administration civile, le dictateur ne fit d'abord aucun changement important ; il se borna seulement à écarter les hommes indépendants et à mettre ses créatures à leur place ; il s'empara de la nomination des *cabildos* et alcades, qui, de défenseurs des droits du peuple qu'ils étaient auparavant, devinrent ainsi des instruments serviles du despotisme ; il augmenta le nombre des cercles ou *commandancias* qui forment la division territoriale du Paraguay, et en confia l'administration à des hommes dévoués ; il changea jusqu'aux *zeladores*, espèce d'agents subalternes de police qui veillaient au bon ordre. Les institutions religieuses fixèrent aussi ses regards ; mais ici du moins il débuta par une réforme salutaire, en abolissant l'inquisition, dont il existait un commissaire au chef-lieu. L'évêque ayant été affecté de la révolution au point d'en avoir la raison troublée, le dictateur le força de remettre ses pouvoirs à son *provisor* ou vicaire général, qui gouverna le diocèse sous la direction de ce dernier. Les processions, ainsi que le culte noc

turne dans les églises, furent supprimés, comme pouvant donner lieu à des rassemblements suspects.

« Tous ces changements ne se firent pas à la fois; le dictateur ne les exécuta qu'à mesure qu'il sentit son pouvoir s'affermir. Il observa même, dans les premiers temps, certaines convenances : ses ordres étaient moins absolus, et il cherchait à les justifier aux yeux du public. En particulier, il se montrait plus affable et recevait des visites de politesse de la part des fonctionnaires civils, des officiers et d'autres personnes notables. Alors il ne croyait pas déroger à sa dignité en leur offrant des siéges, et ne les obligeait pas à se tenir debout durant tout le temps qu'il leur parlait, comme cela se fit dans la suite.

« Cependant les trois années de sa dictature allaient expirer; un nouveau congrès devait s'assembler en 1817. Il eut soin de le faire composer de ses créatures, en employant à cet effet les commandants des cercles, et se fit nommer dictateur à vie. Une fois établi, il ne se déguisa plus et éclaira bientôt ses compatriotes sur la nature du pouvoir qu'ils lui avaient confié. Quelques caricatures dirigées contre sa personne avaient été affichées aux coins des rues. Ceux qui les avaient faites les mirent sur le compte des Espagnols. Francia ne se laissa pas abuser; il les fit saisir, et, sans autre forme de procès, ils furent mis aux fers. Comme cela regardait des individus qui n'étaient pas aimés et qui passaient pour turbulents, leur condamnation fit peu d'effet sur le public. On était d'ailleurs accoutumé, dès le temps des Espagnols, à voir le gouvernement juge dans sa propre cause. Il fit aussi, à cette époque, arrêter un ancien colonel de Buénos-Ayres, Volta-Vargas, natif du Paraguay, qui s'était rendu suspect de quelque trame contre lui. Cette arrestation en entraîna plusieurs autres, qui cependant ne donnèrent au dictateur aucune lumière ; mais un tel incident ne laissa pas d'accroître sa méfiance et sa sévérité. Dès lors il se fit escorter par des hussards quand il sortait à cheval; deux le précédaient et un le suivait. Ils veillaient à ce que tout le

monde sur son passage se rangeât respectueusement ; plus tard ils eurent l'ordre de faire rebrousser chemin à quiconque s'y présentait. Les coups de plat de sabre qu'ils distribuèrent dans ces occasions dégoûtèrent bientôt les curieux. Chacun fuyait à l'approche de l'escorte, on fermait portes et fenêtres, et désormais le dictateur traversa toujours la ville comme un désert. »

Ce système, pour se soutenir, avait besoin du plus complet isolement. Le dictateur le comprit, et ce qui avait été fait dans les premiers temps, soit pour éviter des rapports difficiles avec des voisins qui étaient en guerre avec l'Espagne ou en guerre entre eux, soit pour pouvoir jouer le rôle de Monk vis-à-vis de l'Espagne, si elle finissait par triompher dans la lutte, devint la base de l'administration de Francia. Tout commerce fut interdit, tout passe-port refusé, sans distinction, aux nationaux comme aux étrangers. De là mille mesures vexatoires impossibles dans un pays où la population eût eu conscience de ses droits. Mais Francia, qui ne voyait dans ses administrés que des idiots, se conduisait en conséquence. Rien ne lui coûtait. Dans tout le pays, il n'avait ni un ami ni un égal. Dans tous les Paraguayos il ne voyait que du bétail, qu'il fallait soumettre par une terreur constamment renouvelée. Aussi tout dans le pays marchait par la terreur et pour la terreur.

Quand on avait le malheur de s'exprimer avec trop de liberté sur les mesures du gouvernement, ou qu'on ne savait point exécuter les ordres, parfois très-laconiques, du docteur Francia, selon sa fantaisie, on était mis aux fers. Souvent une parole innocente, mais mal interprétée, suffisait pour attirer cette punition ; et lorsqu'un homme était jeté dans les cachots, il était rare qu'il parvînt à connaître le motif de sa détention. A ces rigueurs s'ajoutait encore la dérision. Deux moines espagnols, se regardant par leur état comme inviolables, s'étaient permis quelques propos offensants. Le dictateur les fit mettre au cachot, après avoir ordonné qu'on leur rasât toute la tête et qu'on les revêtit de jaquettes jaunes, afin, disait-il, de les dé-

pouiller de leur auréole. Un autre Espagnol, don Jose Casimiro, fut traité d'une manière encore bien plus dure : les fers dont on le chargea lui entrèrent dans la chair, et, le dictateur en ayant été instruit, sa réponse fut : « S'il veut porter d'autres fers, qu'il s'en fasse forger. » La femme du prisonnier eut donc la triste commission de commander les fers qui devaient enchaîner son mari.

Les prisons, sous une telle administration, étaient, on le conçoit, la base de l'ordre social. Elles étaient à la hauteur du système. Voici comment un témoin oculaire les décrit :

« A l'Assuncion, on distingue deux sortes de prisons, la prison publique et la prison d'État. La première, quoiqu'elle contienne aussi quelques prisonniers d'État, sert essentiellement de lieu de détention pour les autres condamnés, et en même temps de maison d'arrêt. C'est un bâtiment de cent pieds de longueur, qui, à l'instar de toutes les maisons du Paraguay, n'a qu'un plain-pied, distribué en huit pièces, et une cour d'à peu près douze mille pieds carrés. Dans chaque pièce se trouvent entassés trente à quarante détenus, qui, ne pouvant tous être couchés sur le plancher, suspendent des hamacs par étages. Qu'on se figure maintenant une quarantaine de personnes enfermées douze heures sur vingt-quatre dans une petite chambre sans fenêtres ni soupiraux, et cela dans un pays où la chaleur monte, les trois quarts de l'année, de vingt-deux à vingt-huit degrés Réaumur, et sous un toit que le soleil échauffe, durant le jour, à plus de cinquante degrés. Aussi arrive-t-il que la sueur des détenus ruisselle, de hamac en hamac, jusque sur les carreaux. Si l'on y joint en outre la mauvaise nourriture, la malpropreté et l'inaction de ces malheureux, on concevra qu'il faut toute la salubrité du climat dont jouit le Paraguay pour que des maladies meurtrières ne se déclarent pas dans ces antres. La cour de la prison est encombrée de petites cabanes, qui servent de réduits aux individus en état de prévention, aux condamnés pour délits correctionnels et à quelques prisonniers

d'État. On leur a permis de construire ces huttes parce que les chambres n'étaient pas assez spacieuses. Là, au moins, ils respirent la fraîcheur de la nuit, quoique la malpropreté y soit aussi grande que dans l'intérieur de la maison. Cependant une partie des prisonniers de la cour, sortant tous les jours pour travailler à des ouvrages publics, peuvent prendre ainsi quelque exercice. A cet effet, ils sont enchaînés deux à deux ou portent simplement la *grillette*, c'est-à-dire un gros anneau de fer au pied, pendant que la plupart du reste des détenus traînent une autre espèce de fers appelés *grillos* (1), dont le poids, qui est souvent de vingt-cinq livres, leur permet à peine de marcher. L'État fournit un peu de nourriture et quelques vêtements aux prisonniers qu'il occupe à des travaux publics; et quant aux autres, ils se soutiennent tant à leurs propres frais qu'au moyen des aumônes que deux ou trois d'entre eux vont recueillir tous les jours en ville, accompagnés d'un soldat, ou qu'on leur envoie, soit par pure charité, soit en accomplissement de quelque vœu.

« Nous avons visité plusieurs fois ces prisons affreuses, tantôt pour des cas de médecine légale, tantôt pour porter des secours à quelque malade. Là on voit mêlés ensemble l'Indien et le mulâtre, le blanc et le noir, le maître et l'esclave; là sont confondus tous les rangs, tous les âges, le coupable et l'innocent, le condamné et le prévenu, le voleur de grands chemins et le débiteur, enfin l'assassin et le patriote; souvent même ils sont attachés à la même chaîne. Mais ce qui met le comble à cet affreux tableau, c'est la démoralisation toujours croissante de la majeure partie des prisonniers, et la joie féroce qu'ils montrent à l'arrivée d'une nouvelle victime.

« Les femmes détenues, dont heureusement il n'y a qu'un très-petit nombre, habitent une chambre et un enclos de palissades, renfermés dans la grande cour, où elles peuvent com-

(1) Ce sont deux anneaux de fer passés autour des chevilles et réunis par une barre transversale. Souvent on en met deux paires à un seul prisonnier.

muniquer plus ou moins avec les prisonniers. Des femmes d'un certain rang qui s'étaient attiré le courroux du dictateur y furent mêlées avec des prostituées et des criminelles, et exposées à toutes les insultes des hommes. Elles portent les fers aussi bien que ceux-ci, et la grossesse même ne saurait adoucir leur condition.

« Les détenus de la prison publique, pouvant entretenir des relations avec leurs familles et en recevoir des secours, s'estiment encore bien heureux lorsqu'ils comparent leur sort à celui des infortunés qui occupent les prisons d'État. Celles-ci se trouvent dans les différentes casernes, et consistent en de petites cellules sans fenêtres et dans des souterrains humides, où l'on ne peut se tenir debout qu'au milieu de la voûte. Là les prisonniers particulièrement désignés comme objets de la vengeance du dictateur subissent une reclusion solitaire. Les autres y sont enfermés de deux à quatre par cellule. Tous sont au secret et aux fers, avec une sentinelle qui les garde à vue. Le jour on leur ouvre la porte à moitié ; au soleil couchant on la referme. Il ne leur est pas permis d'avoir de la lumière, ni de s'occuper de quoi que ce soit. Un captif de ma connaissance étant parvenu à apprivoiser des souris qui visitaient sa prison, sa sentinelle les poursuivit pour les tuer. La barbe, les cheveux, les ongles, leur croissent, sans qu'ils obtiennent jamais de les pouvoir couper. Il n'est point permis à leurs familles de leur envoyer plus de deux fois par jour de la nourriture, et cette nourriture ne doit consister qu'en aliments réputés les plus vils dans le pays, en viande et en racine de manioc. Les soldats, à qui on les remet à l'entrée de la caserne, les fouillent avec leurs baïonnettes pour voir si l'on n'y a point introduit quelques papiers ou quelques outils, et souvent ils les gardent pour eux ou les jettent à terre. Lorsqu'un de ces prisonniers tombe malade, aucun secours ne lui est accordé, si ce n'est quelquefois à ses derniers moments, et encore n'est-ce que le jour qu'on peut alors le visiter; la nuit, la porte se re-

ferme sur lui, et le moribond est abandonné à ses souffrances; aux approches même de la mort, on ne lui ôte point ses fers. J'ai vu le docteur Zavala, que par une faveur singulière du dictateur je pus visiter dans les derniers jours de sa maladie, mourir les *grillos* aux pieds, et sans qu'on eût permis de lui administrer les sacrements. Ce traitement des prisonniers d'État a été souvent rendu plus inhumain encore par les commandants des casernes, qui cherchaient ainsi à plaire à leur chef.

« Lors de notre départ du Paraguay, le nombre total des détenus pouvait s'élever à *cinq cents* (à peu près le quinzième de la population de la capitale), dont la dixième partie, pour le moins, étaient prisonniers d'État. »

Le bon médecin suisse à qui nous empruntons ces affreux détails n'avait rien à prouver, écrivait sans parti pris; il racontait naïvement ce qu'il avait vu. Il ne comprenait pas que Francia, isolé, ne pouvant plus descendre du poste où il était monté, devait, pour s'y maintenir, agir comme il agissait; que ce qui était licite ailleurs pouvait devenir un crime au Paraguay. Ce qui est certain, c'est qu'une paix inutile coûtait ainsi plus cher à ce malheureux pays que la guerrre civile à ses voisins.

La guerre civile, en effet, permet au moins l'espoir, elle retrempe le courage, elle crée des réputations; tandis que la paix sous une tyrannie comme celle de Francia anéantit tout sentiment généreux, en nivelant tout sous le même hébêtement. Et il faut bien le répéter, Francia ne pouvait faire autrement, il ne pouvait s'arrêter dans sa marche sans se perdre : tel est le sort des tyrannies, triste pour les tyrans, triste pour leurs victimes.

Mais si ce système odieux servait à maintenir Francia dans son inutile tyrannie, il se minait lui-même, en privant le dictateur de toute ressource. Le manque total de commerce avec les pays voisins, en ruinant les citoyens, ruinait le trésor. Les droits de douane auraient pu suffire aux besoins de la jeune ré-

publique; en se privant de cet élément de richesse, Francia, si économique que fût son administration, et malgré sa propre parcimonie, se trouva bientôt sans argent. Il crut y remédier pendant quelque temps par les amendes, moyennant qu'on en infligeât de très-fortes pour la moindre faute; mais cette ressource se trouva bientôt insuffisante. Il eut recours alors à la spoliation : tel individu supposé riche était obligé de donner 4, 10, 20,000 piastres, et cela dans les vingt-quatre heures, et cela sous peine de mort, comme l'avait montré le docteur en faisant fusiller en sa présence quelques retardataires. Mais le pays finit par être tellement appauvri, que le temps vint bientôt où il ne fut plus possible de lui rien demander. Dans cette extrémité, ne pouvant plus rien extorquer à ses administrés, Francia fit main basse sur tout objet en argent qu'il trouva dans les églises.

Cependant tout cela était en somme bien peu de chose ; le véritable mal était dans l'apathie où tombèrent les Paraguayens quand ils virent que tout travail était inutile. Sous l'administration espagnole, le Paraguay exportait annuellement dans les autres pays d'Amérique de 5 à 600,000 arrobes de *yerba mate* (thé du Paraguay), qui rapportaient au pays un million de piastres. Une fois les ports fermés, la plus grande partie de la yerba moisit dans les magasins et se perdit.

Cette yerba est préparée avec la feuille torréfiée d'un arbre qui vient spontanément dans les forêts du Paraguay; après que Francia eut monopolisé les forêts, on cessa d'en fabriquer. Ce n'est pas tout ; Buénos-Ayres et Montévidéo achetaient primitivement leurs bois de construction au Paraguay ; après la fermeture des ports, ils le tirèrent de Corrientes, et en même temps les Brésiliens commencèrent à faire de l'yerba mate. De sorte que les principaux produits du Paraguay furent remplacés ; et le sombre docteur, qui se donnait tant de mal pour gouverner ce malheureux pays, ne réussit qu'à le ruiner. Les objets qu'on ne savait ou qu'on ne pouvait y fabriquer, et le nombre

en était grand, montèrent à des prix extraordinaires; et comme ils ne pouvaient vendre à personne, les Paraguayens ne savaient que faire du surplus de leurs récoltes ou de leurs cuirs.

Cependant Francia finit par voir que son système de monopolisation était illusoire; personne ne se présentait pour troquer des armes contre des bois de construction. Il eut alors l'étrange idée de se faire lui-même commerçant et de finir d'accaparer le peu d'argent monnayé qui restait encore au fond des bourses de ses administrés. Il ne voulut pourtant pas ouvrir les ports naturels du pays qui se trouvent sur la rivière du Paraguay. Il désigna comme marché, comme entrepôt du commerce très-restreint qu'il voulut bien autoriser avec le dehors, un petit village appelé Itapua, situé à l'endroit où le Parana se rapproche le plus de l'Uruguay. Les Brésiliens du Rio-Grande furent les seuls qui purent profiter de ce marché en miniature; quelques petits commerçants vinrent s'y établir et firent des affaires très-lucratives.

Le dictateur entra d'abord en affaires avec les importateurs: il vendit ses cuirs et acheta ce qu'il lui fallait pour établir, à l'Assuncion même et dans quelques villages, des boutiques exploitées par l'État. Ces magasins ne s'ouvraient qu'une ou deux fois par semaine, et la foule alors était si grande, qu'on dut placer à la porte de chacun d'eux un factionnaire chargé de mettre, à coups de plat de sabre, un peu d'ordre parmi les acheteurs trop pressés. Ce grand empressement, qui rendait l'approche des boutiques difficile, dangereuse même, donna naissance à une industrie nouvelle. Tel individu qui était ami du soldat de garde ou qui ne craignait pas les coups de plat de sabre se chargea des achats, et ces courtiers se faisaient payer une forte prime, qui renchérissait encore pour les Paraguayens les objets que Francia leur vendait déjà très-cher. En dépit de ces entraves, le dictateur réalisa d'assez beaux bénéfices en vendant les produits du pays, soit contre argent, soit contre

les produits d'autres pays, pour qu'il laissât subsister le marché d'Itapua.

Disons enfin, pour prouver jusqu'à quel point le bon docteur poussait la sollicitude pour ses administrés, qu'il alla jusqu'à établir à l'Asuncion une pharmacie de l'État, qu'il confia heureusement à un homme de bien et de mérite, le médecin Estigarribiá.

Malgré ces pauvres expédients, Francia n'était pas bien riche, et il ne se trouva guère mieux d'une foule d'autres mesures qui produisaient bien une petite économie, mais qui abrutissaient chaque jour davantage le pays. C'est ainsi qu'au grand détriment du peuple, presque tous les emplois civils furent supprimés, que toutes les écoles furent fermées, que la plupart des églises restèrent sans prêtres.

Le dictateur ne songeait qu'à son armée, et encore, dans sa manie économique, lui donna-t-il la plus étrange organisation. Ainsi, sous prétexte que dans une république il ne devait y avoir ni titres inutiles ni vains costumes, il supprima tous les grades : il n'eut ni généraux, ni colonels, ni capitaines; sa hiérarchie militaire fut fort simple : soldats, caporaux et sergents, voilà tout, et, ce qui est très-caractéristique, dans les endroits où, comme à Itapua, il avait une force considérable, 1,500 à 2,000 hommes, ce n'était pas un sergent qui commandait : c'était un individu désigné par le docteur, soldat, caporal ou sergent, qui prenait le titre de lieutenant; mais ce titre, qui ne lui donnait aucun droit à avancement, il le quittait pour reprendre son rang aussitôt que sa mission était terminée, et Francia avait soin de ne jamais laisser personne trop longtemps dans une position comparativement élevée.

Toujours sous l'empire des mêmes préoccupations, il voulut que le pays contribuât à vêtir ses soldats. Depuis le temps des Adelantados on semait, récoltait et filait du coton au Paraguay; les Indiens mêmes fabriquaient quelques étoffes, mais en

quantité insignifiante. Cependant peu à peu l'impossibilité de se procurer autrement des vêtements obligea les femmes à tisser plus qu'elles ne le faisaient d'abord. Le dictateur songea non pas à développer cette industrie, en l'encourageant, mais à en profiter. Il fit semer dans les villages d'Indiens guaranis une assez grande quantité de coton et le fit tisser pour ses troupes. Il payait très-peu ou point ses ouvriers ; mais, en revanche, il punissait très-sévèrement ceux qui ne travaillaient pas.

Et c'est d'un pareil homme qu'une encyclopédie française, le Dictionnaire de Bouillet, a osé dire que son administration fut utile au Paraguay; que ce pays lui doit son organisation, ses manufactures, son commerce et sa civilisation! Nous venons de voir ce dont le pays lui est redevable sous ces divers rapports, et, en fait de civilisation, il le ramena tout bonnement à l'état où le bon Nunès Cabeza l'avait trouvé!

Tournant dans ce cercle vicieux, Francia gouverna pendant ses vingt dernières années sans que personne songeât à l'inquiéter; ses voisins étaient trop occupés chez eux pour penser au Paraguay. L'exercice d'un pouvoir sans contrôle, la toute-puissance, produisit sur lui son effet ordinaire. Pour satisfaire un caprice, réaliser la première idée venue, il n'y avait sorte d'extravagance dont il ne fût capable. Ainsi, par exemple, en 1837, le bétail, dans quelques provinces, ayant été attaqué par une épizootie qui se manifestait par des bubons, il envoya des soldats avec ordre de tuer tous les bestiaux, et cet ordre fut exécuté à la lettre. Une autre fois, ennuyé sans doute de se promener — c'était toujours seul — dans des rues tortueuses, il eut l'idée de percer de larges voies dans sa capitale; il fit abattre en conséquence un grand nombre de maisons, puis il abandonna cette idée, et la pauvre ville, où pas un édifice ne s'était construit depuis 1810, prit un aspect plus misérable encore qu'auparavant.

Cependant personne ne parlait, personne ne lisait, personne

ne criait, peu riaient ; le pays était devenu silencieux comme un tombeau. On laissait les édifices tomber en ruines. Jusque sous le rapport du vêtement, on était revenu à l'état sauvage : dans les campagnes on allait nu, dans la ville presque nu ; en 1835, il n'y avait pas dix habits noirs dans tout le pays. Ce qui est plus étrange, c'est qu'on s'était habitué à cette manière de vivre ; et nous pouvons dire, sans crainte d'être démenti, que, quand même Francia, dans ses dernières années, n'eût pas eu un seul soldat, le pays tout entier aurait ponctuellement obéi à ses ordres. La paix et le despotisme avaient fait leur œuvre : le Paraguay était une grande ferme mal exploitée par un seul homme ; les habitants y avaient juste la même importance que les bestiaux.

En 1840, Francia sentit que sa fin approchait. Bien qu'il n'entretînt que de rares correspondances, il avait des espèces d'archives, connues de lui seul ; il brûla tous ses papiers avec une précipitation dont on ne devine pas le motif. L'altération de sa santé se traduisait par de fréquentes attaques d'hypocondrie. Les arrestations sans motif apparent devenaient plus nombreuses ; c'est ainsi qu'un jour il eut la velléité, que rien ne justifiait, de faire emprisonner, sans distinction de nationalité, tous les étrangers qui se trouvaient dans le pays. Les exécutions aussi se succédaient plus fréquemment ; des malheureux étaient arrachés sans motif de leur prison et fusillés sur la place publique, en présence de l'impitoyable docteur.

Le 19 septembre, le pharmacien Estigarribia, l'unique médecin qui se trouvât dans le pays, fut appelé au palais. Il trouva le dictateur assez mal pour oser, tout en lui administrant un médicament, lui parler de faire venir un prêtre. Le dictateur s'emporta en injures contre l'imprudent apothicaire, et Dieu sait quel sort il lui aurait fait, si le mal, ne faisant de rapides progrès, lui eût permis de parler ; mais il perdit la parole dans la soirée même. Le 20 au matin, les commandants des casernes

se présentèrent pour recevoir les ordres du maître ; Estigarribia, qui ne l'avait pas quitté, dut leur répondre que le dictateur était trop mal pour parler, qu'ils fissent selon l'habitude.

Vers onze heures du matin, Francia avait cessé de vivre. Cependant Estigarribia n'osa rien dire ; vers trois heures seulement, il fit sonner la cloche des agonisants. L'inquiétude était grande, comme si un événement de la dernière importance allait s'accomplir. A quatre heures, enfin, on sut la mort du protecteur perpétuel de la république du Paraguay.

La ville pourtant resta muette ; ce ne fut que dans les prisons qu'une lueur d'espoir vint sourire aux malheureux détenus, en les tirant d'une angoisse bien justifiée par l'événement ; car, parmi les quelques papiers qu'on trouva plus tard, était une liste de soixante personnes condamnées à être fusillées.

Mais qui succéderait à Francia ? On n'osait même pas poser la question.

Pour écrire ses ordres, le dictateur se servait d'un homme obscur et brutal nommé Patiño. Ce fut cet homme qui eut la hardiesse de prendre la place vide ; mais il ne fit aucun acte d'autorité, et tout alla comme devant. Il lui eût suffi d'un peu d'énergie pour accaparer sans partage le triste héritage que personne ne réclamait ; mais Patiño, qui n'avait été qu'un outil, ne savait que faire. Il fureta dans la maison du gouvernement, dans les appartements du dictateur, pour voir s'il n'y trouverait pas de l'argent. Il en trouva, dit-on, et en profita pour s'amuser. Il fit venir les commandants des casernes, joua et but gaiement avec eux.

Cependant personne ne bougeait, tout continuait dans le même silence, et Dieu sait combien de temps le pays fût resté sans gouvernement aucun, si un des sergents, nommé Duré, qui commandait la caserne de San-Francisco, et qui n'aimait pas Patiño, n'eût fait sortir cette population idiote de son apathie.

Ayant préparé sans bruit l'exécution de son projet, il arma une compagnie, se rendit à la maison du gouvernement, garrotta Patiño, lui mit les fers aux pieds et l'enferma dans le cachot de sa caserne. Le pauvre diable, fou de terreur, se pendit dans sa prison, de peur d'être pendu.

Duré, nous ne savons trop pourquoi ni par quelle inspiration, peut-être poussé par un sentiment de justice qui se comprend dans l'homme fort et brave quoique illettré, au lieu de prendre lui-même le gouvernement, et certes on lui aurait obéi, eut l'idée d'assembler les commandants des casernes pour former un gouvernement provisoire qui préparerait la réunion d'un congrès.

On se souvenait vaguement des premiers temps de l'indépendance, de ce fameux consulat de Francia et Yedros. On élut donc deux consuls, qui furent don Martin Roque Alonso et don Carlos Antonio Lopez.

Ce consulat eut à peu près le même sort que le premier; l'autorité fut bientôt accaparée par Lopez. Plus adroit que Francia, un peu avocat comme lui, Lopez croyait, ainsi que son prédécesseur, que l'autorité donnait à qui l'exerçait le privilége d'être infaillible et inviolable. Comme son prédécesseur, il était méfiant, soupçonneux, emporté; mais il lui était bien supérieur en fait d'administration, comme aussi en fait de commerce. Lopez n'aimait pas seulement le pouvoir pour le pouvoir, il l'aimait encore comme moyen d'acquérir des richesses pour lui et pour sa famille.

Ces deux hommes n'étaient ni des exceptions ni des monstres; c'étaient des hommes comme nous tous, mais gâtés par une éducation que l'on a peine à comprendre lorsque l'on a vécu en dehors de l'atmosphère des pays barbares gouvernés comme l'avait été le Paraguay. La toute-puissance, l'inviolabilité de l'autorité, étaient comme un dogme pour ce peuple, qui ne comprenait pas qu'il pût avoir des droits. Il était naturel que ce

sentiment des gouvernés fût partagé par les gouvernants : de là cette prédisposition à la tyrannie chez tous ceux qui ont formé leur intelligence sous la tyrannie.

La différence entre Lopez et Francia s'explique par la famille. Le premier, arrivé au pouvoir déjà vieux, avec les idées de parcimonie que nous connaissons, se contenta d'exercer le pouvoir pour le pouvoir; pour lui le monde finissait avec lui : de là son administration arbitraire et imprévoyante. Le second, au contraire, avait une famille nombreuse; il aimait le pouvoir autant que Francia, mais, en dehors du pouvoir, il aimait sa famille et songeait aux siens en même temps qu'à lui-même. Il avait un patriotisme qui n'était pas sans quelque analogie avec le patriotisme qui a fait commettre les fautes que l'on sait au dernier roi des Français.

Le consulat de Lopez et d'Alonso servit au premier pour se préparer à la dictature, mais à la dictature légale. Aidé d'un prêtre de Buénos-Ayres, le père Palacios, il formula une constitution absurde, où tout était calculé pour assurer la toute-puissance au président, qui pouvait se perpétuer au pouvoir par une simple cérémonie, qui devait, sous mine de réélection, avoir lieu de dix en dix ans. Un de ces congrès où l'on fait *comparaître* les députés comme des criminels à un tribunal fut assemblé. La constitution proposée par les consuls fut sanctionnée en 1844, et don Carlos Antonio Lopez installé dans la présidence.

Lopez régna sur ce qu'on a bien voulu appeler République du Paraguay de 1844 à 1862. Que fit-il pendant ces dix-huit années de paix et de toute-puissance ? Heureusement pour la tâche que nous nous sommes imposée et pour la patience de nos lecteurs, son règne n'est pas long à raconter. Redevable de son rang, non à l'opinion publique, mais à l'esprit de justice, à l'équité naturelle du brave sergent Duré, il avait reçu des mains du congrès une ferme horriblement mal administrée, où tout était misérable, depuis le dictateur, mort la menace à la bouche, jusqu'au malheureux soldat qu'il transformait en bourreau. Au

bout de dix-huit années, Lopez laissa une ferme très-bien administrée; comme toute communauté dans les mains d'un maître intelligent, la misère morale se cachait sous un peu de bien-être matériel. Mais pendant ces dix-huit années Lopez n'avait rien fait pour le Paraguay, il avait tout fait pour lui; si ses concitoyens étaient un peu plus à leur aise, ils ne lui en devaient aucune reconnaissance : c'était uniquement parce que, pour s'enrichir lui-même, il n'avait pu éviter d'enrichir les autres.

En un mot, si, comme nous l'avons dit, le Paraguay était, en 1844, une ferme où le citoyen ne comptait pour rien, c'était encore, en 1862, une ferme où le citoyen ne valait pas davantage.

Quand Lopez s'éleva à la présidence , à l'intérieur toute industrie était morte, et le pays avait avec l'extérieur autant de relations que le Japon en 1830. Lopez comprit tout d'abord que l'isolement était la ruine, la continuation de la misère dont Francia avait souffert aussi bien que le pays. Il commença donc par ouvrir au commerce le port d'El Pilar, sur le Paraguay; il envoya ensuite à Buénos-Ayres un agent pour sonder le terrain et savoir si Rosas, alors au pouvoir, voudrait reconnaître l'indépendance du Paraguay. Rosas s'y refusa net, déclarant, au contraire, que, ayant fait partie de l'ancienne vice-royauté, le Paraguay devait être considéré comme une des provinces de la Confédération Argentine; et c'est ce que Lopez ne pouvait admettre.

Ayant échoué de ce côté, Lopez fit alliance avec la province de Corrientes, alors en guerre avec le dictateur de Buénos-Ayres, et, si les entraves mises par Rosas au commerce du Paraguay l'empêchèrent de prendre une importance immédiate, il se fit néanmoins des affaires plus importantes que celles des Brésiliens à Itapua : les magasins purent vendre librement, et les Paraguayens trouvèrent à se défaire de leur tabac.

Lopez s'occupa en même temps d'organiser ses finances. Pour se créer des ressources, il permit le travail dans les yer-

bales ; mais il achetait ce qu'on y fabriquait, et l'exportait ensuite pour le compte de l'Etat, c'est-à-dire pour son compte, avec un bénéfice de 4 à 500 p. 100 (1).

Il autorisa également l'exportation des bois de construction, qui avaient à payer 20 p. 100 *ad valorem;* mais les appréciations étaient faites de telle façon qu'en résumé ce que le travailleur avait à payer au gouvernement pour l'exploitation des forêts ne montait à guère moins de 80 p. 100.

Enfin l'habile dictateur trouva encore une autre ressource dans le papier timbré, qu'il rendit obligatoire pour tous les actes.

Ces contributions, jointes à la dîme sur tous les produits agricoles, relevèrent bientôt le trésor et permirent à Lopez d'envoyer à Corrientes, pour aider les unitaires, un corps d'armée, organisé non plus à la façon de Francia, mais selon les règles ordinaires, et qu'il plaça sous les ordres de son fils, jeune homme aussi inepte qu'inexpérimenté, qui fut élevé d'emblée par son père au grade de général.

Cette armée, ou plutôt ce ramassis d'hommes, ne fit absolument rien; il ne tarda pas d'ailleurs à être rappelé au Paraguay, quand Lopez vit la mauvaise tournure que l'affaire de Corrientes prenait pour les unitaires.

La chute de Rosas fut un événement heureux pour le Paraguay. Il suffisait que Rosas lui eût été hostile pour que les unitaires lui fussent favorables. Il fut d'abord reconnu par le Brésil, puis par la république de l'Uruguay. Après Caseros, Urquiza ouvrit à ses navires la navigation du Parana, et le 15 juillet 1852 il reconnut son indépendance. Enfin, en mars 1853, Lo-

(1) L'homme qui obtenait une licence pour fabriquer la yerba partait pour les bois, et travaillait pour son compte avec le nombre d'hommes qu'il voulait. L'arroba (12 kilogrammes) de yerba lui était payée 5 fr. par le gouvernement, qui la revendait, en l'exportant, 30 à 40 francs. Quant au thé ou yerba qui se consommait dans le pays, le gouvernement revendait 15 francs ce qu'il avait payé 5 fr.

pez signa avec les plénipotentiaires de France, d'Angleterre, de Sardaigne et des États-Unis, qui s'étaient rendus à l'Asuncion, des traités d'amitié, de commerce et de navigation, pour la régularisation des relations entre ces États et la république, dit, avec un grand sérieux, un écrivain officiel du Paraguay.

Dans tout cela, Lopez ne cherchait autre chose que des débouchés pour ses marchandises, et des antécédents à opposer aux protestations éventuelles contre la séparation complète d'une province qui, en réalité, devrait faire partie de la République Argentine, tout comme Corrientes ou Jujuy. On connaît l'histoire de la République Argentine de 1852 à 1862, et l'on sait si le Paraguay avait quelque chose à craindre d'un pays divisé et continuellement en guerre. Lopez n'aurait donc eu avec l'extérieur que des relations pacifiques sans son caractère susceptible, sans son sot orgueil, qui occasionna quelques disputes, du reste sans conséquence, avec les agents du Brésil. Il eut, vers 1859, un démêlé plus sérieux avec les États-Unis. Comme nous l'avons dit, l'indépendance du Paraguay avait été reconnue, en 1853, par ces Etats, qui y avaient envoyé un consul, M. Édouard Hopkins. Celui-ci, tout en représentant son pays, voulut entreprendre de grandes opérations commerciales; il monta des fabriques de cigares, des services de bateaux à vapeur, des scieries. Dans les meilleurs termes avec le président, il s'entendit avec lui et en reçut 50,000 francs pour commencer ses opérations. Mais l'accord ne fut pas de longue durée; Lopez ne tarda pas à prétendre traiter le Yankee comme il était habitué à traiter ses Paraguayens: de là bientôt mésintelligence et mauvais vouloir réciproque.

Vers la même époque, le capitaine Page, de la marine de l'Union, avait été envoyé à la Plata pour des travaux géographiques; d'abord très-bien accueillie par Lopez, la mission américaine ne tarda pas à ressentir le contre-coup des démêlés du président avec le consul.

Un petit vapeur américain, le *Water-Witch*, dont se servait

Page pour ses travaux hydrographiques, faiblement armé d'ailleurs, comme il convenait à sa destination, ayant voulu étudier les bords du Parana, en fut empêché par le fort Yapiru. Une altercation s'ensuivit, et quelques coups de canon furent échangés. Le *Water-Witch*, ayant eu son gouvernail cassé et sa machine mise hors de service, dut abandonner sa mission. L'insulte faite à la bannière étoilée ne pouvait rester sans réparation. En 1859, un agent de l'Union apparut à la Plata, appuyé par une escadre américaine. Il n'aurait fallu que quelques troupes de débarquement pour obtenir tout ce qu'on aurait voulu, et c'en eût été fait de Lopez et de sa famille, si les hostilités avaient commencé; mais une double circonstance détourna le danger qui le menaçait. La grande querelle du Nord et du Sud se prévoyait déjà; les Yankees, qui se savaient à la veille d'une guerre civile, avaient donc hâte de terminer cette sotte affaire. D'un autre côté, Urquiza, président de la Confédération Argentine, qui croyait pouvoir compter sur le Paraguay pour mener à bonne fin ses projets contre Buénos-Ayres, recherchait l'occasion de servir Lopez, avec lequel il avait d'ailleurs plus d'une affinité; et puis il devait être désireux de voir finir au plus tôt cette complication nouvelle, car, si la guerre se fût engagée, Buénos-Ayres serait devenue l'alliée naturelle des Yankees, ce qui eût singulièrement compromis son parti. Sans donc demander l'autorisation des chambres, et avec une spontanéité qui lui fait honneur, Urquiza s'embarqua sur le *Salto de Guayra*, un des vapeurs de Lopez, et arriva à l'Asuncion dans la nuit du 16 janvier. Il offrit sa médiation; Lopez et les Yankees l'acceptèrent, et une convention fut conclue, par laquelle Lopez consentit à payer une indemnité de 250,000 francs, si les arbitres qui devaient connaître de cette affaire à Washington trouvaient justes et fondées les réclamations de l'Union. Bref le Paraguay, bien servi à Washington, sortit de cette affaire sans bourse délier.

Lopez eut aussi et le Paraguay a encore des démêlés avec

l'Angleterre, et ces difficultés ne cesseront jamais, parce qu'en ouvrant le pays au commerce étranger, on n'a pas adopté un système administratif intérieur qui concorde avec les usages des nations civilisées. De là, de la part des étrangers, des plaintes constantes et presque toujours fondées qui rendront chaque jour plus difficiles, et enfin tout à fait impossibles, les relations avec un gouvernement arbitraire qui ne peut rien respecter.

Disons donc quel est ce régime intérieur qui maintient les Paraguayens dans l'abrutissement, et rend les relations avec l'extérieur si difficiles.

Depuis son arrivée à la présidence, Lopez n'avait pas eu à vaincre une seule résistance à l'intérieur; ses ordres, quels qu'ils fussent, étaient ponctuellement exécutés, et cela sans peine, tout naturellement. Il était l'autorité, il devait être obéi. Son unique souci était ce brave sergent Duré, qui avait voulu des garanties pour son pays. Oublié en apparence pendant le court consulat de Lopez et Alonso, il fut, peu de temps après l'institution de la présidence, jeté en prison, sous le plus futile prétexte, une question de discipline, et bientôt après fusillé sans bruit : car, tout chargé de fers qu'il était, il inspirait encore de la terreur à Lopez, qui aurait voulu ensevelir dans un éternel oubli l'homme à qui il devait le pouvoir. C'est au point que le nom de Duré n'est pas même mentionné dans une histoire du Paraguay écrite par l'ordre du président, et dont le manuscrit lui a été communiqué avant l'impression.

Rappelons encore un autre meurtre commis par Lopez. Un homme de bien, Espindola, avait pris un permis pour envoyer une barrique d'eau-de-vie à la villa del Pilar. Ce permis était sur papier timbré et signé par Lopez. A la douane, on fit à Espindola je ne sais quelles difficultés; toujours est-il qu'ennuyé de ces tracasseries, il déchira le permis devant les employés. C'était presque un crime de lèse-majesté. Le fait

ayant été rapporté à Lopez, le malheureux Espindola fut fusillé cinq minutes après.

Ce n'était point pour inspirer la terreur que Lopez tuait ainsi sans droit ni raison: il n'avait pas besoin de ce ressort. On comprend néanmoins l'effet de pareilles exécutions, et si le mutisme continua d'être profond. Somme toute, sauf la faculté de commercer avec l'extérieur, les citoyens n'avaient pas plus de droits, pas plus de garanties que sous le protectorat de Francia.

Après cela, il est à peine besoin de dire si les actes arbitraires contre la propriété ont été fréquents. Une maison convenait-elle à Lopez ou à sa famille, elle était expropriée pour cause d'utilité publique, et c'était l'acheteur qui en fixait le prix. Et ce que nous disons des maisons, nous pourrions le dire également de toute autre propriété.

Lopez, avec une incroyable bonne foi, s'était dit, comme Louis XIV: « L'État, c'est moi, » et, personne ne le contredisant, il avait fini par en être convaincu.

Le commerce que faisait Lopez ne pouvait qu'être très-lent, très-restreint, vu l'enfoncement du Paraguay dans le centre de l'Amérique, et l'insuffisance des moyens de transport : les bâtiments à voiles mettaient quinze à vingt jours pour descendre de l'Assuncion à Buénos-Ayres, et de cinquante à soixante-dix jours pour remonter le grand fleuve. La navigation à vapeur pouvait changer la face des choses; Lopez finit par s'en aviser. En 1854, il acheta son premier vapeur en Angleterre, *le Tacuary*. Bientôt après il comprit de quelle importance il serait d'en pouvoir construire au Paraguay même. Sous la direction d'ouvriers anglais, il établit donc des chantiers, où il fit construire quelques vapeurs, qui font grand honneur aux directeurs de son arsenal; il en acheta quelques autres et, bref, il se créa une marine qui non-seulement lui permit de donner tout le développement nécessaire à son commerce, mais fit de la république du Paraguay le plus puissant État maritime de la Plata.

Aussi le commerce, presque nul lors de la mort de Francia, s'élevait-il en 1860, d'après les documents officiels publiés au Paraguay, à 12,898,725 francs, savoir :

Importations.	4,429,205 francs.
Exportations.	8,449,520
	12,898,725 francs.

Mais il est à remarquer que le seul article du thé du Paraguay, dont le gouvernement a le monopole, représentait 65 pour 100 du montant de la valeur des produits exportés, toujours d'après les documents officiels ; que la plus grande partie des cuirs exportés appartenaient à Lopez ou à l'État, ce qui était la même chose ; qu'il encaissait plus des deux tiers des produits des bois ; enfin que l'État profitait aussi d'une grande partie des transports : si bien que l'on peut dire que les neuf dixièmes des exportations se faisaient pour le compte de Lopez.

Cependant ce dixième que Lopez laissait à ses administrés valait mieux que le rien qu'ils avaient sous Francia.

Somme toute, il y avait un immense progrès, nous ne voulons pas le nier, mais le pays n'en profitait que dans une très-faible mesure. Dix-huit années de bonne administration avaient enrichi Lopez, l'Asuncion se relevait de ses ruines. — Il est vrai que sur cinq maisons nouvellement bâties, il y en avait quatre qui appartenaient à la famille Lopez. — Plusieurs églises avaient été construites ; l'une d'elles, *la Trinidad*, élevée en face de la maison de campagne du président, fut le Panthéon de la famille ; Lopez l'avait désignée pour recevoir ses restes vénérables. La capitale était éclairée la nuit sur le parcours que suivait Lopez de sa maison de campagne à sa maison de ville. Pour suppléer aux réverbères dans les autres endroits, un décret étrange obligeait tout habitant à ne sortir la nuit que muni d'une lanterne bien allumée, ni plus ni moins que les voitures en Europe. Il y avait des écoles où l'on enseignait à lire et à écrire, et surtout à vénérer le président. Les maîtres devaient y former des em-

ployés; malheur à celui dont l'enseignement aurait tendu à faire des citoyens! A l'Arsenal,de nombreux apprentis paraguayens, très-durement tenus, étaient soigneusement instruits, de manière à ce qu'ils pussent un jour remplacer les ouvriers anglais, qu'on était obligé de payer très-cher. Enfin Lopez avait même un journal, mais quel journal! Les feuilles gouvernementales russes, le *Court Journal* anglais, qui se pâme d'amour pour l'aristocratie britannique, rougiraient de la tiédeur de leurs sentiments s'ils pouvaient se comparer au célèbre *Semanario* de l'Asuncion.

Mais aussi ces dix-huit années de mutisme avaient affermi le servilisme des Paraguayos. Je sais bien qu'aux yeux des myopes dix-huit années de prospérité sont une suffisante justification du despotisme de Lopez. Beaucoup se sont dit : Le despotisme est bon, pourvu que le despote soit bon. Erreur que Lopez, heureusement, mais bien à son insu sans doute, s'est chargé de détruire.

Francia avait laissé une ferme mal administrée, mais il n'avait rien laissé après lui, ce qui est une circonstance atténuante : un sergent avait pu prendre sa place. Lopez, à sa mort, laissa une ferme bien administrée; mais, circonstance aggravante, il laissait un fils armé de toutes pièces pour lui succéder.

Enfant encore, sans éducation aucune, Francisco Solano Lopez avait été, comme nous l'avons vu, fait d'emblée général. Depuis lors il se croyait destiné à succéder à son père. Les hommes qui l'entouraient avaient la même conviction, et de là une cour de flatteurs de la pire espèce, qui avaient développé dans ce jeune cœur tous les plus mauvais instincts.

Lopez crut faire beaucoup pour son fils et un peu pour le pays en l'envoyant en Europe comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la république du Paraguay. Rien ne fut épargné pour que le jeune ambassadeur, improvisé diplomate comme il avait été improvisé général, fît bonne figure dans

les cours européennes. Le docteur Gelly, un homme de mérite, citoyen du Paraguay, mais qui avait vécu hors du pays pendant la dictature de Francia, lui fut adjoint comme secrétaire, afin qu'il pût passer des notes compréhensibles et sans faute d'orthographe. Les officiers de la plus belle prestance, et portant très-sérieusement des uniformes militaires (pour être vrai, nous devrions dire la livrée de la famille Lopez), lui furent attachés comme aides de camp.

Le fils de Lopez ne causa point la sensation qu'il espérait; il fut reçu, dans les différentes cours qui avaient reconnu le Paraguay, avec la froide courtoisie qui est d'habitude; mais toujours entouré de subalternes, n'ayant de relations intimes qu'avec des industriels qui désiraient faire des affaires, n'osant demander ce qu'il ne comprenait pas, de peur de laisser voir son ignorance, il n'apprit rien, et son voyage, loin d'être un bien pour le pays qu'il était appelé à gouverner, fut au contraire un mal.

Quand nous disons que don Francisco n'apprit rien en Europe, nous nous trompons : il y apprit la haine contre les républicains, il y apprit les précautions à prendre contre les partis audacieux, il y apprit la nécessité d'affermir le pouvoir par l'hérédité; enfin sur ce pauvre sauvage se greffèrent toutes les préoccupations des adorateurs quand même du pouvoir. L'unique élément civilisateur qu'il ramena dans son pays fut une dame galante de Paris, qui devait introduire la mode au Paraguay et saper le respect porté aux unions légitimes. Ah! il en rapporta encore force uniformes, plus superbes les uns que les autres, pour lui et les siens, et assez de connaissances dans l'art du tailleur pour se déguiser en personne civilisée.

De retour au Paraguay, don Francisco, placé à la tête de l'armée, usa et abusa de l'influence que lui donnait l'amour de son père, lequel, par une aberration étrange, mais qui n'est pourtant pas incompréhensible, respectait déjà en lui son futur successeur. Il fut le mauvais génie du vieux Lopez, dont il augmenta la morgue. Il voyait partout des conspirateurs. Nous ci-

terons un exemple de ces hallucinations, parmi un grand nombre de faits bien connus de ceux qui ont habité le pays. En 1859, se méfiant de quelques pauvres diables qui lui étaient antipathiques, il les fit arrêter et jeter en prison. Au Paraguay, il n'y a pas un seul avocat, pas de défenseur possible ; les juges ne sont que des agents de police, et leur besogne est des plus faciles : ils n'ont qu'à se préoccuper de bien exécuter les ordres qu'ils reçoivent. Ces inoffensifs conspirateurs auraient langui Dieu sait combien d'années dans leurs cachots si l'un d'eux, un nommé Constatt, ayant invoqué sa nationalité, n'avait été réclamé par le consul anglais Henderson. Cette affaire souleva des difficultés dont on se tira d'une étrange manière : on n'eut pour le moment aucun égard aux réclamations du consul; au bout d'une année seulement on mit Constatt en liberté, ainsi que les autres accusés ; mais, pour prouver qu'on avait eu raison d'arrêter l'homme qui avait motivé les réclamations anglaises, on fusilla une couple de Paraguayos, les frères Decoud, qui certes étaient aussi innocents que Constatt. Ces faits, où le grotesque se mêle à l'horrible, furent fréquents dans les dernières années du vieux Lopez, qui se laissa de plus en plus gouverner par son fils.

Le successeur de Lopez était trop clairement désigné pour que sa mort fût suivie du moindre désordre. Les admirateurs de son administration — et toutes les administrations en ont — n'osèrent pas crier sans doute : Le roi est mort, vive le roi ! mais le 10 septembre 1862, son père mort, dòn Francisco assembla l'évêque et les fonctionnaires, et leur donna lecture d'un testament de Lopez qui l'investissait de la vice-présidence jusqu'à ce qu'un congrès eût nommé un président.

Nous savons ce que ce mot de *congrès* veut dire au Paraguay. Cette fois pourtant un fait inouï se produisit : un des députés, le vieux Varela, fit observer que dans la constitution promulguée par Lopez se trouvait une phrase ainsi conçue :

« La république ne pourra jamais devenir le patrimoine d'une personne ou d'une famille ; » et il demanda humblement si en élisant le fils on ne se mettait pas en contradiction avec la loi fondamentale jurée par tous. Don Francisco, qui présidait le congrès, s'adressant à un de ses amis, qui n'était pas député et se trouvait là en amateur : « Père Roman , lui dit-il, répondez à ce que dit cet homme. » Le père Roman leva facilement les scrupules du député trop consciencieux en matière de serment, et Lopez fut élu à l'unanimité.

Une fois au pouvoir, don Francisco devint plus soupçonneux encore; ses frayeurs grandirent avec son importance. Tout homme de quelque mérite qui avait été distingué par le père devint supect au fils. Laisser poindre seulement la velléité de porter un jugement sur un gouvernement quelconque, c'était s'exposer à être traité en ennemi, parce qu'on montrait par là qu'on ne croyait pas à l'infaillibilité de l'autorité. Ainsi un prêtre, le père Mais, très-estimé du vieux Lopez, en faisant en chaire le panégyrique du président défunt, fut amené à dire que Francia avait été un tyran stupide; ce fut assez pour le perdre dans l'esprit du nouveau président : quelques jours après il était jeté, avec huit de ses collègues, les fers aux pieds, dans une prison où il est resté oublié depuis. C'était décapiter d'un seul coup le clergé paraguayen.

Parmi les personnes que Lopez avait plus particulièrement distinguées était un colonel Marin, âgé de soixante-dix ans, et comptant quarante-cinq ans de service ; c'était un soldat exemplaire : don Francisco le fit mettre aux fers, ainsi que *sa femme et sa fille*, sans qu'ils eussent d'autres torts que d'être parents du député trop consciencieux qui avait soulevé au congrès l'incident dont nous venons de parler. Bref, les prisons se remplirent en peu de semaines; on y entassait femmes, vieillards, enfants ; et l'on vit se renouveler les scènes du temps de Francia. Ainsi un vieillard, Lescano, qui avait rempli le premier poste dans l'administration civile sous Lopez, et qui était coupable, par

conséquent, d'avoir eu de l'importance et porté de l'amitié au président défunt, fut condamné au cachot; mais il n'y avait plus de place : on lui mit alors les fers aux pieds et on l'installa sous un escalier, dans une dépendance des prisons, où il mourut sur la terre nue, sans avoir pu seulement obtenir qu'on lui donnât un matelas. Nous n'en finirions pas si nous voulions rapporter un à un tous ces crimes inutiles, tant de supplices immérités, que rien ne motivait.

Le jeune Lopez ne remplace pas son père; il est le continuateur du sombre Francia. Déjà le commerce de la « Yerba », habilement exploité par l'administration précédente, diminue, les contributions augmentent, l'impôt du timbre a été étendu à toutes les transactions, si minimes qu'elles puissent être, et sans qu'on se soit préoccupé de proportionner l'impôt à l'importance de la transaction. Ces folies de la tyrannie ont produit leur effet ordinaire, elles ont appauvri le tyran trop avide: ainsi les billets de banque, qui étaient au pair sous le vieux Lopez, éprouvent déjà une baisse de 50 pour 100, et l'on peut dire que la science économique et administrative du nouveau président a fait diminuer de moitié le crédit du Paraguay, ou, pour mieux dire, de la maison commerciale Lopez et Cie. En revanche, la police est plus sévère, plus brutale, l'espionnage est partout, se faisant au grand jour ou dans l'ombre, encouragé, provoqué par les récompenses données aux délateurs. Et les choses iront ainsi de mal en pis jusqu'à ce que quelque Duré mette la main sur un pouvoir qui n'est à craindre que parce que personne n'ose toucher à ce hérisson de fer aux pieds d'argile.

On ne conçoit vraiment pas comment un tel pays, ou plutôt comment cet immense bagne des forêts tropicales, a pu être admis au rang des nations. Il est vrai de dire que les deux Lopez n'ont rien épargné pour se faire voir tout autres qu'ils ne sont; ils ont trouvé des hommes pour écrire leur *Semanario*, et des écrivains pour dissimuler la vérité. D'un autre côté, les agents diplomatiques venus au Paraguay, n'ayant d'autre mis-

sion que de faire des traités, d'augmenter les débouchés commerciaux des pays qui les envoyaient, ont fermé les yeux sur cette déplorable administration, oubliant que les relations sont impossibles avec ces fantômes de nation. Le temps prouvera aux grandes puissances d'Europe que pour le Paraguay, comme pour les puissances barbaresques, il faut une diplomatie à part, et que les gouvernants qui ne respectent rien doivent être mis hors du droit des gens. Car un jour viendra enfin où le voile tombera, et alors la vérité apparaîtra dans toute sa hideur.

On connaît maintenant ce pays où la guerre civile n'a jamais pénétré, on voit ce que le Paraguay a gagné à ses quarante ans de paix : il est encore où en étaient les différentes provinces argentines en 1810 ; il s'est appauvri, il a souffert, il s'est abruti. La guerre civile ne lui aurait-elle pas mieux valu ? Elle l'aurait tiré tout du moins de l'état d'hébêtement où vivaient les colonies, et qui a été si soigneusement maintenu par Francia et les deux Lopez.

Mais détournons les yeux de tant de misères, et disons un dernier mot des autres pays de la Plata. Deux années se sont écoulées depuis le triomphe des libéraux. Leur arrivée au pouvoir n'a pas été sans doute le remède à tous les maux : les fédéraux ont relevé parfois la tête, des chefs de bandits plutôt que des hommes politiques ont agité les provinces des Andes ; mais les ennemis du repos public ont été domptés, et cela sans qu'on ait vu se renouveler les horreurs qui souillaient les victoires des fédéraux. Enfin, sans rigueurs, sans terrorisme, le pays vit en paix et prospère.

On pourrait demander à Mitre plus qu'il ne fait. Nous souhaiterions : 1° une organisation plus économique et plus efficace de l'armée ; 2° un peu plus d'ordre dans l'administration des res-

sources de l'État; enfin 3° un peu d'initiative de la part du gouvernement dans la question du papier-monnaie de la province de Buénos-Ayres, dont les fluctuations constantes sont une entrave et un danger pour le commerce. Mais Mitre n'agit guère que lorsqu'il y est poussé par l'opinion publique; il aime le progrès assurément, il lui ouvrira volontiers les portes, il le laissera venir, mais il ne le provoquera pas.

C'est peut-être un grand tort. Pourtant, nous devons le reconnaître, ce système a toujours réussi dans la pratique, et, malgré l'inertie de l'administration, le commerce augmente, l'émigration commence à voir qu'on peut trouver sur les bords des grandes rivières du Sud sécurité, richesse et liberté, et les rails des chemins de fer, qui pénètrent déjà dans la Pampa, les vapeurs qui sillonnent les rivières, tout annonce que les plus mauvais temps sont passés pour la Plata. Les générations à venir pourront à peine croire, en voyant leur pays si prospère, que leurs pères ont eu à soutenir de si longues et si sanglantes luttes pour leur donner la liberté et la justice, seules bases de la prospérité et de la stabilité des États.

Un fait encore, de moindre importance sans doute, mais que cependant nous sommes heureux de consigner ici, a signalé l'administration du général Mitre : un traité d'amitié a été signé entre l'Espagne et la République Argentine. Reconnue ainsi comme nation par l'ancienne métropole, ayant longtemps souffert pour conquérir ses droits, la jeune république n'a plus qu'à suivre la voie qui lui a été tracée par les fondateurs de sa nationalité. Espérons donc dans son avenir, espérons qu'elle pourra un jour rivaliser avec sa sœur aînée du Nord, qui, elle aussi, aura tôt ou tard à s'applaudir de sa grande guerre civile, entreprise et soutenue avec tant d'héroïsme, pour le triomphe du droit et de la vérité sociale.

FIN.

TABLE

I. — LE TAVANTISUYOU.

II. — LA VICE-ROYAUTÉ DU PÉROU.

Exploration et colonisation de l'Amérique méridionale.

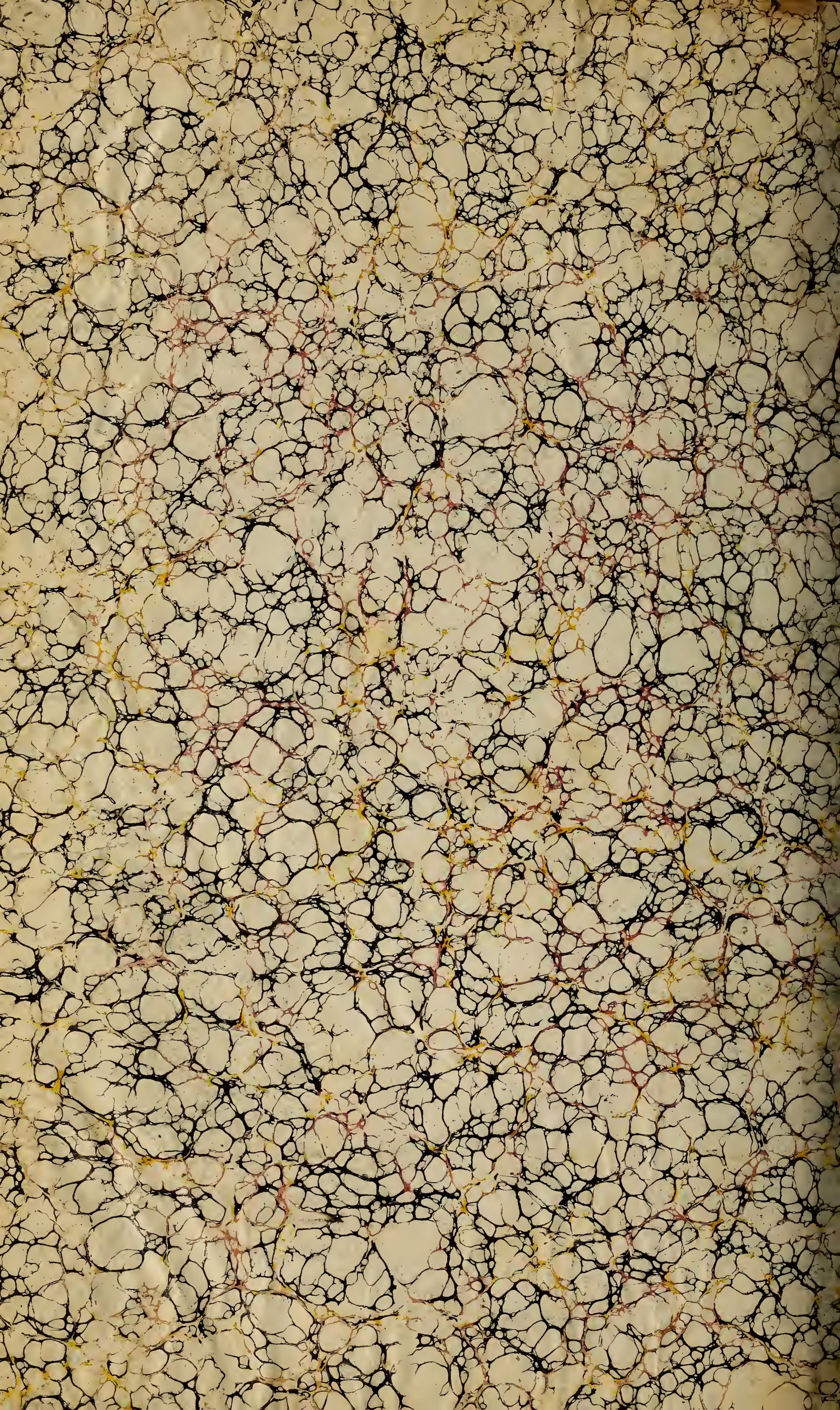
III. — LA VICE-ROYAUTÉ DE LA PLATA.

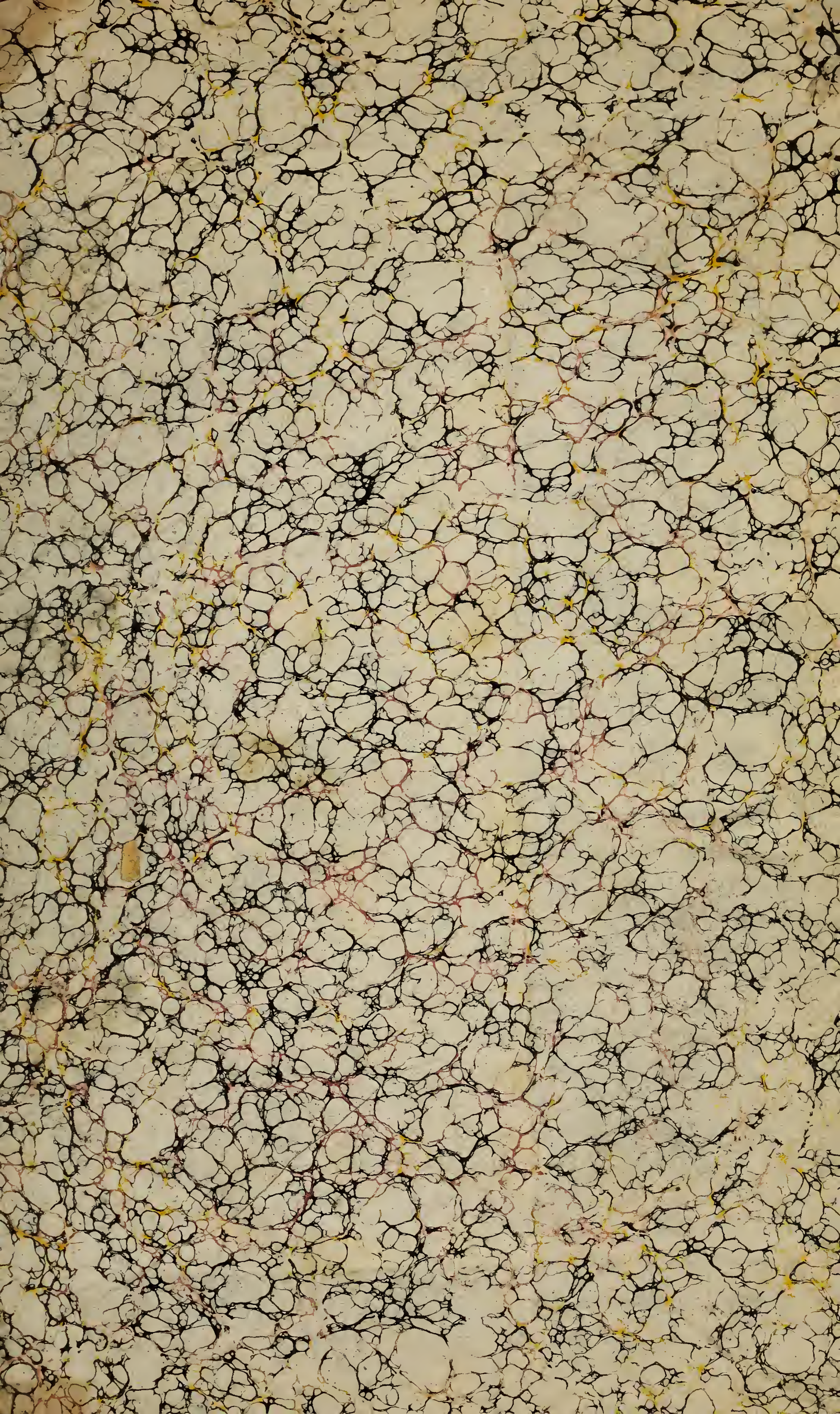
IV. — RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

---

289 — Paris, imprimerie de Jouaust, rue Saint-Honoré, 338.








LIBRARY OF CONGRESS
0 015 896 069 2